



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

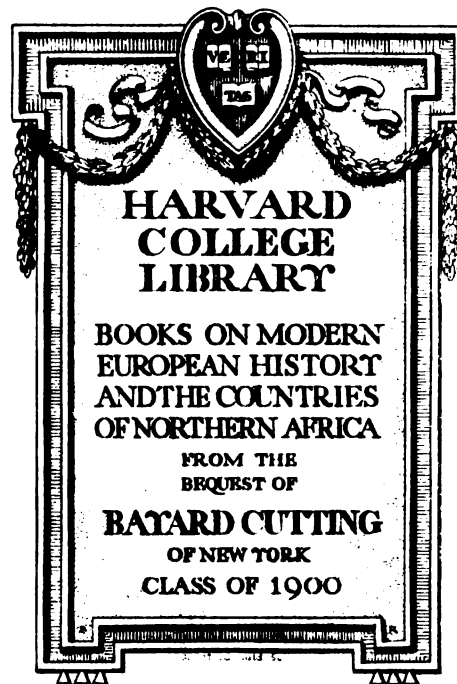
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Fr 7065.46.12



9968

HISTOIRE
DE LA
VILLE DE NIMES
depuis 1830 jusqu'à nos jours

PAR
ADOLPHE PIEYRE
ancien député

TOME SECOND



NIMES
CATELAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE THOU MAYNE
1887

717
2-2

HISTOIRE
DE LA
VILLE DE NIMES

NIMES. — IMPRIMERIE DUBOIS, RUE BERNARD-ATON, 2.

HISTOIRE
DE LA
VILLE DE NIMES

depuis 1830 jusqu'à nos jours

PAR

ADOLPHE PIEYRE

ancien député

TOME SECOND



NIMES
CATELAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE THOU MAYNE

1886

~~Fr 7065.46.12~~

Fr 7065.46.12

Harvard College Library
July 22, 1913
Cutting fund



HISTOIRE

DE LA

VILLE DE NIMES

CHAPITRE PREMIER

(Année 1850)

SOMMAIRE

ETAT DES PARTIS EN FRANCE. — LES JOURNAUX DE NIMES. — L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DU 13 JANVIER. — LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — LOI ÉLECTORALE. — MANŒUVRES SOCIALISTES. — INTERDICTION DES BANQUETS POLITIQUES. — PROPOSITION GANEL. — LE COMLOT DE LYON. — HENRI V A WIESBADEN. — LA FUSION. — MORT DE LOUIS-PHILIPPE. — RENTRÉE DE PIE IX A ROME. — LETTRE DU PAPE AU CONSEIL MUNICIPAL DE NIMES. — LA FONTAINE PRADIER ; RÉCEPTION DES TRAVAUX. — TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL. — LA SÉCHERESSE A NIMES. — LES COURSES DE TAUREAUX AU CONSEIL GÉNÉRAL. — VŒU DE M. DE LARCY. — EXPOSITION DES BEAUX ARTS. — CRÉATION DES CONCOURS D'ANIMAUX DE BOUCHERIE A NIMES. — INAUGURATION DU NOUVEAU MARCHÉ AUX BESTIAUX. — DÉLIMITATION DES FORÊTS COMMUNALES. — LES FOUILLES A LA PORTE-AUGUSTE. — M. PELLET. — DUEL BRESSON-PENCHINAT. — L'AFFAIRE DU CERCLE DE L'*Alister*. — L'ŒDIUM. — CATASTROPHE D'ANGERS.

Nous avons dit combien était précaire l'état de la France au lendemain de l'élection qui assurait la présidence de la République au prince Louis-Napoléon Bonaparte. Brutalement mise aux prises avec les pires des révolutionnaires, en proie aux plus sanglantes et aux plus terribles secousses, la France, affolée, s'était, dans le vertige qui l'emportait, accrochée à la première branche venue, sans réfléchir une seconde et sans calculer les conséquences de son acte. Elle s'était donnée, à corps

perdu, pour échapper au torrent qui la broyait et la roulait aux abîmes.

Mais à ce mouvement instinctif dû à l'effroi et à la terreur, devait succéder un temps de véritable anarchie dans les esprits. D'abord lente, cette phase nouvelle de la période révolutionnaire devait aller *crescendo* pour aboutir à un impasse que tout le monde prévoyait sans oser se l'avouer. Le césarisme était au bout de la carrière que parcourait le pays et apparaissait aux prévoyants comme l'issue fatale, le terme inéluctable de la révolution de 1848.

Nul n'acceptait comme définitif l'état de répit que créait la constitution récemment promulguée.

Ni le chef suprême que le peuple avait désigné, ni le Parlement, ni les partis, ni la nation n'entendirent s'arrêter là. On ne le disait peut-être pas tout haut, on ne l'avouait pas d'une façon absolue, mais on sentait qu'il ne pouvait en être autrement. Chacun des partis avait l'espérance de triompher et de reprendre le pouvoir. Les orléanistes se flattaient de réussir en se servant de cette bourgeoisie que le règne de Louis-Philippe avait contribué puissamment à enrichir et qui était toute pleine encore du souvenir de la monarchie constitutionnelle. Les bonapartistes entrevoyaient confusément le relèvement de l'empire, comme une chose possible, en agissant avec un peu d'adresse et en se présentant comme les champions de l'ordre public ; le souvenir du premier empereur, encore vivace, surtout depuis le célèbre retour des cendres, la gloire militaire que son nom évoquait, devaient avoir une influence sur le pays et sur tout ce qui s'attachait à l'armée.

Les républicains tout frémissants encore de ce pouvoir qu'ils avaient gardé quelques mois dans la main et qui leur échappait peu à peu se fiaient à leur audace naturelle et à leur propagande incessante, à leur armée du désordre et surtout aux plus mauvaises passions dont ils se faisaient, suivant les traditions, volontiers les alliés. Les socialistes, eux, formaient le corps actif et entreprenant qui avait pour mission de triompher des résistances de la société.

Les légitimistes, plus réservés, mais remplis aussi d'espérance, attendaient, comme leur prince, tout de la Providence. S'efforçant d'arracher la France aux périls qui la menaçaient, toujours sur la brèche de la conservation sociale, essayant d'amender les lois dans le sens du respect de la religion et de l'autorité, ils espéraient que l'heure sonnerait pour le pays du retour à la monarchie traditionnelle.

On devine ce qu'une telle situation devait créer d'indécision, d'anarchie, de conflits dans le pays. Le Parlement, réduit à une seule Cham-

bresans contre poids, était l'image exacte de la France entière. La Droite et la Montagne, toujours en lutte l'une contre l'autre, lutte pleine d'apreté et de violence, s'observaient mutuellement, mais regardaient d'un œil défiant les agissements de l'Elysée. Petit à petit, le prince-président prenait une attitude des plus énigmatiques et qui autorisait toutes les suppositions. Les craintes d'un coup d'Etat qui déjà, en 1849, hantaient les esprits, prenaient de jour en jour plus de consistance. Bien qu'il se défendit d'être, en quoi que ce soit, hostile aux institutions dont il avait reçu la garde, le prince Louis-Napoléon n'en agissait pas moins très habilement de façon à rendre un coup d'Etat presque nécessaire. Profitant de la division de ses ennemis, il usait le Parlement dans des discussions retentissantes pendant que, dans l'ombre, il préparait les voies à une véritable dictature prononcée à son profit (1).

Son point d'appui était en dehors de l'Assemblée, et c'est particulièrement dans l'armée, pour laquelle il témoignait beaucoup de déférence et beaucoup de sollicitude, que le président de la République se menageait des adhérents enthousiastes. Tout ceux qui avaient connu les mémorables campagnes du commencement du siècle, qui avaient, à l'ombre des aigles impériales, parcouru l'Europe en vainqueurs se tournaient vers cet homme auquel l'avenir semblait réserver de grandes destinées.

(1) Un journal qui recevait ses inspirations du Président de la République, que l'on disait même rédigé par lui, *le Napoléon* publiait des articles très agressifs contre l'Assemblée, sorte de formulaire bonapartiste dont je donne ci-après le résumé et qui faisait le plus grand bruit à l'époque.

- « Louis-Napoléon Bonaparte n'est pas un parti, c'est une cause.
- » Ni la presse, ni l'administration, ni les anciens partis ne représentent la cause du peuple.
- » La cause napoléonienne est en 1850, ce qu'elle était en 1802.
- » Louis-Napoléon a marché, il marchera.
- » En appelant à la tête des affaires les hommes parlementaires les plus éminents, Louis-Napoléon a vu qu'il effaçait sa personnalité, ce qui compromettait l'avenir du pays.
- » Malgré les partis anciens et nouveaux, malgré la presse, malgré l'administration, il accomplira sa mission.
- » L'Assemblée législative n'a pas le sentiment un et profond de ce que le temps et le pays exigent d'elle.
- » Elle emploie à ne rien faire l'omnipotence qu'elle se décerne.
- » L'omnipotence parlementaire n'est qu'un fantôme.
- » Lorsqu'il y a désaccord entre le président et l'Assemblée, c'est l'Assemblée qui

Aussi, de bonne heure, s'établit-il entre le Palais-Bourbon et l'Elysée une hostilité sourde que ni l'un ni l'autre des camps ne tenait à voir dégénérer en guerre ouverte. Les Montagnards se souvenaient des journées de juin et redoutaient le combat de la rue devant l'attitude de l'armée. Les conservateurs, orléanistes ou légitimistes, pressentaient qu'en cas de rupture, le prince-président pourrait ne pas hésiter à s'appuyer sur la partie la plus modérée de la faction républicaine, et l'Elysée n'osait encore jeter bas le masque dont il se couvrait, parce que sa propagande était encore à peine ébauchée et qu'il ne pouvait compter absolument sur la province.

De là, les tiraillements, les défiances auxquelles nous allons assister, et qui caractériseront ces deux années de 1850 et de 1851.

Dans une ville, comme la nôtre, peut-être plus qu'ailleurs, les esprits devaient subir les fluctuations des événements. Nous savons que la légitimité comptait d'ardents et dévoués défenseurs à Nîmes et une population inébranlable dans ses principes. L'orléanisme avait trouvé dans la bourgeoisie protestante et une très faible partie de la bourgeoisie catholique de très grandes sympathies qui avaient survécu à la catastrophe de Février et qui ne se démentirent pas.

Nous avons été à même de voir que si les bonapartistes et surtout les républicains avancés étaient moins nombreux, ils n'en étaient pas moins bruyants et capables de créer une agitation funeste dans notre ville.

Il faut reconnaître cependant que cette année de 1850, toute mouvementée qu'elle fut, n'amena dans la rue aucun désordre. On discutait passionnément, les feuilles publiques véritables exutoires des enthousiasmes politiques, ne ménageaient nullement leurs adversaires, mais tout se bornait à des polémiques acerbes, violentes même. Chaque parti avait son organe. Le parti légitimiste en comptait même deux. L'un, *la Gazette du Bas-Languedoc*, qui avait fait, en grande partie les élections municipales et les élections législatives et donné la victoire au parti catholique conservateur, soutenait la légitimité absolue, dans

doit céder.

» Louis-Napoléon possède une force intrinsèque dont il n'est redevable à aucun parti. — Il revendique des droits non par orgueil, mais par appréciation de ses devoirs et de sa mission. — Henri IV venant de pacifier la France, Napoléon après Austerlitz et Iéna, n'ont pas été accueillis avec des acclamations plus vives, plus enthousiastes, que Louis-Napoléon dans les villes qu'il a visitées. — Sans Louis Napoléon, les partis pourront peut-être faire de l'ordre au jour le jour, mais jamais de la stabilité qui est l'ordre permanent. »

son principe le plus pur. Son principal rédacteur était M. Léon Blanchard.

L'autre organe, l'*Etoile du Gard*, qui va jouer un rôle tout particulier dans les pages qui vont suivre, était inféodé à la *Gazette de France*. Le directeur de cette dernière feuille, M. de Lourdoueix, avait fondé dans le Midi, à Perpignan, à Montpellier et à Nîmes, trois journaux portant le même titre et qui, tout en défendant la légitimité, se sépareraient, jusqu'à un certain point, de la masse légitimiste. L'*Etoile du Gard* à Nîmes avait pour principal collaborateur M. Adrien Peladan.

Le parti orléaniste avait un drapeau le *Courrier du Gard*, dont le rédacteur était M. Timon-David. Le *Courrier du Gard*, cependant, n'était pas absolument hostile à une restauration napoléonienne et sa ligne politique le conduisait à cette solution plutôt que de voir arriver, soit les Bourbons, soit les républicains, au pouvoir. Il aurait pu prendre pour armes un caméléon sur fond d'azur tacheté de rouge, avec cette devise : « Selon le temps. »

Le *Républicain du Gard* combattait pour la République ou pour mieux dire pour le socialisme. Les principes anarchiques ne lui répugnaient nullement et il avait pour clientèle attirée les auteurs responsables des équipées de 1848, encore présentes à tous les esprits.

Une circonstance allait dès les premiers jours de 1850 mettre aux prises ces nuances politiques. Le département était convoqué dans ses comices pour remplacer M. Debeaune, représentant du peuple, décédé dans les derniers mois de 1849. Le 4 janvier 1850 des délégués des arrondissements de Nîmes intra et extra-muros, d'Alais, d'Uzès et du Vigan se réunirent à une heure de l'après-midi dans la salle de la Bibliothèque de la ville, pour délibérer sur le choix d'un candidat. Le comité ainsi formé, ayant à sa tête M. F. Nourry, président, désigna M. E. du Grail sur une liste que lui présentèrent les délégués de la côte du Rhône (1).

(1) Proclamation de M. du Grail.

« Au moment où M. Debeaune, qui nous représentait si dignement, nous fut enlevé, mes amis de la côte du Rhône songèrent à m'offrir son héritage parlementaire. Dans des temps ordinaires, j'aurais décliné un si grand honneur ; dans les temps difficiles que nous traversons, je n'ai pas cru devoir reculer devant les périls de la tâche.

» Désigné à vos suffrages par le comité départemental, vous avez le droit de me demander qui je suis ; et je dois vous le dire sans détour et sans crainte.

» Je suis catholique ; j'ai toujours défendu et défendrai toujours les principes religieux, qui seuls, dans ma conviction, peuvent fermer l'abîme qu'un enseignement sceptique, que des utopies désorganisatrices et impies, ont creusé sous nos pas. Homme de con-

Malheureusement le parti légitimiste, jusque-là si compact, et qui avait, grâce à son union, remporté d'éclatantes victoires dans le Gard depuis l'avènement de la République, allait se scinder en deux. Une fraction devait suivre les inspirations de l'*Etoile du Gard*, pendant que l'autre marchait avec la *Gazette du Bas-Languedoc*. M. de Lourdoueix, directeur de la *Gazette de France* depuis la mort de M. de Genoude, fut opposé à M. du Grail. L'un et l'autre parti se réclamaient de la légitimité pure, des principes sereins. Mais dans les doctrines de M. de Lourdoueix se glissaient certaines concessions à l'esprit révolutionnaire, c'est du moins ce que lui reprochaient ses ennemis. M. de Lourdoueix et ses amis s'appelaient volontiers des Montagnards blancs et mettaient assez facilement en antagonisme la classe ouvrière et la bourgeoisie.

La lutte s'engagea sans merci et fut pour la suite le point de départ de divisions profondes qui allèrent s'envenimant, plus certes qu'il n'aurait convenu pour battre le parti républicain qui allait sortir triomphant. C'est M. Favant, ex-représentant à l'Assemblée constituante, que les démocrates choisirent pour les représenter à l'Assemblée nationale. Le parti libéral constitutionnel, les orléanistes, décida de se désintéresser d'une élection dans laquelle il devait fatalement succomber.

Le scrutin eut lieu le dimanche 13 janvier. Un arrêté municipal partagea la ville en onze sections électorales. Une particularité à noter : c'est que les bureaux de vote étaient sous la présidence des juges de paix et suppléants de chaque canton. Chaque canton avait un bureau central, savoir : le premier canton au foyer du théâtre ; les autres lieux de vote étaient le Palais de Justice (salle du tribunal), à Nîmes ; la gare, à Saint-Césaire ; la mairie, à Milhaud.

Le deuxième canton avait son bureau central à l'école des frères, rue Saint-Charles, et deux autres bureaux, l'un à l'école des frères de la rue

viction, ma foi politique est le complément de ma foi religieuse. J'ai professé toute ma vie les principes traditionnels qui ont fait la gloire et la grandeur de la France, et qui seuls peuvent assurer son repos et sa liberté. Un passé de vingt ans vous répond de mon avenir.

» J'ai vécu au milieu des populations simples de nos villages, au milieu surtout des ouvriers qui cultivent la terre ; et, ce que j'ai le mieux appris à connaître, c'est leurs souffrances et leurs besoins ; et, ce que j'ai le plus ambitionné toujours, c'est de pouvoir leur venir en aide.

» Dieu m'est témoin ! mes amis savent que je n'ai d'autre ambition que celle de servir mon pays.

» R. DU GRAIL. »

de France où devait venir voter Courbessac, l'autre à l'Hôtel de Ville, salle du conseil des prud'hommes.

Le bureau central du troisième canton était au Palais de justice (salle de la troisième chambre), et les autres lieux de vote, la gare, salle n° 2, et la mairie, à Bouillargues et Garons.

Les cartes électorales se distribuaient au Palais de justice, salle de la cour d'assises.

Fait à remarquer : le dépouillement qui assurait la victoire du candidat démocrate et brisait les espérances du parti légitimiste, se fit juste le 21 janvier, cette date funèbre qui ramène un anniversaire douloureux pour tout ce qui a un cœur de Français.

Sur 118,826 électeurs inscrits 68,949 seulement prirent part au vote. Telles étaient déjà les conséquences désastreuses de la division survenue dans le camp conservateur.

M. Favant obtint 34,219 voix et fut élu au premier tour.

M. Du Grail (1) réunit 22,719 suffrages, alors que M. de Lourdoueix arrivait à 11,619.

La ville de Nîmes qui avait assisté, plus que tout autre, aux péripéties de cette élection, qui avait suivi passionnément le combat engagé entre les divers candidats et leur comité, eut un nombre minime d'abstentionnistes. Il y eut, en effet, 11,380 votants sur 14,250 inscrits. Les résultats se répartirent comme suit :

(1) M. de Grail adressa, à la suite de cette malheureuse élection, la lettre suivante au corps électoral.

« Enlevé à ma solitude par les instances des populations loyales, au milieu desquelles j'ai le bonheur de vivre, par les sollicitations de nombreux amis, j'ai dû marcher avec l'énergie de l'homme de cœur, et le calme d'une conscience droite, dans la voie qui m'était tracée par le comité départemental, sans m'inquiéter des attaques, des calomnies, des menaces mêmes qui ne m'ont point été épargnées, et dont le département du reste a fait justice.

» Je remercie les vingt-deux mille électeurs qui m'ont honoré de leurs suffrages, non point que j'aie la folle et vaniteuse prétention de rapporter à mon mérite personnel, ces suffrages, ils n'ont été donnés qu'aux principes que j'étais appelé à représenter.

» Je prie tous mes amis du Gard d'être bien convaincus que mon dévouement à la sainte cause que nous défendons sera toujours inébranlable, comme les principes qui l'inspirent ; et que le souvenir des sympathies dont ils m'ont entouré dans ces circonstances, et dont je les prie d'agréer, ici, l'expression publique de ma gratitude, fera la joie et le bonheur de ma vie.

» E. DU GRAIL. »

	1 ^{er} canton	2 nd canton	3 rd canton	Total
Favant	2,357	871	569	3,797
Du Grail. . . .	574	495	709	1,778
De Lourdoueix .	1,392	1,776	1,527	4,795

Le candidat de la *Gazette de France* obtenait une majorité écrasante dans nos trois cantons, mais à peu de choses près son succès se réduisait à notre ville seule qui lui donnait plus du tiers de ses voix totales.

L'élection du 13 janvier résume toute l'histoire politique de cette époque ; les partis conservateurs n'osaient ou ne pouvaient savoir, ni ce qu'ils voulaient, ni ce qu'ils pouvaient empêcher. Ils flottaient dans le vide, à la merci des événements les plus imprévus.

Comme il arrive d'ordinaire, chacun des deux partis vaincus se jeta la pierre et s'accusa mutuellement de l'échec qui malheureusement rejaillissait sur la cause, et pendant que les démocrates entonnaient leur chant de triomphe, les journaux de la région et ceux de Paris, appartenant au parti légitimiste, déversaient tour à tour le blâme sur la *Gazette*, sur l'*Etoile*, sur les comités et gémissaient de la triste campagne qui venait d'être faite dans le Gard.

Les légitimistes *mal avisés* et les légitimistes *casse-cou*, comme ils s'appelaient entre eux, en concurent vis-à-vis les uns des autres une haine que nous retrouverons en plusieurs endroits de cette même année 1850. Celui d'entre nos concitoyens, qui fut plus particulièrement visé par M. de Lourdoueix et son école, fut M. Béchard, que le département avait élu en 1849 représentant du peuple. M. Béchard, grâce à son talent hors ligne, sut bientôt conquérir une place prépondérante dans l'Assemblée et cette année parlementaire est remplie de ses efforts courageux pour soutenir et faire triompher la cause conservatrice au parlement.

Déjà nous avons vu quelles préoccupations avait fait naître chez notre compatriote la question ouvrière ; nous avons parlé de l'étude qu'il avait faite des problèmes complexes qu'elle comporte. M. Béchard, loin de flatter chez les ouvriers des passions dangereuses aussi bien pour eux que pour la société, avait eu surtout pour but de les mettre sur la voie de la justice et de la vérité.

Au-dessus des multiples témoignages d'estime et de sympathie que lui valurent son intelligente initiative et sa courageuse attitude, vint se placer une approbation partie de haut, qui était pour le fidèle royaliste, la récompense de ses généreux efforts.

Du fond de son exil, Henri V adressait à notre concitoyen la lettre

suivante, précieux encouragement, qui effaçait bien des amertumes et bien des déboires.

« Froshdorf, le 15 novembre 1849.

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre et l'ouvrage que vous m'avez envoyé. Je l'ai lu avec l'attention que méritent et le nom de l'auteur et l'importance du sujet. Défenseur des grands principes sur lesquels repose l'ordre social, vous sondez les plaies de notre chère patrie et vous en cherchez les remèdes. Montrer à tous, comme vous le faites, que, liés entre eux par des devoirs de justice et de charité, il faut que leur vie soit toute de dévouement et de sacrifice et les ramener ainsi, par leurs propres intérêts, aux divers enseignements de la morale évangélique, c'est servir utilement la France et je suis charmé d'avoir ici l'occasion de vous en faire mes remerciements particuliers.

» Je suis heureux également de pouvoir vous redire combien j'ai été touché de l'esprit d'union et de concorde dont les fidèles populations du Gard ont fait preuve aux dernières élections (1). Je compte que cet accord si nécessaire ne sera pas troublé, et que les hommes d'intelligence et de cœur qui ont été appelés à représenter un département où j'ai tant d'amis, continueront à être soutenus par la même confiance qui les a investis de cette haute mission et pourront faire tout le bien qu'on doit attendre de leur dévouement, de leur zèle et de leur capacité.

« Recevez, Monsieur, la nouvelle assurance de toute mon estime et de ma constante et sincère affection.

» HENRY. »

A M. Béchard.

La discussion d'une loi capitale qui a subsisté jusqu'à ces jours derniers et qui pendant trente-sept ans, chose rare, est demeurée debout au milieu de tant d'autres détruites ou remaniées, permit à M. Béchard de porter haut la parole et de faire retentir la tribune du Palais-Bourbon des accents d'une véritable éloquence.

Cette loi, demeurée célèbre sous le nom de loi de 1850, organisait en France l'enseignement. M. Béchard s'en fit le champion et en quelques mots en résumait les principes fondamentaux : « Liberté, égalité des influences de la famille, de l'Eglise et de l'Etat, en matière d'enseignement. — Conciliation, concert de ces influences dans des

(1) Henri V vint parler ici des élections de 1848 et de 1849 qui furent un triomphe pour la cause conservatrice.

conseils mixtes où elles sont équitablement pondérées et qui sont préposés à la fois à l'enseignement privé et à l'enseignement public. » La droite entière combattait pour l'adoption de ce projet, battu vigoureusement en brèche par les démocrates. Ceux-ci, dignes prédécesseurs de ceux que nous verrons bien plus tard occuper le pouvoir et avoir pour premier souci de briser l'instrument remarquable qui a dirigé l'enseignement en France pendant une longue période, prononçaient déjà à cette époque le mot d'obligation, comme ils visaient à éliminer absolument la religion de l'enseignement national.

« Vous voulez donc rayer le Clergé des forces sociales, » s'écriait M. Béchard, répondant à une interruption de la gauche, et notre concitoyen était obligé de rappeler aux adversaires de la loi, qui réclamaient l'obligation, qu'une telle pensée « était la confiscation des droits de la famille. »

Il était temps du reste que les forces conservatrices se missent résolument en travers pour enrayer le courant révolutionnaire. S'il était absolument impossible aux légitimistes de faire triompher leurs principes gouvernementaux, il était de leur devoir de résister de toute leur énergie à la propagande socialiste et anarchiste qui se faisait au grand jour et qui pouvait emporter la nation. C'est dans ce but que quelques jours avant, l'Assemblée avait adopté une loi sur les instituteurs publics.

A cette époque, comme aujourd'hui, le premier soin des républicains avait été d'organiser les instituteurs communaux en phalange propagandiste. Le scandale était devenu tellement déplorable, que de toutes parts les plaintes affluaient, et qu'il devenait urgent d'y mettre un terme. Aussi les conservateurs durent-ils se résoudre à voter une loi qui pouvait répugner à leurs principes sagement libéraux, mais qui était devenue indispensable. Que l'on rapproche cette loi, de celle votée tout récemment par une majorité républicaine et l'on pourra aisément se persuader de quel côté sont les véritables défenseurs de la liberté.

Le Gouvernement avait demandé que les préfets fussent investis du droit de nomination et de suspension ; la majorité conservatrice ne voulut pas laisser un tel pouvoir à l'Etat, et ce furent les comités d'arrondissement qui furent chargés de ce soin, en choisissant, soit parmi les instituteurs membres d'associations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues par l'Etat, *en se conformant relativement à cette question au vœu exprimé par le Conseil municipal de la commune, soit parmi les instituteurs laïques.*

Ceux-ci devaient être choisis, pour les écoles appartenant aux cultes

non catholique reconnus, sur des listes de candidats présentés par les consistoires protestants ou israélites.

De telles dispositions, dictées par un souverain esprit de sagesse et de prudence, ne pouvaient que rencontrer une hostilité violente sur les bancs de la Gauche, et la loi ne fut votée qu'au milieu des *hurlements* des républicains, comme le disait le président Dupin. Le temps, en marchant, n'a en rien amendé les mœurs de ces hommes qui se targuent toujours des principes libéraux et qui se drapent dans des phrases sonores dont ils jouent impudemment devant les électeurs. Hier, un ministre républicain attachait son nom à une loi qui jetait bas tout l'édifice de 1850, et faisait insérer dans son œuvre un article donnant la nomination des instituteurs aux préfets, et faisant en même temps litière de tous les droits des conseils municipaux, ces représentants autorisés des pères de famille en ce qui touche à l'instruction publique. Les mêmes républicains de 1850 se retrouvent de nos jours avec leurs mêmes passions, leurs mêmes haines, leurs mêmes actes antisociaux et antifrçais. C'est à la même école que les uns et les autres ont pris leur grade et c'est de la même façon qu'ils procèdent.

Alors qu'ils menaient droit au bouleversement moral le pays dont ils s'étaient emparés par surprise, les démocrates de 1848 l'avaient mis à deux doigts de sa perte matérielle. Tout le système financier de la France avait été brusquement arrêté, et fidèles à la tradition, les démocrates de 1848 avaient, sans compter, gaspillé les deniers publics. comme nous le voyons faire de nos jours encore par leurs imitateurs. Grâce à la catastrophe de février, grâce à l'explosion communiste qui avait suivi, aux désordres sanglants qui avaient éclaté çà et là, grâce à l'anarchie qui s'était furieusement emparée des esprits et qui atteignait les forces vives de la nation, le seul commerce de Paris avait perdu au cours de ces deux ans disait M. Devinck, président du tribunal de commerce de la Seine, dans le résumé annuel des travaux du tribunal, près de 900,000,000 de fr. sans compter les dépréciations multiples qui pesaient sur les salaires, les immeubles, les emplois, la propriété foncière, etc.

De son côté, le gouverneur de la Banque de France révélait qu'en 1847, le mouvement général des opérations de la Banque, tant pour l'établissement de Paris que pour les comptoirs et banques départementales, avait porté sur une somme totale de 2 milliards 714 millions.

En 1848, ce chiffre descendait à 1 milliard 814 millions, et en 1849 le réduisait à 1 milliard 328 millions. Le gouverneur de la Banque faisait remarquer en plus que ces deux derniers chiffres sont encore trop éle-

vés, car ils comprennent des opérations extraordinaires que la Banque n'avait jamais eu à engager avant 1848 et qui par suite ne se retrouvent pas dans le chiffre de 1847. Ces opérations, ordonnées par le gouvernement provisoire, étaient des prêts au gouvernement, des prêts et avances à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la ville de Paris et de Marseille, au Comptoir national de Paris, etc., etc.

Un chiffre qui peut jeter un jour tout particulier sur les désastres dont la France a eu à gémir pendant cette période révolutionnaire est contenu dans le tableau des escomptes pour la seule ville de Paris. La Banque escomptait, en 1847, 1 milliard 329 millions ; elle n'escomptait plus en 1849 que 256 millions, *à peine un cinquième*. On recule épouvanté en présence des pertes que quelques mois de soi-disant démocratie avaient pu infliger à la France.

Les finances de l'Etat étaient dans un désarroi complet. Il avait fallu, dès leur arrivée au pouvoir, satisfaire en partie à la vanité et à la rapacité de gens qui ne voient dans la possession de l'autorité que le moyen de satisfaire un matérialisme effréné. Dans la seule année de 1848, la moins-value sur les recettes avait atteint 144,591,370 francs pendant que les membres du gouvernement provisoire se payaient 130,000 écharpes de soie et 43,000 drapeaux, le tout d'une valeur de 5,258,000 francs ; que Schœlcher, placé à la tête des colonies, dissipait 18 millions ; que l'on vendait à l'étranger, pour préparer les révolutions, 4 millions en armes et munitions (1) ; pendant enfin que l'ensemble des dépenses de ces dilapidateurs s'élevaient en chiffre rond à 201 millions.

Tout extraordinaires que paraissent ces chiffres, ils ne sont rien cependant à côté du gaspillage dont nous sommes les témoins et qui d'après un financier de haute valeur, atteint 600 millions par an depuis 10 ans, soit plus de six milliards ; ainsi, plus on plonge un regard dans le passé et plus on s'aperçoit que les hommes néfastes de 1848 sont fidèlement copiés par ceux qui gouvernent actuellement la France ; on comprend aussi tout l'effroi que le pays pouvait ressentir à cette époque en songeant au retour possible des *rouges* de 1848. Ces derniers, qui étaient loin d'avoir perdu tout espoir de ressaisir les rênes du gouvernement, tenaient toujours campagne dans le pays et nouaient incessamment des complots ou préparaient des insurrections en des points multiples du territoire. Ils ne craignaient pas de se livrer aux actes les plus coupables contre leurs adversaires. C'est ainsi qu'à

(1) La République romaine de Mazzini en recevait pour 338,000 francs. Ces armes étaient destinées à tuer des soldats français.

Beaucaire, et à l'occasion de l'élection du 13 janvier, les démocrates de l'endroit se ruèrent sur un cercle légitimiste, appelé cercle de la Concorde.

Sous prétexte que les membres du cercle avaient chez eux arboré des emblèmes séditieux et proféré, à la fin d'un repas, des chants faisant allusion aux espérances du parti royaliste, les républicains envahirent le local, brisant tous les meubles, lacérant toutes les gravures, mettant le feu aux tentures et au vestiaire. Une lutte, corps à corps, s'engagea entre les assaillants, dont le nombre était considérable, et les membres du cercle, lutte qui dura plus d'une heure, au cours de laquelle plusieurs furent, de part et d'autre, grièvement blessés. Les légitimistes durent se réfugier dans une pièce obscure où ils se barricadèrent fortement, et leurs adversaires, qui poussaient des cris de mort contre eux, s'arrêtèrent devant cet obstacle et surtout devant un détachement d'infanterie accouru en toute hâte. Sur d'autres points de la région, les mêmes scènes de désordres se renouvelèrent, et toutes eurent leur dénouement en cour d'assises. J'ai cité plus particulièrement celle de Beaucaire, car, devant le jury, elle donna lieu à un incident auquel furent mêlés plusieurs membres de notre barreau qui, depuis, ont acquis dans le département une grande notoriété. MM. Lyon, Laget, Penchinat et Drouot, occupaient le banc de la défense. L'un d'eux, M. Lyon, prétendit que le respect de la loi ne venait pas d'en haut et que dans les hautes régions de la politique, on ne tenait pas compte toujours des dispositions fondamentales de notre droit public. L'orateur faisait allusion à la loi électorale, en ce moment en discussion, et contre laquelle la gauche avait protesté avec violence. M. Liquier, alors premier avocat-général, occupant le siège du ministère public, vit dans ces paroles une attaque aux autorités établies et prit contre l'avocat des réquisitions. Les trois avocats qui défendaient les accusés montagnards se déclarèrent solidaires de la plaidoirie de leur confrère, et la Cour, après délibération, rendit un arrêt condamnant M. Lyon à la peine de la réprimande, MM. Laget, Penchinat et Drouot à celle de l'avertissement.

L'agitation républicaine menaçait sérieusement le pays, s'arrêtant à tout, profitant des moindres incidents, des plus petits anniversaires pour provoquer la terreur dans les populations, et usant surtout de son arme de guerre favorite, les banquets. Dans le Gard, où en maints endroits avaient éclaté des rixes fâcheuses, le préfet dut prendre, à la date du 18 février, un arrêté, interdisant les banquets politiques. Les considérants de l'arrêté préfectoral méritent qu'on les cite.

« Considérant que si la Constitution reconnaît aux citoyens le droit

de s'assembler paisiblement et sans armes, elle n'en a pas fait un droit absolu et illimité ; qu'elle en a, au contraire, subordonné l'exercice à la sécurité publique.

» Considérant qu'il est des circonstances où les amis de la liberté ne doivent pas hésiter à lui faire des sacrifices pour la sauver de ses propres excès ; que la liberté, à peu près sans limite, dont les réunions publiques ont joui, pendant plus d'un an, n'a donné aux citoyens ni une plus vive intelligence de notre gouvernement, ni des droits qu'ils allaient exercer, ni des devoirs qu'ils avaient à remplir.

» Que ces banquets politiques, alors même qu'ils ne sont pas un danger imminent pour l'ordre public, deviennent de stériles et inquiétantes agitations qui absorbent l'activité des esprits, au détriment des travaux utiles et de l'étude paisible des vrais intérêts du pays ; que l'un des devoirs qui nous sont imposés par la loi susvisée, est d'interdire toutes réunions politiques qui se formeraient sans notre autorisation et d'en déférer les auteurs aux tribunaux ;

» Que des banquets politiques ont été récemment, dans certaines villes du département du Gard, *des causes de troubles et de collisions par suite desquels le sang des citoyens a été répandu*, que les rapports des sociétés locales nous signalent les préparatifs des banquets politiques devant servir, soit de provocation à des luttes entre citoyens, soit de manifestation contre le gouvernement établi par la constitution, soit de protestation contre les principes sur lesquels repose la société, arrête, etc. »

Cet arrêté révèle combien le mal devait être grand puisque des collisions sanglantes décidaient le préfet à user de son autorité pour intervenir. Il prévenait pour tous les anniversaires chers aux Montagnards, depuis le 24 février jusqu'aux journées de juin, les scènes de tumulte que l'on pouvait craindre d'esprits naturellement ardents, surexcités encore par des libations copieuses et des discours violents.

Mais si les manifestations extérieures étaient ainsi étouffées, l'arrêté préfectoral ne remédiait en rien à l'organisation intérieure du parti qui enrôlait secrètement des forces pour la réalisation de ses impérieux désirs. Une circonstance nouvelle allait donner à ces factieux une plus grande force et montrer au pays alarmé la cohésion d'une minorité décidée à tout pour triompher. Le 10 mars, certains départements et en particulier Paris avaient à nommer des représentants à l'Assemblée législative. Le pays attendait avec anxiété les résultats des scrutins et tous les regards étaient surtout tournés vers Paris, centre de tout mouvement et de toute impulsion politique. Paris donna la majorité à la

liste socialiste et quelques départements suivirent cet exemple. Il est vrai que d'autres départements, où le parti républicain avait été jusque-là victorieux passaient au parti de l'ordre, mais le point culminant des élections du 10 mars était Paris, et c'est Paris seul que la France, affolée, vit de nouveau aux prises avec l'émeute, à l'annonce du triomphe des socialistes. Ceux-ci, du reste, enorgueillis de leur succès, avaient recommencé une campagne violente contre le Président de la République et contre l'Assemblée. « Nous sommes la majorité de la France, » écrivaient-ils avec leur ton d'autorité habituel, et déjà les faubourgs de la capitale fermentaient. Déjà la place de la Bastille devenait le rendez-vous de manifestations turbulentes que la force armée était dans la nécessité de faire cesser. Le succès des socialistes fut pour le parti conservateur un avertissement salutaire. Il était temps de mettre un terme à de folles tentatives et surtout de leur retirer une apparence de légalité puisée dans le suffrage universel appliqué sans mesure. L'Assemblée législative comprit tout le mal que pouvait faire une loi électorale admettant à la dignité d'électeurs toute une catégorie de citoyens sur lesquels on ne pouvait faire qu'un fond médiocre. Le gouvernement provisoire de 1848 en donnant à tous, sans exceptions, le droit d'électeur, sans poser la moindre condition de capacité et sans exiger la moindre garantie abaissait par cela même dans l'opinion des masses le droit électoral. La loi du 31 mai 1850, discutée au milieu des violences de la gauche, au milieu des complots incessants et des menées insurrectionnelles de l'anarchie, remédiait à cet inconvénient. Sans toucher au suffrage universel, le législateur imposait des conditions équitables de séjour et écartait de l'urne toute une catégorie d'individus qu'elle déclarait indignes d'être inscrits sur les listes.

Cette loi eut pour effet de rallumer toutes les fureurs du parti socialiste vigoureusement atteint par son dispositif, et que l'on privait d'une partie de ses électeurs ordinaires. Des rumeurs inquiétantes circulèrent en ce moment en France et particulièrement dans le Midi. L'autorité prit les précautions les plus minutieuses contre toute descente dans la rue, descente dont les républicains menaçaient hautement la société. La démagogie n'attendait qu'un signal, prête à se ruer une fois de plus sur les institutions républicaines, qu'elle avait réclamées avec tant d'apreté, et sur la société qui excitait ses convoitises. Dans le Gard, les esprits n'étaient ni plus ni moins surexcités qu'ailleurs, et le *Républicain du Gard* dans la rédaction duquel on comptait, les Laget, les Penchinat, proclamait que le fait seul de l'adoption de la loi électorale rendait au peuple « son droit incontestable à l'insurrection. »

Le peuple n'avait plus qu'à refuser l'impôt à un gouvernement criminel, enseignait ce journal, le représentant attitré des doctrines anarchistes à Nîmes. Aussi les rédacteurs de cette feuille ne ménagèrent-ils ni l'insulte, ni les accusations au général de division Rostolan, commandant supérieur des 8^e, 9^e et 10^e divisions militaires. Cet officier général était venu à Nîmes passer en revue les troupes de la garnison et la garde nationale, qui le salua, en poussant le cri de : « Vive la France. » Deux officiers seuls MM. Manlius-Salles et Cavalier-Bénézet crièrent « Vive la République. » Son arrivée dans notre ville (25 mai) fut un événement, car très inquiet des déclarations furibondes de la Montagne et des menaces perpétuelles de troubles nouveaux, tout ce que Nîmes comptait de conservateurs se rapprochait instinctivement du soldat énergique que l'on savait dévoué ardemment à la cause de l'ordre. Le général se fit, d'ailleurs, le champion de la tranquillité publique, et s'adressant aux officiers de la garde nationale, venus en corps le saluer à la préfecture, il leur parla de l'énergie et de la fermeté que devaient tenir en réserve les bons citoyens, pour les temps de crise que le pays pouvait avoir à traverser.

« Messieurs, dit-il, dans l'invitation qui m'a été faite par M. le préfet du Gard au nom du Conseil municipal et de la Garde nationale de Nîmes, j'ai vu, non-seulement un témoignage honorable de sympathie pour ma personne, mais encore une preuve éciatante de votre confiance dans la fermeté et le dévouement avec lesquels je veux remplir la mission que j'ai reçue du chef de l'Etat.

» Cette confiance, Messieurs, je la mérite ; car rien ne lassera ma persévérance et mon énergie dans la lutte que nous avons engagée avec les partisans du désordre et de l'anarchie. Plus heureuse que bien d'autres cités, la ville de Nîmes a dû, au bon esprit de sa population, au zèle éclairé de ses magistrats, au dévouement de la Garde nationale la tranquillité dont elle a joui durant les pénibles épreuves que la France a subies. C'est à vous, Messieurs, qu'en revient tout l'honneur.

» Je viens de parcourir dix des départements qui font partie de mon commandement. Partout se manifeste ce symptôme rassurant des honnêtes gens lassés de l'audace et des intrigues d'une minorité violente, et tous décidés à n'en pas supporter plus longtemps le joug. Ils trouveront, d'ailleurs, une protection assurée dans l'organisation des mesures répressives, que les troupes, sous mes ordres, sauront vigoureusement appliquer. Je crois trouver dans l'empressement avec lequel vous vous êtes réunis aujourd'hui autour de moi, la certitude que,

dans les circonstances difficiles, nous serions de même réunis pour la défense de l'ordre et des grands intérêts de la société.

» Apportons tous au Gouvernement le concours de notre patriotisme, de notre dévouement, et nous en finirons, soyez en sûrs, avec toutes ces doctrines subversives qui menacent aujourd'hui, non pas seulement la prospérité et la grandeur de la France, mais encore l'existence même de notre Patrie ».

Un tel langage, dans une telle bouche, équivalait à une déclaration de guerre aux anarchistes et aux révolutionnaires pour le cas où ceux-ci feraient application de leur droit à l'insurrection. Ils furent terrifiés et le danger seul que leur avait fait entrevoir le général Rostolan provoqua leurs clameurs, mais refroidit leur zèle. Ils sentaient qu'au moindre signe et au moindre geste, l'armée, guidée par un chef énergique, les briserait sans pitié, et que la cause de l'ordre était, au moins pour le moment, inattaquable, avec un défenseur si résolu. Mais s'ils furent détournés de donner suite à leurs projets de désordre, ils accablèrent d'invectives, dans les colonnes du *Républicain du Gard*, l'homme qui avait si vertement flagellé leurs théories et leur violence. Ils le présentèrent comme un agent provocateur venu pour fomentier la guerre civile dans la population, comme un soldat grossier et brutal, laissant croire qu'il n'avait été accueilli, par ceux-là même qui l'avaient approché, qu'avec répulsion et avec haine.

Ces fougueux patriotes avaient, du reste, remporté une de ces victoires dont ils se parent volontiers. A la revue, un bataillon, le bataillon protestant et deux ou trois compagnies avaient défilé devant le général aux cris de : Vive la République, et quelques curieux avaient ajouté « démocratique et sociale. » De plus, l'administration municipale avait organisé une représentation gratuite, une *ferrade*, dans l'intérieur des Arènes, en l'honneur de son invité. Mais la veille au soir, les frères et amis, qui connaissaient M. Rostolan, de réputation, allumèrent des feux, élevèrent des barrières et poussèrent des vociférations lorsque les taureaux arrivèrent, de telle sorte qu'il fut impossible de faire pénétrer les animaux dans les Arènes, et comme l'avaient annoncé bien haut les gens de la Bouquerie, la ferrade n'eut pas lieu. On se rend facilement compte à la lecture de ces faits de l'état des esprits dans notre ville. Les agitateurs s'y multipliaient et ne négligeaient rien pour laisser croire à leur force. On les savait de plus capables, comme ils l'avaient fait maintes fois, d'appeler à eux tout un bassin dévoué à leur cause et que sa proximité de Nîmes a souvent fait intervenir dans nos discordes civiles. La Vaunage leur appartenait en entier et l'on craignait tout à la fois un

occupé de main de cette minorité turbulente, en rupture ouverte avec les lois du pays, et l'apparition des colonnes Vaunageoles sur lesquelles comptait cette même minorité.

La propagande socialiste dans l'armée, les récits des troubles qui éclataient çà et là, les détails des précautions prises de tous côtés pour réprimer une attaque de vive force préoccupaient à bon droit tous les amis de la France et de l'ordre. Cette phrase, seule, que l'on retrouve au bas de toutes les dépêches du temps : « Paris continue à être tranquille » peint éloquemment toutes les incertitudes, de cette époque. On s'évertuait à rassurer l'opinion publique, on cherchait les expédients les plus propres à ramener quelque équilibre dans les esprits et à prévenir toute nouvelle révolution qui eût balayé non-seulement la présidence mais encore, l'Assemblée législative, le seul bouclier qu'eût la société contre les assauts de la démagogie. On n'ignorait pas, et Paris s'était chargé de le prouver tout récemment, que l'armée de l'émeute, contenue à grand peine dans la capitale, pouvait d'instant en instant rééditer quelqu'un de ces coups d'Etat où la multitude égarée n'a qu'une bien faible part et dont d'ambitieux politiciens se font un marchepied. L'audace révolutionnaire ne connaissait plus de bornes et c'est ouvertement que les anarchistes prédisaient la destruction de la société. Je recueille dans les délibérations du Conseil municipal la trace de ces craintes et de ces préoccupations.

M. Gamel, membre du Conseil, proposa à l'Assemblée d'émettre un vœu tendant à la translation hors Paris du siège du gouvernement. Le Conseil adoptant entièrement la pensée de M. Gamel au sujet de la décentralisation administrative, mais modérant ce que sa proposition lui paraissait avoir de trop absolu, prit la délibération suivante :

« Considérant qu'en présence des insurrections qui viennent périodiquement bouleverser la capitale, il importe de sauvegarder par avance les intérêts généraux du pays ; considérant que Paris n'est pas la France et n'a point le droit de signifier ses volontés aux départements ; considérant que si, dans des circonstances graves, le pouvoir jugeait convenable de se soustraire à la pression de l'émeute, le siège légitime du gouvernement serait partout où l'Assemblée nationale et le président de la République se trouveraient réunis,

» Emet le vœu que, dans la prévision d'un mouvement insurrectionnel et qui paralyserait à Paris l'action du gouvernement, les Conseils généraux soient autorisés, par une loi spéciale, à se réunir immédiatement au chef-lieu du département et à s'y saisir, provisoirement, de plein droit, de l'administration. »

A l'Assemblée législative, le général de Grammont demandait le transfert du gouvernement à Versailles pour échapper à la tyrannie de la rue, et nous verrons, vingt ans plus tard, M. Thiers obligé de mettre en pratique la proposition de Grammont, tandis que la majorité conservatrice d'une autre Assemblée nationale réalisera, par la loi Tréveneuc, le vœu si sage et si prudent, émis en 1850, par le Conseil municipal de Nîmes.

L'autorité administrative s'était émue à son tour de l'audace des anarchistes. Le préfet du Gard adressait à tous les maires la circulaire suivante datée du 10 octobre.

» Dans certaines communes du département, des hommes égarés par les doctrines anarchiques affectent de se montrer en public avec des ceintures rouges ou des pièces d'étoffe rouge, passées autour du cou et déployées sur la poitrine, ou quelquefois avec des bonnets phrygiens de la même couleur. Que de pareils emblèmes soient des signes de ralliement ou de provocation, les porter en public, c'est exciter au désordre. Ces exhibitions condamnables prennent un caractère particulier de gravité, lorsque le nombre de leurs auteurs, le choix du temps et du lieu, révèlent l'intention de braver l'autorité et de désobéir à la loi. En de telles circonstances, vous ne devez pas hésiter à faire arrêter les coupables et à les livrer aux tribunaux.

» Préposés au maintien de l'ordre public, votre devoir, Messieurs, est de réprimer avec énergie toute démonstration de ce genre pouvant devenir un sujet d'inquiétude pour les gens paisibles, et servir d'aliment aux mauvaises passions. Autant vous serez indulgents pour les faits qui tiendraient à la légèreté et à l'inexpérience inséparables de la jeunesse, autant vous vous montrerez sévères pour les actes qui annoncent le dessein criminel de troubler la société. »

Ainsi, de toutes parts, on surprenait les mêmes inquiétudes pour l'avenir. Dans tous les camps, à tous les degrés de l'échelle administrative, on regardait avec effroi les hommes de désordre prendre de plus en plus un ton arrogant et une allure dangereuse. Déjà, à Nîmes, le 4 juillet, les républicains s'étaient donné rendez-vous autour de la Maison centrale à l'occasion de la mort d'un réclusionnaire, condamné à la suite des événements de Marseille en 1848. Les *Rouges* devaient attendre la sortie du corps, faire une ovation au défunt, prononcer sur sa tombe des discours incendiaires et accompagner le convoi funèbre par des chants, dits patriotiques. L'attitude ferme du maire, M. Eyssette, et des agents sous ses ordres prévint tout scandale et les scènes tumultueuses qui n'auraient pas manqué de s'en suivre.

En d'autres villes, le drapeau rouge avait été déployé et la force armée avait plusieurs fois été obligée de recourir aux armes pour se faire respecter et obéir. Tout indiquait que l'on marchait à une explosion prochaine, et nul ne fut étonné en France lorsqu'on apprit un beau matin que la police avait découvert un complot socialiste dont le centre paraissait être Lyon et qui avait des ramifications dans tous les départements du Midi et de l'Est. L'autorité agit avec la plus grande promptitude. Pendant qu'elle arrêtait à Lyon M. Gent, chef du complot, aujourd'hui sénateur, elle opérait une véritable razzia dans les villes de notre région. A Montpellier, des visites domiciliaires avaient lieu chez M. Oscar Gervais, que nous avons vu, en 1848, commissaire-général du gouvernement provisoire.

A Nîmes, M. Ode, avocat d'Uzès, ex-procureur de la République sous le gouvernement provisoire, était écroué à la Maison d'arrêt, en compagnie du sieur Marze, suppléant de la justice de paix à Uzès, arrêté dans cette dernière ville, en vertu d'ordres supérieurs.

Il fut avéré qu'un mouvement insurrectionnel devait être tenté vers le 10 ou 12 novembre, que le mot d'ordre avait été transmis aux conjurés de Londres et de Genève, que des préparatifs d'armement se faisaient sur les points menacés. On saisit des caisses de poudre, des dépôts de fusils, des listes de conspiration.

Le principal chef, M. Alphonse Gent, avait pris un moyen ingénieux de correspondance avec tous les affidés de Londres, de Genève et de France. Les lettres lui étaient envoyées dans un pli double; sur la première enveloppe on mettait le premier nom venu, Jean ou Claudin par exemple, ouvrier cordonnier, chez la mère, rue Noire, n° 1, à Lyon. Sous ce dernier pli s'en trouvait un autre portant ces mots : pour Marc (pseudonyme de M. Gent) ou pour M. Gent.

Parmi les lettres saisies, il en fut une, adressée par M. Albert Ode, à son cher Marc qui mérite d'être signalée. Elle se terminait ainsi ;

« Nous nous occupons activement de l'organisation de nos travailleurs ; la partie de notre arrondissement (Uzès) dont je m'occupe est de beaucoup la plus ingrate ; cependant elle commence à bien marcher. Je suis parvenu à dompter les principaux obstacles et je crois que nous irons maintenant assez vite. En l'état, je puis à peu près compter sur cinq à six cents travailleurs, indépendamment de ceux de la côte (du Rhône) dont s'occupe plus spécialement M. Jean (M. Carle). La question du déplacement était la plus difficile à obtenir. Chacun aurait voulu travailler chez soi. Mais lorsque tant de gens se déplacent pour chercher le bonheur, jusque dans la Californie, au péril de leur vie, nous

pouvons bien ne pas craindre nous aussi de nous déplacer un peu, pour aller *conquérir un bonheur beaucoup plus vrai et beaucoup plus certain !....* Donc nos travailleurs seront prêts à aller partout où besoin sera ; à employer tous les moyens nécessaires, à bouleverser, s'il le faut, et *pulvériser* sur les deux rives du Gardon et de la Cèze, du Rhône et de tous les autres fleuves et rivières de France, tous les *sables* et *graviers* pour en extraire *l'or pur*. Ce n'est qu'à ces conditions que nous les enrôlons.

» Quant à moi, de cœur et d'âme et de bras, je suis voué à notre œuvre ; *l'instrument du travailleur* ne me pèsera pas et je ne le quitterai que lorsque nous aurons fixé irrévocablement le bonheur on qu'une bonne fluxion m'aura couché dans la tombe. »

On devine la pensée de l'ex-magistrat dissimulée derrière ces métaphores transparentes.

L'arrestation de M. Carle, de Bagnols, lequel a eu, il y a peu de temps, un duel épique avec M. Vouland, le conseiller général actuel du canton, donnait lieu à quelques péripéties. La police avait appris qu'il était à Nîmes et toutes les recherches faites pour mettre à exécution le mandat d'arrêt lancé contre lui étaient restées infructueuses. Des renseignements firent connaître que M. Carle avait pris la diligence faisant le service de Nîmes à Lyon pour se rendre chez lui. Le commissaire central, Durand, loua une voiture et se mit à la poursuite du fugitif. L'officier de police atteignit la diligence au relais de Connaux ; pendant qu'il demandait au conducteur sa feuille d'inscription des voyageurs, M. Carle, qui se trouvait dans la rotonde avait ouvert la portière, s'éloignait hâtivement, mais il fut aperçu et appréhendé par les agents du commissaire central. Ramené à Nîmes, il fut écroué à la maison d'arrêt. Il y retrouva M. Grill, marchand de fers de la rue Saint-Antoine, qui avait été mis en état d'arrestation à la suite d'une descente de police. Des perquisitions furent faites par le parquet de Nîmes chez l'ex-commissaire du gouvernement, Bonnias, qui occupa deux jours à peine la préfecture et qui, révoqué, demeura ensuite au milieu de ses coreligionnaires politiques de la Bouquerie. Quelques jours après, et sous l'escorte de la gendarmerie, ces prisonniers étaient transférés à Lyon, où s'instruisait l'affaire. La police ne demeurait pas inactive, et de temps à autres des descentes ou des visites domiciliaires étaient opérées dans notre ville. Pendant quelques jours de sourdes rumeurs circulèrent dans la région et l'autorité militaire, prévenue, se tint sur ses gardes. L'acte de vigueur du gouvernement avait produit un salubre effet et, momentanément du moins, le pays fut délivré

des incessantes menaces qui troublaient sa tranquillité. En ce qui concerne Nîmes où l'ordre ne fut pas troublé, comme il le fut malheureusement dans l'Ardèche au Bourg Saint-Andéol, l'autorité prononça la dissolution de deux sociétés républicaines, la première dite des *Amis Réunis*, ayant son siège rue Saint-Paul, 23; la seconde dite des *Travailleurs* et installée chez Martin, cadet, quai de la Fontaine.

Je me suis étendu sur ce mouvement socialiste en 1850 autant parce qu'il forme le fond de toute la situation politique de cette année, que pour montrer la part que notre cité avait pu prendre à cette propagande républicaine. Un des résultats les plus immédiats de cette campagne fut, à coup sûr, d'éveiller chez le prince Louis-Napoléon et dans son entourage des idées dictatoriales qui prirent peu à peu consistance dans bien des esprits. A mesure que l'anarchie répandait autour d'elles ses dangereuses visées et s'essayait à faire des recrues, l'Elysée, par un jeu presque parallèle, organisait aussi, secrètement, tout un monde de conspirateurs d'un autre genre. Le président affectait une politique personnelle, peut-être même se considérait-il comme investi d'une mission providentielle, et ses familiers, ses journaux reflétaient fidèlement la pensée intime du maître. Une de ses feuilles, *le Napoléon*, laissait facilement entrevoir que le prince Louis-Napoléon pourrait être appelé à diriger, autrement qu'il ne le faisait, les destinées de la France. Le président laissait dire, et répétait lui-même que la Constitution ne lui permettait pas de prendre toutes les mesures qu'il voudrait en faveur de l'ordre et de la sécurité publique; il accomplissait dans l'Ouest et dans l'Est des voyages officiels, et s'il n'y récoltait pas toujours, comme à Besançon ou à Lyon, un accueil sympathique, il trouvait cependant sur son chemin des manifestations organisées par ses partisans qui l'acclamaient aux cris de : Vive l'Empire, vive l'Empereur. La société du *Dix décembre* et d'autres encore faisaient une active propagande en faveur du rétablissement de la souveraineté impériale. Composée en grande partie de Corses, d'anciens militaires, elle opérait presque ouvertement et ne niait pas avoir sinon l'appui effectif, tout au moins l'appui moral du président lui-même.

La commission de permanence (1) que l'Assemblée législative avait, conformément à la constitution, placée pendant les vacances à côté du pouvoir exécutif, s'émut de ces menées comme elle s'inquiétait des attaques socialistes. Elle surveillait attentivement les agissements des ho-

(1) Deux représentant du Gard, MM. Benoist d'Azy et de Larcy faisaient partie de cette commission.

napartistes et ce fut elle qui découvrit et coupa court au complot socialiste. Elle venait à peine de réunir dans ses mains tous les fils de cette conspiration que l'Assemblée reprenait en novembre le cours de ses séances. La rentrée fut marquée par un message du président de la République. Ce document, attendu avec une anxiété égale dans tous les rangs fut tout autre qu'on ne l'attendait. Le langage du prince Louis-Napoléon ne respirait que le désir de se consacrer à ses fonctions dans les limites de la Constitution.

« Il est aujourd'hui permis, disait-il, à tout le monde, excepté à moi, de vouloir hâter la révision de notre loi fondamentale. Si la Constitution renferme des vices et des dangers, vous êtes tous libres de les faire ressortir aux yeux du pays. Moi seul, lié par mon serment, je me renferme dans les strictes limites qu'elle a tracés. L'incertitude de l'avenir fait naître, je le sais, bien des appréhensions en réveillant bien des espérances ; sachons tous faire à la patrie le sacrifice de ces espérances et ne nous occupons que de ses intérêts. Quelles que puissent être les solutions de l'avenir, entendons-nous afin que ce ne soient jamais la passion, la surprise ou la violence qui décident le sort d'une grande nation. Inspirons au peuple l'amour du repos, en mettant du calme dans nos délibérations ; inspirons-lui la religion du droit, en ne nous en écartant jamais nous-mêmes ; et alors, croyez-le, le progrès des mœurs politiques compensera le danger d'institutions créées dans des jours de défiance et d'incertitude.

« Ce qui me préoccupe surtout, soyez-en persuadés, ce n'est pas de savoir qui gouvernera la France en 1852, c'est d'employer le temps dont je dispose de manière à ce que la transition, quelle qu'elle soit, se fasse sans agitation et sans trouble. Le but le plus digne et le plus noble d'une âme élevée n'est pas de rechercher, quand on est au pouvoir, par quels expédients on s'y perpétuera, mais de veiller sans cesse au moyen de consolider, à l'avantage de tous, les principes de morale et d'autorité qui mettent les passions des hommes en défiance contre l'instabilité des lois.

« Je vous ai loyalement ouvert mon cœur ; vous répondrez à ma franchise par votre confiance ; à mes bonnes intentions par votre concours, et Dieu fera le reste. »

Ce langage inattendu, venu au lendemain de la dissolution officielle de la société du *Dix Décembre*, la plus acharnée à soutenir la restauration impérialiste, cette sérénité, cette quiétude, ces assurances formelles pour le lendemain jetèrent dans la stupéfaction tous ceux qui ne rêvaient, avec quelque apparence de raison, que noirs complots et des-

seins inavoués. Mais du coup, on se félicitait d'être à la fois débarrassé du cauchemar bonapartiste et de l'épouvantail socialiste ; car c'est une chose singulière que cette coïncidence entre la découverte du complot de Lyon, l'anéantissement des projets révolutionnaires, et le ton de confiance et de conciliation du président. Si ce dernier ou son entourage avaient pu penser un moment à quelques nouvelles journées de juin et conquérir le pouvoir en arrachant le pays aux convulsions communistes, ce n'est pourtant pas la défaite des démagogues qui l'avaient conduit à dissimuler, pour le présent, ses aspirations personnelles. Une cause plus grave l'avait déterminé, et cette cause nous la trouvons dans le tressaillement manifeste de la France, lorsque l'héritier de ses rois légitimes vint s'installer, pour quelque temps, à courte distance de la frontière.

Il était impossible, en effet, que le pays ne fût pas dans l'obligation de constater ses propres défaillances et son ingratitude envers cette légitimité dont le représentant lui apparaissait comme un sauveur, comme un appui dans l'épouvantable aventure qui l'entraînait. Ce fut un événement grave et remarquable que ce voyage d'Henri V. Soudain, tout sembla se taire en France et l'espoir vint faire battre bien des cœurs, ranimer bien des courages. Les plus prévenus pressentaient, sans se l'avouer peut-être, que là était le salut, et que la nation n'avait qu'à faire un retour en arrière pour se jeter aux pieds du trône sur lequel la Providence avait mis, par un calcul mystérieux, un prince accompli et auquel ses ennemis eux-mêmes étaient à ce moment et ont été jusqu'à sa mort obligés de rendre un éclatant hommage. Fatal et désespérant aveuglement, qui en rejetant le pays dans la tourmente révolutionnaire, l'a obligé à subir non-seulement les hordes allemandes, mais encore les hordes démagogiques qui le mènent à l'abîme.

Il s'est présenté à ce moment à la France, aux hommes investis de sa confiance, à tous ceux qui ont foi dans son avenir une occasion que nous verrons se renouveler plus tard, de reprendre sa véritable, son unique tradition, sans laquelle elle se meurt ballottée d'insurrection en insurrection, rongée par la misère, la ruine et les désastres moraux les plus épouvantables. Le comte de Chambord, par une inspiration d'en haut, était venu se fixer à Wiesbaden. Quels sentiments le poussaient, lui le Roi, à se rapprocher de nous, alors que la fermentation des idées était à son comble et que les plus cruelles épreuves paraissaient nous être réservées.

L'ambition ? L'amour du pouvoir ? Le désir de restaurer, pour lui-même, le trône de sa famille ? Peut-on prêter semblable calcul à celui

qui à maintes reprises, dans des temps, à peine séparés de nous par quelques années, a eu la possibilité de reprendre l'autorité royale, s'il avait voulu pour cela renier son passé, sa foi, son drapeau ? Le prince venait à Wiesbaden parce qu'il avait un devoir à accomplir. Comme Bourbon, il venait se présenter au pays, non pour le violenter, non pour y nouer des conspirations, mais pour lui indiquer qu'il se tenait prêt à remplir son devoir traditionnel, quelque lourde, quelque pénible que fût la charge qui lui incomberait.

Ce voyage à Wiesbaden tint la France en suspens. Les familiers de l'Elysée regardaient d'un œil courroucé les plus grands noms de la France venir se ranger autour du roi. Bien que la ville où s'était arrêté Henri V fût loin de Nîmes, les royalistes de notre ville sentaient battre leur cœur et se prenaient à espérer le retour de cette vieille monarchie qui fit la grandeur de la France, souffrit avec elle dans les jours de désastre et, avec elle aussi, s'enorgueillit de toutes les victoires de notre patrie.

Et ce n'étaient pas seulement les représentants de la noblesse française qui venaient présenter au prince leurs respectueux hommages ; au milieu de cette foule de Français, se trouvaient confondus dans un même élan d'amour et de dévouement des hommes ennoblis par le travail. Propriétaires, industriels, ouvriers et paysans, entraînés à Wiesbaden par le désir ardent de saluer le Roi se pressaient sur cette terre d'exil, devenue pour un instant le centre de toutes les préoccupations de la France.

Plusieurs des représentants du Gard se firent un devoir de se rendre à Wiesbaden. M. Roux-Carbonnel, M. de Surville et M. Béchard tinrent avec le comte de Chambord des entretiens particuliers dans lesquels ils purent apprécier le noble caractère du roi.

Un événement vint au milieu de ces réceptions donner comme un avertissement solennel. Au moment même où la France éprouvait comme un frémissement secret à l'annonce que son roi légitime était près de ses frontières, Louis-Philippe était frappé par la mort dans sa résidence de Richemond.

On ne peut s'empêcher, surtout après les événements postérieurs et qui se sont déroulés sous nos yeux dans ces dernières années, d'éprouver une sensation indéfinissable.

Il semble, lorsqu'on se reporte à ces époques pour ainsi dire oubliées, perdues dans un passé lointain, que la Providence se serve toujours des mêmes moyens, des mêmes événements pour éclairer les hommes ;

il semble, malheureusement aussi, que ceux-ci ne comprennent pas toujours les hauts enseignements qui leur arrivent par une telle voie.

Rien ne peut dépeindre la situation de notre patrie pendant ces deux ou trois années que la situation qui lui est créée par les événements actuels. La date n'est pas éloignée de nous, où notre pays aurait pu revenir à sa tradition historique.

- En 1850, il en fut de même. Quelques esprits, et notamment l'un de nos compatriotes, M. Guizot, songèrent au rapprochement des deux branches de la famille royale. Ils sentaient que là était l'avenir de la France.

La mort de Louis-Philippe, survenue dans un tel moment, applanissait toutes les difficultés d'un pareil projet. C'était un douloureux événement que la disparition de ce royal exilé, dont le trône, élevé en un jour d'orage, avait été balayé par une tempête, après avoir résisté pendant dix-huit ans aux assauts furieux de la démagogie. Mais le vieillard n'avait pas à venir courber ses cheveux blancs devant le jeune roi, héritier légitime de ses ancêtres. Dieu, en le rappelant à lui, lui épargnait cette humiliation et permettait en même temps à ceux qu'un vain entêtement ne retiendrait pas, de se retourner vers le prince dont la droiture, la loyauté, l'intelligence de sa grande mission étaient, pour tous ceux qui l'approchaient, chose digne de remarque.

La fusion ne fut pas faite ; ce fut un malheur. C'est le 26 août, à huit heures du matin, que mourut Louis-Philippe, en présence de la Reine, de ses enfants, de la duchesse d'Orléans, du comte de Paris et du duc de Chartres.

La nouvelle de cette mort arriva à Wiesbaden dans l'après-midi du 29 août et produisit, parmi tous les Français accourus autour du Roi, une immense émotion.

Henri V prit aussitôt le deuil, et ses paroles à l'occasion de ce grave événement furent empreintes de cette inaltérable bonté, de cette dignité affectueuse, de cet esprit de conciliation qui l'animait en toutes circonstances.

Obéissant aux droits imprescriptibles de la religion et aux affections de famille qui conservent tout leur empire au milieu des révolutions, le comte de Chambord fit célébrer le lendemain un service funèbre dans l'église de Wiesbaden, pour le repos de l'âme du royal défunt. Il témoigna le désir que les Français présents autour de lui retardent leur départ pour unir leurs prières aux siennes. En même temps il prenait le deuil et le faisait prendre à toute sa maison. C'est ainsi qu'il en avait

agi lorsque il apprit la mort si imprévue et si cruelle du duc d'Orléans.

Le comte de Chambord voulut aussi faire parvenir à l'infortunée reine Marie-Amélie tous les sentiments de sympathie et de respect qu'il éprouvait pour elle et profita de la présence à Wiesbaden de M. le comte de Salvandy, que l'on savait si dévoué à la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe, pour le charger de cette délicate mission, auprès de la reine, réfugiée à Claremont-House. Cet acte de courtoisie renversait les barrières qui avaient divisé la famille royale(1), car les exilés de Claremont s'empressèrent de prier M. de Salvandy de retourner auprès du Roi et de lui dire combien ils étaient touchés de ses procédés et combien ils rendaient justice aux sentiments qui les avaient dictés.

Le séjour du Roi à Wiesbaden, s'il était pour la France un fait caractéristique et des plus importants, remuait profondément Nîmes. C'est que non-seulement on se passait les correspondances qui parlaient du comte de Chambord, dépeignant son caractère, son affabilité, répétant ses encouragements et ses conseils, s'extasiant devant l'accueil plein de bienveillance que l'on recevait du prince, mais on attendait de lui un mot qui vint mettre un terme aux divisions funestes dont souffrait le parti légitimiste.

J'ai, à propos de l'élection du 13 janvier, fait connaître cette douloureuse situation qui allait s'envenimant tous les jours. Ni M. Lourdoueix, ni la *Gazette de France*, ni l'*Etoile* n'avaient désarmé, et la députation du Gard était tout entière en butte à leurs attaques incessantes.

(4) Il est intéressant de lire les lignes suivantes, extraites d'un journal de l'époque qui exprime bien clairement cette idée de fusion entrevue, et réalisée seulement dans la famille royale, mais délaissée par les hommes politiques du temps.

« Le vieux roi est mort à Claremont emportant la conviction qu'il n'y avait plus qu'une solution désirable, celle qui appellerait au trône le comte de Chambord, dont le jeune comte de Paris est l'héritier naturel et légitime, à défaut d'enfants mâles dans la branche aînée.

» La saine logique le veut ainsi et personne ne peut vouloir pour la maison d'Orléans, ce que le roi Louis-Philippe ne voulait plus lui-même.

» Louis-Philippe le répétait à son lit de mort : Les journaux et les hommes politiques qui voudraient se montrer plus *orléanistes* ou plus habiles que lui, auront grand-peine à dissimuler au pays que des rancunes particulières ou des ambitions personnelles ne font pas le fond de leur politique. »

(L'Europe monarchique).

Dans l'assemblée législative, un légitimiste porteur d'un grand nom, s'était fait le champion zélé des idées préconisées par M. de Lourdoueix et son école, assez limitée du reste. Non pas qu'il se servît à l'égard de ses collègues des termes quelque peu malveillants ou violents que la *Gazette de France* et l'*Etoile du Gard* ne marchandaient pas à leurs adversaires et particulièrement à M. Béchard, mais M. de La Rochejacquelein s'éloignait avec affectation de la légitimité qui ne se drapait pas dans une farouche intransigeance.

L'honorable député avait pris l'initiative d'une proposition qu'il déposa sur le bureau de l'Assemblée, et qui souleva immédiatement dans tout le camp légitimiste une vive polémique. Il ne demandait rien moins que l'appel au peuple pour rappeler en France l'héritier de nos rois et soutint cette doctrine avec une vigueur que M. de Lourdoueix s'était hâté d'imiter.

Jusque-là, rien n'avait marqué d'une façon bien nette la nuance qui séparait les deux camps, hors quelques questions incidentes et ne touchant que de loin au principe de la légitimité. M. de La Rochejacquelein eut tout au moins le mérite de préciser d'un mot tous les horizons politiques que lui et ses amis envisageaient pour la cause légitimiste.

Le voyage du comte de Chambord à Wiesbaden eut surtout pour conséquence de ramener l'unité dans le parti, menacé des plus cruelles dissensions. Les paroles que le prince allait prononcer à cet égard étaient attendues dans le Gard avec une impatience compréhensible.

Auquel des deux camps Henri V donnerait-il raison ? C'était une question qu'on se posait à Nîmes où la lutte électorale avait été fort chaude et où M. Lourdoueix, comme nous l'a appris le résultat du scrutin du 13 janvier, comptait des partisans zélés et nombreux,

Déjà un des visiteurs de Wiesbaden qui avait eu l'honneur d'approcher le roi, avait pu écrire :

» La ligne de la *Gazette* n'a pas été applaudie ici non plus que l'*Appel au peuple*. Monseigneur m'a fait bien des compliments sur notre département du Gard, en ajoutant que si M. de Lourdoueix n'était pas venu tout gâter c'était peut-être le meilleur de France. »

Et M. Poujoulat, député de Marseille, écrivait à son tour :

« Dans nos entretiens le prince a condamné, avec une précision forte et une accentuation que j'appellerai souveraine, les doctrines systématiques de l'appel au peuple.

» Le prince m'a chargé d'informer ceux de nos amis qui marchent sur cette ligne, qu'il la désapprouve formellement comme contraire à l'essence même de son droit héréditaire ».

C'était une condamnation formelle, de la théorie si nouvelle émise par une faible fraction du parti légitimiste. Le langage de M. Poujoulat, parlant officieusement, avait soulevé une vive émotion chez nos concitoyens fort divisés à ce sujet.

Les partisans de M. de Lourdoueix et de M. de la Rochejacquelein, étaient, en effet, en grand nombre à Nîmes.

Plusieurs d'entre eux avaient envoyé une lettre de félicitation et de sympathie au député Vendéen à raison de sa proposition, faite à la Chambre le 26 mars, de faire décider par la nation si elle voulait la République ou la Monarchie. Des sociétés légitimistes avaient apposé leur signature au bas de cette adresse, entraînées, pour la plupart, par le désir d'en finir au plus vite avec le provisoire où se débattait le pays et la conviction que la France consultée, rappellerait ses rois légitimes.

L'appel au peuple était un bon moyen pour arriver à une solution, mais n'avait, suivant moi, quelque chance de réussir qu'après une réconciliation légale et complète entre les deux branches de la maison de Bourbon.

Les sociétés royalistes de Nîmes, favorables à l'appel au peuple étaient :

Le cercle du Droit National. — Le Comité central des ouvriers, — La société de l'Oriflamme. — La société des Messieurs. — La société de la Redoute. — La société de l'Indépendance. — La société de l'Avenir. — La société de l'Etoile. — La société de la Fraternité. — La société du Laurier. — La société du Pigeonnier. — La société de l'Immortelle. — La société de Saint-Charles. — Le cercle de l'Esplanade. — La société du Jet d'Eau. — La société de l'Union.

Lorsque parut le document, signé A. de Barthélemy, qui condamnait radicalement l'appel au peuple, préconisé par M. de la Rochejacquelein, document qui fit un bruit immense dans toute la France, Nîmes en fut profondément remuée. Le Roi avait parlé et dans des termes qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions, sur sa manière de voir et sur l'approbation qu'il avait donnée à certains représentants de la politique légitimiste. Il ne ménageait pas les encouragements à cette droite parlementaire qui se vouait au salut de la société menacée par les factions anarchistes et tendait une main bienveillante aux hommes d'ordre de tous les opinions. Il se séparait de ceux qui plus défiants ou moins oublieux du passé, répudiaient toutes transactions personnelles.

Bref, la grande figure de Berryer que la *Gazette de France* et l'*Etoile du Gard* représentaient comme le négociateur d'une abdication de la

Droite, comme le traître qui abaissait la France pour « livrer le parti légitimiste à l'Elysée ou à Claremont », sortit de cette entrevue comme consacrée par le Roi lui-même avec une mission toute particulière, de laquelle il ne se départit pas dans l'avenir.

Je ne saurais résister au désir de reproduire une lettre que le comte de Chambord adressait à l'illustre député au milieu même des attaques dont son propre camp le couvrait.

« Il y a peu de jours, Monsieur, écrivait Henri V, l'on vous mandait par mon ordre que j'approuvais et que je partageais votre manière de voir sur le passé et sur l'avenir. En rendant aujourd'hui justice à votre dévouement, à votre zèle infatigable, et en vous renouvelant ici l'expression de toute ma gratitude, je veux vous dire combien j'approuve la prudence que vous apportez dans vos démarches, et l'utilité de vos relations avec les hommes considérables au milieu desquels vous place naturellement votre situation politique.

» L'état présent des affaires et des esprits en France et la marche des événements font pressentir de nouvelles crises. Elles me trouveront prêt à me dévouer tout entier, avec l'aide de Dieu, à l'accomplissement des devoirs que m'imposent les droits que je tiens de ma naissance ; mais ces droits, je ne les ferai jamais valoir que dans l'intérêt de ma patrie, et pour la sauver des déchirements et des périls extrêmes dont elle est menacée ; car mon règne ne saurait être ni la ressource, ni l'œuvre d'une intrigue, ni la domination exclusive d'un parti.

» Vous, connaissez, Monsieur, mes sentiments et mes intentions, à l'égard des membres de ma famille, comme à l'égard des hommes que leur haute probité et leur capacité éprouvée appellent à rendre au pays d'éminents services. Je vous autorise à donner, en mon nom, l'assurance que l'on me verra toujours disposé et résolu à prendre toutes les mesures qui, en se conciliant avec les droits de la couronne, la dignité du gouvernement, la stabilité et la grandeur des institutions politiques, favoriseront le développement des libertés et des intérêts généraux et feront surtout régner cet esprit de paix et d'union entre tous les Français qui est ma plus chère pensée.

» Je vous renouvelle, Monsieur, l'assurance de ma bien sincère et constante affection.

» HENRI. »

Et la circulaire Barthélémy, ou du moins la pièce à laquelle on donna ce nom consacrait comme mandataires du prince en France :

Le duc de Lévis, le général de Saint-Priest, Berryer, le marquis de Pastoret et le duc des Cars.

Tel était le résultat le plus immédiat de ce séjour à Wiesbaden qui tout en laissant les principes de la légitimité intacts, n'en ouvrait pas moins la porte du parti à tous les désabusés, et prouvait aux anciens conservateurs que le rétablissement du principe héréditaire ne serait le prétexte d'aucune exclusion, la ruine d'aucune position conquise par le travail, les services et le talent. Le comte de Chambord n'avait-il pas écrit, et l'on sait combien il est toujours resté fidèle à sa royale parole :

«.... Pour moi, dont l'unique pensée est le salut et le bonheur de ma patrie, si le ciel me destine à y travailler un jour, je me ferai un devoir, vous le savez bien, vous qui me connaissez, d'appeler tous les hommes de cœur, de bonne volonté, d'intelligence et de talent, sans distinction de partis, à concourir avec moi à l'accomplissement de ce grand ouvrage. »

Ce que l'on appela la circulaire Barthélémy, en consacrant Berryer, représentant du roi de France, approuvait sa politique et condamnait sans retour l'idée de l'appel au peuple que M. de la Rochejaquelein voulait soutenir et que M. de Lourdoueix faisait sienne. Le député du Morbihan protesta par des lettres fâcheuses ; quelques cercles, celui du Droit national, en tête, envoyèrent à M. de la Rochejaquelein une nouvelle adresse d'adhésion et l'*Etoile du Gard* ouvrit une « souscription pour faire frapper une médaille à M. de la Rochejaquelein, défenseur des principes monarchiques et des libertés nationales. »

» En politique comme en toutes choses, écrivait le rédacteur du journal, M. Adrien Peladan, à ce sujet, faire son devoir est honorable ; mais placer le devoir au-dessus de ses affections, c'est de l'héroïsme. La conduite de la Rochejaquelein devant la circulaire Barthélémy réalise cette circonstance glorieuse, et c'est à ce titre que plusieurs de nos amis sont venus nous prier d'ouvrir une souscription pour offrir une médaille à l'illustre député afin de perpétuer la mémoire de son courage et de sa fermeté. »

On voit par cet extrait de quelle importance fut pour le parti légitimiste à Nîmes, le séjour du Roi à Wiesbaden et avec quelle anxiété furent attendues les indications du comte de Chambord, non-seulement sur la politique suivie jusque-là au sein de l'Assemblée nationale, mais encore sur celle qu'il convenait d'adopter ; car, il ne faut pas se méprendre sur le sens de la circulaire Barthélémy, que d'aucuns considéraient,

peut-être à dessein, comme un document officiel dicté par Henri V lui-même et comme instituant un comité supérieur qui devait dicter aux représentants du pays et leur vote et leur discours. Rien n'était plus loin de la pensée du prince dont on a pu mesurer le libéralisme, la largeur de vue et l'esprit de conciliation par les lettres qui précèdent, qualités précieuses qui l'animèrent jusqu'à la fin de sa vie et dont il ne voulut jamais s'écarter.

Les événements politiques que je me suis efforcé de retracer fidèlement et brièvement pour faire surtout ressortir la part que Nîmes ou ses enfants pouvaient y prendre, avaient leur complément sur le terrain religieux.

A la suite de l'expédition française à Rome qui fut, comme je l'ai dit dans un précédent chapitre, la conséquence de l'insurrection mazzinienne, le calme s'était peu à peu fait dans les Etats Pontificaux (1) et le moment était venu où le Pape allait pouvoir revenir dans la capitale du monde chrétien.

Entouré des troupes françaises, salué par notre canon, le Saint Père fit sa rentrée en grande pompe à Rome, le 12 avril 1850, au milieu d'un immense concours de peuple et d'un cortège considérable. Un tel événement, accompli grâce au concours de la France, impressionna vivement le cœur des catholiques nîmois, que la révolution Romaine avait profondément attristés. Déjà nous avons signalé l'attitude du Conseil municipal, lorsqu'il apprit que Sa Sainteté était obligée de se réfugier à Gaète, et d'abandonner aux hordes révolutionnaires le tombeau des apôtres.

Notre assemblée municipale ne put retenir sa joie en apprenant que Pie IX était rentré au Vatican et, se faisant l'interprète du sentiment public, s'empressa de transmettre au souverain Pontife une adresse de félicitations.

En réponse à ce témoignage respectueux de sympathie et de dévouement, le Pape dans une lettre signée de sa main et adressée à nos magistrats municipaux, exprima sa gratitude dans les termes suivants :

(1) La fin de la Révolution Romaine fut consacrée par la frappe d'une petite médaille assez curieuse. D'un côté on voit le Pape bénissant la ville de Rome, agenouillée devant lui, et lui pardonnant. De l'autre, on lit l'inscription suivante :

Nefaria rebellione -- Comprensa -- Pontifici dominatione -- Restituta -- Anno MDCCCLIX.

« Bien aimés fils, Salut et Bénédiction Apostolique,

» La lettre si pleine de foi et de piété et, si respectueuse envers Nous, par laquelle vous avez bien voulu Nous féliciter de notre rentrée dans cette ville a sensiblement réjoui notre cœur. Nous comprenons parfaitement, bien aimés fils, qu'il ne pouvait rien vous arriver de plus agréable qu'un événement de ce genre puisque vous professez envers Nous et envers le Siège apostolique un respect si religieux, et que la nation française n'a pas voulu laisser échapper l'occasion qui se présentait de bien mériter de Nous et du Saint-Siège.

» Nous vous félicitons surtout de ce que vous comprenez si bien que, dans ces temps si critiques, c'est à Dieu qu'il faut sans cesse s'adresser, jour et nuit, pour qu'il achève et qu'il consolide l'œuvre qu'il a commencée par sa grande miséricorde.

» Toutefois, plein de reconnaissance pour votre si affectueux dévouement, Nous prions le Seigneur tout miséricordieux de vous assister toujours de son aide et de sa protection la plus efficace, et de combler de toute sorte de joies et de prospérités votre commune patrie.

» Comme présage de ces biens et comme gage de Notre tendresse paternelle à votre égard, Nous vous accordons à vous tous, chers fils, avec le plus tendre amour, notre bénédiction apostolique.

» Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 17 août de l'an 1850 et de notre pontificat le cinquième.

» PIE IX, pape. »

Le retour du Saint-Père avait été une joie véritable, pour tous les catholiques de Nîmes qui s'associèrent à la démarche du Conseil municipal comme ils s'étaient associés aux actions de grâces que Mgr Cart, entouré de tout son clergé, avait rendues à Dieu de cet heureux événement. Cette cérémonie eut lieu le jeudi de l'Ascension à la cathédrale, où un *Te deum* solennel fut chanté devant le préfet et le Conseil de préfecture, le corps municipal au complet, la Cour en robes rouges, les membres du tribunal civil, du tribunal de commerce, les autorités militaires, les chefs et employés des diverses administrations, les professeurs de l'université, tous les officiers catholiques de la Garde nationale et de la ligne et un grand nombre de soldats et de gardes nationaux sans armes.

Mgr Cart prononça une chaude allocution devant cette foule de magistrats et de fonctionnaires et devant ce peuple qui remplissait la nef de la cathédrale, accouru pour fêter avec l'Eglise le retour du père de famille.

On ne rougissait pas, à cette époque, de placer sous la protection divine notre chère patrie et de voir dans ses succès comme dans ses revers la main d'un Dieu juste et miséricordieux ; au pied des autels se confondaient dans un même élan de foi et de gratitude toutes les ambitions, toutes les divisions et les dissensions, et si de temps à autre une parole athée retentissait à la tribune française ou se rencontrait sous la plume d'un de nos écrivains, l'indignation publique en avait vite fait justice.

La lettre du Souverain Pontife, adressée en quelque sorte à la ville entière, fut accueillie avec respect par nos concitoyens que le départ du Saint Père avait accablés de tristesse et que son retour remplit de joie.

Le Conseil municipal ne se mettait seulement pas à la tête de ce mouvement religieux, comme il s'était mis au premier rang des forces conservatrices, il prenait aussi à cœur les intérêts de la cité, intérêts que la révolution de 1848 avaient si gravement compromis.

De tous les travaux qu'il avait trouvé commencés et en cours d'exécution, il en était un qui devait contribuer pour une large part à l'embellissement de la ville : la Fontaine Pradier. Dans un des précédents chapitres j'ai donné quelques détails sur les délibérations du Conseil municipal à ce sujet, sur le poids et la qualité des blocs employés. C'est dans le courant de l'année 1850 que fut définitivement terminé ce monument artistique. On avait bien sous les yeux la maquette exécutée par Pradier et Questel, mais il tardait aux habitants de voir l'effet produit par le groupe sur la vaste place de l'Esplanade. L'érection et la mise en place des différentes pièces paraissaient difficiles à exécuter, et cette dernière opération fort délicate éveillait quelque perplexité même chez les hommes de l'art.

Le samedi 13 avril, M. Cazal, l'entrepreneur, installa la première des quatre grandes vasques de marbre qui reçoivent les eaux. Ce bloc ne pesait pas moins de 230 quintaux métriques. Ce commencement heureux faisait présager le succès futur. Il fallut néanmoins toute l'intelligence, toute la capacité de l'entrepreneur pour hisser sur son piédestal, la colossale statue de la *Ville de Nîmes*. Le jeudi, 25 mai, sous la direction de Questel et de Durand, architectes, ce travail fut terminé malgré les moyens imparfaits dont disposait l'en-

trepreneur. Successivement les quatre statues prirent leur place, sans que l'une d'entre elles ait été dégradée, soit pendant le transport, soit pendant l'érection. On se figure aisément les difficultés de cette dernière, et on comprendra quelles étaient celles du transport (1), lorsqu'on songera que l'atelier de M. Pradier étant sous un des arceaux du Viaduc, il avait fallu traîner jusqu'au pied du piédestal la masse énorme de la *Ville de Nîmes* pesant environ 10,000 kilogrammes.

Tout était donc terminé, en ce qui touchait le statuaire et l'entrepreneur de maçonnerie. La réception des travaux se fit avec un certain appareil le 8 septembre (2).

Le Maire, entouré de ses Adjoints et du Conseil municipal, convoqua, en outre, les membres de l'Académie du Gard, le Préfet et les membres du Conseil général. L'éminent artiste Pradier, qui avait été

(1) M. Cazal avait eu l'idée, pour réaliser le problème, de construire un chemin de fer, qui partant de l'atelier de Pradier et aboutissant à l'Esplanade, s'élevait par un plan incliné, construit en charpente, jusqu'au piédestal, sur lequel alors la statue était déposée sans efforts. Ce travail, qui lui fut consenti par adjudication, coûta 45,000 francs.

(2) Les diverses circonstances qui ont précédé ou accompagné l'érection de la Fontaine de l'Esplanade furent transcrites sur un parchemin spécial. On y a fait l'historique du concours et des travaux primés, en y ajoutant les noms des membres du jury.

On y mentionna la date de la pose de la principale statue allégorique, représentant la *Ville de Nîmes*, qui forme le couronnement du monument, et en outre les décisions relatives à l'érection du monument, savoir : de 1844 à 1848 sous l'administration de M. Girard; de 1848 à 1850 sous l'administration de M. Eyssette, tous deux maires de Nîmes.

On y énuméra enfin de la manière suivante tous les artistes ou entrepreneurs qui concoururent à l'érection de cette œuvre grandiose.

MM. Ch. Questel, architecte, auteur du projet.

Durand, architecte, inspecteur.

J. Pradier, pour la sculpture.

Poggi, praticien.

Heuroux, pour la fourniture des cinq blocs de marbre de Carare.

Cazal et Ginestoux, pour les travaux de maçonnerie.

Ferlin, pour la fourniture des blocs de pierre de Crussol.

Delafontaine et Cailloux, pour l'ornementation des parties accessoires.

Fontaine et Bouchet, pour les travaux de fontainerie.

Ce parchemin fut enfermé dans un tube de verre dans lequel on fit le vide, et le tube placé dans une petite boîte de plomb, avec quelques pièces d'argent et de cuivre à l'effigie de Louis-Philippe et de la République. Le tout fut scellé dans le piédestal qui porte la *Ville de Nîmes*.

comme membre de l'Institut, invité à siéger au sein de l'Académie du Gard, guida le cortège et fit la remise officielle des travaux à l'administration municipale. Une foule considérable entourait le cortège officiel et contemplait cet admirable groupe débarrassé enfin de ses voiles, de ses échafaudages qui en masquaient les belles proportions,

Il restait à entourer convenablement ce morceau d'art et surtout à alimenter les jets d'eau. A cette époque, c'était une question assez compliquée que d'en détourner de notre fontaine une quantité relativement considérable.

Il fut décidé qu'une conduite spéciale partirait du point où le canal de dérivation, dit aqueduc Balore, aboutit sur le quai de la Fontaine, au débouché de la rue Titus et se dirigerait en longeant les boulevards de la Comédie, de la Magdeleine et Saint-Antoine, sur le réservoir existant à l'angle nord-ouest du bosquet de l'Esplanade, en face la maison Colomb. Cette conduite captait au profit de la fontaine de l'Esplanade la masse d'eau qui desservait le lavoir de la place d'Assas, soit 1,000 litres environ par minute.

Comme conséquence de ce projet, le Conseil en adoptait un, comprenant la suppression du lavoir de la place d'Assas et l'aliénation des terrains inutiles de cette place, sur lesquels devaient être conservées deux rues d'une largeur de huit mètres, allant de l'Est à l'Ouest, et formant le prolongement des rues Crébillon et Voltaire (1).

Grâce à ces dispositions, la fontaine de l'Esplanade devait recevoir en tout temps de l'eau en abondance et qui, n'étant pas consommée sur place, pouvait, en s'échappant du bassin, alimenter un nouveau lavoir destiné à remplacer celui d'Assas, mais dont la délibération ne précisait pas l'emplacement, tout en limitant ce dernier à la partie méridionale de la ville et à proximité du bassin de l'Esplanade. Le surplus des eaux de l'Esplanade devait, en outre, se diriger sur le lavoir du quai Roussy et enfin alimenter quelques fontaines du nouveau quartier et particulièrement celles de l'Avenue Feuchères. Ces divers arrangements devaient grever le budget de la ville de quelques dépenses, mais elles devaient être largement couvertes, dans la pensée du Conseil, par le produit des terrains de la place supprimée

(1) Une administration républicaine reprendra plus tard, à son profit, le projet résolu par la municipalité de 1856, mais elle n'aliénera point les terrains inutiles de la place d'Assas, et la transformera, au contraire, en une avenue sans issue et d'un entretien fort coûteux.

d'ailleurs(1) « sans utilité dans le voisinage des boulevarts qui forment une place continue et des places voisines de la Bouquerie, de l'Abreuvoir (2), du Théâtre, Balçre et de la Magdeleine. »

En même temps et pour compléter le monument qui devait faire l'orgueil de la ville, il fut décidé qu'un jardin de forme octogonale entourerait le bassin et qu'une grille en fer forgé avec ornements en fonte le séparerait de la place. Dans ce jardin devaient chaque année être semées de nouvelles plantes formant corbeilles (3). C'est le 12 septembre de cette même année 1850 qu'eut lieu l'adjudication des travaux de serrurerie exigés par la grille projetée, adjudication qui fut prononcée en faveur de MM. Martin et Nicolas, avec un rabais de 25 0/0. M. Ducel, de Paris, devait fournir les fontes ornées. L'ensemble de ces travaux s'élevait à 13,250 francs.

Nous venons de voir que le Conseil municipal s'était efforcé d'alimenter la fontaine monumentale de l'Esplanade, et de diriger de ce côté la quantité d'eau nécessaire, tout en ménageant cependant ce précieux liquide et en lui assignant un but utile après l'avoir fait servir à l'ornementation de l'une de nos places publiques.

Un autre projet plus grave vint occuper notre assemblée communale. Il s'agissait de trouver de l'eau. Comme à toutes les époques où Nîmes a eu à subir de la sécheresse, la question des eaux se posait à nouveau, comme nous l'avons vue se poser en 1837 et en 1839, comme nous la verrons s'agiter en 1868 (4). L'année 1850 était de ces années difficiles et tout naturellement un projet d'adduction des eaux fut étudié.

Le 8 août, le Maire avisait ses concitoyens que l'abaissement du niveau de la Fontaine ne permettant plus aux eaux d'alimenter le plus grand nombre des fontaines jaillissantes établies sur divers points de la ville, l'administration faisait établir une pompe à la source même.

Des tonneaux étaient chargés de transporter l'eau à domicile et les propriétaires furent invités à rouvrir les puits fermés et à les munir des agrès nécessaires.

(1) Délibération du Conseil municipal du 22 juillet 1850.

(2) Aujourd'hui square Antonin.

(3) Cette disposition a été changée depuis et on s'est contenté de plates-bandes gazonnées.

(4) Les années de plus grande sécheresse à Nîmes sont les suivantes : 1362, 1529, 1564, 1656, 1659, 1666, 1719, 1732, 1755, 1781, 1822, 1837, 1839, 1850, 1868.

D'autre part le Maire prenait l'arrêté suivant.

« Considérant que l'exécution du projet Teissier destiné à amener de nouvelles eaux à Nîmes et adopté par délibération du Conseil municipal du 2 septembre 1847 (1) a dû être ajourné par suite des graves événements de 1848 qui ont jeté une certaine perturbation dans les finances communales ;

» Considérant que la ville de Nîmes ne peut reprendre l'exécution sérieuse et complète du dit projet que lorsqu'elle aura notablement amorti le passif que lui a légué l'administration antérieure à la révolution de février.

» Considérant néanmoins que la disette d'eau qui se fait sentir tous les étés, inspire à la population de justes inquiétudes et porte au commerce et à l'industrie un préjudice considérable, qu'il est du devoir de l'administration municipale de rechercher avec sollicitude et persévérance tous les moyens de remédier à cette fâcheuse situation, sans abandonner toutefois le légitime espoir de réaliser dans un temps donné la grande entreprise préparée par les importantes études de M. Teissier.

» Il est formé une commission spéciale ayant pour mission de chercher de provoquer et d'apprécier toutes les propositions faites dans le but d'amener à la ville une certaine quantité d'eau, en portant son attention sur les moyens pratiques d'adduction dont la dépense serait en rapport avec les finances de la ville. »

Cette commission se composait de MM. F. Vidal, Blanchard, adjoints; Boyer, Nourry, Bouchet aîné, Aubert aîné, Bernard-Brisse, Gibert, Bézard, de Roussel-Correnson, membres du Conseil municipal, et Chambaud, architecte de la ville.

Nommée par arrêté du 28 août, la commission ne perdit pas son temps et dès le 2 décembre, M. Adolphe Blanchard, son rapporteur, donnait lecture au Conseil municipal d'un travail sur cette importante question,

« Si le projet Teissier (2) disait le rapporteur n'a pas été réalisé, la

(1) Voir chapitre XVII.

(2) Ce projet consistait dans la restauration de l'ancien aqueduc romain à partir du Pont du Gard, et dans la conduite à Nîmes des eaux du Gardon, élevées jusqu'au niveau de l'aqueduc par des machines hydrauliques. On espérait amener ainsi 300 pouces d'eau jusqu'au *Castellum divisorium*.

Une compagnie s'était engagée à faire ce travail, moyennant deux millions, non compris les frais annuels des machines et dans un délai de trois années.

cause, vous le savez tous, en est aux événements du 24 février, à l'une de ces révolutions qui s'accomplissent toutes, de nos jours, au nom du progrès et qui dévorant en quelques heures de délire les ressources financières amassées dans les temps de calme, s'opposent pour longtemps ensuite à toute amélioration notable, à l'exécution de tout grand projet. »

Il résumait ensuite les deux moyens qui paraissaient susceptibles d'une exécution rapide et relativement peu coûteuse.

Le premier d'entre eux réunissait les eaux courantes sous le sol, qui existent dans le territoire de la ville au quartier dit de Grézan et pour cela creuser un canal en aval de la route d'Avignon. Ce canal devait se modifier suivant le point d'arrivée choisi dans la ville (1).

Le second de ces projets, que la commission déclarait peut-être problématique, consistait à détourner un cours d'eau souterrain dans les environs du Fouze près Saint-Gervazy.

L'état des finances de la ville ne permettant pas de réaliser directement l'un quelconque de ces projets, tous deux aléatoires, il était admis que la condition essentielle de tout marché à intervenir devant être la livraison préalable d'une quantité d'eau sur un point précisé d'où elle arriverait dans l'intérieur de la ville par la pente naturelle, la ville restait totalement étrangère à l'exécution et au paiement des travaux et n'intervenait que pour compter une somme fixée à forfait, après livraison et jouissance, pendant une année au moins, du volume d'eau indiqué.

Il était difficile d'être plus réservé, et on ne peut que féliciter le Conseil d'avoir cherché un moyen pratique de remédier, sans dommages pour la ville, à la triste situation que lui faisait la sécheresse. La situation financière s'opposait à ce que nos édiles puissent aller plus loin. Dans le chapitre précédent, j'ai dit quelles mesures avait été obligé de prendre le Conseil pour faire face tant aux dépenses engagées sous l'administration Girard pour la construction de monuments ou de promenades publiques que pour satisfaire aux difficultés laissées derrière elle par la commission municipale de 1848.

Il n'était pas possible dans des conditions semblables de réaliser un programme grandiose et de marcher sur les traces des administrations précédentes. Il fallait se contenter d'exonérer peu à peu la ville de ses

(1) Le point maximum d'arrivée était situé en contre-bas de la première marche de l'Esplanade côté de l'Embarcadère, le point le plus bas était au dessus du plafond du canal de la Fontaine au pont de la Servie.

engagements et de débarrasser sa dette des charges qui pesaient sur elle. C'est à quoi s'employa surtout le Conseil municipal de cette époque, et il faut reconnaître qu'il le fit avec une rare intelligence.

Au 31 mars 1850 il avait été payé en argent sur les grands travaux, acquisition pour agrandissements d'édifices publics, voirie urbaine, etc., (1) une somme de : 218.819 fr. 99

Sur l'emprunt du 4 mai 1848, s'élevant à 420.000 fr.

1110 avait été remboursé. 42.000

Soit un total de 260.819 fr. 99

A quoi il fallait ajouter un reliquat de sommes dues, ce qui portait l'amortissement effectué en dix-huit mois à 300.000 francs environ.

L'emprunt de 1.230.000 francs voté en novembre 1848 n'était pas en entier réalisé et la portion émise (561.000 francs) avait servi, presque en totalité, à payer les entrepreneurs ou autres créanciers de la ville. Il restait à émettre 669.000 francs, soit 1338 obligations.

Mais à sa session de mai, sur la proposition de sa commission des finances, le Conseil, en présence de la facilité de l'amortissement en numéraire résolut de diminuer du même coup le passif de la ville et sur la totalité des obligations non encore réalisées en annula deux cents, soit 100.000 francs « sans préjudice d'un plus grand nombre dont les circonstances pourraient encore permettre l'amortissement de la même manière » ajoutait la délibération.

Il ne faut pas croire que cette économie sévère dans les finances empêcha la ville de réaliser quelques améliorations utiles. Si la municipalité se bornait à terminer les grands travaux publics en cours d'exécution, elle s'occupait aussi d'œuvres pratiques ; par délibération du 25 novembre il était décidé au sujet du Comptoir national d'Escompte, créé par décret du 7 mars 1848 pour une durée de trois ans, que la ville accorderait à ce comptoir sa garantie pour une somme de 400.000 francs. Mais, « considérant qu'il convient de limiter la durée du Comptoir national à la durée des circonstances qui rendront son action utile et nécessaire, sans s'interdire d'une façon absolue la faculté de lui continuer, par des renouvellements successifs, le sympathique concours de la commune, » le Conseil n'accordait cette garantie que pour une durée de trois années à dater du 1^{er} avril 1851.

L'entreprise du balayage était réformée et la ferme des droits de location dans la halle de la boucherie et de la poissonnerie, était con

(1) Voir tome I, page 384.

sentie pour une durée de trois années au sieur Jourdan, à charge pour celui-ci d'exécuter dans ce bâtiment communal les réparations suivantes :

1° La restauration et l'achèvement de la couverture de la halle nécessités par la disparition de la maison contiguë qui occupait l'emplacement de la rue du Chapitre qu'on venait de créer ;

2° La construction d'un portique et l'établissement d'une grille en fer sur cette nouvelle issue ouverte sur la place du Chapitre et sur l'alignement de la nouvelle rue ;

3° L'abaissement du sol de la halle pour en permettre l'accès, tant de la place Belle-Croix que de la rue du Chapitre, la construction de nouveaux étaux sur un plan uniforme dans l'intérieur de la halle et celle de quatre magasins, sur le sol communal attenant à la maison Demians.

Ces réparations prévues pour 13,000 francs devaient être exécutées dans le délai de six mois à dater du 1^{er} janvier 1851.

En même temps le Conseil décidait :

La consolidation du plancher de la salle du Conseil municipal par l'établissement de quatre pilastres en pierre de taille dans le vestibule intérieur.

L'établissement de trois grilles en fer pour servir de fermeture aux trois ouvertures communiquant du vestibule dans la cour et la fermeture par deux grilles semblables des deux issues dans la direction des bureaux et de la rue de la Trésorerie.

La reconstruction du grand escalier d'honneur et l'établissement d'une nouvelle rampe. La restauration du petit passage qui donne accès sur la rue de la Trésorerie.

L'ensemble de ces projets ne dépassait pas 6,810 francs.

Enfin, la place du Grand-Temple était débarrassée de l'égoût infect qui traversait cette place, et le sol en était abaissé de manière à faciliter le débouché de la rue de la Curaterie considérablement élargi par la démolition des deux maisons Rogier et Pichier.

C'est dans une des sessions de l'année 1850 (session de mai) que le Conseil fut appelé à délibérer pour la première fois sur le projet de déplacement de la poste aux lettres (1), pour la transporter dans la mai-

(1) Hérodote nous donne quelques renseignements sur la première organisation des postes dont l'histoire ait enregistré le souvenir.

C'est dans le vaste empire des Grecs que nous retrouvons les premières traces d'une institution régulière des courriers et des relais. L'auteur grec mentionne l'existence des

son Valz-Pons, boulevard du Grand-Cours. Les habitants du sud et de l'ouest de la ville s'élevèrent contre un semblable projet qui rejetait cet établissement public en dehors du centre des affaires et demandèrent le maintien de l'emplacement affecté jusque-là à ce service. Mais le local ne se prêtant à aucune amélioration et les dispositions intérieures des bureaux provoquant sans cesse des plaintes générales, le Conseil

stations de postes échelonnées à une journée de distance l'une de l'autre, de Suze à la mer Egée. Il est probable que dans toute l'étendue de l'Empire ce service était installé d'une manière identique. Chez les Grecs, les services postaux n'existaient pas. Chez les Romains, nous retrouvons des institutions postales identiques à celles des grandes monarchies orientales, mais le service n'apparait régularisé définitivement que sous Auguste. En France, il fut organisé à la manière romaine par Charlemagne. La féodalité l'anéantit ; mais lorsque l'autorité royale prévalut, il fut de nouveau mis en usage. Dès le *xir* siècle, on voit se créer, à Paris, d'une manière indépendante du gouvernement, des messageries à départs réguliers. Sous Louis XI, l'usage de la poste se généralise. Un édit de 1576 fixe les départs et arrivées des messages et limite les prix de transport des lettres à 40 deniers tournois pour une lettre et sa réponse dans le ressort de chaque circonscription, à 15 deniers pour un paquet de lettres pesant moins d'une once, à 20 deniers pour un paquet d'un poids supérieur. Sous Henri IV, le nombre des maîtres de poste fut augmenté et des relais de poste furent organisés par toutes les villes.

Un édit du 3 août 1602, réunit les relais royaux aux postes ordinaires ; les chemins de traverse qui reliaient entre elles les grandes voies royales et qui sont devenues nos routes départementales, furent dotés de relais. Les postes furent placées sous la direction d'un contrôleur général qui versa au trésor 32.600 écus pour prix de son monopole. Cette ferme fut confirmée en 1670, sous le ministère Louvois. Par un édit de 1660, le service des correspondances privées avait été définitivement annexé à celui des courriers officiels. L'unité et la régularité s'établirent peu à peu dans l'organisation des postes. Toutes les parties du territoire en furent dotées. En 1629, le cardinal de Richelieu enjoignit aux gouverneurs et fonctionnaires provinciaux, d'envoyer, à l'avenir, leurs correspondances officielles par la voie des postes ordinaires et non plus par express.

Une économie sensible fut ainsi réalisée. M. d'Alméras présenta à Richelieu un projet de tarification qui fut adopté le 26 octobre 1627. Le port des lettres simples de Paris à Lyon, Mâcon, Clermont-Ferrand, Nantes et réciproquement, fut fixé à trois au lieu de quatre sols ; celui des lettres de Paris à Avignon, à Nîmes, à Marseille, à Montpellier, à six sols au lieu de huit et ainsi de suite. Ces différentes améliorations se traduisirent bientôt par un accroissement d'activité générale. A cette époque, les postes étaient administrées par un surintendant général ; des contrôleurs, appelés conseillers maîtres des courriers, avaient été établis à Paris, Orléans, Soissons, Lyon, Grenoble, Nîmes et dans quatorze autres villes importantes du royaume.

Sous le ministère Louvois, les postes sont affermées à M. Patin pour 4.200.000 livres par an. Un nouveau tarif fut établi. La simple lettre dut payer un port de deux sols pour une distance de vingt-cinq lieues, de trois sols pour une distance de vingt-cinq à soixante lieues, de quatre sols pour une distance de soixante à quatre-vingts lieues ;

approuva la translation proposée, sous condition qu'une boîte succursale serait établie à l'Hôtel de Ville,

Je ne pouvais trouver meilleure transition pour parler d'un commerce qui prenait chaque année à Nîmes une extension nouvelle et qui, jusque dans les dernières années de l'empire, fit la richesse de notre ville. Les vins et spiritueux pour lesquels nous avons déjà vu

cinq sols pour tout le parcours au-delà de quatre-vingts lieues. En 1703, la tarification devint plus onéreuse, mais cependant ne fut pas plus productive.

En 1672	la ferme des postes fut adjugée au prix de.....	4.200.000 livres
En 1700	id. id. id.	2.500.000 —
En 1739	id. id. id.	4.000.000 —
En 1756	id. id. id.	5.000.000 —
En 1764	id. id. id.	7.000.000 —
En 1777	id. id. id.	10.000.000 —

Les revenus devaient s'accroître d'une manière plus rapide encore, car les fermiers généraux en dissimulaient le chiffre avec soin. En 1789, les députés arrivaient aux Etats généraux munis de cahiers qui leur prescrivaient la révision du fermage des postes. Par la loi de 1790, l'Assemblée nationale réunit les trois services des postes en un seul office ou ministère distinct et le fit administrer par un directeur « non intéressé aux bénéfices. » Les troubles de la Révolution entravèrent l'échange des correspondances. Aussi le revenu net des postes qui était de 41,668,000 livres en 1791, s'effaça-t-il bientôt et nous voyons deux années plus tard, en 1793, deux décrets consacrer la nécessité d'une allocation de 4 millions pour subvenir au déficit de cette branche des services publics. O bienfaits des Révolutions et de la République !

Par décret du 24 juillet de la même année, l'administration des postes fut réorganisée. Le 18 octobre 1791, un nouveau tarif fut adopté pour les lettres qui durent payer 5 sols par lettre simple à Paris et dans les limites de chaque département.

A cette augmentation correspondit, comme on doit bien le penser, une large diminution de recettes. En 1795 on revint au tarif de 1791. En 1797 le coup d'Etat du 18 fructidor vint bouleverser encore une fois le service administratif des postes. Les postes furent abandonnées de nouveau à l'industrie privée, sous la réserve d'un droit du dixième au profit de l'enregistrement. (Loi du 9 vendémiaire an VI).

Un décret du 15 ventôse an XII greva les entreprises des postes d'un droit de 25 centimes par poste et par cheval. Il subsista jusqu'à 1825. Ce ne fut qu'en 1821 et 1823, sous l'administration de la Rochefoucauld-Doudeauville et de Vauché que le réseau fut augmenté. En 1827 fut introduite une réforme importante (la monarchie faisait donc des réformes !) qui exerça le plus heureux effet sur le développement du service postal : ce fut la révision des tarifs et l'admission du calcul des distances en ligne droite et non en raison du parcours effectif. Le factage rural fut organisé. Le service de distribution des lettres dans les villes, lui-même, ne fut complété qu'en 1830. Jusque-là les lettres n'étaient portées à domicile que dans les villes au dessus de 4000 âmes et moyennant un supplément de taxe de 5 centimes.

L'administration de M. Conte, en 1830 et 1831, fut marquée par une série de progrès, telles que les conventions postales avec l'étranger. L'établissement des chemins

une Bourse se créer, prenaient dans notre mouvement économique local une place prépondérante qui arrivait à balancer l'industrie des tissus si florissante sous Louis-Philippe. On trouvera assez curieux qu'il ait circulé à ce moment dans notre cité une pétition dirigée contre ce commerce des liquides que l'on représentait comme un jeu et un agiotage et contestant même son importance.

Si l'on réfléchit que le centre des fabriques de châles et soieries se trouvait placé dans les environs du boulevard du Grand-Cours et que les négociants en liquides, obligés d'occuper de vastes locaux, avaient leurs magasins groupés dans le quartier ouest de la ville, on comprendra le but des pétitionnaires. Les uns tenaient à conserver le bureau de poste à portée de leurs bureaux, c'étaient les négociants en vins ; les autres demandaient, au contraire, le transfert dont j'ai parlé ci-

de fer a amené une révolution dans les postes. Le progrès le plus radical a été réalisé en 1819 par l'adoption d'une taxe uniforme fixant le prix de la lettre de 7 gr. 4½ à 20 centimes, la mettant à 25 en 1850, la réduisant à 20 en 1851 et la portant de nouveau à 25 en 1871. Les effets du nouveau régime se font bientôt sentir car le nombre des lettres qui était de 122.440.000 en 1818 était de 253.231.000 en 1858, de 318.655.000 en 1868, de 361.746.000 en 1869 et de 293.300.000 en 1871.

Les bureaux de poste s'appelaient autrefois « bureau des lettres » et ont occupé à Nîmes divers emplacements.

La rue de l'Ancienne Poste, que tout le monde connaît entre la rue des Orangers et la place Belle-Croix, a porté avant la Révolution le nom de la rue du Bureau des Lettres, parce que le bureau des lettres y était situé. Jusque vers le milieu du siècle dernier, elle s'était appelée *rue des Esclafidoux*. Après la Révolution, le bureau des lettres fut transporté dans la maison des ci-devant père de Saint-Jean ou les Pères Docifinaires. Ce couvent occupait l'emplacement actuel de la maison Valz et de l'église Saint-Charles, sur le boulevard du Grand-Cours. Cet immeuble fut acheté, lors de la vente des biens ecclésiastiques, au prix de 70.000 livres en assignats par M. Valz, qui plus tard revendit à la ville à un prix à peu près égal, mais en espèces sonnantes, la portion de terrain nécessaire au percement de la rue Robert et à diverses acquisitions communales.

Il est assez curieux que le bureau de Postes qui au commencement du siècle était situé dans ce local, y soit revenu en 1851.

En 1810, le bureau fut placé rue de l'Horloge, maison Ginhoux de Saint Vincent. Cette maison, qui était bordée par les rues des Babouins, Caguensol et de l'Horloge, a cédé une partie de son terrain à la rue Guizot. Le bureau était à peu près placé à l'endroit où est la Banque de France.

Peu après on le retrouve boulevard de la Comédie, à côté de la maison Michel, puis boulevard du Grand-Cours, maison Ourson, et en 1840, place Saint-Paul dans les locaux actuellement occupés par le *Petit Méridional* et le sieur Restouble. Ce fut sa dernière étape avant de retourner à la maison Valz, où existe encore une succursale.

dessus, c'étaient les fabricants qui faisaient ressortir l'ancienneté et le développement de cette branche commerciale à Nîmes.

Si ces derniers triomphèrent, il n'en faut pas conclure que le commerce des liquides fût le moins du monde languissant, tout au contraire ; la progression constante des affaires témoignait hautement de sa vitalité extraordinaire (1) ; il tenait dans le Gard une place remarquable. Un tel développement commercial qui devait s'accroître encore dans de fortes proportions venait s'ajouter aux richesses que *les fabriques* avaient apportées sur notre place et contribua, pour une très large mesure, dans l'accroissement considérable que prendra Nîmes durant les vingt années qui vont suivre. Il est juste d'y associer toute cette

(1) *Mouvement des alcools depuis 1830 jusqu'à 1849 inclusivement.*

Durant cette période de vingt années, la progression ne se ralentit pas. J'ai réuni ci-dessous les chiffres d'expéditions au dehors pour Nîmes et le Gard, détaillant les sorties annuelles pour Nîmes et les groupant par période quinquennale pour le département.

Il est sorti en hectolitres d'alcool :

		DE NÎMES	DU GARD
1830.....	42.374 h 99	64.323 h 01	504.080 h
1831.....	7.961 22		
1832.....	10.852 88		
1833.....	13.756 76		
1834.....	16.374 46		
1835.....	14.417 37	77.435 63	551.444
1836.....	14.847 30		
1837.....	14.854 15		
1838.....	16.261 26		
1839.....	17.058 55		
1840.....	21.700 49	100.569 53	740.870
1841.....	17.317 82		
1842.....	29.240 85		
1843.....	19.209 59		
1844.....	23.069 70		
1845.....	25.236 74	181.721 54	814.435
1846.....	28.558 98		
1847.....	45.576 43		
1848.....	44.021 98		
1849.....	40.817 44		

A ne parler que de ces cinq dernières années, la valeur en argent de ces sorties s'élève à plus de soixante-quatre millions de francs d'alcool pour le département, et pour Nîmes, au chiffre respectable de quinze millions de francs environ, soit trois millions par an.

D'autre part, les sorties de vins atteignaient une moyenne annuelle à Nîmes de 250,000 hectolitres produisant deux millions par an.

Deuxième Livraison, Tome II.

partie du département qui s'étend au sud et au sud-ouest de Nîmes, que nous verrons jouir d'une prospérité extrême pour tomber malheureusement plus tard dans la gêne.

Pour le moment, un seul fait nous amènera à parler de cette région, fait qui provoqua au sein du Conseil général une longue et violente discussion. A cette époque et depuis l'avènement de Louis-Philippe, les courses de taureaux étaient défendues dans le département tout entier. A plusieurs reprises, les arrêtés préfectoraux concernant la matière avaient été outrepassés, et j'ai déjà eu à consigner dans un précédent chapitre le cas d'un nimois, atteint mortellement à Caissargues par un taureau. Il semblait aux populations que la révolution de février avait, en supprimant le gouvernement existant, supprimé aussi l'arrêté préfectoral. C'est surtout dans la région sud-ouest du département que ce jeu profondément enraciné dans les mœurs, était pratiqué. L'autorité s'émut au moment où ce genre d'amusement provoqua mort d'homme.

C'est ce qui venait d'arriver à Gênerac, où un toréador, le sieur Giménard, dit *l'Aristo*, fut pris sous le menton par la corne d'un de ces animaux et eut, devant les spectateurs, l'artère carotide coupée. A la suite de ce fatal événement, non seulement le Préfet donna, de nouveau, l'ordre de cesser ce genre de spectacle, mais le Conseil général, saisi par une pétition d'Aimargues qui en demandait le rétablissement, manifesta hautement sa répulsion pour les courses et adopta, malgré le représentant du canton de Vauvert, Cauzid, l'ordre du jour suivant :

« Approuvant le préfet de persévérer avec une nouvelle énergie dans l'exécution des arrêtés en vigueur concernant la défense des courses de taureaux, le Conseil invite le gouvernement à prohiber ces courses dans toute l'étendue du territoire de la République. »

D'autres questions plus graves, qui ne peuvent trouver toutes leur place ici, car elles ne concernent pas Nîmes en particulier, avaient été élaborées par l'assemblée départementale. Mais d'autres intéressèrent profondément les Nimois, qui suivaient anxieusement les événements politiques. De ce nombre fut le vœu proposé par MM. de Larcy et de Surville sur la question constitutionnelle et relatif aux problèmes que soulevait l'approche du moment fixé par la révision de la constitution.

Cette révision, désirée vivement par l'Elysée qui croyait y voir un moyen de détourner le pouvoir à son profit, devait être, dans l'esprit de quelques-uns, devancée, et plusieurs conseils généraux de France, poussés par des motifs divers avaient adopté cette manière de voir.

Dans un langage élevé, M. de Larcy déclarait que « si le gouvernement républicain, qui a d'ailleurs, sa grandeur et sa dignité, ne convient pas à la France, c'est qu'il manque de cet élément de permanence et de stabilité qui, pendant tant de siècles, avait fait la vie et la force de notre patrie ; il faudrait donc aller chercher cet élément à sa source.

« En France, sur ce vieux sol où les antécédents monarchiques nous étreignent de toutes parts, si la prescription constitutionnelle qui ne permet pas la réélection du premier magistrat de la République (l'article 45 de la constitution) si cette prescription est une fois violée, elle l'est pour toujours et au lieu d'un président nous avons un consul décennal, à vie,..... je m'arrête.

» Or, dans notre conviction profonde, pour sauver la France de la crise où elle est engagée, il faut autre chose qu'un nom glorieux. Pour fixer le navire au port, l'ancre d'un principe est nécessaire. »

Sous l'empire de ces considérations, le Conseil général adoptait par 22 voix contre 11 le vœu suivant que lui proposait l'orateur.

« Le Conseil général aurait voulu rester dans la sphère ordinaire de ses attributions.

» Mais il ne croit pas pouvoir se soustraire aux préoccupations de l'opinion publique qui ont, en quelque sorte, déferé aux Conseils généraux l'examen de la plus grave des questions du moment ;

» Craignant que son silence ne pût être interprété dans un sens contraire à sa pensée véritable,

» Il émet le vœu que lors de la révision de la Constitution, dans les délais prescrits, et dans le cas du maintien de la présidence, les dispositions de l'article 45 de la Constitution (1) soient respectées.

» Aucune situation intermédiaire ne lui paraissant désirable et possible entre la continuation du régime républicain et le retour aux principes traditionnels de la monarchie héréditaire et représentative. »

Un des adversaires du vœu, M. Teulon crut devoir dénier à une assemblée nommée pour la révision le droit de donner à la France une autre forme de gouvernement que la forme républicaine. M. de Larcy profita de cet aveu pour répondre que si la République était au dessus du droit des majorités, ce serait un gouvernement *de droit divin* et la négation de la souveraineté du peuple que les partisans de cette forme invoquent sans cesse.

(1) Article 45 de la Constitution de 1818 : Le Président est élu pour quatre ans et ne peut être réélu qu'après un intervalle de quatre années.

On n'en voudra pas d'avoir rapporté avec quelques détails ce qui précède qui pourrait si bien s'appliquer à notre époque actuelle et qui montre le grand sens politique que possédaient nos représentants à l'Assemblée législative.

Dans un ordre d'idées à peu près semblable, le Conseil général adoptait un vœu de M. de Fontarèches, relatif à la loi électorale et à son organisation.

M. de Fontarèches demandait au Parlement d'apporter à la loi du 31 mai, les moyens les plus propres à concilier le principe de l'universalité des votes et de la régularité des listes avec les garanties de domicile et de moralité indiquées par la Constitution et commandées par l'intérêt suprême de la société et du pays.

Il demandait en outre l'organisation d'un système d'élections, obviant, autant que possible, aux difficultés et aux inconvénients du suffrage direct, commandé par la Constitution et pouvant soustraire le vote universel à l'action des comités établis sans règles légales qui le dominant et, trop souvent, en faussent l'expression.

Vingt quatre suffrages contre un donnèrent raison aux conseillers légitimistes qui cherchaient un moyen pratique d'assurer la liberté et l'honnêteté du suffrage universel.

On voit quelles hautes régions de politique pure abordaient les conseillers généraux de l'époque et le souci des mandataires du pays pour lui assurer un avenir stable et surtout indépendant. Dans le domaine des affaires, ils n'étaient du reste pas moins actifs, car c'est à eux et tout particulièrement à M. de Surville que Nîmes doit d'avoir été désignée comme centre d'un concours de bestiaux. La société d'Agriculture du Gard et le Conseil municipal avaient demandé en 1849 la création de ce concours, Nîmes formant avec Aix et Béziers, à cause de son heureuse situation entre ces deux villes, les grands marchés d'approvisionnement méridionaux. M. de Surville poursuivit la réalisation de ce projet et fut assez heureux pour réussir, ainsi que le lui annonçait la lettre suivante :

Paris, 4 septembre 1850.

« Monsieur et cher collègue,

» Sachant tout l'intérêt que vous portez à l'institution des concours d'animaux de boucherie à Nîmes, je m'empresse de vous annoncer que,

le 30 août dernier, j'ai pris un arrêté (1) portant que, chaque année, les mardi et mercredi qui précèdent le jeudi gras, il y aura dans cette ville un concours de bestiaux gras des espèces bovine, ovine et porcine,

» Je me félicite, Monsieur et cher collègue, d'avoir pu donner à cette affaire une solution conforme à vos désirs.

» Agréé, etc.

» *Le ministre de l'Agriculture et du Commerce.*

» signé, DUMAS.

» A Monsieur de Surville, représentant du peuple. »

La réalisation du but poursuivi avec tant d'instance par la Société d'Agriculture et le Conseil municipal donnait à notre ville une impor-

(4) Le ministre de l'agriculture et du commerce,

Vu les arrêtés précédents sur l'institution des concours annuels d'animaux de boucherie ;

Vu les compte-rendus de ces concours et les rapports des inspecteurs généraux de l'agriculture sur le même objet ;

Vu l'avis adopté par le conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, dans sa séance du 40 mai 1850, sur le rapport de la commission nommée pour l'étude de la question des concours d'animaux,

ARRÊTE ce qui suit :

Article premier. — Il sera décerné, chaque année, sur le Marché de Nîmes, des primes et des médailles d'encouragement aux propriétaires et aux producteurs des bœufs, moutons et des porcs, nés et élevés en France, reconnus les plus parfaits de conformation et les mieux préparés pour la boucherie.

Le concours aura lieu, chaque année, les mardi et mercredi qui précéderont le jeudi-gras.

Art. 2. — Les prix destinés aux bœufs présentés au concours seront divisés en trois classes, et répartis ainsi qu'il suit dans chaque classe :

Première classe. — Bœufs de l'âge de quatre ans au plus, quels que soient leurs poids et leur race :

1^{er} prix, 800 francs ;

2^{me} — 700 —

Deuxième classe. — Bœufs âgés de plus de quatre ans ;

1^{er} prix, 600 francs ;

2^{me} — 500 —

3^{me} — 400 —

4^{me} — 300 —

Troisième classe. — Bandes de bœufs, composées de quatre animaux au moins, de même provenance et de même race :

Prix unique, 500 francs.

Art. 3. — Les prix destinés aux moutons seront divisés en deux classes, et les lots

tance nouvelle en en faisant le rendez-vous annuel de toute une vaste région d'éleveurs. Mais, ce qui ne contribua pas pour peu à faire accorder à la ville de Nîmes l'établissement d'un semblable concours, c'est l'existence d'un marché aux bestiaux si bien adapté à sa destination. Cet établissement qui n'avait pas coûté un centime à la ville, puisque l'entrepreneur devait se payer des constructions élevées par la

présentés aux concours seront composés de dix animaux, tous du même âge et de la race.

Première classe. — Moutons de l'âge de 30 mois au plus quels que soient leur poids et leur race :

4^{me} prix, 400 francs ;

2^{me} 300 —

Deuxième classe. — Moutons ayant plus de 30 mois :

4^{me} prix, 300 francs.

2^{me} 200 —

Art. 4. — Les prix destinés à l'espèce porcine seront divisés en deux classes :

Première classe. — Grandes races :

Prix unique, 400 francs.

Deuxième classe. — Petites races :

Prix unique, 400 francs.

Art. 5. — Tous les prix seront accompagnés d'une médaille d'argent, qui sera accordée à l'engraisseur, et à laquelle sera ajoutée une médaille d'or, si l'engraisseur a fait naître les animaux.

Art. 6. — Les prix et les médailles seront décernés en concours public par un jury.

Ce jury, nommé par le ministre de l'agriculture et du commerce, qui désignera le président et le vice-président, sera composé de neuf membres, savoir :

1 agent de l'administration ;

2 membres de la Société d'agriculture de Nîmes ;

4 propriétaires producteurs ;

2 membres du syndicat de la boucherie de Nîmes.

Art. 7. — Deux commissaires, nommés par le ministre de l'agriculture et du commerce, seront chargés, sous la direction du jury, de disposer convenablement le lieu du concours, de recevoir les déclarations dont il sera fait mention dans l'article 8, de peser, s'il y a lieu, et de mesurer les animaux présentés, de les placer ainsi qu'ils doivent l'être, de maintenir l'ordre, etc.

Des agents seront mis sous leurs ordres.

Art. 8. — Les propriétaires qui présenteront des animaux au concours seront tenus à une simple déclaration préalable, qu'ils devront faire à Nîmes, le mardi, premier jour de ce concours, avant midi, aux commissaires nommés par le ministre de l'agriculture et du commerce.

Cette déclaration indiquera : 1^o l'origine, la race et l'âge des animaux présentés ; 2^o le nom et la résidence de l'engraisseur ; 3^o si celui-ci les a fait naître, ou seulement les a achetés pour l'engraissement.

Art. 9. — Les propriétaires devront fournir à l'appui de leur déclaration : 1^o un cer-

perception d'un droit de stationnement consenti pour une période déterminée (1), était en entier l'œuvre de la municipalité de 1849. Un arrêté municipal en date du 15 mars 1850 et signé F. Vidal, adjoint, fixait l'ouverture du Marché au jeudi 21 mars suivant.

Quelques jours plus tard, la Société d'Agriculture ouvrait dans cette enceinte un concours d'animaux de boucherie. La distribution des prix se fit le 28 mars avec une certaine solennité, en présence d'une foule considérable de la ville ou du département et devant les autorités. M. de Labaume, président du jury et de la Société, dans le discours qu'il prononça à cette occasion, rendit hommage à la sollicitude éclairée des magistrats municipaux.

« En inaugurant, pour le concours d'aujourd'hui, disait-il, le superbe Marché que la ville de Nîmes vient de faire construire, nous devons commencer par adresser aux magistrats de la cité les remerciements

tificat qui en constatera l'exactitude ; 2° tous les renseignements que le jury pourra réclamer.

Des certificats et des bulletins en blanc seront remis, immédiatement après le jugement du jury, aux propriétaires des animaux primés, qui n'auront qu'à les remplir suivant les indications.

Lesdits certificats et bulletins devront être signés par l'engraisseur et attestés, quant aux faits qui y seront consignés, par le maire de la commune.

Les certificats et bulletins seront adressés, par la poste, dans les deux mois qui suivront le concours, au ministre de l'agriculture et du commerce.

Art. 40. — Les animaux destinés à concourir devront être rendus à Nîmes le mardi matin, premier jour du concours, à midi au plus tard.

Ils resteront pendant toute la journée du mardi et celle du mercredi, à la disposition du jury.

Art. 41. — Le jugement du jury sera prononcé le mercredi, à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Art. 42. — Toute contestation relative, en ce qui concerne le concours, à l'exécution du présent arrêté, sera immédiatement jugée par le jury.

Art. 43. — Le rendement des animaux primés sera constaté par une commission composée des membres du jury et des commissaires du concours. Elle sera présidée par le président du jury.

Art. 44. — Immédiatement après la proclamation des prix, le procès-verbal des différentes opérations du concours sera adressé par le président du jury, au ministre de l'agriculture et du commerce.

Les renseignements recueillis sur le rendement lui seront également transmis.

Fait à Paris, le 30 août 1850.

DUMAS.

(1) Tome I, pages 322 et 323.

de l'agriculture ! Ils ont puissamment secondé les efforts que nous ne cessons de faire pour l'augmentation du bétail de vente. Par ses discours et ses exemples la Société d'Agriculture excite à la production, par ses généreux sacrifices, la ville facilite la vente des produits.

« Voilà un emploi réellement utile de cet argent qu'on doit aujourd'hui dépenser avec tant de réserve, parce qu'il est prélevé sur les besoins les plus pressants des contribuables.

» Nous sommes redevables à nos magistrats municipaux d'un plus grand service encore. Vous savez depuis combien de temps s'élevaient inutilement les plaintes les plus fondées contre le défaut de police rurale ; on livrait ainsi aux fainéants, qui ne veulent vivre qu'aux dépens des travailleurs, les fruits que l'agriculteur n'arrache à la terre qu'au prix de ses peines et de ses sueurs. Une bonne et intelligente organisation des gardes-champêtres (1), parfaitement surveillée, est enfin venue mettre un terme à ces rapines, qui décourageaient l'agriculture, et contribuaient à démoraliser la population. »

L'esprit pratique de la municipalité ne s'arrêtait pas seulement à ces créations utiles et à ces transformations intelligentes et pour les compléter, pour les rendre efficaces dans une ville comme la nôtre, où le commerce prenait une rapide extension. Le Maire organisait un cours de commerce et de comptabilité commerciale dans une des salles de la Calade et le plaçait sous la direction de M. Achard. L'enseignement comprenait : la définition du commerce, la comptabilité et la tenue des livres ; l'interprétation du code de commerce et du code de procédure civile ; l'économie politique et la géographie industrielle.

Les beaux-arts n'étaient pas oubliés, et ce fut sous le patronage de l'administration municipale que s'ouvrit au Musée, le 1^{er} novembre à midi, une nouvelle exposition de tableaux.

La clôture eut lieu le 24 novembre et la distribution des récompenses se fit le même jour.

Une médaille d'argent fut accordée à Paul Flandrin, de Lyon ; Lanoue, de Paris ; Bouquet, de Marseille ; Bosc, de Nîmes.

Cordouan, de Marseille, un des fidèles des expositions précédentes, obtint un rappel de médaille d'argent.

Une médaille de bronze fut attribuée à chacun des artistes suivants : Bernard, de Nîmes ; Duston, de Toulouse ; Raoult, de Grenoble ; Mayand, de Marseille, et Brest, de Marseille.

Dans les noms qui précèdent nous signalons un artiste encore

(1) Tome I, p 343.

jeune, Bosc, que Pradier avait remarqué lors de son séjour à Nîmes, et qui dans l'avenir dotera Nîmes de quelques-unes de ses œuvres. D'autres jeunes figurent à son côté que nous retrouverons aussi, et parmi eux, Léon Feuchères qui avait exposé dans la section d'architecture une restauration grandiose et élégante d'un des bas côtés de l'Esplanade, comprenant l'hôtel du Luxembourg avec une nouvelle façade, l'église Sainte-Perpétue et un nouveau lavoir municipal qui devait prendre la place de la Manutention. Révoil, dont le nom est intimement lié aujourd'hui aux savantes reconstructions des édifices que nous ont légués les siècles précédents, exposait une maison de sculpteur et la restauration d'un pavillon de la ville des Baux.

Dans la peinture, nous retrouvons Numa Boucoiran, Jules Salles, Bernard, Doze, Im-Thurn, Jourdan.

L'ensemble de l'exposition ne présenta pas le même caractère que les expositions antérieures. Les grandes compositions, la peinture d'histoire étaient complètement délaissées pour des tableaux de genre et de paysage que l'on pouvait classer dans une bonne moyenne.

Sur ce terrain des beaux-arts, il faut citer un peintre décorateur qui fut presque un de nos concitoyens, Victor Chenillon. Il terminait, en ce moment, pour le Grand Théâtre de Marseille, les décors du *Prophète*. On lui doit dans ce genre : *Une vue des campagnes de Hollande*, la *Place publique* et l'*Intérieur de la cathédrale de Munster*, morceaux qui furent unanimement jugés comme étant d'une grande valeur artistique.

Dans un autre ordre d'idées, il convient de parler de l'un de nos compatriotes, A. Pelet, qui présidait depuis 1849 aux fouilles exécutées à la Porte Auguste, avec une autorité et une science indiscutables.

Si l'on peut s'exprimer ainsi, la découverte de la Porte-Auguste ne remonte guère plus haut que 1753, époque où l'on démolit le château Royal, dont la construction remontait au xiv^e siècle (1). Cette fortification remplaçait fort probablement du reste une forteresse semblable, élevée vers le milieu ou la fin du xii^e siècle en ce point. Cachée sous des décombres et des substructions des différents âges, la Porte Auguste ne fut sauvée d'une destruction totale que par un nimois, Alexandre

(1) Charles VI par lettre datée de Carcassonne le 20 juillet 1391 ordonna « qu'un château fort fût construit en certain lieu de Nîmes, appelé le *Sonai des Carmes* auxquels sont deux grosses tours accouplées de gros murs » (Ménard vol. 3 p. 39.)

Vincens, qui arrêta les ouvriers au moment où ils jetaient bas l'inscription qui surmonte le monument. En 1793, la hauteur de ce monument ne s'élevait pas au-dessus de cette inscription.

Nous avons déjà vu que l'administration préfectorale et le Conseil municipal avaient décidé de débayer complètement ce monument antique qui, en 1848, était à moitié enfoncé dans le sol. Auguste Pelet, mis à la tête de ces travaux, les conduisit assez heureusement pour restituer à l'archéologie et à la science des données jusque-là hypothétiques.

Les fouilles entreprises ne mirent seulement pas à nu le sol romain, le système de défense complet de cette partie des fortifications de la ville, elles permirent d'en écrire en quelque sorte l'histoire.

Il est probable que cette entrée de la vieille Nemausa, la principale de toutes, jetée sur l'ancienne voie domitienne était la plus belle tant au point de vue de ses dimensions que de son architecture. Les empereurs, qui en décidèrent la fondation ou ceux qui y apportèrent des améliorations, voulurent marquer par un souvenir durable la trace des travaux entrepris sous leurs ordres. Pelet retrouva lors de son travail un véritable médailler ne comprenant pas moins de quinze monnaies, qui ont puissamment aidé l'archéologie.

Mon intention n'est pas ici de faire la description de ce monument qui appartient bien plutôt aux érudits. J'ai voulu rappeler surtout la découverte toute récente de ces ruines et je renvoie le lecteur, désireux de connaître tous les détails de ce monument, non-seulement au travail de Pelet lui-même (1), mais au mémoire remarquable écrit sur ce sujet par un de nos compatriotes (2) et couronné en 1875 par l'Académie du Gard.

Le médailler de Nimes ne s'accroissait pas seulement des monnaies trouvées à la Porte-Auguste. Un heureux hasard faisait découvrir à un pauvre cultivateur occupé à planter un arbre dans sa vigne un véritable trésor. Dans un petit vase en terre de 10 centimètres de hauteur et de 25 centimètres de circonférence, il trouvait cent vingt-deux médail-

(1) Ne serait-il pas possible, écrivait Pellet, par l'achat d'une partie de la maison Durand-Belle et par des nivellements habilement combinés, de restituer la Porte d'Auguste à sa destination primitive ? De transformer cette dénomination vulgaire de rue de l'Agau en celle de la rue de la Porte d'Auguste et de renouer ainsi la chaîne des temps ? Grâce au ciel, les folies démagogiques et socialistes n'ont pas éteint le sentiment de l'art. (*Notice sur la Porte d'Auguste*, 1819, p. 23).

(2) Fr. Germor Durand fils, architecte, ancien élève de l'école des Beaux-Arts.

les en or et dans une autre urne pas moins de cinq à six mille médailles en argent ou en bronze. Il est juste d'ajouter que la plupart de ces dernières étaient complètement dégradées, ne présentant guère qu'une masse compacte de carbonate de cuivre.

Mais la ville put enrichir sa collection de quatre-vingt-douze médailles en or et de cent cinquante-cinq en argent, dont les types assez peu variés appartenaient à une période de cent cinquante-cinq ans entre Néron et Caracalla.

L'ensemble des monnaies d'or qui était très pur pesait 867 grammes et fut revendu au prix de 115 francs l'once.

Si j'ai parlé des médailles trouvées à la Porte Auguste, c'est qu'elle donna lieu à une petite polémique assez intéressante entre Pelet d'une part et Perrot de l'autre. Nous savons que ce dernier, qui se piquait en archéologie, de pouvoir raisonner sur tous les âges et sur toutes les époques, avait installé à Nîmes un musée égyptien. Perrot entreprit d'étudier les momies qu'il avait sous la main et hasarda au sujet de certain collier de perles une hypothèse assez plaisante, qui égaya quelque peu les savants de l'époque. Le même Perrot voulut aussi discuter les fouilles pratiquées par Pelet à la Porte Auguste et en particulier les médailles qu'on y avait rencontrées. Il s'attira de la part de ce dernier la spirituelle réponse suivante que je rapporte autant pour sa verve et sa causticité que parce qu'elle nous présente, en quelque sorte, un savant remarquable que Nîmes s'honora de posséder, M. Germer-Durand, qui par un hasard bizarre fut précisément le père du lauréat de 1875, cité plus haut.

« Je désire remercier M. Perrot de la leçon qu'il a bien voulu donner à l'inspecteur des monuments historiques du Gard. La forme aurait pu être plus convenable ; mais les savants n'y regardent pas de si près, pour moi, je ne veux y voir que la bonne intention.

» Je remercie M. Perrot d'avoir fait connaître au public les six médailles qu'il a *déchiffrées juste*. Ces médailles n'ont aucun rapport avec les quinze dont j'ai parlé et qui ont été découvertes entre les joints de deux pierres. Celles qu'il a *déchiffrées juste* ont été recueillies pendant le cours des fouilles par les soins de M. Henry Durand et remises par lui à M. le Maire.

» Est-il surprenant que fouillant l'un et l'autre dans un champ différent, nous ne soyons pas arrivés aux mêmes découvertes ? Si j'avais à parler de deux antiquaires, de M. Lenormant et de M. Perrot, par exemple, trouverait-on étonnant que je n'eusse pas les mêmes choses à en dire ?

» Que notre savant antiquaire veuille bien consulter M. Astier ; cet entrepreneur lui dira qu'il n'est pas possible que *ces monnaies aient pu rouler de temps à autre, se perdre accidentellement dans une fente et y rester.* »

» M. Astier lui affirmera qu'elles avaient été employées comme libage faisant corps avec le ciment, que les rats les plus antiquaires ne pouvaient les ramener à la surface comme certain collier de perles qu'ils ont fait surgir naguère des flancs d'une momie égyptienne.

» Nous confessons, en terminant, que nous croyons, en conscience, aux rats investigateurs des momies ; sans eux, sans l'apparition inattendue du collier de perles, la reine d'Ethiopie n'aurait été qu'un mâle et le monde aurait été confirmé dans l'erreur où l'aurait entraîné l'ignorance présomptueuse de M. Lenormant, membre de l'Institut, conservateur des médailles de la République.

» Il y a dans tout ceci une chose que j'ai déchiffrée très juste, mais comme ma lettre est déjà trop longue je me réserve de la communiquer plus tard au public.

» Nous devons cependant une reconnaissance réelle à M. Perrot ; ses observations ont appelé à la Bibliothèque de la ville un véritable savant, que nous reconnaissons avec plaisir pour notre maître en fait de science numismatique : M. Durand (1), professeur à l'Assomption.

» AUGUSTE PELET. »

Les travaux de Pelet ne se bornaient pas aux fouilles de la Porte Auguste ; il se préoccupait aussi de réparer les pertes dues à la négligence des administrations précédentes ou aux révolutions.

« L'administration municipale de 1759, écrivait-il le 21 mai 1850, avait voulu constater par des monuments durables l'époque où furent terminés les grands travaux d'embellissement qu'elle venait de faire exécuter à la fontaine de Nîmes ; à cet effet, notre historien Ménard et M. Boze proposèrent quelques inscriptions latines. On voulut également conserver le souvenir de deux inscriptions romaines, et on les enchaîna dans le mur, à l'endroit même où elles avaient été découvertes, sur le derrière des hémicycles de la source. Entre ces deux tables antiques, on mit une troisième inscription moderne qui réunissait les deux époques...

» Les monuments ont aussi leur destinée et les révolutions sont sans pitié ! La tourmente de 1793 emporta tous ces documents historiques ;

(1) Germer-Durand qui fut plus tard bibliothécaire de la ville,

l'âge ne fut même pas respecté. Auguste et Louis XV périrent sous le même marteau.

» Sous l'administration de M. Cavalier, les deux premières inscriptions (1) furent rétablies sur les murs de la Plate-Forme. La place des trois autres est restée vide. Ne pensez-vous pas avec moi, Monsieur le Maire, qu'il serait convenable de reconstituer ces vieux cahiers de notre histoire locale ? »

Pelet obtint gain de cause et les lettres des inscriptions romaines furent rétablies.

Par ses soins, également, était rétablie l'inscription que les États du Languedoc avaient fait placer au Pont du Gard, et qu'un fanatisme politique stupide et aveugle avait arrachée comme une image de la tyrannie.

Les fureurs de la polémique ne sévissaient pas seulement dans le monde des antiquaires ; la magistrature, elle-même, d'ordinaire si calme, n'était pas à l'abri de ses coups ; nous allons les voir perdre de leur forme plaisante et rieuse pour devenir acerbes.

Par décret du 24 mai 1850, M. Liquier, avocat général à la Cour d'Appel avait été nommé premier avocat général à la même Cour en remplacement de M. Démians. Ce dernier avait adressé au ministre de la justice une longue lettre qu'il crut devoir faire insérer dans le *Républicain du Gard*. Quelques mois après, ce journal s'emparant de cette épître, exécuta une charge à fond de train contre le gouvernement et surtout contre le procureur général L. Thourel. En réponse à ces diatribes, ce magistrat fit publier la note suivante.

« M. Démians a donné sa démission des fonctions de premier avocat général sous le coup d'un blâme très sévère à lui infligé par le procureur général, au nom de M. le Garde des sceaux, pour des fautes graves commises par ce magistrat dans l'exercice de ses fonctions. La politique était complètement étrangère à cette mesure disciplinaire.

» Une démission donnée dans de semblables circonstances est de la part d'un magistrat l'aveu le plus formel de ses torts.

» Mais les termes dans lesquels, cette démission fut donnée, ne permettait pas à M. le Garde des sceaux de l'accepter et elle fut refusée.

» M. Démians fut purement et simplement révoqué, et la preuve officielle en existe au parquet de la Cour.

(1) Celles de Ménard et de Boze.

» C'est au public à juger, si, comme paraît le croire le *Républicain du Gard*, les insultes et les calomnies d'un magistrat, justement destitué, peuvent atteindre le chef de la justice et le procureur général qui ont concouru à sa révocation.

» Nîmes le 15 août 1850.

» Le procureur général : L. THOUREL. »

M. Démians, usant de la permission du journal républicain qui lui avait ouvert ses colonnes toutes grandes, répondit au chef du parquet général que le ministre n'avait pu « commettre l'acte ridicule que lui attribuait M. Thourel. » Il s'adressa, en outre, au rédacteur de la *Gazette du Bas Languedoc*, qui avait sur la requête du Procureur général, inséré la note que j'ai transcrite ci-dessus, et demanda à M. Léon Blanchard ou une rétraction ou une réparation par les armes. M. Démians n'obtint ni l'une ni l'autre et dut se contenter de recourir à ses attaques mordantes contre son ancien chef hiérarchique. Il n'y manqua certes pas, et le piquant de cette aventure qui provoquait dans la ville un véritable scandale fut que le premier président Teulon (1) intervint dans cette lutte où se conspuaient réciproquement les représentants de la justice. L'affaire en vint à ce point que M. Thourel dut écrire ce qui suit :

« J'ai annoncé que si M. Démians m'adressait de nouveaux outrages, je l'appellerais à en rendre compte devant les tribunaux. Aujourd'hui la mesure est comble et je viens de demander à M. le garde des Sceaux l'autorisation d'intenter cette poursuite. Le ministre me l'accordera, comme il m'avait accordé celle de répondre au premier libelle, et après le débat judiciaire il ne restera plus de trace des outrages récents qu'on m'a prodigués, qu'il n'en est resté, après ma réponse de ceux qui les avaient précédés.

» Vous avez publié, Monsieur, une seconde lettre de M. le premier président Teulon, dans laquelle ce magistrat, sans s'occuper de la réfutation que j'avais opposée à la première, se borne à déclarer qu'il maintient toutes les affirmations de celle-ci. Entre lui et moi, dès ce moment, ce n'est plus le public qui doit être juge, c'est le ministre de la justice et c'est à lui que je vais soumettre notre différend. »

On ne saurait s'étonner à lire ces menaces, ces diatribes que le monde

(1) Il importe de ne pas oublier que MM. Démians, Thourel et Teulon étaient trois créatures du gouvernement provisoire.

des journalistes présenta lui aussi le spectacle de la division la plus profonde ; encore faut-il ajouter que si la querelle qui va suivre s'éleva entre deux journalistes de Nîmes, elle fut plus particulièrement grave, parce que l'un d'entre eux était auteur et que son amour-propre d'auteur avait été violemment froissé par la critique de ses confrères. Ce dernier était M. Eugène Bresson que nous avons eu l'occasion de voir, en 1848, placé à la tête de la rédaction du *Républicain du Gard*.

Je crois intéressant de mettre sous les yeux du lecteur la lettre officielle qui investissait M. Eugène Bresson de ces fonctions.

« Voici ce qui a été définitivement résolu, relativement à la rédaction du *Républicain du Gard*, qui devra suivre, ainsi qu'il avait été déjà convenu en assemblée générale des actionnaires, la ligne politique du *National*.

» M. Eugène Bresson est nommé rédacteur en chef du *Républicain du Gard* ; il ne pourra être renvoyé sans le consentement du comité de rédaction.

» Tous les articles des personnes étrangères à la rédaction seront soumis au rédacteur en chef ; aucun article ne pourra être inséré sans l'approbation, par écrit, de ce dernier, qui soumettra ses observations au comité de rédaction. Ce comité décidera en dernier ressort.

» Les articles seront classés dans l'ordre indiqué par le rédacteur en chef.

» Aucun article ne sera signé.

» *Membres du comité de rédaction* : MM. Gaidan aîné, Peyron César, Valla-Loche, Fermaud Emile, Bosc, Martin-Corraud, Picheral, Lamouroux Félix, Mirabeau. »

M. Bresson avait écrit un opéra en vers (quatre actes) *Raymond de Toulouse*, musique de l'un de nos compatriotes, M. Rousselot. *Raymond de Toulouse* obtint sur notre scène, où il vit pour la première fois les feux de la rampe, un succès de convenance ; mais moins heureux devant la presse, il fut l'objet d'attaques multipliées. Parmi celles-ci les plus violentes vinrent précisément du journal qu'avait dirigé M. Bresson, mais auquel il n'appartenait plus depuis quelque temps. L'auteur peu satisfait, se tourna contre le feuilletoniste de cette feuille, un sieur Jules Borelly, et lui administra une leçon manuelle en plein boulevard, à quelques pas du théâtre. Que l'agression eût été accomplie par surprise comme le prétendait M. Borelly ou en face comme l'assurait M. Bresson, ces deux frères ennemis (1) échangèrent

(1) Ils appartenaient tous deux au Cercle démocratique.

dans les journaux du temps les insultes les plus sanglantes ; un duel fut résolu qui se termina par le procès-verbal suivant :

« A la suite de l'article inséré en tête des colonnes du n° 294 du *Républicain du Gard*, intitulé «un Guet-Apens» et de la lettre en réponse, adressée par M. Bresson à la rédaction de ce journal et insérée dans le n° 92 de la *Gazette du Bas-Languedoc*, une rencontre a été décidée entre les rédacteurs du *Républicain du Gard* et M. Bresson.

» M. Penchinat a été désigné par le sort parmi les rédacteurs du *Républicain du Gard* : La rencontre a eu lieu aujourd'hui à une heure de l'après-midi, l'arme choisie était le pistolet : les combattants étaient placés à vingt-cinq pas ; ils ont tiré en même temps à un signal convenu ; personne n'a été atteint. Les témoins ont mis fin au combat, en déclarant que l'honneur était satisfait.

» Les témoins de M. Penchinat :

» L. LAGET,

Achille DAMSEIS.

» Les témoins de M. Bresson :

» CHARLES fils aîné,

E. ROUSSELOT.

» Nîmes le 20 mars 1850. »

On voit que les polémiques et les querelles ont tenu pendant cette année 1850 une place considérable dans notre histoire locale.

Il est juste de mettre en regard de ces diatribes violentes le spectacle que donna notre ville dès qu'elle connut le récit de la catastrophe qui venait de frapper notre armée à Angers. L'esprit de charité réunit dans un même élan tous nos concitoyens à l'annonce de cet affreux malheur.

On connaît les faits. Le 1^{er} bataillon du 11^e léger traversait, le 16 avril, le pont suspendu d'Angers, quand tout à coup les chaînes se rompirent et quatre compagnies furent précipitées dans le fleuve. On s'empressa d'organiser des secours, mais un ouragan épouvantable qui sévissait en ce moment, la violence du courant paralysèrent tous les efforts tentés pour sauver les infortunés qui disparaissaient engloutis dans les flots ou mouraient frappés par leurs propres armes. Le nombre des victimes fut considérable et s'éleva à près de 300 parmi lesquels 195 moururent sur le coup.

Cet événement sinistre provoqua dans toute la France un seul et même élan de douleur unanime. Partout des souscriptions s'ouvrirent et l'argent afflua, spectacle que nous avons déjà vu et que nous

nous verrons plus d'une fois se renouveler en France, lorsqu'il s'agira de panser des infortunes ou de faire face à des calamités publiques.

Nîmes, je l'ai dit, ne resta pas en arrière et sa municipalité se mit encore ici à la tête du mouvement. Une note officielle parut dans ce sens ; elle était ainsi conçue :

« Le Maire de Nîmes, se rendant l'interprète du sentiment profond de douloureuse sympathie excité au sein de notre population par la catastrophe d'Angers, s'est empressé, à la première nouvelle de ce grand malheur, de se concerter avec les diverses autorités pour réunir, dans une même manifestation de deuil et de charité, toute la population Nimoise et notre brave garnison. »

En conséquence, le samedi matin, à dix heures et demie, un service funèbre fut célébré à la Cathédrale. Tout le monde officiel, qu'il appartint à l'administration, à l'armée ou à la magistrature assista à cette imposante cérémonie. Un piquet, composé de détachements de la ligne et de la garde nationale, rangés en une triple haie, et commandé par M. d'Everlange, chef du 8^e bataillon de la garde nationale, rendait les honneurs militaires. Le lendemain un autre service religieux se célébrait au Grand-Temple.

En dehors de ces divers incidents qui tour à tour occupèrent au cours de l'année 1850 la population Nimoise, il en est un qui a une place à part dans notre histoire locale : ce fut l'affaire du *cercle de l'Alizier*. Un arrêté préfectoral, en date du 20 juillet, ordonna la fermeture de ce cercle, ainsi que celle d'une société du même genre en se basant sur les considérants suivants :

« Considérant que cette société non publique et non politique n'est point autorisée comme société politique.

» Que, néanmoins, elle s'est réunie le 14 de ce mois, en banquet politique, ainsi qu'il résulte du compte-rendu et des toasts qui ont été portés et sont reproduits dans le journal *l'Etoile du Gard*.

» Que de plus elle a admis à cette réunion des personnes étrangères, venues de divers points, dans un but politique,

» La société le *cercle de l'Alizier* sera fermée.

Le préfet du Gard : E. LAGARDE. »

Semblable fait n'a en lui-même qu'une apparence minime, et rentre dans le cadre ordinaire de ces sortes de mesures administratives, dictées par un esprit politique tracassier et étroit. Mais cette affaire se compliqua de poursuites judiciaires, exercées par le procureur général de Nîmes, et en même temps d'une violente polémique qui mit aux

prises M. Bécharde et M. Lourdoueix. Ce fut en quelque sorte le dénouement de la rivalité que j'ai signalée entre ces deux hommes, au commencement de ce chapitre, rivalité dont le point de départ était l'élection législative du 13 janvier.

On aura compris que les deux sociétés fermées par arrêté préfectoral étaient toutes deux légitimistes et que l'une et l'autre avaient voulu célébrer la Saint Henri ; il importait d'y ajouter que l'une et l'autre étaient au nombre des fidèles de M. de Lourdoueix et que ce dernier avait présidé les deux réunions incriminées. Ce fut même en son honneur que des députations de divers cercles du département furent réunies et que la réunion de privée qu'elle était, devint publique en réalité et motiva les fureurs du *Républicain du Gard* et à leur suite l'arrêté préfectoral et les poursuites judiciaires.

Dès lors, cette affaire simple au début, se transforma complètement et eut les honneurs de la presse parisienne. *La Gazette de France*, organe de M. de Lourdoueix, se plaignit de ce qu'on n'avait pas su arrêter les poursuites dirigées contre le *Cercle de l'Alizier*, ajoutant que ces poursuites étaient encouragées en secret par la députation du Gard (lisez M. Bécharde). De telles railleries, une polémique aussi violente n'étaient pas une vaine querelle de mots. Cette querelle n'était d'ailleurs pas menée avec une excessive loyauté par les hommes de *l'Etoile du Gard*. Désavoués par M. de La Rochejaquelein, derrière lequel ils s'abritaient volontiers en maintes occasions, ceux-ci avaient fermé leurs colonnes à l'honnête député du Morbihan lorsqu'il se sépara nettement d'eux, et se refusa aussi à donner aux réponses de M. Bécharde, la publicité qu'ils n'avaient pas ménagée à leurs insultes envers le représentant du Gard.

La presse légitimiste s'était émue de cette querelle et un journal *l'Union* écrivait ce qui suit : « Nous désirons vivement que la polémique entre M. de Lourdoueix et M. Bécharde ne se prolonge pas. Il nous est impossible cependant de ne pas faire remarquer que M. de Lourdoueix a tort de se poser en accusateur vis-à-vis de M. Bécharde.

» Le directeur de *la Gazette de France* est impliqué dans des poursuites intentées contre les promoteurs du 13 juillet à Nîmes. Cette position est, sans nul doute, digne d'intérêt ; mais à tout prendre, quel a été le premier agresseur dans cette malheureuse affaire ?

» Depuis longtemps les attaques les plus blessantes et les plus mal fondées ont été reproduites par *la Gazette de France* contre la députation du Gard. Cette députation composée d'hommes politiques intelligents et loyaux a été accusée dans *l'Etoile du Gard* d'avoir excité

les rigueurs de la justice contre des ouvriers légitimistes, et la *Gazette*, au lieu de protester, a inséré cette invention purement et simplement.

» Les lettres de M. de Lourdoueix ne sauraient détruire l'effet d'une pareille imputation. Tout le monde comprend que M. Béchard a dû s'inscrire en faux contre les allégations de l'*Etoile du Gard* accueillies par la *Gazette*. Il l'a fait convenablement, dignement, comme un homme blessé dans son honneur par un journal qui devrait défendre l'honneur de la Droite..... »

Ce jugement sévère n'arrêta nullement la campagne dirigée contre notre compatriote et ne rappela pas l'*Etoile* à une plus saine et plus juste appréciation des choses. La protestation de M. Béchard, dont parle l'*Union*, demeura lettre morte pour ses adversaires qui ne voulurent pas l'accueillir. Il fallut en venir à un éclat, et M. Béchard, atteint dans son honneur, écœuré des insinuations calomnieuses dont il était l'objet, dut traduire la feuille de M. Peladan devant les tribunaux. Le samedi 21 septembre, la cause fut évoquée au tribunal correctionnel qui, statuant sur la plainte en diffamation dont il était saisi, condamna le gérant de l'*Etoile* à cinq jours d'emprisonnement, mille francs d'amende, mille francs de dommages-intérêts (1), à l'insertion de la lettre de M. Béchard en réponse à l'article diffamatoire, ainsi qu'aux frais de la même insertion dans deux journaux de la localité et deux journaux de Paris au gré du plaignant (2). M. Béchard était défendu par M^e Laboulie, un de ses collègues à la Chambre, et l'*Etoile* par M^e Billot, du barreau d'Arles.

Il fut, au cours des débats, question d'un incident grave qui s'était produit quelques mois auparavant entre M. de la Rochejaquelein et M. Béchard au conseil d'Etat. Cet incident avait été suivi d'un échange de témoins, et il fallut toute la sagesse des uns et la parfaite urbanité du député du Morbihan pour que les choses ne fussent pas poussées plus loin. L'*Etoile* avait raconté ces faits avec un luxe et une exagération de détails contre lesquels s'était élevé M. de la Rochejaquelein lui-même dans une lettre que l'*Etoile* refusa d'insérer. A l'audience,

(1) La plainte et la demande en dommages-intérêts de M. Béchard portaient son désistement pour toutes les sommes qui lui seraient allouées au profit de la communauté de Saint-Vincent-de-Paule, pour être distribuées aux indigents.

(2) Sur l'appel de l'*Etoile*, ce jugement fut confirmé par la Cour de Nîmes qui se borna à corroborer le dispositif de motifs plus sévères et plus concluants.

Les défenseurs devant la chambre des appels correctionnels, étaient M^e Alphonse Boyer pour M. Béchard, et M^e Billot pour l'*Etoile*.

M. Peladan, donnant lecture de cette lettre publique, lut aussi une lettre confidentielle que lui adressait M. de la Rochejaquelein, qui détruisait, disait-il, les assertions de ce dernier.

En présence de ces procédés, dont il était victime, le député royaliste écrivit une lettre où il se plaint en termes vifs et qualifie durement l'attitude de son partisan. Cette pièce qui fait le plus grand honneur à la loyauté chevaleresque du député du Morbihan, a sa place ici, non-seulement parce qu'elle intéresse le débat qui s'était élevé entre M. Béchar et lui, mais parce qu'elle peint avec netteté les procédés en honneur à *l'Etoile du Gard*.

« Plusieurs représentants légitimistes m'ayant interrompu à la fois, en me disant : « Parlez pour vous », dans un moment où je répondais à M. de Montalembert qui venait de parler des légitimistes d'une façon peu agréable pour eux, je m'adressai en termes violents à M. Béchard et à un autre de mes collègues qui parlaient en même temps. M. Béchard a affirmé, et je le crois, qu'il avait seulement dit avec vivacité : « *Mais c'est entendu, chacun parle pour soi !* » Je ne l'avais pas compris, j'étais fort exaspéré d'avoir été ainsi interrompu par mes amis politiques. J'avais chargé deux de mes collègues de demander raison à M. Béchard et à un autre représentant. Le lendemain matin, je reçus la visite de M. Peladan et d'une autre personne, je leur racontai avec l'exagération de la colère ce qui s'était passé et ce qui allait probablement s'ensuivre. Je les rencontrai dans l'après-midi, dans une visite que je fis, j'étais encore fort animé, je venais d'apprendre qu'il n'y aurait pas de rencontre entre nous, les témoins ayant déclaré que la vivacité que j'avais mise ne m'autorisait plus à demander raison à ces Messieurs.

» Je ne connaissais pas alors l'explication naturelle qu'avait donnée M. Béchard. Huit ou dix jours après que cette affaire était oubliée, je reçus *l'Etoile du Gard* que me remit l'un de mes amis ; j'écrivis immédiatement la lettre publique qui a été refusée ; je n'ai pas conservé cette lettre, je me rappelle seulement que je conviens de m'être laissé emporter *au delà de mes habitudes de politesse* ; mais je me plaignais, à juste titre, de ce que l'on eût rendues publiques des vivacités exagérées, manifestées dans l'intimité. J'écrivis, en même temps, très à la hâte, à M. Peladan, une lettre dont je n'ai pas le moindre souvenir, mais dans laquelle je ne pouvais pas lui dire : *Le correspondant de l'Etoile du Gard a tout inventé, puisque l'article n'était en grande partie qu'un abus fâcheux d'expansions qui m'étaient personnelles*. N'imaginant pas un seul instant que l'insertion de ma lettre pût faire diffi-

culté, je n'attachai, dans le premier moment, aucune importance à ce que je lui écrivis ; mais, dès le lendemain, sur l'observation que me fit une personne qui connaît mieux que moi les situations à Nîmes, et, depuis lors, dans quatre ou cinq lettres que j'écrivis à M. Peladan, j'insistai pour que ma lettre publique fût publiée ; je ne pus pas l'obtenir.

» Ma lettre publique était une explication rigoureusement vraie de ce qui s'était passé. Elle avait le caractère qu'elle devait avoir. M. Peladan aurait dû comprendre qu'elle n'avait rien de contraire au fond, mais aux détails qu'il avait entendus et qu'il avait confondus et amplifiés sur quelques points. Je ne m'attendais pas à ce qu'il se crût le droit de faire usage de l'une de mes lettres intimes. Il y a, du reste, des choses qui ne se font pas dans la vie ordinaire.

» M. de Laboulie me dit dans sa lettre, dont je le remercie, que l'on a été étonné de voir *non* dans une lettre DEMANDÉE par les témoins de M. Béchard, et *oui* dans une lettre confidentielle.

» Les témoins de M. Béchard ne m'ont pas DEMANDÉ une lettre de rectification ; ils ne l'auraient jamais obtenue ; quand je la leur fis connaître, ils me remercièrent avec effusion, car ils sont nos amis communs. Ils se souviennent certainement que je leur dis très-loyalement, quelques jours après l'avoir écrite, que j'avais, par ma trop grande vivacité, bien justifiée par des faits politiques, étrangers à M. Béchard, donné moi-même, sans le vouloir, un prétexte à l'inconvenance de la publicité qui avait été faite.

» Voilà la vérité, je vous l'abandonne. »

M. de la Rochejacquelein n'était pas le seul à blâmer l'*Etoile* ; les ouvriers légitimistes de Nîmes, que cette feuille avait indûment mêlés à ce débat politique, lui adressèrent la protestation suivante :

« Les soussignés, écrivaient-ils au rédacteur de l'*Etoile*, ont été fort surpris de lire dans vos colonnes une longue lettre, signée Clément, à l'adresse de M. Béchard, en tête de laquelle nous trouvons cette phrase : J'ai eu l'honneur de lire dans la *Gazette de France* deux lettres dont vous avez exigé l'insertion, auxquelles je n'aurai pas répondu, si les sociétés ouvrières de Nîmes ne m'avaient donné mandat spécial de les représenter et de vous dire etc., etc. »

» S'il peut convenir à M. Clément, qui habite Marseille, d'adresser à votre feuille d'interminables narrations sur des faits déjà fort anciens, des appréciations toutes personnelles sur une situation locale qu'il connaît à peine, encore faut-il qu'il accepte l'entière responsabilité de

ses articles et que pour leur donner plus d'importance, il ne separe pas d'un mandat purement imaginaire.

• Les soussignés croient donc devoir protester contre l'énonciation contenue dans la lettre de M. Clément et déclarent qu'ils ne lui ont jamais donné mandat d'écrire ou de parler en leur nom.

• *Société de l'Alizier* : Soubrat Louis, Clément Antoine, Auguste Bernard.

• *Société de Bienfaisance de St-Charles* : Bancel, *président* ; Michel Bonaud, Arnaud, Langlade, Martin, Daniel, Bourelly, Rivier Louis, Bord père, Rabassy.

• *Société de la Cage* : Portal, *président* ; Lhermet, Milliarède aîné.

• *Société des Messieurs* : Clément aîné, Clément Jean, Jouve, Clément, Couve aîné, Couve, Durand Pierre.

• *Société de la Minerve* : Durup, *président*.

Société du Jet d'eau : Pujolas, *président* ; Martin, Loubier, Dupuis, Laprin.

Société des sous-officiers : Thomas, *président* ; Parent, Fontaine.

Cette digression sur les agissements, si unanimement condamnés d'un organe qui avait jeté la division dans le parti légitimiste de Nimes, ne saurait nous faire perdre de vue la suite donnée à l'affaire du cercle de l'Alizier.

Bien que, selon de Lourdoueix et Peladan, le procès intenté à cette occasion fût une affaire de pure forme qui devait permettre à la députation du Gard de conquérir une popularité facile, l'affaire n'en suivit pas moins son cours. La chambre des mises en accusations de la Cour de Nimes avait, il est vrai, refusé de reconnaître à la société de l'Alizier tout caractère politique et partant de laisser traduire en cour d'assises les prévenus, mais le procureur général ne se tint pas pour battu et se pourvut en Cour de Cassation.

Malgré M. Bécharde, avocat des défenseurs, la Cour suprême cassa l'arrêt de la chambre d'accusation de Nimes et l'affaire arriva devant le jury de l'Hérault, le 21 décembre. Six ouvriers légitimistes vinrent s'asseoir sur les bancs des accusés. C'étaient MM. Layondez, Bernard, Soubrat, Daniel, Clément et Régis. Les faits qui leur étaient reprochés se réduisaient en somme à peu de chose, mais l'accusation prenait une importance considérable en raison des incidents multiples qu'avaient provoqués les événements.

Réunis le 15 juillet par un double souvenir de fidélité et d'espérance,

ces ouvriers avaient offert à M. de Lourdoueix un banquet hors barrière (1). Le bruit s'étant répandu qu'après ce banquet l'ex-candidat du 13 janvier devait se rendre à la *Société de l'Alizier*; la foule s'y porta immédiatement et envahit le local (2) de ce cercle. Ce fait simple en apparence, mais mal interprété, donna lieu à une descente de police et amena la saisie de différents emblèmes (3) qui garnissaient le local.

Le Ministère public, tout en demandant une répression, ne put s'empêcher de rendre hommage et justice aux bons renseignements qui précédaient les accusés devant la cour d'assises et de reconnaître que l'opinion légitimiste a l'honneur d'être à la tête du grand parti de l'ordre qui s'est donné pour mission de défendre la société. Le défenseur, M^r Alphonse Boyer, prononça une éloquente plaidoirie qui porta plus haut que les faits eux-mêmes, et notre compatriote aborda le débat avec une largeur de vues et une vaillance qui produisirent la meilleure impression.

« Vous ne punirez pas, s'écria-t-il, ces braves ouvriers pour ces emblèmes qui les fortifient dans leurs croyances politiques, qui les font persévérer dans les nobles sentiments auxquels vous avez rendu hommage.

» Aucun d'eux n'a été bercé sur les genoux d'une duchesse; mais ils n'en acceptent pas avec moins de résignation la place que Dieu leur a assignée. Ils savent que la Providence les a élus pour les plus rudes labeurs de la vie; ils n'ont rien au monde que leur travail, et cependant ils sont les plus intrépides défenseurs de la propriété...,

(1) Dans l'enclos des demoiselles Reynaud, à l'extrémité des Bourgades.

(2) La Société de l'Alizier était située sur un plateau qui domine l'Enclos-Rey d'une hauteur de 15 à 16 mètres. Pour y arriver, il fallait parcourir un véritable labyrinthe: On était obligé d'abord de parcourir un corridor étroit, au bout duquel se trouvaient vingt marches conduisant dans une petite cour. A l'extrémité de cette dernière se rencontrait un nouvel escalier se tordant contre le mur ou plutôt entre deux murs. Arrivé en haut, on se trouvait en face d'un autre mur dans lequel était percée une porte donnant accès à un troisième escalier de 15 marches, qui conduisait sur le plateau où était située la société poursuivie, dans une chambre mesurant à peine 20 mètres carrés de superficie.

La Société des Messieurs avait son siège sur le plateau, immédiatement placé au-dessus de celui de l'Alizier.

(3) Ces emblèmes consistaient en un tableau, entouré de dessins séditieux sur lequel étaient inscrits les noms des sociétaires, en un transparent portant les mots « *Vive Henri V* » et en drapeaux blancs parsemés de fleurs de lis d'or.

» Ce miracle, c'est la religion qui le fait, puis leur foi politique, leur seconde religion. En les frappant, la justice s'égarerait ; l'ordre frapperait les soldats les plus dévoués de l'ordre... »

Les six amis durent autant à cette parole vibrante et chaude qu'à leur honnêteté, leur dévouement, l'excellence de leur cause, l'acquiescement que prononça le jury, après cinq minutes de délibération.

J'ai résumé autant qu'il m'a été possible de le faire cette longue polémique qui fit dans notre ville beaucoup de bruit et qui tourna enfin à la confusion de certains brouillons dangereux. Les insultes prodiguées à la députation du Gard ne furent guère profitables à ceux, qui ayant pendant quelque temps capté la confiance d'hommes dévoués et fidèles à la cause monarchique se virent par la suite jugés par ceux-là même qu'ils avaient entraînés. Comme le disait l'*Union* dans l'entrefilet que j'ai cité, cette députation était, sans conteste, à la hauteur de sa tâche fort difficile. Comptant parmi ses membres des hommes de capacité, elle marchait en même temps derrière un des plus grands parlementaires du temps, Berryer, et puisque ce nom revient en ce moment sous ma plume, je me hâte de rendre pour notre département, l'hommage qui est dû à cet homme d'Etat.

Le budget de 1851 contenait une réduction de l'impôt foncier. Ce dégrèvement ne devait pas porter également sur tous les départements. Cinquante-deux départements devaient obtenir une réduction proportionnellement plus grande que les autres. Berryer, dans cette question aride de chiffres, peu susceptible de développements oratoires, employa tant d'art, tant de chaleur, et tant de ressources qu'il triompha de ces inégalités choquantes que certains voulaient introduire dans la loi financière. Le Gard était un des départements qu'on voulait sacrifier et qui n'eût profité que d'un dégrèvement minime. L'éloquence de Berryer le sauva. Certes, nul département ne méritait plus de l'être, car l'agriculture souffrait beaucoup en ce moment. Non-seulement l'incertitude du temps, les craintes de l'avenir avaient abaissé outre mesure le prix des produits de la terre et presque mis les propriétaires à deux doigts de la ruine, mais la terrible maladie (1), dont j'ai déjà dit un

(1) Cette maladie (l'oidium), paraît avoir fixé l'attention pour la première fois en 1845. Elle fut alors observée en Angleterre, dans les environs de Margate par M. Tucker, jardinier de M. J. Plater. Depuis cette époque elle s'étendit à un grand nombre de culture sur divers points de l'Angleterre et fut signalée ensuite sur le continent.

Berkeley reconnut en 1847 la nature du mal. Il était dû à l'invasion et à l'extrême multiplication d'un petit champignon parasite, que le savant mycologiste anglais a décrit

mot dans un précédent chapitre, qui s'était abattue sur la vigne se propageait avec une effrayante rapidité et menaçait tout notre riche vignoble. Par un hasard heureux, cette catastrophe fut épargnée à ce moment aux pays, qui aura à la subir plus tard ; le remède venait d'être trouvé et M. Duchartre, que le ministre de l'agriculture et du commerce avait chargé d'étudier le fléau, l'annonçait en ces termes.

« Les lavages n'ayant donné que des résultats peu satisfaisants ou de courte durée, on a recouru à l'application de substance pulvérulente, et celle à laquelle on a dû s'arrêter définitivement à cause de ses effets, est la fleur de soufre.

» Cette matière avait déjà donné d'excellents résultats, en 1848, à un horticulteur anglais, M. Kyle, de Leyton, et mes expériences de cette année complètent à cet égard la démonstration de la manière la plus satisfaisante. Elle est à très bas prix, ne nuit en aucune façon à ceux qui l'emploient, et s'obtient en tout lieu sans difficulté.

» Je ne crois pas pouvoir rien proposer encore qui présente autant d'avantage et une action aussi certaine que la fleur de soufre.

» Les raisins débarrassés de l'oidium Tuckery par l'action du soufre conservent une tache brunâtre assez apparente sur les parties de l'épiderme que couvrait ce parasite. Cet inconvénient est bien léger à côté de la perte totale de la récolte, qui aurait été certaine si la maladie eût suivi son cours ordinaire. »

Cette heureuse découverte, confirmée par des expériences sérieuses, sauvait nos richesses viticoles d'un désastre. Combien ne doit-on pas déplorer, que nos agriculteurs n'aient pas vu là un avertissement dont ils eussent pu faire leur profit en demandant à l'épargne pendant les années de prospérité extrême qui suivront de quoi faire face aux années de gêne et de misère !

Les sociétés comme les individus trouvent toujours dans une sage

et figuré dans la *Gardeneras chronicle* sous le nom d'*oidium Tuckery*. Ce champignon étend les filaments de son mycelium dans le parenchyme des feuilles de vigne et sur l'épiderme des grains de raisin. Il émet ensuite, perpendiculairement à la surface de la plante ses filaments articulés, dont le dernier article devient son moyen de reproduction.

Son développement est très rapide et la quantité immense de corps reproducteurs qu'il développe successivement dans un court espace de temps rend compte de son effrayante multiplication.

L'effet de cette invasion cryptogamique est de faire ouvrir les grains de raisin, peu de temps après qu'ils ont été attaqués et d'en amener ainsi la destruction rapide.

administration de leurs biens, dans leur souci constant d'accroître et de perpétuer leurs réserves, des éléments de richesse pour l'avenir et un levier considérable dans des circonstances graves. Notre ville nous offre une preuve de cette vérité, car à travers les siècles, elle a su conserver intacte une propriété qui naguère lui a servi à amener dans ses murs deux régiments d'artillerie et à constituer un champ de tir que peu de villes possèdent. Plusieurs fois, ses administrateurs ont été tentés, dans des moments difficiles, d'aliéner ces biens pour se créer des ressources. Sans remonter bien haut, nous avons vu, en 1837 et en 1849, les conseils municipaux inscrire dans leurs prévisions financières la vente des garrigues. Cela ne se fit pas heureusement, et l'édilité nimoise se préoccupa d'éviter une telle extrémité ; grâce à quoi la génération actuelle a obtenu d'accroître les revenus et l'importance de notre cité.

En cette année 1850, le Conseil municipal se décida à obtenir une délimitation légale de la forêt communale. Une délibération dans ce sens fut prise et transmise au préfet qui, par un arrêté en date du 8 octobre fixa au 1^{er} mars 1851 le commencement de cette opération délicate. Délicate, en effet, car elle intéressait non-seulement un très grand nombre de propriétaires enclavés, mais aussi les propriétés communales ou privées limitrophes.

Le Préfet décida que le point origine de délimitation serait fixé à la pointe extrême Nord, faisant triple limite entre les cantons des grandes et des petites Escarlesses et les terres du domaine de Mangeloup appartenant à M. Magne. L'expertise était confiée au sous-inspecteur chef du cantonnement de Nîmes, agissant dans l'intérêt de la ville, et secondé par un des gardes généraux attachés au service des travaux d'art, en qualité de géomètre.

J'ai déjà dit un mot (1) de l'expertise faite par la ville elle-même pour se rendre compte de la valeur de ses propriétés communales. Le travail qu'elle venait de provoquer avait pour but de fixer sans conteste et après un débat contradictoire avec les intéressés, le périmètre de la forêt communale. Nous en verrons les résultats par la suite.

(1) Tome I, p. 101 et suivante.

NOTE

L'origine de la propriété communale des garrigues de Nîmes remonte haut dans notre histoire. L'acte constitutif est daté de 1144, et figure dans nos archives communales (a). C'est une lettre de Bernard Aton V, vicomte de Nîmes, que je transcris ici comme un des plus anciens monuments de notre histoire locale.

Anno ab incarnatione Domini MCVLIII, regnante Lodoyco, rege, ego Bernardus Aton's, vicecomes Nemausi dono et in perpetuum concedo ad patuum populo Nemausensi omnes garrigas que sunt intra terminos quos modo dicam, scilicet, termini sunt à valle Aquilina usque ad Conrocos, et alius terminus est devesia vetera de Roca-Cerveria, et alius terminus est Estelzin, et alius terminus sunt devesia de Vacheriis, alius terminus sunt arche de Cavairaco, et alius terminus est via estiquæ vocatur Pondra et discurrit, de Cavairaco, ad villam S. Cesarii. Excipio tamen omnes veteras devesias quæ ab antiquo fueront, scilicet Podium devesii, Mitaldum, et Medium-leprosum, et Roca meleria et devesiam de Speissals, et devesiam de Vacairolis, et Podium-Mejanum, et devesiam vitulorum et Podium-Ferrarum. Propter hoc autem populus supradictus mille solidos Egidiensis monetæ mihi dedit.

L'an de l'Incarnation du Seigneur mil cent quarante-quatre, Louis, étant roi, moi, Bernard Aton, vicomte de Nîmes, je donne et je concède, à perpétuité, pour pâturage au peuple de Nîmes toutes les garrigues qui sont situées dans les limites qui vont de la vallée Aquilina jusqu'aux Coarocos et l'autre limite est l'ancien devois de Roque-Servière et l'autre limite est Estelzin, et l'autre limite est le devois de Vaquières, l'autre limite sont les arches de Caveyrac et l'autre limite est le chemin qui s'appelle Pondre et va de Caveyrac à la ville de Saint-Césaire (b). J'excepte, cependant tous les vieux devois qui existent depuis les temps anciens, savoir les Puechs des devois, Mitau, Roquemalière et le devois des Espesses, le devois de Vaquiéroles, le Puech Méjean et le Puech Ferrier.

Mais à cause de ce don le peuple susdit me donne mille sols monnaie de Saint-Gilles.

Une lettre du même datée de 1157 ajoute à la donation précédente les patus de Costabalens (c). Raymond, comte de Toulouse confirma par lettre spéciale (1181) la dona-

(a) A. A. 2, (Registre in f°) archives communales à la mairie.

(b) C'est ce qu'on appelait les *garrigues hautes* par opposition aux *garrigues basses* qui se trouvaient dans la plaine.

(c) MM, 8 portefeuille archives.

tion de Bernard Aton. Raymond VI en fit autant en 1195. En 1225 Bernard Imbiot, viguier de Raymond VII, comte de Toulouse, accorde aux habitants de Nîmes la faculté de dépaissance dans les pâtures de *Corbessatz* (Courbessac). Enfin Pierre d'Athies sénéchal de Beaucaire, confirme en 1240 la donation faite aux habitants de Nîmes des garrigues.

Cette propriété s'accrut par des dons ou des acquisitions faites à diverses époques. Des particuliers donnèrent à la ville plusieurs garrigues sises à la Porte-Cancière (*portam Canceriam*) : à la Réganarie (*Reghanarium*) ; à Valarnède (*valle Arnidi*) ; aux Aréniers (*arenarius*) ; à la Posterie (*in clauso posteriae*) ; au puech Lunar (*Podium lunar*) ; à Aguilhon (*Agullairan*) etc. etc. en l'an 1240.

En l'an 1266, la communauté acquit de Raymond Menier le devois de Pélalobe (*Pelaloba*) ; des hoirs de Guillaume Faisan, le devois Bois-faisan (*Buscus Fusiani*) ; de Pons-Gairard, celui appelé Cros Leyron.

La ville ne resta pas paisible propriétaire du territoire que les comtes de Toulouse lui avaient concédés, et les archives communales mentionnent des procès fréquents entre Nîmes et les communautés avoisinantes ou quelques particuliers. C'est ainsi que, en 1666, un long débat s'engagea à ce sujet entre l'abbé et le monastère de Franquevaux qui soutenaient avoir droit de pacage dans les garrigues de Nîmes en vertu d'une donation faite le 21 mai 1127 au dit monastère par Bernard Aton IV, vicomte de Nîmes et d'Agde. Des contestations, suivies quelquefois de voies de fait (a) s'élevèrent entre Nîmes et les communes riveraines, témoin Manduel, Parignargues (1488-1490) au sujet du Puech Cornet, et Clarensac (1437) au sujet de la fontaine de la Barben.

Mais le pouvoir royal fut peut-être l'adversaire le plus difficile à combattre. Jalouse de ses prérogatives, la couronne éleva de bonne heure des prétentions à la propriété de nos garrigues. Elle reconnaissait à la rigueur certains droits de dépaissance, octroyés aux habitants de la ville mais affirmait tenir en pleine possession le territoire communal.

Dans un titre manuscrit qui se trouve à la Bibliothèque (b) on retrouve cette opinion toute à l'avantage de la couronne.

«.... Ainsi le roi étant demeuré seul seigneur de la ville de Nîmes et de son territoire, avec les memes droicts pour la propriété des vacants, pattus et garrigues qu'avaient entièrement les susdits Atho et Reymond, il se treuve qu'en cette qualité les Roys de France ont confirmé les susdites concessions des années 1114 et 1181 pour la faculté de dépaissance aux consuls et habitants de la ville de Nîmes. »

Cette certitude de propriété se retrouve également dans un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 16 février 1636 (c), portant que les consuls de Nîmes représenteront par devant les sieurs intendant de justice en Languedoc les titres des dons et concessions en vertu desquels ils prétendent être propriétaires des garrigues de la ville. De 1513 à 1595, le parlement de Toulouse fut saisi d'un litige entre les consuls et les

(a) M M 13. Archives communales. Enquêtes faites au nom des consuls de Nîmes contre les habitants de Manduel qui s'étaient portés à des voies de fait contre des bergers de Nîmes (1613).

(b) Titres ramassés par Rignac. Fait concernant les garrigues de Nîmes. — 3041 p 68.

(c) M M 9. Archives communales.

gens du Roi, survenu à la suite d'une ordonnance du commissaire royal, datée de 1509, mettant sous la main du Roy et sous sa directe plusieurs tènements. Les terrains acquis dans la suite n'étaient pas à l'abri de ces usurpations, car en 1695 les consuls font opposition à un jugement portant que le Cros Leyron sera réuni au domaine du Roy.

Les communes riveraines ou le pouvoir royal ne furent pas les seuls à empiéter sur nos forêts (a) communales. De bonne heure les consuls durent s'efforcer de disputer aux habitants de la ville ou la possession ou la jouissance du sol.

Nos archives contiennent par exemple des lettres du roi Philippe IV le Bel, datées de la fête de Saint Mathieu ou de Saint Luc (1295), ayant trait à des usurpations des pâtures de la ville par divers particuliers. Le mercredi avant Noël 1311, un certain Aubert Datil est condamné à restituer des tènements dont il s'était emparé et le procès est vidé en faveur de la ville, malgré l'appel de sa veuve, Constance Astier. Des jugements des 2, 3, 16 et 22 décembre 1326 condamnent trois particuliers à rendre aux consuls les pâtures usurpées au quartier de la fontaine de l'Orme.

À la date de 1652, existe également un état de vérification des usurpations commises par les particuliers dans les garrigues de la ville (b); en 1714 l'intendant du Languedoc permet aux consuls de faire arracher les vignes plantées dans les garrigues depuis douze années.

Ce ne sont pas seulement des usurpations de terrains, mais aussi la mise en exploitation du sol communal contre lequel doit se défendre la ville. Par exemple, nous retrouvons aux archives de la mairie (c) un acte du ^{xv}^e siècle par lequel Barthélemy Brunet s'oblige à expédier par forme d'amende, un muid et deux bapastons de chaux aux consuls de Nîmes, pour avoir fait sans leur consentement un four à chaux au Puy de Nastier (1439).

On voit par ce court résumé, que je me suis efforcé de faire aussi clair que possible, combien, malgré l'énergique résistance des consuls, le domaine communal avait d'ennemis à combattre et la prodigieuse activité qu'il fallut aux administrateurs de la ville pour nous transmettre à peu près intact le bien de nos pères. Je viens de dire, à peu près intact, car dans l'espace d'un siècle seulement, la surface du territoire communal s'était abaissée de près de 3.000 hectares.

Nos archives contiennent en effet un document (d) à cet égard. On y trouve des mémoires, relatifs aux garrigues, rédigés sur les observations du sieur Tessèdre

(a) Le mot forêt est un peu prétentieux, car les garrigues n'ont jamais mérité cette appellation. Nos archives communales disent expressément en parlant de notre ville : « qu'il n'y a aucun bois de haute fustée, ni forest, bois tailliez; mais bien des garrigues fort basses où les pauvres et misérables habitants vont chercher du bois pour leur cépage y ayant divers de bois réservés qui sont jouis par des particuliers ». Interrogatoire, réponses et déclarations des consuls de la ville de Nîmes par devant Jean de Fontfroide, avocat, conseiller du Roi, pour la confection du papier terrier (6 juillet 1663). — C C, 2, Archives communales.

(b) M M. 9. Archives communales.

(c) M M. II. Id.

(d) n. n. 13. Archives communales.

de Fleury et indiquant la manière d'aménager les 6.000 hectares appartenant à la ville.
Cette pièce porte la date de 1727.

Nous avons eu l'occasion de dire que l'expertise de 1931 (e), ordonnée par le conseil municipal n'accusait comme propriété incontestée de la ville que 3204 hectares.

CHAPITRE DEUXIÈME

(Année 1851)

SOMMAIRE

DEUX CONDAMNATIONS A MORT. — EXÉCUTIONS A NIMES ET A BEAUCAIRE. — BARBUSSE
PRIS ET JUGÉ. — LE COMLOT DE LYON DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE. — LE MIRACLE
DE SAINT-SATURNIN. — ROSE TAMISIER. — M. DE LOURDOUX EN COUR D'ASSISES. —
INAUGURATION DE LA FONTAINE DE L'ESPLANADE. — LES TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL.
— DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION. — TROUBLES SUR DIVERS POINTS DU DÉPARTEMENT.
— LA « MONTAGNE » A SAINT-CÉSAIRE. — LA SAINT-HENRI. — AFFAIRE DE LA
« REDOUTE ». — LE CONSEIL GÉNÉRAL ET LE PRÉFET. — M. LAGARDE EST DÉPLACÉ.
— LES PEINTRES NIMOIS. — LE MUSÉE. — NIMES A L'EXPOSITION DE LONDRES. — LE
JUBILÉ. — MORT DE MADAME LA DUCHESSE D'ANGOULÊME. — SERVICES FUNÉRAIRES.
— ADRESSES ROYALISTES.

Deux événements s'étaient passés l'un à Nîmes, l'autre à Beaucaire en 1850, que je n'ai pas relatés dans le chapitre précédent, parce qu'ils trouvent leur dénouement dans le courant de l'année 1851. Ce sont deux crimes, deux assassinats, accomplis dans des circonstances particulières, et qui tous les deux, jugés par le jury aux assises du premier trimestre de cette année, amenèrent deux condamnations capitales et deux exécutions.¹

Le premier de ces événements eut pour théâtre, la Maison Centrale. Dans la matinée du 9 décembre 1850, le détenu André Humbert, jeune homme, à peine âgé de dix-neuf ans, qui purgeait une condamnation de quinze mois de prison pour vols, manifesta plusieurs fois son désir de se venger du gardien Peyre ; ce dernier avait eu, à maintes reprises

l'occasion de punir Humbert dont la conduite était détestable. Entre midi et une heure, au réfectoire, pendant que Peyre et un de ses collègues, Mallet, lisaient, en surveillant les détenus, Humbert se précipita sur ce dernier, lui arracha son sabre et avant que personne ait pu l'arrêter, tant le mouvement avait été brusque, se retourna sur Peyre, endormi sur son livre, et lui plongea l'arme dans le flanc droit. L'assassin s'acharna ensuite sur sa victime qui était tombée raide morte, et lorsqu'il fut arrêté, il était dans un accès de rage impossible à décrire. Il ne témoigna, du reste, aucun repentir de son crime. Le 11 février 1851 la cour d'assises du Gard le condamnait à la peine de mort. Une foule considérable assiégeait le Palais de Justice, car cet assassinat avait eu un grand retentissement dans la ville. L'attitude de l'accusé fut celle d'un fou furieux et la force armée eut, pendant les débats, toutes les peines du monde à le contenir.

L'exécution, que l'arrêt de la Cour avait déclaré devoir avoir lieu sur la place des Arènes, attira, le samedi 26 avril, une foule immense qui, dès les premières lueurs du jour, se pressait au pied de la guillotine, avide de contempler ce spectacle sanglant.

Depuis sa condamnation, l'aumônier des prisons et une sœur de Charité s'efforçaient d'obtenir du condamné quelque témoignage de repentir et de lui donner l'espérance d'obtenir la miséricorde divine. Humbert se refusa obstinément à écouter ces encouragements qui l'accompagnerent néanmoins jusqu'au lieu du supplice. Il sortit de la prison, accompagné de l'exécuteur Carré et, bien qu'horriblement pâle, gravit d'un pas ferme les degrés de l'échafaud en présence de la multitude qui poussa une longue clameur lorsque le couperet eut fait son œuvre.

Dans la seconde affaire, la victime fut encore un agent de la force publique, un sergent de ville. Ici le meurtre se compliqua d'une affaire politique dont j'ai parlé dans le chapitre précédent. A la suite de la dévastation d'un cercle légitimiste, à Beaucaire, le *Cercle de la Concorde*, les nommés Lebois, Faure, Tavès, Bonnefoi et Pons furent arrêtés et écroués à la Maison d'Arrêt de Nîmes. Ils firent, dans cette prison, connaissance avec le nommé Desbois qui subissait, en ce moment à la Maison Centrale, une peine de cinq années d'emprisonnement pour tentative d'assassinat. Dès sa libération, Desbois se rendit à Beaucaire, ville qu'il avait choisie pour sa résidence et se hâta de se mettre en relations avec la plupart de ses codétenus de la Maison d'Arrêt de Nîmes.

A quels sentiments obéit Desbois, on ne peut guère le savoir; tou-

jours est-il que quelque temps après son arrivée, il achetait des armes, et le 13 décembre à six heures du soir, il frappait en pleine rue, à l'aîne gauche, l'agent de police Boudin qui lui demandait ses papiers et tirait un coup de pistolet sur un autre agent, nommé Bouton, qu'il manquait fort heureusement. Boudin, mortellement blessé, avait à peine la force de se traîner dans une boutique voisine du théâtre du drame et y expirait aussitôt. Desbois, arrêté de suite, déclara avoir voulu tuer un tyran, car, ajoutait-il, tout ce qui n'est pas républicain est tyran. Il avouait ne pas connaître sa victime et n'avoir aucune raison personnelle de lui en vouloir. A cause même de la singularité de ce meurtre, qui paraissait avoir été inspiré par une exaltation politique poussée à l'extrême, quelques-uns des partisans de Desbois furent poursuivis comme complices : mais l'instruction n'ayant pu étayer les soupçons que l'on avait pu concevoir à leur égard, ils furent relâchés.

Une cause aussi mystérieuse, qui avait fait autant de bruit à Nîmes qu'à Beaucaire, devait attirer une foule énorme de curieux. Le Palais de Justice, à l'audience du 17 février, fut véritablement assiégé par les curieux, accourus de Beaucaire et des environs. Lorsque la Cour prononça contre le coupable son arrêt de mort, celui-ci qui n'avait cessé de conserver une attitude calme et tranquille, durant les débats, adressa un profond salut au public qui encombraient la salle d'audience. L'exécution devait avoir lieu sur la place de l'Hôtel-de-Ville, à Beaucaire. En conséquence, le samedi 10 mai, à quatre heures et demie du matin, Desbois, qui avait accompli à la chapelle de la Maison d'Arrêt de Nîmes tous ses devoirs de chrétien, fut remis au bourreau Carré. Il se dirigea d'un pas ferme au dehors, où l'attendait la charrette qui devait le transporter à la gare du chemin de fer. Un détachement de trois cents hommes d'infanterie et deux brigades de gendarmerie entouraient le condamné.

Le lugubre convoi n'arriva à Beaucaire qu'à six heures et demie. Déjà sur la place de la Mairie, débarrassée de toutes les échoppes qui l'encombraient, et au milieu de laquelle était dressé l'instrument du supplice, stationnait une foule immense, contenue à grand peine par un carré d'infanterie, derrière lequel se développaient sur deux rangs les escadrons du régiment de hussards en garnison à Tarascon.

Desbois que cette longue agonie, qui aggravait son horrible supplice, n'avait pas ébranlé, demanda à voir dans une des salles de l'Hôtel de Ville, l'agent Bouton sur lequel il avait tiré deux coups de feu sans l'atteindre. Il avoua avoir eu l'intention de le tuer, et se jetant à ses genoux implora son pardon dont il reçut l'assurance avec une satisfaction

visible. La toilette achevée, il marcha seul, d'un pas ferme, à l'échafaud, et ayant obtenu la permission d'adresser quelques mots à la foule, il prononça d'une voix tranquille les paroles suivantes : « Jeunes gens, j'ai écouté de mauvais conseils ; ils m'ont perdu et conduit à l'échafaud. N'écoutez point ceux qui, se disant républicains, prêchent le désordre et le crime. Ils n'ont d'autre but que de précipiter la Société dans toutes sortes de malheurs. Que mon exemple vous serve ! Soyez unis, mais pour le bien, seulement pour le bien ! » La foule écouta silencieusement ces paroles d'un mourant et contrairement à ce qui se passe en pareille occasion, ne poussa aucune clameur et ne se livra à aucune manifestation tumultueuse. Le calme du condamné, ses conseils *in extremis* en imposèrent à cette multitude qu'une violente émotion étreignait à la gorge. Desbois mourut après avoir embrassé son confesseur.

Le 24 décembre 1850, dans l'après-midi, la gendarmerie de Nimes partait en toute hâte pour le village de Cabrières, où elle arrivait à neuf heures du soir. La force armée cernait immédiatement la maison du sieur Domergue, dit Tisseran, et saisissait, au milieu d'une dizaine de personnes, un individu qui se livrait sans résistance et qu'elle ramenait à Nimes où il était écroué à la Maison d'Arrêt. Le bruit se répandit immédiatement dans la population, intriguée par cette singulière expédition, que Barbusse avait été arrêté. Le fait était exact.

Barbusse, qui était prévenu d'assassinat contre le malheureux Jean Gros, dont j'ai raconté la triste fin (1), était en fuite depuis le 14 juin 1848 et avait depuis lors échappé à toutes les recherches, bien qu'il fût demeuré dans les environs, vivant dans les bois du produit de sa chasse, n'abritant jamais sa tête sous un toit et supportant ainsi les intempéries de toutes les saisons. Barbusse avait été condamné le 23 décembre 1848 par contumace :

1° A quinze ans de travaux forcés pour tentative de meurtre sur la personne d'une femme Lichaire Antoinette, veuve Gervais ;

2° A la peine de mort, comme coupable d'assassinat sur la personne de Jean - Pierre Gros.

Le jury de la Drôme qui avait jugé cette dramatique cause avait condamné également deux individus, les sieurs Lardeloy et Crespy pour ce dernier crime, l'un à quinze ans de travaux forcés, l'autre à huit ans de la même peine, et acquitté deux autres accusés, Vidal père et fils.

(1) Tome I, page 271.

C'est devant le jury de la Drôme que Barbusse fut de nouveau traduit le 2 juin. Sa sœur, son frère et son beau-frère étaient venus de Nîmes pour l'assister à ce moment suprême, et deux de ses enfants qu'il avait été obligé d'abandonner pour se dérober aux poursuites judiciaires dont il était l'objet, vinrent s'asseoir à ses côtés. Sa femme était morte après les tristes événements de 1848.

L'accusé avait à répondre de deux faits graves qui rappelaient tous deux les plus mauvais jours de notre histoire. L'un, la tentative de meurtre sur la femme Lichaire remontait aux journées sanglantes d'avril, l'autre à celles non moins néfastes de juin 1848. C'est une page sombre de nos discordes sur laquelle j'ai déjà donné quelques détails ; je me réservais surtout en ce qui touche la mort de l'infortuné Gros de mettre sous les yeux du lecteur les détails même relevés par l'acte d'accusation, document impartial.

Le principal accusateur de Barbusse était Lardeloy. Cet individu n'était pas de Nîmes ; il était originaire de Beauvais. Condamné à mort par le Conseil de guerre de Bastia, en 1837, il eut le bonheur d'obtenir la commutation de sa peine en cinq années de détention qu'il subit à Nîmes. C'est là qu'il connut Barbusse, à ce moment gardien à la Maison Centrale. On sait de quelle haine les détenus poursuivent généralement les agents du service pénitentiaire.

« Après sa libération, dit l'acte d'accusation, Lardeloy se fixa à Nîmes où il encourut une condamnation à trois mois d'emprisonnement pour voies de faits. Avec de tels antécédents, cet homme violent, sans principes et courageux aussi sans doute, était nécessairement prédisposé à jouer un rôle actif dans une époque de trouble et d'anarchie. Ensuite, caractère vantard et expansif il s'est perdu par ses propres indiscretions. »

Lardeloy se vanta, en effet, devant divers témoins, de s'être placé « à la tête d'une troupe dans laquelle était Barbusse le chasseur, le meilleur tireur de Nîmes et d'avoir *descendu* la victime. » Puis, en présence de la justice, pour diminuer l'importance et la gravité de ses conversations, il essaya de rétracter ses récits et « comme l'accusé Barbusse prit la fuite et que toutes les recherches pour le saisir échouèrent, c'est Barbusse que Lardeloy prit le parti d'accuser et un autre dont il affirma ne pas connaître le nom, et auquel il attribua d'avoir plongé sa baïonnette dans le corps de Gros, de l'avoir retirée toute sanglante et de l'avoir essuyée sur l'herbe, circonstances démontrées fausses par le rapport des médecins et imaginées par Lardeloy, soit pour égarer la justice, soit par suite de son penchant à disposer ses récits en tableaux

et à produire de l'effet. C'est Barbusse tout seul que Lardeloy voulut connaître ; ni l'homme à la baïonnette, ni les autres camarades de Barbusse il ne peut les désigner, ne les connaissant pas (1). »

Extrait du bague de Toulon, où il subissait sa peine, Lardeloy fut amené aux débats. Le président lui rappela qu'il avait promis de dire toute la vérité lorsque Barbusse serait arrêté. Lardeloy déclara n'avoir parlé de l'assassinat de Gros qu'en état d'ivresse et ajouta : « Rendez Barbusse à ses enfants, il n'est pas coupable ».

Crespy, son coaccusé, ne porta également aucune accusation contre Barbusse.

Ce dernier soutint n'être pas allé sur la butte des Moulins le jour de l'assassinat..

Mais sa fuite au lendemain de l'affaire l'avait singulièrement compromis, et en dehors de Lardeloy, deux témoins, ses voisins, déclaraient l'avoir vu avec les nommés Vidal père et fils et Delmier tous armés de fusils, sortir de chez eux à neuf heures et demie du matin, revenir une heure après, haletants, harassés, extraordinairement animés et rentrer chez eux alors que tout le monde, dans le quartier, s'armait, au contraire, et courait soit à la butte des Moulins, soit à la barricade de la rue de la Falence.

L'affaire Lichaire, également reprochée à Barbusse, ne reposait que sur le témoignage de la victime qui déclarait que le 27 avril, traversant la rue Veyssette, arrivée à l'angle de la rue de la Baume, elle reçut cinq coup de feu dont un, rasant sa tempe, traversa sa coiffe. Cette décharge partait d'un groupe de cinq hommes parmi lesquels elle reconnut Barbusse.

Le jury, après deux heures de délibération, revint à minuit avec un verdict par lequel Barbusse était déclaré non coupable sur les faits relatifs à la femme Lichaire et complice de la mort de Jean-Pierre Gros. Néanmoins, il écartait la préméditation, le guet-apens et admettait les circonstances atténuantes. La Cour le condamnait à vingt ans de travaux forcés.

Il semble, du reste, que cette année fut pour notre ville, fertile en procès célèbres. Nous venons de retracer brièvement trois causes d'une gravité exceptionnelle, qui passionnèrent considérablement notre population. Nous allons en examiner deux autres d'un genre tout différent. La première se rattache au complot socialiste dont j'ai parlé au chapitre précédent et qui motiva l'arrestation de plusieurs Nimois. Elle se dé-

(1) Acte d'accusation.

roula à Lyon, devant le conseil de guerre de cette ville, siégeant dans la salle des Assises.

Les accusés étaient au nombre de cinquante-un, dont neuf coutumaces. Dix appartenaient au département du Gard ; un seul d'entre eux était en fuite. C'étaient :

Cafus Montégut, entrepreneur à Nîmes.

Gaston Carrière, clerc d'avoué, à Nîmes.

Samuel Grill, quincailler, à Nîmes.

Ulysse Barbut, ébéniste, à Nîmes.

Michel Béridot, cordonnier, à Nîmes.

Pasta, négociant, à Nîmes.

Albert Ode, avocat, à Uzès.

Joseph Carle, propriétaire, à Bagnols.

Henri Nous, menuisier, au Grand-Gallargues.

Auguste Saillant, d'Alais (fugitif).

A côté d'eux se trouvait le chef du complot Gent, qui avait successivement habité Aix, Avignon et Nîmes et avait laissé parmi nos concitoyens quelques souvenirs. On conçoit que cette affaire intéressa la ville, d'autant que plusieurs des accusés « étaient nos compatriotes et que beaucoup d'habitants de nos villes et de nos campagnes, égarés plutôt que coupables et sans avoir réfléchi à la portée d'un acte auquel on les entraînait, s'étaient laissé envelopper dans les étreintes d'une affiliation qui se proposait pour but le meurtre et le pillage (1) ».

« Le rôle qu'avait joué Alphonse Gent sous le gouvernement provisoire et la Constituante, disait le réquisitoire de convocation (2), avait vivement surexcité cette soif de jouissance et de pouvoir qui paraît l'avoir tourmenté toute sa vie et l'avoir détourné d'un travail régulier et suivi. Son orgueil s'irritait à l'idée qu'il dût se condamner aux habitudes d'une vie ordinaire et simple. Cependant il n'avait aucune ressource et suppliait son frère de lui envoyer un peu d'argent pour dissimuler une situation pécuniaire des plus désastreuses, en attendant qu'une voie s'ouvrit à son ambition.

» La situation créée dans la démagogie par les projets insurrectionnels de mai et de juin 1849, était connue de Gent. Il comprit tout le parti qu'un aventurier politique pouvait en retirer. Ce qui avait

(1) *Courrier du Gard* XXI^e année, numéro 97.

(2) Devant cette juridiction exceptionnelle, c'est ainsi qu'on appelle l'acte d'accusation.

manqué à cette époque, c'était un chef qui fût en position de donner le signal. Gent entreprit de devenir ce chef et de se créer des moyens d'action.

» Il avait fondé au sein de réunions, qui prirent le nom de Cercle Démocratique, Cercle Philanthropique, Cercle National, Cercle des Travailleurs et par des journaux, créés par actions de 10, 5 et 1 franc, une société secrète, la *Nouvelle-Montagne*, dont il se fit le directeur actif.

» Le Gard était peut-être, de tous les départements, celui où la *Nouvelle-Montagne* avait le plus d'affiliés et où l'entreprise révolutionnaire de Gent avait trouvé les coopérateurs les plus nombreux et les plus ardents.

» Les membres du comité de Nimes avaient pris dans leurs correspondances occultes le pseudonyme des *Trois Camille*. Deux de ces trois Camille sont connus. C'était Montégut, qu'à cause de son grand âge, on appelait le père Camille et Gaston Carrière. Ce comité avait pour intermédiaire de ses correspondances Samuel Grill, le trésorier du cercle des Travailleurs, qui avait pris pour ornement emblématique : *Jésus Montagnard*.

» Dans une perquisition faite chez Saillant à Alais, on trouva deux lettres qui lui avaient été adressées par Montégut, sous le pseudonyme de Camille.

Ces lettres et plusieurs autres documents mettaient en évidence la part active et la direction que Carrière avait prises aux menées relatives au complot.

On avait trouvé chez Grill quelques papiers compromettants et ce dernier avait fait diverses commandes de poudre, ce qui autorisa à penser que, trésorier du cercle des Travailleurs, il était, par suite même de ses fonctions, chargé des achats et approvisionnements de munitions; qu'il était aussi un certain André, mystérieux, dont parlaient les conjurés dans leur correspondance.

Il fut établi que Grill avait commandé des poignards dont il avait indiqué la forme et les dimensions à un coutelier de Nimes, et qu'il avait chez lui, au moment de son arrestation, des moules à balles, de la poudre et de quoi confectionner des cartouches.

L'interrogatoire des accusés, qui fut extrêmement long, fut marqué par des incidents nombreux, particulièrement en ce qui concerne Gent, mais n'amena aucune révélation nouvelle. Chacun d'eux persista à nier toute participation à un complot quelconque et expliqua comme il le put les relations qu'il pouvait avoir avec ses camarades. Lorsque fut

arrivé le moment de passer aux plaidoiries, les avocats saisirent le premier prétexte venu pour se retirer et adressèrent au président la lettre suivante :

« Après avoir mûrement réfléchi, sur les actes accomplis depuis vingt jours à l'intérieur et à l'extérieur du prétoire, dans l'affaire du complot de Lyon, convaincus que la dignité et la liberté de la défense n'existent pas, les soussignés déclarent, avec l'assentiment unanime de leurs clients, se retirer des débats.

» Lyon, 25 août 1851. »

Dix-sept défenseurs avaient signé, parmi lesquels on remarque : Jules Cazot, Emile Ollivier, Bancel, Michel (de Bourges), Madier de Montjau, etc., etc.

Les accusés refusèrent ensuite le ministère des défenseurs d'office qui leur avaient été désignés.

Le 28 août eut lieu la lecture du jugement, les accusés absents et les défenseurs d'office seuls au banc de la défense.

Cinq questions étaient posées pour tous les accusés.

1^{re} X..., accusé d'avoir pris part à un complot, formé à Lyon, ayant pour but de changer ou de détruire le gouvernement de la République, est-il coupable ?

2^e Ce complot a-t-il été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution ?

3^e Le même; accusé d'avoir pris part à un complot ayant pour but d'exciter à la guerre civile en armant ou en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, est-il coupable ?

4^e Ce complot a-t-il été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution ?

5^e Le même, accusé d'avoir fait partie d'une société secrète, est-il coupable ?

En ce qui concernait Gent, une 6^e question était posée en sa qualité de chef et de fondateur d'une société secrète.

Gent fut déclaré par le Conseil coupable à l'unanimité sur les six questions.

Montégut, Albert Ode, Barbut, Grill, Saillant, Carrière furent déclarés coupables sur les cinq questions.

Carle et Béridot, déclarés non coupables sur les quatre premières, ne furent retenus que pour la cinquième.

Nouis et Pasta furent déclarés non coupables à l'unanimité sur toutes les questions.

Le Conseil de guerre prononça en conséquence les condamnations suivantes :

Alphonse Gent, Saillant et Ode à la déportation.

Montégut, quinze ans de détention.

Barbut, dix ans de la même peine.

Grill, cinq ans de détention.

Béridot, deux ans de prison et cinq ans de privation de droits civiques.

Carle, six mois de prison, cent francs d'amende, deux ans de privation de droits civiques.

Nouis et Pasta, furent acquittés et mis immédiatement en liberté.

Les sévères condamnations qui frappaient les principaux accusés attérèrent à Nîmes les amis des accusés qui avaient espéré un moment dans l'indulgence du Conseil et émurent toute la population qui suivait anxieuse les débats si longs et si émouvants de cette affaire.

Pendant que devant diverses juridictions se déroulaient les procès que nous venons d'énumérer et qui tour à tour avaient provoqué l'attention de nos concitoyens, une affaire d'un genre tout particulier se présentait devant la Cour de Nîmes. Voici les faits assez extraordinaires qui avaient provoqué l'action de la justice.

Rose Tamisier, appelée la *sainte*, âgée de trente-trois ans, était née à Saignon, arrondissement d'Apt, d'une famille d'honnêtes cultivateurs. Jeune encore, elle s'adonna à des pratiques d'une dévotion très-exaltée : elle parlait d'étranges et merveilleuses visions qu'elle aurait eues pendant certaines nuits, et préludait ainsi à la triste célébrité qui devait un jour occuper d'elle la France, l'Europe et le reste du monde chrétien.

Ne pouvant se résigner à occuper la position que lui attribuait sa naissance, elle entra dans un couvent de Salon (Bouches-du-Rhône), et n'en sortit qu'après y avoir laissé le souvenir de ses prétendues visions surnaturelles. On se souvient encore dans ce monastère que Rose Tamisier avait essayé plusieurs fois de persuader que le pain eucharistique pouvait suffire à l'alimenter.

De retour à Saignon, elle manifesta sa présence par certains petits prodiges qu'elle répéta dans les communes de Cucuron et de Cadenet, où elle avait des relations avec des amis intimes. Une fois elle plantait un chou par la tête, et peu de jours après ce légume avait pris des proportions gigantesques ; une autre fois, se mettant à genoux pour prier, elle se sentait soutenue et soulevée en l'air par une puissance invisible : elle recevait, disait-on, la sainte Eucharistie, et le pain venait

se placer de lui-même dans sa bouche. Enfin, la jeune Joséphine Imbert, de Saint-Saturnin, amie de Rose Tamisier, ne sachant ni lire ni écrire, et exprimant le désir de posséder ces connaissances, était toute surprise de sentir une plume courir entre ses doigts sur le papier et y tracer une longue lettre dans un style assez relevé : les prières de Rose avaient opéré ce prodige.

Tels étaient les récits merveilleux qui, circulant de bouche en bouche, donnèrent à Rose Tamisier une réputation de sainteté qui finit par éveiller l'attention de l'autorité supérieure ecclésiastique.

Il existait à ce moment une nouvelle secte dite l'*Œuvre de la Miséricorde*, ayant beaucoup d'analogie avec celle des *Illuminés* qui existait jadis. La nouvelle secte avait pour chef un nommé Pierre Vintras, se disant sacré directement par Jésus-Christ et prophète eucharistique.

Le siège de l'*Œuvre de la Miséricorde* était à Tilly (Calvados). C'est là qu'elle travaillait à ses merveilles, *sources de toutes les autres*. Placée en dehors de l'Eglise et levant l'étendard du schisme, la secte entreprenait de créer une nouvelle église, une réforme par un système entièrement opposé à celui de Luther et de Calvin ; elle visait à frapper les sens par des prodiges, des miracles, employant particulièrement le sang. Sa devise était : *Signa in terrâ sanguinem et vaporem fumi*. Les sectaires prétendaient que, par une curieuse coïncidence, Salomon de Caus, l'inventeur de la vapeur, et Pierre-Michel Vintras, le prophète eucharistique, avaient reçu tous deux le jour en Neustrie (terre nouvelle).

La nouvelle église travailla à s'étendre, à gagner des adeptes sur tous les points, s'adressant de préférence, comme on le pense bien, aux personnes connues par leur exaltation, leur excentricité ou tendant au merveilleux. Rose Tamisier était évidemment un sujet précieux.

Un des sectaires, homme insinuant et habile, fut envoyé dans l'arrondissement d'Apt, cherchant à créer des prosélytes à la nouvelle religion. Il fit la rencontre de Rose Tamisier qui devint rapidement une adepte fervente de ces nouveaux illuminés.

En effet des prodiges par le sang ne tardèrent pas à se manifester chez elle, et Rose fit connaître qu'elle portait depuis longtemps des stigmates sur ses mains, ses pieds et sa poitrine, représentant un calice, une croix, un glaive, un cœur ; elle dit aussi que parfois elle endurait les mêmes souffrances que Jésus-Christ. Dès lors ces prodiges eurent un retentissement immense dans le monde dévot. On se disputa avec empressement, comme de précieuses reliques, les empreintes des styg-

mates de la sainte. De nouveaux miracles devaient bientôt augmenter la réputation de Rose, qui avait surtout à cœur de démontrer qu'elle recevait du ciel des grâces spéciales et qu'elle était l'objet d'une prédilection toute particulière, voulant s'attacher à démontrer la fausseté de certaines calomnies qui avaient couru sur son compte.

Cependant Rose Tamisier passait pour recevoir d'une manière miraculeuse la sainte Communion. On racontait qu'à cinq reprises différentes elle avait reçu, de la main des anges, la grande hostie de la custode enfermée dans le tabernacle fermé à clé, de l'église de Saignon. Le curé de cette paroisse déposa une sixième hostie dans le tabernacle, et eut soin d'en conserver la clé avec lui, ce qui n'empêcha pas la sainte de la consommer avec les cinq précédentes ; les premières personnes qui pénétrèrent dans l'église trouvèrent le tabernacle ouvert, deux cierges allumés sur l'autel, et Rose agenouillée extatiquement sur les marches.

Ces faits se passaient dans les mois de septembre et d'octobre 1850.

Cependant l'autorité supérieure ecclésiastique s'émut au récit de ces merveilles, des stigmates et des communions par la main des anges. Il fut enjoint à Rose de prier pour que ces stigmates disparussent ; ils cessèrent dès le 1^{er} novembre 1850.

Rose allait bientôt opérer de plus grandes merveilles par le sang, mais ce n'était pas à Saignon qu'elle devait frapper ces grands coups, Saint-Saturnin devait en être le théâtre.

Un suintement de sang venait de s'établir d'une manière très prononcée aux diverses plaies du Christ, représenté étendu sur les genoux de la Sainte Vierge, dans le tableau d'une descente de croix, fixé sur l'autel principal de la chapelle dite du *Château*.

L'on vit à plusieurs reprises, et à des jours différents, des gouttes bien sensibles se former, d'abord sur la plaie du côté droit, puis sur les mains et sur les pieds. Sans faire mention de la première apparition qui eut lieu le 10 novembre dernier, en présence de trois personnes seulement, le 13, de huit à neuf heures du matin, six personnes, dignes de foi, virent très distinctement, sur la dite plaie du côté, des gouttes en forme de larmes, que M. Clément, docteur en médecine, recueillit, avec le plus grand soin, dans un mouchoir blanc, opération qu'il répéta quatre fois, les gouttes se succédant incontinent après chaque application du mouchoir.

Le 16, environ à la même heure, le prodige se renouvela très ostensiblement non-seulement sur la plaie du côté, mais aussi sur celles des pieds et des mains ; plus de cinq cents personnes purent se convaincre de cet étrange phénomène.

Enfin, le 17, il eut encore lieu, et cette fois, en présence de Monseigneur l'archevêque d'Avignon, du sous-préfet, du substitut du procureur de la République, de M. Guilibert, juge d'instruction, du lieutenant de gendarmerie, de plusieurs notabilités avignonaises et de plus de trois mille personnes.

Avant que la chapelle eût été envahie par cette foule empressée, déjà le sous-préfet s'y était rendu et, en présence d'un petit nombre de personnes, il avait examiné le tableau et il avait recueilli de ses mains une notable quantité de sang.

Après, et en présence de trois mille personnes, on appliqua un linge sur le tableau et il fut taché par de larges gouttes de sang. Le sous-préfet s'écria alors d'une voix forte : « Le prodige s'est renouvelé aujourd'hui. J'ai pris moi-même ce témoignage (en montrant de nombreuses traces de sang), et vous pouvez vous en fier à mon affirmation. J'ai vu très distinctement le sang suinter et les gouttes grossir, et je l'ai étanché moi-même en présence de M. le docteur Camille Bernard et de M. le docteur Clément. »

Après une heure environ, l'effusion ne se renouvelant pas d'une manière notable, l'autorité fit descendre le tableau. Examiné au revers, il ne laissa voir sur la toile, et aux endroits correspondants aux plaies, aucune trace d'humidité, aucun interstice, aucune immixtion d'un corps ou liquide quelconque.

Le 5 février, tandis que la clé de la chapelle se trouvait en la possession du curé, Rose pressentit un sixième miracle ; pendant toute la nuit qui précéda elle fut tourmentée par d'inexprimables douleurs, d'indéfinissables angoisses, précurseurs, sans doute, d'un nouveau prodige qui allait s'opérer. Alors elle fit appeler le Maire pour l'informer que quelque chose d'étrange, de surnaturel, se préparait ; elle le pria de se rendre à la chapelle avec des témoins. Ce magistrat, après s'être fait remettre les clés, fait ouvrir la porte, reconnut qu'il y avait bien sur les plaies du tableau des gouttes de sang, mais ces gouttes étaient fixées d'une manière étrange, et contrairement aux lois de la pesanteur, car la trace allait de bas en haut.

Au bruit de ce dernier miracle, la justice s'enémut, et dès le 8 février Rose Tamisier subissait un premier interrogatoire à Saint-Saturnin, à la suite duquel, le magistrat instructeur dut parler à la sainte un langage sévère et la faire mettre immédiatement en état d'arrestation.

L'autorité ecclésiastique fit de son côté une enquête et la commission nommée par l'Archevêque d'Avignon pour examiner les faits fut

unanime à décider qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter davantage de ces faits qui « ne sont nullement de l'ordre surnaturel. »

L'instruction de l'affaire fut longue et minutieuse, et par suite d'un arrêt émané, le 28 juillet dernier, de la cour de Nîmes, chambre des mises en accusations qui annulait l'ordonnance de mise en prévention rendue par le tribunal d'Apt, pour fausse qualification des faits, Rosette Tamisier comparut le 1^{er} septembre devant le tribunal de Carpentras sous la prévention :

1^o D'avoir dans la commune de Saignon (Vaucluse), pendant les mois de septembre et d'octobre 1850, à plusieurs fois différentes, volontairement outragé des objets du culte catholique dans l'église destinée et servant à l'exercice du culte, en enlevant clandestinement du tabernacle, où elle était renfermée, la grande hostie déposée dans la custode, pour faire croire à sa disparition mystérieuse ;

2^o D'avoir à Saint-Saturnin-les-Apt (Vaucluse), pendant les mois de novembre, décembre 1850 et février 1851, volontairement outragé des objets du culte catholique dans une chapelle destinée et servant à son exercice, en mettant, à plusieurs fois différentes, du sang sur un tableau représentant une *Descente de Croix*, et ce dans le but de faire croire les fidèles à l'existence d'un miracle obtenu par ses ferventes prières.

Le tribunal de Carpentras se déclara incompétent.

» C'est par l'appel du ministère public que la cour de Nîmes fut saisié de l'affaire.

Après l'exposé du conseiller-rapporteur, M. le président de Clau-sonne procéda à l'interrogatoire de la prévenue. Rosette répondit avec beaucoup de simplicité et de précision. Les faits révélés par les débats étaient vrais d'après elle ; elle n'était l'instrument de personne ; elle n'appartenait pas à la secte de Vintras. Si elle avait demandé à demeurer seule dans l'église avant que le miracle se produisit, c'est parce que de violentes douleurs lui annonçant l'approche du fait surnaturel, elle ne voulait pas que le public fût témoin de ses angoisses.

M. l'avocat-général Tailhand prit ensuite la parole passant rapidement sur les faits du procès qu'il considéra comme constants. M. Tailhand, dans un réquisitoire remarquable par sa netteté et sa vigueur, s'attacha principalement à préciser la qualification de ces fautes. Il demanda à la Cour de faire à la prévenue l'application de la loi.

Rose Tamisier fût condamnée à six mois de prison.

La cour d'assises de l'Ardèche avait à juger, le 26 mars, M. de Lourdoueix et avec lui quelques-uns de nos compatriotes. MM. Jules Magne, Jullien et Limagne, poursuivis sous l'inculpation d'avoir été

président, trésorier, et secrétaire d'une société publique et non politique, transformée par eux en société politique et publique. C'était la *Société du Droit national*. Les quatre accusés obtenaient les honneurs d'un acquittement, devenu pour eux un véritable triomphe.

Ces procès dramatiques dus à des causes diverses ne défrayaient pas seulement les conversations ; la curiosité trouvait d'autres aliments dans des faits graves ou des solennités publiques. Le spectacle que présenta l'année 1851 fut, pour la France en général et pour Nîmes en particulier, constamment nouveau, soit qu'on se tournât vers la politique, soit qu'on envisageât les événements courants.

Je consacre pour cette période un chapitre spécial à la politique devenue si complexe, si mouvementée qui prépara, dès les premiers mois de l'année, ce gigantesque coup de théâtre qui fut le coup d'Etat. On le trouvera plus loin. Je ne fais ici que le récit des faits journaliers qui agitèrent Nîmes et le département. C'est dans cet ordre d'idées que j'ai rappelé les causes judiciaires qui ont marqué cette curieuse année. D'autres drames attirent les regards de l'historien, mais ils n'ont plus pour théâtre le prétoire d'une cour d'assises ou d'un conseil de guerre, l'enceinte réservée à la justice, mais la rue, ou plutôt nos villages.

Les prétextes sont de diverses natures, les effets sont les mêmes. Ici, c'est la lutte presque inévitable entre des sociétés appartenant à des opinions politiques différentes, là c'est le tirage au sort avec ses excitations de tous genres, une autre fois, ce sont les spectacles tauromachiques ; autant de causes qui amènent des rixes, des séditions, des tumultes presque chaque jour, non-seulement dans le département, mais dans la France entière. Il n'entre pas dans le cadre de cette histoire d'exposer les mouvements qui agitèrent le pays à ce moment, mais je dois dire quelques mots de ceux qui désolèrent notre région et qui eurent un grand retentissement parmi nos concitoyens. A Saint-Césaire, à Méze et Marsillargues, le mercredi des cendres fut signalé par des troubles qui suivaient de près l'agitation grave dont Marseille et Arles avaient été le théâtre à l'occasion de l'anniversaire du 24 février.

Une rixe éclata à Saint-Césaire entre les *blancs* et les *rouges* et ceux-ci, à peu près comme partout, furent les provocateurs. La Société montagnarde, jalouse d'imiter celles des environs, crut devoir se livrer à une manifestation politique. Une longue farandole, composée de jeunes gens et de femmes portant des rubans et des cravates rouges et accompagnée de chants républicains, se déroula dans les rues du village. Cette bande vint défilier devant la Société légitimiste qui organisa une manifesta-

tation opposée. Aux cris de : vive Barbès ! vive la Montagne ! les républicains se jetèrent sur leurs adversaires et une mêlée générale s'en suivit dans laquelle on échangea, de part et d'autres, force horions. Le maire de la ville, M. Eysette, accouru en toute hâte, réussit, aidé de la police, à rétablir l'ordre et ordonna la fermeture immédiate des trois sociétés qui se partageaient le village : *la Société de la fraternelle ou agricole*, *la Société fraternelle dite de la Gaieté* et *la Société des Amis fidèles de l'ordre*. Les farandoles ou promenades avec drapeau et tambour, les chants en réunion, le port de bonnets, cravates et ceintures rouges fut absolument interdit. L'émeute de Saint-Césaire était domptée. Elle avait été en somme plus ridicule pour les provocateurs que grave.

Il n'en était pas ainsi à Mèze où le même jour une collision s'élevait entre la population et la force armée qui voulait faire évacuer un bal public. Un gendarme fut horriblement maltraité, et les choses prirent une telle tournure que l'autorité supérieure envoya sur les lieux deux compagnies d'infanterie, une de génie, un peloton de chasseurs à cheval, et une pièce de canon.

A Marsillargues, il fallut pour couper court à une longue agitation abattre l'arbre de la liberté.

Quelques jours plus tard le tirage au sort provoquait d'autres scènes non moins violentes dans nos environs, notamment à Monteils, à Parignargues et à Lédignan.

Dans cette dernière localité, le 16 mars, des bandes avaient parcouru les rues du village poussant des cris révolutionnaires.

Le soir, trois gendarmes dont un brigadier firent une tournée dans les rues pour engager les manifestants à cesser leurs chants et leurs clameurs et s'approchèrent d'un groupe qui, à leur approche, se retirèrent peu à peu pour les attirer dans une rue étroite. Là, une grêle de pierres vint les assaillir et l'un d'eux tomba grièvement blessé au front.

Le lendemain, malgré une violente émeute, l'autorité put mettre la main sur quelques coupables mais les scènes qui accompagnèrent cet acte de justice furent telles et montrèrent un tel esprit de rébellion chez les habitants, que le préfet du Gard, le procureur général, M. de Lussy commandant la subdivision militaire, le sous-préfet d'Alais arrivèrent sur ce point à la tête de deux compagnies du 67^e de ligne et de plusieurs brigades de gendarmerie.

La Garde nationale de la commune fut immédiatement dissoute et une heure fut seulement accordée pour rapporter à la mairie toutes les armes de guerre.

Les conscrits de Parignargues, avaient exhibé à Saint-Mamert des drapeaux ornés de thym, l'emblème des Montagnards. Après les avoir promenés au chef-lieu de canton, ils rentrèrent très surexcités à Parignargues et au milieu de la nuit se mirent à battre le pas de charge dans les rues. Derrière eux un rassemblement se forma, armé de fusils, de pistolets, de hâches, et poussant des cris de mort. Un groupe de légitimistes catholiques qui circulait dans les rues fut assailli par ces forcenés, dont un, brandissant une hâche frappait à droite et à gauche. Un pauvre malheureux fut atteint et grièvement blessé. La victoire resta aux républicains.

A Fons, Vézénobres, Monteils, l'agitation était la même quoique cependant bien moins grave.

A Saint-Gilles une bagarre de même nature ameutait les habitants et provoquait les mêmes désordres entre adversaires politiques ou concitoyens professant une opinion religieuse différente.

Le 5 mai, une véritable bataille s'engageait à Aiguesvives, à propos d'une course de taureaux. Malgré les arrêtés administratifs, les populations voulaient, à tout prix, se donner le plaisir de ces sortes de spectacles et quelques jours auparavant, les habitants de Vauvert, violant les prohibitions préfectorales avaient donné une course à la barbe des autorités locales. Aiguesvives voulut faire de même, mais M. Lagarde, préfet, résolu à faire respecter son arrêté, s'interposa et des gendarmes, suivis d'une compagnie d'infanterie légère, furent envoyés sur ce point. Lorsque les troupes arrivèrent, elles trouvèrent la place du village barricadée, et garnie de défenseurs qui résistèrent à toutes les sommations. Il fallut charger les armes, mais la foule répondit à cette menace en se portant au devant des soldats en se découvrant la poitrine. Les soldats marchèrent alors baïonnette en avant sur les manifestants dont quelques-uns furent blessés. Après un semblant de résistance, les barricades furent rapidement évacuées, et la résistance tomba entièrement quand arriva un escadron de chasseurs à cheval sur les lieux. Toutefois les récalcitrants imaginèrent, comme dernière vengeance, de lâcher un taureau sur la force armée. L'animal fut heureusement abattu par une balle avant qu'il ait eu le temps de faire le moindre mal.

Le soir, les soldats durent camper dans le village pendant qu'autour d'eux une population en délire arborait des rubans rouges et proférait des chants démagogiques. Lorsque vint l'heure de la soupe, les habitants refusèrent obstinément à la troupe le pain et l'eau, et il fallut qu'une estafette allât à Lunel chercher la cantinière du régiment de chasseurs qui leur apporta un fourgon de vivres.

On peut voir par ces désordres quel esprit animait les populations et combien la propagande ardente des révolutionnaires avait surexcité les passions au point de faire commettre par les populations de véritables attentats. Il me semble inutile d'insister sur ces scènes écœurantes, mais je dois me féliciter que notre ville ait échappé à ces séditions dangereuses. Je dois ajouter pourtant, que si dans certaines localités de nos environs se déroulèrent ces violentes manifestations, il en fut une qui présenta un spectacle absolument contraire.

A Bellegarde, le Mercredi des Cendres, la population toute entière voulut faire trêve à de puériles discussions et aux discordes du passé. Dans un même élan de générosité, les légitimistes et les républicains se tendirent les mains, oubliant le passé et effaçant les querelles de la veille.

Nîmes, au milieu de ces troubles, conservait un calme parfait, et si les esprits suivaient attentivement les mouvements populaires du dehors, ils ne subissaient pas heureusement leur influence mauvaise. J'ai dit plus haut que la curiosité publique était sollicitée par d'autres spectacles. Au nombre de ces derniers je dois ranger le premier concours régional d'animaux de boucherie. Le chapitre précédent nous a dit que ces concours avaient été récemment institués.

Le mercredi, 26 février, fut le jour fixé pour cette fête. L'ouverture se fit solennellement. A la suite du préfet, toutes les autorités civiles et militaires, les membres de la Société d'agriculture, les fonctionnaires en costume officiel, les propriétaires se réunirent à la préfecture. Le cortège, escorté par des détachements de troupe, de garde nationale et la compagnie municipale des Sapeurs-Pompiers, se rendit au marché des bestiaux à travers une triple haie de curieux amassés sur le parcours. Dans l'enceinte près de huit mille personnes étaient réunies, attirées par la nouveauté d'un spectacle que chacun sentait se lier étroitement au bien-être général.

Le concours, il faut le dire, avait dépassé toutes les espérances. Dans les bêtes à cornes, huit races ou sous-races étaient représentées, savoir : l'*Aubrac*, la *Suisse-Fribourg* ; le *Durham-Suisse* ; la *Lozère* : le *Quercy* ; l'*Anglo-Charolaise* ; l'*Aveyron*. Cependant la race ovine était maigrement représentée, quoiqu'on pût s'attendre à ce que cette partie du concours fût très brillante.

La fête, en elle-même, présenta le caractère de toutes les exhibitions officielles et plusieurs discours furent prononcés, qui furent salués par des applaudissements unanimes. Ce premier concours, pas considérable fait dans cette voie, était pour Nîmes le point de départ d'une situa-

tion nouvelle que lui avaient créée d'une part sa situation au débouché des Cévennes, de l'autre la sollicitude de ses administrateurs.

Quelques mois plus tard, une fête d'un caractère plus grandiose, faisait accourir dans les murs de notre cité, une foule d'étrangers, et réjouissait nos concitoyens. Le 1^{er} juin avait lieu l'inauguration de la fontaine de l'Esplanade.

Tout le monument était complètement terminé. La grille, les candélabres, posés, le gazon et les corbeilles de fleurs plantés, les tuyaux adaptés. Les inscriptions étaient gravées, bien que l'Académie du Gard se fût montrée opposée à cette décision, en un mot tout était prêt. Les compagnies de chemin de fer organisèrent, pour la circonstance, des trains de plaisir.

Aussi, dès le matin du 1^{er} juin, jour fixé pour cette cérémonie toute nimoise, une foule compacte d'étrangers envahissait nos murs. De la banlieue, des chariots de toutes formes et de toutes dimensions emmenaient une multitude de curieux. Ajoutons que le soleil était de la fête.

L'inauguration de ce monument que la population avait vu grandir et s'élever, au milieu des événements les plus divers, fut une solennité pour la ville. Toutes les maisons qui entourent la place étaient garnies de spectateurs jusques sur les toits, et sur l'Esplanade, elle-même, la foule pressée avait peine à se mouvoir. Dans le cortège officiel figuraient un grand nombre d'invités et, en particulier, les membres de l'ancien conseil municipal à la sollicitude duquel était due l'érection de la fontaine. Des circonstances douloureuses retinrent à Paris Questel, l'architecte, et l'éminent statuaire, Pradier, ne put, à son grand regret, assister à la cérémonie. Le maire de Nîmes, Eyssette, absent, fut suppléé par le premier adjoint, Vidal.

Je ne retiens des discours qui furent prononcés à cette occasion que ces paroles de M. Vidal :

«..... Puisse la ville de Nîmes marcher constamment dans la noble voie où depuis un demi-siècle elle a accompli de si éclatants progrès !

» Puisse-t-elle toujours, assurée comme aujourd'hui de la protection éclairée de l'autorité supérieure, ne jamais séparer le beau de l'utile !

» Ce principe d'administration doit être sacré pour nous ; il est en quelque sorte notre glorieux patrimoine, car il est gravé sur chaque pierre des monuments que nous ont légués nos aïeux. »

Un coup de canon donna le signal du jaillissement des eaux qui se répandirent en gerbes gracieuses dans les vasques destinées à les recevoir, aux applaudissements de la multitude. C'était la fin de la cérémonie, mais la fête se prolongea le soir par un spectacle gratuit dans l'amphithéâtre.

Il parut à l'administration municipale et au Conseil que la place de l'Esplanade ne devait plus à l'avenir, à cause de son caractère monumental, servir de champ de foire, et il fut décidé que les trois foires des 14 mai, 16 août et 29 septembre seraient transportées sur un autre point. Un règlement municipal, publié le 25 mai, établit que les baraques foraines seraient placées sur un seul des côtés de chacune des allées latérales de l'Avenue Feuchères, à un mètre de distance de la ligne des arbres. Le règlement déterminait très minutieusement la forme et la distribution de ces constructions volantes, confiées à un entrepreneur placé sous le contrôle du bureau municipal des travaux publics. L'édilité adoptait en même temps une mesure à laquelle il ne fut heureusement donné aucune suite et qui aurait singulièrement déparé la place de l'Esplanade. Elle s'adressa à l'architecte Questel pour obtenir le plan d'un pavillon destiné au logement d'un garde de la promenade et celui-ci proposa l'érection de deux pavillons qui seraient placés d'une manière symétrique des deux côtés de la fontaine. Ces deux pavillons ne devaient pas coûter moins de 5.556 francs. Quelques membres du Conseil firent observer que ces deux constructions, si élégantes soient-elles, produiraient un effet peu gracieux et pourraient nuire à l'aspect du monument central. Ils proposèrent en conséquence la création d'un seul pavillon qu'on relèguerait entre la fontaine et la balustrade d'enceinte à l'Ouest, proposition que le Conseil municipal adopta. Nous ne saurions nous plaindre de ce que pour loger un garde, à tout le moins inutile, ce travail n'ait pas été exécuté, et que la place de l'Esplanade ait conservé le caractère et le cachet qu'avaient voulu et su lui donner ceux qui l'avaient créée.

Le Conseil prenait au cours de ses travaux, des décisions plus utiles que la précédente. Ainsi, il décidait de joindre au jardin de la Fontaine et d'ouvrir au public l'enclos Boeuf, situé à l'Est de la promenade.

Cet enclos avait été acheté en 1829 au prix de 16.000 francs et fut d'abord concédé gratuitement à la société d'horticulture pour y faire des essais d'acclimatation sur certains végétaux utiles. Cette concession devait s'étendre du 1^{er} janvier 1830 au 31 décembre 1843. La société d'horticulture se désorganisa avant la fin de l'année 1843 et M. Boyer, horticulteur, obtint de l'administration municipale l'autorisation de

continuer les travaux commencés pour faire au profit de l'école normale primaire, un cours de taille et de greffe.

Le Conseil municipal trouva que cette destination utile pourrait trouver sa place ailleurs et que la situation pittoresque du terrain dont s'agit donnerait à la promenade un surcroît d'agréments. On mettait ainsi à la disposition du public une surface de 6.000 mètres environ au sommet de laquelle, on créait une plate-forme spacieuse à laquelle conduisaient des allées agréablement distribuées. Le projet fut adopté et la transformation ne coûta que 3.500 francs environ.

C'est à 1851 que remonte la création des voitures de place. Un règlement sur la matière fut adopté le 1^{er} mars, qui concéda à un entrepreneur douze numéros de *citadines*, ainsi qu'on nommait alors ces véhicules, et détermina les emplacements des stations et les conditions de l'exploitation dont la durée était de neuf années.

Dans le chapitre précédent, j'ai rapporté une délibération prise en 1850 par le Conseil municipal, tendant à la disparition du lavoir de la place d'Assas et à l'aliénation du terrain communal, en laissant toutefois des rues d'une largeur convenable suivant un tracé déterminé et régulier. Ce double projet, soumis à une enquête publique, souleva de la part des industriels et des propriétaires des environs de la place d'Assas de nombreuses protestations.

Les premiers, généralement teinturiers ou blanchisseurs, réclamaient le maintien du lavoir placé à proximité de leurs établissements ; les seconds, acceptaient, au contraire, avec enthousiasme la suppression du lavoir, mais s'opposaient formellement à toute aliénation de la place, en invoquant leur droit de jouir des terrains attenants à leurs propriétés comme place publique. Une de ces dernières protestations, « émanant d'une personne à qui sa position commandait la plus grande réserve » contenait sur les vues du Conseil municipal « des appréciations aussi inexactes qu'inconvenantes. » Ce sont là les termes même des comptes rendus de l'époque et je les reproduis pour établir la vivacité de la forme autant que l'énergie du fond de ces protestations. Le signataire n'attribuait, en effet, rien moins qu'à une intention vexatoire la délibération du Conseil qui, selon lui, voulait *immoler* ce quartier de la ville.

C'est dans ces conditions que l'affaire revint le 12 et le 20 février devant l'assemblée communale. Un double rapport fut présenté à ce sujet par les commissions du contentieux et des travaux publics qui concluaient au rejet des protestations. La ville avait parfaitement le droit de supprimer le lavoir et d'aliéner les terrains. Elle se proposait, du

reste, de satisfaire aux objections des industriels par l'ouverture de nouveaux lavoirs à exécuter dans le quartier du chemin de Montpellier, par exemple. Aux propriétaires, elle répondait que le plan d'alignement, établi par le sieur Raymond en 1786 en ce qui touchait les terrains cédés par les Recollets à la commune (1) et revendus par parcelles à des particuliers, avait prévu sur ce point la construction de trois lavoirs ; il s'ensuivait que ni la propriété, ni la jouissance du sol ne leur appartenait et que la ville, légitime propriétaire, avait le droit absolu d'en disposer. Le Conseil puisait, en outre, un argument d'une grande force dans ce fait que son but avait été de faire, grâce au produit de l'aliénation, exécuter de grands et utiles projets dont la ville profiterait et que ce serait les réduire à néant que de s'opposer systématiquement aux idées de l'Administration. En conséquence, l'Assemblée maintint énergiquement l'esprit et la lettre de sa délibération du 22 juillet 1850.

L'attention de nos édiles se portait également sur des difficultés soulevées par la Compagnie du gaz au sujet de l'exécution du traité survenu le 6 juillet 1844 entre elle et la ville. L'article 3 de ce traité avait fixé à 478 le nombre de lanternes, y compris celles à huile, et l'article 8 portait à 73.000 francs la dépense annuelle de l'éclairage. En 1851, il existait 532 lanternes (2).

L'application de ces deux articles avait donné lieu à des interprétations opposées de la part des deux parties contractantes, difficultés qui furent résolues par un nouveau traité additionnel à annexer à celui de 1844.

La situation commerciale et ouvrière de la ville n'était pas négligée par le Conseil de l'époque, et nous retrouvons dans les délibérations du moment une marque de la sollicitude de l'administration communale pour les intérêts nimois. Dans la séance du 6 avril, M. Curnier avait proposé d'envoyer à Londres, aux frais de la ville, quelques chefs d'atelier avec mission de visiter l'exposition universelle qui venait de s'ouvrir

(1) La ville avait acheté en 1786 l'enclos des Recollets, au prix d'une rente annuelle de 750 livres (*Archives communales LL 47, registre in-f.*)

(2) Il est assez intéressant de rechercher le nombre des réverbères qui existaient, avant la révolution, à Nîmes. Il nous est donné par une pièce insérée dans nos archives communales et portant la date du 31 janvier 1780. Il fut adjugé ce jour-là, au sieur Pierre Daniel et pour le prix de onze cents livres, l'entretien de soixante réverbères formant quatre-vingt-dix becs, à allumer quarante nuits en février et mars. (*Archives communales LL, 47 registre in-f.*)

dans cette capitale. Le ministre du commerce ayant avisé la chambre de commerce des dispositions du gouvernement à ce sujet, la chambre de commerce appela de nouveau l'attention du Conseil municipal sur cette affaire. En conséquence, le 3 juillet, il fut adopté la délibération suivante :

« Considérant qu'il est de l'intérêt et de la dignité de la ville de Nîmes que sa population ouvrière soit mise en mesure de profiter de l'exposition universelle qui a lieu à Londres à ce moment ;

» Que les avantages éventuels pouvant résulter de cette mesure profiteront à la fabrique nîmoise et qu'à ce titre la proposition de M. Curnier a droit à toutes les sympathies du Conseil municipal,

» Le Conseil alloue une somme de 900 francs pour être répartie entre trois délégués de l'industrie nîmoise à l'exposition de Londres. »

Le conseil désigna pour l'industrie du tissage M. Rigollet, et pour l'industrie mécanique M. Hoën-Bernard,

Désirant ensuite « laisser à la chambre de commerce une juste part d'influence dans le choix des représentants de l'industrie locale, il décida que la nomination du troisième délégué serait faite par ce corps » (1).

Cette solennité industrielle, la première de ce genre, sur un sol étranger, rencontra un favorable accueil en France et particulièrement dans notre département. Sur 1760 industriels français qui furent admis à participer à l'Exposition universelle, Paris en fournit 990 et la province 762, sans compter l'Algérie qui figurait dans ce chiffre pour 68. Le Gard compta 27 exposants, parmi lesquels quatre étaient de Nîmes. C'étaient les maisons :

Fabregue-Nourry, Barnouin et C^{ie}, qui avaient exposé des fantaisies brutes et filées ; Flaissier frères ; Lecun et C^{ie} qui présentaient des tapis divers ; Hoën-Bernard, menuisier, qui avait envoyé des croisées avec persiennes et volets.

Les autres exposants du Gard appartenaient presque tous à l'industrie de la soie et sur ce terrain soutenaient hardiment la concurrence de l'étranger et de nos nationaux.

Le 15 octobre eut lieu la clôture définitive de l'Exposition et le même jour la proclamation solennelle des récompenses. Il n'y eut que 170 médailles sur 17,000 exposants. Le Gard en remporta pour sa part 9. MM. Flaisier frères, industriels établis à Nîmes, en reçurent une pour leurs tapis.

(1) Délibération du 11 juillet 1854.

Le Conseil municipal ne se préoccupait pas seulement d'assurer à notre population ouvrière et à notre industrie des éléments d'étude et de progrès. Il ne perdait pas une occasion d'encourager les Beaux-Arts et d'accroître les richesses de la ville. C'est ainsi qu'il votait le 22 février de cette année quelques dépenses supplémentaires pour compléter le mobilier de l'église Saint-Paul, mais qu'il exigeait en même temps de la fabrique paroissiale la cession, pour le musée municipal, d'une toile de maître qui ne pouvait trouver sa place dans la nouvelle église à cause de son caractère architectural.

Ce tableau, que renfermait l'ancienne église Saint-Paul, n'était autre qu'une *Conception de la Vierge* de Parrocel. Dégradée par le temps, en bien des endroits, cette œuvre fut restaurée par un de nos compatriotes, Melchior Doze, qui était appelé cette même année à l'Ecole de Dessin, comme professeur.

Notre Musée s'enrichissait du reste de deux toiles qui lui étaient accordées par le gouvernement sur la demande pressante de M. Charles de Surville. Toutes les deux avaient figuré au Salon de l'année. C'étaient : *Un sacrifice humain dans une forêt druidique*, par Gendron, et un *Paysage* dû à Paul Flandrin.

Le Salon de Paris mettait en relief deux de nos compatriotes dont les travaux méritaient des éloges unanimes. L'un d'entre eux exposait une *Vierge médiatrice*(1), œuvre particulièrement remarquable parce qu'elle était le produit de la pensée propre à l'artiste et sortait ainsi de la ligne ordinaire où tout est imitation ou réminiscence. M. L.-Auguste Simil, l'auteur de cette belle page religieuse, avait puisé son inspiration aux sources du vrai et du beau, et, animé d'un pur sentiment chrétien, avait produit une toile qui fixait l'attention générale autant par l'exécution que par l'idée dont elle était l'expression.

La *Vierge médiatrice* fut de la carrière artistique de Simil l'œuvre la plus saillante et la plus considérable. Cependant, à cette époque, notre compatriote avait déjà à son actif plusieurs morceaux remarquables. Il avait débuté du reste fort jeune (2), et ses premiers pas dénotèrent chez lui un sentiment juste et correct du dessin. On put s'en convaincre lorsqu'il exposa au Musée de Nîmes, en 1842, trois portraits et un tableau représentant une *Scène du sérail*, heureux début pour un

(1) Ce tableau était destiné à la cathédrale de Nîmes.

(2) L.-Auguste Simil, né à Nîmes en 1823 est un élève de notre école de dessin. En 1838, il remporta le 4^e prix de modèle vivant et travailla ensuite au dessin de fabrique jusqu'en 1842.

artiste qui devait, plus tard, être, pendant quelque temps, le peintre officiel du bey de Tunis. Il s'affirma l'année suivante, en présentant à la critique un grand dessin représentant une *Chute de damnés*, composé de soixante figures, une tête de *Christ*, une de la *Vierge*, quatre portraits, et une *Madeleine visitée dans sa grotte par un ange*. La Commission des beaux-arts lui acheta cette dernière toile et décerna une médaille de bronze à son auteur.

Simil avait trouvé sa voie. Attiré par la peinture religieuse, il devait faire de rapides progrès. En 1844, il remporta à notre exposition locale une médaille d'argent pour un dessin de deux mètres trente de hauteur sur un mètre cinquante de largeur, comprenant deux cents figures et portant pour titre : *les Litanies des Saints* et une toile, *le Sommeil du Pauvre* que lui acheta la Commission des beaux-arts.

Après ce succès, le Conseil général du Gard accordait au jeune peintre un subside pour aller compléter son éducation à Paris. On rapporte que Ingres, à qui le dessin, *les Litanies des Saints*, fut présenté, eut peine à croire que Simil en fût l'auteur, et que pour s'assurer de la vérité, lui fit exécuter, sous la surveillance de M. Gatteaux, de l'Institut, deux dessins de caractère opposé : *l'Age d'Or* et *Jupiter foudroyant les Titans*. Leur bonne exécution leva tous les doutes et mérita à notre compatriote l'affection du célèbre peintre.

Après avoir en 1847, remporté un des premiers prix à l'école des Beaux-Arts, il arriva au salon avec le portrait du colonel Ladislas Walsin Esterhazy (1). Il accompagna cet officier lorsqu'il fut envoyé en 1851 en mission auprès du bey de Tunis, et fut chargé, pendant son séjour dans la régence, de faire les portraits en pied de la famille du souverain et de sa cour. Il revint en France, décoré du Nicham-Iftikar, et rapportant de nombreux présents et une collection remarquable.

A ce même salon Jalabert, un autre élève de notre école publique de dessin et sur lequel je reviendrai dans un des chapitres suivants, obtenait un prix qui le classait définitivement parmi les maîtres de l'école du jour.

A côté de ces artistes de talent, je dois signaler ceux qui, dans une situation plus modeste, avec des moyens imparfaits s'efforçaient, de se frayer une voie dans la carrière artistique. De ce nombre, est, à cette époque, un ouvrier nimois, Louis Niquet, au ciseau duquel on devait

(1) Il avait exposé à Nîmes en 1850 le portrait de Ferdinand Walsin-Esterhazy, frère de Ladislas, et comme lui officier supérieur.

une statue de la Vierge qui fut exposée dans la sacristie de l'église Sainte-Perpétue.

Cette digression sur le terrain artistique, où Nîmes brillait d'un éclat enviable, ne doit pas nous faire perdre de vue les travaux de la municipalité que nous savons incessamment préoccupée de la prospérité et de la grandeur de la cité. J'ai déjà dit en parlant de l'année précédente qu'elle sut profiter avec intelligence des fouilles faites à la porte Auguste pour enrichir le médailler de notre bibliothèque.

La ville de Nîmes devait à la munificence de M. Séguier une belle collection de médailles antiques qui s'élevait à plus de 7.000 pièces. Elles étaient déposées à la Bibliothèque publique, où le classement en avait été fait par M. de Lavernède, ancien conservateur. Ce médailler avait été dévalisé en 1847 et on n'en put recueillir qu'une faible partie. Il est juste de reconnaître que les administrations municipales qui se sont succédé depuis cette époque ont fait tout leur possible pour reconstituer et augmenter nos richesses numismatiques. Nous le verrons du reste par la suite. En 1851, la ville se rendit acquéreur de 583 pièces de types et modules divers (1).

Presque en même temps une trouvaille faite à Bezouce dans des circonstances singulières, permit à l'administration municipale de faire une intéressante acquisition de pièces d'or du ^{xvi}^e siècle. Un porc en fouillant dans sa bauge, déterra un vase contenant cent trente-six écus d'or. La ville fit choix de dix-neuf (2) d'entre eux. Nous constaterons avec plaisir, dans les années qui suivront, que quelques-uns de nos concitoyens joignirent leurs efforts à ceux de l'édilité nîmoise et con-

(1) Ces pièces comprenaient :

- 351 médailles romaines impériales, moyen et petit bronze, d'Auguste à Arcadius ;
- 94 deniers consulaires et impériaux d'Auguste à Probus ;
- 29 médailles grecques ;
- 32 pièces de monnaies françaises, royales et baronales ;
- 27 — byzantines, papales.

(2) 2 écus au soleil de Charles VIII ;

- 2 — au soleil de Louis XII ;
- 2 — au porc épique de Louis XII, dont un de Bretagne ;
- 5 — au soleil de François I^{er}, dont un de Bretagne ;
- 2 — à la croix de François I^{er} ;
- 3 — du Dauphiné —
- 4 — à la salamandre ;
- 1 — d'or de Jean III de Portugal.

tribuèrent, par leurs dons généreux à mettre notre collection sur un pied respectable.

Parmi les questions qui s'agitèrent au Conseil de 1851, il en est une qui vient pour la première fois devant une assemblée communale nimoise. La télégraphie électrique, sortie du domaine de l'expérience pure, trouvait en Europe de larges applications. Notre Conseil municipal, toujours à l'affût de tout ce qui pouvait doter le pays d'une institution utile, s'empressa, dans sa séance du 23 février, de réclamer le prompt établissement d'une ligne télégraphique entre Cette et Marseille, passant par Montpellier, Nîmes, Avignon, Beaucaire et Arles.

Il étudiait parallèlement la question des eaux, cherchant le moyen pratique de les conduire à Nîmes sans surcharger nos finances que les administrateurs de l'époque considéraient comme obérées parce que notre dette s'élevait à quinze cent mille francs environ. Je reviendrai sur cette intéressante question en 1852, car la discussion se prolongea jusqu'à cette date, interrompue, il faut le dire, par les événements mémorables qui marquèrent la fin de 1851.

L'opération du dénombrement de la population qui d'après une circulaire ministérielle en date du 6 mars devait se faire dans la commune à partir du 1^{er} avril, fut définitivement arrêtée à Nîmes au mois d'octobre de cette année. Elle donna les résultats suivants.

1 ^{er} canton	Population agglomérée	18.862 habitants	}	19.969
	— éparse	1.107 —		
2 ^e canton	Population agglomérée	16.562 —	}	17.220
	— éparse	658 —		
3 ^e canton	Population agglomérée	11.588 —	}	11.908
	— éparse	320 —		

Soit un total de..... 49.097

Mais il fallait y ajouter la population inscrite en bloc comprenant la garnison, la maison centrale, les maisons d'éducation, les couvents, orphelinats et hospices, s'élevant à 4.139

Enfin un certain nombre d'ouvriers nomades ou comédiens. 383

La population totale (1) se trouvait donc être de. . . . 53.619

(1) De 445 à 461 de l'ère chrétienne, sous Antonin le pieux, après l'incendie de Narbonne, Nîmes enfermait un espace de 320 hectares environ, et contenait une

Dans ce chiffre Saint-Césaire figurait pour 693 habitants et Courbesac pour 496. Nîmes comptait à ce moment 38.638 catholiques, 14.386 protestants, 408 israélites et 188 individus appartenant à d'autres cultes.

La population se divisait en 27.044 habitants du sexe masculin et 26.575 du sexe féminin.

Dans la population en bloc, le Lycée entraînait en ligne avec quatre-vingt-cinq élèves internes étrangers à la ville et l'Assomption avec cent soixante-neuf. A l'hospice d'humanité, on relevait cent dix enfants trouvés et deux cent douze vieillards infirmes. Enfin le chiffre de notre garnison s'élevait à mille six cent soixante-dix-huit hommes appartenant au 67^e de ligne.

On se souvient qu'en 1850 l'anniversaire de la Saint-Henri fut marqué par des faits qui motivèrent des poursuites judiciaires à l'encontre de plusieurs de nos concitoyens. L'autorité préfectorale et municipale crut devoir prendre pour le 15 juillet 1851 des mesures extraordinaires pour prévenir tous désordres. Le préfet signa un arrêté interdisant absolument les clubs et autres réunions publiques, où l'on s'occupait

population qu'on peut évaluer à 30,090 âmes, au moment de la plus grande splendeur de la colonie. A cette époque Lutèce ou Paris n'était qu'un hameau de huttes de pêcheurs. On peut dire, d'après les résultats des fouilles opérées dans ces dernières années, que la moitié à peine de la surface de la ville romaine était bâtie, que les maisons n'avaient en général qu'un étage, et que par conséquent la population était moins dense que de nos jours.

Dès le V^e siècle, la ville se fit plus petite et modeste, car son enceinte se réduisait à la ligne de nos boulevards. Quelques parties de la ville antique cependant continuèrent, pendant un temps plus ou moins long à être habitées, puisqu'on y trouve, aux temps les plus reculés des églises pour les desservir, comme par exemple : Saint-Julien du Puech-Cremat au nord ; Saint-Vincent des Murs-Vieils ; Saint-Laurent du Cadereau, et Saint-Jean de Porte-Couverte (Porte-de-France) ; les monastères de Saint-Baudille et de Saint-Sauveur-de-la-Font.

En 1384, la répartition des feux donne à Nîmes 100 feux (un feu équivalait à cette époque à 4 ou 5 habitants), soit 18,040 habitants.

Au XVIII^e siècle, des recensements plus ou moins exacts donnent : 18.181 habitants pour l'année 1722 ; 20.225 pour 1731 ; 27.000 pour 1758 ; 39.501 pour 1783 ; et 36.611 pour 1789.

Au XIX^e siècle, nous trouvons les chiffres officiels suivants :

En 1801, 38.800 ; en 1811, 37.721 ; en 1821, 39.063 ; en 1831, 41.268 ; en 1835, 42.720 ; en 1836, 43.036 ; en 1841, 44.657 ; en 1846, 49.112 ; en 1851, 53.619 ; en 1856, 54.293 ; en 1861, 57.129 ; en 1866, 60.240 ; en 1872, 62.291, et aujourd'hui 70.000 habitants environ.

de politique, les banquets, les chants, les cris, les attroupements. Le maire avait interdit de faire *partir des boîtes* ou d'entonner des chansons politiques séditieuses sur la voie publique et dans *l'intérieur des maisons*. Des piquets de troupes de ligne, mis pour ce jour-là à la disposition des commissaires de police, stationnaient sur divers points des faubourgs. Il convient d'ajouter que le maire avait aussi en vue les manifestations que pouvait également provoquer l'anniversaire de la prise de la Bastille. Tout cet appareil policier et militaire ne servait heureusement pas à grand'chose, et les deux anniversaires furent relativement paisibles. Il n'y en eut pas moins quelques arrestations opérées, et ce fut encore le parti légitimiste qui fut l'objet de la sévérité administrative. Sur le boulevard Saint-Antoine, devant un cercle légitimiste situé entre l'hôpital général et l'église Saint-Paul, eut lieu une manifestation faite dans la rue par les rouges et à l'intérieur du local par les blancs. Des cris furent poussés dans une autre société, celle de la *Redoute*, et le parquet ordonna des poursuites judiciaires qui aboutirent à une ordonnance de non-lieu rendue par la chambre du conseil, le samedi 30 août.

Le parti légitimiste qui avait fêté joyeusement la fête de son Roi, éprouvait à quelques semaines de là une perte cruelle qui le jetait dans la douleur. Le 19 octobre, à onze heures du matin, la fille du Roi-martyr, Louis XVI, rendait le dernier soupir (1) à Frohsdorff. Cette nouvelle

(1) Marie-Thérèse-Charlotte de France était née à Versailles le 19 décembre 1780. Elle mourait donc âgée de 70 ans. Elle avait treize ans quand elle entra au Temple pour y partager la captivité des siens. Elle vit successivement tomber autour d'elle tout ce qu'elle aimait.

Son père, Louis XVI, fut guillotiné le 21 janvier 1793; sa mère, Marie-Antoinette, le 16 octobre de la même année; sa tante, Madame Elisabeth, le 9 mai 1794, et son frère mourait assassiné dans sa prison par l'ignoble Simon le 8 juin 1795. Elle fut rendue à la liberté au mois de décembre 1793, et échangée contre les commissaires de la Convention que Dumouriez avait livrés aux Autrichiens. Elle rejoignit, en mai 1798, son oncle Louis XVIII à Mittau, et se maria le 10 juin suivant avec le fils du comte d'Artois (Charles X), M. le duc d'Angoulême. Reentrée à Paris le 1^{er} mai 1814 avec Louis XVIII, elle était à Bordeaux quand Napoléon I^{er} débarqua à Cannes. Forcée de s'expatrier de nouveau, elle revint le 28 juillet 1815. Quinze ans après, dans ce même mois de juillet, elle quittait de nouveau la France, chassée par une révolution, et ne devait plus revoir le sol de sa patrie.

On se pénétrera aisément des admirables vertus de cette malheureuse princesse en lisant les lignes suivantes extraites de son testament :

« A l'exemple de mes parents, je pardonne de toute mon âme et sans exception à tous ceux qui ont pu me nuire et m'offenser, demandant sincèrement à Dieu d'étendre

arrivée à Nîmes le 25 octobre produisit une très profonde émotion dans toute la ville. On se souvenait des horreurs de la Convention, de cette persévérance des malheurs qui avaient fait de la vie de cette infortunée princesse un perpétuel holocauste, et on éprouvait tout ce que le sentiment de pitié renferme de pieux et de respectueux à l'égard de cette femme française qui avait vu son père, sa mère, sa tante, son frère assassinés lâchement par des Français, en moins de trois années, qui avait subi elle-même une captivité de quatre ans et qui n'avait obtenu la vie sauve que pour être plongée dans l'exil. C'était là un deuil universel pour le parti légitimiste.

La princesse avait cessé de souffrir sur la terre de l'exil, suivant l'expression d'Emile de Girardin. « Elevée dans l'exil, elle a terminé dans l'exil une existence troublée par les plus cruelles infortunes », écrivait de la Bédollière dans le *Siècle*.

Le premier mouvement de tous les fidèles de la légitimité en France fut de courir au pied des autels pour prier Celui qui dirige les événements au gré de son infinie sagesse et de son infinie miséricorde (1). Notre population catholique obéit spontanément à ce pieux sentiment.

sur eux sa miséricorde, aussi bien que sur moi-même, et le suppliant de m'accorder le pardon de mes fautes.

» Je remercie tous les Français qui sont restés attachés à ma famille et à moi des preuves de dévouement qu'ils nous ont données, des souffrances et des peines qu'ils ont subies pour nous.

» Je prie Dieu de répandre ses bénédictions sur la France, que j'ai toujours aimée, au milieu même de mes plus amères afflictions....»

La dépouille mortelle de cette sainte femme fut déposée, suivant ses dernières volontés, à Goritz, dans le caveau des Franciscains, à côté de son mari.

(1) Un homme, que sa foi religieuse écartait de ces pieuses manifestations, Olivier de Sardan, ancien président du Consistoire de Nîmes, voulut s'y associer publiquement, et on lira, avec intérêt, la page d'ardente foi religieuse et royaliste qu'à cette occasion il adressa sous forme de lettre à un de nos compatriotes :

Monsieur,

Il ne me sera pas possible, à cause de ma position religieuse qui vous est assez connue, de figurer, autrement que d'esprit et de cœur, dans le service funèbre, auquel je suis néanmoins un des premiers à vous savoir gré d'avoir convié le cercle dont je m'honore depuis longtemps de faire partie.

Mais à aucun de ses membres, à vous surtout, Monsieur, je n'ai pas, je pense besoin de dire combien vivement je m'associe à toutes les âmes chrétiennes pour déplorer la mort inopinée de la sublime et sainte femme, dont la vie, ainsi qu'en l'a dit à si juste titre, fut et restera toujours l'une des plus magnifiques illustrations des

Le lundi 26 octobre un premier service funèbre était célébré par les soins des membres du *Cercle du boulevard de l'Hôpital*, à l'église Saint-Paul. Le mercredi suivant le *Cercle des Amis de l'Ordre* imitait cet exemple à l'église Saint-Baudile, et le même jour toute la population catholique de la paroisse Saint-Charles se pressait dans cette église, conviée par le *Cercle de la rue Fresque*, les *Sociétés ouvrières*

temps modernes, l'une des gloires les plus splendides de cette France, dont elle eut tant à souffrir, mais qu'elle ne cessa de chérir jusqu'à la fin d'un amour bien supérieur au sentiment de ses afflictions les plus amères, et sur laquelle, du fond de son troisième exil, au moment même où elle partait pour le ciel, elle en invoquait toutes les bénédictions avec une ferveur angélique.

Sans doute, comme le dit un saint personnage, en toutes choses les voies de Dieu sont inondables, et c'est presque une impiété à l'homme mortel que d'essayer seulement de les interroger, même dans le respect le plus religieux.

Si dans cette lugubre circonstance, par exemple, on oubliait pour un moment cette silencieuse circonspection dont on ne doit se départir dans aucun cas, ne serait-on pas fortement tenté, dans l'intérêt même de la gloire du ciel, de regretter, avec plus ou moins d'amertume, de n'avoir plus à contempler sur la terre des vivants, la sublime humilité de l'auguste princesse, qui pouvait longtemps encore nous enseigner si puissamment, par son exemple, le céleste secret de cette héroïque constance, de cette sanctifiante résignation, avec lesquelles nous sommes tous, ou nous pouvons être appelés à recevoir et subir les épreuves les plus formidables qui peuvent fondre sur nous dans cette vallée d'incessantes tribulations ?

Il serait impossible, à la vérité, que l'amertume de ce regret ne fût considérablement et subitement amortie par un autre sentiment qui s'y mêlerait aussitôt ; car à tous les esprits qui vivent réellement de la foi chrétienne, surviendrait tout d'abord cette autre pensée bien plus précieuse encore que la première : que le Dieu de justice et de miséricorde, en acceptant ce long et presque perpétuel martyre, a trouvé bon d'en abréger le terme ; que l'heure était venue de glorifier dans le ciel la noble mortelle qui pendant si longtemps, mit tout son labeur et son plaisir à le glorifier sur la terre ; et qu'enfin, il était temps d'approcher l'inépuisable coupe de la céleste béatitude de ses lèvres, qui s'ouvrirent toujours pour savourer, jusqu'à la fin, toutes les acratés d'un calice, qui, sous bien des rapports, eut tant de ressemblance avec celui du Calvaire.

On serait d'autant plus heureux de s'abandonner tout entier à cette dernière considération, que là se trouverait accompli le vœu formulé déjà par un homme de bien, et qu'on pourrait espérer que la tombe de la sublime victime deviendrait tout à la fois l'autel de la conciliation de tous les Français entre eux, et leur propre réconciliation avec la divinité, depuis si longtemps justement irritée de leurs incessants et criminels désordres.

J'apprécie, peut-être autant qu'un autre, tout ce qu'il y a de sagesse dans de telles réflexions ; et cependant (que Dieu veuille me pardonner cette faiblesse !) j'aurais souhaité qu'il fût entré dans ses voies de nous laisser encore longtemps en ce monde en face de cette vivante image de tous les sentiments, de tous les actes et de toutes les

et les cercles de la paroisse au nombre de douze. Il en fut de même le vendredi à l'église Sainte-Perpétue et à la Cathédrale. Dans la première, le service funèbre avait été organisé par le curé Goubier, et dans la seconde Mgr Cart voulut lui-même officier. Ajoutons que par une pieuse attention, ces services furent suivis d'une quête au profit des ouvriers sans travail.

vertus qui constituent la véritable piété ; et qu'il continuât ainsi à nous faire comprendre efficacement combien est énorme le fardeau de douleurs qu'une humaine créature peut porter sans succomber, aussi longtemps qu'en traversant le désert de la vie, elle chemina avec une humble mais incessante confiance sous les regards paternels de son Dieu, sans ne détacher jamais les siens du mystère, à la fois si terrible et si consolant du Golgotha.

Et puis ! pourquoi n'en ferais-je pas l'avou ? depuis longtemps je m'étais habitué à regarder comme *moralement* plus présente, depuis précisément qu'elle ne l'était plus *matériellement* au milieu ou plutôt au-dessus de nous, cette auguste et royale victime ; et cette espèce d'existence toute *d'esprit et de cœur*, ayant, selon moi, quelque chose de cet ascendant d'édification, de cette vertu préservatrice de l'existence des Elie, des Daniel, des Job au milieu des tribus rebelles de l'ancien Israël, me paraissait l'un des signes les plus sensibles du pardon de nos propres rébellions, et comme le gage assuré du prochain avènement de ce salut définitif après lequel soupire notre patrie depuis si longtemps désolée.

Quoi qu'il en puisse être, au reste, des motifs de ce mystérieux arrêt de l'arbitre suprême, je l'adore à genoux et les larmes aux yeux. Mais, qu'il me soit permis de le dire : une circonstance toute récente et qui me fait trop d'honneur pour qu'il puisse me convenir d'en parler ici, a dû tout naturellement rendre plus vive et plus profonde la part que j'ai prise à cette douloureuse stupeur, que la nouvelle inattendue de ce sinistre événement a subitement portée dans toutes les âmes vraiment franches.

Aussi, dès ce moment, si-je senti la mienne s'envelopper tout entière des voiles d'un deuil tout intime qui n'aura d'autre fin que celle-là même de ma terrestre existence.

Je regarde, Monsieur, et je regarderai toujours comme un devoir, autant qu'un honneur, de rendre publique la manifestation de ces sentiments ; voilà pourquoi vous m'obligerez véritablement de contribuer vous-même à cette publicité en donnant toute celle que vous trouverez convenable à cette lettre que je termine enfin, en vous priant, Monsieur, d'agréer la nouvelle assurance de la toute cordiale considération de votre dévoué serviteur.

OLIVIER DE SARDAN,

ancien président des consistoires de Rouen et de Nîmes.

La plume chrétienne et royaliste de J. Reboul, le poète Nimois, chanta dans les strophes suivantes les incomparables vertus de l'auguste princesse qui venait de descendre dans la tombe.

A LA FILLE DE LOUIS XVI

*On avait vu parfois, courbant de grandes têtes,
L'aiglon emporter des trônes en éclats ;
Mais jamais la lueur des civiles tempêtes
N'avait mis mieux à nu les grandeurs d'ici-bas.*

*Les insignes sacrés de la toute-puissance
Ont été vus livrés à la division ;
Mais l'insecte jamais, avec plus d'assurance,
N'avait pu bourdonner à l'entour du lion.*

*Mais aussi, sous le ciel dont le feu la consume,
La victime jamais, avec plus d'abandon,
Après avoir vidé la coupe d'amertume,
N'ouvrit plus saintement ses lèvres au pardon.*

*Aux vœux sortis du sang de l'auguste hécatombe
Quel cœur mieux que le tien avait su consentir ?
Quel front plus calme, offert à la foudre qui tombe,
Sut mieux changer ses coups en rayons de martyr ?*

*Trois fois sur le sommet, et trois fois dans l'abîme,
L'un n'a pu t'éblouir, ni l'autre t'effrayer ;
Et tu fis voir à tous, femme grande et sublime !
Que c'est sous ton Dieu seul que tu pouvais plier.*

*Ah ! tant que, pour offrir l'holocauste sans tache,
Le Prêtre montera les degrés de l'autel ;
Tant que l'astre du jour accomplira sa tâche
Et marquera le temps sous la voûte du Ciel,*

*Ton souvenir vivra comme un divin mystère,
Et comme un culte issu de celui de la Croix,
La trace de tes pleurs restera sur la terre
Pour la leçon du Peuple et l'exemple des Rois.*

*Que renferme l'adieu que nous laisse ton âme
Rompant son double exil pour l'éternel foyer ?
Que nous dit le Seigneur, alors qu'il te réclame,
Est-ce pour nous absoudre ou pour nous châtier ?*

*Le remords, parmi nous, s'est-il fait trop attendre ?
L'orage expiateur doit-il avoir son cours ?...
Ah ! l'espérance encor nous reste dans ta cendre,
Et ta mort ne saurait faire mentir tes jours.*

*Non, ta tombe n'a point de vengeance à prédire :
C'est un port de salut et non pas un écueil,
La publique douleur a trop bien su le dire,
Le mérite du tien finira notre deuil.*

*De l'invincible amour qui t'attache à la France,
La mort même, la mort ne peut te délier ;
Tout l'enchaîne à son sort, tout, jusqu'à la souffrance,
Ah ! prend plaisir encore à t'y sacrifier.*

28 octobre 1851.

JEAN REBOUL.

De leur côté, les légitimistes de la ville de Nîmes, s'empressèrent de signer et d'envoyer au comte de Chambord l'adresse suivante :

A Monseigneur le Comte de CHAMBORD.

« MONSEIGNEUR,

« Une grande affliction pèse sur vous et sur la France. Nous avons tous perdu la vivante image des vertus Royales et de la résignation chrétienne.

» Attérés par ce coup, soumis aux impénétrables desseins de Dieu, et jaloux de consoler, autant qu'il est en eux, votre immense douleur

qu'ils partagent, les habitants de Nîmes et du Gard vous prient d'agréer le tribut de leurs sympathiques condoléances.

» La Fille du Roi-Martyr a quitté la terre des souffrances pour retrouver sa Patrie d'en Haut. Espérons que ses prières mettront un terme aux déchirements de la France et à votre trop long exil. »

Le département du Gard, qui compte en si grand nombre des fidèles à la royauté légitime suivit l'exemple donné par le chef-lieu, et la moindre commune tint à honneur de pleurer le douloureux événement qui venait de frapper le parti tout entier et avec lui la France.

Une autre solennité avait appelé les fidèles au pied des autels.

Le 29 mars s'était ouvert le Jubilé et une foule immense avait envahi les églises pour adresser à Dieu ses ardentes prières. A Nîmes, la mission jubilaire fut réellement imposante et remarquablement suivie. Les exercices religieux, les prédications ne cessèrent d'attirer un concours extraordinaire de croyants.

De toutes parts dans le monde chrétien, s'élevaient vers Celui qui peut tout, de pieuses supplications. Cette foi religieuse dont Nîmes s'est toujours honorée, qui est aujourd'hui aussi ferme et aussi vivace, éclata à ce moment dans toute sa splendeur. Dans tous les actes publics ou privés, le nimois s'est toujours attaché à implorer avant tout la miséricorde divine et nous avons eu et nous aurons plus d'une fois à constater la ferveur de la population.

C'est là un spectacle qui frappe lorsqu'on examine l'histoire de notre pays, spectacle consolant qui ne se dément même pas en présence des agissements d'une minorité athée. Celle-ci reste et restera toujours impuissante, car par un secret instinct qui échappe à ses règlements les plus draconiens, à ses lois les plus iniques, le peuple se retourne toujours vers ceux qui lui montrent la voie de la vérité et de la justice.

C'est ainsi que dans notre ville les établissements d'instruction dirigés par des congréganistes ont toujours été en faveur à cause même de cet enseignement religieux qui est la base de l'instruction solide que l'on y donne, enseignement religieux qui fait la force de la société. A mesure que la population augmente, se développe, ces établissements se multiplient ou s'agrandissent, car ils sont assiégés par les familles, et dans la période qui va suivre où Nîmes s'agrandit dans de larges proportions nous suivrons ce mouvement que nous avons eu déjà l'occasion d'enregistrer. Ce sera naturellement l'instruction primaire qui bénéficiera de cet accroissement, mais l'instruction secondaire ne sera pas négligée.

Déjà en 1851, nous voyons les sœurs de Besançon (1), appelées par Mgr Cart, en 1844, obligées de quitter le local qu'elles occupaient à l'Enclos-Rey pour se transporter dans un immeuble beaucoup plus vaste, à la rue de la Fayence où elles sont encore de nos jours.

En même temps, la maîtrise, sous la direction de M. l'abbé Baume, se transformait en collège Stanislas, ouvert à l'instruction secondaire.

En terminant l'exposé des faits qui se sont déroulés au cours de 1851, je dois jeter un coup d'œil sur le Conseil général du Gard, non au point de vue politique, car dans le chapitre suivant j'aurai, à ce sujet, à parler du rôle qu'a joué notre assemblée départementale, mais il survint au cours de la session d'août un incident assez grave entre le préfet et la majorité du Conseil qui mérite d'être rapporté brièvement ici.

Le préfet avait cru devoir prendre un arrêté qui admettait un chef de division de la préfecture à faire valoir ses droits à la retraite. Cette mesure ne fut pas du goût du Conseil qui estima que M. Lagarde grevait ainsi de son autorité privée la caisse des retraites déjà insuffisante. Par l'organe de sa commission, il soutenait que l'employé visé pouvait, son âge étant peu avancé, fournir encore à l'administration de longs et bons services et, par suite, on arrivait à s'enquérir auprès du préfet des motifs de sa décision, pour en contester la justice et l'opportunité.

Un débat, d'abord aigre-doux, s'éleva en séance publique, dans lequel les actes administratifs du préfet, sa conduite au sein des bureaux, ses rapports avec ses subordonnés furent vigoureusement pris à partie et incriminés. La discussion s'envenimant, les paroles échangées devinrent acerbes et tout se termina par une violente altercation entre M. Meynadier et le Préfet.

Dans la ville cet incident fit un bruit énorme. Les personnalités en vue, les critiques des uns et les réponses de l'autre, font aisément comprendre qu'il ne pouvait en être autrement. Une feuille de l'époque, le *Courrier du Gard*, qualifia la scène de fâcheuse et ajoutait même « le mot grossière ne serait pas trop fort ». Le signataire de l'article attribuait à la majorité l'intention d'avoir provoqué ce scandale

(1) Cette congrégation avait été fondée en 1791 et approuvée par le gouvernement en 1810. En 1851, le département comptait neuf établissements de cette obédience.

dans le but de donner satisfaction aux rancunes d'une partie de la population au sujet de la fermeture, par mesure administrative, de certains clubs. On sait, en effet, que M. Lagarde avait été, à cet égard, particulièrement sévère pour les sociétés légitimistes de la ville. Il n'est pas inutile de faire remarquer que le contradicteur le plus violent du préfet ne fut pas précisément un membre de la majorité légitimiste ; il est par conséquent difficile d'admettre que celle-ci ait obéi dans la circonstance à de mesquines considérations, mais il est certain que le maintien du représentant de l'autorité centrale à Nîmes, après cet incident, devenait difficile.

M. Lagarde exposa sa situation au ministre de l'intérieur, et par décret du 28 novembre fut transféré à la préfecture du département du Gers. C'est M. Bourdon, préfet de la Corrèze, qui le remplaça à la préfecture de Nîmes. Quelques jours après éclatait le coup d'Etat. A ce moment M. Lagarde était à Paris ; il en partit à toute hâte le 2 décembre, pour se rendre à Auch. La malle-poste qui l'emportait fut à peine arrivée sur le territoire du Gers, qu'elle fut arrêtée dans une commune dont les habitants se trouvaient en pleine insurrection. Les insurgés s'étaient emparés de l'Hôtel de Ville et avaient bloqué la gendarmerie dans sa caserne. Ce ne fut qu'après plusieurs heures de pourparlers, de prières, de menaces, que les habitants consentirent à laisser passer M. Lagarde et la malle-poste. Lorsqu'il arriva à Auch, il trouva la troupe prête à marcher sur des bandes d'insurgés qui menaçaient d'attaquer la ville. Le soir, en effet, une vive fusillade s'engagea entre les deux camps et le nouvel administrateur du département dut charger les rebelles à la tête du 6^e hussards. L'action, si rapidement menée qu'elle fut, n'en fut pas moins sanglante et le régiment éprouva quelques pertes. Le colonel fut blessé aux côtés même du préfet.

Quelque mouvementée que fût cette session du Conseil général, elle n'en est pas moins intéressante en ce qui touche Nîmes. Il y fut examiné en particulier, un projet de construction d'une caserne de gendarmerie à Nîmes. Celle qui existait en ce moment, tombant en ruines et trop exigüe, se trouvait sur la place du Château. Le département, dans le but de l'agrandir, avait demandé au Conseil municipal la cession d'un immeuble consistant en boutiques, situé sur le boulevard, à côté de la Porte-Auguste. Mais la ville s'était refusée à aliéner cette propriété communale qui assurait à son budget 3,000 fr. de revenus.

On proposa alors la construction d'une caserne nouvelle. On avait

songé à un emplacement, la manutention, quitte à reconstruire ce dernier bâtiment sur le terrain de l'ancien cimetière du chemin d'Uzès. Mais il avait été impossible de s'entendre avec le Conseil municipal de Nîmes sur les conditions de la cession. L'administration préfectorale choisit alors le terrain situé entre la route de Montpellier, celle de Saint-Gilles et le square de la Mandragore, et c'est avec ce dernier projet qu'elle se présenta devant le Conseil général. Cette Assemblée ne voulut pas se prononcer immédiatement sur une question aussi onéreuse et en ajourna la solution. Nous la reverrons bien plus tard examinée à nouveau.

CHAPITRE TROISIÈME (*)

(Année 1851)

SOMMAIRE

SOUTÈRE HOSTILITÉ ENTRE L'ASSEMBLÉE ET L'ÉLYSÉE. — LE MESSAGE DU 21 JANVIER. — LA DOTAION. — LE PARTI DES COUPE-JARRETS. — NOUVEAU JOURNAL DÉMOCRATIQUE A NIMES. — LA RÉVISION. — LE DÉBAT A L'ASSEMBLÉE. — LA RÉVISION DEVANT LE CONSEIL GÉNÉRAL DU GARD. — LA LOI DU 31 MAI. — CRISE MINISTÉRIELLE. — PROPOSITION DES QUESTEURS. — INQUIÉTUDES GÉNÉRALES. — LE COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE. — DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE. — LES DÉPUTÉS DU GARD, ARRÊTÉS. — LE NOUVEAU MINISTÈRE. — PREMIERS MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS A PARIS. — L'AGITATION DANS LE GARD ET A NIMES. — L'AFFAIRE DU « PLAN DE LA FOUGASSE. » — LES INSURGÉS DANS LES ENVIRONS DE NIMES. — LE DÉPARTEMENT EN ÉTAT DE SIÈGE. — L'AGITATION DANS LA RÉGION. — ARRIVÉE DE M. BOURDON, PRÉFET DU GARD. — PERQUISITIONS DOMICILIAIRES A NIMES. — DISSOLUTION DE DEUX COMPAGNIES DE LA GARDE NATIONALE. — LE PLÉBISCITE DE 1851.

J'ai voulu consacrer aux événements politiques de 1851 un chapitre spécial qui renfermera tout à la fois le récit rapide des derniers tré-saillements d'une assemblée dont le prestige et la popularité allaient s'évanouissant, et le coup d'audace qui dénoua brusquement une situation devenue intolérable et dangereuse pour le pays. La période qui

(*) Ce chapitre contient le récit des événements politiques de 1851 et notamment le coup d'Etat.

précède, depuis le 24 février 1848, témoigne assez sur quel océan d'incertitude, de compromission et de hasard était ballottée la France.

Le pays avait paru un moment se rassurer lorsque l'élection du prince Louis Bonaparte fut faite. « La nation, disait de Montalembert (1), a commencé à se rasseoir, à se tranquilliser, elle ne s'est un peu habituée, résignée à la République, que lorsqu'elle a vu à sa tête un personnage qui lui garantissait un ordre de choses plus ou moins semblable à la monarchie qu'elle avait perdue. »

Mais la France s'aperçut rapidement qu'elle avait à peine obtenu un répit dans la voie périlleuse sur laquelle une poignée de factieux l'avait engagée. La Révolution restait toujours maîtresse des avenues du pouvoir et laissait entrevoir tout un avenir de troubles. Son audace ne faisait que croître, soit qu'elle touchât à l'anarchie, soit qu'elle se rapprochât du césarisme, ces deux pôles entre lesquels elle semble condamnée à osciller tour à tour. Le moment était venu de se demander qui du socialisme ou de la dictature triompherait, car, hélas ! les opinions moyennes et pondérées, les barrières conservatrices restaient, pour ainsi dire, inertes, divisées par un dualisme fatal.

La solution s'approchait, qu'elle empruntât au 18 fructidor ou au 18 brumaire ses moyens d'action, mais elle devenait, à n'en pas douter inéluctable. Tous ceux qui possédaient une conception exacte des événements la pressentaient, invisible à la vérité, échappant à l'appréciation de la masse, mais prenant peu à peu corps jusqu'à arriver à l'éclat final. Un homme qui déjà avait joué un rôle brillant sous la monarchie de juillet, à son début de la vie politique, qui en jouera un plus éclatant encore dans ses dernières années, M. Thiers, pouvait prononcer dans la séance du 17 janvier 1851, cette parole mémorable. « Si l'Assemblée fait une dernière concession, il n'y a plus d'Assemblée. Proclamé ou non, l'Empire existe de fait » Un autre orateur non moins célèbre, bien qu'il n'ait pas été appelé à l'honneur de pénétrer dans les conseils du gouvernement, mais que sa fidélité, son énergie, sa grande figure rendaient remarquable, Berryer ne craignait pas de le dire dans cette même séance : « Malgré eux, les plus honnêtes gens ouvriraient la porte du socialisme. »

(1) A propos de Montalembert, il est assez curieux de signaler le jugement qu'un de nos compatriotes portait à cette époque sur l'illustre écrivain.

« M. de Montalembert a été nommé membre de l'Académie française, par 25 voix sur 30 votants. Si j'avais été là, il n'aurait pas eu la mienne. »

Ces lignes sont signées : Adrien Poladon et extraites de *l'Etoile du Midi*.

Ainsi des deux côtés, de l'aveu de deux hommes de haut talent, d'incontestable prescience politique, le péril était double, l'empire d'une part, le socialisme de l'autre, et tous les deux, alternativement, se disputaient l'avenir que les conservateurs désunis étaient impuissants à protéger.

A ces accents, à cette éloquente dialectique des « princes de la tribune », l'Assemblée avait éprouvé comme un frisson, et recouvrant pour une fois de plus l'énergie qu'on réclamait d'elle, elle avait dans la séance du 18 janvier, qui « était une date », suivant l'expression même de Lamartine, infligé au ministère de l'Elysée un blâme duquel il lui était difficile de se relever. La cause de ce blâme n'était rien (1), l'effet était tout, et il était tellement considérable que le Président de la République se voyait contraint d'adresser à l'Assemblée un message de conciliation, tant on était intimidé dans l'entourage présidentiel de la fermeté, de l'union et de la cohésion de la majorité conservatrice de l'Assemblée.

« Monsieur le Président,

» L'opinion publique, confiante dans la sagesse de l'Assemblée et du gouvernement, ne s'est pas émue des derniers incidents; néanmoins la France commence à souffrir d'un désaccord qu'elle déplore. Mon devoir est de faire ce qui dépendra de moi pour en prévenir les résultats fâcheux.

» L'union des deux pouvoirs est indispensable au repos du pays, mais la Constitution les a rendus indépendants, la seule condition de cette union est une confiance réciproque.

» Pénétré de ces sentiments, je respecterai toujours les droits de l'Assemblée, en maintenant intactes les prérogatives du pouvoir que je tiens du peuple.

(1) Dès le commencement de 1851, une crise ministérielle se déclarait qui conservait le personnel Elyséen du précédent ministère, Baroche, Fould, Rouher, de Parieu, et l'augmentait encore de Magne, Bonjean, Drouyn de Lhuys, etc.

Le premier soin de ce ministère avait été de retirer à Changarnier, le chef militaire dont le parti de l'ordre avait fait son éjé et son bouclier, le commandement général de toutes les troupes en garnison à Paris. Le débat des 15-18 janvier portait sur cette révocation insolite, mesure d'intimidation prise par le prince-président contre l'Assemblée avec laquelle il était plus que jamais en lutte ouverte. L'assemblée prit fait et cause pour le général contre l'Elysée.

» Pour ne point prolonger une dissidence pénible, j'ai accepté, après le vote récent de l'Assemblée, la démission d'un ministère qui avait donné au pays, à la cause de l'ordre d'éclatantes marques de son dévouement. Voulant toutefois reformer un cabinet avec des chances de durée, je ne pouvais prendre ces éléments dans une majorité née de circonstances exceptionnelles, et je me suis vu à regret dans l'impossibilité de trouver une combinaison parmi les membres de la minorité, malgré son importance ; dans cette conjecture et après de vaines tentatives, je me suis résolu à former un ministère de transition, composé d'hommes spéciaux n'appartenant à aucune fraction de l'Assemblée et décidés à se livrer aux affaires sans préoccupation de partis. Les hommes honorables qui acceptent cette tâche patriotique auront des droits à la reconnaissance du pays.

» L'administration continuera donc comme par le passé. Les préventions se dissiperont au souvenir des déclarations solennelles du message du 12 novembre. La majorité réelle se reconstituera. L'harmonie sera rétablie sans que les deux pouvoirs aient rien sacrifié à la dignité qui fait leur force.

» La France veut, avant tout, le repos, et elle attend de ceux qu'elle a investis de sa confiance une conciliation sans faiblesse, une fermeté calme, l'impassibilité dans le droit.

» Agréez, M. le Président, l'assurance de mes sentiments de haute estime.

» Signé : L.-N. BONAPARTE. »

A ce moment il n'entrait pas dans les calculs de Louis-Bonaparte de résister ouvertement à l'Assemblée ; il désarmait en apparence mais pour une courte durée. Il n'en sortait pas moins des usages parlementaires, écartant la majorité du pouvoir et appelant au ministère des personnages étrangers à la représentation nationale. Deux circonstances graves allaient mettre le feu aux poudres et déterminer l'explosion finale.

La première fut la dotation, la seconde la prorogation des pouvoirs du président. L'élu du 10 décembre avait embrassé une façon de gouverner et de vivre qui exigeait une liste civile peu en harmonie avec les douze cent mille francs alloués au chef du pouvoir exécutif. Déjà l'année précédente, l'assemblée avait fait à cet égard des concessions, qui ne furent pas sans soulever de nombreux orages parlementaires. On redoutait que l'Elysée obtenant le subsidé de trois millions qu'il avait réclamé ne vit là un encouragement à des espérances ambitieuses,

qui déjà, je l'ai dit, se faisaient jour dans les hautes régions du gouvernement. Cette même question de dotation, posée à nouveau en 1851, au milieu des événements qui surgissaient chaque jour, créant entre l'Assemblée et l'Elysée un mur de plus en plus infranchissable, devait à coup sûr provoquer une agitation considérable.

Le parti bonapartiste tenait essentiellement au vote de la proposition et menaçait, en cas de refus, d'obtenir du pays, par voie de souscription, ce que lui aurait refusé le Parlement, sorte de plébiscite anticipé dont se fût enorgueilli l'Elysée.

Ces menaces ne désarmèrent pas l'Assemblée qui voyait dans la dotation un acheminement à la prolongation des pouvoirs et par suite une transaction pour arriver à l'Empire. Aussi 102 voix de majorité rejetèrent la dotation demandée. Cette séance mémorable du 10 février, premier acte d'hostilité contre le président de la République, vit aussi un spectacle inoubliable. Un conservateur d'un immense talent que son éloquence mettait hors de pair se fit l'apôtre d'un scepticisme politique déplorable. M. de Montalembert devenu l'avocat de l'Elysée prononça la phrase célèbre : « Il n'y a de légitime que ce qui est possible, je n'ai de confiance illimitée pour personne et pour rien, il faut accepter et subir le gouvernement qu'on peut. »

Cette brusque attitude qui démentait tout un passé remarquable effaça en quelque sorte l'intérêt puissant que présentait le débat engagé. La stupeur fit place à l'anxiété et le retentissement de ces paroles étranges dans une telle bouche laissa l'Assemblée presque indifférente au sort de la proposition gouvernementale. Ses amis plaignirent l'orateur et déplorèrent que cette magnifique intelligence se soit tout à coup montrée aussi oublieuse du passé et de ses enseignements.

Le rejet de la dotation accroissait la haine de l'Elysée contre le Palais-Bourbon, marquant la première étape de cette voie qui aboutissait à un coup de force. Louis-Napoléon avait pu voir quels sentiments animaient contre lui l'Assemblée législative. On peut le résumer d'un mot, la défiance. La Droite conservatrice sentait le coup d'Etat prochain et résistait de tous ses efforts contre l'avenir. Elle attendait l'échéance de 1852, date à laquelle les pouvoirs du président pourraient être confiés à d'autres mains (1). L'Elysée, de son côté, n'avait qu'un

(1) On avait déjà pressenti un des fils de Louis-Philippe comme pouvant succéder à Louis-Napoléon à la présidence de la République. Voici quelle fut sa réponse : « Si la France veut la République, elle l'a, qu'elle s'en régle ; si elle veut un pouvoir de fait, elle possède le président, qu'elle s'en contente ; si elle veut la monarchie, il n'y en a qu'une, la monarchie légitime. »

but, la prolongation des pouvoirs de Napoléon et faisait faire par ses amis une campagne active dans ce sens.

Des deux camps en présence, l'un s'en tenait scrupuleusement à la légalité, prétendant trouver dans la Constitution un moyen pacifique de sauver la société du socialisme ou de l'empire, l'autre préparait secrètement ses voies, prêt par une habileté et une audace consommées à user de la force pour arriver à ses fins.

La Gauche républicaine de l'Assemblée par ses déclarations furibondes, ses excitations continuelles, allait faire le jeu de la présidence. Elle devait jeter la nation effrayée dans les bras du premier sauveur venu qui lui parlerait haut et ferme et mettre à néant les efforts de la Droite, pour empêcher la prise violente du pouvoir. Les premiers symptômes de cette attitude agressive et irritée de la minorité républicaine s'étaient depuis longtemps fait sentir, mais dans la séance célèbre du 1^{er} mars 1851, ceux-ci arrivèrent à leur paroxysme. A propos du projet de loi qui ouvrait les portes de la France aux Princes exilés, la tribune française retentit de discours violents et de l'apologie forcée de la Terreur.

A entendre les députés de la Montagne déclamer leurs théories jacobines, amalgame étroit et farouche d'illégalité, d'arbitraire et de cruauté, on eût pu se croire aux jours les plus sombres de la Convention.

L'un d'entre eux, Marc-Dufraisse, se fit particulièrement l'écho de ces appels à la tyrannie. Selon lui le crime politique était chose louable et frapper à mort les descendants des familles royales, chose légitime et juste. Cette fraction de l'extrême gauche qui se séparait avec quelque éclat de ses coreligionnaires politiques, haineuse, vindicative, sanguinaire reçut le nom de parti des *coupe-jarrets*. Ce parti avait à Nîmes des représentants et un organe. Le *Républicain du Gard* avait disparu avec les derniers jours de l'année 1850, pour faire place à une autre feuille (1) plus violente encore dont le programme se résumait ainsi « la liberté illimitée remplaçant l'autorité » (2).

(1) Pour la création de ce journal, le parti démocratique avait eu l'idée de convoquer à Nîmes pour le 27 avril deux délégués par canton chargés d'élire un conseil d'administration qui devait, à son tour, choisir les rédacteurs de la feuille projetée. L'autorité interdit cette réunion.

(2) Voici un passage du programme des fondateurs de ce nouvel organe : « Au gouvernement du peuple par les délégués, nous opposons le gouvernement du peuple

A l'Elysée, on profitait habilement de ces violences, de ces apologies sanglantes et le pays se trouvait inondé de pamphlets politiques, d'appels aux travailleurs de l'armée, au peuple, signés d'un comité anonyme, qui se proclamait « comité de résistance ». Etaient-ils inspirés, comme d'aucuns le prétendaient, par la faction bonapartiste, étaient-ils l'œuvre de démagogues exaltés, il est bien difficile de l'établir, mais la conséquence des folies qui y étaient débitées, des conseils (1) atroces que l'on y trouvait était de semer la terreur dans le pays et de le rapprocher peu à peu du sabre protecteur.

Déjà un mouvement se faisait dans la nation. Ballottée entre ces appels à l'insurrection et la propagande bonapartiste, terrifiée par l'avenir qu'on lui réservait, elle sentait l'heure venir d'instant en instant plus grave, plus terrible et voulait à tout prix en finir avec cette incertitude dont elle souffrait.

Un courant se manifesta dans l'opinion publique qui grossit impétueusement demandant la révision de la Constitution. C'était le moyen légal opposé au moyen violent, c'était le droit opposé à la force. De la Constitution révisée pouvait sortir la Monarchie.

La Droite parlementaire dans une réunion célèbre prit la tête de ce mouvement et se prononça pour une révision totale.

N'était-ce pas là tout l'espoir de la Droite parlementaire ?

Un événement vint interrompre cette campagne et refroidir considérablement le zèle des révisionnistes. Le Président de la République, dans un voyage exécuté à Dijon, prononça un discours qui arrêta net l'élan des conservateurs. C'était une véritable déclaration de guerre

par le peuple. La souveraineté est inaliénable et ne peut pas se déléguer : déléguer, c'est abdiquer. Le peuple n'est plus libre dès qu'il se donne des délégués et ne gère pas ses affaires lui-même. A peine de déchéance, la totalité du peuple doit exercer sa souveraineté sans intermédiaire ni truchement. »

(1) On lisait dans un de ces bulletins : « Le moment est venu de reprendre le fusil et d'exterminer d'un bout à l'autre de la France les infâmes aristocrates que le 24 février avait épargnés généreusement. Le peuple en 1830 et en 1848 a fait grâce à tous les royalistes, aujourd'hui il n'y a plus de pardon possible, il n'en faut point, il ne doit point y en avoir. Frappez sans pitié. Tous ceux qui combattent la République sont des traîtres et ceux qui s'abstiennent au moment du combat de lâches complices. Répondez à la résistance par du plomb et du fer. Peuple, pour que ton émancipation soit complète, il faut que les ennemis soient anéantis et disparaissent sous terre. Que 1851 comble la lacune de 1793 ! »

contre l'Assemblée, et la révision n'apparut dès lors plus que comme une arme de guerre dont l'Elysée devait se servir pour assurer le succès de ses desseins. Le bonapartisme avait fait de la révision chose sienne. C'est qu'à côté de la révision, il désirait la prolongation de la présidence, c'est qu'il voulait à la faveur du trouble des esprits s'emparer d'une façon définitive de ce pouvoir que la Constitution lui faisait une obligation de quitter en 1852. Aussi le mouvement révisionniste fut-il immédiatement enrayé. Vainement à Poitiers, le Président essaya-t-il de faire amende honorable de son discours de Dijon, vainement fit-il à Châtellerault les déclarations les plus rassurantes ; ce que le Parlement avait compris, ce que le pays voyait maintenant clairement, c'était la prétention des bonapartistes et de leur chef d'asseoir leur domination et de présenter un sauveur à la France exténuée, terrorisée, incertaine. A Beauvais, le Président pouvait dire « qu'il était encourageant de penser que dans les dangers extrêmes, la Providence réserve souvent à un seul d'être l'instrument du salut de tous. » La république bonapartiste se montrait à l'horizon.

Devant l'Assemblée, le débat révisionniste s'engagea au milieu de la fougue des passions, du heurt des intérêts et des habiletés des intrigues. La Droite parlementaire, immuable dans ce déchaînement général, garda sa ligne de conduite intacte. Berryer et de Falloux vinrent éloquemment défendre la thèse qu'elle soutenait. La députation du Gard tint à honneur d'expliquer son vote, et adressa aux électeurs la lettre suivante qui fixe nettement les préoccupations du moment, et le sens de la campagne entreprise par la droite :

« La délibération qui vient d'avoir lieu à l'Assemblée nationale a trop d'importance pour que nous ne croyions pas nécessaire de donner à nos compatriotes les motifs de notre vote.

» On se rappelle comment la question de la révision a été engagée dans la réunion de la rue de Rivoli : après de longs débats, la grande majorité de la réunion décida qu'elle saisirait cette occasion de dire toute sa pensée sur la situation de la France ; qu'afin de bien indiquer le sens dans lequel elle acceptait la révision elle n'adopterait d'autre formule que celle qui admettrait la révision *totale et légale* de la Constitution : *totale*, pour marquer qu'il ne s'agissait pas de modifications plus ou moins secondaires, mais de la substitution d'un principe à un autre ; *légale* pour dresser par avance la barrière contre laquelle viendrait se briser toute entreprise usurpatrice.

» Ce programme a été fidèlement et complètement rempli, deux cents trente-trois représentants avaient présenté une proposition de révi-

sion, en évitant de se servir des termes consacrés par la réunion de la rue de Rivoli. On sait comment cette proposition a été abandonnée, et comment M. de Broglie a fini par accepter, au nom de ses collègues, la formule indiquée par la Droite ; on sait aussi avec quel éclat M. Berryer l'a commentée, et a porté à la tribune le principe de la monarchie traditionnelle et représentative.

» Fallait-il voter la révision, ainsi expliquée à la face du pays, avant et pendant la discussion ?

» Sur la demande de deux d'entre nous, le Conseil général du Gard avait émis le vœu que lors de la révision de la Constitution dans les délais prescrits et dans le cas du maintien de l'institution de la présidence, les dispositions de l'article 45 de la Constitution (prohibitif de la rééligibilité du président) fussent respectées ; aucune situation intermédiaire ne lui paraissant désirable et possible, entre la continuation du régime républicain, et le retour aux principes traditionnels de la France par le rétablissement de la monarchie héréditaire et représentative.

» Cette pensée n'a pas cessé d'être la nôtre ; mais il faut remarquer que le Conseil général envisageait l'hypothèse où l'Assemblée législative n'émettrait que le vœu d'une révision partielle. Ce mode de révision a été absorbé par la proposition de la révision totale, qui s'est ainsi trouvée placée au-dessus non-seulement du maintien de l'institution de la présidence, mais de la République elle-même. C'est dans ce sens, en effet, que la révision a été tour-à-tour appuyée et combattue par les orateurs de la droite et de la gauche.

» La révision totale et légale était donc la seule question posée.

» Nous y avons adhéré :

» Parce qu'après tous les précédents que nous avons rappelés, après l'éclatant commentaire de M. Berryer, qui reste pour nous l'exposé toujours vivant des motifs de la proposition, il ne pouvait y avoir l'ombre d'un doute sur les intentions de la Droite ;

» Parce que rejeter la proposition et repousser ainsi la seule issue légale ouverte aux difficultés de la situation, ce pouvait être, en apparence, la consécration du *statu quo* :

» Parce qu'ainsi mis en demeure, il y avait pour nous devoir impérieux de porter enfin notre jugement sur l'épreuve si patiemment poursuivie depuis le 24 Février, et d'affirmer la Monarchie traditionnelle et représentative en face de la République et de toutes les usurpations qui tenteraient de se glisser entre deux ;

» Parce qu'une répudiation plus expresse de toute combinaison ély-

séenne nous a semblé superflue en présence du vœu du Conseil général et des paroles si formelles de M. Berryer que nous tenons à rappeler ici : « La perpétuité inconstitutionnelle des pouvoirs du président » serait un crime anti-national : réélection, prorogation, sont deux » dangers égaux ; perpétuez, prolongez, sous une forme quelconque, » légale ou extra-légale, les pouvoirs d'un président de la République » dans les conditions où est le président actuel, vous prolongerez la » lutte, le déchirement, toutes les calamités ; »

» Parce qu'il nous a paru impossible, après un tel combat, d'abandonner celui qui avait si glorieusement tenu notre drapeau, et de faire inscrire nos noms sur une liste où ne serait pas le sien ;

» Parce que dans les questions où l'honneur et la conscience ne sont pas directement engagées, où les esprits les plus droits peuvent différer, il nous a toujours paru plus sûr de ne pas nous séparer de la grande majorité de nos amis, et de témoigner ainsi que pour les partis l'union et le premier des biens et la plus grande des forces.

» Recevez, etc.

» F. CHAPOT, R. DE LARCY, CH. DE SURVILLE,
» ROUX-CARBONNEL, F. BÉCHARD, DE LABRUGUIÈRE. »

Quatre cent quarante-six voix s'étaient prononcées pour la révision, deux cent soixante-dix-huit contre, mais d'après le règlement de l'Assemblée qui ne permettait l'adoption du projet qu'à condition qu'il réunirait deux tiers des votants, le projet fut repoussé. Cette question capitale qui tenait la France entière attentive, de l'Assemblée descendit devant les Conseils généraux. Celui du Gard dans sa séance du 8 septembre adopta par vingt-trois voix sur trente-six votants la proposition suivante :

« Convaincu que tout expédient, toute combinaison intermédiaire entre la République et la monarchie, ne ferait qu'aggraver le malaise et les périls de la situation ;

» Que le rétablissement de la monarchie traditionnelle, héréditaire et représentative par la volonté régulièrement manifestée du pays, donnerait à son gouvernement le principe de stabilité qui lui manque et dont l'absence est une cause toujours croissante d'inquiétudes et d'agitation,

» Emet le vœu de la révision totale et légale de la Constitution. »

Ce vœu n'était à peu de chose près que celui émis par l'Assemblée départementale du Gard en 1850. Il était dirigé contre toute tentative

napoléonienne, prouvait la nécessité de se débarrasser au plus tôt de la constitution de Marrast, à l'ombre de laquelle socialistes et bonapartistes travaillaient en vue d'une révolution faite à leur profit et affirmait en même temps les préférences légitimistes du département. Aussi dans la minorité qui vota contre son adoption, retrouvons-nous à côté des républicains, les noms des Gardies, Causse, Troupel, etc., etc.

Dans toute la France qui s'occupa de cette importante question, sept départements, seulement, demandèrent la révision et la prorogation des pouvoirs du prince-président. Les autres, en s'associant à la révision la demandèrent telle que la prévoyait la Constitution ; c'était le plus grand nombre ; d'autres la demandèrent pure et simple, et un petit nombre avec des conditions particulières. Parmi ceux-ci la Loire-Inférieure et le Gard posaient la question du retour à la monarchie légitime.

Le Conseil général du Gard n'avait pas envisagé la question de révision au seul point de vue de la prorogation des pouvoirs présidentiels, mais aussi au point de vue électoral. La loi du 31 mai qui avait, amendant le décret du gouvernement provisoire, apporté quelque tempérament au droit de vote, et exigé un séjour triennal de tout électeur dans sa commune, avait dans la pratique paru trop rigide. Au lendemain des désordres de 1848, elle avait été nécessaire pour hâter la reconstitution sociale, fortement ébranlée, et écarter des urnes des ferments de décomposition. On n'avait pas été longtemps sans s'apercevoir qu'il importait d'y apporter des modifications et déjà l'Assemblée s'en était préoccupée ; sans en vouloir l'abrogation, car elle constituait une barrière contre les menées et les agissements révolutionnaires, la Droite parlementaire était disposée à y introduire méthodiquement quelques réformes, commandées par le bon sens et le sentiment de la conservation sociale. Le Conseil général du Gard introduisit parmi les vœux qu'il adopta à cette occasion le désir de voir le suffrage direct aboli, et remplacé par le suffrage à deux degrés.

Battu sur le terrain de la dotation par l'Assemblée, sur le terrain de la révision partielle par le pays lui-même, Louis-Bonaparte conçut le projet de choisir une question nouvelle qui lui permit d'agir contre l'Assemblée législative. Cette loi du 31 mai devait devenir le pivot du coup qu'il allait tenter. Il allait trouver là une arme de guerre avec laquelle il briserait la majorité qui regardait avec défiance du côté de l'Élysée. Les officieux allaient déjà proclamant que des modifications à la loi en question ne suffiraient point, qu'elle avait été

une provocation et qu'il fallait se hâter de la retirer. Puis tout à coup, alors que l'Assemblée était en vacances, on apprit qu'une crise ministérielle venait d'éclater. Le président, affichant nettement sa pensée, déclarait que la loi du 31 mai devait être abrogée d'une manière complète ; les ministres ne croyaient pas pouvoir retourner purement et simplement au suffrage universel. Le ministère fut changé et lorsque l'Assemblée, le 4 novembre, se réunit de nouveau, le message présidentiel qui lui fut adressé, s'exprimait ainsi :

« Je me suis séparé avec regret d'un ministère qui avait ma confiance et mon estime, et j'ai choisi des ministres dont la mission sera la modification de la loi du 31 mai. Je n'entends cependant pas répudier l'acte du ministère qui réclamait des chefs de la majorité l'honneur de présenter cette loi qui était leur ouvrage. Je reconnais même les effets salutaires que cette loi a produits. Si on veut bien se rappeler les circonstances dans lesquelles cette loi a été présentée, on avouera que c'était un acte politique plutôt qu'une loi électorale.

» La loi électorale du 31 mai a éliminé trois millions d'électeurs dont la plupart sont de paisibles habitants de la campagne. L'application de cette loi a servi de prétexte aux partis anarchiques heureux, au déclin des pouvoirs, d'être à même de s'armer d'un droit à réclamer et de susciter des désordres qui seraient réprimés sans doute, mais qui pourraient amener de graves complications.

» Comme loi électorale, je n'ai pas cessé de croire que le moment viendrait, où je serai obligé d'en demander l'abrogation, d'ailleurs défectueuse quand il s'agit de l'élection de l'Assemblée, et qui l'est bien davantage quand il s'agit de l'élection du Président de la République.»

Le nouveau ministère accompagnait ce message d'un projet de loi abaissant de trois ans à six mois le domicile exigé des électeurs par la loi du 31 mai.

La question était posée sans ambage, grave, complexe, grosse de difficultés, empruntant à la retraite extraordinaire et extra-parlementaire du ministère une importance nouvelle. L'avenir apparaissait incertain et rempli d'orages. D'une part, le nouveau ministre de la guerre, de Saint-Arnaud, signait une circulaire dans laquelle on pouvait voir presque une menace, car elle faisait appel au sentiment de discipline absolue qu'on doit attendre de l'armée, préconisant l'obéissance passive aussi bien sur le champ de bataille que dans la rue et, comme le disait Berryer, ne disant pas un mot du respect dû aux institutions. De l'autre, les questeurs de l'Assemblée, poussés par

une sorte de pressentiment, que justifiaient les rumeurs inquiétantes du moment, déposaient une proposition tendant à augmenter et à coordonner les moyens de défense de l'Assemblée contre les entreprises du pouvoir exécutif.

Les positions respectives se dessinaient nettement, et, à la veille de la bataille prochaine, les partis en présence prenaient leurs mesures. Ici se passa un fait curieux. Sans qu'il y ait eu, à la vérité, entre l'Elysée et la Montagne une alliance préalablement conçue, les deux fractions révolutionnaires opposées se trouvèrent d'accord et se rencontrèrent sur le même terrain. Le président de la République livrait la majorité aux révolutionnaires en proposant l'abrogation de la loi du 31 mai ; les révolutionnaires livraient l'Assemblée au pouvoir exécutif en repoussant la proposition des questeurs qui pouvait protéger le droit constitutionnel et la représentation nationale. Le faisceau des forces conservatrices était rompu et l'Elysée allait recueillir sur un champ de bataille peu enviable le prix de ses manœuvres, de ses compromissions, de ses intrigues.

Il m'en coûte peu de le reconnaître. Le coup d'Etat était inévitable ; il était devenu chose indispensable pour sauver le pays ; mais il eût été préférable que le souverain légitime ait pu le tenter ; quoi qu'il en soit, qu'il fût le produit d'une situation régulière ou la solution d'un coup de tête audacieux, il était devenu fatal.

On peut affirmer, sans hésitation, que le coup d'Etat de 1851 ne fut que la conséquence des agissements des sociétés secrètes, de la propagande, de la haine anti-religieuse du parti républicain et des menées socialistes. On ne jette pas impunément un peuple sur cette voie qui aboutit au renversement de toutes les barrières sociales, au bouleversement de toutes les lois morales. C'est cette voie que parcourait la nation française depuis 1848. Le faisceau conservateur de l'Assemblée avait pu tout à peine opposer quelques digues au torrent révolutionnaire qui du haut de l'Elysée ou du sommet de la Montagne s'élançait sur le pays.

Les républicains et l'Elysée s'étaient étudiés tous les deux à briser ces timides défenses élevées contre la Révolution. C'est que tous les deux poursuivaient un but commun, le coup de force, pendant que les groupes conservateurs ne cherchaient le triomphe que dans la légalité. Montagnards et Elyséens rêvaient la bataille dans la rue, le complot politique. L'un et l'autre armaient en vue de la prise de possession violente du pouvoir.

Il est profondément regrettable que les conservateurs n'aient pas,

eux aussi, cherché sur ce terrain une victoire qu'ils auraient pu rendre facile par leur union et l'ensemble de leurs décisions. Fait par eux, le coup d'Etat eût été un acte de justice, un acte de fermeté digne, et le salut de la patrie. Ils avaient devant eux la Révolution sous ses deux aspects, opposés en apparence, et parfaitement semblables dans l'espèce. Ils devaient briser l'obstacle et c'est une faute immense que d'avoir essayé de recourir à une vaine légalité que personne n'entendait respecter. Le moment était à l'action.

Un coup d'Etat était donc nécessaire. Les coups d'Etat ne sont pourtant légitimes que lorsqu'ils émanent d'un souverain légitime, injustement dépouillé et dont le trône a été renversé par une révolution, c'est-à-dire par un coup d'Etat venu d'en bas. Le coup d'Etat alors est simplement une revanche ; mais le coup d'Etat de Bonaparte (qui n'avait pas été dépouillé) était une atteinte au principe de la légitimité et aux droits de la souveraineté nationale.

Cependant, tous les partis peuvent parler avec sérénité des coups d'Etat parce que tous en ont fait. Si les bonapartistes ont fait le 18 brumaire et le 2 décembre, les orléanistes ont fait 1830 et les républicains le 18 fructidor (4 septembre 1797), le 4 septembre 1870, et le 18 mars. C'est en vain qu'on ergoterait sur les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi ces coups d'Etat ; ce qu'il y a de certain, c'est que toujours la grande masse de la nation les a acceptés et applaudis pour avoir la tranquillité, le travail et la paix. Seulement il est fâcheux que les royalistes ne se soient pas unis en 1851 pour le faire à leur profit. La France aurait ainsi évité l'unité de l'Italie, celle de l'Allemagne et Sedan. Il est probable que nous n'aurions pas pris fait et cause pour les Anglais en 1854 contre la Russie, que nous aurions conquis le Rhin en 1866, en nous alliant à l'Autriche contre la Prusse, et que le Pape n'aurait pas perdu son trône.

Les coups d'Etat font désormais partie des moyens politiques pratiques et admis, on pourrait presque dire du droit politique français.

La légalité, que dans des circonstances extraordinaires on pourrait presque appeler le refuge des âmes timides, devait être vaincue par la force mise à la disposition de la Révolution. Il ne pouvait en être autrement et lorsque le 9 novembre la proposition des questeurs fut rejetée par les républicains et le centre, lorsque le 13 du même mois l'abrogation de la loi du 31 mai fut repoussée par sept voix, il n'y avait plus de remède possible dans la situation politique. Un seul moyen que j'ai déjà signalé, dès le commencement du récit de cette période, pouvait conjurer le mal et rejeter le césarisme dans le néant ; un seul pouvait

mettre le pays en mesure de résister aux excitations de la démagogie, un seul que la Providence avait placé, en quelque sorte, à la portée de la France entière : c'était la fusion.

A cette heure solennelle où dans une suprême partie allait se jouer l'avenir de la France, un prince eut l'intuition du péril, et réalisa une tentative pour briser la Révolution. Le duc de Nemours seul, aidé de quelques-uns de ceux qui avaient servi le gouvernement de son père et non des moins illustres, essaya de ce rapprochement qui aurait pu rendre la nation à elle-même. Il le fit par malheur trop tardivement et peut-être trop imbu des théories politiques de la branche cadette. De l'autre côté, il rencontra, non une fin de non-recevoir, mais une volonté ferme et inflexible de ne rien adopter qui pût avoir l'air d'un pacte avec les changements survenus dans la société. Il manqua de part et d'autre des concessions, mêmes puériles, et le projet fut rompu. De plus, la question du drapeau était un obstacle infranchissable. Il aurait été pourtant si facile de s'entendre en adoptant les deux drapeaux, l'un pour le roi, l'autre pour la nation. Ils auraient flotté côte à côte dans nos guerres. N'ont-ils pas eu chacun leur gloire ? On aurait ainsi laissé le drapeau rouge à l'émeute et à la Révolution. En Autriche, le drapeau hongrois ne flotte-t-il pas sur les monuments et au milieu des rangs de l'armée à côté du drapeau autrichien ?

Comment espérer que les partis monarchiques désunis, irréconciliables, eussent pu tendre la main au parti républicain, cet allié inconscient de l'Elysée ? Comment espérer que l'union eût pu jamais se faire entre les partisans de la famille, de la religion, de l'autorité, et les hommes qui ne rêvent que la destruction méthodique de ces trois principes sociaux ? Ni la fusion des deux branches, ni la coalition des intérêts menacés par le Président ne purent y parvenir et le césarisme sortit triomphant après avoir mis avec habileté aux prises les deux côtés de l'Assemblée.

L'un, celui de Droite, s'était rendu impopulaire par le rejet de l'abrogation de la loi du 31 mai.

L'autre, celui de Gauche, était devenu un objet d'horreur pour le pays à cause des atrocités dont il se faisait volontiers l'écho.

Et, comme l'écrivait A. Granier de Cassagnac dans le *Constitutionnel*, les premiers « aveuglés par leurs passions, comme le taureau par le drap rouge, vinrent donner, tête baissée sur la pointe de l'épée tendue et immobile qui les attendait ». L'orage était à deux doigts de leur tête.

Dans la nuit du 2 décembre, le prince, qui avait juré de respecter la République française, ouvrait une armoire des Tuileries et en retirait quatre paquets à l'adresse de ses complices : 500.000 francs pour Morny ; 500.000 francs pour Saint-Arnaud (1) ; 50.000 pour Espinasse qui devait introduire un bataillon à la Chambre, gardée par les questeurs ; le troisième à l'adresse de Maupas, contenant, avec l'argent, la liste de tous les représentants, généraux, hommes de lettres, chefs de parti.

Le quatrième paquet, 100.000 francs, pour les employés, mouchards,

(1) Au moment de partir en Crimée, Saint-Arnaud qui n'avait éprouvé aucun scrupule en 1832 pour trahir la duchesse de Berry, pour spolier les Arabes, pour emprisonner en décembre les chefs militaires, pour brûler Paris, Saint-Arnaud tua le général Cornemuse dans les circonstances que voici.

Saint-Arnaud qui n'était pas plus scrupuleux que Napoléon (qui en Angleterre avait emprunté huit millions à la belle Miss Howard, la fille de joie célèbre, et dont on n'avait plus ensuite entendu parler) Saint-Arnaud prend dans le cabinet de l'Empereur un portefeuille bourré de billets de banque, déposé sur le marbre de la cheminée.

Sa Majesté s'aperçoit de la disparition du portefeuille. Trois hommes étaient entrés dans le cabinet impérial, Cornemuse, Saint-Arnaud, l'ex-roi Jérôme.

Sa Majesté fait appeler le préfet de police Piétri, qui venait de succéder à Maupas.

L'empereur raconte la soustraction dont il a été victime.

— Qui est entré dans ce cabinet, Majesté ? demande Piétri.

— Cornemuse, répond Napoléon.

— Heu ! heu ! fait Piétri hochant la tête d'une façon significative et en retenant :

— Et puis ?

— Jérôme.

— Oh ! Oh ! répond le préfet de police sur un ton plus accentué.

— Dégageons Cornemuse. Et, continua-t-il, après le roi Jérôme ?

— Saint-Arnaud.

— Ah ! ah ! s'écria vivement Piétri, dégageons Jérôme. C'est le maréchal ; mon opinion est fixée ; il suffira de confronter Cornemuse et Saint-Arnaud.

Ce qui fut dit fut fait, mais ils se défendirent de cette imputation en face de l'Empereur. Injures puis provocation. Duel sous les yeux de l'Empereur, Cornemuse fut mortellement atteint.

Lorsque Napoléon parla de punir le meurtrier, le maréchal Saint-Arnaud prit la fuite ; il ne s'arrêta qu'à Antibes d'où le maréchal menaçait encore son maître du terrible paquet renfermant l'ordre de décembre écrit et signé L.-N. Bonaparte, et lui enjoignant en cas d'insuccès d'incendier Paris.

Le géolier de Biaye, le vainqueur de l'Alma, alla mourir en héros après avoir vécu en aventurier.

Il quittait la France, pour prendre la direction de l'armée, miné par un mal inconnu, un poison, dit-on, venu des Tuileries. Il avait des papiers si compromettants !

prétoriens, corses, etc. Le chef de l'Etat avait emprunté ces sommes à la Banque de France pour faire son immense coup de Jarnac. Comme a dit le poète : Napoléon I^{er} s'emparait de la France en prenant des capitales, Napoléon III s'en emparait en ne prenant que ses capitaux. Ordre de brûler Paris avait été donné à Saint-Arnaud en cas de non-réussite.

Fumant sa cigarette pendant qu'il jouait avec la fortune de la France, Louis-Napoléon se tenait prêt à passer la frontière ou à siéger aux Tuileries.

A minuit M. de Morny retrouvait ses complices à l'Elysée où avait eu lieu un concert. Le compositeur Félicien David y faisait exécuter son *Désert*.

Le concert était terminé.

Les invités étaient partis. Le palais présidentiel était rentré dans la solitude et dans l'ombre.

Une seule lampe éclairait le cabinet de Louis-Napoléon. Elle était placée sur une petite table devant laquelle, depuis une heure, M. de Maupas attendait assis devant des placards qui, la nuit même, devaient couvrir les murs de Paris.

Morny vint le dernier dans le cabinet ; il prit place entre Louis-Napoléon, Saint-Arnaud et Maupas. Il formait le quatrième acteur de l'horrible pièce qui devait se jouer les jours suivants et qui devait avoir pour apothéose le massacre du quartier Montorgueil et du boulevard Montmartre.

C'en était fini des agitations de l'Assemblée ; elle n'existait plus. La France l'apprenait par la voie du télégraphe. Dans l'après-midi du 2 décembre les murs de la ville de Nîmes se couvraient d'affiches qu'une foule, avide de connaître les événements, entourait et commentait. Les uns les lisaient, hochant la tête, d'autres, et c'était le plus grand nombre, satisfaits de trouver une solution à l'état d'incertitude et de trouble qui pesait sur la nation. Les campagnes ne savaient encore rien de ce qui se passait à Paris. La dépêche officielle, dans son laconisme, en disait peu, et ce peu était insondable, car, au diapason où étaient montées certaines passions politiques et sociales, on pouvait s'attendre à tout.

« Le repos de la France était menacé par l'Assemblée, disait le ministre de l'Intérieur ; elle a été dissoute. Le Président de la République fait un appel à la nation, il maintient la République et remet loyalement au pays le droit de décider de son sort. La population de Paris a accueilli avec enthousiasme cet événement devenu indispen-

sable. Le gouvernement donne aux préfets tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la tranquillité. »

Ce qu'il y a de certain c'est que l'opinion moyenne se crut sauvée par le coup d'Etat prélude de l'unité de l'Italie, de la duperie anglaise qui nous fit faire la guerre de Crimée, prélude du Mexique, de Sedan, du renversement du pouvoir temporel du Pape, de la centralisation à outrance, de la décadence, de la corruption. Les républicains se voyaient débarrassés des royalistes de la rue de Poitiers ; le faubourg Saint-Germain se vit débarrassé de la peur que lui inspirait le faubourg Saint-Antoine.

Si la révolution politique qui s'était opérée dans la capitale était encore obscure pour la province, la dernière partie de la dépêche ministérielle laissait entendre que l'on pouvait redouter des secousses, et involontairement on se reportait aux plus mauvaises et aux plus sombres journées de nos discordes civiles. Le préfet, je l'ai dit dans le chapitre précédent, avait été changé et envoyé à Auch. Son successeur n'était pas encore arrivé. C'est à un de nos compatriotes, conseiller de préfecture, M. N. Baragnon, chargé de remplir ces délicates fonctions par intérim, qu'échut le redoutable honneur de communiquer aux populations les événements mystérieux de Paris et de veiller à la sécurité des citoyens. M. Baragnon fit afficher la proclamation suivante :

« HABITANTS DU GARD,

» Quelles que soient les conséquences de l'appel fait à la nation par le Président de la République, nous avons tous un même devoir à remplir, un devoir qui ne saurait être douteux pour personne : celui de maintenir l'ordre public en présence des graves événements qui se déroulent devant nous.

» Je le remplirai avec tout le zèle, avec toute l'énergie dont je suis capable.

» Si lourd que soit pour moi, dans ces circonstances difficiles, le fardeau d'une autorité temporaire, je me sens fort du loyal concours de tous les fonctionnaires ou magistrats et du ferme appui que me prèteraient au besoin tous les bons citoyens.

» Je puis compter, d'ailleurs, sur une brave garnison, et j'ai pleine confiance dans la garde nationale de Nîmes, qui s'est montrée, jusqu'à ce jour, dévouée à la cause de l'ordre.

» HABITANTS DE NIMES, MES CHERS CONCITOYENS,

» Depuis l'établissement de la République, vous avez tous donné des preuves nombreuses du bon esprit qui vous anime ; continuez à

servir d'exemple aux populations qui vous environnent et qui ont les yeux sur vous.

» Ayez comme moi confiance dans les dignes chefs de la cité ; comptez sur mon dévouement, et attendez avec calme l'issue d'une crise depuis longtemps prévue.

» La France ne tardera pas à parler, et saura faire respecter sa volonté souveraine. »

L'administration municipale, par l'organe de l'adjoint F. Vidal, recommandait à ses concitoyens (1) le calme le plus complet, et le colonel de la Légion de la Garde nationale, M. de Rochemore-d'Aigremont adressait aux troupes, placées sous ses ordres, les conseils les plus sensés et prenait les précautions les plus minutieuses pour faire face à tous les événements.

Nîmes ne connaissait encore rien de ce qui se passait à Paris. Anxieux, les habitants attendaient des nouvelles qui n'arrivaient pas et déjà des rumeurs singulières couraient les rues.

» Vous attendez avec une légitime impatience, disait M. Baragnon à ses compatriotes, la communication des nouvelles que je reçois de Paris. Restez calmes ! je ne vous ai rien dissimulé, je ne vous dissimulerai rien de ce que vous avez intérêt de savoir. Vous allez connaître des actes officiels d'une haute importance (2). Quelles que soient vos

(1) HABITANTS DE NÎMES,

Dans les circonstances graves où se trouve placée la France, le devoir de tous les bons citoyens est de prouver, par une attitude calme, leur inébranlable volonté de maintenir l'ordre et de faire respecter les lois.

C'est dans les temps de crise que se développent les sentiments généreux, et que s'honorent les cités comme les nations. Dévouée à vos plus chers intérêts, l'administration municipale veillera énergiquement au repos public. Le concours de toutes les forces utiles de la cité lui est acquis.

Comptez sur vos magistrats, comme vos magistrats comptent sur vous.

Nîmes, 2 décembre 1851.

Le Maire de Nîmes, F. VIDAL, adjoint.

(2) Dans la nuit du 2 décembre les proclamations suivantes avaient été affichées sur les murs de Paris. Elles furent affichées à Nîmes le 4 au matin.

« FRANÇAIS !

» La situation actuelle ne peut durer plus longtemps. Chaque jour qui s'écoule aggrave les dangers du pays. L'Assemblée qui devait être le plus ferme appui de l'ordre est devenue un foyer de complots. Le patriotisme de trois cents de ses mem-

appréciations, n'oubliez pas qu'il est réservé à la France de décider de son sort, et que le plus grand des fléaux serait celui de la guerre civile. »

Ces actes officiels n'étaient autres que le décret de dissolution dont l'article 2 fixait les motifs, « Le suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée », la proclamation du Président de la République au peuple et celle que le prince Louis Napoléon adressait à

bres n'a pu arrêter ses fatales tendances. Au lieu de faire des lois dans l'intérêt général, elle forge des armes pour la guerre civile ; elle attente aux pouvoirs que je tiens directement du Peuple ; elle encourage toutes les mauvaises passions ; elle compromet le repos de la France ; je l'ai dissoute, et je rends le Peuple entier juge entre elle et moi.

» La Constitution, vous le savez, avait été faite dans le but d'affaiblir d'avance le pouvoir que vous alliez me confier. Six millions de suffrages furent une éclatante protestation contre elle, et cependant je l'ai fidèlement observée. Les provocations, les calomnies, les outrages m'ont trouvé impassible. Mais aujourd'hui que le pacte fondamental n'est plus respecté de ceux-là mêmes qui l'invoquent sans cesse, et que les hommes qui ont perdu deux monarchies veulent me lier les mains, afin de renverser la République, mon devoir est de déjouer leurs perfides projets, de maintenir la République et de sauver le pays en invoquant le jugement solennel du seul souverain que je reconnais en France : le Peuple.

» Je fais donc appel loyal à la nation tout entière, et je vous dis : Si vous voulez continuer cet état de ma'aise qui nous dégrade et compromet notre avenir, choisissez un autre à ma place, car je ne veux plus d'un pouvoir qui est impuissant à faire le bien, me rend responsable d'actes que je ne puis empêcher et m'enchaîne au gouvernail quand je vois le vaisseau courir vers l'abîme.

» Si, au contraire, vous avez encore confiance en moi, donnez-moi les moyens d'accomplir la grande mission que je tiens de vous.

» Cette mission consiste à fermer l'ère des révolutions en satisfaisant les besoins du peuple et en le protégeant contre les passions subversives. Elle consiste surtout à créer des institutions qui survivent aux hommes et qui soient enfin des fondations sur lesquelles on puisse asseoir quelque chose de durable.

» Ce système, créé par le premier consul au commencement du siècle, a déjà donné à la France le repos et la prospérité ; il les lui garantirait encore.

» Telle est ma conviction profonde. Si vous la partagez, déclarez-le par vos suffrages. Si au contraire, vous préférez un gouvernement sans force, monarchique ou républicain, emprunté à je ne sais quel passé ou à quel avenir chimérique, répondez négativement.

» Ainsi donc, pour la première fois depuis 1804, vous voterez en connaissance de cause, et sachant bien pour qui et pour quoi.

» Si je n'obtiens pas la majorité de vos suffrages, alors je provoquerai la réunion d'une nouvelle Assemblée, et je lui remettrai le mandat que j'ai reçu de vous.

» Mais si vous croyez que la cause dont mon nom est le symbole, c'est-à-dire la France régénérée par la Révolution de Quatre-vingt-neuf et organisée par l'Empe-

l'armée. Ces trois affiches avaient été placardées dans la nuit du 2 décembre sur tous les murs de Paris, et adressées immédiatement à tous les préfets des départements. En lisant ces placards, on pouvait voir clair dans la révolution qui venait de s'opérer, et le coup de force opéré par l'Elysée apparaissait dans toute sa nudité, dans tout son cynisme.

Presque en même temps, on apprenait que Paris s'agitait et que le

recrue, est toujours la vôtre, proclamez-le en consacrant les pouvoirs que je vous demande.

» Alors la France et l'Europe seront préservées de l'anarchie, les obstacles s'aplaniront, les rivalités auront disparu, car tous respecteront, dans l'intérêt du Peuple, le décret de la Providence.

» SOLDATS !

» Soyez fiers de votre mission ; vous sauverez la patrie, car je compte sur vous, non pour violer les lois, mais pour faire respecter la première loi du pays : la souveraineté nationale, dont je suis le légitime représentant.

» Depuis longtemps vous souffriez comme moi des obstacles qui s'opposaient et au bien que je voulais faire et aux démonstrations de vos sympathies en ma faveur. Ces obstacles sont brisés.

» L'Assemblée a essayé d'attenter à l'autorité que je tiens de la nation entière, elle a cessé d'exister.

» Je fais un loyal appel au peuple et à l'armée et je lui dis : Ou donnez-moi les moyens d'assurer votre prospérité, ou choisissez un autre à ma place.

» En 1830 comme en 1848, on vous a traités en vaincus. Après avoir flétri votre désintéressement héroïque, on a dédaigné de consulter vos sympathies et vos vœux, et cependant vous êtes l'élite de la nation. Aujourd'hui, en ce moment solennel, je veux que l'armée fasse entendre sa voix.

» Votez donc librement comme citoyens ; mais comme soldats, n'oubliez pas que l'obéissance passive aux ordres du chef du gouvernement est le devoir rigoureux de l'armée, depuis le général jusqu'au soldat.

» C'est à moi, responsable de mes actions devant le peuple et devant la postérité, de prendre les mesures qui me semblent indispensables pour le bien public.

» Quant à vous, restez inébranlables dans les règles de la discipline et de l'honneur. Aidez, par votre attitude imposante, le pays à manifester sa volonté dans le calme et la réflexion.

» Soyez prêts à réprimer toute tentative contre le libre exercice de la souveraineté du peuple.

» Soldats, je ne vous parle pas des souvenirs que mon nom rappelle. Ils sont gravés dans vos cœurs. Nous sommes unis par des liens indissolubles. Votre histoire est la mienne. Il y a entre nous, dans le passé, communauté de gloire et de malheur.

» Il y aura dans l'avenir communauté de sentiments et de résolutions pour le repos et la grandeur de la France. »

premier moment de stupeur passé, la résistance s'organisait contre le coup d'Etat. En province également, le parti révolutionnaire cherchait à s'emparer du pouvoir et à fomenter l'insurrection. A Montpellier, un club montagnard venait d'être dissous. A Nîmes une réunion politique devait se tenir chez le sieur Martin, cafetier, quai de la Fontaine, et on savait que les invités avaient pour mission d'élire un comité exécutif chargé de prendre en mains l'autorité et la direction des affaires. M. Baragnon fit fermer le local et dissiper les attroupements. Ce n'étaient là que des tentatives, mais bientôt l'agitation devenait générale et s'étendait à tout le département. Le club Martin à peine fermé, d'autres s'étaient ouverts, s'installant un peu partout, à l'abri des regards des curieux et de la police. Des émissaires allaient et venaient portant le mot d'ordre dans les campagnes. De sourdes rumeurs apprenaient que sur nombre de points, le coup d'Etat avait à lutter contre les populations. Des bandes se formaient qui paraissaient vouloir s'opposer aux entreprises du césarisme, et, l'exagération aidant, il semblait que le coup de force de l'Elysée dût sombrer dans un mouvement populaire. Peu à peu dans la ville que les premières affiches n'avait pas trop ému, ces bruits sinistres, ces apprêts de guerre prirent une consistance de plus en plus grande.

La réunion qui avait été tenue au café Martin (1) aîné, ne comprenait pas moins de cinq à six cents personnes, composées de délégués de différents cercles démocratiques (2) de Nîmes et des environs, surtout de la Vaunage. Il fut décidé qu'on nommerait une commission de permanence de vingt et un membres, chargée d'organiser et de diriger le mouvement insurrectionnel dans le Gard.

Elle fut tirée au sort, sur trente-deux noms mis dans un chapeau et composée comme il suit :

Léon Penchinat, avocat ; Louis Laget, avocat ; Gras, fils aîné ; Martin aîné, chapelier ; Castanet, cafetier ; Brunel, taffetasier, brigadier de la Garde nationale ; Thierry, tourneur en bois ; Guillin François, tailleur d'habits ; Plaus, cordonnier ; Encontre, libraire ; Montégut, dit *le Rouge*, employé à l'octroi ; Puech père ; Ducret, chef de locomotion du chemin de fer de Montpellier à Nîmes ; Sipeyre aîné, taffetassier ; Eugène Ducamp, avocat, maire de Cassagnoles ; Emile

(1) Le café était situé sur la Plate-Forme de la Fontaine et était le rendez-vous d'une société soi-disant de musiciens.

(2) Les cercles démocratiques autorisés à Nîmes étaient en 1851 : la société de Gras ; la société de Saillent ; le cercle de la rue Grétry et la société Martin aîné.

Chenillon, peintre ; Pauc, employé au Comptoir National ; Aimé Lyon, avocat ; Edouard, propriétaire ; Floutier.

La commission exécutive était nommée, et lorsque la force armée arriva pour exécuter les ordres qu'elle avait reçus de M. Baragnon, elle trouva le local vide, ou à peu près. M. Bérard, notaire de Nîmes, qui s'y trouvait encore, protesta contre la fermeture de l'établissement, mais par pure forme. La commission prenait pendant ce temps ses premières dispositions. Elle avait décidé, de concert avec les délégués des environs qu'elle s'était adjoints, qu'il fallait que les populations des campagnes prissent les armes et vinssent se ranger sous son commandement (1).

Mais lorsque le lendemain, 4 décembre, à trois heures de l'après-midi, Laget vint faire connaître la détermination des commissaires à la réunion républicaine qui se tenait dans le café Gras, au chemin de Sauve, il y eut des hésitations. Demians protesta, déclarant qu'on s'était trop pressé. Bousquet, l'ancien représentant du peuple à la Constituante, fut du même avis ; un délégué de Vauvert, Jalaguier, affirma qu'on ne devait pas compter sur Vauvert et termina par cette parole typique : « On ne nous a rien fait, et nous ne voulons rien faire. » Laget, lui-même, qui présidait la réunion, fut obligé de reconnaître que « l'affaire était avortée ».

De violentes colères, des menaces accueillirent ces paroles (2). On disait hautement que puisque les ordres d'insurrection avaient été donnés la veille, il fallait marcher, que les gens des campagnes avaient

(1) La proclamation suivante fut rédigée et adressée aux campagnes :

« Citoyens, un attentat nouveau vient d'être commis contre la République. Louis Bonaparte, ex-président, a dû faire arrêter les membres républicains de l'Assemblée, et a, de son autorité, dissous la représentation nationale. La République est perdue si le patriotisme de tous les démocrates ne vient pas à son secours. Aux termes de l'article 68 de la Constitution, par ce fait, le président est déchu de ses fonctions. La loi et le devoir sont avec nous : alerte donc ! aux armes ! que chaque citoyen prenne son fusil, que ceux qui n'ont pas de fusil prennent des faulx, des bâtons ; toutes les armes sont bonnes quand on a le cœur français, et qu'on veut vaincre ! Alerte ! alerte ! aux armes ! aux armes ! Vive la République !

Les membres de la commission révolutionnaire :

Encontre, Chenillon, Plaus, Lyon, Sipeire, Laget, Bouchet, Bourdy et un autre nom illisible.

Proclamation trouvée chez Dufestel à Aramon (Gorand).

(2) A ces paroles, il s'éleva un grand tumulte, on disait : « Nous sommes trahis, il y a des traîtres, il n'en sortira pas un. » Gorand, documents, p. 154.

été compromis et sacrifiés par « quelques ambitieux qui, faisant partie de la Commission, et se tenant sur la réserve, se ménageaient ainsi l'avantage d'avoir pris l'initiative, si le mouvement avait réussi, et s'étaient mis à l'abri des inconvénients en cas d'insuccès, par les soins qu'elle avait pris de se cacher à tous (1) ».

On se dispersa mécontent les uns des autres, mais le soir, les dissidents, décidés à pousser les choses de l'avant se réunirent à nouveau dans le cercle du Grand-Jardin, rue Grétry, n° 4. Là, les idées violentes reprirent le dessus, et, faisant suite aux ordres précédemment lancés par la commission exécutive, il fut décidé qu'on ferait appel aux habitants de la Vaunage et de la Gardonnenque et de tous les autres lieux où les sociétés démocratiques et sociales espéraient recruter des forces et qu'on envahirait la ville. L'attaque devait avoir lieu dans la nuit du 5 au 6.

Déjà dans les campagnes les rassemblements se formaient. Les rouges de Saint-Laurent-d'Aigouze se massaient à Codognan, où ils rencontraient ceux d'Aiguesvives et de Gallargues. Vauvert était le point de concentration des turbulents de cette partie du département. A Langlade et Calvisson se massait toute la Vaunage. Le 5 au soir, sur les sept heures, on voyait sortir de Saint-Césaire une centaine d'hommes armés qui se dirigeaient vers la montagne. Tout ce pays était en ébullition, mais la vallée du Gardon s'était plus particulièrement levée à l'appel des républicains nimois.

Le 5 au matin, une colonne forte de cent hommes partait des environs d'Alais et se dirigeait sur Boucoiran se grossissant sans cesse par l'adjonction des populations dont elle traversait le territoire (2).

A Anduze, sous la conduite de Gascuel Simon, instituteur (3), se formait une troupe qui s'augmentait rapidement des insurgés de Bagard, de Boisset et Gaujac, de Tornac, de Ribaute et de toutes les communes rurales avoisinantes. Cette colonne marchait sur Lézan, après avoir reçu les contingents de Saint-Jean-du-Gard et arriva dans le village au milieu de la nuit. Son premier soin fut de se présenter, en poussant

(1) Déposition de Léon Saillent devant la commission mixte. Goirand, p. 449 et suivante.

(2) Un témoin assurait qu'au moment de son arrivée à Boucoiran, cette colonne était forte d'environ cinq à six mille hommes et qu'elle était arrivée avec cet effectif à Fons. (Goirand p. 150).

(3) Gascuel, qui habite aujourd'hui le Havre, reçoit une pension annuelle de 4.000 francs.

des vociférations à la porte du château de M. Claris (1), le sommant de livrer toutes les armes qu'il pouvait avoir en sa possession. Après quelques pourparlers violents et malgré les menaces dont il était l'objet, M. Claris se refusa énergiquement à cette demande et eût fort probablement résisté à toutes les sommations et même à la force, si sa mère et sa sœur ne se fussent jetées à ses genoux, le suppliant d'avoir pitié d'elles et de faire ce qu'on lui demandait. La bande insurgée ayant reçu satisfaction, continua sa route et se présenta devant la maison de M. Béchard, alors juge de paix à Lédignan en le sommant de rendre ses armes, et le menaçant de faire sauter la serrure de sa porte d'entrée d'un coup de pistolet. Ce magistrat ne voulut rien entendre. Les insurgés lui auraient fait un mauvais parti, si M. Conduzorgues-Lairolles, son voisin, pasteur de l'Eglise réformée, ne fût parvenu à apaiser l'exaspération de ces forcenés.

Les routes d'Anduze et d'Alais se rencontrent à environ sept kilomètres de cette ville sur un vaste plateau, qui porte le nom de plan de la Fougasse. C'est là que toutes ces colonnes devaient se rejoindre ; c'est là que la commission exécutive de Nîmes avait concentré toutes les forces de la Gardonnenque. Quelle fut au juste l'importance de ce rassemblement ? Il est bien difficile de la connaître exactement. Il y a exagération évidente des deux côtés. De plus, ce n'est que vers minuit ou une heure du matin que la troupe insurgée fut absolument complète, et les premières heures du jour ne devaient éclairer que sa retraite qui ressemblait, à s'y méprendre, à une fuite. Il est du reste fort heureux que la situation ait pu se dénouer sans que le sang fût versé. Parmi les malheureux qui grelotaient au milieu des garrigues, il en était un très petit nombre d'exaltés, qui, par menaces ou promesses, avaient entraîné à leur suite une foule inconsciente plus préoccupée peut-être du butin

(1) M. Claris a servi dans l'artillerie, et après la guerre de Crimée, a donné sa démission. Il était capitaine. On cite de sa vie militaire plusieurs traits qui sont tout à l'honneur de son caractère.

On raconte qu'en 1818 étant à l'école d'application, il entendit un de ses camarades prononcer une parole injurieuse à l'adresse de la reine Marie-Amélie.

« Monsieur, lui dit-il, vous venez de tenir sur une femme un propos indigne de l'uniforme que vous portez. »

Un duel suivit et M. Claris fut blessé au bras. Pour la reine !

Plus tard en 1870, à Châteauroux, il réprima avec une grande bravoure, une émeute qui aurait pu lui coûter la vie sans l'intervention de M. de Valfons.

(LE JOURNAL DU MIDI, douzième année, numéro 27).

que l'on pourrait trouver à Nîmes, que de sauver en quoi que ce soit la République ou la Constitution (1).

Cependant les généraux improvisés de l'armée du désordre lançaient sur la route de Nîmes, presque jusqu'à ses portes, quelques groupes en reconnaissance. Il semblait que jusque-là, le hasard les servit à souhait et que les autorités leur faisaient la partie belle. On savait au plan de la Fougasse que l'aile droite insurrectionnelle était en mouvement, traînant après elle la Vaunage tout entière, et on se promettait un succès facile, quand un émissaire vient détruire ces illusions ; c'était M. Alfred de Perrin (2) qui arrivait au quartier général républicain avec un billet du Comité central. Il y avait contre-ordre d'attaque et il fallait, coûte que coûte, passer de l'offensive à la défensive.

Que s'était-il passé à Nîmes ? Tout d'abord l'état de siège avait été proclamé par le général de Rostolan dans un arrêté ainsi conçu :

« Nous, général de division, commandant supérieur des 7^e, 8^e et 9^e divisions militaires,

» Considérant qu'un grand nombre de communes du département du Gard se sont mises en état d'insurrection à main armée ;

» Sur l'avis et l'insistance des autorités administratives, judiciaires et municipales.

» En vertu des pouvoirs qui nous sont confiés,

» ARRÊTONS :

» Le département du Gard est mis en état de siège ;

» Le général de Lussy, commandant la subdivision à Nîmes, est nommé commandant de l'état de siège dans le département du Gard.

» Nîmes, le 8 décembre 1851.

» *Le général commandant supérieur des 7^e, 8^e et 9^e divisions.*

» Certifié véritable : — Pour le Préfet en congé :

» *Le Conseiller de Préfecture, délégué,*

» N. BARAGNON. »

(1) On rapporte que les femmes cévénoles disaient à leurs maris qui marchaient à ce moment sur Nîmes : « Aou mèn vous attacas pas as moublos ! » — Ne vous attaquez pas aux meubles ! — laissant entendre que dans les richesses qu'ils rencontreraient, il en était de moins encombrantes et de plus de valeur.

(2) Qui fut plus tard conseiller de préfecture.

M. de Lussy adressait au département la proclamation suivante :

« HABITANTS DU GARD,

» Il était temps d'en finir avec ces tentatives audacieuses qui tiennent en émoi une population entière, et qui portent la perturbation au sein de nos campagnes et de nos cités.

» Le général ROSTOLAN est venu à Nîmes déclarer en personne l'état de siège pour tout le département du Gard.

» J'avertis les citoyens que je ferai exécuter avec la dernière rigueur toutes les mesures qui sont la conséquence nécessaire de cet état de choses.

» Nîmes, le 8 décembre 1851.

L'autorité prenait donc froidement ses mesures. Tenue au courant de la façon la plus exacte des faits et gestes des insurgés, de leurs manœuvres, surveillant pour ainsi dire leurs émissaires, elle attendait l'attaque des colonnes et placée à Nîmes, au point de convergence, se préparait à les recevoir. Sous les yeux même d'une partie du Comité central, elle organisait la défense. A dix heures et demie du soir, la *Générale* était battue dans toutes les rues de la ville et la Garde nationale accourait sur ses diverses places d'armes. Une partie cependant de cette milice fit la sourde oreille à l'appel, mais la majorité y répondit, résolue à s'opposer à une nouvelle bagarre même par la force. Le 25^e de ligne, à cette époque en garnison à Nîmes, les brigades de gendarmerie occupaient déjà leurs positions respectives. Le comité central révolutionnaire espérait-il que la garde nationale déserterait la cause de l'ordre et que les insurgés n'auraient alors à faire qu'avec le régiment d'infanterie ? Comptait-il sur une diversion venant de la ville ? Supposait-il que les autorités affolées perdraient leur temps en délibérations ? C'est possible, mais il lui fut facile de voir que l'on était résolu à empêcher l'envahissement de la ville et que le parti le plus sage était de battre en retraite. Aussi lorsque la revue de tous les postes eut été passée, à minuit, par le général de Lussy entouré de M. Numa Baragnon, du colonel de gendarmerie, M. Salomon, du colonel de la garde nationale, M. de Rochemore, décida-t-il d'envoyer des émissaires à ses affidés pour arrêter la marche des colonnes insurrectionnelles. M. de Perrin, dont j'ai parlé plus haut, fut chargé d'arrêter celle du plan de la Fougasse.

Les républicains avaient échoué en divisant leurs forces ; leurs généralissimes voulurent les concentrer. Des ordres furent envoyés de toutes parts dans ce but. Ce mouvement, mal interprété, fit craindre à la ville qu'elle serait une seconde fois menacée de cette invasion.

La marche de ces bandes désordonnées laissait supposer qu'elles se préparaient de nouveau à se ruer sur le chef-lieu. Déjà, l'on avait rassemblé les troupes de défense et fait appel à la Garde nationale. Déjà, les hussards de Lunel envoyaient leurs escadrons dans toutes les directions. Nulle part, on ne rencontrait les insurgés.

Ceux-ci, résolus à se concentrer, avaient modifié leur tactique, et leurs troupes éparses avaient un rendez-vous commun, Quissac, qui est le point stratégique de jonction entre les vallées du Vidourle et du Gardon et permet le cas échéant une rapide retraite dans les montagnes, tout en ouvrant la voie de la plaine. Là, on devait attendre toutes les forces que la distance ou les hésitations, la peur ou l'indifférence avaient encore retenues. Là, on devait organiser un camp qui pourrait tenir en échec et pour longtemps les efforts de l'autorité.

La force armée de cette petite ville ne put tenir contre un aussi grand nombre d'assaillants. La caserne de gendarmerie fut envahie et les soldats désarmés. Des factionnaires furent établis à toutes les issues de la caserne, à toutes les avenues de la ville et toutes les communications avec le dehors furent interrompues. Le chef avéré de ce rassemblement fut le maire de Quissac, Eugène Conduzorgues-Lairolles(1).

Le 6 décembre, le procureur de la République du Vigan apprit que Quissac était devenu le quartier général des révolutionnaires. Il partit immédiatement avec le juge d'instruction, prit en passant à Saint-Hippolyte, où l'ordre n'avait pas été troublé, quelques compagnies de la garnison de cette ville, et arriva inopinément devant Quissac. A l'approche des magistrats et de la troupe, les héros de l'émeute et de la guerre civile, saisis d'une terreur panique, s'enfuirent dans toutes les directions (2).

(1) Conduzorgues-Lairolles avait été fait chevalier de la Légion d'honneur par Louis-Philippe en 1836, à la suite de son dévouement pendant l'épidémie cholérique de 1835.

(2) L'exemple de la lâcheté est donné par une bande de quatre-vingts nîmois qui, s'étant emparés de la caserne de gendarmerie, retenaient les gendarmes prisonniers après leur avoir enlevé les armes. (*Courrier du Gard*, 24^{me} année n° 155).

L'acte d'énergie du procureur de la République du Vigan avait renversé les dernières espérances des insurgés. Leur armée, débandée, errait dans le pays et suivant l'expression de l'un des chefs même du rassemblement « il fallait se sauver des griffes du féroce Bonaparte (1) ». Pendant que deux cents hommes, vigoureusement menés, culbutaient, sans combat, le camp de Quissac, on tenait à Nîmes un véritable conseil de guerre. Les rapports arrivés dans cette ville, grossis par la peur, présentaient la situation sous son aspect le plus sombre, et on se préoccupait d'attaquer le refuge des insurgés avec une véritable armée. Il fut heureusement inutile d'en arriver à ces extrémités. L'insurrection dans le Gard s'était dissipée d'elle-même n'ayant pas osé aborder de front les préparatifs sérieux de défense (2) faits par les autorités. Des colonnes mobiles, organisées par le général de Lussy, parcoururent le pays et eurent bientôt raison de toutes tentatives nouvelles de révolte.

S'adressant à ses concitoyens, M. Baragnon les remercia de leur attitude pendant ces heures difficiles où les craintes les plus folles s'étaient emparées de la population. La proclamation suivante fut affichée sur tous les murs de la ville.

» HABITANTS DE NÎMES,

» La République rouge a levé autour de nous son étendard et s'est déjà signalée par des exploits dignes d'elle... ; mais j'ai la satisfaction de vous annoncer que les avis qui me parviennent de différents points du département annoncent partout sa défaite.

» Gardons-nous cependant de nous endormir dans une fausse sécurité ; tous les périls n'ont pas disparu. Ils ont été jusqu'à présent éloignés par l'attitude calme et ferme de la population, par le dévouement admirable de la garde nationale et de l'armée, par des mesures prudemment concertées.

(1) Lettre à la Commission départementale des indemnités du 2 décembre écrite par Eugène Vincent. Ce dernier commandait au plan de la Fougasse 1,500 volontaires fournis par les communes de Saint-Geniès-de-Malgoirès, de Saint-Charles et de la Rouvière. Il habite Paris et reçoit une pension annuelle de 900 fr.

(2) Prévenu que des bandes insurgées venues de Saint-Laurent-la-Vernède et de Lussan avaient fait leur jonction à Larnac, à une lieue d'Uzès, avec l'intention d'attaquer cette ville de nuit, M. de Dampmartin, maire, de concert avec le sous-préfet, le procureur de la République, M. de la Bruguière, colonel de la Garde nationale, et le commandant du dépôt du 8^e léger, organisa la résistance. Apprenant par leurs émissaires les dispositions de défense faites par l'autorité, les bandes se retirèrent et ne tardèrent pas à se disperser.

» Grâce au ciel, nous n'avons eu jusqu'ici qu'à *prévenir* ; malheur à ceux qui nous auraient forcé de *réprimer* et qui auraient assumé sur eux la responsabilité du sang versé !

» Continuons à marcher dans cette voie avec prudence et résolution ; il le faut pour le salut de la société.

» Habitants de Nîmes ! si je prends encore pendant quelques jours certaines précautions qui pourront interrompre votre repos et contrarier vos habitudes, ne vous en plaignez pas, et sachez vous imposer une gêne passagère pour éviter d'immenses malheurs.

» Les cafés, cabarets et autres lieux publics devront être évacués à dix heures et demie du soir.

» Les attroupements demeurent généralement interdits et seront, au besoin, dissipés par la police.

» Tout individu, même isolé, qui sera trouvé sur la voie publique passé dix heures et demie du soir et avant six heures du matin, sera tenu de justifier d'une excuse légitime, sinon il sera immédiatement arrêté.

» Pour le Préfet en congé :

» *Le Conseiller de Préfecture, délégué,*

» N. BARAGNON. »

L'administration municipale qui avait dans ces circonstances pénibles su s'élever à la hauteur des événements et montrer une énergie peu commune s'associa aux paroles du préfet ; elle avait surtout à cœur de remercier la Garde nationale dont la discipline contribua en grande partie à écarter de la ville les malheurs dont elle était menacée.

« HABITANTS DE NIMES ! GARDES NATIONAUX !

» Vous venez d'honorer la cité par le calme, la fermeté, la dignité de votre conduite ;

» Fidèles à la voix de vos magistrats, vous avez compris que dans nos malheureux temps de dissensions civiles, il faut avant tout sauvegarder l'ordre public, garantie suprême de toute civilisation, base essentielle de toute société.

» Grâce à votre admirable discipline, à la résolution de votre attitude, vous avez fait reculer les bandes armées qui menaçaient l'inviolabilité de la commune, et vous avez épargné à la cité une page de honte et de malheurs.

» Honneur à vous donc, mes chers concitoyens !

» Honneur au brave régiment qui a partagé vos fatigues et qui a droit à notre reconnaissance.

» Habitants de Nîmes ! soyez toujours calmes, toujours fidèles aux lois, toujours dévoués au repos public, toujours confiants en vos magistrats qui ne cessent de veiller pour vous et vous aurez bien mérité de la cité.

» Le maire de Nîmes, F. VIDAL, adj. »

Si la Garde nationale de Nîmes avait d'une façon générale montré dans ces circonstances la plus grande résolution, il y avait eu cependant des défaillances. Plusieurs des miliciens étaient de connivence avec les insurgés et lorsque arriva le moment de marcher contre ces derniers, ils ne parurent pas au rassemblement. Ces dispositions de la Garde nationale étaient si connues qu'avant de tenter l'aventure du plan de la Fougasse, les révolutionnaires avaient essayé de pratiquer sur un des bataillons une tentative d'embauchage.

Eugène Ducamp se présenta le 4 décembre chez Louis Chaptal, commandant le 5^e bataillon. « Commandant, lui dit Ducamp, je suis envoyé auprès de vous par une société à laquelle appartiennent MM. Lyon, Penchinat et autres, et qui se réunit, je crois, au chemin de Sauve ; elle désire savoir si elle peut compter sur le 5^e bataillon de la Garde nationale pour marcher sur Nîmes avec les attroupements venant de divers lieux pour défendre la Constitution (1) ». Chaptal répondit que le bataillon ne marcherait que sur les ordres du colonel de la légion.

Si le 5^e bataillon ne marcha pas avec les insurgés, et fit assez bonne contenance, il n'en fut pas de même de certaines autres portions de la milice. La compagnie de cavalerie « resta sourde à la voix de la *Générale* (2) ». Les 5^e et 6^e compagnies du 8^e bataillon, officiers et soldats, ne parurent pas aux dernières prises d'armes. Aussi par arrêté du 16 décembre, les deux compagnies furent dissoutes et désarmées et il fut procédé au retrait provisoire des armes de toute nature délivrées aux gardes nationaux du 5^e bataillon qui était tout au moins douteux.

Ces dispositions d'une partie des habitants de la ville, qui n'attendaient que la venue de leurs alliés de la Gardonnenque et de la

(1) Goirand. (Documents, p. 150).

(2) Ordre du jour du 8 décembre, du colonel de Rochemore-d'Aigremont.

Vaunage pour renouveler quelque bagarre aux dépens de leurs adversaires politiques, étaient notoires. Plusieurs avaient réuni des armes et des munitions de guerre pour les utiliser le moment venu. Mais, lorsque les colonnes insurrectionnelles furent repoussées et que le danger le plus immédiat fut écarté, l'autorité militaire s'occupa de rechercher ces dépôts et organisa des visites domiciliaires qui furent principalement exécutées dans les maisons de l'avenue Feuchères.

Le Gard avait heureusement recouvré sa tranquillité sans effusion de sang (1); la partie militaire de la répression était terminée pour le département, il ne restait plus à la justice que d'assurer la punition des coupables.

Ni les socialistes, ni les jacobins du Gard n'avaient tenu sérieusement la campagne, et l'on peut dire que les chefs du parti ne se résignèrent à prendre les armes que lorsque la masse de leurs clients les leur mit pour ainsi dire de force dans les mains. M. Bousquet, l'ex-constituant, qui s'était élevé avec tant de force contre l'insurrection pendant les conciliabules qui se tenaient à Nîmes, le constatera plus tard devant la commission mixte.

« J'exprimai à MM. Lyon et Laget, mon étonnement, dit-il dans sa déposition, de les avoir trouvés dans cette réunion (2), et ils me firent comprendre très-positivement qu'ils ne s'y étaient rendus qu'à contre-cœur; ils me dirent aussi qu'il était bien fâcheux qu'ils se fussent trouvés seuls membres de la bourgeoisie républicaine, car sans cela, les premières mesures adoptées auraient échoué. »

Voilà qui fixe la nature du mouvement insurrectionnel du Gard. Mais il n'en fut malheureusement pas ainsi partout. Dans un département voisin, l'Hérault, le sang avait coulé dans des conditions d'atrocité toutes particulières (3), et il faut lire tout au long les scènes

(1) La seule affaire qui présenta un caractère sérieux, mais qui cependant, n'amena aucune collision regrettable fut celle dite du Pont d'Auzon. L'auteur, un nommé Angelard, passa en conseil de guerre sous prévention d'avoir tiré un coup de fusil sur le sieur Daniel Bourellier, sans l'atteindre, et d'avoir menacé de sa batonnette des insurgés qui voulaient reculer. Bien qu'Angelard niât ces faits, il fut condamné à dix ans de réclusion. Il est porté sur la liste des pensionnés de Décembre pour une rente annuelle de 100 francs. Angelard habite Saint-Ambroix.

(2) La réunion du café Grar.

(3) Voici, emprunté aux pièces de la procédure, le récit de la sauvage et ignoble tragédie qui se passa à Bédarieux (Hérault) le 4 décembre 1854 :

« Le 4 décembre, les insurgés dirigent un feu nourri sur la caserne de gendarmerie

épouvantables de Bédarieux qui eurent leur pendant surtout à Clamecy (Nièvre) pour en comprendre l'horreur. L'Ardèche, les Basses-Alpes, le Var, furent dans notre région le théâtre de luttes partielles dans lesquelles les forces insurgées répandues dans la campagne résistèrent plus ou moins longtemps aux colonnes envoyées contre

rie. La femme du gendarme Flacon, qui se trouvait à la fenêtre, tombe atteinte d'une balle à la tête et expire. Enfermée dans la caserne, la brigade en soutient bravement le siège, et les insurgés, désespérant d'en forcer l'entrée, mettent le feu à la porte principale.

» Chassés par les flammes et la fumée, épuisés par la lutte, trois des gendarmes, Cirq, Flacon et Lamm, se réfugient dans la maison d'un sieur Mical. Peu après, une bande d'insurgés entre dans la cour de la gendarmerie. Le gendarme Bruguère est là, blessé, étendu sur du fumier et caché par un matelas. Malaterre, Delpech, Bompayre, Gardy et autres restés inconnus déchargent sur lui leurs fusils et l'achèvent à bout portant.

» — Il faut que tout y passe, hommes et bêtes ! s'écrie Gardy.

» Et aussitôt une décharge atteint les chevaux de la brigade.

» Les insurgés envahissent la maison Mical, où Cirq, Flacon et Lamm avaient trouvé un refuge.

» Le malheureux Lamm est découvert, Malaterre, Mercadier, Denis André, Pagès lui garottent les pieds et les mains, puis le font sortir sur le seuil de la porte. Un coup de poing, asséné avec force, l'atteint à la tête, et Malaterre, tirant la corde qui lui liait les pieds, achève de lui faire perdre l'équilibre. Lamm est renversé au milieu des outrages de toute espèce : plusieurs fois il se relève, et de nouveau il est abattu. Dix fusils sont braqués sur lui. Vainement il implore sa grâce.

» — Tu ne nous as pas fait grâce quand tu verbalisais contre nous, répondent les assassins.

» Et à l'instant Malaterre, Pagès, Gardy, Denis, Bonnafous font feu sur lui, et le tuent. Chacun, à l'envi, s'acharne sur son cadavre; Barthès le frappe de son sabre et Ruffet d'une broche. »

La malheureuse femme de Lamm, cachée dans une maison voisine, eut la douleur d'être presque spectatrice du martyre de son mari. Voici comment elle a raconté cette scène devant le juge d'instruction :

« Pendant que j'étais réfugiée chez Couvi, dans le haut de sa maison, près d'une petite fenêtre, non loin du lieu du crime, j'entends distinctement la voix de Mathieu Vènes dire, en jurant et en cherchant dans la maison Mical : « Ils sont ici. Il nous les faut morts ou vifs. » A force de chercher, ils découvrirent mon mari derrière les tonneaux. Je l'entendis encore dire au moment où il le découvrit : « Ah ! tu es ici ! Maintenant nous te tenons. » On lui attacha les mains derrière le dos. Mon mari lui demanda grâce et, s'adressant à l'un d'eux, il lui dit : « Pagès, je te demande grâce ! » A quoi Pagès répondit : « Tu ne m'as pas fait grâce à moi, et tu es cause que je n'ai pas vingt sous par mois. » Mon mari lui répondit : « Je t'en donnerai quarante de plus s'il le faut. Fais-moi grâce ! » Il y fut répondu qu'il n'y avait pas de grâce. Parmi ceux-là, j'ai reconnu la voix de Pradal, et aussitôt trois coups de fusil furent tirés sur mon mari au moment où il criait : « Grand Dieu ! ayez pitié de moi ! »

eux. Un fonctionnaire, que nous verrons peu après placé à la tête du département du Gard, le préfet Pougeard-Dulimbert, déploya à Perpignan la plus grande énergie et comprima toute velléité de résistance armée.

Ainsi de tous côtés, le parti républicain ou socialiste n'hésitait pas à

Peu d'instants après, la femme Lamm devient, près du cadavre de son mari, l'objet des brutalités obscènes de l'accusé Miquel. Cazals, qui veut la défendre, est frappé d'un coup de crosse sur la tête.

Les pièces de procédure poursuivent :

« Le maréchal de logis Léotard, blessé et n'ayant plus de munitions, était monté dans une des pièces du second étage de la caserne en feu.

» Vers trois heures du matin, Mercadier, Mas, Pagès, Vergelly, Gardy, Sa'asc, Carrière y pénétrèrent armés de leurs fusils. Salasc éclaire les autres avec une chandelle. Léotard frappe sur le bras de Salsa : la chandelle tombe et s'éteint,

» Malgré l'obscurité profonde les assassins serrent de près Léotard : ce dernier se précipite sur Mas et lui égratigne le visage et les mains. Mais la lutte est trop inégale : Léotard est renversé et des coups de fusil lui sont tirés de si près que le feu prend à son uniforme. On apporte une lumière et c'est alors qu'ont lieu des scènes d'une atrocité presque incroyable.

» Un des meurtriers, Carrière, outrage le cadavre de Léotard en urinant dans sa bouche, pour lui donner, dit-il le coup de grâce. Deux autres passent sur le cadavre. Gardy, appuyant son pied sur la poitrine de Léotard, disait qu'il voulait faire comme ces bouchers qui pressent la poitrine des animaux pour leur faire rendre tout leur sang. Barthès enfonce son sabre dans le cadavre.

» Les insurgés s'emparent des provisions que renfermait le logement des gendarmes. Ils mangent le souper que la femme Bruguière avait préparé pour son mari, la première victime des insurgés. Quelques-uns de ces cannibales mangent et boivent assis sur le cadavre du maréchal des logis. » *Histoire des Conseils de guerre de 1852*, p. 454 et suiv. (Paris 1869.)

Or voici, relevés dans le *Bulletin des lois* n° 4403, quelques types de pensionnés pour cette affaire de Bédarieux, avec rappel des condamnations qui furent prononcées, analyse des états de service d'après les pièces de la procédure :

CONDAMNÉS À MORT (*par contumace*)

Baumont (Lucien), actuellement 516. El-Street, Saint-Louis (Etats-Unis). —	
Rôle relativement effacé dans l'assassinat des gendarmes..... Rien que.....	800
Frié (Thomas) dit Caramaou, à Bédarieux. — Rôle presque aussi effacé que ce'ui de Baumont..... Recolt.....	4000
Malaterre (Fulcrand), à Bédarieux. — Joua le principal rôle dans l'assassinat du gendarme Lamm. Seulement n'assistait pas à la scène hideuse chez le maréchal des logis Léotard. Cette absence lui a fait du tort et il a ainsi manqué le maximum..... Rien que.....	4100
Mas (Hippolyte), à Bédarieux, faubourg Saint-Louis. — Joua le principal rôle dans l'assassinat du brigadier Léotard, avec lequel il lutta personnellement... Cela valait bien	1200

recourir à la guerre civile, au meurtre et au bouleversement social pour essayer de s'emparer lui aussi du pouvoir et de faire tourner à son profit le coup d'Etat du président de la République. Il est pourtant un département voisin du nôtre qui fait exception à la règle ; c'est Vaucluse et en particulier Avignon. La Révolution du 2 décembre trouva, dans cette ville, le parti républicain dans un désarroi complet.

Pradal (Jean) dit la Rose, actuellement à Montpellier. — Avait dit : « Pas de grâce ! » en parlant du gendarme Lamm et avait, sans nul doute, agi en conséquence	1000
Vénrs (Mathieu), actuellement à Mazamet (Tarn). — Avait dit : « Ils sont ici. Il nous les faut morts ou vifs ! » Mais son rôle personnel comme massacreur ne fut pas aussi nettement déterminé que celui des autres.... Aussi n'a-t-il que.....	100

CONDAMNÉS A MORT (contradictoirement)

Barthès (Jean-Baptiste) dit le Maigre, à Bédarieux. — C'est lui qui mit le feu à la caserne de gendarmerie.... Action d'éclat.....	1200
Calas (Etienne) dit la Canne. — Ses héritiers reçoivent ensemble	1000
Carrière (Pierre). — Celui qui sous le prétexte de lui donner le coup de grâce, urina dans la bouche du maréchal des logis Léotard.... Sa femme, Marie-Emilie-Geneviève Carrière reçoit.....	1200
Delpèch (Jean). — Un de ceux qui tuèrent à bout portant le gendarme Bruguière, déjà blessé dans le combat... C'est très probablement son fils, Delpèch (Jean-Baptiste), résidant à Clermont-l'Hérault qui reçoit pour cela....	900
Gardy (Louis) garde-barrière du chemin de fer à Mèze (Hérault). — Fut un de ceux qui achevèrent à bout portant le gendarme Bruguière. C'est lui qui, entrant dans la cour de la caserne, s'était écrié : « Il faut que tout y passe : hommes et bêtes ! » et avait tiré des coups de fusil sur les chevaux de la brigade. On le retrouve ensuite assassinant le gendarme Lamm, puis le maréchal des logis Léotard. Dans cette journée-là ce brigand a été partout. Aussi émerge-t-il le maximum	1200

CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS

Bompayre (Jacques) surveillant au chemin de fer à Bédarieux. — Un de ceux qui achevèrent à coups de fusil le gendarme Bruguière. Parait n'avoir pris part ni à l'assassinat de Lamm, ni à celui de Léotard. Est grand tort car aujourd'hui il n'a que.....	800
Bonafous (Justilien), actuellement à Pézenas (Hérault). — Un des assassins du gendarme Lamm	1200
Miquel (Fulcrand), à Bédarieux. — Celui qui, près du cadavre du gendarme Lamm, se livra à des brutalités obscènes sur la personne de sa veuve. S'il eût réussi, il eût eu peut-être 1200 francs. Il échoua et n'a que	1000
Salasc (Joseph-Frédéric). — Celui qui éclairait les assassins du maréchal des logis Léotard et prit, du reste, une part personnelle à cet assassinat... Ses deux enfants, ensemble....	700

Dès l'annonce du coup d'Etat, le directeur du *Républicain de Vaucluse* Guiraud, s'était enfilé, accompagné de ses fidèles. Le parti légitimiste eut l'honneur de protester courageusement, au nom de la liberté étouffée et de la Constitution violée. Il le fit dignement, fermement, mais n'entama pas avec les prétoriens une lutte fratricide dont l'issue ne pouvait être douteuse et ne devait que compromettre la cause qu'il défendait.

Je dois dire quelques mots de cette attitude, si opposée à celle du parti républicain, car parmi les protestataires figure un de nos compatriotes, qui dirigeait à ce moment le journal *l'Etoile de Vaucluse*. MM. Charles Pascal et H. Poussel (1) insérèrent dans cette feuille la protestation suivante :

« Nous protestons avec énergie contre la violation manifeste et audacieuse de la Constitution, et nous le faisons ici, bien haut, dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité publique qu'on invoque, au nom des droits et des devoirs que consacre formellement le pacte fondamental juré par M. Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République » (2).

MM. Poussel et Pascal payèrent de leur personne (3) cet acte de courage, et ne furent pas plus épargnés que les fauteurs de désordre ou les provocateurs à la guerre civile.

Pendant que la province s'agitait dans des troubles sans issue, Paris avait eu aussi à souffrir de l'émeute. Il avait vu les prétoriens du révolutionnaire de l'Elysée envahir ses boulevards, bombarder ses rues et ses maisons, et là aussi la main de la mort s'était appesantie apportée par des Français à d'autres Français, au milieu de barricades enfantées par une résistance devenue inutile. Aux fusils

(1) M. Poussel avait été rédacteur de *l'Etoile du Gard*.

(2) Supplément de *l'Etoile de Vaucluse*, du 3 décembre 1851.

(3) MM. Henri Poussel et Pascal, le premier directeur, le second rédacteur de *l'Etoile de Vaucluse*, déployèrent un grand courage et furent jetés dans la prison du Palais des Papes d'où ils ne sortirent que pour être condamnés par la commission mixte de Vaucluse. M. Pascal se trouvait le neveu de M. Casabianca, ministre des finances dans le cabinet du coup d'Etat ; il était difficile qu'il ne fût pas gracié. Quant à M. Poussel, c'était vraiment un caractère : interné à Thionville d'abord, puis à Besançon, il repoussa les bons offices de M. de la Rochejacquelin, et refusa constamment tout ce qui pouvait abréger sa peine. Les années ont passé sur lui sans le ployer et, récemment, on l'a vu refuser sa part d'indemnité accordée aux victimes du 2 décembre, en disant noblement qu'il ne voulait rien devoir à des gens qui proscrits autrefois, étaient devenus proscriptionnaires à leur tour. (*Henri de France* p. 129, par de Pène).

du coup d'Etat, les républicains avaient imaginé d'opposer les pavés de l'insurrection, convaincus d'avance de l'inutilité de leurs efforts, mais acceptant la lourde responsabilité du sang versé et des vies fauchées sans résultat possible.

Mais revenons à Paris et retrouvons nos compatriotes qui siégeaient sur les bancs de l'Assemblée Nationale. La salle des séances avait été violée et les représentants mis dehors par une soldatesque payée et avinée. Les représentants de la Droite coururent chez M. Daru. C'est là où nous trouvons un des mandataires du Gard. M. Daru demeurait rue de Lille, près le Palais-Bourbon, et était vice-président de l'Assemblée. Réunis, les représentants descendirent dans la rue et marchant trois par trois se présentèrent à la Porte-Noire (1). L'armée les refoula brusquement chez M. Daru. Les représentants allaient délibérer quand on leur annonça qu'ils étaient cernés et allaient être envahis. Il n'y avait pas une minute à perdre. M. Benoist d'Azy, député du Gard, dit : — « Messieurs, allons à la mairie du dixième arrondissement, nous pouvons délibérer là sous la protection de la dixième légion dont notre collègue, le général de Lauriston, est colonel (2) ». On obéit. « Le hasard fit que les hommes de la majorité tinrent la droite de la rue et les hommes de la minorité la gauche. Personne n'avait d'écharpe. Les passants regardaient avec surprise et ne semblèrent pas comprendre ce que c'était que cette procession d'hommes silencieux (3). »

C'est dans la salle du premier étage de la mairie que se réunirent les représentants. M. Benoist d'Azy présida cette assemblée concurremment avec M. Vitet. Parmi les secrétaires était un autre des députés du Gard, M. Chapot (4). La séance, au milieu de ce désordre des pensées et des hommes avait quelque chose de solennel et de particulièrement grave dans ces circonstances suprêmes. Presque tout les membres présents appartenaient à la droite.

« Le premier moment fut tragique. Berryer fut bref, logique et sérieux. — On commença par ce cri ! — Que faire ? — Une déclaration,

(1) On nomme ainsi la porte du Palais-Bourbon qui ouvre sur la rue de Bourgogne.

(2) *Histoire d'un Crime*, tome 1. p. 80 -- Victor Hugo.

(3) *Histoire d'un Crime*, p. 99, tome 1.

(4) Le père de Chapot était un architecte distingué, Jacques-François Chapot, né au Vigan, 1787. Il fit les maisons d'Urre et de Saint-Angé Fournier, le château de M. de Trinquelagues à Dions. Il mourut à Nîmes en novembre 1857. Un de ses frères, Modeste Chapot, est le grand-père des abbés Chapot.

dit M. de Falloux. — Une protestation, dit M. de Flavigny. — Un décret, dit Berryer.

» En effet une déclaration, c'était du vent ; une protestation c'était du bruit ; un décret, c'était un acte. On cria : Quel décret ? — La déchéance, dit Berryer. — La déchéance c'était la limite extrême de l'énergie de la droite » (1). Et d'un mot, Victor Hugo auquel j'emprunte les lignes précédentes dépeint, en effet, la situation. « A la déchéance la légalité finissait ; à la mise hors la loi, la révolution commençait et la gauche prononça la mise hors la loi, dans sa réunion de la rue Blanche ». Toute la distance qui sépare les deux pôles actuels de la société. Les uns scrupuleux de la légalité, les autres enthousiastes de la révolution. Les uns, préoccupés du pays et des conséquences terribles d'une secousse où se heurtent dans un choc sanglant, les passions, les intérêts, les haines, les autres jetant dans la rue les combattants frères hier, ennemis demain, sans souci des ruines accumulées et de la réprobation de la postérité. La légalité se dressait devant l'Elysée, terrible dans sa simplicité, audacieuse dans sa faiblesse, et d'autant plus éloquente qu'elle n'appelait à son service ni armes, ni défenseur. Elle était et restait elle-même. A mon sens, les barricades de la Révolution, si hérissées de combattants qu'elles fussent, n'ont rien de comparable à cet acte grand de l'opprimé se dressant devant l'oppressur le droit à la main et se faisant immoler sans résistance, pour le proclamer haut et ferme.

Berryer fut là magnifique. Le parlementaire était devenu lion et il personifiait en quelque sorte la Droite entière, faisant décret sur décret, accumulant devant l'infamie de l'Elysée les barrières légales pour obliger le président à fouler aux pieds non-seulement la Chambre, mais la loi elle-même, dans toute sa majesté. Et, par décret, Berryer déclarait en forfaiture quiconque attentait à l'inviolabilité parlementaire, et ordonnait la mise en liberté des représentants criminellement prisonniers.

On peut, comme Victor Hugo, comme tous ceux qui ont voulu défendre l'insurrection de 1851, blâmer cette attitude, on ne lui ôtera rien de sa grandeur, de sa noblesse, de son courage. L'histoire enregistre encore le spectacle grandiose de ces sénateurs romains qui devant les envahisseurs gaulois siégèrent sur leur chaise curule et tombèrent dans une majesté silencieuse sous les coups de l'ennemi sans opposer la moindre résistance. Drapés dans leurs hautes et suprêmes

(1) *Histoire d'un Crime*, tome I, p. 404.

mes fonctions, ils nous apparaissent encore comme enveloppés d'une auréole de patriotisme et de haut courage,

Le même spectacle se représente dans cette réunion du dixième arrondissement où les mandataires de la nation s'étaient réfugiés, chassés du temple national par la force, mais se retrouvant eux-mêmes, dans la plénitude de leur droit, de leur mission inviolable et parlant au nom de la loi, le seul langage qui pût être de mise devant les baïonnettes prétoriennes.

Il m'est particulièrement agréable d'avoir à mettre à la tête de cette réunion pacifique de la loi contre la Révolution victorieuse, le nom de l'un de nos compatriotes, Benoist d'Azy.

Ceux de la gauche voulurent faire un appel aux armes, la Droite s'y refusa et un incident dans lequel il joue un rôle marquant, montre quel infranchissable fossé séparait les conservateurs des agitateurs révolutionnaires.

Au fort de la mêlée des 4 et 5 décembre, J. F... et d'autres représentants rouges ayant été trouver M. Benoist d'Azy, en avaient été fort mal reçus. M. Benoist d'Azy venait d'être mis en liberté.

— Nous ne pouvons parvenir, disait J. F., à soulever les faubourgs ; peut-être vos exhortations y réussiraient-elles mieux que les nôtres.

— Je vous trouve bien osés de vous adresser à nous, répondit M. Benoist d'Azy ; sachez que loin d'être vos alliés, nous sommes vos ennemis, comme nous l'avons toujours été. Jamais nous n'avons cessé et nous ne cesserons jamais de voir en vous et vos pareils la cause de tous les malheurs de notre pays. Loin d'être prêts à servir vos projets, nous serons les premiers à nous porter en aide à ceux qui se lèveront pour vous combattre.

La réunion de la mairie du dixième arrondissement céda à la force et les membres qui la composaient furent arrêtés par un bataillon de chasseurs et conduits à la caserne d'Orsay. Il y avait là MM. Bécard, Benoist-d'Azy, Chapot, de Larcy, Roux-Carbonnel (1), de Surville, qui quelques heures après furent transportés au Mont-Valérien.

De toutes parts le césarisme était vainqueur. Il avait brisé par la mitraille les velléités de résistance, s'éclaboussant du sang des victimes et n'avait pas reculé devant la honte de la main mise sur la loi, le droit et la justice. Il n'avait ressenti aucun frémissement à violer ce

(1) Quand à son retour à Nîmes on interrogea M. Roux-Carbonnel sur cette mésaventure, il répondit : « Je pardonne à Bonaparte d'avoir fait son coup d'Etat, mais ce que je ne lui pardonne pas c'est de m'avoir enfermé. »

qu'il avait juré, et à déchirer le pacte intervenu entre la nation et lui. En quelques jours tout ce qui reliait la France à Louis-Bonaparte avait disparu et de tout ce mécanisme parlementaire, inventé pour faire respecter les droits du pays, plus rien ne restait qu'une soldatesque victorieuse et des fonctionnaires, tournés déjà vers le soleil levant (1).

Le président restait seul du pouvoir politique, debout et victorieux. Il fallait consacrer cette victoire, obtenue par la violence, d'un semblant de droit. Il fallait laver le crime dans la légalité, car la légalité recouvre toujours sa puissance, et celui qui l'a le plus méprisée est obligé ensuite de venir se courber devant elle. La révolution du 2 décembre allait se soumettre au jugement du peuple. Avec une habileté indéniable, l'Elysée tenait essentiellement à ce que cette consultation fût faite aussi vite que possible. De ces départements ensanglantés par des crimes atroces, de ces campagnes que l'insurrection avaient traversées, de ces villes où la guerre civile avait allumé les haines les plus fraticides, il ne devait partir qu'un seul cri, celui de la délivrance, et si l'on peut porter un jugement, à certains égards paradoxal, on pourrait presque dire que le plébiscite du 2 décembre aura été ce que la révolution elle-même l'aura fait. Les populations montreront d'autant plus d'empressement à répondre affirmativement aux questions de Bonaparte qu'elles auront assisté aux incidents les plus sanglants et les plus terribles.

Pour le peuple, que les subtilités de la politique ne touche pas, la question allait se poser nettement entre l'anarchie et son hideux cortège de ruines et de crimes et Louis-Napoléon Bonaparte avec l'ordre et un régime légal assuré. Le spectacle qu'avait donné l'insurrection n'avait rien qui pût rattacher le pays à la cause socialiste. Partout on avait vu, dès que la débandade avait commencé, les chefs se soustraire les premiers aux poursuites, laissant les malheureux paysans qu'ils avaient entraînés aux prises avec la vindicte des lois. « Ainsi, dans

(1) Dès que le coup de force eut réussi, le ministre de l'Intérieur, de Morny, exigea de tous les fonctionnaires, non, comme on l'a dit, une adhésion écrite, mais une prestation de serment que les préfets furent chargés de recevoir au nom du gouvernement. M. Baragnon convoqua tous les fonctionnaires à la préfecture et leur annonça la volonté du ministre. Il ajouta que bien que ses instructions exigeaient une prestation de serment immédiate, il leur accordait cependant quarante-huit heures de réflexion.

Le général de Lussy lui fit observer qu'il prenait là une grande responsabilité.

— Il vaut mieux, répondit M. Baragnon, qu'un seul soit destitué que si plusieurs devaient l'être.

le Var, les avocats sans cause, les médecins sans malades, les dissipateurs sans ressources qui s'étaient faits les généraux du pillage et de l'assassinat se hâtèrent dès que l'heure du péril eut sonné, de passer la frontière, emportant avec soin le produit du pillage. Quant à la vile multitude des frères et amis elle était bonne à mitrailler, à emprisonner. Sans montrer plus de courage, les meneurs, de notre département n'allèrent pas si loin ; après avoir mis en mouvement tous les contingents révolutionnaires, ils ont reculé devant leur œuvre et se sont enfuis. Trahison et lâcheté, voilà le reproche que peuvent leur adresser leurs dupes (1) ».

Les agents du pouvoir exécutif ne tenaient pas un autre langage.

« J'arrive au milieu de vous, écrivait M. Bourdon, le nouveau préfet du Gard, dans de graves circonstances, mais lorsque déjà l'éclatante défaite de la démagogie dans les rues de Paris et sur tous les points du pays a rassuré la France. Quelles que soient vos opinions politiques, vous êtes des hommes d'ordre, et vous avez accueilli en bons citoyens la grande mesure de salut public prise par le chef de l'Etat. Vous avez compris qu'il s'agissait bien moins d'une lutte entre les pouvoirs que d'une guerre sociale dont il fallait avant tout préserver la patrie. Louis-Napoléon, c'est le génie de l'ordre envoyé par la Providence pour terrasser la démagogie. »

Et, de fait, on peut se demander ce qui fût advenu, si au lieu de ces bandes sauvages ou effarouchées, audacieuses ou timides que le socialisme déchaîna sans plan, sans ressources, sans but à travers la France, le pays, conservateurs ou républicains, se fut renfermé dans le mépris, opposant à la violation de la loi la protestation de tout homme de cœur. La question n'eût plus été posée entre la terreur de bandits déchaînés, ou celle de baïonnettes victorieuses, elle se fût posée alors entre le droit outragé et l'insulte à la loi, entre la justice et le crime et peut-être les destinées de la France eussent été changées.

Le parti bonapartiste n'avait alors que des racines étroites dans le pays, ne vivant guère que de son ascendant sur l'armée, et le peuple s'il eût eu à se prononcer avec la froide raison, avec les souvenirs, avec les exemples qui l'entouraient, aurait probablement infligé une dure leçon à celui qui avait foulé aux pieds la représentation nationale. Les folies insurrectionnelles furent la meilleure préface du plébiscite du 20 décembre.

Le préfet crut devoir expliquer la portée du vote prochain et une

(1) *Courrier du Gard* (31^e année, n° 457).

fois de plus dans la proclamation que l'on trouvera ci-dessous, agite ce spectre de la démagogie en furie dont les excès se colportaient de bouche en bouche.

« HABITANTS DU GARD,

» Dans trois jours, l'urne du scrutin va s'ouvrir ; le peuple français, solennellement convoqué dans ses comices, est appelé à prononcer sur ses destinées.

» Louis-Napoléon — il nous l'a dit lui-même — n'a accompli que la moitié de sa tâche ; la société, qu'il vient d'arracher aux mains hideuses et sanglantes de la démagogie, il veut en assurer à jamais le repos par de fortes institutions, dont il a posé les bases dans sa proclamation du 2 décembre.

» Pour mener à fin cette grande œuvre, il demande à la nation de lui continuer, pendant dix ans, les pouvoirs qu'elle lui a confiés en 1848.

» Vous répondrez, habitants du Gard, à son loyal appel. Dieu, en lui inspirant, pour le salut de la France, un acte de suprême courage, et en lui donnant la force de l'accomplir, nous dit assez qu'il l'a choisi pour être l'instrument de notre délivrance, et qu'il continuera de bénir ses magnanimes efforts.

» Vous tous donc qui croyez à tout ce qui est saint sur cette terre : à la religion, à la famille, à la propriété, qui viennent de courir de si grands périls, reconnaissez dans l'élu du 10 décembre l'élu même de la Providence, destiné par elle à consolider, après les avoir sauvés, ces augustes bases de toute société, ces biens précieux de l'humanité.

» Oubliez autour de son nom vos dissentiments politiques ; unissez-vous, enfants d'une même patrie et d'un même Dieu, pour le salut des principes éternels et des intérêts sacrés qui vous sont communs.

» Vous-mêmes, hommes bons et honnêtes, que des pervers ont un instant égarés et qu'ils ont lâchement abandonnés au moment du péril, revenez à nous avec confiance.

» Nous ne repoussons que les méchants qui vous ont trompés et que poursuit la juste vindicte des lois.

» Quant à vous, nos rangs et nos cœurs vous sont ouverts. Réparez, par un vote patriotique les alarmes que vous avez causées à votre pays ; montrez que, si vous avez eu un instant d'erreur, vous êtes toujours de bons citoyens et de bons Français ».

La question était posée au peuple dans les termes suivants.

« Le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour faire

une Constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 décembre. »

Les électeurs devaient répondre par *oui* ou par *non*.

Le scrutin fut ouvert au chef-lieu de chaque commune le samedi 20 décembre, à huit heures du matin et suspendu à quatre heures du soir, pour être repris le lendemain dimanche et fermé définitivement ce jour-là. A l'appel de son nom tout électeur devait remettre au président du bureau son bulletin fermé ne portant que cette seule indication : oui ou non. La ville de Nîmes fut partagée en quatre sections électorales, composées comme il suit :

La première, des trois premières sections urbaines : son bureau au Palais de Justice.

La deuxième, formée des 4^e, 5^e et 6^e sections et du hameau de Courbessac : son bureau, place Saint-Charles, maison Gide.

La troisième des 7^e, 8^e, 9^e, et 11^e sections : son bureau au Palais de Justice.

La quatrième des 10. et 12^e sections : son bureau à la gare de l'Avenue Feuchères.

Il y eut dans la ville 10.184 votants sur lesquels 126 remirent des bulletins dont l'annulation dut être prononcée. Les résultats furent les suivants.

1 ^{re} section	oui	1.389	non	1.036
2 ^e —	—	2.044	—	519
3 ^e —	—	1.464	—	581
4 ^e —	—	1.696	—	1.329
Soit au total		6.593	oui.	3.465 non.

L'ensemble du vote dans le Gard tel qu'il fut arrêté par la commission instituée pour le recensement des votes et qui se composait de MM. Boyer, Teissier et Pérouse, membres du Conseil général, donna les résultats suivants :

Oui, d'après les procès-verbaux	70.229	
d'après les bulletins annexés	54	
bulletins oui	70.283	70.283
Nox, d'après les procès-verbaux	18.875	
d'après les bulletins annexés	44	
	18.919	18.919
Le nombre des bulletins annulés s'éleva à	475	
Ce qui donne un total général de votants de	89.677	(1)

En décembre 1848, Bonaparte n'avait obtenu que 39,390 suffrages (tome I, p. 345).

Les bulletins affirmatifs s'élevaient dans la France entière
 au chiffre de (1) 7.459.216
 Et les bulletins négatifs ne parvenaient qu'à celui de. . . 640.737
 Nuls. 36.820
 L'armée avait été, elle aussi, appelée à se prononcer sur le coup
 d'Etat.

Dans l'armée de terre 243,854 hommes participèrent au vote.

Sur ce nombre 226,641 dirent oui, 16,348 dirent non.

Dans l'armée de mer, 14,679 votèrent affirmativement et 4,830 négativement, sur un chiffre de 19,926 votants.

Le coup d'Etat était terminé, la révolution sociale était vaincue au profit de la révolution césarienne. Celle-ci ne s'endormait du reste pas. Dans ces quinze jours de lutte, de combat, de répression, elle avait vigoureusement opéré, non-seulement contre les rebelles, mais dans le domaine exclusif de l'administration. Le Président organisait à coups de décret son gouvernement. Son ministère avait été réformé dès la première heure avec des hommes tout dévoués à la politique présidentielle. Il avait nommé une commission gouvernementale consultative (2) de soixante-dix-neuf membres, faisant appel à tous les noms qui dans ces dernières années avaient brillé de quelque éclat, en attendant la réorganisation du Corps législatif et du Conseil d'Etat. Par mesure de sûreté générale, il avait disposé que tous les repris de justice en rupture de ban et tous les affiliés à des sociétés secrètes pourraient être transportés à Cayenne ou en Algérie. Enfin pour rassurer la nation sur le terrain religieux, il avait par décret rendu au culte catholique le Panthéon en lui restituant son ancien vocable « église de Sainte-Geneviève ».

J'ai dit plus haut que sous la terreur imprimée au pays par des bandes socialistes et les énergumènes de Clamecy et de Bédarieux, le peuple devait infailliblement, par cet esprit de réaction naturel à toute société humaine, se réfugier dans les bras du sauveur énergique qui se présentait à lui. Le plébiscite en donne une preuve qu'on ne saurait dédaigner. Ainsi pendant que le Gard, où tout s'était borné à un simulacre d'insurrection, à un simulacre de campagne et à un simulacre de

(1) Une médaille commémorative fut frappée en l'honneur du plébiscite. Sur le revers, on voyait une Renommée portant sur une longue écharpe le nombre des suffrages obtenus le 20 décembre, et ces mots formant la légende : *Vox populi, vox Dei*.

(2) Il n'y avait dans cette commission pas un seul membre appartenant au Gard.

jeu d'enfant, les votes négatifs atteignaient à peu près les deux neuvièmes des votants, tandis que dans la Nièvre il y avait à peine 1600 non contre 75,000 oui ; dans le Var, 4,000 contre 94,000 ; dans le Cher, 2,000 contre 67,000 ; dans les Basses-Alpes, 460 contre 2,300,

L'Hérault et Vaucluse présentaient un spectacle différent. Dans le premier département, surtout au chef-lieu, M. de Falloux avait prêché l'abstention et Montpellier donna une majorité de 61 voix aux bulletins négatifs (1). L'ensemble des votes du département portait 14,377 non pour 60,336 oui, et il est hors de doute que sans les scènes ignobles de Bédarieux, ce dernier chiffre eût été plus faible. Vaucluse ne donna que 40,743 oui, contre 6,876 non, et on se souvient de l'attitude énergique des légitimistes d'Avignon.

Mais comme le disait de la Guéronnière, la France avait répondu *oui* à la nécessité de son salut ; elle avait répondu *oui* à la défaite de la démagogie ; elle avait répondu *oui* au triomphe la civilisation sur la barbarie.

Le fait était accompli, irrésistible, fatal ; la Révolution triomphait, non celle de l'émeute, mais celle du césarisme. La société pouvait se considérer comme sauvée du désordre, de la ruine. Elle pouvait, après l'effroyable agitation de ces trois dernières années, les secousses périodiques, les agitations tumultueuses, les épouvantes de cette longue et pénible période, respirer enfin, se ressaisir tout entière et redevenir elle-même. Il ne restait plus devant la voix du pays qu'à s'incliner.

« Le peuple Français vient de confier au Président de la République une redoutable et sainte mission.

« Rétablir l'ordre moral et matériel, bases essentielles de toute société ; anéantir le socialisme, négation audacieuse de l'autorité humaine ; rassurer le crédit public et l'industrie, telles sont aujourd'hui les conditions suprêmes du salut public. »

Telles étaient les premières paroles que la municipalité nimoise adressait à ses concitoyens à la suite de la journée du 20 décembre, et elles résumaient certes le sentiment public. Et plus loin, dans la même proclamation, le chrétien apparaissait, car l'homme qui signa les lignes qui précèdent et celles qui suivent fut toujours l'exemple le plus pur de l'homme religieux et droit.

« Conformément aux ordres du gouvernement, un *Te Deum* sera

(1) Les abstentions s'élevèrent à 460,126 voix.

chanté afin d'appeler la bénédiction du Ciel sur la France, et sur la grande mission confiée au Président de la République.

» Habitants de Nîmes, inclinons-nous au pied des autels et prions avec foi pour notre glorieuse France, la France de Louis XIV et de Napoléon. Plus les circonstances sont solennelles, plus nous devons adorer les impénétrables desseins de la Providence ; respecter religieusement le Pouvoir, c'est assurer l'avenir.

Le Maire de Nîmes, AD. BLANCHARD, adj.

Que faire, en effet, dans ces heures de crise, sinon de remercier le Ciel d'avoir épargné au pays le spectacle douloureux des folies révolutionnaires et de l'avoir arrêté au bord du précipice ouvert sous ses pas ? Il n'y avait qu'à se confier à la Providence et à demander à Dieu de protéger la France en inspirant celui qui en était, à ce moment, l'instrument.

Il est impossible de ne pas s'arrêter un instant sur ce coup d'Etat du 2 décembre, qui présente tant d'analogie avec celui de Brumaire. Là aussi, la révolution victorieuse, maîtresse des destinées du pays, s'était vue arrêtée dans sa marche vers l'anarchie par le césarisme, et, comme en 1851, elle enfantait son propre meurtrier. Enseignement inoubliable ! il nous a été donné de voir le César de 1851 tomber comme son prédécesseur sous l'invasion étrangère.

Aujourd'hui pour la troisième fois la Révolution a levé la tête, foulant aux pieds, droits, justice, libertés, et déjà il semble qu'elle flotte entre l'anarchie et la dictature. Demain, peut-être, car les événements se précipitent, la dictature sera-t-elle appelée à contenir violemment l'anarchie pour s'écrouler ensuite brutalement, et la nation pourra voir dans la périodicité de ces désastres engendrés par le vertige révolutionnaire ce qu'il en coûte de se séparer de ses traditions chrétiennes et royalistes.

NOTE

On sait que le 30 juillet 1884, une loi était promulguée établissant une indemnité viagère et annuelle à ceux qu'on a appelé solennellement « les Victimes du coup d'Etat. »

La chambre républicaine préleva sur le budget six millions à titre « de réparation

nationale, et plus tard, le 7 avril 1882, augmenta de deux millions cette allocation budgétaire.

Le Gard fut compris dans cette répartition pour 213.910 francs, répartis entre les personnes dénommées à la suite du décret daté de Mont-sous-Vaudrey, le 8 septembre 1882.

J'extraits du Bulletin des Lois, la liste des pensionnés de Nîmes.

Alibert Paul	400
Antonin Ferdinand.....	400
Aubert Numa.....	300
Bourry Jacques-Dieudonné	300
Brunel Claude.....	400
Brunet Louis-Alexandre.....	300
Brunet Louis-Pierre.....	400
Carrier femme Roussel.....	200
Caulet veuve Castanet.....	400
César Antoine	266
César Armand-Hippolyte.....	266
César femme Sabatier.	266
Chabrier Antoine-François	200
Cherey Gustave-Joseph.....	1000
Crouzier (veuve) née Roussière.....	200
Dumont Léon	800
Dupuy François.....	400
Encontre Pierre-Germain.....	600
Fauque (veuve) née Roustant.....	300
Ferrier Joseph.....	300
Fontanieu Clémence femme Payet.. ..	250
Fontanieu Joséphine femme Bedos.....	250
Gadan Justin.....	500
Génieys (veuve) née Maurin.. ..	200
Gras Anna femme Julian.....	400
Gras Auguste-Philippe.....	1000
Gras Adolys.. ..	200
Gras Césarine femme Brouillet.....	400
Gras Emile.....	200
Guillaume Pierre.....	800
Jourdan Jean.....	300
Laford (veuve) née Vanel.	200
Lapierre Jean Albin.....	200
Larouzière César	300
Leroy (veuve) née Boisson.....	400
Mante-Peyront (veuve) née Nancy.....	800
Maroger Casimir-César.....	300
Marine Claudine (veuve Michel).....	400
Martin Adrien.....	400
Martin Jenny.....	400
Martin Louis.....	400

Michel Céleste (veuve Laurent).....	100
Michel Elisa (veuve Pic).....	400
Mignon Charles-François.....	800
Montégut Antonin.....	4000
Nouis Henri.. ..	4900
Nouis Jean.....	4000
Paut Marie (v <u>e</u> Printemps).....	400
Plantier César.....	4000
Ressaire Casimir.....	300
Roque Paul.....	400
Rouvière Louis.....	400
Salabert Ad.-Octavien.....	400
Salles Moulin.....	200
Sayen (veuve) née Massip.....	500
Simon Pêtra Isaac.....	200
Tissier Auguste.....	4000
Thérond David-Léon.....	400
Thérond Françoise femme Boucolran.....	400
Vallat Prosper.....	400
Vigne Brutus Jean.....	400

CHAPITRE QUATRIÈME

(Année 1852)

SOMMAIRE

LA PROCLAMATION DU PLÉBISCITE. — LES COMMISSIONS MIXTES. — LES INSURGÉS DU COUP D'ÉTAT DEVANT CES COMMISSIONS. — LA CONSTITUTION DE 1852. — LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. — LE SÉNAT. — LES PRESTATIONS DE SERMENT DES CORPS ÉLUS. — M. DULIBERT, PRÉFET DU GARD. — ÉLECTIONS MUNICIPALES. — ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES. — VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — SON SÉJOUR A NIMES. — POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE L'ÉGLISE SAINTE-PERPÉTUE. — ASSASSINAT DE M. DE DAMPMARTIN, MAIRE D'UZÈS. — SÉNATUS-CONSULTE, DEMANDANT LE RÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE. — PROTESTATION DE M. LE COMTE DE CHAMBORD. — LETTRE D'ALPHONSE BOYER. — LE PLÉBISCITE A NIMES. — TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL. — L'ÉGLISE SAINTE-PERPÉTUE. — EXPOSITION DE PEINTURE — MORT DE PRADIER. — EXÉCUTION MILITAIRE.

Le jeudi soir, 1^{er} janvier 1852, la commission consultative se présentait à l'Elysée où la recevait le Président de la République, entouré de ses ministres et de sa maison militaire. Le vice-président de la commission, Baroche, venait apporter solennellement le procès-verbal du plébiscite du 20 décembre, et son discours, reflet de l'opinion publique, invitait le prince à prendre possession de ce pouvoir que lui déléguait la nation entière. « Rétablissez, lui disait-il, en France le principe d'autorité, trop ébranlé depuis soixante ans par nos continuelles agitations. Combattez sans relâche ces passions anarchiques qui attaquent la société presque dans ses fondements. Ce ne sont plus seulement les théories odieuses que vous avez à poursuivre et à réprimer. Elles se sont traduites en faits, en horribles attentats.

« Que la France soit enfin délivrée de ces hommes toujours prêts pour le meurtre et le pillage, de ces hommes qui, au XIX^e siècle, font horreur à la civilisation et semblent, en réveillant les plus tristes souvenirs, nous reporter à cinq cents ans en arrière. »

C'était là certes le sentiment unanime au lendemain des révoltes du socialisme et de l'état d'anarchie dans lequel avait vécu la France depuis trois ou quatre années. Enfin, un pouvoir fort se levait, investi d'une mission quasi providentielle, et la masse de la nation ne voyait pour le moment que la stabilité, l'ordre, le calme qui allaient succéder à une période de troubles, et d'incertitudes. Ce n'était ni le bonapartisme, ni le coup d'Etat, ni le prince qu'on acclamait, c'était le principe d'autorité dressé en face des utopies anarchiques pour empêcher la société de s'effondrer.

Cette adhésion unanime fut-elle bien comprise de l'Elysée ? Non ; les premiers actes du pouvoir en sont une preuve et alors que la nation ne voyait dans la révolution qu'elle venait de subir qu'un moyen d'échapper aux bandes du socialisme, le prince et son entourage affichaient déjà l'idée napoléonienne, prélude de cet empire que nous verrons élevé à la fin de cette même année.

Et dans un décret qui porte la date des premiers jours de janvier, le Président de la République établissait nettement son but et ses tendances. Ce n'était plus ici le vainqueur des excès démagogiques, le sauveur d'une société en péril, c'était l'empire avec ses traditions, avec son passé qui apparaissaient comme devant se réaliser dans un prochain avenir. La forme nouvelle « sanctionnée par le peuple » disait Louis-Napoléon « peut adopter sans ombrage, les souvenirs de l'empire et les symboles qui en rappellent la gloire et désormais l'aigle française doit être rétablie sur les drapeaux de l'armée. »

Le mouvement s'accomplissait lentement, dans les esprits, le prince brisant peu à peu les signes extérieurs qui le rattachaient au régime dont il venait de débarrasser violemment la France et habituant celle-ci à ne voir que lui, à incarner en lui le pouvoir et l'autorité suprêmes. Les devises et les symboles républicains disparaissaient l'un après l'autre des édifices publics. Les arbres de la liberté ne trouvaient pas grâce devant l'autorité républicaine d'alors et tombaient sous les arrêtés des généraux commandant l'état de siège.

Le général de Rostolan en ordonna la suppression immédiate dans toute l'étendue de son commandement.

« Le général commandant supérieur les 7^e, 8^e et 9^e divisions militai-

res, considérant que c'est autour des arbres, dits de la liberté, que se sont produits la plupart des désordres qui, depuis trois ans, ont agité un grand nombre de communes.

» Considérant que c'est encore autour de ces arbres que se sont formés les rassemblements qui ont pris part à la dernière insurrection, arrête :

» Les arbres dits de la liberté seront abattus dans toutes les communes des départements en état de siège qui ont été le théâtre de scènes de menaces et de violence, qui ont fourni un contingent à l'insurrection de 1851 et pour lesquelles ils ne sont qu'une cause permanente de désordres et le symbole de l'époque exécrée de 1793.

» Les autorités civiles et militaires sont chargées chacune en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté. »

Les communes de notre département et particulièrement celles de la Vaunage et de la Gardonnenque furent tenues d'obéir à cet arrêté.

En même temps que disparaissaient de nos places publiques ces emblèmes révolutionnaires, que tout le mécanisme social recevait graduellement de plus profonds remaniements, Louis-Napoléon n'oubliait pas que la pierre angulaire de l'ordre est la religion. C'était à elle qu'il s'adressait dès le commencement de son règne, se présentant comme le défenseur de tous les principes chrétiens, se proclamant l'envoyé de la Providence pour sauver la France des plus graves périls.

Le 1^{er} janvier un *Te Deum* d'actions de grâces était solennellement chanté dans toutes les églises de France. La cérémonie fut particulièrement remarquable à l'église Notre-Dame, à Paris, où se pressaient tous les grands corps de l'Etat, l'armée et une foule enthousiaste. A Nîmes, ce service religieux eut lieu à l'église Saint-Paul, en même temps qu'au Grand-Temple et à la Synagogue. Des salves d'artillerie avaient annoncé cette journée où la France allait remercier le Ciel de lui avoir épargné les horreurs et les ruines dont elle s'était cru menacée. Il ne suffisait pas seulement de rompre avec la République de mettre sous l'égide de la religion, le nouveau pouvoir, il lui fallait encore liquider un passé difficile. Le premier de ses soucis devait être de s'occuper de tous ceux qui avaient été incarcérés, ou étaient l'objet de poursuites au lendemain de l'insurrection de décembre. Le nombre en était grand, et s'il se trouvait parmi eux des coupables, des hommes dangereux, il y avait aussi des égarés, des entraînés qui n'avaient assumé aucune responsabilité. A quel tribunal déférer les autres, il eût été difficile de le dire, et le gouvernement nouveau crut devoir créer une juri-

diction nouvelle, mais provisoire ayant un mandat parfaitement défini et limité.

Il créa les commissions mixtes, composées au chef-lieu d'une division militaire, du commandant de la division, du préfet, du procureur général ou du procureur de la République. Dans tous les chefs-lieux d'une cour d'appel, qui n'était pas chef-lieu de division, le décret nommait commissaires le préfet, le commandant militaire du département et le procureur général. Nîmes était dans ce dernier cas et la commission mixte du Gard comprit :

Le procureur général, Thourel, le général de Lussy, le préfet, Bourdon.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que M. Thourel qui allait accepter de juger ses propres amis, qui quelques mois plus tard acceptera l'empire, se proclamait le 18 mai 1848 résolu à concourir de tous ses efforts à l'affermissement de la République.

Les prisons de Nîmes, d'Alais, de Saint-Hippolyte, d'Uzès étaient encombrées de prisonniers saisis après les diverses échauffourées qui avaient éclaté en décembre 1851 sur plusieurs points du département. Dès le 20 janvier, les préfets furent invités à faire, sous leur responsabilité un premier triage parmi cette masse de détenus et à mettre en liberté immédiate ceux qui leur paraissaient susceptibles d'être élargis. Il ne restait plus ainsi désormais dans les prisons qu'un bien plus petit nombre d'individus plus ou moins compromis à l'égard desquels la commission mixte devait prononcer (1).

Le premier travail d'épuration amena la mise en liberté immédiate, sans condition aucune, de quatre cent soixante individus, dont dix de Nîmes (2). D'autres furent également, au nombre de cent soixante-

(1) Les mesures que pouvaient prendre ces commissions étaient : le renvoi devant le conseil de guerre, la transportation à Cayenne, la transportation en Algérie (deux classes exprimées par ces mots *plus, moins*) ; l'expulsion de France, l'éloignement momentané du territoire, l'internement, c'est-à-dire l'obligation de résider dans une localité déterminée ; le renvoi en police correctionnelle, la mise sous la surveillance du ministère de la police générale et la mise en liberté.

Toutefois, ne devaient être traduits en conseil de guerre que les individus convaincus de meurtre ou de tentative de meurtre, et ne pouvaient être transportés à Cayenne que les repris de justice.

(2) C'étaient les nommés :

Aubert Numa, boulanger. — Bérard Henri, cordonnier. — Brunet Louis, teinturier. — Ferrier, tailleur. — Elouard Teissier, ex-directeur des postes. — Emile Gras, débitant de vins. — Frédéric Martin aîné, chapelier. — Adrien Martin aîné, chapelier. — Pierre-Eugène Boissière, avocat. — César Larouzière fils, tonnelier.

trois (1), rendus à leur famille, mais avec cette restriction qu'ils restaient placés sous la surveillance du ministère de la police générale.

Les condamnations prononcées par la commission mixte du Gard s'élevèrent au chiffre de deux cent onze sur lesquels cent douze concernaient des contumaces. La commission prononça un renvoi à Cayenne, un renvoi devant le Conseil de guerre (2), quatre-vingt-quatorze déportations en Algérie avec la note *plus*, dont cinquante contumaces et cent trois déportations en Algérie avec la note *moins*, dont cinquante-sept contumaces ; quatre individus étaient expulsés, trois renvoyés en police correctionnelle, cinq internés (3).

Mais à la date du 4 mai, un commissaire extraordinaire, Quentin-Bauchart, fut envoyé dans le Gard pour procéder à la révision de ces jugements et accorder quelques commutations de peine. Il prononça la grâce de trente-cinq condamnés à la déportation en Algérie, en mit vingt-neuf en liberté, mais les plaça sous la surveillance du ministère de la police générale. Les six autres virent leur peine commuée en celle de l'internement (4).

Parmi les contumaces, deux Nimois, Aimé Lyon, avocat, et Léon Penchinat, avocat, (5) s'étaient vus condamnés l'un à la transportation (*moins*) en Algérie, l'autre à l'internement. Leur peine fut commuée avec sept autres ; ainsi Lyon fut interné à Marseille, et Penchinat maintenu en liberté sous la surveillance. Les uns et les autres durent signer l'engagement suivant : « Je, soussigné, déclare sur l'honneur, accepter avec reconnaissance la grâce qui m'est faite par le prince Louis Napo-

(1) Il y en avait quatorze de Nîmes, savoir :

Adrien Martin, régleur de registres. — Antoine Ducret, ingénieur-mécanicien. — François Gibelin fils, tailleur d'habits. — Louis-François Guiraud, facteur de roulage. — Antoine Seyte, aubergiste. — Prosper Vallat, tailleur d'habits. — Auguste Gras père, cafetier. — Henri Robiran, étudiant en médecine. — Claude Brunel, chef d'atelier. — Jean Sipeyre, charron. — Darnoux, garçon boulanger. — Louis Castanel, cafetier. — Places, cordonnier. — Charles Marsel taffetassier.

(2) Ce renvoi concernait l'affaire du Pont d'Auzon dont j'ai dit un mot plus haut.

(3) Parmi ces derniers était un nimois, Louis Niquet, sculpteur auquel on assigna Lyon pour résidence.

(4) Parmi ceux-ci figurait M. Jules Cazot, qui fut plus tard ministre de la République et est encore sénateur inamovible.

(5) M. Penchinat est aujourd'hui premier président de la Cour d'Appel de Montpellier.

l'éon et m'engage à ne plus faire partie des sociétés secrètes, à respecter les lois, et à être fidèle au gouvernement que le pays s'est donné. »

Si le nombre des personnes poursuivies fut grand (1) les mises en liberté prononcées par les commissions mixtes avec ou sans surveillance atteignirent dans toute la France le chiffre de 13271, si l'on s'en rapporte à M. Waldeck-Rousseau lui-même (2). Des amnisties prononcées à différentes époques du règne de Napoléon III, rendirent à leur famille ceux qui en avaient été écartés violemment.

Les tribunaux exceptionnels auxquels dut avoir recours le Président de la République peuvent mériter la juste réprobation de la postérité, à cause même de leur caractère, de leur constitution arbitraire, il est juste toutefois de reconnaître qu'ils mirent une hâte louable dans l'accomplissement de leur pénible et délicate mission et qu'ils contribuèrent dans une large mesure à l'apaisement des esprits (3).

Tous les condamnés des commissions mixtes furent centralisés à Nîmes, le samedi 8 mai, à neuf heures du matin; tous ceux qui avaient été condamnés à la transportation en Algérie furent extraits de la Maison d'Arrêt et placés au centre d'une escorte d'infanterie et de gendarmerie. Aux abords de la prison se tenaient plusieurs femmes qui avaient des proches parents parmi les prisonniers et qui jetèrent des cris déchirants en voyant apparaître le cortège des condamnés. Ils étaient là soixante-seize, tristes et abattus, songeant à la folie de cette insurrection, provoquée par quelques ambitieux, et au sort qu'ils subissaient. Sur l'Esplanade, sur l'avenue Feuchères, une haie de curieux et d'amis se poussaient, saluant au passage ces victi-

(1) Dans toute l'étendue de la France le nombre des citoyens traduits devant les commissions mixtes s'éleva à 16,761 : 247 furent renvoyés aux conseils de guerre, 239 déportés à Cayenne, 4510 en Algérie avec la note *plus*, 5023 avec la note *moins*, 959 furent expulsés, 636 éloignés, 2848 interres, 626 furent renvoyés en police correctionnelle. (*Rapport de M. Waldeck-Rousseau, député, présenté à la Chambre, le 8 mars 1885*).

(2) On sait qu'à la suite de ce rapport, la Chambre vota une loi établissant une rente insaisissable et incessible d'un chiffre total de six millions de francs allouée aux citoyens, victimes du coup d'Etat du 2 décembre et de la loi de sûreté générale du 27 février 1858. Le Gard fut par décret compris dans ce chiffre pour 213,910 francs.

(3) Le rapport officiel de M. Quentin-Bauchard se termine ainsi : Dans les douze départements que j'ai parcourus il y avait 3020 détenus à examiner : 1337 ont été mis en liberté, 1643 condamnations à la transportation ont été maintenues. En outre, 1047 commutations de peine ont été accordées à des expulsés, à des éloignés ou des interrés. J'ai accordé en somme 2125 grâces ou commutations.

mes de nos discordes politiques qui portaient pour un pays lointain. De toute la chaîne, ne partait aucun cri, aucun murmure, mais quand, arrivés devant la gare, ils se trouvèrent en face du moment de suprême d'adieu, quelques-uns crièrent « vive la République » et trouvèrent un faible écho dans la foule amassée sur ce point. Le train qui les emportait se dirigea sur Cette où ils devaient s'embarquer.

C'était le dernier cri de la répression, le dernier tressaillement de cette insurrection de décembre qui en certains endroits s'était noyée dans le sang. Tout était fini et la clémence du Président avait contribué dans une large mesure à l'apaisement qui suivit cette douloureuse période.

Dans la société, la vie politique, comprimée pendant quelques jours allait reprendre, peu à peu, son cours régulier, assurée par le jeu naturel des nouvelles institutions du pays.

Le 14 janvier le Président de la République prononçait la nouvelle constitution, empruntée suivant l'expression même de son auteur à celle de l'an VIII. Elle plaçait le chef de l'Etat, détenteur du pouvoir, responsable vis-à-vis de la nation, entouré de ministres, ne formant plus un conseil responsable « obstacle journalier à l'impulsion particulière du chef de l'Etat. » — Entre le peuple et lui deux grands corps se partageaient le pouvoir législatif et constitutionnel. L'un, le Corps législatif, élu par le suffrage universel, sans scrutin de liste ; l'autre, le Sénat, nommé par le chef de l'Etat et gardien de la Constitution. Le premier votant les lois et l'impôt, le second annulant tout acte arbitraire ou illégal. Le Corps législatif ne devait pas avoir plus de deux cent soixante membres « et c'est là, disait le prince, une première garantie, car trop souvent on a vu dans les assemblées la mobilité et l'ardeur des passions croître en raison du nombre, »

La Constitution prévoyait en outre des changements possibles dans la forme gouvernementale, changements que le Sénat pouvait exécuter d'accord avec le gouvernement. Mais on ne pouvait toucher au pacte fondamental qu'après ratification par le peuple convoqué dans ses comices pour cet objet spécial.

Cette nouvelle loi de l'Etat entraît immédiatement en vigueur, commentée par des décrets organiques. Le 2 février paraissait celui qui fixait le recrutement du Corps législatif et les détails du scrutin. Un député par 35,000 habitants, telle était la base du décret et, de ce chef, le Gard avait à nommer trois députés. Les élections devaient avoir lieu presque aussitôt, le 29 février.

Elles sont d'autant plus importantes qu'elles marquent le premier

pas dans une voie nouvelle pour le pays. Le gouvernement intervenait dans le débat et présentait aux populations ses propres candidats en concurrence de ceux qui sollicitaient librement les suffrages de leurs concitoyens. Ouvertement, il prenait part à la lutte et proclamait officiellement les noms de ceux que le gouvernement avait choisis pour représenter le pays. Cette conduite toute nouvelle excita quelque surprise et le sens de cette intervention ne parut pas claire au pays. Le préfet, qui avait présenté les candidats officiels, se vit dans la nécessité de s'expliquer.

« Il nous revient de plusieurs côtés, écrivait-il aux électeurs, que notre dernier avis relatif aux élections a donné lieu à de fausses interprétations qui ont complètement dénaturé notre pensée.

» Nous n'avons jamais entendu imposer aux électeurs un candidat quel qu'il fût, mais le gouvernement repousse et c'est son devoir, tous ceux qui seraient opposés à l'esprit de nos institutions nouvelles et qui ne rechercheraient le titre de législateur que pour faire obstacle à leur libéral et populaire dévouement. Ceux-là seuls, nous a dit M. le ministre de l'intérieur dans sa circulaire du 11 février, sont dignes du choix de peuple qui sont résolus et s'engagent à défendre son ouvrage.

» Les électeurs se montreront donc conséquents avec eux-mêmes, conséquents avec le vote du 20 décembre en envoyant au Corps législatif des hommes que Louis Napoléon leur demande pour concourir avec lui à l'accomplissement de la grande mission qu'il a reçue de la nation » (1).

La théorie officielle est là exposée dans toute sa crudité. Ce n'est plus une élection au Corps législatif que l'on demande au peuple, ce n'est plus le choix de mandataires chargés de faire des lois et de voter l'impôt qu'on lui propose, c'est un nouveau plébiscite déguisé, car on engage les électeurs à « faire, par leur vote, un nouvel acte d'adhésion à la politique nationale du Prince-Président. »

Les trois noms sur lesquels s'était arrêté le préfet, M. Bourdon, étaient ceux de M. Léonce Curnier, président du Tribunal de commerce de Nîmes, pour la première circonscription électorale; de M. le général Teste pour la deuxième, et de M. le marquis de Calvière pour la troisième.

Les circonscriptions électorales étaient arbitrairement composées comme suit :

(1) Circulaires préfectorales du 17 février 1852 aux maires et du 23 février aux électeurs de la première circonscription.

La première comprenait Aiguesmortes, Beaucaire, Nîmes (les trois cantons), Saint-Gilles, Saint-Mamert, Sommières, Vauvert.

La seconde, tout l'arrondissement d'Uzès et le canton d'Aramon, les cantons de Vézenobres, Lédignan (1), et Barjac de l'arrondissement d'Alais.

La troisième, les cantons d'Alais, Anduze, Saint-Ambroix, Saint-Jean-du-Gard, Saint-André-de-Valborgne, Génolhac et tout l'arrondissement du Vigan.

Bien que le gouvernement eût fait son choix, plusieurs candidats se présentèrent dans la première circonscription. M. Roux-Carbonnel qui avait appartenu à la dernière assemblée dissoute par le coup d'Etat, se présentait comme sollicité par la classe laborieuse, mais se désista peu après. M. J. Tur posa également sa candidature. « Une ère nouvelle est venue, disait-il dans sa profession de foi, une ère de régénération et de grandeur, je la salue avec reconnaissance ! En rétablissant un gouvernement fort, nous verrons renaitre cette belle et vigoureuse administration qui, par ses grands travaux, fit la richesse et l'orgueil de la nation et la consola de ses revers. Nous verrons des institutions nouvelles en harmonie avec les besoins nouveaux et le bien-être des populations ouvrières, digne objet de la sollicitude d'un gouvernement vraiment paternel. »

« Si vous me faites l'honneur de m'accorder vos suffrages, je me dévouerai tout entier à seconder le prince-président dans son œuvre de régénération, qui s'identifie avec les plus chers, les plus glorieux intérêts de la patrie. »

M. Emile Causse, qui, de son côté se présentait dans la même circonscription, écrivait ce qui suit :

« Adjoint à la mairie de Nîmes, maire de la ville dans des temps difficiles, membre du Conseil général du Gard, membre du conseil académique désigné par le Conseil général, bâtonnier de l'ordre des avocats, juge suppléant au tribunal civil de Nîmes depuis vingt-deux ans, je n'ai jamais rempli que des fonctions gratuites ; depuis dix ans, je suis le conseil gratuit de tout l'arrondissement ; je n'ai refusé à personne mon intervention, le concours de mes faibles lumières ; à la ville, à la campagne, ma maison a été la vôtre !

» Mes principes politiques les voici : Liberté sans licence, respect des

(1) Dans le premier décret touchant les circonscriptions électorales du Gard, le canton de Lédignan était dévolu à la troisième circonscription. Un erratum du *Moniteur* modifia cette répartition.

droits d'autrui, fusion de toutes les opinions politiques et religieuses, progrès social fondé sur la double base du travail et de l'économie, un gouvernement fort qui protège le droit et commande le devoir ; ce sont là les conditions essentielles de tout ordre social ; hors de là, il n'y a qu'appauvrissement, dégradation morale, souffrance ; la preuve n'est pas loin de nous !

» Je veux que l'on ravive le sentiment religieux ; la religion élève la dignité de l'homme ; c'est un frein puissant contre le mouvement désordonné des passions.

» Mon dévouement est acquis au gouvernement de Louis-Napoléon ; son énergie nous a sauvés de l'anarchie, de la guerre civile ; il n'a point dévié de ces principes fondamentaux qui font prospérer les nations et qui ont été le culte de ma vie entière. »

Les autres candidats étaient MM. Moynier de Chamborand et Octavien Troupel.

Dans la deuxième circonscription M. le duc d'Uzès se présentait au scrutin avec la profession de foi suivante :

« Au moment où les électeurs de l'arrondissement d'Uzès allaient pour la première fois, après les événements de décembre, exercer leur droit de suffrage, des voix amies m'ont appelé au milieu d'eux. Je suis venu, libre de tout engagement, mettre à la disposition de mes concitoyens, mon nom, mon dévouement, mes forces et ma confiance en eux.

» J'ai toujours pensé qu'il n'est aucune circonstance où un homme honnête et désintéressé ne puisse rendre quelques services, s'il prend pour règle unique de sa conduite les intérêts généraux de ses commettants et le bien du pays. Les derniers événements n'ont en rien modifié mes convictions à cet égard. Je reste ce que j'étais, indépendant du pouvoir comme avant, résolu toujours à lui venir en aide par la défense des principes sacrés d'ordre et de conservation sociale.

» Enhardi par l'adhésion unanime des électeurs de la ville d'Uzès, j'ai donc cédé aux instances qui m'étaient faites et livré mon nom à une première épreuve. J'accepte le concours qu'ils m'ont offert. Convaincu d'ailleurs de la loyauté de ces paroles du pouvoir, que : *Toutes les candidatures doivent pouvoir se produire sans opposition et sans contrainte*, j'abandonne la mienne aux sympathies de mes amis comme à l'estime de mes adversaires.

» Je confie ma cause au patriotisme de mes concitoyens. Quel que soit le résultat du scrutin, et s'il faut me retirer dans le calme de la

vie privée, j'emporterai avec moi la conviction qu'il me reste une large place dans leur estime et dans leur affection.

» LE DUC D'UZÈS. »

Le candidat officiel était dans cette circonscription en butte à de très vives attaques et nous verrons plus bas qu'il fut écarté par le corps électoral. M. Bourdon, le préfet, essaya de le sauver et fit afficher ce qui suit :

MESSIEURS,

« Dans une récente circulaire que j'ai adressée à MM. les maires pour leur faire connaître les candidats du gouvernement au Corps législatif, je rappelai en ces termes les titres du général Teste à votre confiance ;

« Le général Teste a tout un passé de services militaires et de gloire »
» qui commande le respect et appelle les plus vives sympathies du »
» département du Gard pour un de ses plus illustres enfants. »

« J'apprends que d'indignes attaques sont dirigées contre cet illustre et vénérable guerrier de l'Empire. Je viens au nom du gouvernement de Louis-Napoléon, qui l'a jugé digne de votre choix, protester énergiquement contre cet outrage fait à ses cheveux blancs et à sa vieille gloire.

« Vous partagerez, Messieurs les électeurs, ma juste indignation. Si dans ma circulaire précitée j'ai pu laisser carrière à toutes les candidatures honorables acceptant avec franchise et sincérité le nouvel ordre de choses, aujourd'hui que l'on attaque odieusement le candidat du gouvernement, je n'en reconnais plus de possible que l'honorable général Teste. Vos votes le vengeront de la calomnie et justifieront d'une manière éclatante le choix du prince-Président.

« MM. les Maires comprendront comme moi les devoirs nouveaux et impérieux que cette situation nous impose,

» Fait à Nîmes, à l'hôtel de la Préfecture, le 20 février 1852.

» *Le Préfet du Gard,*

» BOURDON. »

La troisième circonscription comptait trois candidats : MM. de Calvière, candidat officiel, Meynadier et Edmond Pieyre (1). Ce dernier signa la profession de foi suivante.

(1) Mon oncle.

*A Messieurs les électeurs de la troisième circonscription électorale***ELECTEURS DU GARD,**

« Je viens vous demander l'honneur de vous représenter au Corps législatif. Ce n'est pas à titre d'homme politique, car j'ai toujours vécu obscur au milieu de vous, sans me mêler aux querelles des anciens partis; c'est parce que j'appartiens tout entier aux Cévennes, que je connais leur industrie, leur agriculture, le caractère et les vœux de leur saine et honorable population.

» Aujourd'hui, que le Président de la République est investi par la nation d'un grand pouvoir, les luttes parlementaires ne peuvent plus reparaitre, et les bons esprits entrent tous, sous ses auspices, dans une voie plus féconde. Il s'agit de procurer par une bonne administration et par cette largeur de vues qui n'appartient qu'à l'unité dans le pouvoir, des améliorations morales et matérielles vainement réclamées jusqu'ici, et qui nous permettront de goûter une paix durable.

» D'après ma manière de voir, le Président est admirablement placé pour ouvrir un nouvel ordre de choses, pacifique avant tout, et qui garantisse à la fois l'ordre public, la propriété et le progrès. Et le principal devoir de vos représentants sera de le seconder sagement, de faire parvenir jusqu'à lui la voix du peuple, si souvent mal interprétée; d'appuyer toutes les mesures favorables à l'industrie privée, de ranimer le commerce et de rappeler, de concert avec le chef de l'Etat, la sécurité et la confiance sur toute la surface du pays.

» Qu'il n'y ait donc pas de partis dans le Corps législatif, mais une réunion d'hommes utiles, travaillant à la prospérité de la France, dans l'oubli du passé et sous le drapeau de la conciliation.

» Recevez, Messieurs les Electeurs, l'expression de ma considération très distinguée.

» EDMOND PIEYRE,

» *propriétaire, ancien officier d'artillerie.* »

Cependant le jour du scrutin n'arriva pas sans qu'il y eût un léger changement à la liste préfectorale. Tout d'abord, en ce qui concerne le marquis de Calvière, il n'y eut pas à vrai dire une protestation, mais une rectification importante qui montre que les populations n'acceptaient pas purement et simplement les candidats officiels. Des personnes notables et influentes de l'arrondissement du Vigan, MM. Ph. de Tesson, Charrier, de Serres, E. Audibert, Rigal fils, Barral tinrent à affir-

mer publiquement que la candidature de M. de Calvière « était librement et unanimement portée par eux et leurs amis, formant la majorité des hommes d'ordre dans les deux arrondissements d'Alais et du Vigan. » Et, ajoutait la déclaration à laquelle je fais allusion : « le gouvernement vient d'accueillir le choix tout spontané de notre part, donnant ainsi une preuve, que nous sommes heureux de reconnaître, d'impartialité, de justice et de respect pour notre incontestable majorité d'hommes dévoués à l'ordre et au salut du pays. M. de Calvière accepté par le gouvernement, reste donc ce qu'il était, le candidat de ses amis qui donnent à ses sentiments et à sa conduite la plus entière approbation. »

La nuance est visible et elle était importante car elle montre combien le gouvernement de Louis-Napoléon à son origine s'efforçait de se plier aux nécessités du lieu et du moment, manœuvrant avec habileté pour se rapprocher des influences locales et pour profiter des hautes relations ou de l'estime dont l'opinion publique entourait certains hommes. Si dans la troisième circonscription électorale, le préfet subissait en quelque sorte le candidat des populations, dans la deuxième, il éprouvait un échec complet. Il avait choisi, nous l'avons vu plus haut, le général Teste. Ce choix souleva dans le pays quelques protestations et même plusieurs personnes, c'est le préfet lui-même qui le révèle, dépassant les convenances et le but, entamèrent contre l'honorable général une campagne acerbe et calomnieuse.

Il ne fallait pas exposer le gouvernement à subir un échec retentissant. Il fallait que le pouvoir nouveau s'adaptât au pays pour se consolider définitivement. Ainsi le changement que sept jours après M. Bourdon opérait dans sa liste surprendra moins, quelque subit et quelque rapide qu'il fût. Dans une nouvelle circulaire aux électeurs, le préfet usait « du pouvoir que lui avait laissé le gouvernement en invitant les électeurs à reporter leurs suffrages sur M. le duc d'Uzès, dont le prince-Président n'a jamais considéré la candidature comme hostile, et qui a déjà parmi vous de nombreuses et vives sympathies. »

De cette façon les candidats du gouvernement n'étaient autres que les candidats du pays et le rôle de l'administration était à ce moment de rechercher et de se rallier au candidat qui réunissait le plus de chances auprès des électeurs. Il était utile avant d'indiquer les résultats du scrutin du 29 février de bien marquer cette situation exceptionnelle.

Dans la première circonscription comprenant 40,878 électeurs, il n'y eut que 23,666 votants.

M. Léonce Curnier réunit 12,271 suffrages et fut élu. MM. Causse,

Troupel, Moynier de Chamborand et Tur se partagèrent les 9995 autres.

Dans la seconde, la lutte fut plus active et le chiffre des abstentions ne s'éleva qu'à 8,317 sur 33,530 inscrits.

M. le duc d'Uzès triompha avec 16,434 voix contre 11,103 accordées à M. le général Teste. Dans la troisième circonscription M. le marquis de Calvière l'emporta de haute lutte sur MM. Meynadier et Pieyre.

La Constitution recevait ainsi sa première sanction ; mais le gouvernement de Louis-Napoléon tenait aussi à faire table rase de toutes les assemblées élues sous le régime précédent. Il voulait renouveler de fond en comble tout le personnel politique de la France ne laissant derrière lui aucune épave du passé de façon à éviter toute nouvelle secousse et toute résistance. Le parti républicain et socialiste était écrasé et anéanti, privé de ses chefs qui s'étaient enfui à l'étranger et de ses éléments turbulents enlevés au pays par les commissions mixtes. Le parti légitimiste, renfermé dans un silence et un mutisme menaçants, était le seul dangereux, le seul qui fût un obstacle à l'ambition du Prince président. C'était lui qu'il fallait frapper, et le calcul du chef d'État n'avait pour but que d'écarter systématiquement des corps élus les représentants autorisés de cette grande cause. C'est à leur adresse qu'on inventa tout d'abord la prestation de serment.

« Considérant, disait le décret du 8 mars, que le serment est le préliminaire essentiel de l'exercice de toute fonction publique.

» Que le refus ou le défaut de serment équivaut à une démission sans qu'il y ait lieu de distinguer, sous ce rapport, entre les fonctions publiques proprement dites et celles qui sont le résultat de l'élection.

» Décrète : le refus ou le défaut de serment sera considéré comme une démission. »

La théorie est certes des plus claire. Il fallait par serment jurer obéissance à la Constitution et fidélité au Président, ainsi que l'indiquait l'article 14 de la nouvelle Constitution. C'était là un acte d'adhésion indiscutable comme celui que l'on avait exigé et obtenu des Lyon, des Penchinat et autres condamnés par les commissions mixtes. Mettre sa signature au bas de cette formule était s'engager pour l'avenir. Mais si les Thourel et les Teulon n'hésitèrent pas un moment, eux qui s'étaient drapés avec orgueil dans le puritanisme républicain, d'autres refusèrent de se courber devant le pouvoir nouveau. Ils le firent avec dignité, leur foi légitimiste leur défendant d'accepter l'usurpation dont s'était rendu coupable Louis-Napoléon.

M. de Surville, membre du Conseil général adressa à ce sujet au Préfet la lettre suivante :

« Lorsque j'ai été élu membre du Conseil général du Gard, j'ai reçu des électeurs un mandat sans condition que j'ai rempli dans la plénitude de mon droit et que je ne puis ni ne veux laisser amoindrir. Je considère le serment demandé, s'il n'était d'ailleurs la négation de ma foi politique, comme une atteinte à ce droit ; et je crois en le refusant, répondre à la pensée de ceux qui m'ont honoré de leurs suffrages.

» On peut briser un mandat dans mes mains, mais je l'aurai du moins conservé jusqu'au bout tel que je l'ai reçu, et je constate que ce n'est pas volontairement, ni sans protestation que je me sépare des intérêts dont la défense m'était confiée. »

M. de Surville eut des imitateurs, entre autres MM. de Larcy, Armand de Pontmartin, Pépin-Barbut, ce qui valut à ce dernier sa révocation pure et simple de maire de la ville du Pont-Saint-Esprit. Ces refus de serment que rencontra le nouveau régime, dans toute l'étendue du territoire, le forcèrent à provoquer le remplacement des conseils généraux, d'arrondissement et municipaux avant que le corps législatif ait pu élaborer une loi nouvelle, réglant l'organisation départementale et communale. Le Gouvernement était, du reste, pressé de se débarrasser de certaines municipalités qui lui étaient notoirement hostiles, et, pour se choisir dans chaque commune des auxiliaires dévoués, le Président de la République se fit attribuer la nomination des maires (1) qui pouvaient être, comme les adjoints, choisis en dehors du conseil municipal. Par décret du 29 juillet, les élections pour le renouvellement des conseils municipaux furent fixées du 24 juillet au 26 septembre et les élections départementales, les 31 juillet et 1^{er} août.

Ces dernières donnèrent, pour Nîmes, les résultats suivants au premier tour de scrutin :

Dans le 1^{er} canton, M. Jules Granier ne réunit que 929 voix sur 9.924 votants.

Dans le 2^e canton, M. Alphonse Boyer n'en réunissait que 1142 sur 5.140 votants.

Dans le 3^e canton, où se présentaient deux candidats, sur 4.640 votants, M. Léonce Curnier en réunit 1160, et M. de Vallongue 363. Il fallut procéder à un second tour de scrutin à la suite duquel M. Arthus

(1) La loi de 1832 attribuait au président de la République la nomination des maires dans les chefs lieux de département et d'arrondissement et dans les communes de 3.000 âmes et au-dessus. Le préfet les nommait dans les autres communes.

de Cabrières, qui entra dans la lice, l'emporta sur son concurrent, M. Jules Granier, dans le premier canton. MM. Alphonse Boyer et Léonce Curnier furent élus sans concurrents.

Au conseil d'arrondissement, le premier tour avait, dans le 3^e canton, abouti à l'élection de M. Amédée Béchard. Le second tour amena dans le 2^e canton celle de M. Ulysse Donzel, et dans le premier, le candidat officiel, M. Léon Dhombres, fut battu par un candidat de la dernière heure, M. Soustelle-Gaude.

Les élections municipales furent, par arrêté préfectoral, fixées au 28 et 29 août.

Nîmes avait à élire 36 conseillers municipaux au scrutin par section, chaque section devant élire 3 conseillers. Le conseil municipal fut composé comme suit :

- 1^{re} section : MM. Soulas, Flaissier, Bergeron Jules.
- 2^e — MM. de Cabrières, Audibert, Lacombe.
- 3^e — MM. Gonet, Aubert, Duffau.
- 4^e — MM. Lamarque, de Vallongue, Vasnier.
- 5^e — MM. Rouvière, Noury-Fabrigue, Vachet.
- 6^e — MM. Alphonse Boyer, de Roussel, d'Everlange.
- 7^e — MM. Béchard Alphonse, Vallat Anselme, Charles Magne.
- 8^e — MM. Blanchard, Vidal, Mourier.
- 9^e — MM. Paradan, Bousquet, médecin, Etienne Conte.
- 10^e — MM. Raizon, Soustelle-Gaude, Chazaud.
- 11^e — MM. Conte Ulysse, Brunel, Reveille.
- 12^e — MM. Bellile, Gamel, Rédarès, avocat.

L'éternelle question confessionnelle se réveilla au sujet de cette élection dans les sections dites protestantes, savoir les 1^{re}, 2^e, 10^e et 12^e. Si dans la première trois protestants avaient été élus, MM. Soulas, Flaissier et Bergeron Jules, dans les trois autres les candidats catholiques avaient triomphé. MM. Jules Cauzid, Sagnier-Teulon et Léon Dhombre avaient succombé dans la 2^e section, MM. Emile Causse, Jules Granier et Gaston Vincens dans la 10^e, MM. Méjeanelle, Pailler et Roger, juge, dans la 12^e.

Ce résultat mit en mauvaise humeur manifeste le parti protestant qui ne voulut pas l'accepter. Les trois élus de la 1^{re} section donnèrent leur démission se basant sur ce qu'une « part raisonnable n'avait pas été faite par la majorité aux intérêts qu'ils auraient à représenter » (1).

(1) Lettre adressée par les démissionnaires au préfet du Gard.

Ils avaient accepté la lutte, engagé le combat, et battus, ne voulaient pas subir leur défaite. Dans le camp protestant, on épilogua sur la répartition peu équitable des candidats, trouvant étrange que les sections fussent admises à nommer le même nombre de conseillers sans avoir égard au chiffre de leur population.

La modification apportée par les élections au Conseil municipal n'atteignait pas la municipalité. Nous savons que le Président s'était réservé le droit de choisir les maires et les adjoints en dehors du Conseil municipal. M. Eyssette, qui depuis 1848 occupait les fonctions de maire de Nîmes, avait été nommé juge au tribunal civil de Largentière. Un décret du 29 juillet pourvut à son remplacement et désigna les adjoints au maire.

M. Vidal fut nommé maire, et les trois adjoints choisis furent MM. Blanchard, Mourier et Lamarque.

Lorsque les trois conseillers municipaux protestants élus le 29 août donnèrent leur démission, M. Mourier, le seul protestant de la municipalité, les accompagna dans leur retraite.

Ainsi donc, peu à peu, tous les corps de l'Etat, tous les rouages administratifs avaient été profondément remaniés et réinstallés. Peu à peu le système nouveau s'implantait dans le pays.

Ce n'était pas tout de mettre en mouvement le mécanisme toujours si compliqué d'une Constitution. Le but que poursuivait le Président de la République tendait, je l'ai déjà dit, à s'asseoir d'une façon définitive sur le trône. Réformer les administrations, renouveler le personnel politique, modifier complètement les assemblées délibérantes étaient autant de mesures favorables à ses vues et à ses desseins ; mais il restait à se faire connaître de la masse et à déterminer dans le pays un courant sympathique qui cette fois allât à la personne même du prince au lieu de s'adresser au chef de l'Etat, placé par des circonstances à tout le moins extraordinaires dans une merveilleuse situation. Le seul et unique moyen était un voyage à travers la France, voyage qui pouvait permettre en même temps des manifestations dont on s'emparerait pour consolider et achever l'œuvre commencée au coup d'Etat.

A peine le Corps législatif se vit-il prorogé par décret que Louis-Napoléon se rendait dans l'Est et faisait annoncer son prochain départ pour le Midi. Ce spectacle du chef de l'Etat voyageant en grande pompe, entouré de tout ce que le monde officiel a d'éclatant et d'imposant, était depuis bien longtemps chose inconnue aux populations. L'infortuné Louis XVI n'avait parcouru ses états qu'en fugitif ; Napoléon I^{er} ne se présentait presque jamais que précédé et suivi de longues colonnes se

rendant sur le plus prochain champ de bataille. Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe, accablés de lourds soucis, n'avaient pu se rendre dans les provinces. La pensée de Louis-Napoléon était une pensée habile et dont l'exécution ne fut pas retardée. A peine dans le Midi connut-on son dessein que les départements et les communes s'empressèrent de signer des adresses pour obtenir que le Président de la République vint les visiter.

Le 28 août, le Conseil général du Gard, nouvellement élu, signalait l'adresse suivante :

« Le Conseil général du Gard croit remplir un devoir en donnant au chef de l'Etat un témoignage public de reconnaissance pour les services qu'il a rendus à la France. Grâce à lui, le pays a été préservé d'une fatale et sanglante anarchie. La confiance s'est ranimée, les transactions commerciales ont repris leur cours ; l'autorité a reconquis cet empire sans lequel il n'y a pas de société durable, et la France qui, depuis si longtemps, avait besoin de tranquillité et d'ordre, respire enfin à l'ombre d'un pouvoir revêtu de la forme nécessaire pour garantir ses libertés.

» Le Conseil général témoigne en même temps au nom de ses concitoyens le désir que le Prince-Président veuille bien cette année honorer de sa présence le département du Gard, ainsi qu'il lui a permis d'en concevoir l'espérance. »

De son côté le Conseil municipal de Nîmes réuni le 23 août en séance déclarait que :

« Désireux d'honorer le séjour du chef de l'Etat dans la ville de Nîmes avec toute la pompe que comporte cette circonstance inusitée, il confie à M. le Maire le soin d'organiser, avec toute la splendeur nécessaire, la réception du Prince, sans fixer de limite à la dépense qui pourra en résulter. »

Un avis inséré au *Moniteur officiel* fixa au 15 septembre le départ de Paris, et le tableau de l'itinéraire publié à cette occasion indiqua que le Prince arriverait à Nîmes le 30 septembre et y séjournerait le premier octobre.

Le premier soin du préfet, M. Dulimbert (1), fut de convoquer au chef-

(1) Par décret du 9 mai, M. Bourdon, préfet du Gard, avait été nommé préfet des Deux Sèvres et remplacé par M. Borelli, préfet de la Marne. Un nouveau décret, en date du 17 mai, maintint M. Borelli à la tête du département de la Marne et appela à la préfecture du Gard, M. Dulimbert, préfet de l'Allier. Dans le chapitre précédent j'ai dit quelle fut la conduite de M. Dulimbert lors du coup d'Etat quand il administrait les Pyrénées-Orientales. Ce département, par voie de souscription, offrit une épée d'honneur à M. Dulimbert avant son départ pour Nîmes.

lieu du département pour le jour du passage du chef de l'Etat une députation de toutes les communes, composée du maire et de quatre ou cinq notables afin de permettre « à Son Altesse Impériale de voir et de remercier les nombreuses populations rurales qui l'ont élevé sur le pavois. » A cette invitation un grand nombre de communes, parmi lesquelles celles de la Vaunage, signèrent une adresse significative :

« Prince, la France vous doit son salut, sa prospérité, l'Europe le maintien de la paix et de la civilisation. A ces bienfaits du présent manque la stabilité dans l'avenir. Nous venons vous supplier, Prince, avec la France entière, de compléter votre œuvre en acceptant l'Empire. »

La municipalité nimoise se multipliait pour hâter les préparatifs d'une fête publique qui devait marquer dans notre histoire locale. Par une singulière coïncidence l'arrivée du chef de l'Etat avait lieu au moment même où Nîmes recevait comme d'habitude un grand concours de population. (1) De plus, il avait été décidé qu'une exposition industrielle aurait lieu dans une des salles de l'Embarcadère. Le premier soin du maire fut en conséquence de régler de son mieux les dispositions à prendre pour faire face à l'affluence énorme d'étrangers qui devait envahir la ville.

Le programme des réjouissances fut ensuite soigneusement étudié. Il fut décidé qu'un bal serait donné à l'Hôtel de Ville et des commissaires furent choisis à cet effet dont la liste subit quelque remaniement par suite d'absence ou de refus. D'abord porté au chiffre de cinquante, le nombre des commissaires ne fut plus que de trente-trois (2).

(1) La foire de Saint-Michel (29 septembre) est celle qui attire dans notre ville les habitants de la campagne à plusieurs lieues à la ronde. Cette année le champ de foire fut transporté de l'Avenue Feuchères sur les terrains qui s'étendaient à l'ouest de la gare.

(2) Elle é est ainsi composée : MM. Abrie Emile. — Arnaud Achille. — Bérard Théodore banquier. — Beuf, receveur municipal. — Blanchard Léon, substitut du procureur de la République. — Boissier Gaston, professeur de rhétorique au Lycée. — Boucoiran Numa, directeur de l'école de dessin. — Carrière Alphonse, avocat. — Cavalier Bénézet Louis. — De Castelnau (Raymond) médecin. — Combié fils. — Delmas Cyprien, avocat. — Ducoign Félix, substitut du procureur de la République. — Drullhet officier d'infanterie. — Gonet Charles, membre du Conseil municipal. — De Labaume Alexis. — Saint-Marc Langlade. — De Latenay, chef de cabinet à la Préfecture. — De Lavollée, officier d'infanterie. — Leynadier officier d'infanterie. — Liotard Charles, secrétaire général de la Mairie. — Liotard Gustave, surnuméraire de l'Enregistrement. — Londez Alphonse.

L'Hôtel de Ville était remis à neuf ; l'escalier refait pour la circonstance et peint en marbre de couleurs, les salles avec leurs nouveaux plafonds à corniches dorées, leurs riches tentures, leurs ameublements somptueux contribuaient à le rendre méconnaissable.

Au dehors, des ouvriers en grand nombre avaient envahi les voies publiques, réparant et ratissant avec fureur. Sur plusieurs points de la ville étaient dressés plusieurs arcs de triomphe. Il y en avait un à l'entrée de la rue de la Couronne et c'était de droit, car on sait que par cette porte entrèrent dans notre ville la plupart des souverains qui visitèrent Nîmes (1). D'autres étaient construits sur les boulevards de la Madeleine, de la Comédie, du Grand Cours et des Calquières.

— Martin Capdeville fils. — Michel Albin, avocat. — Mourier Paul. — Hippolyte de Moynier. — Nègre Adolphe. — Nourry, médecin. — Arthur de Roussel. — Sabatier. — Tillage et Zunreman, officiers d'artillerie.

Voici les noms de ceux qui déclinerent pour un motif ou pour un autre l'honneur de faire partie de cette commission :

MM. Barré, sous lieutenant au 25^e de ligne. — Belli'e fils aîné. — Bolze Eugène, avocat. — De Bonilargues Fortané, officier d'infanterie. — Boyer Ferdinand, avocat. — Comte Arthus de Cabrières, membre du Conseil municipal et du Conseil général. — Coste Henri, membre du Conseil général. — Coste Gustave, sous-lieutenant du génie. — De Daunant fils. — Fajon Hippolyte, conseiller à la Cour. — Foule Edmond, négociant. — Meyrier Alfred, substitut du procureur de la République. — Nicot Alfred, capitaine au 8^e de ligne. — De Perrin Alfred, avocat. — Polge, avocat. — Redon Jules, avocat. — Trounel fils cadet. — Viviez Octave.

(1) L'histoire de notre ville enregistre le passage de plusieurs des souverains de la France.

Au mois d'août 1251, le roi saint Louis traversa Nîmes se rendant à Aiguesmortes où il allait s'embarquer pour sa croisade en Egypte. Trois ans après, fin juillet et août 1254, le saint Roi rentrait dans ses états et honora Nîmes de sa présence. Il y revint encore en 1270 et y fit séjour à plusieurs reprises notamment le 12 mai, le 23 mai et pendant le mois de juin, avant de prendre la mer et de partir avec sa flotte pour Tunis où il mourrait au milieu de ses compagnons d'armes.

Philippe-le Hardi vint à Nîmes en octobre 1283. On sait qu'il mourut à Perpignan, et son fils qui regagnait Paris séjourna du 21 au 28 septembre 1285 dans notre cité.

En 1304, le roi Philippe-le-Bel passa quelques jours à Nîmes avec sa femme, Jeanne de Navarre et ses trois fils (20-27 février).

Le roi Philippe de Valois tint dans nos murs un parlement à la fin de février 1335 (1336). Il était accompagné d'une fort brillante Cour, de la reine, Jeanne de Bourgogne, sa femme; de Jean, duc de Normandie, son fils aîné; de Charles, roi de Bohême; de Philippe, roi de Navarre, et d'une foule d'autres seigneurs de haut rang.

A deux reprises différentes, le roi Jean résida à Nîmes. Il y passa près d'un mois sur

Sur l'Avenue Fouchères et sur le pourtour de l'Esplanade étaient plantés des mâts portant des oriflammes aux couleurs nationales. Le couronnement de nos vieilles Arènes était pareillement décoré.

Le prince arriva à Nîmes le jeudi 30 septembre à deux heures et demie de l'après-midi. Il venait, précédé non-seulement de l'aurole

la fin de 1351, alors qu'il suivait les négociations entamées par le pape Innocent VI pour amener la paix entre la France et l'Angleterre. Il y revint le 23 décembre 1362, y passa les fêtes de Noël et les premiers jours de janvier 1362 (1363). Six consuls et un écuyer allèrent au devant de lui à son arrivée sur le territoire de la ville « précédés de trompettes, joueurs de cornemuse et de cornet. » Le conseil de ville lui donna 300 setiers d'avoine. Le roi logea à l'évêché.

L'infortuné Charles VI passa le 23 janvier 1389, et le roi Charles VII y séjourna avec son fils, le Dauphin Louis (Louis XI) les 21 février 1516 (1517) et le 5 janvier 1439 (1440).

Une des plus célèbres visites royales qui eurent lieu à Nîmes fut celle de François I^{er} qui arrivait de Montpellier le 22 juin 1533. Il entra pompeusement par la porte des Jacobins et la ville dépensa 3,264 livres (somme qui vaudrait à peu près de nos jours 200,000 francs) pour recevoir le Souverain. Une colonne fut élevée sur la place de la Salamandre « en pierre presque aussi belle que le marbre » pour marquer le souvenir de cette journée. Cette colonne (1) était surmontée d'une salamandre que François I^{er} avait prise pour emblème, et portait une inscription commémorative.

Le 12 décembre 1564, Charles IX arrivait à Nîmes, accompagné de la célèbre Catherine de Médicis. Balthazar Fournier, de Nîmes, donne dans son journal (2) de curieux détails sur les fêtes que les Nîmois organisèrent à cette occasion.

Soixante-cinq années plus tard, Louis XIII entra à Nîmes le 14 juillet 1629. Mais le roi ne franchissait les murailles de la ville qu'en maître, pardonnant à ses sujets révoltés. Une longue période de troubles, de guerres, de massacres avait précédé la venue du monarque qui signa, à son passage, ce qu'on a appelé la *paix de Nîmes* entre les catholiques et les protestants. En 1632, le 19 septembre Louis XIII revint et fit son entrée solennelle, entouré de la reine et du cardinal de Richelieu par la porte de la Couronne.

Louis XIV fut le dernier souverain qui vint visiter notre ville. Son passage remonte à l'année 1660 (3). La reine-mère et Mazarin l'accompagnaient. Le premier avril de la même année Louis XIV traversa de nouveau Nîmes se rendant à Saint Jean-de-Luz pour la cérémonie de son mariage avec Marie-Thérèse d'Autriche.

(1) Un de nos compatriotes, M. Dalgue, imagina de ressusciter cette page de notre histoire, disparue à la fin du siècle dernier. Son travail fut placé dans l'enceinte de la grille de la Maison-Carrée. Il est malheureux qu'une main coupable ait brisé la partie supérieure de la Salamandre de M. Dalgue.

(2) Des copies de ce journal existent à la Bibliothèque de la Ville sous le n° 198 (13850).

(3) C'est à cette occasion que les consuls firent peindre sur la Porte-Couverte (Porte de France) les inscriptions qu'on y voit encore.

du sauveur de la patrie, mais de tout l'intérêt qui s'attache à un homme qui vient d'échapper à la mort. On avait, en effet, saisi à Marseille tous les préparatifs d'une machine infernale composée de deux cent cinquante canons de fusils qui devait foudroyer le cortège officiel à son passage dans la rue d'Aix.

A peine entré dans le département du Gard, le train qui portait le prince avait circulé entre deux haies de fantassins, de gendarmes à pied et à cheval, échelonnés de distance en distance. Dès que l'auguste visiteur eut mis le pied sur le quai de notre Embarcadère, M. F. Vidal, maire, entouré des adjoints et du Conseil municipal, et placé à la tête de tout le cortège officiel, adressa au prince les paroles suivantes :

« Vous posez le pied sur un sol où de grands souvenirs ont laissé d'ineffaçables empreintes, où le respect pour le pouvoir a survécu à tous les orages, à toutes les révolutions.

» C'est vous dire avec quelles sympathies est accueilli parmi nous le Prince dont la grande mission est de comprimer l'anarchie, de réhabiliter le pouvoir, de relever tous les grands principes sociaux.

» Représentant de la ville de Nîmes, je suis fier d'avoir à exprimer à Votre Altesse Impériale les sentiments de la cité tout entière et de déposer à ses pieds mes respectueux hommages. »

Louis-Napoléon lui répondit :

« Je suis heureux de visiter une ville où est empreint à un si haut degré le sentiment du respect dû à l'autorité ; j'espère que de mon arrivée dans ces murs datera une époque nouvelle d'union et de conciliation ; mon gouvernement s'efforcera toujours d'effacer la trace de la division des partis et de répondre à vos propres sentiments. »

Dans le cortège on pouvait voir MM. Thourel et Teulon, qui, au milieu des acclamations enthousiastes de cette foule attiraient les regards par leur ardeur et cependant l'un et l'autre s'étaient au moment où le régime républicain avait pris le pouvoir, distingués par leur zèle pour la République (1). Du haut de la gare, Louis-Napoléon admirait ce splendide spectacle d'une marée humaine couvrant notre magnifique Avenue, et au loin l'Esplanade, cet immense réceptacle pour contenir des foules. Au bas, des voitures étaient préparées pour recevoir le prince qui fut accueilli par les cris de : « Vive l'Empereur. »

(1) M. Teulon avait, on s'en souvient, été nommé commissaire extraordinaire de la République dès le 24 février et appartenait à cette époque le mouvement populaire une « admirable révolution » (Tome 4, p. 213).

La première visite du Président fut pour la Cathédrale à laquelle il se rendit en parcourant l'Avenue, l'Esplanade, les boulevards Saint-Antoine, de la Madeleine et de la Comédie. L'amphithéâtre était garni de spectateurs jusqu'à son couronnement ; les fenêtres et les balcons de toutes les maisons étaient remplis de curieux. L'entrée de l'hôpital général (1) était élégamment ornée de guirlandes de verdure entremêlées de fleurs. Outre les arcs de triomphe élevés par les soins de la mairie, des particuliers en avaient construits, témoin celui qui se trouvait, face au boulevard de la Comédie, adossé à la maison qui, sous la fin du premier empire, portait le nom de café de l'Île d'Elbe (2). Elevé par les ouvriers et les habitants de ce quartier réputé pour son républicanisme, cet arc de triomphe se composait d'un dais formé de feuillages verts et d'étoffes de soie sous lequel était placé le buste de l'Empereur couronné d'immortelles. Sur les côtés et au-dessus de faisceaux de drapeaux tricolores étaient deux aigles vivants. Par une délicate attention que l'on pouvait seulement attendre de farouches et ardents républicains, ces aigles liés par la patte recevaient pendant le défilé une secousse qui les forçait à s'élever dans les airs qu'ils battaient de leurs ailes, et « les cris de : Vive l'Empereur ! devenaient sur ce point si formidables que le sol en parut ébranlé (3). » La voiture du prince pouvait à peine avancer au milieu de cette foule idolâtre et enthousiaste. A partir de ce point et jusqu'à l'entrée de la rue des Lombards (4) des compagnies de pompiers venues de tous les points du département (5) faisaient la haie. Des couronnes de lauriers et de fleurs tombaient incessamment sur le cortège qui arriva péniblement sur la place de la Cathédrale.

Sous le porche de la basilique, Mgr Cart, mitre en tête et la crosse pastorale à la main attendait, suivi de tout son clergé revêtu de ses habits sacerdotaux, le Prince-Président sous un dais de feuillage élevé à côté de la porte. A peine le prince était-il descendu de voiture que l'évêque le reçut en lui adressant l'allocution suivante (6) :

(1) Aujourd'hui le nouveau lycée.

(2) A l'angle de la rue Plotine et du square Antonin.

(3) *Courrier du Gard*, XXII^e année n^o 120.

(4) Cette rue appelée aujourd'hui en son entier rue des Lombards portait trois noms à cette époque, rue des Prêcheurs du côté du boulevard, rue des Lombards entre la rue d'Agau et des Tondeurs, rue Marguerites jusqu'à la place de la Cathédrale. Au moyen âge c'était la rue de la Lombarderie.

(5) Celle du Vigan avait fait 77 kilomètres à pied.

(6) Je le rapporte en entier car le prélat constate que c'est à la généreuse et pieuse initiative du Président que les cérémonies publiques du culte catholique purent être rétablies.

» Partout sur votre passage vous recueillez des bénédictions et des vœux, des témoignages de respect et de dévouement ; de toutes parts on accourt pour déposer aux pieds de Votre Altesse le tribut d'une reconnaissance bien sentie, mais aussi dignement méritée par d'immenses services rendus à la France, à la société et même à la sainte Église et à son auguste chef, notre tendre et vénéré père.

» Monseigneur, l'évêque de Nîmes et l'honorable clergé de son diocèse partagent ces sentiments, et ils sont d'autant plus empressés à vous en offrir aujourd'hui l'hommage, que naguère encore une parole de bienveillance tombée de vos lèvres nous rendait tous heureux.

» Depuis vingt ans et plus, Prince, comme autrefois les voies qui conduisaient à Sion, les rues de notre cité ne retentissaient plus de nos hymnes sacrés ; elles pleuraient, muettes et silencieuses, l'absence de nos solennités saintes, et les fils qui grandissaient ne connaissaient plus les pompes extérieures de leur culte que par les récits et les regrets de leurs pères. Mais voilà qu'au jour où nous célébrions l'Assomption de Marie dans les cieux, et la fête d'un saint dont le nom vous est cher, les pères et les fils ont enfin revu ces touchantes et majestueuses cérémonies ; aussi, bien des larmes ont coulé, mais des larmes douces et délicieuses, comme délicieuses sont toujours les émotions qu'excitent la foi et la piété ; et nous-mêmes, Prince, nous avons pu sortir de ce temple en évêque pour bénir solennellement, avec dilatation et effusion de cœur, tous les habitants de la cité, tous, oui, tous, parce que nous les aimons tous et que nous les aimons en père.

» Or, c'est à vous, Monseigneur, que nous devons cette consolation et puissions-nous vous en devoir une autre ! Nous sommes attristés, Prince, de vous recevoir dans une église si peu digne du Dieu dont nous allons implorer la protection sur vous et sur les personnes dévouées qui vous entourent et qui partagent vos sollicitudes et vos dangers ; mais votre cœur saura bien trouver un remède à notre douleur, et il ne voudra pas que la mère église, l'église cathédrale confiée à la garde et à la générosité de l'Etat, le cède en magnificence aux autres églises dont les administrations municipales ont toujours été fières de doter leur ville.

» Venez donc, Prince, recevoir nos bénédictions. Que Dieu vous conserve de longs et d'heureux jours ; qu'il soit constamment votre conseil et votre lumière, votre force et votre appui, et plus tard votre éternelle récompense ! »

Après le chant solennel du *Domine Salvum fac* le cortège se remit en marche. Revenant sur ses pas, il reprit à nouveau la rue des Lom-

bards et des Prêcheurs, le boulevard du Grand Cours, la place de la Bouquerie, ce qui permit aux républicains de pousser une fois de plus le cri de vive l'Empereur, le boulevard de la Comédie et de la Madeleine jusqu'à la place Saint-Paul. S'engageant dans la rue Neuve, il déboucha sur le Cours Neuf par cette artère pour se rendre à la Fontaine. Le prince vint se placer sur le perron du grand escalier qui conduit au mont d'Haussez, ayant autour de lui toute sa suite.

Alors se passa un spectacle fait pour impressionner le spectateur. Cette foule bigarrée de costumes, d'idiomes, s'ébranla et dans un désordre apparent vint défilier devant celui qui était déjà le souverain de la France. En tête étaient groupés autour de M. Léotard, ancien officier de la garde impériale, tous les débris de nos armées. A la suite marchaient les communes portant des étendards, des drapeaux, des bannières, des aigles empaillés, les ailes déployées, et sur ces insignes se retrouvaient les inscriptions les plus adulatrices que l'on pouvait lire aussi sur les arcs de triomphe officiels ou privés. « *Vive le Sauveur de la France ? Fiat imperator ! Vive Napoléon III ! A l'ami du peuple ! Au fils de la reine Hortense, héritier de ses vertus ! Vox populi, vox Dei ! Vive l'Empereur !* On remarquait parmi les délégués des campagnes que ceux-là « où l'esprit démagogique avait trouvé le plus de faveur manifestaient, pour le Prince, les sentiments les plus chaleureux » (1).

Au sortir de la Fontaine, le cortège suivit le quai de la Fontaine repassa une troisième fois sur la place de la Bouquerie « où les manifestations de joie furent encore plus bruyantes que précédemment » et par les boulevards de la Comédie et Saint-Antoine, se rendit aux Arènes où l'attendait le spectacle d'une *ferrade*. A six heures le Prince rentrait à la Préfecture par la rue de la Couronne. Au moment où il allait pénétrer dans cette rue, d'une terrasse voisine une dame lui jeta un magnifique bouquet qu'il saisit à la volée, envoyant de la main un gracieux remerciement à l'auteur de l'envoi. Devant la Préfecture même (2) stationnait un groupe de 2.000 individus, venus de la Grand'Combe, qui poussèrent le cri de : Vive l'Empereur !

Le soir eut lieu, à l'Hôtel de Ville, le bal organisé par les commissaires dont j'ai donné le nom. Tous les salons étaient magnifiquement

(1) *Courrier du Gard* (32^e année, numéro 420.)

(2) Aujourd'hui le couvent des Dames de la Miséricorde,

ornés (1). Le cabinet du maire, dont l'ameublement avait été récemment renouvelé, était orné d'un riche tapis sorti de la manufacture de MM. Flaissier. Il servait de salon de repos au prince. Le salon carré, qui contient l'image de la ville de Nîmes en relief, disparaissait sous des tentures vertes, relevées par des franges d'or. Une estrade avait été élevée pour le prince sous l'image de la ville. Aux murs étaient appendus la *Halte des Bohémiens au Pont-du-Gard*, de Colin, et *François I^{er} visitant la Maison-Carrée*.

Cette journée de fête (2), venues après toutes celles qui avaient accueilli Louis-Napoléon depuis son départ de Paris révélait combien le moment était propice pour déchirer ce qui pouvait rester de l'étiquette républicaine et proclamer l'empire. Les populations méridionales acclamaient plutôt l'Empereur que le chef de l'Etat, et les vivats poussés en l'honneur de Napoléon III qui, pendant cette longue tournée officielle de trente-deux jours, furent incessants, témoignaient qu'un mouvement réel ou factice se faisait dans le pays. On échangeait déjà cette impression au cours de la fête de nuit de la mairie et le titre d'Altesse impériale, prodigué au visiteur, équivalait à une reconnaissance indirecte du rétablissement de l'Empire.

Echelonnés sur tout le parcours des voies ferrées les paysans qui n'avaient pu se rendre au chef-lieu et admirer les splendeurs des réceptions officielles venaient pousser les mêmes clameurs (3). Le prince mettait du reste une parfaite bonne grâce dans ses relations avec les populations; il savait accueillir les réclamations, écouter les doléances, émettre un conseil. Il paraissait étudier les besoins du pays, et se préoccuper beaucoup de ses intérêts vitaux. Affable avec tous, il gagnait à sa cause les multitudes, frappées déjà par le prestige de son nom, par cette mise en scène savante et bien ordonnée de laquelle les populations s'étaient presque déshabituées.

Dès son arrivée à Nîmes, il avait voulu, je l'ai dit, se présenter avant toutes choses à la Cathédrale, attitude significative qui témoignait de son ardent et sincère désir de protéger la religion. Il voulut de même qu'une autre fête religieuse couronnât son départ. Le vendredi matin 1^{er} octo-

(1) On avait été obligé d'éclançonner le plancher pour éviter tout accident, tant était grande la foule qui se pressait dans les salons de la mairie.

(2) A l'entrée du jardin de la Fontaine un jeune homme qui s'était engagé parmi les chevaux de l'escorte avait été tué par un coup de pied de l'un de ces animaux. Un soldat pendant le spectacle aux Arènes avait fait une chute mortelle.

(3) Les délégués d'Uzès étaient venus avec un drapeau dont la hampe était voilée d'un crêpe noir, en signe de deuil, par suite de l'assassinat de M. de Dampmartin, maire de cette ville.

bre, après avoir parcouru en voiture la Grand'rue, la rue du Pont-Sigalon, les boulevards du Petit-Cours, des Casernes et des Calquières, le prince se rendait sur l'emplacement où l'on allait construire l'église Sainte-Perpétue. Un autel provisoire fraîchement décoré avait été élevé en cet endroit. Mgr Cart, le curé de la paroisse et tout le clergé se tenaient autour. La cérémonie de la pose de la première pierre du monument s'accomplit au milieu du recueillement général, pendant qu'une foule énorme couvrait l'Esplanade et les rues avoisinantes. C'est au milieu d'un véritable torrent humain qu'à dix heures un quart du matin le cortège officiel se rendit à la gare. Au moment où le prince, descendant de voiture, allait disparaître sous les voûtes du monument, un immense cri de : Vive l'Empereur ! le salua une dernière fois soutenu par le grondement de l'artillerie.

Le chef de l'Etat ne pouvait passer dans notre ville sans que l'éternelle question des eaux ne fût agitée. Un homme qui par ses travaux, par ses études consciencieuses et minutieuses avait fait cette question siennè, M. Teissier, remit au prince un placet demandant à Son Altesse Impériale « protection et secours pour l'entreprise des eaux de Nîmes. »

« Monseigneur, écrivait M. Teissier, la Fontaine de Nîmes, célèbre à juste titre par l'abondance et la pureté de ses eaux ne peut plus suffire, à l'étiage, aux besoins de l'industrie et d'une population toujours croissante. Sous la domination romaine, la même pénurie se manifesta quand la colonie nimoise eut acquis l'importance que l'histoire lui donne et qu'attestent ses monuments ; mais aussitôt un ample secours fut amené des sources d'Airan et d'Eure. Le remède efficace est donc connu quand nos souffrances reparaissent.

» Prince, vous marquerez par un éclatant bienfait votre passage si rapide dans nos murs ; vous nous viendrez en aide, aux applaudissements du monde civilisé, pour rétablir de vénérables constructions mutilées dans des siècles de barbarie, pour ramener des eaux dont nous fûmes injustement privés.

» Le Pont-du-Gard est peut-être le plus remarquable de nos monuments nationaux. Si vous nous tendez une main secourable, si votre gouvernement veut bien prendre à sa charge la restauration de cette œuvre capitale des temps anciens, et celle des arcatures de Vers qui en dépendent, Nîmes s'empressera certainement de pourvoir aux frais du reste de l'entreprise. Rendue par votre auguste protection, moins brulante et plus salubre, enrichie par l'afflux de toutes les eaux qu'elle tenait de la munificence impériale, favorisée comme aux jours de sa

splendeur et de sa puissance sous le sceptre des Antonins, la cité de Nemausus s'écriera tout entière :

Nunc aquila redux !...

» Prince, la reconnaissance et l'espoir excitent partout l'enthousiasme qui se manifeste autour de vous, mais ici, pour un bienfait éternel, la gratitude de la population se perpétuerait d'âge en âge.

» Acceptez, Monseigneur, l'hommage de notre respectueux dévouement.

» JULES TEISSIER (1),

» CHARLES DOMBRE (2),

» BERNARD BRISSE (3). »

La démarche des trois honorables signataires des lignes qui précèdent demeura platonique bien qu'on répandit à ce moment le bruit que le prince avait accordé à la ville un secours de un million de francs pour l'aider à réaliser ses desiderata.

Le passage du prince avait cependant donné lieu à des libéralités plus réelles (4). Notre musée recevait quelques jours avant l'arrivée du prince, trois toiles : *Un paysage*, de Watelet ; *l'Homme entre deux âges*, de Verdier, et des *Fleurs et fruits*, de M^{me} Apoil. Quelques églises du département étaient, en même temps l'objet, de semblables offrandes (5). En outre, avant son départ de Paris, le prince accordait des grâces à quelques-uns des condamnés politiques (6) de 1851 et le

(1) Jules Teissier était vice-président du Conseil général du Gard. Il était en outre l'auteur d'un ouvrage : *l'Histoire des Eaux de Nîmes*.

(2) M. Dombre, ingénieur des ponts-et-chaussées, du service hydraulique du Gard, avait été, comme je l'ai dit, chargé de la direction des fouilles d'explorations entre Nîmes et le Pont-du-Gard.

(3) Bernard Brisse, capitaine d'état-major en retraite, avait apporté sa collaboration à M. Dombre. Il fut plus tard professeur de dessin linéaire au lycée.

(4) L'église Sainte Perpétue reçut quelques jours après de la part de Son Altesse Impériale une chapelle en vermeil, composée d'un calice avec ses accessoires et d'un ciboire.

(5) L'église paroissiale de Saint-Gilles recevait le *Crucifement de saint Pierre* par Damascus -- celle de Saint-Roman-de-Codières, les *Pèlerins d'Emmaüs* d'après le Titien, par Wagnez -- celle d'Aimargues, *Jésus guérissant une femme malade*, par Sébastiani -- celle de Bréau, la *Chute de Satan*, par Charles Lefebvre -- et celle de Saint-Mamert, la *Vierge*, d'après Murillo, par Baldus.

(6) Il se produisit du reste un grand nombre de défaillances, parmi les fougueux républicains que les commissions mixtes avaient frappés. L'un d'entre eux qui devait

30 septembre datait de Nîmes un nouveau décret portant des commutations de peine ou des grâces entières (1).

On aura remarqué que Louis-Napoléon s'était surtout attaché en arrivant à Nîmes à souligner son respect profond pour la religion et s'était surtout appliqué à se placer sous la protection spéciale de ses représentants. Les pasteurs, au nombre de quatre-vingt-trois, venus de tous les points du département, furent admis à défilér devant lui comme les autres fonctionnaires, et M. Tachard, le président du Consistoire, ne put lui lire publiquement l'allocution qu'il devait prononcer. C'est à une audience particulière que cette pièce fut remise au Président de la République.

« Le Consistoire de Nîmes et les députations de toutes les autres Églises du Gard présentent avec respect à Votre Altesse Impériale l'hommage de leur gratitude et de leur dévouement.

» Le cri universel dont les populations empressées saluent en votre personne auguste l'élu de la nation, l'héritier du nom le plus illustre, ce cri de sauveur de la France nous émeut profondément.

» Vainqueur de l'anarchie, restaurateur du principe tutélaire de l'au-

jouer plus tard sous une troisième République un rôle politique considérable écrivait ce qui suit :

Prison militaire de Bône, le 11 août 1852.

A Monseigneur le Prince-Président de la République française.

Monsieur,

Le contact des hommes, les épreuves de la prison et de l'exil, l'attitude de la France au 2 décembre m'ont donné beaucoup à penser, et le résultat de ces pensées est tout favorable à la grande cause de réconciliation générale dont je vuserois l'instrument et le porte-drapeau.

Voilà pour ma foi politique.

Quant à ce qui m'est personnel dans la démarche que j'ai l'honneur de faire auprès de vous, M. de Maupas, votre ministre de la police générale et ci-devant préfet de la Haute-Garonne, vous dira ce que j'apporte de dévouement et de talent dans le service d'une cause.

Ce dévouement et ce talent, je les mets à vos pieds.

Vous pouvez les utiliser en faisant de moi, dans l'ordre contemplatif, un bibliothécaire ; mais dans l'ordre positif, un secrétaire général ; dans l'ordre militant, un sous-préfet.

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : Armand DUPORTAL.

(1) Trois individus domiciliés à Nîmes étaient compris dans ce décret ; Sayte Antoine, Adrien Martin, Marsel Charles précédemment placés sous la surveillance furent simplement graciés.

torité, comment ne nous serait-il pas manifeste que vous êtes l'homme de la Providence, et que c'est à vous qu'elle a confié la grande mission de faire revivre dans les esprits les idées d'ordre, de moralité, de religion ? Cette œuvre, Monseigneur, vous l'avez entreprise avec courage. Dieu, qui dans son ineffable sagesse, vous tenait en réserve pour l'heure du péril, vous en fournira les moyens.

» Pour nous consciencieusement attachés à la foi de nos pères, nous qui eûmes une si large part à la protection et aux bienfaits de l'Empereur, nous seconderons vos efforts pour apaiser les discordes civiles et détruire les doctrines subversives de la société.

» Veuille le dominateur suprême qui vient de vous couvrir de sa protection en vous préservant d'un attentat odieux, conserver longtemps vos jours pour le bonheur et la sécurité de la France ! »

Un incident tragique vint attrister la solennité de ces fêtes.

Le 30 septembre 1852, à quatre heures et demie du matin, M. le vicomte de Dampmartin, maire d'Uzès et membre du Conseil général du Gard, se préparait à partir pour Nîmes où il avait été convoqué par le Préfet, à l'occasion du passage de Son Altesse le Prince-Président. A peine sorti de sa maison située rue Condamine, M. de Dampmartin s'engagea sous les arceaux de la place du Puits-des-Cercles lorsqu'il fut frappé de deux coups de feu, tirés sur lui, à quinze ou seize pas de distance, par un individu qui le guettait depuis plusieurs heures. La mort fut instantanée. Le domestique de M. de Dampmartin qui le précédait se mit aussitôt à la poursuite de l'assassin ; mais il ne put l'atteindre et il revint auprès de son maître qui ne donnait plus aucun signe de vie.

La nouvelle de cet assassinat se répandit rapidement dans la ville d'Uzès et y causa une consternation générale. Le cri presque unanime de l'opinion publique, avait, dès le premier moment, désigné comme auteur de ce crime le nommé Pierre Monnet, dit Cadet, maître maçon à Uzès. Depuis quelque temps Monnet était brouillé avec le Maire, à la suite de certaines élections, et surtout parce qu'il ne faisait plus partie du Conseil municipal. Monnet disait partout que le Maire lui avait porté préjudice, et il s'était flatté plusieurs fois de vouloir le tuer. De graves indices confirmèrent l'accusation qui pesait sur Monnet. Il fut arrêté. Sur une requête de M. le Procureur général près la Cour de Nîmes, la chambre criminelle de la Cour de cassation, renvoya, pour cause de *suspicion légitime*, le nommé Pierre Monnet devant la Cour d'assises de la Drôme. L'assassin de M. de Dampmartin fut condamné à la peine de mort. Monnet fut exécuté à Valence, sur la place Saint-Félix, à six heures du matin, le 19 septembre 1853, un an après son crime.

L'opinion avait parlé et les ovations qui avaient salué le Prince dans son voyage à travers la France eurent leur couronnement à Paris, lorsque le 16 octobre, il rentrait aux Tuileries (1). Le mouvement impérialiste, venu de province, entraînait la capitale elle-même, et ce fut au milieu de l'enthousiasme général, des cris de : Vive l'Empereur ! Vive Napoléon III ! que Louis-Napoléon fut reçu par la multitude parisienne. Le *Moniteur* du 19 octobre constata, dans une note officielle, l'élan universel qui poussait le pays vers l'Empire, en même temps qu'un décret convoquait le Sénat pour le 4 novembre.

« La manifestation éclatante, disait cette note, qui vient de se produire dans toute la France en faveur du rétablissement de l'Empire, impose au Prince-Président de la République le devoir de convoquer le Sénat. S'il résulte des délibérations un changement dans la forme du gouvernement, le Sénatus-Consulte qu'il aura adopté sera soumis à la ratification du peuple Français. »

La note officielle ne disait là que l'absolue vérité. La France, la véritable France, la France monarchique s'était réveillée, et se saisissant d'un nom qui avait fait sa gloire, lui confiait la suprême puissance. A ce spectacle des pompes officielles, à ces fêtes qu'elle ne connaissait plus depuis longtemps tout son passé de prospérité, de gloire, de grandeur lui était revenu. Les siècles écoulés pendant lesquels la Monarchie avait si admirablement accompli sa mission lui apparaissaient, et sa résolution d'abandonner la forme républicaine, toujours accompagnée de ruines, de hontes et de sang, se manifestait hautement. Un prince, portant un nom magique, se présentait à elle avec toute la majesté qui environne le trône, et elle n'hésitait pas. La masse ne voyait alors ni légitimité, ni bonapartisme, elle ne voyait que ce pôle si ardemment désiré, qui lui avait manqué pendant cinq années de luttes et d'inquiétudes incessantes. Enfin, l'autorité allait s'incarner dans un homme, digne de la posséder, au lieu de se diviser à l'infini entre les mains de petits despotes sans prestige et sans talent. Enfin, le lendemain serait assuré et ne serait plus à la merci d'une majorité de hasard, d'un discours plus ou moins académique. Enfin, le pouvoir ne passerait plus de parti à parti, de faction à faction, ballotté entre les utopies et les passions, et laissant le pays dans un trouble profond. Il serait un, concentré pour de longues années en une seule pensée, ayant dans une certaine

(1) Après le coup d'Etat, Louis-Napoléon passa de l'Elysée aux Tuileries, faisant ainsi acte de souveraineté sur la France.

mesure sa liberté d'action, et partant, pouvant suivre méthodiquement une voie sûre et constante pour affermir et développer les intérêts de la nation.

C'était là le sentiment unanime de la masse, et les légitimistes eux-mêmes, sans cesser un seul instant de reporter leur regard sur la terre d'exil, où un prince autrement grand, autrement noble, autrement doué, autrement français même, attendait résigné les décrets de la Providence, ne pouvaient s'empêcher d'applaudir à cet élan monarchique qui s'était emparé de la nation et qui lui faisait secouer le cauchemar démagogique. Le césarisme, ce produit direct de la Révolution, profitait habilement de ce courant incontestable pour prendre possession du trône au détriment du roi légitime. Il allait ceindre son front de la couronne impériale, consacrant ainsi son usurpation. Emportée par un retour subit vers les institutions monarchiques, la France ne s'apercevait qu'à demi de cette situation qui la laissait toujours l'esclave de la Révolution. Elle avait soif de repos, de travail, de stabilité, et monarchie ou empire, tout lui était bon pourvu que son esprit ne fût plus hanté par les folies anarchiques. L'Empire était là, elle le prenait.

Si les légitimistes le subissaient, nombre de républicains et des plus ardents le réclamaient à grands cris. Spectacle singulier : c'étaient ceux-là même qui étaient les plus enthousiastes et les plus ardents dans leurs acclamations. La Franc-maçonnerie que nous savons toute acquise aux principes républicains dont elle s'est faite l'apôtre, saluait elle-même le nouvel empereur en termes qui méritent d'être rapportés.

« Paris, 15 octobre 1852.

» PRINCE,

» La Maçonnerie est une œuvre toute philanthropique ; elle a pour mission de créer et de propager toute institution qui tend à faire le bien ; elle enseigne les vertus paisibles de la famille, l'amour et la foi en Dieu ; elle interdit à ses adeptes toutes discussions politiques. Mais cette prescription, qui est rigoureusement observée par nous, peut-elle fermer nos cœurs à la reconnaissance, ce sentiment si naturel et si généreux.

» Jamais, Prince, nous n'avons oublié tout ce que nous devons à l'Empereur, votre oncle, qui nous accorda toujours sa puissante protection et voulut bien nous admettre à lui présenter nos hommages. Lors des jours néfastes de 1814 et de 1815, on ne nous vit point mani-

fester d'adhésion au nouveau Pouvoir (1). Tant que vécut le roi Joseph, notre Grand Maître, d'heureuse mémoire, nous lui conservâmes notre foi. Après sa mort, nous avons attendu...

» A peine, par votre énergie et par votre courage, Prince, aviez-vous sauvé la France, que nous nous empressions d'acclamer Grand Maître de l'Ordre, l'illustre prince Lucien Murat, si digne de suivre nos destinées.

» La vraie lumière maçonnique nous anime, grand Prince. Qui pourra jamais oublier les sublimes paroles que vous avez prononcées à Bordeaux ? Pour nous, elles nous inspireront toujours, et nous serons fiers d'être, sous un pareil chef, les soldats de l'humanité !

» La France vous doit son salut. Ne vous arrêtez pas au milieu d'une si belle carrière ; assurez le bonheur de tous en plaçant la couronne impériale sur votre noble front ; acceptez nos hommages, et permettez-nous de vous faire entendre le cri de nos cœurs :

» *Vive l'Empereur !* »

Il y eut cependant des hommes qui, demeurés fidèles à leurs idées, ne voulurent même pas, par leur silence, s'associer à la restauration de l'Empire. M. de Calvière, député, donna sa démission le jour même où le Corps législatif était appelé à faire le recensement des votes plébiscitaires.

« Toutes les opinions, écrivait-il, ont pu se rallier sur un terrain neutre, autour d'un pouvoir temporaire, pour concourir à la défense de l'ordre et de la société. Toujours dévoué à ces grands intérêts et au pays, attaché à l'hérédité monarchique par des principes invariables et à l'auguste maison de nos rois par des liens traditionnels de respect et d'inviolable fidélité, je ne puis conserver des fonctions politiques, qui, dans la forme actuelle du gouvernement, cesseraient de se concilier avec mes sentiments et mes convictions. »

Dans les départements des adresses se signaient nombreuses pour demander le rétablissement de l'Empire. Nous avons déjà vu celle qui fut présentée par le Préfet au Prince, lors de son passage à Nîmes et qui portait la signature de cinquante-neuf communes du Gard (2). Il

(1) C'était cette fois encore un pur mensonge. Le secte s'était aplatie devant Louis XVIII aussi bien que devant Napoléon I^{er}.

(2) Voici la liste empruntée au *Moniteur* du 26 octobre : Aumessas, Aiguesvives, Aignesmortes, Aubord, Aspères, Aramon, Aubais, Bernis, Boissières, Caillar, Cabrières, Calvisson, Combas, Congenies, Comps, Clarensac, Collorgues, Cambo, Domazan, Esté-

est impossible de ne pas constater que ce sont les habitants qui avaient fait montre du républicanisme le plus farouche qui se portaient vers l'Empire. Les communes catholiques et légitimistes s'étaient, en majeure partie, abstenues de cette manifestation impérialiste. Sans doute, elles avaient voté une adresse au chef de l'Etat qui avait à leurs yeux le mérite d'avoir sauvé la France de l'anarchie sanglante que lui préparait la démagogie, mais c'était là un remerciement et rien de plus.

Ce n'est pas, d'ailleurs, seulement dans la grande masse que s'opéra cette conversion à l'impérialisme ; les corps constitués élevèrent la voix, même ceux qui par leur position et leur tradition étaient à l'abri de tout entraînement. La Cour d'appel de Nîmes où siégeaient deux hommes qui avaient affiché hautement leurs opinions républicaines, Thourel et Teulon, ne crut pas devoir rester en arrière.

« Monseigneur, disaient les magistrats signataires, si dans les temps ordinaires, la magistrature doit rester étrangère à la politique, il n'en est pas de même dans ces grandes occasions où le salut et l'avenir du pays sont mis en question. Ainsi, Monseigneur, cette glorieuse époque de notre histoire où la France, pénétrée d'admiration pour le génie de Napoléon, posa sur son front la couronne impériale, en retour des immenses bienfaits qu'elle tenait de lui, la magistrature voulut s'associer à cet élan de patriotisme par l'expression publique de ses sentiments et de ses vœux.

» Elle remplit aujourd'hui le même devoir envers Votre Altesse Impériale, en reconnaissance de services aussi éclatants rendus à la France et à la civilisation.

» C'est avec bonheur que les magistrats de la Cour de Nîmes, unissent leur voix à celle de leurs collègues et aux acclamations de la France entière.

» Puisse le concours indépendant et éclairé de la magistrature imprimer, s'il est possible, un caractère plus imposant et plus décisif au grand acte de souveraineté nationale qui va s'ouvrir. »

Ainsi dans le peuple et dans les rangs élevés et éclairés de la société

zargues, Fons, Fourques, Générac, La Cadière, Lédignan, Logrian, Montmirat, Moulézan, Montagnac, Milhaud, Montpezat, Massillargues-A'uech, Malons, Nages et Solorgues, Poulx, Parignargues, Pompignan, Pontels, Redessan, Roquedur, Saint-Geniès, Saint-Mamert, Saint-Bauzély, Saint-Laurent-d'Algonze, Saint-Dionisy, Saint-Gervazy, Saint-Comes et Maruéjols, Saint-Roman, Souvignargues, Saint-Hippolyte-du-Fort, Saint-Marcel-de-Fonsionillouse, Uchaud, Théziers, Vestric et Candiac, Vallabregues, Vers,

le sentiment était le même, et ceux qui paraissaient les plus dévoués au régime républicain, ceux que l'on qualifiait même de révolutionnaires ne cachaient pas leur sympathie pour la forme impériale.

Le 7 novembre 1852 (1) le Sénat adoptait le sénatus-consulte qui déférait l'Empire héréditaire à Son Altesse Impériale le Prince-Président sous le nom de Napoléon III, et lui donnait le pouvoir de régler dans sa famille l'ordre de succession au trône. Quatre-vingt-six voix sur quatre-vingt-sept votants acceptèrent cette proposition, et en corps, le Sénat républicain, nommé au lendemain du 2 décembre, alla aux Tuileries porter au chef du pouvoir exécutif la résolution à laquelle il s'était arrêté. C'est ainsi que la pensée populaire avait été traduite par les hommes que le Prince avait élevé à coups de décrets à la dignité sénatoriale. La famille de Bonaparte bénéficiait de l'enthousiasme accordé à l'un de ses membres, et l'hérédité impériale était consentie par le plus grand corps de l'Etat.

En vertu de la Constitution, il fallait à ce vote une sanction populaire comme il avait fallu une sanction populaire au lendemain du coup d'Etat du 2 décembre. De nouveau le peuple allait être convoqué dans ses comices pour consacrer le rétablissement de la pourpre en France. Un décret fixa aux 21 et 22 novembre le plébiscite constitutionnel. Il était impossible que ce scrutin pût s'ouvrir sans que les représentants du pouvoir intervinssent dans le débat. Leur action s'était communiquée aux plus humbles élections, celles des plus modestes communes; elle devait s'exercer dans un cas semblable, où la couronne même était en jeu. Le préfet en appela aux habitants du Gard :

« Le peuple français, leur disait-il, est appelé à sanctionner par son vote le Sénatus-Consulte qui rétablit la dignité impériale dans la personne du prince Louis-Napoléon. Les acclamations unanimes qui accueillaient naguère l'héritier de l'Empereur dans sa marche triomphale à travers la France, assurent d'avance à ce grand événement un caractère extraordinaire d'universalité. Les factions aux abois chercheront peut-être encore à égarer l'opinion publique. Repoussez leurs insinuations, déjouez leurs perfides manœuvres. Tenez-vous en garde surtout contre les tentatives qui auraient pour objet de vous éloigner du scrutin. Dans cette circonstance solennelle, c'est pour chaque Français un devoir sacré, une obligation d'honneur d'émettre son vote,

(1) C'est le président Troplong qui fut chargé de présenter au Sénat le rapport de la commission. M. Troplong avait en 1850 occupé un des sièges de la Cour d'appel de Nîmes.

d'achever le 21 novembre l'ouvrage du peuple au 10 et au 20 décembre. Toute abstention serait un acte d'ingratitude et de félonie.

» La paix au dehors, l'ordre et la sécurité au dedans, la confiance rétablie, l'impulsion extraordinaire donnée aux affaires industrielles et commerciales, en même temps qu'aux grands travaux publics, tels sont les bienfaits dont le prince Louis-Napoléon a doté la France, et qui trouveront leur consolidation dans le grand acte qui se prépare.

» Votre empressement à vous rendre au scrutin complètera dignement les démonstrations sympathiques avec lesquelles vous avez accueilli le sauveur de la patrie, et dans ce département comme dans toute la France, le vote du 21 novembre sera sans exemple dans l'histoire. »

Le maire, M. Vidal, fit afficher sur les murs de la ville une longue proclamation à ses concitoyens, qui n'était que la paraphrase de celle du préfet. Et de ces documents, l'on peut dire que tous deux étaient dirigés contre l'opposition légitimiste. Depuis le 2 décembre 1851, Louis-Napoléon n'avait devant lui que ce seul adversaire, car il avait écrasé la République en se séparant violemment de ses alliés révolutionnaires. Il redoutait que le peuple, voué à sa foi royaliste, ne s'abstint de déposer dans l'urne un vote approuvateur, et savait parfaitement qu'il pouvait compter sur toutes les populations précédemment réputées républicaines.

Le roi légitime ne pouvait accepter sans protestation la proclamation du Sénatus-Consulte et l'ouverture du scrutin plébiscitaire. Il le fit avec une mesure et une modération, avec un sentiment indéfinissable de tristesse, et en même temps avec une fermeté indéniable. Il m'est impossible de ne pas reproduire ces éloquentes paroles qui sont en même temps le *Credo* de la monarchie légitime, la seule qui pouvait à ce moment sauver la France et lui rendre son ancienne splendeur (1).

« Français,

» En présence des épreuves de ma patrie, je me suis volontairement

(1) A cette protestation d'un compatriote, d'un Français magnanime, il faut opposer les phrases de haine échappées à la plume de ceux qui ne regrettaient dans le coup d'Etat que leur exclusion du pouvoir, et l'impossibilité de jouir de ses prérogatives. Instruits par l'expérience, nous savons, en effet, assez à quelles turpitudes se sont livrés dans la suite, les républicains et leurs élèves qui restaient les irréconciliables de l'Empire.

« Vous ne commettrez pas cet attentat horrible ; vous n'étendrez pas comme un

condamné à l'inaction et au silence. Je ne me pardonnerais pas d'avoir pu, un seul moment, aggraver ses embarras et ses périls. Séparé de la France, elle m'est chère et sacrée autant et plus encore que si je ne l'avais jamais quittée. J'ignore s'il me sera donné de revoir un jour mon pays; mais je suis bien sûr qu'il n'aura pas à me reprocher une

sauire, sur la tombe de la République scellée par vous, la pourpre souillée d'un César de carrefour. Vous ne porterez pas une main sur vos révolutions, sur vos trophées, sur vos espérances, sur la civilisation, qui ne vit que de liberté, sur vos enfants et sur vous-mêmes.

» Vous ne consommerez pas ce grand meurtre de l'honneur et du devoir. Vous ne voterez pas.

» Laissez la police et les parasites de tous les temps travailler à la guirlande impériale, et vous, préparez le charvre vengeur.

» Oui ! la nuit, le jour, au milieu des foules, comme dans l'ombre, reconnaissez-vous, fortifiez-vous, organisez-vous. Que chacun vive dans tous, et tous dans chacun ; qu'une foi commune vous anime, la foi révolutionnaire, implacable, persévérante, hardie, comme celle de nos pères de quatre-vingt-douze est toujours prête à se lever, à frapper !

» Citoyens, devant un tyran, un parjure, un assassin des libertés publiques, voilà le seul grand devoir à remplir.

» La Société la Révolution.

» Citoyens, Louis Bonaparte est hors la loi. Louis-Bonaparte est hors l'humanité. Depuis dix mois que ce malfaiteur règne, le droit à l'insurrection est en permanence et domine toute la situation. A l'heure où nous sommes, un perpétuel appel aux armes est aux fond des consciences. Or, soyons tranquille ; ce qui se révolte dans toutes les consciences arrive bien vite à armer tous les bras.

» Amis et frères ! en présence de ce gouvernement infâme, négation de toute morale, obstacle à tout progrès social ; en présence de ce gouvernement meurtrier du peuple, assassin de la République et violateur des lois, de ce gouvernement né de la force et qui doit périr par la force, de ce gouvernement élevé par le crime et qui doit être terrassé par le droit, le Français digne du nom de citoyen ne sait pas, ne veut pas savoir s'il y a quelque part des semblants de scrutin, des comédies de suffrage universel et des parodies d'appel à la nation ; il ne s'informe pas s'il y a des hommes qui votent et des hommes qui font voter, s'il y a un troupeau qu'on appelle le Sénat et qui délibère, et un autre troupeau qu'on appelle le peuple et qui obéit ; il ne s'informe pas si le Pape va sacrer au maître-autel de Notre-Dame l'homme qui — n'en doutez pas, ceci est l'avenir inévitable — sera ferré au poteau par le bourreau ; en présence de M. Bonaparte et de son gouvernement, le citoyen digne de ce nom ne fait qu'une chose et n'a qu'une chose à faire : charger son fusil et attendre l'heure.

» Vive la République !

» Les proscrits démocrates socialistes de France, résident à Jersey et réunis en assemblée générale, le 31 octobre 1852.

» Victor Hugo, FOMBERTAUX, Philippe FACER.

parole, une démarche, qui puisse porter la moindre atteinte à sa prospérité et à son repos. C'est son honneur comme le mien ; c'est le soin de son avenir, c'est mon devoir envers lui, qui me décident à élever aujourd'hui la voix.

» Français, vous voulez la monarchie, vous avez reconnu qu'elle seule peut vous rendre avec un gouvernement régulier et stable cette sécurité de tous les droits, cette garantie de tous les intérêts, cet accord permanent d'une autorité forte et d'une sage liberté qui fondent et assurent le bonheur des nations. Ne vous livrez pas à des illusions qui tôt ou tard vous seraient funestes. Le nouvel empire qu'on vous propose ne saurait être cette monarchie tempérée et durable, dont vous attendez tous ces biens. On se trompe et on vous trompe quand on vous les promet en son nom. La monarchie véritable, la monarchie traditionnelle, appuyée sur le droit héréditaire et consacrée par le temps, peut seule vous remettre en possession de ces précieux avantages, et vous en faire jouir à jamais. Le génie et la gloire de Napoléon n'ont pu suffire à fonder rien de stable ; son nom et son souvenir y suffiraient bien moins encore. On ne rétablit pas la sécurité en ébranlant le principe sur lequel repose le trône, et on ne consolide pas tous les droits en méconnaissant celui qui est parmi nous la base nécessaire de l'ordre monarchique. La monarchie en France, c'est la maison royale de France, indissolublement unie à la nation. Mes pères et les vôtres ont traversé les siècles, travaillant de concert, selon les mœurs et les besoins du temps, au développement de notre belle patrie. Pendant quatorze cents ans, seuls entre tous les peuples de l'Europe, les Français ont toujours eu à leur tête des princes de leur nation et de leur sang. L'histoire de mes ancêtres est l'histoire de la grandeur progressive de la France, et c'est encore la monarchie qui l'a dotée de cette conquête d'Alger, si riche d'avenir, si riche déjà par les hautes renommées militaires qu'elle a créées, et dont la gloire s'ajoute à toutes vos gloires.

» Quels que soient sur vous et sur moi les desseins de Dieu, resté chef de l'antique race de vos rois, héritier de cette longue suite de monarques, qui, durant tant de siècles, ont incessamment accru et fait respecter la puissance et la fortune de la France, je me dois à moi-même, je dois à ma famille et à ma patrie, de protester hautement contre des combinaisons mensongères et pleines de dangers. Je maintiens donc mon droit, qui est le plus sûr garant des vôtres, et, prenant Dieu à témoin, je déclare à la France et au monde, que, fidèle aux lois du royaume et aux traditions de mes aïeux, je conserverai religieuse-

ment jusqu'à mon dernier soupir le dépôt de la monarchie héréditaire dont la Providence m'a confié la garde, et qui est l'unique port du salut où, après tant d'orages, cette France, objet de tout notre amour, pourra retrouver enfin le repos et le bonheur.

» HENRY.

» Frosdhorf, le 25 octobre 1852. »

Il est déplorable d'avouer que cette protestation du souverain légitime provoqua à Nîmes un ignoble placard anonyme ou plutôt dissimulé sous les initiales A. B., semblant vouloir emprunter à quelques hommes éminents du parti royaliste leur considération et leur influence. MM. Amédée Béchard et Alphonse Béchard se dégagèrent et leur exemple fut suivi par M. Alphonse Boyer dont la lettre fit quelque bruit.

« On lisait, hier, sur les murs de la ville, écrivait notre compatriote, un appel aux plus mauvaises passions, à des haines surannées et qui ne respectant ni la vérité, ni le malheur, a voulu compromettre un auguste exilé, même en le reniant. Anonyme, comme tout ce qui est bas et vil, cet écrit n'avoue pas seulement le nom de l'imprimeur qui en a souillé ses presses.

» Je m'étais contenté d'en détourner les yeux avec dégoût, mais je viens d'apprendre que des distributeurs ont tenté de l'accréditer en affirmant que ma signature se cachait sous les initiales dont il est revêtu. C'est une infamie contre laquelle je tiens à protester.

» Ceux qui me connaissent comprendront que cette débauche de frénétique répugne à tout mon être, à mes convictions, à mes sentiments, à mon caractère. »

On peut saisir par ce rapide exposé dans quelle situation d'esprit le scrutin du 21 novembre allait s'ouvrir par rapport à notre ville. D'une part, les républicains et même les orléanistes, en un certain nombre, portés à acclamer l'empire, d'autre part, les légitimistes disposés à l'abstention ou prêts à répondre négativement.

Il fut formé pour ce scrutin cinq sections, alors que pour celui du 20 décembre on n'en avait formé que quatre.

La première comprenait les première et deuxième sections urbaines. C'étaient-là deux sections en majorité républicaines.

Dans cette section, sur 2.852 électeurs il y eut 1.383 votants, c'est-à-dire 1.469 abstentions. 1.237 voix se prononcèrent pour le rétablissement de l'empire et 124 contre.

La deuxième section électorale se composait des 3^e, 5^e et 6^e sections,

auxquelles était adjoint le hameau de Courbessac. 3.452 électeurs étaient inscrits. Ici le chiffre des abstentions s'éleva à 1888 et sur les 1,564 votants 1,426 dirent oui et 168 non.

Dans la 3^e section électorale (4^e, 7^e, 8^e sections urbaines) il y eut 1,146 oui et 107 non, mais, en même temps, on comptait 1,679 abstentionnistes.

Les 9^e et 12^e sections urbaines et le hameau de Saint-Césaire formaient la 4^e section électorale et comprenaient 3,368 inscrits, 1,543 bulletins affirmatifs et 96 négatifs furent déposés dans l'urne. Les abstentions furent de 1,499.

La cinquième section électorale (10^e et 11^e sections urbaines) donna des résultats à peu près semblables : contre 110 non, on trouva 1,595 oui et il y eut 1,640 abstentions.

En résumé, Nîmes donnait sur 15,789 électeurs inscrits un chiffre total de votants s'élevant à 7,475, se décomposant comme suit :

6,947 oui

528 non

Le chiffre total des abstentions atteignait 8,314.

Le résultat pour tout le département du Gard fut proclamé par la commission de recensement composée de MM. Jules Teissier, Pérouse, Isidore Correnson, membres du Conseil général. Les résultats étaient les suivants :

Oui 83,534 — Non 4,393

Dans l'arrondissement de Nîmes, pendant que les cantons de Vauvert, de Saint-Mamert, réputés protestants et républicains voyaient le chiffre des *oui* monter, pour l'un, de 2,493 à 3,053 et pour l'autre, de 452 à 1,775, si on compare les deux scrutins du 2 décembre 1851 et du 20 novembre 1852, deux cantons catholiques donnaient une proportion inverse. Celui d'Aiguesmortes qui, au 2 décembre, avait eu 1,095 oui, n'en réunissait plus que 992 et celui de Marguerittes descendait de 1,627 bulletins approubatifs à 1,494.

Dans l'arrondissement d'Uzès, semblable fait se présentait. Au 2 décembre, Uzès réunissait 3,268 *oui*, et au 20 novembre n'en donnait que 3,116 alors que le canton de Saint-Chartes qui, à cette époque envoyait siéger au Conseil général M. Trinquélague de Dions, de 1,895 oui descendait à 1,353, alors que Lussan progressait de 1,680 à 1,750, que Villeneuve-lès-Avignon montait de 894 à 1,705.

Dans les arrondissements d'Alais et du Vigan, les cantons protestants déposaient un nombre plus considérable de bulletins approubatifs ; seul celui d'Alzon restait stationnaire ou à très peu près.

Le décret du 2 décembre fixait comme il suit l'ensemble du scrutin pour toute la France :

Oui 7,824,189 — Non 253,145 — Nuls 63,326.

L'Empire était fait. Le préfet, Dulimbert, entouré de tous les fonctionnaires, de toutes les autorités en grande tenue, le proclama solennellement sur l'Esplanade à Nîmes, au milieu d'une foule énorme, placée autour de la Fontaine, sur le péristyle du Palais de Justice, à tous les balcons et à toutes les fenêtres. Sur la place des Arènes, des salves d'artillerie saluaient le nouveau régime.

Ainsi se terminait cette aventure du coup d'Etat, avec le consentement de la majorité de la nation. J'ai déjà dit, et je n'y reviens pas, quel sentiment la poussait vers l'homme providentiel, ainsi que Napoléon lui-même se faisait appeler. Les affaires intérieures de la France, si embrouillées, si embarrassées allaient prendre une autre tournure. Le pays, dans cette issue ouverte à sa lassitude, respirait enfin, heureux d'en avoir fini avec les querelles des partis, les menaces révolutionnaires et les désordres de la rue. La religion allait être respectée comme elle le méritait ; les classes laborieuses verraient peut-être des améliorations dans leur condition ; l'armée retrouverait la discipline ; le commerce et l'industrie pourraient prendre un brillant essor ; une nouvelle ère enfin s'ouvrait pour la nation, et, l'espérance aidant, la situation extérieure échappait aux masses.

Louis-Napoléon ne se méprenait cependant pas sur les graves conséquences qui pourraient suivre la proclamation de l'Empire. Le pays, tout entier, à sa restauration intérieure, pouvait ne pas les comprendre, n'ayant pas eu le temps de jeter un regard sur les frontières, mais le Prince l'avait lui-même dit au Sénat en lui proposant le Sénatus-Consulte qui devait lui donner à lui et à sa descendance la couronne impériale.

« Reprendre ce symbole, écrivait-il, est pour la France, une immense signification.

« Le peuple satisfait ainsi son juste orgueil, parce que, relevant avec liberté et réflexion ce qu'il y a trente-sept ans, l'Europe entière avait renversé par la force des armes, au milieu des désastres de la patrie, il venge noblement ses revers, sans faire de victime, sans menacer aucune indépendance, sans troubler la paix du monde.

« Je ne me dissimule pas néanmoins tout ce qu'il y a de redoutable à accepter aujourd'hui et à mettre sur sa tête la couronne de Napoléon. »

Déjà dans son célèbre discours de Bordeaux, alors qu'il voyageait au

travers la France, le Prince avait dû prononcer pour répondre à cette préoccupation la célèbre parole :

« Par esprit de défiance, certaines personnes disent : L'Empire c'est la guerre. Moi je dis : L'Empire c'est la paix. »

Nous verrons dans les chapitres qui suivent ces préoccupations se traduire bientôt par un appel aux armes et la lutte s'engager dans des conditions où la France devait trouver la victoire, mais en foulant aux pieds toute sa politique traditionnelle, jetant ainsi les premiers éléments de la tempête qui devait la balloter sans pitié plus tard.

Il est temps, après avoir narré les événements importants qui préparèrent et amenèrent l'empire, événements où notre ville, et nos concitoyens prirent, comme je l'ai dit, une part active, que je reprenne le récit forcément suspendu des faits locaux, dégagés de tout ce qui a trait à l'histoire générale de la France.

L'année 1851 vit un événement considérable pour l'avenir économique du pays. On sait que des lignes de chemins de fer avaient été antérieurement concédées à des compagnies diverses, exploitant de courtes sections suivant certaines règles générales, mais d'après leurs intérêts personnels et les conditions de leur organisation. Il résultait de cette situation pour le commerce et les relations quotidiennes des tiraillements constants qui avaient donné lieu à des plaintes répétées. Quels que fussent les efforts des compagnies isolées pour obvier à ces multiples inconvénients, elles ne pouvaient y porter un remède efficace. C'est alors que fut décidée la fusion des diverses compagnies du Midi en une seule compagnie qui prendrait pour titre Lyon et la Méditerranée, à la tête de laquelle était placé M. Paulin Talabot. La loi du 8 juillet consacra la convention passée le 19 juin 1852 avec le ministre des travaux publics par laquelle la nouvelle compagnie était autorisée à la fusion et le décret du 18 novembre de la même année, fixa d'une façon définitive le nouvel ordre de choses.

L'homme remarquable qui prenait la direction de la nouvelle société avait mérité une telle distinction. Un des premiers fondateurs des chemins de fer méridionaux, il venait de mener à bonne fin une entreprise magnifique. Il avait conçu l'idée de réunir Beaucaire et Tarascon par un pont (1), œuvre gigantesque, surtout pour cette époque, si l'on réfléchit que le Rhône qu'il fallait franchir est en cet endroit d'une

(1) Le pont présente une longueur de 508 mètres et est composé de sept arches de 65 mètres d'ouverture dont les piliers sont en pierre froide et les vauoirs, les tympans et le tablier en fonte.

grande profondeur et d'une rapidité excessive ! L'habile ingénieur triompha de tous les obstacles, et le samedi 9 juillet 1852 ce viaduc était entièrement terminé. A la fin de cette année, le nouveau réseau, qui allait prendre un accroissement merveilleux et profondément modifier et animer les habitudes commerciales et industrielles de nos pays, était constitué dans des conditions excellentes.

Un autre de nos compatriote, M. Léonce Curnier, contribuait en même temps à la création de la voie ferrée qui était le complément indispensable des chemins de fer méridionaux. Nommé rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au chemin de fer de Bordeaux à Cette, le représentant du Gard rédigeait sur cette question un lumineux et substantiel rapport dont les conclusions étaient adoptées par le Corps législatif. La compagnie du Midi était créée.

Parmi les travaux du Conseil municipal de cette année, il faut citer en particulier la délibération qui a trait à l'église Sainte-Perpétue. Il existait déjà entre le Luxembourg et la Manutention, sur la place de l'Esplanade, une église de médiocre apparence, qui avait appartenu aux Capucins et qui était attenante à leur monastère. Cet emplacement était pour la paroisse par trop excentrique et il fut proposé plusieurs fois de ramener à un point plus central l'érection du monument. Mais diverses considérations, et en particulier, les souvenirs des religieux égorgés, saisis et sans défense par les protestants de Nîmes et de la Vaunage en 1790, la présence des restes de ces martyrs dans les caveaux de l'église, l'harmonie générale de la place de l'Esplanade contribuèrent à faire pencher la balance en faveur du même emplacement. J'ai déjà dit qu'en 1850 M. Feuchère avait exposé à l'exposition bisannuelle une façade monumentale d'église en y ajoutant des dessins spéciaux pour le Luxembourg et la Manutention. C'est cette façade monumentale que, dans la séance du 28 avril 1852, le Conseil municipal se décida à édifier. Les devis s'élevaient à la somme de 130.302 francs.

A cette somme le Conseil municipal en ajouta, par une autre délibération, une nouvelle s'élevant à 104,000 francs pour élever les murs et mettre l'intérieur en harmonie avec l'extérieur.

L'assemblée communale ne perdit pas de temps et dès le premier juillet les travaux étaient mis en adjudication (1). Nous avons vu que

(1) Huit concurrents se présentèrent, MM. Estève, Auméras, Brousse, Chabassus, Pascal, Jacques Aubert, Gincstous et Granon. Ce dernier l'emporta en offrant un rabais de 7. 55 sur les devis primitifs.

lors du passage du Prince-président à Nîmes, la cérémonie de la pose de la première pierre de la façade fut une de celles que présida le prince Louis-Napoléon. Les travaux avaient en effet immédiatement commencé, et le samedi 17 juillet, M. le curé Goubier se rendit processionnellement dans le nouveau local destiné au culte catholique, pendant tout le temps que durerait la restauration de son église. Ce local situé dans la rue Bernard-Aton avait servi d'atelier de peinture à M. Chenillon (1). Transformé en chapelle provisoire, il fut béni et dès le lendemain dimanche, le service divin y était célébré.

C'est pendant que les ouvriers de M. Granon (2) creusaient les fouilles de la façade de l'église que les ossements des religieux assassinés en 1790 furent découverts. Pieusement recueillis, ils reposent aujourd'hui dans la nouvelle église, dans la chapelle dédiée aux âmes du Purgatoire, au pied de l'ancien maître-autel de l'église des Capucins (3).

Depuis 1830 il avait été interdit au culte catholique de célébrer ses pompes publiques ; les processions avaient été supprimées comme attentatoires à la liberté de conscience ; on sait qu'au nom de ce même principe, les républicains actuels ont pris une semblable mesure, dictée bien plutôt par la haine du catholicisme que nos libre-penseurs poursuivent sous toutes ses formes et sous toutes ses manifestations. M^r Cart crut devoir demander au prince Louis-Napoléon le rétablissement de ces solennités pieuses. La municipalité de 1852 s'associa à cette requête, et c'est là à coup sûr un de ses principaux titres à la reconnaissance publique. Le préfet, M. Dulinbert, investi

(1) Il sert aujourd'hui d'atelier à l'imprimerie Régionale O. Dubois, qui publie le *Journal du Midi*.

(2) Le fils de M. Granon fut plus tard architecte de la ville.

(3) Sur un marbre noir est cette inscription : Altare majus — Prist. Eccl. Huc transl. est — Cujus supped. Aliquot extant rel — PP. Capucinorum — Impiis manibus anno M.DCC.XC — Hic interfectorum.

Traduction : — Le maître-autel de l'ancienne église a été transporté ici. Sous le marchepied ont été placées quelques reliques des PP. Capucins massacrés dans ce lieu en 1790 par des mains impies.

En face est cette autre inscription qui se rapporte à la croix qui surmonte l'autel : Crux Sancta — in platea primum erecta — Anno M.DCCC.XXVI, hæretico furore eversa — Anno M.DCCC.XXXI — Nunc stat hic refict. et restit.

Traduction : Cette croix sainte, élevée d'abord sur la place publique en 1826 et renversée en 1831, par la fureur des hérétiques, (voir tome I. chap. 1 p. 41 et 45) a été restaurée et replacée ici.

par le gouvernement de pleins pouvoirs pour accorder cette autorisation accueillit favorablement ces ouvertures et le 15 août, date choisie par le Président pour fête nationale, fut celle où les processions furent rétablies.

« Nous espérons, écrivait M^r Cart, à cette occasion, que cet acte de bienveillance de la part du gouvernement et de nos magistrats, sera dignement apprécié, et que nous n'aurons qu'à nous applaudir de l'avoir sollicité.

» Les fidèles se rappelleront donc qu'ils doivent apporter à cette pieuse cérémonie, soit qu'il y assistent, soit qu'ils se bornent à en être les témoins, un religieux silence, un respect profond et une modestie parfaite. Dans l'expression de leur joie et de leur reconnaissance, ils ne se permettront rien qui puisse offenser et même affliger qui que ce soit et nous leur recommandons expressément de ne s'immiscer sous aucun prétexte dans le maintien de l'ordre et de la décence qui doivent régner partout où circulera la procession. »

Le maire, M. Vidal, faisait appel « à l'excellent esprit qui anime ses concitoyens et attendait d'eux qu'ils prouvent qu'il n'y a parmi eux que des hommes d'ordre, des citoyens et de bons Français. »

On peut comprendre quelle douce et joyeuse émotion ressentirent les catholiques Nimois à l'annonce de cette nouvelle et on devine le caractère de grandeur, de recueillement que cette manifestation extérieure emprunta aux circonstances. Toutes les paroisses de la ville se rendirent processionnellement à la Cathédrale où se formait le cortège qui s'ébranla ensuite par la rue des Lombards, descendit le boulevard du Petit-Cours, le boulevard des Calquières, celui de l'Esplanade et entra par le boulevard Saint-Antoine et la rue de la Madeleine. Toutes les autorités judiciaires, civiles et militaires suivaient le prélat en costume épiscopal, donnant sa bénédiction au peuple incliné sur son passage. Cette solennité avait été précédée à la Cathédrale d'un *Te Deum*.

En dehors de ces fêtes religieuses qui remplissaient de joie et d'espérance une grande partie de la population, la journée du 15 août fut célébrée avec la pompe officielle qui caractérise, d'habitude, ces sortes de réjouissances, et que nous avons vu se déployer pour la fête de Louis-Philippe. Cependant il est à noter que cette année fut marquée par un spectacle nouveau pour notre ville.

Déjà le jeudi 17 juin, à huit heures du soir, M. Boyer, aidé de MM. Jeunet et Bonnardel avaient fait sur la place Saint-Paul un premier essai de lumière électrique. Le 15 août, ces expériences furent renouvelées sur un théâtre plus grandiose. L'appareil était placé sous

un des arceaux de la gare, faisant face à la fontaine Pradier et était actionné par soixante-dix éléments Bunsen. Un réflecteur en cuivre, fabriqué par M. Chasseriau et argenté par M. Cancel, projetait le faisceau lumineux sur l'avenue Feuchères. Hier encore, une foule considérable se pressait pour voir nos Arènes éclairées à la lumière électrique, encore peu connue de la masse ; il est facile de se rendre compte de la multitude de curieux qui, en 1852, envahirent l'avenue Feuchères pour jouir du spectacle nouveau qui leur était présenté.

Dans le département, les réjouissances nationales furent le prétexte tout trouvé pour se livrer aux amusements traditionnels et dans maint village les courses de taureaux avaient été autorisées. A Saint-Gilles et à Aiguesmortes deux accidents graves signalèrent ces jeux. Dans la première de ces localités, un des toréadors fut tué sur place par le taureau qui lui trancha la jugulaire. Ce malheureux était père de famille et laissait une jeune femme avec un enfant à la mamelle dépourvus de toutes ressources. La population, frappée de stupeur, abandonna aussitôt le champ de courses, à la vue du sang qui rougissait l'arène.

C'est encore à l'occasion du 15 août 1852 que Nîmes vit la création d'une musique municipale. Depuis la dissolution de la Garde nationale, opérée dès les premiers mois de 1852 à la suite du coup d'Etat et des événements subséquents, il n'y avait plus à Nîmes que la musique régimentaire. Mais dans les fêtes publiques et autres solennités, où l'administration avait seule le droit d'intervenir, il convenait d'avoir un corps de musique qui pût accompagner les autorités et rehausser l'éclat des cérémonies. Un arrêté municipal en date du 8 juillet 1852 constitua ce corps, et une délibération du Conseil municipal du 26 août en fixa le nombre à trente-deux musiciens plus un chef et un sous-chef. Une somme de 3,757 fr. fut votée pour cette organisation. Quelques mois plus tard, le 17 novembre, le Conseil approuvait définitivement le recrutement d'une deuxième compagnie de sapeurs-pompiers, que le Maire avait cru devoir équiper pour le passage du Prince-Président. Désormais, ce corps prenait une importance plus grande et était définitivement organisé comme nous le voyons de nos jours.

Pour recevoir convenablement le chef de l'Etat, il fut décidé de remettre à neuf l'intérieur de l'Hôtel de Ville et de remplacer les tentures fanées et refaire les peintures dégradées. Des crédits spéciaux votés par le Conseil pour ces diverses restaurations s'élevèrent à la somme de 12,871 francs répartis comme suit : Salle du Conseil municipal, 6,733 francs ; salle d'attente, 592 francs ; salle d'audience, 1,446 francs ; cabinet du Maire, 4,100 francs.

Les délibérations du Conseil municipal eurent au cours de cette année 1852 trois buts importants : le premier regardait l'abattoir aux porcs, le second un projet de rue au travers des vieux quartiers de Nîmes, le troisième l'achat du *Castellum divisorium*.

L'abattoir aux porcs qui était situé aux Vieux Egorgeoirs, sur l'emplacement de l'Oratoire actuel, tombait en ruines. Il était projeté depuis quelque temps de l'adjoindre au marché aux bestiaux. Il fut décidé qu'on donnerait, sans tarder, suite à ce projet, de façon à permettre l'ouverture du nouvel établissement dans le courant de 1853.

C'était là une amélioration devenue nécessaire. Une autre s'imposait aussi qui ne fut réalisée que bien plus tard, bien qu'un vote du Conseil l'ait déjà entrevue, le 13 novembre 1852. L'administration avait, pour la construction de l'hôtel de la Banque, jeté les yeux sur l'ancienne maison Ginhoux, à l'angle des rues Caguensol et de l'Horloge. Profitant de cette disposition, le Conseil se résolut à voter le percement d'une rue qui partant de la Maison Carrée servirait de quatrième façade au nouveau monument dont Nîmes allait être doté. Cette rue avait surtout pour but d'offrir un très heureux débouché à l'intérieur de la ville et de jeter la lumière et l'air dans un quartier qui en avait le plus grand besoin. De plus elle faisait disparaître une ruelle infecte, la ruelle des Flottes, véritable foyer pestilentiel.

En réalité ce projet se présentait de deux façons au Conseil. D'une part le sieur Estève, entrepreneur offrait moyennant une indemnité de 60.000 francs d'effectuer le percement entre la place de la Maison Carrée et la rue du Grand Couvent, de l'autre le prolongement de cette nouvelle rue s'imposait au Conseil jusqu'à la rue Caguensol. Mais on craignit des demandes par trop élevées de la part des propriétaires et on se borna pour le moment à entreprendre la percée par la Banque et à classer sur le plan de la ville une rue projetée de huit mètres de largeur pour être exécutée au fur et à mesure que des propositions acceptables seraient faites par les intéressés à l'administration municipale.

La législation qui régissait à ce moment les travaux de voirie à Nîmes ne laissait pas à l'édilité toute les facilités nécessaires pour l'exécution rapide des travaux projetés ; il était reconnu cependant d'un commun accord, et ce que je viens de rapporter en est une preuve, que notre ville avait un besoin pressant, tant au point de vue de la salubrité, que de l'ornementation et de la circulation, de recourir à un système plus rapide et moins onéreux de restauration des voies publiques.

A cet égard, un décret du 26 mars 1852 avait considérablement étendu les droits de l'administration publique, en ce qui touchait les expropriations et les grands travaux d'utilité publique à entreprendre dans Paris. L'article 9 de ce décret admettait les villes et leur municipalité à jouir de la même faveur sur leur demande. Le 23 août 1852, le Maire proposa au Conseil de solliciter pour Nîmes l'application du décret précité, faisant ressortir les immenses avantages qui résulteraient pour la ville de cette mesure. Les propositions de M. Vidal furent immédiatement adoptées, et l'on peut dire que de cette délibération date la véritable transformation de notre voirie et les grands travaux d'utilité publique qui en furent la conséquence.

Je ne peux pas parler de la voirie sans mentionner une délibération du Conseil en date du 10 novembre, délibération qui mériterait d'être soumise de nouveau au Conseil actuel pour qu'une suite favorable lui soit donnée. On sait que les routes nationales n° 87 de Lyon à Béziers et n° 99 d'Aix à Montauban, empruntent dans leur traversée de la ville une partie importante de nos boulevards et particulièrement ceux là même qui sont les plus fréquentés (1). Les Ponts et Chaussées proposèrent à l'administration municipale de reporter sur les boulevards du Petit et du Grand-Cours et sur le quai de la Fontaine la servitude qui pèse sur les autres. Le Conseil apprécia avec juste raison que ce ne serait pas en réalité obtenir un avantage marqué, et que la nouvelle classification de ces routes n'en serait pas moins un inconvénient pour la ville.

Il émit, en conséquence, le vœu que la première de ces routes suivît le boulevard du Viaduc entre les deux ponts biais du chemin d'Avignon et du chemin de Montpellier, et que la seconde, après avoir suivi la même voie jusqu'à la route de Saint-Gilles, emprunterait cette dernière jusqu'à la place Montcalm, la rue du Mail et le quai du Cadereau jusqu'au pont de Sauve.

Le 17 novembre le Conseil adoptait une résolution tendant à concourir à l'acquisition du *Castellum divisorium* que le gouvernement se proposait d'acheter à M. Carbonnel. Ce vestige du bassin de distribution des eaux de l'Eure avait été découvert dans la propriété de ce dernier. La ville vota 3,000 francs et consentit, en outre, à l'aliénation d'un terrain communal situé à l'extrémité orientale de la rue de la Lampèze. La délibération du Conseil visait l'utilisation éventuelle de

(1) Les boulevards de l'Esplanade, Saint-Antoine et de la Madeleine.

ce réservoir dans le cas où il serait donné suite au projet de rétablissement de l'aqueduc Romain, au moins entre Nîmes et le Pont-du-Gard.

La ville s'enrichissait ainsi d'une nouvelle ruine antique, presque unique en son genre et qui rappelait les temps de sa splendeur. Il n'était pas de jour où elle n'eût à recueillir quelques fragments précieux ; et nous verrons ceux-ci abonder à notre Musée avec les constructions nouvelles, les alignements rectifiés et les fouilles entreprises. Dans les fondations creusées pour l'église Sainte-Perpétue, on retrouvait une inscription publiée par Gaillard Guiran (1), il y avait deux siècles. En ce moment même, la ville contribuait pour une large part, avec le département, à exhumer les substructions qui environnaient le Temple de Diane, sous la direction de M. Révoil.

On sait du reste que la science archéologique et l'art ont toujours eu à Nîmes des représentants d'un haut mérite. Ce monde spécial de notre cité fut douloureusement affecté lorsqu'il apprit qu'un homme de talent qui avait laissé autour de lui, pendant son passage à Nîmes, les plus agréables souvenirs, venait d'être brusquement enlevé à l'affection des siens. Le vendredi 5 juin, pendant une partie de plaisir à Bougival, l'éminent statuaire Pradier succombait à la suite d'un épanchement au cerveau. Il n'avait alors que cinquante-huit ans (2).

L'exposition bisannuelle de peinture s'ouvrit le 2 novembre ramenant dans la salle de la Maison-Carrée les artistes qui concouraient d'habitude et dont nous avons étudié les œuvres déjà.

En même temps à Paris, un Nimois remportait à l'Académie des Beaux-Arts le deuxième grand prix de composition musicale. C'était Jean-Alexandre Poise, et qui était né dans notre ville le 2 mai 1828 et que nous verrons plus tard produire, écrire des opéras appréciés (3).

Un événement tragique, heureusement fort rare, jeta l'émoi dans notre population. Le 22 mars, entre dix et onze heures du matin, le caporal sapeur Bernard du 25^e de ligne, était à la caserne frappé à mort par un soldat du même régiment, Blanc nommé Mathieu. Celui-ci,

(1) Gaillard Guiran, conseiller du roi au présidial de Nîmes, vivait au xviii^e siècle. Une copie manuscrite des inscriptions de Nîmes et des environs, réunies par Guiran, existe à la Bibliothèque municipale sous le n° 304 avec un autographe de l'auteur. La ville l'a acquise en 1870.

(2) Pradier était né à Genève le 23 mai 1794.

(3) En 1853, il faisait recevoir sur le théâtre lyrique un opéra comique en un acte, *Bonsoir voisin* que M. Jules de Prémarmay appelait un diamant musical et auquel Théophile Gautier ne marchandait pas les éloges.

puni par son supérieur, en conçut une telle irritation qu'il tira sur Bernard, à ce moment étendu sur son lit, son fusil chargé d'avance, et lui faisait une blessure qui emportait la victime. Les obsèques du malheureux caporal eurent lieu avec une grande solennité. Le cortège qui comprenait tous les officiers et soldats de la garnison, alla chercher le cadavre à l'Hôpital, et le service religieux eut lieu à la Cathédrale. M^r Cart et tout son clergé assistaient à cette cérémonie et le prélat monta en chaire pour prononcer une touchante allocution.

Le meurtrier, qui avait pu prendre la fuite, était arrêté quelques jours après dans le département du Var et transféré à Montpellier pour y être jugé par le Conseil de guerre de la 10^e division militaire. Mathieu fut condamné à mort et le jugement affiché le lundi 6 septembre à la porte de la caserne. Le mercredi 29 octobre, Mathieu Blanc était écroué à la Maison d'Arrêt de Nîmes venant de la citadelle de Montpellier. Il descendit l'escalier de la gare d'un air délibéré, et les curieux qui étaient accourus sur l'Avenue en apprenant son transfert, remarquèrent son air d'insouciance. Mathieu Blanc passait sa dernière nuit, entouré du vénérable abbé Paut, aumônier des prisons de Nîmes, de celui de Montpellier et de deux sœurs de charité. Le condamné entendait le lendemain matin la messe avec un recueillement exemplaire.

A six heures du matin, le régiment quittait tout entier la caserne et se rendait au champ de tir (1). C'est à pied que Blanc voulut se rendre au supplice ; il fit ses trois kilomètres, entouré de la compagnie à laquelle il appartenait et d'un peloton de hussards. Arrivé au lieu fatal, il quitta lui-même sa tunique et manifesta le désir de commander lui-même le feu de peloton d'exécution. Cette grâce lui fut refusée. Il s'agenouilla alors et reçut la mort sans laisser percer la moindre faiblesse. Cette terrible et solennelle exécution impressionna vivement toute la population,

(1) Cet emplacement était situé à l'entrée du bois des Espesses, route d'Alais.

NOTE

J'emprunte à un travail fort intéressant (1) dû aux recherches de M. l'abbé Gouffon, le récit de l'horrible massacre qui porte le nom de la *Bagarre de Nîmes*, et qui ensanglanta le couvent et l'église conventuelle des Capucins, devenue depuis l'église Sainte-Perpétue.

A peine l'édit de 1787 eut-il rendu aux Protestants le libre exercice de leur culte religieux, qu'ils cherchèrent à s'assurer dans Nîmes, d'une école pour leurs prédicants et d'un temple pour leur prédication. Ils jetèrent les yeux sur l'église et le couvent des Capucins ; mais le moment ne leur sembla pas encore venu de mettre ce projet à exécution, ils surent donc le tenir dans le secret ; mais lorsque en 1789, l'Assemblée nationale agita la question de la liberté des cultes, les calvinistes crurent pouvoir enfin exécuter leur dessein et ils firent offrir une somme de 200,000 livres de l'église et du couvent. Ces avances officieuses furent rejetées avec indignation et, dès cet instant, il fut convenu dans le parti qu'on userait de tous les moyens pour arriver au but.

Le lundi 44 juin 1790, le major de la légion fit faire une visite domiciliaire dans le couvent, sur les onze heures du matin. Malgré la sévérité des recherches on ne put trouver rien de suspect dans le monastère ; on n'y rencontra surtout ni armes, ni hommes cachés. Recommandation fut faite aux religieux de fermer soigneusement leurs portes et leurs fenêtres ; ils obéirent à l'instant.

Quelques heures après, les religieux récitèrent leurs vêpres dans l'église, lorsqu'un coup de fusil éclata aux environs de l'Esplanade ; c'était un signal. Ce coup ne blessa personne, mais occasionna un certain désordre parmi les volontaires étrangers. A ce moment, par suite de la maladresse d'un de ces hommes, un nouveau coup de feu vint donner la mort à M. Massip, officier municipal de Saint-Cosme.

Quoique les portes et les fenêtres du couvent fussent hermétiquement fermées, ceux qui cherchaient occasion de verser le sang prétendirent aussitôt que le coup était parti de chez les Capucins. La foule se porta alors avec fureur sur le monastère, s'écriant qu'il faut en finir avec les prêtres et les porteurs de croix ; la porte est enfoncée à coups de haches et les assassins se répandent dans le cloître.

Les religieux purent pour la plupart trouver un refuge contre les envahisseurs ; trois se cachèrent sur la voûte de l'église, deux sur le plafond de la bibliothèque, trois autres sur celui du dortoir et trois enfin dans une ruelle ou impasse qui se trouve entre l'église et le Luxembourg (2). — Le supérieur, âgé de 70 ans, entraîné par le jardinier, eut à peine le temps de sortir ; six avaient fui en franchissant les murs du jardin, ils se sauvèrent à travers champs ; un des frères était absent de Nîmes ; mais cinq d'entre les religieux devinrent les victimes des assaillants.

Le P. Benoit, de Beaucaire, âgé de cinquante ans, fut saisi dans une des chapelles

(1) Notice historique sur les Capucins, par M. l'abbé Gouffon. — Nîmes, 1871.

(2) La ruelle du Louvre.

de l'église : « Mon ami, dit-il à son bourreau, donnez-moi le temps d'achever ma prière et vous m'immolerez ensuite si tel est votre dessein. » Le barbare sort sa montre et lui accorde cinq minutes : dès que ce terme est expiré, il lui tire un coup de fusil et lui plonge sa balonnette dans le corps. Le P. Benoit vint rendre le dernier soupir à la porte de l'église qui conduisait au monastère. Beaucoup se souviennent encore d'avoir vu les dalles empreintes de son sang, non loin de l'escalier qui montait au premier étage du couvent.

Le Père Siméon, né à Sanilhac, vers 1750, fut percé en mille sens divers à coups de fourches et de balonnettes, dans sa cellule même.

Le P. Séraphin (Reboul), né à Nîmes, vers 1762, fut massacré dans le dortoir comme le père Siméon.

Le frère Célestin (Clet), né à Nîmes, en 1766, et le frère Fidèle, d'Ancey, succombèrent ensuite sous les coups des meurtriers ; ce dernier âgé de quatre-vingt-deux ans, sourd, aveugle et retenu dans son lit par une attaque de paralysie, ne put échapper aux scélérats envahisseurs qui, l'ayant trouvé couché dans sa cellule, le hachèrent à coups de sabre dans son lit et le brûlèrent ensuite en mettant le feu à sa paille.

Deux jeunes clercs furent tués, l'un à la porte du chœur, l'autre à celle de la sacristie ; deux pauvres ouvriers furent massacrés dans le jardin.

Après ces exploits, tout dans le couvent fut saccagé et détruit. La riche bibliothèque de 2,000 volumes, donnée aux Capucins par Antoine-Balthazard Fléchier, archidiacre de Nîmes et neveu de l'illustre évêque de ce nom, fut dévastée (1). — Quatre calices, leurs patènes, deux ciboires, le linge sacré, les ornements sacerdotaux furent volés dans la sacristie, un crucifix fut mutilé dans le chœur à coups de sabre et une statue de la Vierge servit de cible aux forcenés.

Il serait trop long de détailler toutes les profanations dont ces lieux furent témoins ; n'oublions pas cependant ce fait qu'on n'a jamais pu démentir : Quelques jours après la *Bagarre*, des protestants dansaient à Massillargues vêtus en capucins, portant les surplis, les étoles et les chapes du couvent, et buvant tour à tour, dans les vases sacrés, à la santé de la Nation.

(1) Cette bibliothèque, composée de nombreux ouvrages de l'Écriture-Sainte, de patrologie, de théologie, de controverse, de littérature, etc., avait été léguée aux Capucins, à la condition qu'elle serait ouverte, deux jours de la semaine, aux membres du clergé séculier et régulier.

CHAPITRE CINQUIÈME

(Année 1853)

SOMMAIRE

ELECTION LÉGISLATIVE. — MARIAGE DE L'EMPEREUR. — ADRESSE DU CONSEIL MUNICIPAL. — DÉMISSION DE MM. DE VALLONGUE ET DE CARRIÈRES. — LE CONSEIL MUNICIPAL EST INCOMPLET. — ELECTIONS COMPLÉMENTAIRES. — TRAVAUX DU CONSEIL. — QUESTION DES EAUX. — VOIRIE. — DÉMISSIONS DE TROIS CONSEILLERS GÉNÉRAUX : M. DE CALVIÈRES, M. A. BOYER, M. DE CARRIÈRES. — ELECTIONS COMPLÉMENTAIRES. — L'ÉLECTION DU DEUXIÈME CANTON EST ANNULÉE — IL EST DÉCIDÉ DE CONSTRUIRE UNE NOUVELLE PRÉFECTURE. — PREMIÈRE COURSE DE TAUREAUX AU GENRE ESPAGNOL A NIMES. — MORT DE L'AÉRONAUTE DÉCHAMPS. — LA SITUATION EXTÉRIEURE S'ASSOMBRI.

La démission de M. de Calvières avait nécessité la convocation des électeurs de la troisième circonscription électorale. Le candidat officiel, M. Varin-d'Ainvelle, maire d'Alais, fut élu par 18,689 voix contre 3,728 accordées à M. Destremx. Ainsi était complétée la députation du Gard.

L'Empire consolidé pensait à assurer la dynastie napoléonienne. A peine ceint de la couronne impériale, Napoléon III avait songé à appeler à son côté celle qui devait lui donner un héritier. Ses regards se portèrent sur une Espagnole, la comtesse de Montijo, et le mariage du souverain eut lieu avec une solennité inouïe à l'église Notre-Dame, à Paris, le dimanche 30 janvier, au milieu d'une foule enthousiaste.

Le Conseil municipal de Nîmes s'empressa de se réunir et de voter à cette occasion l'adresse suivante :

« Siré, la ville de Nîmes ne peut rester indifférente au grand événement qui vient de s'accomplir et qui émeut si vivement la France. En ne suivant que votre inclination et en ne tenant compte que des vertus et des qualités de l'Impératrice, Votre Majesté a compris que c'est sur-

tout par le cœur que l'on mérite les couronnes ! l'avenir donnera raison à cette noble pensée.

• Interprète des sentiments d'une grande cité, le Conseil municipal de Nîmes est heureux, dans cette circonstance, de déposer aux pieds de Votre Majesté ses hommages et ses respectueuses félicitations (1). »

Je n'eusse point rapporté le texte de cette pièce officielle dont la rédaction banale peut s'appliquer à n'importe quel événement politique où est mêlé le souverain de la nation. Elle ne constitue pas, à proprement parler, un document historique, mais elle eut à ce moment une certaine importance. Elle provoqua tout d'abord dans le sein du Conseil une scission assez curieuse. Deux conseillers, MM. de Cabrières et de Vallongue, adressèrent au Maire leur démission en termes assez vifs.

« Dans sa séance du 27 janvier, écrivait le premier de ces édiles, la majorité de mes collègues ayant cru devoir, contrairement à l'esprit et à la lettre de la loi qui fixe leurs attributions, voter une adresse de félicitations au chef de l'Etat, à l'occasion de son mariage, je me vois contraint de me séparer d'eux. Cette détermination dégage suffisamment, à mon gré, ma part de responsabilité dans un acte auquel je ne puis loyalement m'associer. »

M. de Vallongue protestait également contre le vote de l'adresse, et motivait, en outre, la retraite par le motif qu'il n'avait pas l'intention de prêter serment à l'Empire héréditaire. Onze membres étaient absents le jour de la rédaction et du vote de l'adresse, six avaient donné antérieurement leur démission (2), sept membres déclarèrent la repousser, onze seulement la votèrent. Cette crise municipale excita dans toute la ville la plus grande émotion qui ne se calma que peu à peu. Quelque distance que la Préfecture ait cru devoir mettre entre la scission dont nous venons de parler et le remplacement des conseillers démissionnaires, le souvenir de ce désaccord, portant sur une question de cette nature, devait peser sur le scrutin.

(1) Voici les noms des signataires : MM. Vidal, maire ; Mourier, adjoint ; Aubert, Bellile, Bousquet, d'Everlange, Gamel, Gonet, Lacombe, de Roussel, Raizon, Soustelle, soit en tout douze signataires ; mais comme M. Mourier, ne faisait pas, quoique adjoint, partie du Conseil municipal, onze membres de l'assemblée communale seulement avaient signé sur trente-six.

Avaient voté contre : MM. Branel, de Cabrières, Dufau, Magao, Paradan, Valat et de Vallongue.

(2) MM. Soules, Flaissier, Nègre-Bergeron, Boyer, Noury-Fabrigue et Chazand.

Ce ne fut que le 4 juin que les 1^{re}, 2^e, 4^e, 5^e, 6^e, 8^e et 10^e sections urbaines furent convoquées dans leur comice. Le résultat du vote amena la nomination de M. Gaston Baragnon au premier tour et de MM. Tribes, Bouchet, Planchon, Chardon, Duplan fils, de Trinquela-gues-Dions et Murjas au second tour.

L'Empire rencontrait là une hostilité évidente de gens décidés à obéir aux lois, mais résolus aussi à ne rien faire qui pût être taxé d'acquiescement à l'Empereur. Il est curieux qu'à ce même moment, dans les milieux socialistes du Gard, un complot se tramât contre la sûreté de l'Etat. Les passions anarchiques, contenues au 2 décembre, se réveillaient dans la Gardonnenque, non plus avec les chefs de file que nous avons pu voir en action, mais avec des comparses. L'autorité préfectorale dut se préoccuper des menées des agitateurs. Elle apprit que pendant le mois de janvier un comité s'était formé à Nîmes, en vue d'un mouvement insurrectionnel. Ce comité à la tête duquel se trouvaient trois de nos compatriotes : Pouzergues, Laporte et Raymond, correspondait avec des sous-comités établis notamment à Saint-Jean-du-Gard, Anduze et sur d'autres points du département.

L'insurrection devait éclater dans la nuit du 20 au 21 février. Le signal serait donné au moyen de feux allumés sur les hauteurs. Les insurgés devaient s'assurer de la personne du Préfet, et couper le télégraphe et le chemin de fer. On disait que leur chef n'était autre que le colonel Favand. Les conjurés furent arrêtés au nombre de quinze. Le seizième, Dauphis, de Saint-Jean-du-Gard, échappa à toutes les recherches. Mais quatorze seulement comparurent devant la Cour d'assises de la Lozère, où l'affaire avait été renvoyée pour cause de suspicion légitime. L'un d'eux s'était suicidé dans sa prison. Les débats de cette affaire durèrent trois jours à la suite desquels le jury rendit un verdict négatif. C'était là le dernier écho de l'agitation démagogique. A supposer que réellement quelques insensés eussent nourri l'intention de recommencer une lutte disproportionnée, l'autorité était trop fortement constituée, trop rapidement prévenue, pour se laisser surprendre.

Il faut, en effet, reconnaître que l'administration de l'Empire, et nous aurons plus d'une fois l'occasion de le constater, sut recruter un personnel énergique et capable qui assura au pays la paix et la tranquillité la plus complète dans la rue.

C'est à la faveur de cette quiétude bienfaisante que toutes les branches de la vie nationale et locale vont ressaisir une prospérité et un développement inconnus depuis longtemps ; l'ère nouvelle permet-

tait enfin au Conseil municipal de reprendre la tradition des assemblées qui l'avaient précédé à l'Hôtel de Ville. Pendant les cinq années qui venaient de s'écouler, il s'était débattu au milieu de difficultés financières, de troubles constants, plus préoccupé de rechercher l'apaisement des passions que d'étudier des travaux que, seul, le temps peut permettre de mener à bien. Il avait veillé prudemment aux intérêts immédiats de la cité, s'efforçant de liquider un arriéré d'autant plus difficile que les ressources se ressentaient de la pénurie du moment et des désastres occasionnés par le péril social.

La première question, et nous avons vu en parlant du passage du Prince Président à Nîmes qu'elle avait été agitée devant lui, était et devait être cet éternel problème de l'adduction des eaux. Pour peu qu'on jette un coup d'œil sur nos archives, on trouve aux époques les plus reculées de notre histoire locale des traces de cette incessante préoccupation. Sans remonter aux Romains qui s'étaient vus dans la nécessité d'amener à Nemausa l'eau qui lui était nécessaire, on retrouve chez nos ancêtres, dès qu'ils se trouvaient dans une période de calme, l'ardent désir, jamais assouvi, d'en finir avec cette question.

Les municipalités qui occupaient la Mairie sous la Restauration, sous la Monarchie de Juillet avaient, elles aussi, repris cette étude et maints projets avaient été agités. La nouvelle municipalité qui en 1852 voyait enfin la tranquillité pour longtemps assurée ne pouvait manquer d'imiter ses devancières.

Imitant les précédents en la matière, le Conseil municipal ne trouva aucune autre solution que le concours (1). Dans sa séance du 27 novembre 1852, il avait adopté une délibération accordant aux auteurs de *conduite d'eau* jusqu'au 15 janvier 1853 pour déposer leurs propositions. Il était indiqué que les projets devaient être, autant que possible appuyés par une compagnie offrant des garanties suffisantes ; enfin le Conseil demandait au Ministre des travaux publics l'envoi d'un ingé-

(1) L'idée n'était pas en effet nouvelle. Un concours eut lieu en 1771 et un Nimois donna 4,000 francs comme prix. En 1785, l'évêque offrit 40,000 francs pour l'amélioration du service des eaux. En 1788, la ville institua dans le même but un prix de 3,000 fr. qu'un habitant de Nîmes s'empressa de porter à 4,000. En mai 1826, un nouveau concours fut ouvert avec un programme détaillé, décernant un prix de 18,000 fr. au lauréat, et des prix secondaires de 2,000 francs. Nouveau programme et nouveau concours eu août 1845. Il faut malheureusement reconnaître que tous ces encouragements venus de haut laissèrent la question intacte ou à peu près,

nieur qui devait être adjoint à la Commission pour l'aider dans le choix et l'adoption du projet à exécuter. Encore une fois le résultat fut nul et les conclusions du rapport lu par M. Numa Brunel, indiquent le maigre chemin qu'avait fait la question. Ces conclusions qui ont une importance capitale furent adoptées par le Conseil municipal :

« Le Conseil, tout en rendant hommage aux travaux consciencieux et aux savantes études de quelques concurrents, exprime le regret de ne pouvoir adopter aucun des projets qui lui ont été présentés.

» Le Conseil croit devoir particulièrement faire une mention honorable de M. le docteur Teissier, dont les travaux éclairés, persévérants, patriotiques, ont fait marcher la question des Eaux de Nîmes.

» Le Conseil charge M. Nadault de Buffon (1), ingénieur en chef, professeur d'hydraulique agricole à l'école des Ponts-et-Chaussées, de rédiger dans l'intérêt de la ville de Nîmes, et dans le plus bref délai possible, un projet de fourniture d'eau dans les conditions les plus avantageuses pour la ville et sur les bases indiquées par lui-même dans ses conférences avec la Commission des Eaux. »

Nous voilà donc revenus au point de départ, à la recherche d'un projet ; j'ai cru utile de bien préciser cette situation au commencement même des travaux des Conseils municipaux de Nîmes sous l'Empire. Jamais peut-être plus qu'à cette époque la question vitale des eaux ne fut plus discutée que sous ce régime. Nous pourrions voir qu'elle servit à plusieurs reprises de tremplin de popularité et de plateforme électorale, aussi bien du reste dans les élections municipales que dans celles du Corps législatif. Nous verrons par la suite une compagnie obtenir de la ville un traité qui liera la municipalité et qui obligera celle-ci, lorsqu'elle voudra reconquérir sa liberté d'action, à user de la plus grande énergie. Nous verrons enfin une solution, sinon absolue, du moins suffisante, se présenter et être réalisée. Mais il était intéressant de bien fixer l'état dans lequel se trouvait le problème au commencement de la période nouvelle que nous abordons.

Le premier projet d'embellissement de la ville qu'avait résolu le Conseil municipal de 1851, quelque rapidité d'adoption et d'exécution qu'on y mit se heurta dès le principe à une grande difficulté. La façade de l'église Sainte-Perpétue, telle que l'avait conçue M. Feuchères faisait une saillie prononcée sur le plan général d'alignement.

(1) M. Nadault de Buffon était l'ingénieur que le ministre des travaux publics avait choisi pour aider la Commission suivant les termes mêmes de la délibération de novembre 1882.

Un voisin, M^{me} Londès, propriétaire de l'hôtel du Luxembourg voulut s'opposer tout d'abord à l'exécution du projet et réclama du Conseil l'exécution du plan d'alignement adopté par la ville lors de la création du quartier, dit du chemin de fer. La difficulté fut résolue par une délibération du 4 février 1853 qui réglait un alignement des façades du Luxembourg, de l'église et de la Manutention, répondant ainsi aux objections soulevées par M^{me} Londès. Mais un autre point délicat se présentait. On sait que le chœur de l'église en question est bordé par une ruelle étroite qui s'appelle la ruelle du Louvre. Cette ruelle était dans le même état en 1853 que nous la voyons aujourd'hui, à cela près qu'elle a subi une légère rectification qui n'en modifie point l'aspect général. Le Conseil fut amené à se demander s'il ne conviendrait pas, étant donné qu'il était indispensable de remanier le vaisseau de l'église des Capucins, de lui donner une longueur plus grande, soit cinquante-huit mètres au lieu de quarante-un, en occupant, au profit de l'édifice en construction, toute la largeur de la ruelle qui le resserre à l'Est et certaines dépendances de l'hôtel du Louvre.

Le nouveau projet ne supprimait pas la rue, mais en ouvrait au contraire une nouvelle de six mètres de largeur qui, prolongement de la rue de la Servie, devait déboucher sur la place de la Couronne en traversant la maison Baragnon, les dépendances de l'hôtel du Louvre et l'auberge de la Ville de Paris. Comme compensation à M^{me} Londès, on lui abandonnait la voie publique supprimée, comprise entre l'église et la place de la Couronne, ce qui lui permettait de réunir en un seul corps les deux hôtels du Louvre (1) et du Luxembourg (2), réunis, comme nous le voyons aujourd'hui, par un arceau dont l'autorisation n'avait été accordée qu'à titre précaire et temporaire.

Incontestablement, cette résolution à laquelle le Conseil municipal se rallia était la seule qui fût en harmonie avec les embellissements que la ville faisait sur ce point et avec la création du nouveau quartier dit du Chemin de fer tel qu'il avait été classé par l'ordonnance de 1841. Il est regrettable que le propriétaire des terrains sur lesquels devait être reportée l'abside de Sainte-Perpétue ait exigé une compensation pecu-

(1) Les consuls donnaient autrefois l'autorisation d'ouvrir des « logis » ou des « cabarets » et d'y appendre une enseigne dont le nom figurait au procès-verbal.

Le logis le *Luxembourg* sur la porte de la Couronne fut autorisé en 1618.

(2) Le *Louvre* ne fut autorisé qu'en 1672. Mais Claude de la Farelle, à qui fut donnée la permission de prendre cette enseigne, n'ouvrait qu'un cabaret « proche le logis du Luxembourg. »

niaire, outre celle que lui offrait la ville. Il ne faut pas oublier que cette dernière y pouvait d'autant moins consentir que l'agrandissement de l'église augmentait le devis dans de larges proportions. Là encore nous voyons combien il eût été utile que la municipalité eût pu se servir du décret de 1852 dont elle avait demandé l'application à la ville et qui donnait plus d'élasticité à la loi d'expropriation. La physionomie de ce quartier, aujourd'hui l'un des plus beaux de la ville, eût été complètement changée.

Le Conseil montrait du reste assez son intention de tailler en plein drap quand il le pouvait, et qu'il ne se heurtait à aucune des difficultés que j'ai eu l'occasion de signaler au cours de ses négociations et de ses entreprises. Le quartier de la Cité-Foule, incomplètement tracé était à ce moment sillonné d'artères qui en font encore un des plus réguliers et des plus sains de notre ville. C'est de cette époque que date la création officielle des rucs de la Mandragore, Neuve-des-Arènes, Massillon, Saint-Maur (1).

La rue de l'Enfance (aujourd'hui Porte de France), qui longeait l'abside de l'église Saint-Paul, était absolument fermée à la circulation par suite de son peu de largeur. Il fut décidé qu'elle serait portée à dix mètres. Le tracé de la rue de la Lampèze fut rectifié pour en faire une voie droite.

Madame Valz-Pons était propriétaire du couvent des Doctrinaires, contigu à l'église Saint-Charles, qui avait été acheté par M. Valz lors de la vente des biens nationaux. Depuis longtemps les habitants du quartier Saint-Charles réclamaient une artère qui les amenât directement sur le boulevard. Il convenait d'autant mieux d'accéder à leur désir qu'on isolait ainsi l'église Saint-Charles contre laquelle étaient adossées des constructions appartenant à Mme Valz. De plus le même projet permettait d'élargir la rue de la Bazique (rue Porte d'Alais). Une transaction intervint enfin entre la ville et le propriétaire et la rue Robert fut alors créée. Je ne cite là que les points généraux sur lesquels s'étendait la sollicitude de la municipalité. En maints endroits des questions de détails étaient résolues à la grande satisfaction des intéressés et surtout des ouvriers qui trouvaient dans les travaux entrepris un travail rémunérateur.

(3) Ce nouveau plan faisait disparaître une ruelle connue sous le nom de Saint-Maur qui allait du petit chemin de Saint Gilles (rue Briçonnet) à l'avenue Feschères, et qui avait été comprise dans la construction des maisons Bézard et Molins.

La population jouissait de ces améliorations diverses dont l'entourait une administration éclairée. Mais cette dernière n'était point la seule à s'occuper d'elle. Le vertueux prélat qui occupait le siège épiscopal de Nîmes avait l'incessante préoccupation de procurer à son troupeau les ressources de la charité chrétienne. Au point de vue de l'instruction, nous avons déjà vu les transformations et les créations intelligentes dues à son initiative. Ce n'était point assez. Les malades à domicile exigent des soins qu'ils ne peuvent pas toujours trouver parmi ceux qui les environnent ; d'un autre côté il répugne à beaucoup de se laisser transporter à l'hôpital dont les admissions sont du reste limitées. M^r Cart fit appel aux religieuses de Notre-Dame Auxiliatrice ou de Bon-Secours, dites Gardes-Malades. Cet ordre dont la maison mère est à Montpellier a été fondé par l'abbé Soulas. Il ouvrit, en 1853, une succursale rue Richelieu, 24. Les services que rendirent les sœurs Gardes-Malades obligèrent la succursale à s'établir dans un emplacement plus vaste quelques années après (1).

M^r Cart vit enfin cette année 1853 les processions de la Fête-Dieu rétablies ; l'année précédente, l'autorisation ne s'était appliquée qu'à celle dite du vœu de Louis XIII (15 août). L'itinéraire de la procession générale qui ne fut plus changé depuis jusqu'au jour où une municipalité républicaine a supprimé ces solennités religieuses, comportait la sortie et la rentrée du cortège par la rue des Lombards et son développement sur toutes la ligne de nos boulevards. Mais la procession eut lieu le matin. Chaque paroisse obtint aussi de célébrer dans l'enceinte paroissiale sa procession particulière. Celle de Sainte-Perpétue fut marquée par un accident. Le reposoir terminus était placé dans l'axe de l'avenue Feuchères à la hauteur de la maison Bézard. Surchargé par le poids des assistants, le plan incliné qui donne accès à l'autel provisoire s'affaissa entraînant dans sa chute une partie du clergé et l'Evêque lui-même. La foule immense qui venait de recevoir la bénédiction poussa un cri de terreur à cette vue, mais se rassura lorsqu'elle apprit de la bouche du prélat lui-même qu'il n'y avait aucune victime à déplorer.

Ce n'étaient pas seulement les intérêts religieux catholiques qui se trouvaient protégés. Les autres communions trouvaient dans l'administration de l'époque une égale faveur. Les Israélites de Nîmes recevaient du gouvernement un rabbin et le Conseil municipal créait et organisait à côté de la synagogue des écoles israélites.

(1) Il est aujourd'hui rue Séguier.

Le Conseil général du département avait vu, lui aussi, plusieurs de ses membres se retirer de son sein plutôt que de prêter serment de fidélité à l'Empereur. Nous avons dit plus haut que M. de Vallongue annonçait sa résolution de refuser le serment à l'Empire ; le gouvernement en effet ne se contentait pas du serment prêté entre ses mains à la suite du coup d'Etat de 1851 et de l'élévation du prince Napoléon à la présidence de la République pour dix ans, il voulait aussi avoir des élus du suffrage universel un acte de dévouement à l'empire héréditaire. C'est dans les rangs des légitimistes que nous trouvons, il faut le noter, les protestations les plus fermes contre semblable exigence, et pendant que MM. de Vallongue et de Cabrières s'éloignaient du Conseil municipal pour éviter une telle extrémité, M. Alphonse Boyer quittait lui aussi pour les mêmes raisons le Conseil général. M. le marquis de Calvières, M. de Cabrières et Alphonse Boyer n'avaient pas hésité à adresser leur démission au Préfet ; leur remplacement fut fixé au 8 mai.

Dans le premier canton M. Frédéric Vidal, maire de la ville de Nîmes, se présentait sans concurrent.

Dans le second, deux candidats sollicitaient le mandat de conseiller général : MM. Rédarès et Valat.

Mais le premier tour n'ayant donné aucun résultat, il fallut recourir à un scrutin de ballottage qui amena l'élection de M. Vidal et celle de M. Valat. Cette dernière élection souleva une protestation grave. Il semblait qu'on accusât le bureau de la Calade d'avoir laissé introduire dans l'urne 150 bulletins de vote portant le nom de M. Valat et d'avoir ainsi fraudé ou aidé à frauder l'élection au détriment de son concurrent M. Rédarès. Les membres du bureau électoral (1) protestèrent avec indignation contre semblable insinuation. L'affaire fut portée devant le conseil de préfecture (2) qui, dans son audience du 28 mai annula les opérations électorales du deuxième canton ; il déclarait dans ses considérants qu'il était hors de doute qu'il existait une différence considérable entre le nombre des votants et celui des bulletins trouvés dans l'urne, mais si la fraude était certaine, rien n'était plus incertain que les moyens par lesquels le conseil pourrait essayer de remonter aux auteurs et qu'en l'état il était impossible de savoir à qui elle avait pro-

(1) C'étaient MM. Raizon, d'Everlange, de Roussel, E. Boyer, Ardouin-Daudé.

(2) Composé comme suit : Delimbert, préfet ; Roussel'ier, Baraguon, Coste, Boissier, conseillers.

fité et qu'il serait téméraire de s'arrêter à de vagues présomptions qui ne pourraient conduire qu'au doute et qu'il n'y avait pas lieu de préjuger quoi que ce soit sur la question de personnes.

Les personnalités engagées dans le débat, la polémique qui l'avait précédé, donnaient à cette affaire une certaine importance, et, de part et d'autre, le jugement du Conseil était attendu avec une grande impatience. L'autorité préfectorale crut devoir remettre à l'année suivante la nouvelle élection pour le siège de conseiller général du deuxième canton.

Dans sa séance d'août 1853, l'assemblée départementale s'occupa d'un projet déjà agité antérieurement au Conseil, et qui intéressait au plus haut point notre ville. Il s'agissait de la construction d'un nouvel hôtel de préfecture et d'une nouvelle caserne de gendarmerie. L'emplacement de ces édifices était choisi sur l'avenue Feuchères. On faisait bien quelque objection à ce choix. L'éloignement du centre de la population, d'une part, et l'exposition aux intempéries de l'autre. Mais le Conseil général passa outre et vota pour la préfecture une somme de 490,142 francs, pour la caserne de gendarmerie de 191,620 francs. L'acquisition des terrains nécessaires pour les deux bâtiments s'élevait à 145,335 francs, soit une dépense totale de 827,097 francs. Le Préfet était autorisé à aliéner l'ancienne préfecture pour 220,000 francs et l'ancienne caserne de gendarmerie pour 100,000.

Ainsi les deux assemblées délibérantes qui tenaient leurs séances à Nîmes concouraient toutes les deux à doter notre ville de monuments en rapport avec son importance, d'ouvrir des artères nouvelles et de multiplier les moyens de poursuivre ce qui avait été si bien commencé par l'administration de M. Girard. Ce n'était là qu'un commencement qui faisait bien présager pour les années suivantes.

La population nimoise vit cette année deux faits importants ; l'un un spectacle qui ne lui avait pas été encore fourni, mais qui cadrait avec ses mœurs et surtout celles des localités environnantes ; l'autre un épouvantable accident dont le souvenir est encore présent à tous les spectateurs de la scène que je raconterai. Le premier de ces faits était une course de taureaux, à la manière espagnole. Ce spectacle, annoncé de bonne heure, avait attiré à Nîmes tous les habitants des villages voisins. Des trains de plaisir organisés par la compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée avaient amené de Marseille, de Montpellier d'épais contingents de curieux. La ville entière était littéralement encombrée de flots pressés d'étrangers. C'est un spectacle qui s'est d'ailleurs présenté plusieurs fois dans nos murs et tout

récemment encore. Il n'était pas cependant dit dans le programme que les taureaux seraient mis à mort, et néanmoins pour assister à ce spectacle si merveilleusement décrit par Théophile Gauthier et Alexandre Dumas et complètement inconnu à Nîmes, plus de trente mille spectateurs surchargeaient les gradins de notre Amphithéâtre.

Il était évident que devant les réclamations d'une foule délirante l'autorité céderait. Aussi lorsque l'*espada* s'en alla au pied de la tribune réservée aux autorités demander la permission de se mesurer seul à seul avec le taureau, ce fut de toutes parts des applaudissements, des interpellations, des cris qui exigeaient le sacrifice. L'autorité s'inclina, et l'animal reçut le coup mortel. Le signal était donné et la course prenait nettement le caractère espagnol à la joie de la multitude. Mais le deuxième taureau fut absolument martyrisé par ses exécuteurs. Il fallut le retirer de l'arène encore vivant et dès lors les autorités interdirent ce genre de spectacle. Le public lui-même, écœuré de la boucherie à laquelle il assistait, applaudit à cette décision comme il avait applaudi à l'annonce de la mise à mort. Ce n'est que bien longtemps après que de pareilles représentations furent autorisées. Mais un premier essai n'en laissa pas moins une profonde impression parmi nos concitoyens.

A quelques mois de là, le dimanche 20 novembre, la municipalité avait organisé aux Arènes un spectacle au bénéfice des pauvres. Après une brillante course de taureaux, un habile aéronaute, E. Déchamps fit une ascension en ballon, accompagné de sa femme. Il alla atterrir au pont de la Bastide, après avoir parcouru sept kilomètres en vingt minutes. On organisa pour le dimanche suivant une seconde représentation qui avait encore pour attrait principal une ascension aérostatique exécutée par Déchamps.

Il faisait ce jour-là un temps épouvantable et l'amphithéâtre ne contenait que de rares spectateurs. On était au 27 novembre et un vent glacial s'engouffrait dans les arcades, rendant la place peu tenable et balançant horriblement au milieu du cirque le ballon encore captif. Un sieur Letur (1) s'était engagé à descendre du ballon lorsqu'il serait à une certaine hauteur avec un parachute, mais en pré-

(1) Letur ne fut guère plus heureux et n'échappa à la mort de Déchamps que pour périr d'une façon non moins misérable. L'année suivante, il était tué en Angleterre pendant une ascension qui eut lieu à Cromon-Garden au commencement de juillet. Sa machine volante fut mise en pièces contre les arbres d'un parc,

sence du mauvais temps, Déchamps déclara s'y opposer formellement.

Cette première infraction au programme promis, souleva sur les gradins, où étaient éparpillés quelques centaines de curieux résolus, de violentes clameurs. Malgré eux le Maire autorisa Letur à ne pas accompagner Déchamps, mais lorsqu'on agita la question de savoir si Déchamps lui-même tenterait de s'élever dans les airs, les cris de « *A pouu, a pouu* » (il a peur, il a peur) retentirent de toutes parts. Le Maire devant ces protestations ne crut pas devoir empêcher l'aéronaute d'exécuter son programme et Déchamps lui-même, mis en fureur par les insultes et les trépignements des assistants voulut montrer qu'il ne reculait pas devant le danger. Il monta dans la nacelle et, à trois heures de l'après-midi, donna l'ordre du : « Lâchez tout. »

L'aérostat s'éleva rapidement et fut emporté avec une secousse effrayante dans la direction du sud-ouest. La nacelle dans cette montée vertigineuse avait failli être broyée contre les gradins supérieurs. Les spectateurs, cruellement exigeants, pouvaient être satisfaits. Placés sur le haut du monument, ils suivaient le ballon de l'œil.

Dix minutes après son départ, l'aérostat était déchiré par un coup de vent dans toute sa longueur, et tout le gaz s'étant échappé instantanément, l'appareil descendit presque perpendiculairement. En vain, Déchamps conservant son sang-froid, jeta par dessus la nacelle tous les corps lourds qui l'entouraient pour diminuer la violence de la chute. Il n'y put réussir et l'infortuné aéronaute fut précipité sur le sol à douze kilomètres de Nîmes entre Générac et Beauvoisin. Quelques habitants de la première de ces localités entendirent distinctement le malheureux crier au secours lorsqu'il passa au dessus du village ; ils se portèrent vers l'endroit où la catastrophe s'était produite. Ils trouvèrent Déchamps, respirant encore, ayant les yeux ouverts et se tenant sur son séant dans la nacelle. Mais presque aussitôt après il expirait ; le docteur Auquier chez lequel on l'avait transporté ne put que constater le décès.

Les obsèques de cet infortuné eurent lieu à l'église Saint-Paul. La ville entière suivit le cercueil jusqu'au cimetière et pour venir au secours de la famille si cruellement éprouvée, une souscription s'ouvrit à laquelle chacun porta son obole.

Un travail considérable fut terminé en 1853 qui intéressait à bon droit le monde savant. Le 12 août 1851, le Maire avait chargé M. Maxime de Mont-Rond, ancien élève de l'école des Chartes d'opérer le

recolement et le classement de nos archives communales : le désordre de celles-ci était extrême. Toutes nos vieilles chartes, tous les monuments précieux de notre histoire locale gisaient pêle-mêle dans une des salles (1) de l'étage supérieur de l'Hôtel de Ville où elles avaient été transportées en 1838, par les soins de M. Girard. Elles se trouvaient auparavant dans les salles humides du rez-de-chaussée (2) et avant la Révolution entassées « en un chaos immense dans la grande galerie du Palais qui servait d'archives et dans laquelle on déposait depuis plusieurs siècles les papiers dont on était embarrassé (3) ».

Nos ancêtres veillaient avec un soin jaloux à tous ces documents, à tous ces manuscrits du passé. En 1532, ils avaient nommé un archiviste en titre, qui portait le titre de secrétaire perpétuel. Ce fut Nicolas Janin, notaire royal (4). Mais il est plus que probable que cette fonction avait été dévolue bien antérieurement à d'autres, car nos archives contiennent des inventaires sommaires d'une date plus éloignée (5). Quoi qu'il en soit après un inventaire fort confus dressé en 1638, par Antoine Bellon, (6) docteur et avocat de Nîmes, nous en retrouvons un autre rédigé par le sieur Bouquier, d'Arles, qui eut probablement pour collaborateur assidu Ménard, l'historien nîmois. Il se fit à cette époque (1753 ou 1754) un classement général mais incomplet qui mit un peu d'ordre dans toutes nos richesses historiques.

A partir de cette époque, et jusqu'en 1789, les archives demeurèrent dans le même état. L'administration municipale s'occupait cependant du local où moisissaient tous ces précieux documents. Le 28 novembre 1781, le Conseil décidait de reprendre les deux logements que la ville arrentait l'un à un perruquier, l'autre à des marchandes de modes, dans l'intérieur de l'Hôtel de Ville et près des archives « à cause du désagrément et même de l'indécence de pareils locataires (7) et de faire

(1) Elles y sont encore aujourd'hui.

(2) Où est aujourd'hui la justice de paix.

(3) Délibération du Conseil du 11 avril 1789 (le registre 48 p. 13) archives communales.

(4) Ménard, *Histoire de Nîmes*, tome IV, p. 417 et 448.

(5) Il en est un notamment rédigé en latin, comprenant 23 feuillets qui paraît être de la fin du xv^e siècle.

(6) Cette œuvre fut malheureusement au-dessus des forces de cet avocat plus pré somptueux que savant (Ménard, *Histoire de Nîmes*, tome I, page VII).

(7) Archives municipales. Série L, 41.

de l'une de ces pièces une prison et des deux autres un passage suivi d'une salle pour agrandir le dépôt.

Mais la confusion s'introduisit à nouveau dans les paperasses, le désordre s'accrut rapidement et dom Pacotte, qui avait été chargé en 1789 d'un nouvel inventaire ne put y réussir à cause des événements politiques. Depuis 1793 il ne fut plus fait aucun triage ni aucun examen, et tout le travail patiemment élaboré par Bouquier et Ménard fut détruit ou à peu près. Le Conseil municipal de 1823, sous la Restauration, vota bien le 15 mai la création d'un emploi d'archiviste qu'il confia à M. Montmaur, mais ces excellentes dispositions ne durèrent que trois ou quatre ans et l'état des archives ne se modifia pas.

Le travail confié à M. de Mont-Rond était, on le voit, extrêmement difficile et important. Il divisa la masse totale en deux parties (1) : documents antérieurs à 1790, documents postérieurs à cette époque (2). Pour la première, il continua ou à peu près le classement de Bouquier, et pour la seconde s'en tint à l'instruction ministérielle du 10 juin 1842 pour la conservation et la mise en ordre des archives communales.

Rien n'a été changé depuis à cette classification. Mais M. de Mont-Rond qui en jetait ainsi les bases les plus rationnelles ne terminait pas son travail, et si la science ne lui faisait pas défaut, la patience ou le temps peut-être lui échappaient. Il avait ébauché le nouvel inventaire, tout au moins en ce qui concernait certains portefeuilles examinés et brièvement colligés sous un numéro d'ordre.

Quelques années après, M. de Bessot de Lamothe reprit, avec l'assentiment du Maire, le travail entrepris par M. de Mont-Rond. Seul, pendant sept ans, il dépouilla et analysa une par une les pièces que renfermaient nos archives. C'est ainsi qu'il a pu dresser un inven-

(1) La première partie ne renferme pas moins de 412 registres ou recueils presque tous reliés et trente cartons, contenant 496 liasses renfermant 8,600 pièces diverses.

La deuxième partie en 1852 se composait de 1,008 registres reliés ou brochés et 351 liasses de pièces diverses. On conçoit que depuis cette époque nos archives se soient accrues dans une proportion considérable.

(2) Le récolement opéré à cette époque permit de constater qu'un seul registre avait été égaré. Ce registre contenait les pièces « concernant les affaires survenues à l'occasion du R. P. R. (religion prétendue réformée) et des religionnaires avant la révocation de l'Edit de Nantes (1543-1666) et la délibération du Consistoire et de ceux de la R. P. R. de la ville de Nîmes de 1673 à 1678 inclus. » Ce sommaire indique l'intérêt que présentait ce registre, dont la disparition constitue une lacune fort regrettable.

taire sommaire (1) de nos richesses antérieures à 1790, travail remarquable qui fait le plus grand honneur à celui qui l'a rédigé.

Le monde savant ne pouvait qu'applaudir à la reconstitution de nos archives locales. Il applaudissait aussi au succès de deux de nos concitoyens M. Béchard, ancien député et Guillaume Guizot, le fils de l'académicien et ancien ministre (2). Le premier remportait devant l'Académie française une médaille de deux mille francs pour son ouvrage intitulé : *• Du Paupérisme en France et des moyens d'y remédier.*

Le second partageait avec M. Charles Benoit, agrégé de la Faculté des lettres de Caen, le prix extraordinaire Monthyon, dont le sujet était une *Etude sur Ménandre.*

Sur un terrain plus modeste, mais en même temps plus local, deux compatriotes MM. A. Bigot et Roumieux livraient à la publicité, sous le titre de : *Li Bourgadieiro*, une collection de poésies patoises empreintes de ce cachet de verve naïve et comique que l'on recherche dans ces sortes de compositions,

Les enfants de Nîmes brillaient ainsi en divers genres et je n'aurai garde d'oublier Jalabert qui obtenait la médaille d'or de 1^{re} classe à la suite de l'exposition des Beaux-Arts, qui eut lieu le 25 juillet dans le grand salon du Louvre à Paris. La toile qui lui méritait cet honneur, l'*Annonciation*, avait été primitivement destinée à la Cathédrale d'Alais ; mais l'Impératrice la vit et voulut l'acheter pour sa chapelle des Tuileries (3). Un statuaire, Bosc, que Pradier avait remarqué et que notre Conseil municipal et le Conseil général envoyèrent avec une bourse à l'école des Beaux-Arts témoignait sa reconnaissance en donnant à sa ville natale une de ses œuvres, *Flore*, destinée au Musée.

Un autre artiste, dans son genre, célébrité nimoise dans l'art des Caresmes et des Vatel, Charles Durand, restaurateur, mourut cette même année à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Il avait publié un ouvrage culinaire fort apprécié qui avait atteint sa neuvième édition.

La mort frappa aussi un ancien préfet du Gard, le baron d'Haussez, qui fut ministre de la marine sous Charles X. C'est sous son adminis-

(1) Inventaire sommaire des archives communales de Nîmes avant 1790, -- Avignon, 1880.

(2) M. Guizot est aujourd'hui chargé d'une chaire au collège de France à Paris.

(3) Détail curieux. Ce tableau et celui d'un autre de nos compatriotes M. Doze, *l'Institution du sacrement du mariage* qui figuraient seuls dans cette chapelle furent tous les deux brûlés lors de l'incendie des Tuileries, sous la commune en 1871.

tration que fut complantée d'arbres et convertie en promenade la montagne située au nord de la source de la Fontaine de Nîmes et qui est encore connue sous le nom de Mont-Haussez.

Cependant au dehors l'horizon s'assombrissait, les relations extérieures étaient tendues entre la Russie et la Turquie et même déjà les hostilités étaient ouvertes entre ces deux puissances. La France et l'Angleterre avaient dans les eaux russes des flottes de guerre importantes et leurs diplomates avaient l'ordre de parler haut et ferme au czar Nicolas. Les armements poussés des deux côtés avec une entière activité disaient que l'avenir était peu rassurant. Une année s'était à peine écoulée depuis que l'empire était proclamé et la paix allait être rompue en Europe. Les préoccupations extérieures, qui vont tenir sous Napoléon III une si grande place, commençaient déjà à absorber le pays. La parole tombée de la bouche du chef de l'Etat à Bordeaux, « l'Empire c'est la paix » allait recevoir par les actes mêmes du Souverain un éclatant démenti.

CHAPITRE SIXIÈME

(Année 1854)

SOMMAIRE

LA POLITIQUE IMPÉRIALE SE DESSINE. — RAPPROCHEMENT AVEC L'ANGLETERRE. — ALLIANCE OFFENSIVE ET DÉFENSIVE AVEC LE CABINET ANGLAIS. — COUP D'ŒIL RAPIDE SUR LA CAMPAGNE DE CRIMÉE. — DÉPART DU RÉGIMENT EN GARNISON A NIMES. — SERVICE RELIGIEUX CÉLÉBRÉ A CETTE OCCASION. — LA VICTOIRE DE L'ALMA AU THÉÂTRE DE NIMES. — ÉLECTION LÉGISLATIVE. — LA BANDE LAFABRÈQUE EN COUR D'ASSISES. — LE DOGME DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION A ROME. — ILLUMINATION GRANDIOSE A NIMES. — MORT DE M. VIDAL, MAIRE.

Nous avons laissé, au chapitre précédent, l'Europe en proie aux plus cruelles appréhensions. Un duel semblait inévitable dans lequel la France aurait à tirer l'épée. Quelle politique suivrait-elle ? Quelle serait donc son attitude ? C'était ce que tous se demandaient avec anxiété au début du nouveau régime qui s'était imposé à la France. On allait pouvoir juger quelle serait la politique extérieure de l'Empereur, et vers quels horizons il allait entraîner le pays.

On ne fut pas longtemps à s'apercevoir que les deux cabinets de Saint-James et de Paris s'appuyaient l'un sur l'autre. L'Angleterre, autrefois notre plus mortel ennemi, montrait à notre endroit un empressement qui eût dû ouvrir les yeux de l'Empereur. Elle poursuivait avec une persistance et un art infinis sa politique égoïste et intéressée dont nous devons être tôt ou tard la dupe.

En 1840, on avait vu l'Angleterre se rapprocher de la Russie pour

combattre les progrès de l'Égypte et l'influence de la France ; mais comme elle ne trouvait rien à gagner à ce jeu , l'égoïste nation s'unit en 1854 à la France , pour arrêter l'ambition du czar Nicolas, qui se croyait l'arbitre de l'Europe. Le czar travaillait à dénationaliser la Pologne et à faire de la Russie le centre du panslavisme ; par un système d'alliances de famille il dominait dans toutes les cours d'Allemagne. Sa politique malveillante et souvent hostile à l'égard de la France depuis la Révolution de 1830, époque à laquelle on avait abandonné la politique traditionnelle de la France en Orient, c'est-à-dire l'alliance Russe, qui s'était si bien affirmée à Navarin, la répression des Hongrois, tout contribuait à faire du czar la personnification du principe d'autorité.

En voyant la faiblesse de la Turquie (l'homme malade comme il l'appelait en janvier 1853) il ne craignit pas de proposer à l'ambassadeur d'Angleterre le partage de l'empire Ottoman.

La question des Lieux-Saints, dont la France et la Russie se disputaient la protection fut le prétexte. Au mois de février 1853, le prince Menschikof fut envoyé en ambassade à Constantinople pour réclamer contre les vexations souffertes par les Grecs qui résidaient à Jérusalem et le 5 mai 1853 il présenta un ultimatum qui exigeait que le sultan reconnût le czar comme protecteur des onze millions de chrétiens grecs, ses sujets.

Sur le refus de la Porte, les armées russes passèrent le Pruth (3 juillet 1853) sans déclaration de guerre et une flotte partie de Sébastopol détruisit les vaisseaux turcs dans le port de Sinope (30 novembre).

La France et l'Angleterre, unies par un traité d'alliance offensive et défensive (10 avril 1854) déclarèrent la guerre à la Russie. C'était là pour la France une faute impardonnable. Elle aurait dû se rapprocher de la Russie et laisser l'Angleterre seule se débrouiller. Elle y aurait gagné une influence immense, peut-être une partie des Indes, perdues par la faute de Louis XV, ou tout au moins l'Égypte, Chypre, Rhodes, le commerce de la Méditerranée, et l'abaissement de la puissance maritime de l'Angleterre. Aujourd'hui on peut voir comme en 1870, quels sont les sentiments de l'Angleterre à notre égard ! Ces sentiments se traduisent par la plus noire ingratitude.

Quoi qu'il en soit, en janvier 1854, les flottes anglaises et françaises avaient déjà franchi les Dardanelles. Elles ne tardaient pas à bombarder Odessa le 23 avril et de bloquer la flotte russe dans le port de Sébastopol.

Au mois de mai, cinquante mille français avec le maréchal Saint-Arnaud, et vingt mille anglais avec lord Raglan, débarquent à Gallipoli. L'armée turque sous Omer-Pacha arrêtait les Russes au bord du Danube et défendait énergiquement Silistrie ; les Français pour l'appuyer se dirigent sur Varna et les Russes repassent le Pruth.

Mais le choléra survenu au milieu des chaleurs de juillet et les fièvres des marais de la Dobrutscha décimaient notre armée. On résolut alors le siège de Sébastopol,

Les alliés débarquèrent en Crimée le 14 septembre près d'Eupatoria. La victoire du maréchal Saint-Arnaud, à l'Alma, sur le prince Menschikof, leur ouvrit la route (20 septembre). Le maréchal Saint-Arnaud, atteint du choléra, remit le commandement au brave et sympathique général Canrobert et mourut quelques jours après sur le bâtiment qui le ramenait en France.

Le siège de Sébastopol, ouvert le 9 octobre 1854, présentait de grandes difficultés. La place, habilement défendue par l'ingénieur Tottleben, était inabordable du côté de la mer et entourée du côté de la terre de vastes ouvrages, qui nous forçaient à étendre nos lignes et à laisser prise ainsi aux attaques d'un ennemi se recrutant sans cesse, tandis que nous étions à cinq cents lieues de la France.

Nous eûmes plusieurs batailles à livrer contre l'armée de secours ; à Balaclava où les Russes durent reculer devant une brillante charge de la cavalerie anglaise (25 octobre), à Inkermann où 6,000 Anglais, sous le duc de Cambridge, surpris au milieu du brouillard, soutinrent pendant deux heures, les efforts de 60,000 Russes jusqu'à l'arrivée du général Bosquet qui infligea à l'ennemi la plus saillante défaite (5 novembre).

Les souffrances d'un cruel hiver ne furent pas supportées moins courageusement par nos soldats. Canrobert épuisé par les fatigues du commandement fut remplacé par le général Pellissier (16 mai 1855). Lord Raglan mourut du choléra le 28 juin.

Pendant ce temps, Omer-Pacha était venu nous rejoindre avec 55,000 Turcs, qui soutenus par nos troupes, eurent aussi leur victoire à Eupatoria (17 février 1855). Le Piémont, dirigé par le comte de Savoie, avait fait alliance avec nous et envoyait un corps de 18,000 hommes sous les ordres du général La Marmora (8 mai). Sous le coup de ces défaites, l'empereur Nicolas mourut laissant à son fils Alexandre II tout le poids de la guerre.

L'opiniâtreté des Russes croissait avec leurs revers, mais le général Pellissier aidé du général Niel qui venait de remplacer le général Bizot, tué dans la tranchée, donna aux opérations une impulsion vigoureuse.

Le 7 juin, les Français emportent le Mamelon Vert ; le 18, un premier assaut est donné sans succès contre la tour Malakoff, et après une dernière victoire à Traktir (16 août) où le combat fut soutenu d'abord courageusement par les Piémontais, Malakoff est enlevé le 8 septembre par le général de Mac-Mahon, au milieu d'une lutte terrible qui nous mit 8,000 hommes hors de combat. Les Russes nous abandonnèrent Sébastopol.

Les flottes alliées avaient aussi contribué sur toutes les mers au succès de cette guerre.

Celles de la mer Noire, sous les amiraux Dundas et Hamelin, avaient bombardé Taganrog (juin 1855), Kinburn, Obzakof (septembre et octobre).

Dans la Baltique les amiraux de Parseval et Napier bloquèrent dès le mois d'avril 1854 la flotte russe devant Cronstadt sans pouvoir toutefois aborder cette forteresse inexpugnable.

Mais avec le général Baraguay d'Hilliers, ils s'emparèrent de Bomarsund dans les îles d'Aland (16 août).

Dans le grand Océan on détruisit le port et les arsenaux de Petropavlovsk (15 mai 1855).

L'empereur Alexandre II voyant la Russie partout vaincue traita. Le Congrès de Paris, ouvert le 25 février 1856 sous la présidence du comte Walewski, aboutit au traité du 30 mars qui plaçait la Turquie sous le protectorat des puissances européennes. Le czar renonçait à tout protectorat sur les principautés danubiennes ; la navigation du Danube était déclarée libre, la mer Noire neutralisée, interdite aux bâtiments de guerre de toutes les puissances, même de la Russie et de la Porte. Le sultan en étendant par un firman le privilège de ses sujets chrétiens enlevait au czar tout prétexte d'intervention dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman.

Le Congrès de Paris, sur la proposition de la France, posa les principes du droit des gens maritime, abolition de la course, le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, le blocus, pour être obligatoire, doit être effectif, etc.

C'est le 27 mars que la guerre avait été officiellement déclarée par un message de l'Empereur adressé au Corps législatif, et lu à la tribune par le ministre de l'intérieur Achille Fould. Le télégraphe électrique qui fonctionnait à Nîmes, depuis quelques mois à peine, en apporta rapidement la nouvelle à notre population. Depuis quelque temps, du reste, des mouvements significatifs de troupes, des concentrations militaires, annonçaient que le conflit oriental était à l'état aigu. Le

régiment en garnison à Nîmes, le 39^{me} de ligne, avait reçu l'ordre de préparer deux bataillons destinés à se rendre en Orient. A peine la grave nouvelle fut-elle connue, qui déclarait les hostilités ouvertes, que par un sentiment pieux, Mgr Cart voulut implorer la protection d'En-Haut en faveur de nos vaillants soldats.

Une cérémonie touchante eut lieu le jeudi 23 mars à onze heures du matin à la Cathédrale. Le vénérable prélat, déjà atteint par la maladie, voulut célébrer lui-même le Saint-Sacrifice, et à l'issue de la messe, un chœur de militaïresse fit entendre. Mgr Cart prononça, à cette occasion, une exhortation émue, rappelant à ceux qui allaient partir que déjà leurs ancêtres avaient laissé sur la terre d'Orient, avec le souvenir de leur courage et de leur gloire, un renom impérissable de religion et de vertu.

Quelques jours après, le 4 avril, le général Salles passait en revue les deux bataillons de guerre, leur adressant quelques mâles paroles et leur rappelant les victoires inscrites sur le drapeau du régiment. Les deux bataillons ne partirent pas ensemble, Le 2^{me} quitta notre ville pour se rendre à Toulon le vendredi 7 avril. Malgré l'heure matinale, une foule immense se porta aux abords de la caserne pour saluer une dernière fois ceux qui allaient porter haut le drapeau de la France. Dès que le régiment se mit en marche, hommes, femmes, enfants, amis et curieux tous s'ébranlèrent et accompagnèrent le corps jusqu'à Bouillargues. Le lendemain, le zèle des Nimois ne s'était pas refroidi et lorsque le premier bataillon quittait la caserne, il ne put s'avancer qu'à grand peine à travers la multitude. A chaque instant les couronnes de fleurs, d'immortelles et de laurier pleuvaient sur la troupe et l'enthousiasme de nos compatriotes alla jusqu'à porter des vivres afin de préparer un déjeuner substantiel à la colonne lorsqu'elle arriverait à la grande halte.

Tous les regards étaient tournés vers la Crimée depuis qu'on savait que le drapeau tricolore y était engagé et ceux qui n'avaient pas dans la tranchée des parents ou des amis suivaient avec intérêt les actes du 39^{me} de ligne. Le télégraphe apporta le dimanche 1^{er} octobre la nouvelle de la victoire de l'Alma. C'est au théâtre, alors plein de spectateurs, que le régisseur vint lire la dépêche qui fut saluée des cris de : Vive l'Empereur ! Le 39^{me} s'y était particulièrement distingué et avait eu son porte-drapeau, M. Poidevin, emporté par un biscaïen. Ce jeune homme, qui était sergent-major à Nîmes y était connu et cette mort impressionna ses nombreux amis.

Les officiers du 39^e ne se distinguaient pas seulement sur les

champs de bataille. L'un d'eux, dont le nom appartient à notre histoire locale, puisque nous le retrouverons lors des cruels événements de 1870, à la tête d'un bataillon des mobiles du Gard, accomplit un acte de dévouement qui doit être conservé.

M. Doucet, alors sous-lieutenant, était embarqué sur le transport le *Jemmapes* qui se rendait en Crimée. Dans le Bosphore, un mousse tombe à l'eau, et est rapidement emporté par le courant d'une extrême violence à cet endroit.

Sans quitter ses vêtements, M. Doucet se précipite à l'eau et est assez heureux pour saisir le mousse et le sauver au prix des plus grands périls.

La conduite du 39^{me} à la bataille d'Inkermann fut au-dessus de tout éloge.

On peut dire que c'est là ce qui domina dans le courant de cette année 1854. Ce siège mémorable et meurtrier de Sébastopol occupait tout le monde et les faits journaliers disparaissaient devant cette épopée militaire qui se déroulait à distance et par cela même grandissait les héros qui l'accomplissaient. Cependant l'Empire, en une année, avait pris de telles racines que le pays ne subissait pas même l'ombre de la crainte, pas même l'apparence de l'agitation. Tout s'y passait dans le plus grand ordre, et la vie administrative avait atteint une régularité parfaite. Le canon tonnait sur les rivages de la Tauride et son écho retentissait en France sans enlever le calme dont elle jouissait depuis que l'Empire était fait. Les élections se faisaient presque en silence et c'est à peine si on s'apercevait même que les électeurs fussent convoqués dans leurs comices. Un des représentants de Nimes, M. Curnier, avait été nommé receveur général et avait par suite donné sa démission. Son remplacement fut opéré sans qu'un concurrent se présentât et à la presque unanimité des suffrages (1), M. Numa Baragnon (2), d'ailleurs candidat officiel, prit possession de ce siège. De même, M. Baragnon était nommé conseiller général pour le deuxième canton de Nimes (3), à l'unanimité des suffrages.

Les intéressants débats qui occupèrent la cour d'assises du Gard dans sa session d'août, passèrent presque inaperçus. Une véritable bande de malfaiteurs s'était abattue sur notre ville. Le chef, un nommé

(1) M. Numa Baragnon avait fait fonction de Préfet à Nimes au coup d'Etat de 1851.

(2) Cette élection avait été cassée, comme je l'ai dit en 1853, à la suite d'une protestation dirigée contre les opérations d'un bureau électoral.

(3) M. Baragnon obtint 12,830 voix sur 12,915 votants.

Lafabrière, comparut entouré de dix de ses complices. Les déprédations qu'il avait commises dans la ville et dans la région à la barbe des autorités l'avaient rendu très célèbre dans la contrée.

Il fut condamné aux travaux forcés à perpétuité.

L'univers catholique était, lui, profondément remué. A Rome, deux cents évêques, réunis autour du Saint-Père, proclamaient le dogme de l'Immaculée-Conception, et le 10 décembre, Pie IX, fulminait à Saint-Pierre, après la messe de onze heures, la bulle papale (1). La France entière accueillit avec une joie profonde la définition du dogme nouveau et de son côté les populations accoururent au pied des autels pour invoquer l'intercession de la Mère de Dieu. Les catholiques Nimois donnèrent, une fois de plus, la mesure de leur ferveur et de leur piété profonde. Le 26 décembre, jour fixé pour la célébration de la fête en l'honneur de la Vierge Marie, une foule de fidèles remplit nos églises devenues déjà trop petites, et le soir une illumination générale, et d'autant plus brillante qu'elle était spontanée, clôtura cette journée d'allégresse. Tous les établissements publics, l'Hôtel de Ville, la Préfecture, le Palais de Justice, les églises avaient rivalisé de zèle. Mais ce qui donnait à cette partie de la fête un cachet original et touchant à la fois, était l'empressement que les particuliers avaient montré à garnir leurs fenêtres de verres de toutes couleurs. On s'extasiait devant la richesse des décorations, le luxe des transparents et les dispositions ingénieuses dictées par une joie sincère. Certaines maisons présentaient du haut en bas une façade toute illuminée, certaines voies n'avaient pas une ombre au tableau. La foule se pressait dans les rues contemplant ce spectacle qu'on n'avait jamais vu et qui ne se verra peut-être plus dans nos murs. Réunis dans une même communion pieuse, tous les catholiques de Nîmes avaient tenu à ajouter à la splendeur et à l'éclat de la solennité du jour. Seuls les faubourgs protestants demeuraient sombres ou à peu près, mais, fort heureusement, tout se passa dans le plus grand ordre et rien ne vint troubler la tranquillité publique et porter atteinte au calme et à la dignité d'une manifestation religieuse dont le souvenir subsiste encore

(1) En voici le dispositif : « Le Saint-Père déclare solennellement que c'est un dogme de foi que la bienheureuse Vierge-Marie, dès le premier instant de sa conception, par un merveilleux privilège et la grâce de Dieu, en vertu des mérites de Jésus-Christ, Sauveur du genre humain, a été complètement préservée de toute souillure du péché originel. »

parmi nos concitoyens (1). L'autorité municipale avait fait appel aux sentiments de conciliation et de tolérance dont doivent s'inspirer des citoyens dignes de ce nom.

Ce n'était pas le maire, M. Vidal, qui avait eu à veiller au maintien de l'ordre. Le premier magistrat de la cité avait, quelques jours auparavant le 20 décembre, succombé aux atteintes d'une courte maladie et les honneurs funèbres lui avaient été rendus le 22 décembre à dix heures du matin. Le cortège considérable, composé de toutes les autorités, de députations des corporations religieuses, des écoles, des services municipaux, de détachements de la troupe et du corps des sapeurs-pompiers accompagna jusqu'au cimetière le cercueil après avoir assisté à la cérémonie religieuse qui eut lieu à la Cathédrale.

M. Ad. Blanchard, alors premier adjoint, rappela sur la tombe entr'ouverte, combien Nîmes devait à M. Vidal qui, aux jours de trouble, presque seul à la mairie, avait su par sa fermeté et son tact éviter à Nîmes de grands malheurs.

(1) Cette magnifique illumination du 26 décembre, avait inspiré à Jean Reboul une délicieuse poésie où l'on trouve les vers suivants :

Où trouver plus de foi ? regarde !
De l'hôtel jusqu'à la mansarde
C'est la ferveur des temps jadis :
Les candélabres, les veilleuses,
Tout, de nos demeures joyeuses
Voudrait te faire un paradis.

CHAPITRE SEPTIÈME

(Année 1855)

SOMMAIRE

LA NEIGE A NIMES. — TEMPÉRATURE RIGoureuse. — M. PÉROUSE, MAIRE — PREMIER SYMPTÔME DE DÉSACCORD ENTRE LE CONSEIL MUNICIPAL ET L'ADMINISTRATION. — LA NOUVELLE MUNICIPALITÉ. — LE SECTIONNEMENT DE LA VILLE. — ÉLECTIONS MUNICIPALES. — ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES. — PRISE DE MALAKOFF. — MORT DE MONSIEUR CART. — LES FUNÉRAILLES. — NOMINATION DE L'ABBÉ PLANTIER A L'ÉVÊCHÉ DE NIMES. — ENTRÉE SOLENNELLE DU NOUVEAU PRÉLAT. — POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA PRÉFECTURE. — ATTENTAT DE PIANGRI CONTRE L'EMPEREUR. — L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1855. — LES LAURÉATS NIMOIS. — ADJUDICATION DE L'ÉCLAIRAGE AU GAZ. — MADAME RISTORI A NIMES. — LE 39^e DE LIGNE FAIT DON A LA VILLE D'UN BOULET RUSSE.

L'année 1855 s'ouvre par un phénomène météorologique anormal dans nos contrées. Le vendredi 19 janvier (1) il tomba une couche épaisse de neige au milieu d'une bourrasque violente qui souffla de cinq heures du soir à trois heures du matin. La neige s'accumula par suite sur certains points de la ville à une grande hauteur, mais l'épaisseur en plaine était de quarante-huit à cinquante centimètres. Toutes

(1) Pareil fait s'était passé en 1795. Il tomba également à Nîmes une grande quantité de neige à cette époque qui resta plusieurs jours sans se fondre, mais la couche fut moins épaisse qu'en 1855.

les voies de communication se trouvèrent interceptées et pour se frayer un passage sur certains points, il fallut que quelques personnes prissent le parti de s'engager à cheval sur les routes obstruées. Le thermomètre marquait en même temps un froid rigoureux et atteignait le lundi, 22, son minima, onze degrés au-dessous de zéro. En rase campagne le thermomètre accusait le même jour — 16° 4. Ces frimas sibériens déterminaient un accident fort rare dans nos pays. Les routes étaient à ce point effacées, que deux hommes de Saint-Bonnet, le père et le fils, se perdirent et périrent de froid, ensevelis dans la neige.

La population ouvrière de notre ville trouva quelques soulagements aux souffrances de l'hiver dans sa rigueur même. La compagnie du chemin de fer, le service des Ponts-et-Chaussées, l'administration municipale organisèrent à la hâte de nombreux ateliers pour débayer les voies obstruées. Le nouveau maire de Nîmes, nommé tout récemment, y mit naturellement le plus grand zèle ; c'était là le premier acte de son administration, et, il faut le dire, il se multiplia pour rendre la ville praticable.

Le décret impérial qui avait appelé M. Pérouse à recueillir la succession de M. Vidal avait été signé dès les premiers jours de janvier. M. Pérouse n'appartenait pas au conseil municipal de Nîmes. Il avait été membre du conseil général et avait tenu l'écharpe municipale de Saint-Gilles. C'était là sans doute la lettre de la loi qui avait été rédigée au lendemain du coup d'Etat sur l'administration municipale. Le chef de l'Etat s'était réservé de choisir un maire en dehors du Conseil, mais l'esprit même de la loi était de n'employer cette mesure que dans un cas d'absolue nécessité et, en l'espèce, il eût été peut-être plus sage de confier la première magistrature de la cité à un de ses élus. M. Pérouse n'en fut pas moins accueilli avec faveur et avec confiance par le Conseil. La séance d'installation eut lieu le 3 janvier sous la présidence de M. Adolphe Blanchard qui promit au nom de ses collègues le concours sympathique de l'assemblée communale au nouveau maire.

Le choix du Maire en dehors du Conseil n'était pas un acte passager de défiance envers les conseillers municipaux. Une autre circonstance vint révéler que le gouvernement entendait écarter nos édiles toutes les fois qu'il en trouverait l'occasion.

L'Empereur avait décidé qu'en 1855 aurait lieu une exposition internationale, qui laisserait bien loin derrière elle les expositions organisées sous Louis-Philippe. Des commissions avaient été organisées dans chaque département pour provoquer la manifestation du commerce local à l'exposition, pour admettre et classer les produits. La

commission du Gard (1) ne compta pas un membre du Conseil ou de l'administration municipale. Ce fait significatif fut l'autant plus remarqué que des quarante-sept industriels de l'arrondissement de Nîmes, admis par le jury, quarante-quatre appartenaient à la ville de Nîmes. L'intention était évidente et pour marquer combien elle était froissée d'une semblable décision, l'assemblée communale, dans sa séance du 17 février, refusa de voter l'allocation que sous le régime précédent, on avait pris l'habitude de voter pour l'installation des produits locaux, malgré les explications de M. Pérouse. C'était une leçon donnée au gouvernement et à son représentant, et qui n'empêchait en rien les industriels nîmois de prendre part, et une part brillante à cette fête du travail. Une souscription s'ouvrit, du reste, parmi ceux-ci, qui vint aisément combler le vide (2) fait par le vote du Conseil municipal.

C'était là un indice de l'hostilité sourde qui existait entre la mairie et la préfecture. Cette hostilité allait éclater plus évidente encore. La nouvelle loi municipale du 5 mai 1855 devait être mise incontinent à exécution. Cette loi confiait toujours au chef de l'Etat la nomination du maire et des adjoints. Sans attendre les élections qui étaient fixées au 16 juin, il fut immédiatement procédé au renouvellement de la municipalité. Un décret du 1^{er} juin appelait de nouveau M. Pérouse à la première magistrature municipale. Par ce même décret, étaient nommés adjoints : MM. Jean Duplan, conseiller municipal ; Coste Henri, conseiller général, et Bousquet-Caillet Joseph, conseiller municipal.

Si le Préfet ne voulait en aucune façon intervenir dans le scrutin qui devait s'ouvrir quinze jours après, il faut convenir que par les choix qu'il dictait à l'Empereur, il semblait en quelque sorte imposer aux vote des électeurs les noms qui précèdent. Il faisait mieux encore et par une savante et nouvelle division de la ville, il se réservait la victoire au moins dans une section, faisant ainsi entrer au Conseil une minorité imposante. Par un arrêté du 3 juin, Nîmes fut partagée en trois sections, du reste parfaitement arbitraires.

La première nomma onze conseillers municipaux. Elle était limitée par la rue Porte-d'Alais, le boulevard du Grand-Cours, la rue du Grand-Couvent, la rue de la Colonne, la rue de la Maison-Carrée, la rue de

(1) Le Comité local comprenait : MM. de la Farelle, G. de Labaume, Alphonse Dumas, Octavien Troupel, Alphonse Aubanel, Léon Fouchères, Flaissier aîné, Auris, ingénieur ; Dandel-Quérely, Jules Salles.

(2) Il ne s'agissait que de 2,000 francs.

l'Etoile, la rue Saint-Antoine, la rue Carréterie, la rue du Cypès, la Porte-de-France, la rue du Mail prolongée jusqu'à la limite du territoire de la commune y compris le hameau de Saint-Césaire.

La deuxième, nommant douze conseillers, était limitée par la gare du chemin d'Uzès, la rue d'Uzès, le boulevard des Carmes, le boulevard des Calquières, la rue Curaterie, la Grand'rue, la rue Dorée, la rue de la Trésorerie, de l'Hôtel-de-Ville, la place du Marché, rue Saint-Antoine rue Carréterie, rue du Cypès, rue du Mail, et la banlieue comprise dans ces limites y compris le hameau de Courbessac.

La troisième, nommant onze conseillers, absorbait toute la partie de la ville laissée en dehors par les limites précitées,

La première section, on le voit, était en très grande majorité protestante et le préfet en avait même éliminé avec soin les électeurs catholiques qui auraient pu lui infliger quelque échec. La fraction protestante ne pouvait que reconnaître cette attention. Et parmi les personnes qui furent choisies pour occuper le siège de conseiller municipal, elle s'empessa d'inscrire le deuxième adjoint nommé par le gouvernement. Les candidats furent (1) MM. Nègre-Bergeron, Henri Coste, Jules Cauzid, F. de la Farelle, Flaissier aîné, Valz-Donzel, Jules Granier, Emile Causse, Gaston Vincens, Samuel Guérin, Méjanelle-Vincent,

La deuxième section portait MM. Numa Brunel, Béchard, Rédarès, Raizon père, Gamel, Boucher, de Trinquelagues, Etienne Conte, Bézard, Vacher, Bellile, Planchon.

La liste de la troisième section était composée de MM. Valat, Lamarque, Tribes, Viviez, Audibert, Conte Ulysse, Chardon, Dufau, de Roussel, Charles Gonet, Bouchet-Baumes.

Ces trois listes passèrent au premier tour de scrutin (2) dans leurs sections respectives. On remarque que si la section protestante avait ouvert le Conseil municipal au deuxième adjoint, les deux autres le fermaient par contre au premier et au troisième adjoints nommés par l'Empereur. Il convient d'ajouter que les chiffres des votants fut minime, car c'est à peine s'il s'éleva au tiers des électeurs ins-

(1) MM. Jules Bergeron et Octavien Troupel avaient figuré au premier moment sur cette liste. Ils refusèrent la candidature et furent remplacés par MM. Nègre-Bergeron et Samuel Guérin.

(2) L'Assemblée communale comprenait ainsi 34 conseillers municipaux et 3 membres de la municipalité pris au dehors, soit en tout 37, sur lesquels 14 étaient absolument ralliés au régime impérial.

crits. Cette abstention fut encore plus marquée aux élections départementales qui avaient eu lieu dans le premier et le deuxième canton quelques jours auparavant. Dans le premier, 572 électeurs se présentèrent au premier tour sur 6121 électeurs inscrits ; dans le deuxième, 152 seulement sur 5,362 inscrits. Le scrutin de ballottage ne fut guère plus suivi et M. Pérouse, fut nommé membre du Conseil général par 934 voix ; M. Amédée Béchar, membre du Conseil d'arrondissement par 492 voix.

L'indifférence du public était évidente. Bien qu'en possession du suffrage universel, il se laissait gouverner, sans essayer même de lutter contre l'omnipotence de l'administration. Il était au surplus toujours occupé de cette guerre de Crimée qui se prolongeait bien au delà de ce que l'on avait jugé au premier abord et dont les combats sanglants témoignaient de la résistance que rencontraient nos troupes et celles de nos alliés (1). Aussi un soupir de soulagement salua-t-il la dépêche que publiait le *Moniteur* du 10 septembre, annonçant la prise de l'ouvrage appelé la tour Malakoff qui avec le Redan et le Carénage défendaient les approches de la place de Sébastopol. La foule célébra ce fait d'armes qui semblait présager la fin prochaine de la guerre, par des feux d'artifices qui dégénérèrent bientôt en abus regrettable, car sur divers points des rixes s'élevèrent à la suite des brûlures provoquées par les fusées et les serpenteaux. Le dimanche 16 septembre, un *Te Deum* solennel fut chanté à la Cathédrale et des services religieux eurent lieu au Temple et à la Synagogue. Comme à Nîmes il n'y a pas de réjouissance publique sans un spectacle gratuit à l'Amphithéâtre, cette partie du programme ne fut pas négligée. Le soir la ville fut illuminée et les édifices publics furent pavoisés aux couleurs Anglaises, Sardes et Turques.

L'année 1855 présenta avec celle de 1854 ce curieux spectacle que tandis que le maire de Nîmes expirait, comme nous l'avons vu, au milieu du triomphe de l'Eglise, le prélat, assis depuis dix-sept années sur le siège épiscopal de notre cité, mourait au milieu du triomphe de la France. Presque au même moment, où le général en chef prenait en Orient les dernières dispositions pour porter le coup décisif qui devait amener la victoire sous nos drapeaux, M^{re} Cart rendait le dernier soupir. Cette perte était prévue depuis longtemps par le troupeau que gouvernait le saint pasteur. Malgré une cruelle maladie

(1) Le Piémont avait envoyé un corps au commencement de cette même année.

qui depuis deux ans minait ses forces, M^r Cart n'avait pas encore renoncé aux fatigues immenses de son laborieux apostolat, et en dépit de tous les conseils, de toutes les objurgations, il ne voulut en rien amoindrir les travaux de sa charge spirituelle. Il sentait pourtant sa fin prochaine et se tenait prêt à se séparer des fidèles du diocèse :

« Nous avions espéré, écrivait-il à la date du 20 mai, pouvoir vous écrire avant de quitter la vie une longue lettre qui vous eût porté l'expression de nos sentiments à votre égard..... mais la nuit se fait pour nous et nous devons nous borner à quelques recommandations et ordonnances qui seront peut-être sans ordre et sans suite, mais sur la forme desquelles vous voudrez bien excuser un pauvre malade dont les forces s'épuisent tous les jours..... Que de choses n'aurions-nous pas à ajouter ! Quand un père est à la veille de quitter ses enfants, il ne leur a jamais dit assez son attachement et son dévouement. Mais ce n'est plus seulement notre main qui se refuse à écrire, c'est aussi notre voix qui s'affaiblit et s'éteint. Redoublez donc à notre égard vos supplications et vos prières..... »

C'est avec cette sérénité inaltérable qui l'accompagna jusqu'à ses derniers moments, malgré les traits acérés de la douleur physique, que le prélat entra dans l'éternité dans la nuit du samedi 11 au dimanche 12 août, à deux heures du matin (1).

Le Chapitre s'assembla immédiatement et maintint dans leurs fonctions de vicaires généraux capitulaires, MM. les abbés d'Alzon et Boucarut.

La dépouille mortelle de Mgr Cart fut exposée en chapelle ardente à la cathédrale, dans la chapelle du Saint-Sacrement jusqu'au moment de ses funérailles. La foule ne cessa pendant tout le temps de venir défiler devant le cercueil de celui qui avait pratiqué si excellemment les vertus évangéliques. Les obsèques eurent lieu le samedi 18 août avec une pompe solennelle. Le préfet, le premier président, le général,

(1) L'loge funèbre du saint prélat fut prononcé par un J.-s. chanoine du Chapitre de Nîmes ; mais celle qui suit dit assez ce que fut sur ce siège le *nouveau Pénelon*, comme l'appelait lui-même l'auteur des lignes suivantes : « Mgr Cart fut celui qu'à Nîmes, catholiques, protestants et israélites appelaient *notre évêque*. Nous avons tous prié pour lui pendant sa maladie. Il est dans les cieux, séjour de la prière éternelle. Tout foi et tout œuvre, il a montré la foi qui sauve, opérant par la charité et la sanctification. — Nîmes 1: 26 août 1835. — S. S. Gardes, pasteur de l'Eglise réformée. »

le maire étaient auprès du catafalque entourés de tous leurs subordonnés et, l'on remarquait aussi M. Girard, ancien maire de Nîmes, qui quoique appartenant à un culte dissident, n'avait pas craint de venir prier pour le saint évêque auquel il avait été uni par des rapports administratifs et une vive amitié. L'archevêque d'Avignon et les évêques de Viviers et de Valence célébrèrent le Saint-Sacrifice. A neuf heures, le cortège sortit de la cathédrale, en suivant la rue de l'Horloge, les boulevards de la Madeleine, Saint-Antoine, de l'Esplanade, des Calquières et l'ancien chemin d'Avignon. Sur ce long parcours la population et une multitude d'étrangers, accourus dans nos murs, s'étaient massés pour se joindre à la douleur publique. Porté à bras par des élèves de l'Assomption jusqu'au cimetière même, le cercueil fut inhumé suivant le désir qu'en avait témoigné l'évêque avant de mourir, au devant de la chapelle du cimetière.

Plus tard un tombeau devait être élevé en cet endroit. Le Conseil général du Gard votait une somme de 3,000 francs pour l'érection de ce monument et chargeait M. Révoil, l'éminent architecte des diocèses de Montpellier, d'Aix et de Fréjus, de sa construction.

La procession de l'Assomption, qui n'avait pu se faire en raison du deuil de la cité à sa date ordinaire ne fut, célébrée que le samedi 18 août à cinq heures du soir.

Un décret Impérial, en date du 30 août nommait, à l'Evêché de Nîmes, M. l'abbé Plantier, vicaire-général de Lyon. Le 18 novembre, Claude-Henri Plantier était sacré dans la basilique Saint-Jean, par Mgr de Bonald, archevêque de Lyon et de Vienne, entouré des évêques de Troyes, de Saint-Flour, des archevêques de Paris, de Toulouse et de Turin. Le chapitre de Nîmes et le clergé de Nîmes avaient envoyé un assez grand nombre de prêtres à cette cérémonie parmi lesquels l'abbé d'Alzon,

Ce fut le jeudi 29 novembre que le nouvel évêque fit son entrée dans Nîmes. Cette solennité fut éclatante. Devant la gare par où arrivait le prélat était dressé un arc de triomphe décoré de fleurs et d'emblèmes formant salon. Le long de l'avenue une double rangée de mâts était plantés. Deux arcs de triomphe avaient été dressés, l'un par la paroisse Saint-Baudile sur la place des Carmes, l'autre près de l'entrée de la rue des Prêcheurs (rue des Lombards) par la paroisse Saint-Charles. Une foule immense garnissait toutes les avenues, les toits et les balcons des maisons. Après avoir reçu les compliments des vicaires-généraux qui lui firent en même temps remise de leurs pouvoirs temporaires, et du Maire de Nîmes, M^r Plantier se revêtit de ses habits

sacerdotaux et le cortège se mit processionnellement en marche en suivant l'Avenue, le boulevard des Calquières et du Petit-Cours, la rue des Lombards. A dix heures, le prélat mettait le pied sur le seuil de la cathédrale où il était salué par M. de Tessan, doyen du chapitre. Après le chant du *Te Deum*, il montait en chaire et appelait les bénédictions du ciel sur le diocèse dont l'administration lui était confiée. Immédiatement après le Préfet vint lui rendre visite dans son palais épiscopal et lui présenta tous les fonctionnaires de l'ordre administratif. Dans la soirée, les membres du Consistoire protestant vinrent saluer le nouvel évêque qui se montra touché d'une démarche respirant la conciliation et la tolérance.

Ces cérémonies émouvantes captivaient la population que la pompe officielle remuait à peine. Ainsi passa presque inaperçue la pose de la première pierre de la Préfecture. Le préfet, Pougeard-Dulimbert, présida lui-même cette opération, à laquelle n'assista pas le Conseil municipal. De toute la municipalité, il n'y avait de présents que le maire, M. Pérouse, et l'adjoint, Henri Coste, nommé par la section protestante. Un procès-verbal mentionnant les noms des assistants fut rédigé en double pour une copie être insérée dans les archives du département du Gard et l'autre dans une boîte en plomb avec une pièce de chacun des types en or, et bronze à l'effigie de l'Empereur et déposé sous la première pierre conformément à l'usage. Le procès-verbal est daté du 21 juin 1855. L'adjudication des travaux à exécuter avait été prononcée le 14 mai en faveur de MM. Jacques et François Aubert, entrepreneurs. Quelques curieux s'étaient portés vers le chantier à l'annonce de cette formalité, mais la ville ne s'en émut que fort peu.

De même avait passé presque inaperçu l'attentat dont l'Empereur avait failli être victime le 28 avril. Passant à cheval dans les Champs-Élysées, le souverain avait essuyé le feu du pistolet d'un individu se disant nommer Giovanni Pianori. L'assassin jugé le 7 mai devant la Cour d'assises de la Seine prétendit avoir voulu frapper l'Empereur parce qu'il avait ordonné l'expédition de Rome et rétabli l'autorité du Pape. On le considéra comme envoyé par la faction révolutionnaire dont le siège était à Londres et Pianori fut condamné à la peine des parricides.

L'Empereur manifesta, du reste, le désir de ne recevoir aucune adresse à ce sujet et l'on s'empressa de déférer à ses ordres. Si des motifs d'ordre politique l'engageaient à laisser dans l'ombre l'attentat dont il venait d'être victime, alors que nous étions au dehors engagés dans une lutte dont l'issue pouvait paraître douteuse, ces mêmes motifs

l'obligeaient par contre à donner un plus grand éclat aux fêtes publiques.

Dans ce sens, l'exposition universelle de 1855 constituait un puissant dérivatif. Non-seulement la capitale mais la province aussi s'intéressaient à cette exhibition colossale qui laissait bien loin derrière elle les expositions organisées sous Louis-Philippe.

Le monde industriel de Nîmes attendait avec impatience la proclamation des noms des lauréats, presque persuadé que le commerce nimois serait largement représenté sur la liste. Les Nimois furent primés dans neuf classes.

M. Viviez, propriétaire, emporta une médaille de 1^{re} classe pour l'agriculture.

M. Charles de Surville, propriétaire, mérita une médaille semblable, et MM. Bergeret, Sagnier, une mention honorable pour la conservation des substances alimentaires.

Dans les constructions civiles, M. Hoën-Bernard, ébéniste, reçut une mention honorable. L'industrie des laines, des soies, de la bonneterie, des tapis, de la passementerie, fut l'occasion d'un véritable triomphe pour notre fabrique.

Elle remporta cinq médailles de 1^{re} classe qui furent partagées entre les maisons Constant et fils, fabricants de châles ; Arnaud-Gaidan, fabricant de tapis ; Germain fils, fabricant de gants ; Samuel Guérin, fabricant de lacets ; Laval et Gravier, fabricants de tapis.

Dans la peinture, M. Charles Jalabert recevait une médaille de 1^{re} classe. Dans l'architecture, M. Révoil était également l'objet d'une distinction flatteuse.

Il convient également de citer les noms de deux hommes qui ont laissé à Nîmes un souvenir marqué et qui étaient récompensés à cause des œuvres mêmes qui nous restaient.

L'un, M. Questel, obtenait une médaille de 1^{re} classe pour la construction de l'église Saint-Paul, la restauration de l'Amphithéâtre d'Arles et la restauration du Pont-du-Gard. A l'autre, M. Denuelle, il était décerné une médaille de 2^{me} classe pour la décoration du chœur de l'église Saint-Paul.

Les événements municipaux présentent cette année peu d'intérêt. L'administration de M. Pérouse, qui ne resta pas d'ailleurs longtemps à la tête de la Mairie, comme nous le verrons par la suite, ne fut pas féconde. Le Conseil fut appelé à se prononcer sur une modification au plan d'alignement en ce qui touchait la nouvelle préfecture adopté le 14 juin 1854. Le Conseil prit la délibération suivante : « La portion

de la rue séparant en deux les bâtiments de la Préfecture et de la caserne de gendarmerie sera supprimée entre la rue Dunois et la rue Agnès-Sorel. Ces deux dernières voies portent aujourd'hui dans toute leur longueur le nom de Bernard-Aton et de Raymond-Marc ». Si l'objet de la délibération que j'ai rapporté ci-dessus n'est pas important, il est assez curieux de rappeler les noms précédemment donnés aux rues du quartier en construction.

Le fait le plus important de l'administration de M. Pérouse fut sans contredit le renouvellement du traité de la compagnie du Gaz. Ce traité fut mis en adjudication pour une période de cinquante années à compter du 1^{er} janvier 1857. Les concurrents devaient déposer une provision préalable de 120,000 francs. Le soumissionnaire accepté recevrait sur cette somme 70,000 francs aussitôt que la ville serait mise en jouissance de l'éclairage et laisserait les 50,000 autres comme cautionnement définitif et permanent pendant toute la durée de la concession. L'adjudication eut lieu le 31 octobre au profit de la Compagnie l'*Union des Gaz*, représentée par M. Salmon et C^{ie}, sur les bases suivantes : 14 centimes le mètre cube pour l'éclairage de la ville, et 28 centimes pour l'éclairage des particuliers. Ce résultat constituait une diminution de près de moitié sur les prix du moment.

Un événement théâtral qui marque l'année 1855 fut le passage de M^{me} Ristori. La grande tragédienne se fit entendre le mardi 9 octobre dans *Maria Stuarda* de Schiller (1) et le vendredi suivant dans la *Myrra d'Alfieri*.

Le 39^{me} de ligne, qui fixait en Crimée les regards de toute l'armée, se souvint, au milieu des souffrances du siège et du fracas des combats, de la ville où il avait laissé des amis dont les marques de sympathie lui arrivaient journellement. M. Laplace, un des officiers de ce régiment qui rentrait en France, fut chargé par ses camarades de remettre au maire, comme souvenir du régiment, un énorme boulet ramé, tombé le 22 février au milieu d'un bataillon de garde à la tranchée. Ce projectile était un des premiers de ce genre dont les Russes s'étaient servis. M. Laplace arriva à Nîmes le vendredi 23 mars, et le même jour les pompiers, musique en tête, allèrent chercher le don que rapportait M. Laplace. Le boulet fut placé à l'Hôtel de Ville.

(1) Traduite en Italien par André Maffei.

CHAPITRE HUITIÈME

(Année 1856)

SOMMAIRE

NAISSANCE DU PRINCE IMPÉRIAL. — FÊTE DONNÉE A CETTE OCCASION. — LA PROTESTATION DES PORTES. — LE BAPTÊME DU PRINCE, L'ÉVÊQUE ET LE MAIRE DE NIMES Y ASSISTENT. — INONDATIONS TERRIBLES. — L'EMPEREUR A TARASCON. — MGR PLANTIER A BEAUCAIRE. — SA GRANDEUR A VALLABRÈGUES. — MAGNIFIQUE ÉLAN DE CHARITÉ. — SOUSCRIPTION PUBLIQUE. — SES RÉSULTATS A NIMES ET DANS LA FRANCE. — LA PAIX EST SIGNÉE. — EXÉCUTION CAPITALE AU COURS-NEUF. — PETITE ÉMEUTE. — LOI ENLEVANT AU DÉPARTEMENT DU GARD L'ÎLE DE LA BARTHELASSE ET L'ÎLE PIOT. — DÉMISSION DE M. PÉROUSE, MAIRE. — MORT D'UN CONSEILLER MUNICIPAL DANS LA SALLE DES SÉANCES. — POSE DE LA GRILLE DU PALAIS DE JUSTICE. — OUVERTURE DES RUES GUIZOT ET ROUSSY. — LE DON DE L'EMPEREUR A SAINTE PERPÉTUE. — ADJUDICATION DU TEMPLE DE L'ORATOIRE. — L'ÉGLISE SAINT-BAUDILE NÉCESSITE DES RÉPARATIONS URGENTES. — EXPOSITION DE PEINTURE — M. BARAGNON EST NOMMÉ PRÉFET.

Une dépêche télégraphique, arrivée le 16 mars, et immédiatement affichée par les soins de l'autorité, annonçait à la population l'heureuse délivrance de l'Impératrice qui était accouchée d'un garçon à trois heures et quart du matin. Cet événement était pour le régime impérial d'une importance extrême. Aussi, la joie fut-elle exubérante parmi tous ceux qui s'étaient rattachés à l'Empire ; ils voyaient l'avenir assuré grâce à l'hérédité de la couronne, et de fait cette naissance survenue au milieu du triomphe de nos armes dans l'Orient, au moment même où se réunissait, à Paris, le Congrès Européen, chargé de poser les bases d'une paix glorieuse, était faite pour attirer les regards.

Des adresses se signèrent dans toute la France ; tous les grands corps de l'Etat, toutes les assemblées délibérantes (1), même les plus minuscules voulurent témoigner au souverain de leur fidélité et de leur dévouement. La Cour de Nîmes, qui avait à sa tête les deux ex-républicains Thourel et Teulon, l'un comme procureur-général, l'autre comme premier président, se trouva une des premières à déposer au pied du trône les vœux « qu'elle adressait au ciel pour qu'il accorde de longs jours à Sa Majesté et à son auguste compagne, et permette à tous deux de former l'esprit et le cœur de l'Enfant impérial, pour la gloire et le bonheur de la France. » Le Conseil municipal de Nîmes se borna à la rédaction suivante : « Le Conseil, heureux de la naissance du Prince Impérial, s'empresse de déposer aux pieds de Votre Majesté l'expression de ses félicitations et de ses vœux pour la conservation du Prince qui assure les destinées de l'Empire. Le Conseil prie S. M. l'Impératrice de vouloir bien agréer l'hommage des mêmes sentiments. » Immédiatement après avoir adopté et signé l'adresse précédente, le Conseil vota une somme de 1,500 francs pour la dot de trois jeunes filles.

Le *Moniteur* du 17 mars fit connaître que l'Empereur et l'Impératrice seraient le parrain et la marraine de tous les enfants légitimes nés, en France dans la journée du 16 mars. Nîmes en compta neuf (2).

Le dimanche suivant, 23 mars, un service religieux eut lieu dans les temples des diverses confessions en présence de toutes les autorités. Le service du Grand-Temple fut célébré par M. Tachard, président du Consistoire. A la cathédrale, Mgr Plantier officiait et célébrait la sainte

(1) Les communes du département qui envoyèrent des adresses à l'Empereur en cette circonstance furent : Uchaud, Sommières, Montclus, Pont-Saint-Esprit, Blauzac, Aramon, Saint-Hippolyte, Saint-Gervais, Montdardier, Liouc, Bez-et-Esparon, Bezouce, Vauvert, Vézénobres, Méjeannes-lez-Alais, Quissac, Saint-Jean-de-Marnéjols, Anduze, Le Cailar, Saint-Geniès-de-Comolas, Soudorgues (*Moniteur* du 30 mars).

(2) C'étaient : Antoine Martin, fils de Marc-Antoine, balayeur, et d'Anne Poujol. — André Cronzet, fils de Pierre, cultivateur, et de Françoise Lafont. — Jean Rieu, fils de Joseph, maçon, et de Marie-Jeanne Dapont. — Gaidan Ferrier, fils de Jean, maçon, et de Marie Salauzone. — Jean-Henri Girard, fils de Pierre, charpentier, et de Rosalie Pellet. — Jean Lacroix, fils de François, tanneur, et de Marie Fieu. — Eugénie-Marie Gonxon, fille de Pierre, tailleur d'habits, et de Victorine Pellet. — Rosalie Lauzet, fille de Michel, entrepreneur de bâtiments, et de Thérèse Rambert. — Louis-Charles Baissac, fils de Barthélemy, aubergiste, et de Marie-Lucie-Hortense Ayglon.

Il y en eut dans toute la France plus de 3,600. Des secours furent envoyés aux familles qui étaient dans le besoin. Un certain nombre attendit pour baptiser les enfants le jour du baptême du Prince Impérial.

messe. Sa Grandeur venait de donner, aux fidèles, comme mandataire spécial du Saint-Siège, la bénédiction apostolique et entonnait le *Te Deum*, lorsqu'un bruit inusité se manifesta dans les tribunes du pourtour du chœur. Ces tribunes étaient occupées par les premières familles légitimistes de la ville qui, ne voulant participer à aucune manifestation impérialiste préféraient se retirer.. Cette retraite fut remarquée dans l'assistance ; les portes des tribunes en se fermant soulignèrent ce mouvement qui n'avait absolument rien de prémédité, et qui n'était dicté que par une commune façon de penser. Cette manifestation reçut le nom de *protestation des portes*.

L'administration avait décidé qu'une fête publique aurait lieu ce même jour en l'honneur de la naissance du Prince. Par extraordinaire, il n'y eut pas spectacle aux Arènes, mais le Théâtre fut gratuitement ouvert à la population durant toute l'après-midi. Le soir, un feu d'artifice fut tiré sur l'Esplanade et tous les monuments furent illuminés y compris la fontaine Pradier qui était éclairée par des pots à feux rouges et verts.

Le baptême du Prince Impérial, fixé au samedi 14 juin, fut une nouvelle occasion de réjouissances publiques. Le public Nimois put jouir à son aise, cette fois, de son spectacle favori ; mais la course de taureaux qui avait été organisée pour le dimanche dut se remettre au lendemain à cause du mauvais temps.

Le samedi, à cinq heures, se réunissaient dans la salle des mariages de la mairie, tout le Conseil municipal et les trois jeunes filles dotées par la munificence de la ville, celles-ci accompagnées de leur fiancé.

La célébration de ces trois mariages eut lieu avec une certaine solennité et quatre membres du Conseil servirent de témoins. A l'issue de la cérémonie la somme de 500 francs, fixée par la délibération du Conseil, fut délivrée à chaque nouveau ménage (1). L'évêque de Nîmes (2) et le maire s'étaient rendus à Paris pour assister aux fêtes du baptême.

Malheureusement, au moment même où la France entière se livrait aux préparatifs de ces réjouissances officielles, un immense désastre frappait la population. Le 31 mai 1856, le Rhône gonflé par tous ses affluents, tant de son cours supérieur que de son cours inférieur,

(1) Voici les noms des conjoints : Jean Brémond, cordonnier, et Marie-Mira Bouet, taffetassière — Antoine-Pierre Portet, taffetassier, et Marie André dit Roche, taffetassière. — Jean-Jules Malarte, teinturier, et Marguerite Gily, dévideuse,

(2) Tous les évêques de France avaient été invités à cette cérémonie.

démensurément grossis par des pluies diluviennes et persistantes, rom-pait ses digues et se répandait dans la plaine. Il atteignait, à Beaucaire, la hauteur maxima de 7,95 au-dessus de l'étiage (1), Il était six heures du soir. Le pont suspendu avait ses deux extrémités recouvertes par les eaux et on put craindre un moment sa rupture, mais il résista. Le pays entier était sous l'eau et malgré les efforts des travailleurs, le fleuve emportait tout sur son passage. Sur le champ, toutes les autorités se transportèrent sur les points menacés, et en apprenant cette calamité publique, l'Empereur accourut de Paris pour rendre quelque courage aux habitants si cruellement éprouvés et examiner par lui-même l'étendue du désastre. Il arriva, à Tarascon, le 3 juin avec M. Rouher, ministre de l'agriculture, et les généraux Niel et Fleury, ses aides-de-camp. Le procureur général Thourel était venu au devant de Sa Majesté, à Avignon. Napoléon III traversa, en bateau, lentement, toute la plaine inondée et les principales rues de Tarascon dont les habitants, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture se pressaient autour du souverain, le remerciant d'avoir échappé aux splendeurs de la cour pour venir compatir à leurs souffrances. Le général Niel distribuait à tous de quoi soulager les misères les plus immédiates. A quelques pas de l'embarcadère, un ancien militaire, décoré de la médaille militaire, porta l'Empereur sur ses épaules jusqu'au vestibule. Le train emportait tout le cortège officiel vers Arles et Marseille. Beaucaire espérait la visite de l'Empereur et beaucoup de nimois attendaient qu'il vint aussi sur la rive droite, mais leur attente fut déçue. Ce fut le prélat du diocèse qui vint apporter les consolations attendues.

Mgr Plantier, qui était, à ce moment, en tournée pastorale dans le nord du département, n'hésita pas, en apprenant l'inondation à courir sur les points menacés. Monté sur une frêle barque il voulut porter des consolations et des secours aux habitants de Vallabrègues.

Le 4 juin, il accomplit ce périlleux voyage en compagnie du curé de Beaucaire, du premier adjoint et du juge de paix. L'étonnement et la joie de la population de la malheureuse commune ravagée furent au comble. Tout le monde se pressa sur les pas de ce vaillant pasteur et le suivit à l'église où sa parole reconforta les plus découragés. L'évêque voulut visiter le cimetière, seul refuge où les pauvres inondés avaient pu trouver un abri et quitta ensuite la commune au milieu des bénédictions de la foule, non sans avoir remis entre les

(1) C'est-à-dire 1 m. 10 c. de plus que les inondations désastreuses de 1810 et 1811.

maines du curé un secours considérable pour faire face aux premiers besoins. Cette visite de Mgr Plantier est encore populaire dans le pays.

Ce n'était pas tout d'apporter des consolations à ces malheureux éprouvés par le fléau, ce n'était pas tout que d'assurer par des moyens parfois héroïques leur subsistance pendant ces longues heures où l'épouvante le disputait à l'angoisse. Un autre devoir s'imposait au pays et au gouvernement. Il fallait dans la mesure du possible atténuer l'effroyable désastre et panser des plaies cuisantes. Il fallait multiplier les secours. Tout le monde le comprit et chacun, c'est ici le cas de le reconnaître, fit son devoir avec un élan, avec un entrain, avec une prodigalité même que nous ne trouverons pas plus tard dans des circonstances à peu près semblables. D'ailleurs ce n'était pas seulement le midi de la France qui avait eu à souffrir ; le Centre aussi avait subi les atteintes du fléau dans des proportions au moins aussi considérables.

Sans tarder, et de toutes parts, la charité s'éveilla avec cette largesse que peut seule enfanter la générosité française, toutes les mains se tendirent, toutes les bourses s'ouvrirent et une noble émulation vint doubler le chiffre des dons. Notre ville, qui ne reste jamais en arrière, organisa, avec le concours du Conseil municipal, une souscription par quartier. Dans vingt jours les sommes recueillies à domicile dépassèrent 30,000 francs (1) sans compter les sommes versées directement par les corps et les particuliers, à la recette générale, chargée de centraliser les fonds. On recueillit, en réalité, la somme totale de 52,600 fr. (2).

Le département du Gard réunit le chiffre respectable de 137,545 fr. La souscription publique, dans toute la France donna 10,110,515 fr. (3).

C'est entre les deux événements dont je viens de parler que le pays connut la signature de la paix. Le *Moniteur officiel* l'annonçait au milieu des adresses rédigées à l'occasion de la naissance du prince Impérial, et c'est au moment même où les troupes, revenant de Crimée, regagnaient leurs garnisons aux acclamations enthousiastes du peuple, que l'inondation exerçait ses plus cruels ravages. Le dimanche 30 mars, Nîmes apprit enfin vers quatre heures de l'après-midi que la paix était signée entre les puissances belligérantes. Le préfet en

(1) Ce chiffre fut exactement 32,674 fr. 78.

(2) L'évêque de Nîmes avait versé 4,000 francs. Les pasteurs réunis en donnèrent 100.

(3) Dans ce chiffre n'étaient pas comprises les sommes importantes reçues par des commissions locales ou les sommes provenant des quêtes dans les églises.

envoya la nouvelle dans les principaux cercles et cafés et spontanément le drapeau national fut arboré sur un grand nombre de maisons pour fêter cette heureuse nouvelle. A dater de ce moment, passèrent à peu près journellement des colonnes revenant de Crimée. La première qui fit son entrée dans notre ville appartenait au 61^e de ligne. Elle arriva le vendredi 9 mai. Ce fut une véritable fête pour ces militaires que la garnison de Nîmes accueillit de son mieux. La population se pressait sur l'Esplanade pour assister au débarquement de ces braves soldats. A raison de ces circonstances, deux de nos compatriotes furent particulièrement fêtés. Un même décret les avait tous les deux appelés au grade de général de division : c'était les frères Estherazy (4). Un banquet fut donné en leur honneur, le jeudi 15 mai, à l'hôtel Durand, place de la Couronne.

Nîmes vit cette année encore une condamnation à mort, suivie d'une exécution. L'affaire avait eu quelque retentissement. L'accusé Pierre-Etienne Flandin, homme mal famé, était accusé d'avoir donné la mort à un vieillard de soixante-dix ans nommé Michel; c'est devant une foule considérable qui assiégeait le Palais de Justice que se déroula pendant deux jours ce procès criminel qui se terminait par une condamnation capitale. C'était le 19 février et l'exécution n'eut lieu que le jeudi 10 avril. Jusqu'alors les condamnés avaient subi le dernier supplice sur la place des Arènes, (2) comme j'ai eu plusieurs fois l'occasion de le dire au cours des chapitres qui précèdent. Flandin fut le premier qui fut exécuté au Cours-Neuf. Il apprit à trois heures du matin que sa dernière heure était venue. L'abbé Imberton, aumônier de la Maison d'Arrêt, et l'abbé Serre, aumônier de l'Hôtel-Dieu, vinrent lui prodiguer les secours de la religion. Le condamné paraissait assez exalté et il répéta à plusieurs reprises que l'échafaud, comme au temps de Robespierre, menaçait les plus innocents. Il ne se montra pas moins plein de

(4) Ladislas Walsin Estherazy fut nommé en août 1870 gouverneur général de l'Algérie, mais ne put rester à son poste d'où il fut chassé par une émeute le 4 septembre.

Ferdinand Walsin Estherazy mourut le lundi 30 août 1887 à Marseille, succombant aux suites d'une maladie dont il avait contracté le germe à Eupatoria. Il venait d'être nommé membre du Conseil général du Gard.

(2) Avant et pendant la Révolution, les exécutions capitales avaient lieu sur la place de l'Esplanade. Il en fut ainsi jusqu'en 1796. A partir de cette époque l'échafaud fut dressé place des Carmes. Ce n'est qu'en 1818 que l'on exécuta place des Arènes.

De 1791 à 1796, l'Esplanade a vu 82 exécutions; de 1796 à 1817, la place des Carmes en vit 43; de 1817 à 1855, il y en eut 42 sur la place des Arènes.

déférence pour les deux prêtres qui l'entouraient. Il sortit de la prison à six heures du matin et remis après avoir entendu la messe à l'exécuteur des hautes œuvres, le sieur Berger. Celui-ci exerçait son triste ministère pour la première fois à Nîmes. Il conserva ses funèbres fonctions jusqu'au jour où les bourreaux de province furent supprimés et où il fut décidé qu'il n'y en aurait plus qu'un seul pour toute la France.

On fit monter le condamné sur un char à bancs pour le conduire au lieu du supplice; une foule immense s'y s'était donné rendez-vous. Il s'agenouilla au pied de l'échafaud et fit là publiquement sa dernière prière. Quelques minutes plus tard, la terrible expiation était accomplie. Par extraordinaire, la multitude se montra calme et ne manifesta aucun de ces sentiments horribles dont elle faisait montre en de pareils moments.*

Nos compatriotes n'étaient pas toujours à beaucoup près aussi paisibles, et cette même année 1856 fut marquée par une petite échauffourée qui n'avait aucune racine politique. C'est une course de taureaux qui surexcita de la sorte la population. Le dimanche 14 septembre, le spectacle donné aux Arènes plut médiocrement aux amateurs de ce genre de spectacle.

Les toréadors furent sifflés et on leur jeta des pierres. Quelques arrestations, opérées parmi les mutins, exaspérèrent la foule qui vint former à six heures du soir des groupes hostiles sur la place de la Couronne. La police ne les dissipa qu'avec peine; mais les turbulents ne se tinrent pas pour battus et résolurent d'aller attendre au milieu de la nuit les taureaux et leurs conducteurs à une certaine distance de la ville dans le but de les maltraiter. Vers une heure du matin, les gardiens trouvèrent sur la route de Saint-Gilles, à environ deux kilomètres de la ville, un rassemblement auquel il fallut disputer les taureaux que l'on voulait tuer dans un enclos voisin. L'ordre ne fut rétabli que grâce à un détachement d'infanterie qui fut mandé en toute hâte sur les lieux. L'apparition des baïonnettes calma aussitôt cette effervescence, et les auteurs de cette équipée se dispersèrent dans toutes les directions, non sans être poursuivis de près par la police.

Les travaux municipaux de cette année comprennent l'ouverture de la rue Guizot, et celle de la rue Roussy. Les travaux pour la première de ces rues (1) furent commencés simultanément aux deux extrémités

(1) On sait que le nom de Guizot lui fut donné parce que la maison où naquit cet grand homme d'Etat fut emportée par le tracé de la nouvelle rue. Le Conseil donna là un bel exemple de tolérance politique, de justice et de haute convenance envers une des illustrations dont Nîmes s'enorgueillit légitimement.

sur une largeur de dix mètres. Entre ces deux amorces restait un pâté de maisons informes qui longtemps demeurèrent sur ce point, changeant en une rue ignoble ce qui est aujourd'hui une voie aérée et spacieuse. On ne peut que regretter que dès ce moment cette rue n'ait pas été prolongée dans le sens du sud de la ville.

Sur un autre point s'opérait aussi une amélioration considérable qui donnait satisfaction aux réclamations de tout un quartier. La rue Roussy et la rue Colbert trouvaient une issue sur le boulevard des Calquières, à côté de l'hôtel du Petit-Saint-Jean. Ce percement important, décidé depuis longues années et qui avait successivement donné lieu à plusieurs délibérations du Conseil municipal avait été retardé jusque-là par des difficultés diverses avec le propriétaire du terrain.

La question du lavoir d'Assas et de l'aliénation de la place revint à nouveau sur le tapis. Au moment où on allait procéder à l'adjudication des terrains, les riverains firent opposition au projet, et avant de passer outre, le Maire crut devoir prendre l'avis du Conseil. Cette question remontait à 1849, où l'administration municipale pour se créer des ressources au lendemain du désastre de 1848 et continuer les améliorations projetées ou en cours à Nîmes, avaient eu la pensée de vendre les terrains que possédait la commune sur ce point. En 1856, la situation était évidemment modifiée. Les événements permettaient de concevoir une période de tranquillité, de calme, qui serait favorable à la prospérité de Nîmes et lui permettrait, par suite, de faire face à ses engagements sans aliéner une parcelle de la propriété communale.

Le Conseil, tenant compte de cette situation, décida de revenir sur la décision de l'assemblée communale précédente et de conserver le *statu quo*. Semblable fait s'était déjà présenté dans d'autres occasions, notamment en ce qui touchait la vente des garrigues dont l'aliénation avait été votée dans un moment de gêne ; lorsque des temps plus prospères étaient revenus, on s'était résolu de conserver le bien de la commune.

Une des églises de la ville menaçait ruine. A mesure que le faubourg d'Avignon s'accroissait il avait fallu agrandir l'église Saint-Baudile, devenue trop restreinte pour la population. Ces réparations onéreuses avaient déterminé des fissures à la voûte et sur les murs latéraux du chœur de l'église. Dans les derniers mois de 1856, ces lézardes s'étaient aggravées au point de compromettre la solidité de l'édifice. Les conseillers municipaux, qui se rendirent en commission sur les lieux, constatèrent qu'il y avait un véritable danger à continuer la célébration du

culte dans ces conditions (1). Et déjà plusieurs d'entre eux agitaient la question de la reconstruction ; mais cette solution fut réservée et on se contenta de voter d'importantes réparations qui devaient consolider le monument. C'est ici le lieu de parler d'un projet qui intéressait grandement notre basilique-cathédrale, projet dû à l'initiative de M^r Plantier.

Le cardinal Patrizi était envoyé en France par le Pape pour représenter Sa Sainteté à la cérémonie du baptême du Prince Impérial. Le voyage de Son Eminence se fit juste au moment où la grande inondation du Rhône interceptait la route de Paris par Avignon et Orange. Force lui fut de passer par Nîmes où il fut reçu par l'évêque. Le prélat fit remarquer dans quel état de vétusté se trouvait la cathédrale de Nîmes et pria le cardinal de demander à l'Empereur un secours suffisant pour la reconstitution de cet édifice. Le légat du Pape s'empressa d'accepter cette mission.

M^r Plantier avait tout d'abord décliné l'invitation (2) qui lui avait été adressée d'assister au baptême du Prince (3), mais le ministre lui manda que, non-seulement ses excuses n'étaient pas agréées, mais que sa présence était indispensable pour faire aboutir l'affaire de la cathé-

(1) Il fut un moment question de se servir de la chapelle du Lycée comme paroisse provisoire.

(2) Votre Majesté, qui vient de voir et de mesurer par elle-même la désolation du midi de l'Empire, connaît l'immense part faite à mon diocèse dans ces effrayantes calamités .. Dans cette situation, Votre Majesté daignera m'excuser si la conviction que mon diocèse a besoin de ma présence me tient éloigné de la cérémonie auguste à laquelle elle me convie... (*Lettre de l'Evêque de Nîmes à l'Empereur, 7 juin 1856*).

(3) A l'occasion du baptême du prince des médailles commémoratives furent frappées. Deux médailles en argent et en bronze, grand module, furent envoyées à la mairie de Nîmes. Trois autres médailles de moindre dimension furent envoyées à chacune des mairies d'Alais, Uzès, et le Vigan.

Les médailles envoyées à la ville portent d'un côté en fort relief : l'Empereur à gauche en tenue de général de division, le manteau impérial sur ses épaules et tenant de ses deux mains élevées le petit prince. A droite, l'Impératrice, un diadème sur la tête en costume de cour. On lit en exergue : *Baptême du prince impérial MDCCCLVI*. (Caché, graveur de l'Empereur).

Sur l'autre face est un soleil portant dans ses rayons les noms de toutes les villes de France et d'Algérie. — Dans un des rayons on lit : *Nîmes-Mende*. — Le rayon précédent porte : *Carcassonne-Albi*, le rayon suivant : *Pau-Auch-Tarbes*. En exergue on lit : *Les villes de France et d'Algérie appelées au baptême du prince impérial et au centre du soleil : à l'Empereur*.

Ces médailles mesurent 68 millimètres de diamètre.

M. Pérouse, maire, reçut aussi deux médailles semblables.

drale. Ce dernier argument triompha des nobles résistances de l'évêque qui revint avec une promesse de quatre millions pour la reconstruction de la cathédrale. Ce projet n'aboutit malheureusement pas pour des causes qu'il nous sera donné d'examiner dans un chapitre subséquent.

La grille lourde et disgracieuse qui a été placée devant le Palais de Justice remonte à cette date, mais c'est sur les ordres de l'administration départementale qu'elle fut posée.

C'est également en 1856 que fut discutée, votée et promulguée la loi qui enlevait au département du Gard et particulièrement à la commune de Villeneuve-lès-Avignon, l'île de la Barthelasse, malgré l'énergique opposition de M. Baragnon, député.

Le maire de Nîmes, M. Pérouse, donna sa démission le 30 août. Malgré toute l'insistance de la préfecture, il ne voulut pas revenir sur sa décision. L'administration éprouva quelque embarras à le remplacer, car nous ne la verrons prendre une détermination que bien longtemps après.

Quelques jours avant et pendant la session d'août, une des séances du conseil municipal de Nîmes fut attristée par un douloureux événement. Un membre du conseil, M. Audibert, âgé de quarante-cinq ans, tomba subitement frappé d'une attaque d'apoplexie qui l'emportait le lendemain.

On se souvient qu'en 1852 et lors de son passage à Nîmes, le Prince-président après avoir présidé à la cérémonie de la pose de la première pierre de l'église Sainte-Perpétue envoya à l'évêque une chapelle en vermeil. Cet envoi était accompagné de la lettre suivante :

« Au Palais de l'Elysée, le 30 octobre 1852.

« MONSIEUR,

» Le Prince-Président me charge d'avoir l'honneur de vous envoyer une caisse que vous recevrez par le courrier. Elle contient des ornements que Son Altesse Impériale vous prie de remettre à M. le curé de l'église dont elle a posé la première pierre pendant son séjour à Nîmes.

» Signé : Albert de DALMAS. »

M. le curé Goubier, auquel cet envoi fut remis, suivant la volonté du chef de l'Etat nettement exprimée, mourut le 12 avril 1855. Les héritiers réclamèrent à la paroisse la chapelle dont il s'agit. Il y eut résistance et il fallut qu'une nouvelle lettre vint mettre fin à ce débat qui

prit quelque proportion dans notre ville. La nouvelle lettre est signée comme la première de M. de Dalmas et datée du Palais des Tuileries, 8 avril 1856.

« Par ordre de l'Empereur, disait cette lettre, c'est à feu M. le curé Goubier personnellement que Sa Majesté a daigné donner les vases sacrés envoyés à Nîmes en 1852. Aucune contestation ne peut donc être élevée sur la propriété de ces vases. »

Comme aux années précédentes une exposition de peinture s'ouvrit à la Maison-Carrée. Le peintre A. Colin y remporta une mention honorable et hors ligne. Il avait exposé des *Femmes de pêcheurs*. M. Louis Simil obtint une médaille d'argent.

Cette exposition qui ne se faisait remarquer en rien sur ses devancières permit de demander un autre local pour notre musée. Déjà l'insuffisance de la Maison-Carrée se faisait sentir, et ce monument était trouvé trop petit pour donner asile à la fois aux tableaux, à la collection des antiques et à l'exposition bisannuelle. Un de nos compatriotes, M. Jules Salles, proposait à ce moment de rechercher un local qui, outre le musée des tableaux, servirait de siège à une exposition permanente de l'industrie nîmoise, et où se trouveraient classées, non-seulement nos richesses zoologiques, mais même notre Bibliothèque déjà trop à l'étroit dans l'ancien lycée. Et M. Salles voyait dans la place d'Assas un merveilleux emplacement pour réaliser cette pensée intelligente.

Une administration est venue bien plus tard qui réalisa ce projet, dans les conditions les plus grandioses, dans l'ancien hospice du boulevard Saint-Antoine (aujourd'hui boulevard Victor Hugo). La salle du musée fut splendide. La bibliothèque admirablement logée, avait tous ses services assurés. Le musée épigraphique était à l'aise dans des galeries appropriées à cet usage. Chaque année de nouvelles salles auraient été ouvertes; de magnifiques locaux allaient être réservés à l'Académie de Nîmes et à nos diverses sociétés d'art, de science et d'éducation, tandis qu'un square dont l'entrée devait donner sur la rue Porte-de-France, aurait assuré de l'air à un quartier populeux. Cette administration catholique et conservatrice avait créé ce palais des Beaux-Arts, presque de toutes pièces, et qu'à coup sûr, on n'aurait pas trouvé dans beaucoup de villes. Une administration républicaine a détruit tout cela et à l'heure où j'écris ces lignes, le musée n'est qu'un misérable hangar, nos inscriptions et nos richesses archéologiques gisent sans ordre autour de la Maison-Carrée, nos livres sont à la merci du hasard et n'ont pas même un local qui les abrite.

On s'expliquera difficilement plus tard qu'il se soit trouvé une muni-

cipalité assez peu soucieuse de sa propre dignité pour traiter de la sorte toutes nos richesses artistiques et littéraires.

De tout temps, au contraire, les magistrats de la cité se sont montrés jaloux de la réputation acquise par l'antique Nemausa.

La représentation du Gard au Corps législatif se trouva incomplète à la fin de l'année, et le chapitre suivant nous fera assister à l'élection complémentaire pour suppléer à cette vacance. M. Baragnon avait été nommé préfet de l'Aveyron.

CHAPITRE NEUVIÈME

(Année 1857)

SOMMAIRE

MORT DE PLUSIEURS NIMOIS. — ELECTIONS LÉGISLATIVES. — MUNICIPALITÉ. — POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE L'ORATOIRE PROTESTANT. — UN REPOSOIR INCENDIÉ. — TEMPÉRATURE EXTRAORDINAIRE. — RÉPARATION AUX ARÈNES. — LE ROI DE BAVIÈRE ET LE PRINCE NAPOLEÓN A NIMES. — DON AU MUSÉE. — TABLEAU DU « GIOTTO. » — AFFAIRE CHANEROT.

L'année 1857 est une véritable année funèbre pour Nîmes. La mort faucha impitoyablement parmi ceux de ses enfants qui avaient su se créer un nom et une situation. Le premier qui succombait n'était pas à proprement parler un Nîmois. Léon Feuchère, architecte du département, était venu à Nîmes, douze ans auparavant pour guérir grâce à l'influence bienfaisante de notre climat sa santé altérée. Mais s'il n'était pas de Nîmes par naissance, il l'était par ses œuvres. Nous l'avons vu figurer dans le concours ouvert pour la Fontaine de l'Esplanade, et son projet qui eut le numéro 2 fut acheté par la ville. L'hôtel de la préfecture et l'église Sainte-Perpétue ont été édifiés sur ses plans (1). Léon Feuchère mourut le 4 janvier de cette année.

Quelques jours après, le 8 janvier, s'éteignait, à l'âge de soixante-seize ans, Eugène Teissier, baron de Marguerittes, le dernier représentant d'une famille illustre et honorée de notre cité. Il était le fils du député

(1) Feuchère est aussi le restaurateur intelligent du théâtre d'Avignon.

que les bourgeois de Nîmes envoyèrent en 1789 siéger à Toulouse aux Etats du Languedoc, comme représentant du tiers-état pour le diocèse de Nîmes. La même année, aux élections pour les états généraux, le baron de Marguerittes, alors maire de la ville, fut élu député par les membres de la noblesse et envoyé à Versailles où les états généraux formèrent l'Assemblée constituante (1).

Le 11 janvier expirait à Paris, des suites d'une affection charbonneuse, un homme dont le nom a été prononcé à divers reprises au cours de cette histoire. Octavien Troupel, avait été, en effet, le premier magistrat de notre cité, à une époque troublée. Il avait, dans les dernières années de sa vie, constitué à Nîmes une boulangerie économique et essayé ainsi par une concurrence philanthropique et désintéressée d'empêcher que le prix du pain ne s'élevât au-dessus d'une juste mesure.

Un autre nimois disparaissait aussi, frappé par la maladie. Jean Crespon, fils de ses œuvres, s'était adonné avec passion à l'histoire naturelle. Il avait doté notre ville d'une collection ornithologique assez complète. Il y avait joint dans la suite un beau choix de la faune de tous les pays et une collection de papillons et de coléoptères (2).

Presque en même temps mourait Eugène Foulc qui a donné son nom à tout un quartier de notre ville qu'il a fait surgir par sa propre inspiration et ses propres forces.

Enfin, le dimanche 22 novembre, le baron de Feuchères s'éteignit à Paris dans son hôtel de la rue Bellechasse. On se souvient des bienfaits de toute sorte que le baron de Feuchères s'était plu à répandre sur Nîmes et on ne saurait s'étonner que la nouvelle de cette mort, lorsqu'elle arriva dans notre ville, plongeât dans la douleur les nombreux amis que le général avait laissés derrière lui et les personnes qui avaient eu occasion d'être favorisées de sa générosité (3).

Aux termes de la Constitution, le Corps législatif, élu en 1852, avait fini sa mission. Le pays fut appelé dans ses comices pour élire ses

(1) La famille Marguerittes habitait à Nîmes un hôtel situé dans la rue des Prêcheurs (aujourd'hui rue des Lombards). Cette rue portait même communément le nom de rue Marguerittes. Cet hôtel a été à peu près complètement emporté lors de l'ouverture de la rue Crémieux.

(2) Jean Crespon était l'auteur de *l'Ornithologie du Gard*, Nîmes 1810, et de la *Faune Méridionale*, Nîmes 1843, 2 volumes avec planches.

(3) Lorsqu'il arriva à la mairie, M. Pérouse remarqua que les plaques officielles de l'avenue conduisant à la gare portaient l'inscription « *Avenue de l'Embarcadere* ». Il les fit enlever et rétablir la dénomination précédente « *Avenue Feuchères* » qu'elle a toujours conservée depuis.

députés. Le Gard avait à nommer trois députés, et était arbitrairement divisé en trois circonscriptions électorales.

La première comprenait : les cantons d'Aiguemortes, Beaucaire, Marguerittes, Nîmes (les trois cantons), Saint-Gilles, Saint-Mamert, Sommières et Vauvert.

La seconde comprenait : les cantons de Bagnols, Saint-Chartes, Lussan, Pont-Saint-Esprit, Remoulins, Roquemaure, Uzès, Villeneuve-les-Avignon, Aramon, Barjac, Saint-Ambroix et Génolhac.

La troisième était composée des cantons d'Alais, Anduze, Lédignan, Vézénobres, Saint-Jean-du-Gard, Saint-Martin-de-Valgargues, Alzon, Saint-André-de-Valborgne, Saint-Hippolyte-du-Fort, Lasalle, Quissac, Sumène, Sauve, Valleraugue et le Vigan.

Le gouvernement s'empessa de présenter ses candidats aux populations et on vit ce spectacle curieux, l'élection d'un candidat officiel absolument étranger au département et presque étranger à la France.

Dans la première circonscription, M. Pérouse, député sortant (1), brigua, avec l'appui de la préfecture, le renouvellement de son mandat. Dans la dernière, M. Ernest André, originaire du Vigan, marchait au scrutin avec l'agrément de l'empereur. C'étaient là des enfants du pays, liés par des attaches multiples et des intérêts immédiats au département tout entier ; mais dans la deuxième circonscription, le gouvernement patronait un chambellan de l'impératrice, originaire de la Martinique, M. Tascher de la Pagerie. L'honorabilité du candidat n'était certes pas à discuter, mais on peut aujourd'hui considérer ce qu'il y avait d'étrange à voir le gouvernement imposer aux électeurs de tels choix dictés par un caprice ou par des considérations purement dynastiques.

Et cependant, chose curieuse, aucun candidat ne fut opposé à ce candidat exotique qui fut élu par 32,746 voix sur 32,820 votants. Il n'y eut de lutte ou, pour être plus exact, qu'un semblant de lutte dans les deux autres circonscriptions. A M. Pérouse furent opposés M. Troupel et M. Boucaruc. Le premier de ces deux opposants réunissait 6,737 voix, le second 3,686 seulement et M. Pérouse triomphait au premier tour par 13,614 voix.

Dans la troisième circonscription les républicains avaient lancé un

(1) M. Pérouse était député sortant parce qu'au commencement de cette même année avait eu lieu une élection en remplacement de M. Numa Baragnon, nommé préfet de l'Aveyron. M. Pérouse, candidat officiel dans la première circonscription, avait réuni le 28 janvier 44,200 voix contre 1017 données à M. Ulysse Donzel.

des leurs, Jules Cazot, qui sur 23,253 votants réunissait juste 1,115 voix. Le chiffre des abstentions restait considérable. Il fut plus considérable encore lors des élections départementales, au moins dans le deuxième canton, où il n'y eut que 909 votants que se partagèrent MM. de Sibert, candidat de l'administration, et Béchard, candidat de l'opposition. Le premier était élu par 612 voix contre 282 données au second. Le général Ferdinand d'Estherazy, plus heureux, était nommé sans concurrent par 1,232 suffrages sur près de 5,000 votants.

La démission de M. Pérouse, comme maire avait laissé longtemps le fauteuil de maire vacant. Ce ne fut que le 1^{er} août 1857 qu'un décret réorganisa l'administration municipale, en nommant M. Duplan, maire de Nîmes et en mettant à ses côtés, comme adjoints, MM. Paradan, Mourier fils et Chardon.

Le premier acte municipal du nouveau maire fut la pose de la première pierre d'un édifice communal. Une délibération du Conseil municipal de l'année précédente avait décidé que sur l'emplacement de l'ancien abattoir aux porcs, *les vieux égorgoirs* (1), serait édifié un temple protestant, qui recevrait le nom d'Oratoire. La mise en adjudication avait été affichée dès les derniers jours de l'année précédente et prononcée au profit de M. Fabre, entrepreneur maçon (2). Le mardi, 25 août, eut lieu la pose solennelle de la première pierre du monument. La municipalité, les membres du Conseil municipal furent accompagnés sur le lieu de la cérémonie par la musique des sapeurs-pompiers. Tous les pasteurs de la ville étaient présents. Le président du Consistoire, M. Tachard, prononça à cette occasion un discours fort remarqué.

« Nous nous réjouissons, d'autant plus de l'érection de l'Oratoire, disait-il, qu'il sera le seul édifice religieux, élevé pour nous aux frais de la ville. Il n'y a eu aucun temple dans ce cas là, ni sous les édits de pacification de nos anciens rois, ni sous l'édit de Nantes, ni même sous la loi du 18 germinal an X, fait qui n'incrimine en rien, il est vrai, les administrations précédentes, mais qui par le concours de plusieurs circonstances et entre autres de l'accroissement de la vie reli-

(1) Ces *vieux égorgoirs* remontaient à l'année 1617 et avaient coûté la somme de 671 livres 17 sous. Ils avaient remplacé les *Egorgoirs* qui étaient près de la porte de la Couronne. (Arch. Com. RR. 14).

Les *nouveaux écorchoirs*, (l'abattoir actuel) ont été édifiés en 1769 (Arch. Com., OO, 130).

(2) Le projet, suivant le devis de l'architecte de la ville, comportait une dépense de 93,000 francs.

gieuse de notre Eglise atteste hautement l'impartiale justice de l'administration actuelle (1) »

Dans une autre circonstance, nous verrons ce témoignage corroboré par une autre autorité. L'intolérance n'a jamais été à Nîmes le fait des catholiques, quoiqu'on en puisse dire, et ce dernier fait nous en est une preuve nouvelle.

Il faut reconnaître que de leur côté les protestants avaient considérablement amendé leurs agissements. L'illumination faite à Nîmes en l'honneur de l'Immaculée-Conception, le rétablissement des processions n'avaient excité aucun désordre et même ils laissèrent, sans trop de récriminations, la procession générale faire le tour entier des boulevards (2). Le Préfet avait bien essayé un moment de s'y opposer et de revenir au premier itinéraire adopté par M^r Cart, mais M^r Plantier s'y refusa hautement. D'année en année, les processions attiraient une foule plus compacte, un concours plus grand que jamais. Les paroisses rivalisaient de ferveur et de zèle et chacun s'efforçait de réaliser les décorations les plus grandioses.

A l'une des processions de paroisse, celle de Saint-Baudile, un accident eut lieu. Un reposoir avait été élevé à l'extrémité de la rue Riche-

(1) Les premiers temples qui furent accordés aux protestants datent de 1565. Les religionnaires les obtinrent de Charles IX qui leur désigna deux places pour y bâtir et y faire publiquement l'exercice de leur religion : « Assavoir ung casal et jardin, appartenant à... Roquerol, près la maison de Mathieu Désir, rue par là où on va de la porte de la Magdeleine à la Maison-Carrée et l'autre en la maison et jardin de Tristan-Chabaud, près la maison de Bernard-Barrière, procureur du roy, rue appelée la Calade..... Faict au conseil du roy tenu à Tholoz, le XIII^e jour de mars MVCLXV ; signé : Passeboys. » (*Arch. com. DD. 3.*)

Le second de ces temples, qui avait également une entrée rue de la Madeleine s'appelait le Grand-Temple. Il fut démoli en 1686 et sa cloche pesant dix-neuf quintaux fut achetée par les consuls (délibération du 5 mai 1687) pour l'église Sainte-Eugénie, au prix de 950 livres.

En 1614, les protestants acquirent au plan de (l'Orme) l'Orme et contre le collège un terrain sur lequel ils construisirent un temple connu sous le nom de Petit-Temple. Après un long procès engagé en 1667 et qui dura jusqu'en 1674, ce Petit-Temple fut démoli. (*Arch. Com. OO. 7.*) Depuis les protestants n'avaient plus de lieu de réunion.

A la suite de la révolution, les convents furent confisqués et revendus ensuite comme bien nationaux. La chapelle des Dominicains et celle des Ursulines furent achetées par des particuliers et données ensuite au Consistoire ; en souvenir des deux temples anciens, on a appelé l'un le Grand-Temple, l'autre le Petit-Temple.

(2) « Malgré le Conseil de la préfecture, l'évêque passa par le quartier de la Bouquerie que les protestants regardaient comme un asile inviolable. » — *Histoire de Mgr Plantier*, t. I^{er}, p. 410.

lieu. Quelques instants avant le passage du cortège cet autel improvisé surchargé de fleurs, de lumières, de riches draperies, de dentelles et de vases précieux était la proie des flammes. En un instant tout fut consumé malgré les rapides secours apportés, mais lorsque le dais arriva devant ces débris, fumants encore, la ferveur de la population avait élevé déjà un nouveau trône au Saint-Sacrement.

Le pays eut à supporter, en cette année, une chaleur extraordinaire qui atteignit son maximum le 29 juillet à trois heures de l'après-midi. Ce jour là, le thermomètre marqua jusqu'à 39° 2 centigrades à l'ombre (1).

Cette chaleur torride ne ralentissait en rien le goût des habitants pour les jeux de l'amphithéâtre, et les spectacles aux Arènes se donnaient à ce moment, non-seulement le dimanche, mais le jeudi. Le 6 août, précisément un jeudi, pendant une de ces représentations, trois soldats, appartenant au 3^{me} régiment de ligne alors en garnison à Nîmes, s'étaient assis du côté de la Maison-d'Arrêt dans cette partie du monument que son état de vétusté et de dégradation faisait abandonner du public. Tout à coup la pierre qui leur servait de siège, basculant sous leurs pieds, glissa et tomba, entraînant les militaires dans sa chute. Deux d'entre eux furent grièvement blessés.

Cet événement éveillait l'attention de l'administration. Elle avait déjà cependant exécuté des travaux assez considérables, et le Préfet, deux années auparavant, avait même pris un arrêté par lequel la ville ne serait autorisée à se servir de l'Amphithéâtre qu'à la condition que le produit de l'adjudication consentie en faveur des entrepreneurs de spectacles serait en entier consacré à l'entretien du monument. M. Révoil venait précisément de refaire les petites voûtes (2) qui soutiennent les plus hauts gradins sur une longueur de cent cinquante mètres. Ces voûtes étaient en partie écroulées ou menaçaient ruine; les blocs qu'elles soutenaient étaient sur plusieurs points complètement disloqués et présentaient l'image du chaos.

A dater de ce moment allaient commencer les grandes réparations que d'un commun accord la ville, l'Etat et le département firent exécu-

(1) Un thermomètre placé en plein air et plein soleil à un mètre au-dessus du sol marquait à la même heure 55° et sur le sol 76°. Cette chaleur extraordinaire ne dura que deux jours les 28 et 29 juillet; le 28 juillet la température maxima ne fut que de 37° 8.

(2) Entrepreneurs : MM. Blanc et Astier.

ter à notre Amphithéâtre (1) le plus imposant de nos monuments antiques. Incessamment visitées par les étrangers, ces ruines sont l'orgueil de notre cité, et le soin que l'on a toujours pris de leur restauration nous a jusqu'à aujourd'hui conservé ces reliques du passé. Dans le courant de cette année 1857, le roi de Bavière, Maximilien II, et le prince Joseph Napoléon, fils du prince Jérôme, visitèrent notre ville. Le premier arriva le jeudi 14 mai, le second le vendredi 2 octobre. L'un et l'autre témoignèrent le désir de voir nos antiquités qui les intéressèrent vivement. Le prince Napoléon tint tout particulièrement à parcourir les Arènes de nuit et jouir du magnifique spectacle que présente cette masse éclairée par la lune.

Si les deux augustes visiteurs s'extasièrent devant la Maison-Carrée, si l'ordonnance générale du jardin de la Fontaine frappa leur regard, ils témoignèrent hautement de leur admiration pour l'Amphithéâtre et félicitèrent l'architecte d'avoir, dans les réparations qu'il dirigeait, suivi avec un soin scrupuleux, le plan architectural et le mode de confection des Romains.

Un statuaire, Joseph Félon, fit don à notre musée d'une statue en bronze de moyenne dimension, qu'il avait exposée au salon de 1855. Cette œuvre représente *Andromède sur le rocher*. L'auteur venait de recevoir une mention honorable au salon de 1857.

Un véritable hasard faisait découvrir chez un chiffonnier de Saint-Jean-du-Gard un tableau du Giotto, représentant *la Vierge et l'Enfant Jésus* auquel elle donne un baiser. Ce panneau (2) était parfaitement conservé (3). Il est regrettable que la ville n'ait pas pu faire l'acquisition de cette toile pour notre musée (4).

(1) On sait que les Arènes formaient autrefois un véritable village. Elles sont restées dans cet état pendant des siècles. Ce n'est que le 7 avril 1785 que le Conseil de la ville se décida à déblayer les Arènes, mais « reconnaissant qu'il est impossible à la ville de supporter une dépense estimée 500,000 livres, nécessitée pour la démolition des maisons qui encombrant le monument tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, délibère qu'il sera adressé aux Etats une demande de secours. » Les Etats accordèrent 450,000 livres. L'estimation des maisons confiée au géomètre Bancal, par délibération du 10 mai 1785 dura jusqu'en 1789.

(2) Mesurant quarante centimètres de hauteur sur trente-trois de largeur.

(3) La peinture gardait toute sa vivacité et le fond d'or sur lequel se détachait la Vierge n'était en rien altéré.

(4) Il est à croire que Giotto a exécuté ce tableau pendant son séjour à Avignon, quand il suivit le pape Clément V, lors de la translation du Saint-Siège, au commencement du xvr^e siècle. Dans le château des Papes, à Avignon, on voit encore des magnifiques restes de peintures du Giotto.

Un décret impérial du 11 décembre 1853 avait autorisé la ville de Nîmes à établir sur son territoire un entrepôt réel de marchandises prohibées. Pour faire jouir le commerce du bénéfice de ce privilège, le Conseil municipal fit l'acquisition d'un terrain (1) sur lequel devaient être construits les bâtiments destinés à servir d'entrepôt, mais par des considérations financières il résolut en même temps de concéder l'exploitation à une société privée.

Un ancien employé des docks-Napoléon à Paris, Chameroy, vint à Nîmes pour obtenir cette concession, forma une société avec le concours de personnes honorables de la ville sous le nom de *Compagnie du magasinage public du Gard*. MM. Ginestous Claude et Cazal Auguste furent chargés d'élever les constructions nouvelles pour 200.000 francs. Chameroy, directeur et gérant de la société s'entoura d'un personnel nombreux, se livrant à des dépenses personnelles considérables. Il trompa les souscripteurs, auxquels il s'était adressé, par de fausses déclarations de versement d'actions et deux ans après son arrivée à Nîmes, en était réduit aux plus coupables expédients. Peu après il était arrêté et traduit devant la Cour d'assises du Gard sous la prévention de faux. Chameroy avait fait un tel bruit dans la ville par son luxe, par sa vie princière, que le Palais de Justice fut assailli par une foule considérable de curieux accourus pour suivre les débats. Une circonstance rapidement ébruitée avait du reste donné à la curiosité publique un aliment nouveau. Le sieur Sahiet, ex-sous-directeur de la compagnie, un des co-accusés dans l'affaire Chameroy, fut trouvé pendu dans sa cellule le vendredi 20 novembre. Ce suicide, considéré presque comme un aveu de culpabilité, pesa lourdement sur le principal accusé. Après des débats qui durèrent trois longues journées la Cour condamna Chameroy à six ans de réclusion.

(1) Au chemin d'Uzès à proximité de la gare des marchandises.

CHAPITRE DIXIÈME

(Année 1858)

SOMMAIRE

ATTENTAT DU 14 JANVIER. — EXÉCUTION D'ORSINI. — ADRESSES A LA FAMILLE IMPÉRIALE. — ATTITUDE DU CONSEIL MUNICIPAL DE NIMES. — MGR PLANTIER ET LA POPULATION. — CONSÉQUENCES INTÉRIEURES DE L'ATTENTAT. — DÉCOUVERTE DE « NEMAU » A BABINET ET LA NOUVELLE PLANÈTE. — DIVERS TRAVAUX DE VOIRIE PROJÉTÉS. — LE SQUARE DE LA COURONNE. — LA QUESTION DES EAUX. — LE CANAL DUMONT. — PROJET DE CHAPELLE A SAINT-BAUDILE. — ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES.

L'attentat odieux qui au début de 1858 vient épouvanter la France eut pour celle-ci des conséquences graves, si graves qu'il est du devoir de l'historien de s'y arrêter un instant. Bien que j'écrive plus spécialement l'histoire de notre ville, je ne peux passer sous silence les événements qui ont pu à un moment donné influencer sur l'histoire du pays en général, histoire dans laquelle Nîmes figure pour une part fort honorable. Au surplus, ces mêmes événements produisirent à Nîmes, plus que partout ailleurs peut-être, une certaine émotion, non point immédiate, mais dans la suite des années.

La politique générale qu'allait adopter l'Empire à l'égard de la Papauté devait exciter des appréhensions justifiées et un mécontentement général dans notre population catholique, attachée à ses croyances par une foi sincère. Non-seulement la masse sera frappée et devien-

dra hostile à l'Empire, mais le pasteur lui-même de tout ce troupeau aura avec les représentants du gouvernement des démêlés graves. Nous devons en suivre les péripéties car pendant de longs mois Nîmes se ressentit de cette situation à tout le moins extraordinaire.

Le point de départ de cette période, féconde en incidents divers, n'est autre que l'attentat d'Orsini. Voici dans quelles conditions il se produisit.

On donnait à l'opéra, le jeudi 14 janvier, au bénéfice de Massol, trois actes de *Marie Tudor*, que devait jouer M^{me} Ristori. et une scène de la *Muette*. Le duc de Saxe Cobourg-Gotha assistait à la représentation.

La façade du théâtre était brillamment illuminée ; au dedans salle comble et choisie ; au dehors, foule immense de badauds.

A huit heures et demie le cortège impérial fut signalé. Le général Roguet se trouvait avec Leurs Majestés. Il descendait au petit trot les boulevards pour s'engager dans la rue Le Pelletier. Trois voitures aux armes de l'Empereur s'avançaient escortées de pelotons de lanciers de la Garde, commandés par un lieutenant, se tenant près de la portière droite de la calèche impériale et par un maréchal de logis à la portière gauche. Ce maréchal des logis était M. Noguier, de Nîmes.

Au moment où cette voiture, la dernière, arrivait devant le péristyle de l'Opéra, une explosion se fit entendre semblable à un coup de tonnerre. Des gerbes de feu éclatèrent sur le pavé en répandant partout des projectiles meurtriers. Deux détonations succédèrent à la première ; elles éteignirent les becs de gaz ; les yeux éblouis un instant par leurs lueurs éclatantes furent tout à coup plongés dans la nuit la plus profonde.

Dans cette nuit se firent entendre le fracas causé par les vitres du péristyle de l'Opéra, volant en éclats, les piaffements des chevaux effarés, les cris déchirants des blessés, des agonisants, dont le sang inonda la chaussée. Ce n'était qu'une pluie de fer et de feu, qui jaillit du pavé sur le rempart vivant qui entourait l'empereur, l'impératrice et le général Roguet.

Les chevaux de l'escorte bondirent au hasard autour de la voiture en piétinant sur des blessés et des cadavres.

Mêlés à la population pressée sur les trottoirs, les meurtriers avaient lancé successivement trois bombes qui avaient causé ces ravages. Le sang ruisselait sur le pavé ; les affiches sur les murs en étaient éclaboussées. Au milieu des morts et des mourants les serviteurs affolés s'assuraient avec des yeux hagards de l'état du souverain, servant d'objectif aux projectiles.

La première bombe avait à peine éclaté dans le peloton de lanciers que la seconde faisait explosion sous les pas de la calèche impériale et en foudroyait les chevaux.

Si tous les panneaux de la voiture n'eussent été intérieurement recouverts de plaques de fer, ils n'eussent pu résister aux soixante-seize projectiles dont ils furent criblés.

À la première explosion, l'Empereur tenta de descendre de voiture par la portière de droite pour se mettre à l'abri derrière le péristyle de l'Opéra. Ne pouvant parvenir à ouvrir la portière, il attendit, immobile, frappé de stupeur avec l'Impératrice, la fin de ces détonations et de ce carnage.

L'Empereur avait le chapeau traversé par un projectile qui l'avait effleuré au visage en lui faisant une légère blessure, l'Impératrice était atteinte légèrement à la tempe ; quant au général Roguet, il recevait une blessure dont la gravité ne se révéla que plus tard. Alessandri, l'agent le plus fidèle, le plus dévoué à l'Empereur s'était jeté devant le souverain pour lui faire un rempart de son corps. La robe de l'Impératrice était toute tachée de sang ; elle laissait derrière elle cent soixante personnes tuées ou blessées. Le cocher de l'Empereur, trois valets de pied étaient grièvement blessés. Deux hommes des lanciers de la garde furent atteints, l'un d'eux mortellement mais n'ayant pas voulu quitter son poste. Lorsque le commandant du peloton demanda à ses hommes si personne n'était blessé :

— Moi ! répond le lancier.

Il lève la main, ses forces le trahissent, et il tombe évanoui dans les bras de ses camarades pour expirer peu de temps après.

Orsini qui avait connu Napoléon III dans les sociétés secrètes n'était que l'instrument de ces sociétés. La bombe était le châtiment, l'avertissement pour faire l'unité de l'Italie.

Ce fut Mazzini, conjointement avec Napoléon III et Victor-Emmanuel qui dicta à Orsini cette fameuse lettre politique dans laquelle l'ennemi acharné, l'ennemi quand même de l'Empereur écrivit : *Que son père avait versé avec joie son sang pour Napoléon le Grand et que lui, Napoléon III, en délivrant sa patrie, s'assurerait la bénédiction de vingt-cinq millions de ses concitoyens.*

Au moment de la défense Jules Favre lut cette lettre et en profita pour répandre à profusion devant ce stupide public parisien qui ne rêvait que l'unité italienne, et peut-être déjà celle de l'Allemagne, et tant d'autres plaisanteries dangereuses, ses plus belles fleurs de rhétorique empoisonnée.

Orsini, en récompense, lui fit parvenir une montre de 800 francs par une princesse italienne avec cette inscription gravée sur la cuvette :

« A Monsieur Jules Favre, Félix Orsini. Souvenir. »

De l'épilogue de l'attentat du 14 janvier devait sortir la liberté italienne et le renversement de la Papauté. Qui mange du Pape, en crève !

Mazzini, Cavour, Victor-Emmanuel, l'Empereur étaient d'accord avec Orsini pour expulser d'Italie les Autrichiens.

Cette tragédie qui alarma toute la France conservatrice n'était après tout qu'une comédie jouée entre des sectaires et des princes révolutionnaires.

Orsini et Pieri furent exécutés le 13 mars 1858 ; pieds nus, la tête recouverte d'un voile noir, ils furent exposés sur l'échafaud pendant qu'un huissier lisait au peuple l'arrêt de leur condamnation.

Pieri chanta le chant des Girondins, Orsini mourut en criant : Vive la France ! vive l'Italie !

A peine la France eut-elle connu par le télégraphe cet événement, que de toutes parts se signèrent des adresses à Leurs Majestés. Des services religieux furent célébrés dans toutes les églises, les temples, les synagogues. A Nîmes, Mgr Plantier n'attendait pas le signal de l'autorité administrative, il s'adressait aux curés de son diocèse les priant de chanter un *Te Deum* pour « faire monter au Dieu qui a couvert l'Empereur de son bouclier, un hymne solennel de reconnaissance. » Sa Grandeur officiait elle-même à la cathédrale le dimanche 17 janvier entouré des autorités judiciaires, administratives et militaires.

C'était du reste un effroi général dans tout le pays. Nullement préparé à la vacance immédiate du trône, confiant dans l'avenir, il sentait tout-à-coup se réveiller les inquiétudes qui l'avaient si cruellement agité quelques années auparavant. Il ne voyait dans les bombes du 14 janvier que l'action des sociétés secrètes, de la démagogie et ne pouvait encore démêler que l'explosion de l'Opéra porterait plus haut et plus loin. Aussi est-ce sincèrement que tout le monde remercia le ciel d'avoir protégé les jours de l'Empereur.

L'administration départementale, le Préfet du Gard, le Conseil de préfecture et les membres du Conseil général présents à Nîmes « fidèles interprètes des populations du département, s'empressèrent de porter au pied du trône l'expression des sentiments de profonde indignation qu'ils ont éprouvés à la nouvelle de l'horrible attentat auquel Sa Majesté venait d'échapper par un nouveau miracle.

« C'est Dieu, Sire, disait l'adresse, qui a inspiré les suffrages du peuple dont vous êtes l'élu ; c'est lui qui vous a conduit, comme par la main, sur le trône de Napoléon I^{er}, en vous chargeant de sauver la France et de préserver le monde de la plus effroyable anarchie. Cette mission dont Votre Majesté s'est si merveilleusement acquittée lui sera confiée longtemps encore pour le bonheur de l'humanité, et continuée à ses héritiers, dans la dynastie napoléonienne, dont l'avenir est assuré, parce qu'il est basé sur le dévouement et la reconnaissance de la nation. »

Un membre du Conseil général (1), absent au moment de la rédaction de l'adresse précédente s'y associa par une lettre rendue publique.

« Je m'associe complètement à l'expression d'indignation de mes collègues et à leurs vœux pour la conservation des santés si précieuses de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice pour la durée du règne de Napoléon III et la perpétuité de la dynastie impériale.

» Albert PIEYRE,
» Membre du Conseil général. »

Dans une autre adresse que M. Albert Pieyre signait avec tout le Conseil municipal de Lasalle, comme maire de cette ville, il flétrissait « ces incorrigibles ennemis de tout ordre social qui avaient essayé de plonger notre patrie dans le deuil et dans l'anarchie, » et il ajoutait « mais il paraît que ce crime n'a rien de français. »

Au milieu de ce concert, le Conseil municipal de Nîmes demeura silencieux et n'envoya aucune adresse aux Tuileries. Non certes qu'aucun des membres qui le composaient n'éprouvât de l'horreur pour le crime qui venait de se commettre, mais j'ai eu l'occasion de le dire, le gouvernement impérial avait déjà manifesté à l'égard du Conseil, élu par la population, un sentiment d'animosité qui lui interdisait toute manifestation sympathique.

Le rétablissement de l'Empire n'avait nullement altéré la fidélité des légitimistes nîmois ; ils subissaient l'autorité du moment, mais leurs espérances étaient toujours tournées vers le Roi. Le gouvernement n'ignorait pas cette situation et il savait aussi que ceux que la majorité des électeurs envoyaient siéger à l'Hôtel de Ville partageaient la même foi. De là son hostilité, de là aussi la réserve dans laquelle se renfermait le Conseil municipal.

(1) Mon père.

Ce sentiment était tel qu'il amena entre le nouveau pasteur du diocèse et la population catholique une froideur marquée ; le moment est venu d'en parler.

A l'occasion de la naissance du Prince Impérial, M^r Plantier avait écrit cette phrase : « Le doigt de Dieu est visiblement marqué dans ces faits étonnants. Personne ne le reconnaît avec plus de sincérité, personne ne le proclame avec plus d'insistance et d'éclat que le Prince dont la Providence a fait son instrument pour de si nobles desseins. Il saisit chaque occasion pour déclarer que sa force vient tout entière d'en haut aussi bien que sa mission. Et c'est sans doute pour bénir la générosité de cet aveu, jointe au mérite des actions accomplies que celui dont le souffle dessèche ou féconde les tiges royales, lui donne de renaitre dans une image de lui-même et lui permet de croire à la stabilité de son sceptre et de sa fortune (1). »

Le catholiques nimois virent dans cette dernière phrase une allusion à la stérilité de l'union d'Henri V et de la duchesse de Modène. L'évêque semblait dire que la main de Dieu pesait sur la maison de France ; ce langage blessa si profondément la population que plusieurs tinrent le prélat en défiance, allant jusqu'à l'accuser d'être lié au nouveau gouvernement par des engagements « qui l'auraient condamné jusqu'au servilisme. »

L'évêque informé de l'impression que ses paroles avaient produites, s'affligea de l'intention qu'on lui avait prêtée, d'avoir voulu jeter, du fond de son néant, un outrage immérité à une royale infortune. Il se hâta de prier le chef de l'une des plus honorables familles du pays, qui était le représentant du comte de Chambord, de faire agréer au roi l'explication de sa pensée et le regret qu'il éprouvait de voir qu'on donnait à ce qui n'était sous sa plume « qu'une image biblique, un sens que le respect lui aurait interdit (2). »

Mais nous aurons l'occasion de constater bientôt que le prélat, bien loin d'excuser le Pouvoir, sut lui parler le langage ferme d'un esprit indépendant et reconquérir du même coup la confiance de ses ouailles.

Ainsi que je l'ai dit au commencement de ce chapitre, l'attentat du 14 janvier était le point de départ d'une nouvelle politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Depuis son avènement au trône, Napoléon III

(1) Lettre pastorale de Mgr Plantier au sujet de la naissance du prince-impérial.

(2) Vie de Mgr Plantier, par l'abbé Clésion, (p. 256, tome 1^{er}). Nîmes 1832.

s'était étudié à faire disparaître le souvenir de la répression qui avait suivi le coup d'Etat. Il cherchait l'apaisement des rancunes, et à maintes reprises avait adouci par des mesures de clémence les condamnations sévères prononcées par les commissions mixtes. A la suite de l'attentat du 14 janvier, le gouvernement impérial renonça tout à coup à cette politique d'apaisement. Il présenta au Corps législatif la fameuse loi de sûreté générale qui rouvrait non-seulement les temps de 1851, mais même ceux de 1848. L'administration recevait des droits exorbitants, et de nouveau à Paris et en province commençaient les arrestations. Ceux-là qui à la suite des mouvements politiques de 1848 ou de 1851 avaient subi une condamnation quelconque se voyaient menacés de nouveau dans leur liberté. En même temps un sénatus-consulte obligeait les candidats au Corps législatif de déposer, huit jours avant l'élection, entre les mains du préfet, un écrit signé, jurant obéissance et fidélité à l'Empereur. Tous les ressorts de l'administration étaient tendus, les journaux supprimés ou suspendus, la police en mouvement et la répression à outrance à l'ordre du jour.

C'était là l'effet le plus immédiat de l'attentat d'Orsini. Il nous sera donné d'en étudier les conséquences plus graves à l'extérieur. Il convient de retourner à l'étude des faits locaux.

Dans la nuit du 24 au 25 janvier, un amateur d'astronomie de notre ville, M. Laurent, contrôleur au bureau de garantie, découvrait une petite planète. C'était la cinquante-unième. M. Benjamin Valz, notre compatriote, directeur de l'observatoire de Marseille, fut choisi pour parrain et proposa d'appeler le petit astre *Nemausa*. Le nom lui est resté. M. Valz, qui avait fait construire un observatoire rue de l'Agau (1), l'avait mis gracieusement à la disposition de M. Laurent pour ses observations astronomiques.

La découverte de *Nemausa* donna à M. Babinet, de l'Institut, l'occasion d'écrire, sous une forme ironique et même blessante, un article qui visait nos deux compatriotes, MM. Valz et Laurent. Les lignes que M. Babinet consacrait à *Nemausa* et à sa découverte excitèrent la plus vive curiosité dans le monde savant de Nîmes. « La planète *Nemausa*, écrivait l'illustre astronome, n'a pas tenu ce qu'elle promettait ou du moins tout ce que promettait en son nom, M. Valz, son parrain. L'orbite de M. Valz s'est trouvée ne plus ressembler à l'orbite réelle,

(1) La calotte hémisphérique de cet observatoire existe encore.

qu'une flèche ne ressemble à un melon. On m'a prévenu après l'événement de ne pas être trop confiant ; mais le vin était tiré, il fallait le boire, où plutôt, il était bu, il fallait le digérer malgré sa mauvaise qualité..... Donc désormais :

» A M. Valz ainsi qu'à l'astre de Laurent

» Je ne me fiai plus qu'avec un bon garant. »

Il paraît, au reste, que ce *garant*, M. Babinet le découvrit car, dans une lettre postérieure, il faisait, avec la meilleure grâce du monde, amende honorable. La boutade du savant écrivain n'empêchait pas *Nemausa* d'exister et de poursuivre sa route dans l'immensité. Les premiers calculs de l'orbite fournis par M. Valz, établis sur des observations peu nombreuses et distantes de quelques jours seulement, s'étaient, sans qu'on puisse s'en étonner, trouvés légèrement erronés. Ils ont été rectifiés par la suite et *Nemausa* est classée et cataloguée au nombre des petits astres qui accomplissent leur évolution entre Mars et Jupiter.

Si la *Nemausa* céleste préoccupait à un tel degré les astronomes, le *Nemausa* terrestre était également l'objet de l'attention de ses enfants. C'est surtout l'état de la vieille ville qui excitait leur zèle industriels. J'ai là sous les yeux, un article qu'écrivait le 5 mai 1858 mon père, Albert Pieyre, sur les moyens de sauver la vieille ville de Nîmes.

« Pendant que l'Embarcadère se créait, écrivait-il, qu'une ville nouvelle sortait de terre comme par enchantement, la vieille ville restait immobile et stationnaire ; elle assistait silencieuse à sa déchéance, et pourtant voyez sa vitalité, elle restait le centre des affaires, le cœur de Nîmes. Cet état d'infériorité appelle un prompt remède. Ces vieux quartiers représentent des intérêts considérables..... Réparation leur est due.

»..... Il faut faciliter les approvisionnements de la ville par des abords de marché plus convenables ; prolonger la rue de Bernis jusqu'au boulevard, la Grand'rue jusqu'au Petit Cours, la rue Saint-Baudile jusqu'à la place de la Cathédrale, la rue des Tondeurs jusqu'à la place Belle-Croix, la rue de la Prévôté jusqu'à la place de l'Hôtel-de-Ville, enfin, finir de voûter l'Agau (1). »

L'ouverture de la rue Guizot avait donné une première satisfaction à ces désirs légitimes d'améliorations et d'agrandissements ; le Conseil

(1) On remarquera que quelques-uns de ces projets ont été réalisés depuis, notamment ceux qui touchent la rue Saint-Baudile, la rue des Tondeurs et l'Agau.

municipal prit à la même date plusieurs délibérations concernant les vieilles rues. Le 11 février, il décidait que la largeur des rues Fresque et de la Trésorerie serait portée à une largeur de six mètres. A la session de novembre, il votait un projet prolongeant la ligne de façade de la maison Cazeing derrière la Maison-Carrée jusqu'à l'extrémité de la rue de l'Horloge, c'est-à-dire jusqu'à la rue des Petits-Souliers. En face de cette ligne droite, une parallèle mise à sept mètres de distance fixait le nouvel alignement. Le même projet prévoyait le prolongement de la rue Guizot jusqu'à la rue de la Madeleine et en même temps la démolition et la suppression de la tour de l'Horloge, « monument peu utile et peu remarquable » avait-il été dit au cours de cette séance (1).

(1) Les conseillers municipaux de l'époque se trouvaient un peu bien sévères pour cette tour. Elle n'a e-rties rien d'architectural, et à ce point de vue, leur dédaïn s'explique assez, mais l'endroit où elle est assise marque dans l'histoire de Nîmes. Elle occupe l'emplacement de l'ancien hôtel de ville (2). La tour actuelle ne date que de 1752. Elle fut construite par Durand, maître maçon, adjudicataire pour la somme de 91.000 livres. Le devis (*Arch. com.* OO, 103) stipule tous les détails de la construction notamment les quatre cadrans « en pierre de Barutel de cinq pieds six pouces de diamètre avec bordure faisant saillie de trois pouces ». La balustrade au-dessus de la corniche devait être en forme « d'entrelas ovalles ». Le sieur Cornu de Montpellier fut, le 27 août 1753, chargé de refaire pour cette tour « un hor'oge à pendule de cinq pieds de longueur sur deux pieds six pouces de largeur et de hauteur, proportionnée à la grandeur des roucs, sonnante les heures et la demy et répétant l'heure. » (*Arch. com. N. N.* 33). Cette horloge qui coûtait 3000 livres devait être faite en dix mois. Cornu fut exact car la quittance de paiement qu'il délivra au Conseil, porte la date du 4 juillet 1754.

Ce fut Archinard, maître serrurier qui pour 1275 livres fut chargé du ferrement qui supporte le timbre. « Ce travail sera en forme de temple octogone composé de huit montants en fer, reliés par un cercle surmonté de courbes en fer en forme de consoles (16 mars 1754). »

Le tout fut achevé et inauguré en 1755. Une inscription rappelant ce fait est placée au dessus de la porte d'entrée de ladite tour.

Cette tour en avait remplacé une qui tombait en ruine, selon le rapport du sieur Rollin, architecte de la ville. Lorsqu'on la démolit les matériaux furent transportés à la calade du Temple et à la place de la Maison-Carrée. Cette tour était fort ancienne. Les *Archives communales* font mention d'une horloge avec son timbre faite par ordre des consuls en 1405, coût cinq livres et de la fabrication en 1412 d'une clef pour la tour de l'horloge. Mais il paraît que ce « *rechange* » n'avait pas de cadran extérieur

(2) Cette maison a été à la suite la propriété de notre famille. Les *Archives communales* contiennent à cet égard, un mémoire des consuls « contre le sieur de Pleyre, propriétaire de l'ancien Hôtel-de-Ville 1753. » (*Arch. com.* OO, 155).

C'étaient là des projets qui répondaient à un besoin pressant. Malheureusement, il n'y fut pas donné suite.

Le Conseil réalisa cette année une réparation importante qui souleva et soulève encore bien des plaintes. Nous avons pu voir que sous l'administration de M. Girard, la municipalité s'était efforcée de paver les boulevards. On ne connaissait pas encore à cette époque le *macadam* et l'emploi des rouleaux compresseurs pour empierrer les chaussées. Le pavage des boulevards était donc un réel bienfait, puisqu'il supprimait la poussière, cet hôte incommode contre lequel nous nous débattons avec peine. Aussi presque aussitôt, les magasins qui jusque-là s'étaient renfermés dans les rues de la ville s'établirent-ils sur les boulevards qui prirent une autre allure.

En 1858, les riverains se plaignaient du bruit occasionné par le passage des lourds chariots sur le pavé de la chaussée. Pour leur donner satisfaction, l'administration municipale de concert avec celle des Ponts-et-chaussée (1) fit macadamiser tous nos boulevards.

Elle commit là une faute. Le macadam coûte fort cher à la ville, comme entretien ; il est généralement fait avec de mauvais matériaux et en somme ne produit, suivant le temps, que boue et poussière. Aujourd'hui on paraît être revenu de ce genre d'entretien de nos chaussées et l'on tend partout à les paver avec des porphyres de Saint-Raphaël.

car en 1655, le sieur Jacques Bernard, maître horloger de la ville de Nîmes se chargeait pour 160 livres « de faire les roues et ressorts nécessaires à faire mouvoir une aiguille qui démontrera les heures alentour d'un quadrant que messieurs les consuls se chargent de faire au dehors de la tour de l'horloge à la face qui regarde la rue de la maison de ville (aujourd'hui rue de l'Horloge) et sur la porte d'icelle. »

Ce cadran prévu par ce traité mérite une mention. Il coûta 200 livres et fut exécuté par Jean François, peintre qui fut « tenu de peindre à l'huile un cadran desmontrant les douze heures du jour... de la rondour qui sera nécessaire, et remplir le carré de peinture or et azur ; plus faire audit cadran un soleil d'or dont les pointes aboutiront aux heures et demi heures du cadran et audessus faire les armoiries du Roy avec les supports d'or sur une six carrée et à costé d'icelles, deux trophées d'armes, aussy sur deux aix bien attachées et au dessous dans le carré du cadran sur le fond de ladite tour, faire du costé dro't les armoiries de monseigneur le duc d'Orléans, lieutenant-général du Languedoc. et de l'autre costé les armes de la ville ; et au bas dudit cadran un escriptran en lettre d'or contenant les noms des sieurs consuls portés par deux anges et le millizime de la présente année, finalement sera tenu de faire un petit couvert de bois de noyer, couvert de fer-blanc double pour empêcher la pluie de gâter ce cadran. (Arc. com. K^A. 46)

(1) On sait que certains de nos boulevards servent de routes nationales.

Le Conseil fut encore moins bien inspiré lorsque, à la session d'août, il repoussa la proposition que lui faisait M. Duplan de remplacer « le sol nu de la place du Midi (place de la Couronne) par une plantation d'arbres au centre de laquelle s'élèverait une fontaine environnée d'un jardin. » Ce projet de square trouva de nombreux contradicteurs qui donnèrent généralement pour motifs de leur répulsion le chiffre élevé de la dépense, accusant même l'architecte de la ville de l'avoir en partie dissimulée. Le conseil réduisit ce projet à une « simple bordure en pierre, laissant entre les maisons une large voie pour la circulation des voitures, et à la plantation d'un rang d'arbres contre cette banquette. » Nous verrons bientôt que la proposition de M. Duplan fut exécutée.

Parmi les projets adoptés par le Conseil de cette époque figure celui de la disparition de la double rampe d'escalier que formait « la Plate-forme » en perspective à l'extrémité du canal de la Fontaine. Cette amélioration qui dégagait singulièrement la route d'Alais ne fut réalisée que plus tard. Nous aurons l'occasion d'en parler.

Le résumé des travaux se complète par la délibération du lundi, 6 décembre, votant, un devis dressé par M. Révoil, la somme de 100,000 francs pour exécuter immédiatement des réparations aux Arènes. A cette somme de 100,000 francs, répartie sur dix exercices, devait s'en ajouter une de 123,000 francs fournie par l'Etat.

Enfin arriva, le dimanche 29 août, le nouveau lustre commandé par le Conseil pour le théâtre, et qui y est encore.

Au moment de placer ce produit de l'industrie parisienne on s'aperçut qu'il avait au cours du transport reçu des avaries assez graves et que de plus il présentait des vices de fabrication. La dorure notamment dut être complètement refaite. Le lustre ne fut définitivement inauguré qu'au commencement de 1858.

Il fut question un moment d'élever à l'endroit où la tradition populaire a placé la scène de la décapitation de l'apôtre nimois, saint Baudile, une chapelle commémorative. Je ne répéterai pas ici la légende si connue des Trois-Fontaines émergeant du sol à mesure que la tête du martyr le touchait. Mais l'idée d'un monument élevé sur ce point était naturelle et je la rapporte pour prouver que le culte du saint n'a rien perdu de sa ferveur dans notre population. Le projet dont je parle était même assez avancé pour que le Maire ait cru devoir commander à M. Ribier, sculpteur, la statue de saint Baudile.

L'activité municipale prenait corps sous l'impulsion de M. Duplan dont le nom est resté à cause de cela très populaire. Les premiers effets de son administration allaient bientôt se faire sentir.

L'administration préfectorale se fit remarquer cette année par la suppression des tours à l'hospice de Nîmes. La commission des hospices avait réclamé cette mesure pour faire cesser les expositions d'enfants provenant des départements voisins. Elle avait aussi pour but d'empêcher des mères dénaturées d'abandonner leurs enfants légitimes et en même temps d'assurer l'état-civil des enfants naturels. L'arrêté de M. Dulimbert, en date du 20 mars 1858 lui donna satisfaction.

Le Conseil général, dans sa séance du 29 août, dut examiner une question capitale pour nos pays, celle des Eaux. Devant le Conseil municipal un projet était en suspens dont nous aurons à parler dans le chapitre suivant. Un autre projet plus grandiose fut soumis aux délibérations de l'assemblée départementale. M. Aristide Dumont, ingénieur des ponts-et-chaussées, proposait tout simplement de creuser un *Canal d'irrigation du Midi*. C'était la première fois qu'on abordait la difficulté par ses plus grands côtés. Mais comme le disait très-bien M. Dumont lui-même : « pour nous tous, méridionaux, propriétaires dans le Gard ; pour les habitants de Nîmes en particulier, les questions agitées sont de la plus haute importance. » Le rapporteur au Conseil général émettait le vœu que « l'esprit public et le gouvernement accordent à de pareilles conceptions l'attention qu'elles méritent ; que les intéressés, par des efforts intelligents, le gouvernement par un généreux concours, l'association par sa toute puissance, réalisent enfin pour notre pays une entreprise à la hauteur de nos ressources et de l'état de notre civilisation. »

Le plan de Dumont était hardi et fécond. Arroser les plaines de la Provence et du Languedoc, approvisionner en eau potable les villes de Nîmes, Montpellier, Avignon, Beaucaire, Tarascon, Roquemaure, Lunel, Montélimart, Orange, Carpentras.

L'origine du canal devait être au-dessous du confluent de la Drôme et du Rhône, presque à la hauteur de la prise du projet concernant spécialement Nîmes et dont nous parlerons plus loin, mais sur la rive gauche et tandis qu'à Mornas le canal se bifurquant en deux, envoyait une branche au travers la Provence jusqu'à la Durance, qui lui servirait de décharge, la seconde franchissant le Rhône sur un pont canal devait s'égoutter dans la mer, à Cette, après avoir arrosé le Languedoc.

Si ce gigantesque projet, déjà élaboré en 1858, eût été réalisé, peut-être notre vignoble eût été préservé et le pays aurait-il pu traverser sans trop souffrir, la crise viticole qui l'a appauvri. Encore aujourd'hui, trente ans après, le canal Dumont est à l'état de projet, et ni le gouvernement, ni l'association, ni les intéressés auquel faisait appel le rap-

porteur du conseil général de cette époque n'ont triomphé des résistances de certains ou de l'apathie des autres. Le fait peut paraître incroyable ; alors que les inventions nouvelles ont mis à notre disposition un outillage d'une force incomparable, que la rapidité et la sûreté de l'exécution et par suite un meilleur emploi des capitaux, permettraient de réaliser sans peine cette magnifique conception et d'enrichir plusieurs départements, nous restons inertes, nous souvenant à peine qu'il y a près de deux cents ans, un autre ingénieur conçut, lui aussi, une œuvre non moins grandiose, non moins difficile et qu'elle fut exécutée sans retard qu'elle qu'en fût la dépense, quelques faibles que fussent les moyens pratiques d'alors pour la conduire à bonne fin.

Le 28 avril 1858, mourait un poète local, membre de l'Académie du Gard. Isidore Brun était né à Saint-Gilles, le 3 avril 1797. Son premier essai poétique date de 1828 et lui valut à l'Académie des jeux floraux de Toulouse un *souci réservé* (1). Les portes de l'Académie du Gard lui furent ouvertes en 1838. Outre sa réputation littéraire, Isidore Brun avait su s'attirer l'estime et la sympathie de tous ses concitoyens. Il était en particulier l'ami intime d'un littérateur de haut talent, dont nous parlerons, Jules Canonge.

Sur un des rivages de l'Afrique, à la Marsala, une princesse musulmane succombait dans un palais à la suite d'une courte maladie. C'était *Lella Khebira*, la première des trois femmes du bey de Tunis, Sidi-Mohamed. La Lella était d'origine française par sa mère qui était de Nîmes et de la famille Edouards.

La mère de la princesse était venue à Tunis quelque cinquante années auparavant à la suite d'une escapade de jeune fille et s'y maria avec un patron de barque, fils d'un esclave chrétien du prince Ismaïl, oncle du bey. De ce mariage naquirent cinq filles dont deux restèrent chrétiennes ; les trois autres se firent musulmanes et la plus jeune devint une des femmes du bey. Celle-ci exerçait sur le souverain une très grande et très heureuse influence, dont profita la colonie européenne et surtout la colonie française, la Lella n'ayant rien oublié sa première origine.

Un autre enfant de Nîmes rencontrait au début de sa carrière artistique un encouragement et une récompense. L'Impératrice qui portait aux œuvres d'art un très haut intérêt faisait, au prix de

(1) On sait que cette Académie donne comme prix de ses concours des fleurs diverses.

8,000 francs, l'acquisition de quatre tableaux ayant pour sujet les *Quatre saisons*, qui se trouvaient exposés chez un marchand de Paris et qui attiraient l'attention des connaisseurs. Ces tableaux étaient dus au pinceau de l'un de nos compatriotes M. Adolphe Jourdan. Sa Majesté l'Impératrice était si enchantée de son acquisition qu'elle s'était hâtée de commander quatre autres tableaux au jeune peintre.

Il était rare qu'un personnage important ne vint visiter Nîmes. Cette année ce fut le maréchal de Castellanne, figure militaire qui jouissait d'une extrême popularité et dans l'armée et dans la nation. Les excentricités du maréchal l'avaient surtout rendu célèbre presque autant que ses services militaires (1). Il arriva dans notre ville le samedi 17 avril et fut reçu à la gare par toutes les autorités militaires. Sur l'Avenue Feuchères et l'Esplanade une foule immense était réunie qui acclama le maréchal. Les pompiers et la troupe faisaient la haie jusqu'au Luxembourg où il descendit. On remarqua la courtoisie avec laquelle il saluait de la main, armé de son bâton de commandement, les dames qui garnissaient les balcons et les croisées de l'Avenue. Le soir de Castellanne, se rendit au Théâtre et à son arrivée tous les spectateurs poussèrent le cri de : Vive l'Empereur.

Je terminerai l'exposé des faits saillants de cette année par les élections départementales qui eurent lieu le dimanche 13 juin. Ces consultations du suffrage universel agitaient peu le pays et les candidats de l'administration, à ce moment seuls dans l'arène électorale, triomphaient sans combat. La vie politique était morte dans tout le pays qui se préoccupait beaucoup plus de reconstituer ses richesses industrielles et commerciales à la faveur d'un gouvernement stable que de discuter ses origines ou de le combattre. Ces changements, dans nos assemblées départementales, n'ont donc qu'un intérêt de statistique à cette époque ; ce n'est que plus tard que les passions politiques se réveilleront et que l'opposition gouvernementale cherchera les occasions de se mesurer avec l'administration et de la vaincre.

Au Conseil général, deux des cantons de Nîmes furent consultés, le deuxième et le troisième. Les candidats officiels, MM. de Sibert de Cornillon et Duplan, réunirent le nombre de votants suffisant pour être élus. MM. Soustelle et Donzel furent envoyés au Conseil d'arrondissement, le premier par le premier canton, le second par le troisième.

(1) Le maréchal de Castellanne, fils de ses œuvres, s'était engagé comme simple soldat le 2 décembre 1804 à l'âge de 16 ans, et fut fait maréchal de France le 2 décembre 1852. Il était le créateur des écoles régimentaires.

CHAPITRE ONZIÈME

(Année 1859)

SOMMAIRE

VOYAGE DE MGR PLANTIER A ROME. — LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'EMPIRE. — GUERRE D'ITALIE. — TRAITÉ DE ZÜRICH. — ADRESSES ET RÉJOUISSANCES. — RÉCEPTION DU 65^e RÉGIMENT A SON RETOUR D'ITALIE. — LE JUBILÉ PROTESTANT. — TROMBE D'EAU AU CHEMIN D'UZÈS. — COMPAGNIE DES EAUX. — LE JARDIN DE LA COURONNE. — LE MONT-DUPLAN. — LES STATUES DE SAINTE-PERPÉTUE. — LES VERRIÈRES DE SAINTE-PERPÉTUE. — ASSASSINATS A NIMES ET DANS LES ENVIRONS. — CONDAMNATION A MORT. — EXÉCUTION CAPITALE.

L'évêque de Nîmes s'était rendu à la fin de 1858 à Rome, où, trouvant auprès du Saint-Père l'accueil d'un père véritable, il avait exposé la situation du diocèse qui lui était confié. Il rapporta de ce voyage *ad Limina* une impression triste et navrante. « Le sol, si profondément ébranlé par la révolution de 1848 ne s'est pas raffermi, écrivait-il à son retour ; toutes les tentatives de réformes essayées à différentes époques et sur différents objets ont échoué ; je ne sais quelles forces de résistance, mystérieuses et insurmontables, les ont rendues impossibles. » Ces craintes, d'un fils de l'Eglise, prophétiques peut-être, devaient se réaliser.

Les paroles graves (1) adressées le 1^{er} janvier 1859 au baron Hübner (2)

(1) Voici ces paroles : « Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé, mais je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments personnels pour lui ne sont pas changés. »

(2) Ambassadeur d'Autriche en France.

ne pouvaient laisser aucun doute sur l'avenir. Le roi de Piémont lui-même, s'adressant à son Parlement, laissait entrevoir une ère de difficultés. Le discours du trône, en France, à l'ouverture des Chambres, pouvait être considéré comme une menace. L'alliance du Piémont et de la France, marquée spécialement par le récent mariage du prince Napoléon avec la fille du roi Victor-Emmanuel, la princesse Clotilde (1) devenait inquiétante. Les loges maçonniques, se conformant au fameux programme arrêté par la société secrète formée en Italie, dans la première moitié de ce siècle, sous le nom de *Vente suprême* et qui consistait dans le renversement de la Papauté elle-même, redoublaient d'invectives contre le gouvernement pontifical. Une brochure célèbre, *Napoléon III et l'Italie*, expliquait et commentait le sens des paroles adressées à l'ambassadeur autrichien ; on allait faire la guerre à l'Autriche pour la chasser de l'Italie et constituer une fédération italienne. Ces symptômes étaient moins que rassurants.

Napoléon III, averti par Orsini, se souvint qu'il avait été carbonaro. Toute sa politique était désormais tournée vers le but que lui imposait l'abominable secte. Effrayé et terrifié des bombes de l'opéra, il n'avait pas seulement enchaîné la France à l'intérieur, il allait la faire prisonnière de la révolution à l'extérieur. La Maçonnerie devenait toute puissante avec lui et, souveraine maîtresse, dictait ses lois aux Tuileries. Déjà à Plombières, le comte de Cavour renouvelant les déclarations qu'il avait faites au Congrès de Paris, protestait, en 1858, contre la présence permanente des troupes autrichiennes dans les Légations, à Parme et à Modène. C'est de cette entrevue qu'allait sortir l'alliance entre le Piémont et la France.

Et à la suite de ces événements, dans le monde officiel et gouvernemental, qui obéissait aveuglément au maître, courraient contre le souverain pontife les plus violentes et les plus noires calomnies, battant en brèche la papauté et le pouvoir temporel. Cette tendance était si marquée, si visible, que le prélat assis sur le trône épiscopal de Nîmes ne pouvait retenir sa plume. « Conjurons, écrivait-il, Celui qui commande

(1) Ce mariage avait eu lieu à Turin, le 30 janvier 1859, et la bénédiction nuptiale donnée par l'archevêque de Verceil.

Peu le cardinal Antonelli, prélat de tant de finesse, détestait le prince Napoléon et ne laissait échapper aucune occasion de le tourner en ridicule. Un jour que ce premier ministre du Pape s'emportait là-dessus, Pie IX pour l'apaiser se mit à dire :

— Baste, laissez donc, ce n'est qu'un Napoléoncu's !

— Saint Père, le mot est charmant, seulement il y a un *e* muet de trop.

aux événements et dirige la pente des cœurs comme le cours des fleuves, de soustraire à cet entraînement fatal ceux entre les mains de qui reposent les destinées de l'Europe. Implorons pour eux la grâce de pouvoir se contenir, de laisser Rome étrangère à des débats avec lesquels elle n'a rien à démêler et de se rappeler toujours qu'on ne touche jamais à ce rocher du Capitole sur lequel repose aujourd'hui le trône pontifical *sans y briser souvent son sceptre et toujours son gloire et l'honneur de son nom.* »

La politique impériale s'émut de ce langage mais n'arrêta pas sa course vers la révolution. Nous pourrions voir quelles en furent les conséquences pour celui qui avait prévu le terrible châtement que devait subir dix ans plus tard l'Empereur.

Mais les événements suivaient leurs cours. Les ordres des loges italiennes étaient inexorables et la couronne impériale pouvait être brisée d'un moment à l'autre, si Napoléon n'obéissait à leurs injonctions.

L'Autriche adressa au Piémont le 22 avril 1859 un ultimatum qui exigeait le désarmement immédiat et le 29 les troupes autrichiennes sous le comte Giulai passèrent le Tessin. Napoléon III avait promis aux sociétés secrètes de défendre son allié ; le 2 mai il déclara la guerre à l'Autriche. Il faut, disait-il le même jour dans une proclamation, que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique. Paroles fatales qui devaient être la cause de tous nos malheurs.

L'armée des Alpes forte de 160,000 hommes entra en Italie sans obstacles, divisée en quatre corps sous les ordres des maréchaux Baraguey d'Hilliers et Canrobert, des généraux Mac-Mahon et Niel. Napoléon III vint prendre le commandement de l'armée, et établit son quartier général à Alexandrie.

Un cinquième corps commandé par le prince Napoléon devait opérer séparément en Toscane. Giulai, à la tête d'une armée de 200,000 hommes se portait alors du nord du Piémont sur Pavie au confluent du Tessin, mais dans une reconnaissance au delà du Pô, deux de ses divisions furent battues par le général Forey, à Montebello (20 mai.)

Sur ce mouvement de l'ennemi, Napoléon change tout-à-coup son plan. Il fait repasser le Pô à son armée et transporte son quartier général d'Alexandrie à Novare (28 mai) pour pénétrer en Lombardie en franchissant le Tessin.

Giulai revient avec plus de rapidité qu'il n'en avait montré depuis le début de la campagne, pour nous disputer le passage. Tandis que l'armée Sarde avec Victor-Emmanuel occupe la droite de l'ennemi

par les glorieux combats de Palestro (30 et 31 mai), nous passons le Tessin, le 2 juin à Turbigo et à Buffalora. La garde Impériale quelque temps isolée près de Magenta, eut à soutenir une lutte meurtrière contre des forces dix fois plus considérables ; elle fut sauvée par l'arrivée du général de Mac-Mahon, qui marcha au canon et qui gagna ainsi sur ce champ de bataille le bâton de maréchal.

La victoire de Magenta nous ouvrait la route de Milan, où nos troupes entrèrent le 8 juin. Le même jour Baraguey d'Hilliers remportait encore une victoire à Marignan.

Les Autrichiens s'étaient retirés derrière le Mincio, dans le quadrilatère. Nous allions les y chercher, quand ils repassent le fleuve pour nous présenter la bataille. Elle s'engage le 24 juin au matin, entre 150,000 Autrichiens et 120,000 alliés dans la plaine dominée par les hauteurs de Solferino. Après une lutte acharnée de seize heures le général Niel soutenu par le corps de Canrobert bat complètement l'armée Autrichienne.

Huit jours après, les alliés avaient passé le Mincio et se trouvaient au milieu du quadrilatère, mais devant les difficultés de cette guerre de sièges, surtout par les chaleurs de juillet, devant l'agitation de l'Allemagne qui nous menaçait, devant les représentations de la Russie qui craignait notre alliance avec la Révolution, Napoléon III s'arrêta en laissant Venise à l'Autriche. Dans une entrevue à Villafranca avec François-Joseph (12 juillet) il posa les préliminaires de paix qui furent ratifiés par le traité de Zurich (10 novembre 1859).

L'Autriche cédait la Lombardie à la France qui la remettait au roi de Sardaigne. Tous les Etats devaient former une confédération sous la présidence honoraire du Pape. Parme, Modène, la Toscane et les Légations votèrent leur annexion au Piémont. Le traité de Turin du 24 mars 1860 nous donnait Nice et la Savoie.

Ce bruit du canon, qui finissait à peine de retentir en Crimée pour se réveiller sur les bords du Pô, a toujours le privilège de réveiller la fibre chauvine du Français. Le drapeau engagé en Italie contre les forces autrichiennes attirait de nouveau tous les regards, et les bulletins de victoire que le gouvernement faisait afficher avec un certain orgueil étaient lus avec avidité par toute la population. La masse ne voyait pas, du reste, toutes les conséquences de cette guerre, œuvre de la démagogie et de la révolution. Magenta, Solferino éclatèrent comme des fanfares dans le pays, apportant comme une bouffée de gloire qui venait s'ajouter à celle de l'Alma, d'Inkermann et de Malakoff. Et lorsque le traité de paix fut signé, ce fut une explosion de joie générale. Tout le

monde admirait cette campagne de quelques mois qui accroissait notre territoire et refoulait les balonnettes autrichiennes, et dans les loges on applaudissait, non pas au succès des armes françaises, mais à la défaite de la papauté plus directement vaincue sur le champ de bataille de Solferino que ne l'avait été le général autrichien. De toutes parts se signèrent des adresses. Emu sans doute du fracas des armes, de ces lauriers conquis en quelques semaines, le Conseil municipal de Nîmes se fit l'interprète de la ville.

« Fière de vos succès et du noble esprit qui dirige tous vos actes, disait-il, la ville de Nîmes, par l'organe de son Conseil municipal, se fait un devoir de déposer aux pieds du trône l'hommage de ses félicitations, avec l'expression de ses vœux pour la conservation de votre précieuse vie, de celle de Sa Majesté l'Impératrice et du Prince Impérial. Votre énergique volonté et l'impulsion décisive qu'en reçoit tout ce qui vous entoure expliquent ces brillants faits d'armes qui ont rempli le monde d'étonnement et d'admiration. »

Combien étaient aveugles ceux qui écrivaient ces dithyrambes et qui ne prévoyaient pas que le sang versé sur la berge du canal San-Martino ou dans les plaines de Solferino n'était que le prélude de tous les maux que devait plus tard douloureusement expier la France. Presque au même temps où la France, toute entière à la victoire, ne se préoccupait que de couronner de lauriers ses valeureux soldats, des factieux, secondés secrètement par le prince Napoléon, arboraient à Bologne le drapeau de la révolte contre le Saint-Siège. C'était le premier acte de cette cruelle campagne qui se termina par la trahison de septembre 1870. Les Romagnes étaient peu après, à la suite d'un plébiscite menteur, détachées du domaine de l'Eglise, malgré une protestation solennelle de Pie IX (26 septembre 1859). Cette protestation trouva chez l'Evêque de Nîmes, M^r Plantier, un écho éloquent, que la France entière voulut entendre.

Cependant le peuple, auquel rien ne faisait pressentir les graves événements qui devaient suivre, ne voyait qu'une armée victorieuse, couverte de lauriers et se préparait à recevoir dignement nos braves soldats rentrant dans leurs garnisons respectives à la suite de la campagne. Le 65^m régiment d'infanterie devait venir occuper notre ville. L'autorité municipale se proposa de lui faire une ovation et vota pour cette fête patriotique une somme de 7,000 francs. Le 7 septembre arrivèrent les troupes par la route de Montpellier.

A l'extrémité du faubourg de Montpellier un arc de triomphe avait été élevé dans des proportions grandioses. C'était un portique de ver-

de fleurs sur le fond duquel se détachaient les inscriptions suivantes. Sur le fronton étaient ces mots : *La ville de Nîmes au 65^m*.— Sur les côtés étaient les noms des batailles : *Magenta, Solferino* et plus bas : *Vive l'Empereur, vive l'Armée*. Les armoiries de la ville, l'aigle impérial, et des faisceaux de drapeaux complétaient ce monument triomphal dessiné par l'architecte de la ville.

De Sommières à Nîmes, par Congenies, Calvisson, Langlade et Caveirac, le régiment trouva les habitants du pays endimanchés, poussant des vivats joyeux, et essayant de retenir les braves soldats pour leur offrir une cordiale hospitalité. Le maire de Caveirac eut le privilège d'avoir à déjeuner tout le corps d'officiers, tandis que les habitants de la commune se partageaient les soldats de la colonne.

Ce fut le Maire qui reçut, à l'entrée de la ville, le colonel du régiment. Cet officier avait mis pour la circonstance pied à terre. M. Duplan lui adressa une courte allocution à laquelle le colonel répondit par quelques mots de remerciements. Puis tout le cortège officiel, entouré des sapeurs-pompiers, s'ébranla, suivi par le 65^m au milieu des applaudissements enthousiastes de la foule. De toutes les fenêtres, des monceaux de fleurs et de feuillages étaient jetés sur les soldats dont les armes disparaissaient surchargées de verdure. La foule avait rompu les rangs et remplissant l'intervalle des pelotons, défilait avec les soldats sur l'Eplanade ; le 65^m essaya en vain de se reformer, il dut rentrer à la caserne au milieu d'une multitude accourue pour lui témoigner et sa sympathie, et son admiration.

Au milieu du fracas des armes, au moment où l'armée française chassait devant elle les Autrichiens de position en position, un événement venait à Nîmes réveiller les haines religieuses assoupies et jeter dans la société nîmoise des ferments nouveaux de division. La société catholique et la société protestante vivaient malheureusement toujours séparées, mais elle s'accordaient au moins depuis quelques années, une mutuelle estime et une sympathie réciproque. A l'occasion de la mort de M^r Cart, et de l'élévation à l'épiscopat de M^r Plantier, des hommes marquant du culte protestant avaient tenu à affirmer cette heureuse situation des esprits, dans les deux camps.

Le Consistoire résolut à ce moment de célébrer le *troisième jubilé séculaire de la réformation en France*. A vrai dire, cette célébration était la première de ce genre. Elle avait pour but de rappeler le synode tenu en 1559 à Paris par Théodore de Bèze (1). Dans cette

(1) 26-29 mai 1559.

assemblée, on le sait, fut agitée l'organisation des Eglises réformées de France. Depuis, les protestants n'avaient pu célébrer le centenaire de cette réunion, et ils se proposaient de donner à la fête qu'ils allaient célébrer une importance capitale. Tout le midi de la France fut inondé de brochures et semé de prédications faisant appel à tous les protestants, à tous les pasteurs dans le but de faire du synode de 1859 un événement historique.

Je n'ai pas à entrer ici dans l'examen de la controverse religieuse qui éclata à cette époque. M^r Plantier, avec l'autorité de son nom et de son savoir, avec son tempérament d'apôtre, entreprit, à tort ou à raison, de démontrer aux protestants que le synode de 1559, par cela même qu'il n'avait été réuni que pour faire une profession de foi et fixer la discipline ecclésiastique était illogique dans une communion qui répudiait toute autorité, toute règle et n'en reconnaissait d'autre que le libre examen (1). Cette lettre souleva une véritable tempête parmi les pasteurs. Les journaux qu'ils rédigeaient, les chaires qu'ils occupaient retentirent de leurs protestations. Plusieurs d'entre eux prirent la plume (2) et répondirent comme ils le purent à l'argumentation du savant prélat. A ce concert de récriminations les journaux catholiques opposèrent des rédacteurs de haut talent puisés dans le sein du clergé nimois.

Si je n'ai pas à apprécier la controverse religieuse soulevée à cette occasion, j'ai le droit de constater que la discussion devint de part et d'autres, âpre et difficile, et que l'équilibre, heureusement obtenu par quelques années de repos, se trouvait momentanément rompu. Les articles échangés entre les polémistes des deux camps, articles qui ne se lisaient guère que dans un monde spécial, n'en étaient pas la cause unique ; elle remonte à la fête elle-même organisée par le Consistoire.

Il était évident que le synode de 1859, le premier célébré depuis celui de Théodore de Bèze, devait reporter les esprits aux temps douloureux de nos guerres civiles. Ni en 1659, ni en 1759 les protestants n'avaient pu célébrer cette fête séculaire, à cause des troubles religieux qui désolaient le royaume et avec ces souvenirs par une pente insensible

(1) Œuvres pastorales de Mgr Plantier, tome I, p. 169 et suiv.

(2) M. Cazaux, aumônier protestant du Lycée. — M. Tachard, président du Consistoire. — M. Pusux. — M. Dardier. — M. Desmons pasteur à Saint-Génès, aujourd'hui député. — M. Bastide, pasteur à Puy-laurens (Tarn).

mais rationnelle, les événements dont les Cévennes avaient été le théâtre devaient se présenter aux esprits. Dans les chaires on ne se faisait pas faute de parler de ces temps désolés et de faire l'apologie des martyrs et par contre aussi le procès des persécuteurs. Ces accents devaient, chez beaucoup, trouver un écho qu'il était absolument inopportun de réveiller. Un souffle de haine, de vengeance, devait infailliblement passer sur les têtes ; ce n'était pas tout, la mauvaise humeur s'en mêla.

Le Consistoire avait voulu faire une cérémonie extérieure et s'était proposé de réunir les fidèles accourus à son appel en un lieu qui devait à lui seul rappeler tout un passé difficile. A mon avis, c'était son droit. On doit laisser tous les cultes, même les plus extravagants, tels que celui de l'Armée du Salut, se produire librement à l'extérieur comme à l'intérieur. Quand donc en France comprendrons-nous la liberté comme aux Etats-Unis d'Amérique, en Angleterre ou en Belgique ? Quoiqu'il en soit, le Consistoire convoqua tous ses coreligionnaires pour le jeudi 26 mai, à dix heures du matin, dans un enclos, récemment acquis, et contigu à l'Ermitage de la route d'Alais. C'est ce qu'on appelait le Désert. C'est là que les pasteurs du XVIII^e siècle, les Paul Rabaut, les Gachon, les Vincent, les Rabaut Saint-Etienne avaient prêché l'évangile depuis 1763 jusqu'en 1787 (1).

Vingt mille protestants s'étaient réunis à cet endroit autour d'une chaire et d'une estrade sur laquelle siégeaient les pasteurs de la conférence du Gard et les délégués des consistoires du département. La cérémonie du matin ne fut troublée par aucun incident. Il n'en fut pas de même l'après-midi. A deux heures, éclatait soudain un épouvantable orage, accompagné de fort grêlons. La foudre frappa en quelques points de la ville et une pluie diluvienne se mit à tomber. Réunis à l'Ermitage pour le service religieux du soir, les protestants furent en un clin d'œil dispersés. La grêle et le vent jetèrent bas la tente qui abritait l'estrade des pasteurs et la chaire, et le synode interrompu dut se poursuivre dans les temples.

Cet événement, qui vint troubler désagréablement la joie des réformés, leur fut particulièrement sensible. Il le leur fut d'autant plus que dans une de ses lettres, M^r Plantier y fit quelque allusion, et sa plume trouva une formule, restée fameuse pour le caractériser. « L'orage

(1) Près de cet enclos est une petite mesure qui servait de sacristie aux pasteurs du Désert.

indiscret, » comme l'appela l'évêque, souleva à tout le moins autant de clameurs que n'avaient pu le faire l'argumentation des mandements épiscopaux dans le camp protestant. Et ce qui fut le plus blessé dans cette journée du 29 mai 1859 fut, non pas le sentiment religieux, mais l'amour-propre des manifestants. Théodore de Bèze et le synode de 1559 n'étaient plus rien, les souvenirs des luttes passées disparurent devant le dépit et l'humiliation ressenties. Encore aujourd'hui, l'expression de M^r Plantier soulève l'irritation de ceux à qui elle fut adressée ; elle fut dans tous les cas, plus tard triomphalement jetée à sa dépouille mortelle, et près de trente années écoulées, n'ont en rien modéré le ressentiment cuisant qu'éprouvèrent à cette époque nos frères séparés.

Si le ciel inclement avait jeté le désordre parmi les manifestants de l'Ermitage et fait une blessure à leur amour-propre, c'était, en somme d'une mince importance ; mais à quelques jours de là le vendredi 3 juin, il réservait à notre ville un véritable désastre. Vers huit heures du matin, une trombe d'eau s'abattait sur Nîmes et son territoire, principalement dans le bassin dont la route d'Uzès occupe le fond. Une masse d'eau, qui fut évaluée à trente-six centimètres tomba pendant quatre heures et descendant de toutes les collines environnantes s'accumula à Calvas. En un clin d'œil, le cadereau d'Uzès grossit démesurément et devint un véritable fleuve qui s'engouffra dans le faubourg d'Uzès. Les maisons furent envahies par les eaux jusqu'à une hauteur de un mètre et demi, et les rues se changèrent en torrents, charriant des troncs d'arbre, des instruments aratoires, des animaux domestiques (1).

Trois personnes surprises par l'inondation au chemin d'Uzès furent

(1) Ménard cite plusieurs inondations semblables, particulièrement le 29 août 1399, en 1403 et le 9 septembre 1557. On connaît à cet égard le quatrain de Nostradamus, dans sa centurie 10, quatrain 6 :

Gardon, Nyme, (a) eaux si hault desborderont,
Qu'on cuidera Deucalion renaistre.
Dans le colosse (b) la plupart fuiront
Vesta, sépulcre, feu esteint à paraistre.

C'est probablement de cette époque que date le dicton populaire : *Qué Nîmè périra pa qué per lis aigua*.

(a) La Fontaine de Nîmes.

(b) L'Amphithéâtre de Nîmes.

entraînées et roulées jusqu'au chemin d'Avignon ; mais les secours furent immédiatement organisés, et on eut le bonheur de les retirer vivantes encore. Tout le monde s'y mit. La garnison, les élèves de l'Assomption, de courageux citoyens, dirigés par les autorités, se portèrent sur les lieux et eurent la bonne fortune de sauver tous ces malheureux menacés de périr. Il n'y eut à déplorer aucune mort d'homme.

L'aspect de ce faubourg populeux était véritablement lamentable et lorsque les eaux se furent retirées on put juger de l'étendue du désastre. Le maire, M. Duplan, prodigua les premiers secours et organisa sur le champ une souscription pour venir en aide à ces infortunées victimes.

C'était un spectacle assez rare que de voir l'eau arriver en telle abondance dans notre ville au point de compromettre la sécurité de ses habitants ou de détruire leurs biens et leurs outils. On cite ces événements dans le cours de notre histoire locale, alors qu'au contraire on se plaint à peu près constamment de la sécheresse et qu'on s'efforce de conjurer ce fléau véritable. Au chapitre précédent j'ai rapporté les grandes lignes d'un projet considérable dont toute la région devait profiter ; Nîmes avait aussi en perspective une solution non moins grandiose qui lui était proposée et que l'on étudiait depuis quelque temps déjà. Le Conseil municipal s'en était occupé avec ardeur ; la presse, les réunions agitaient aussi cette question d'un canal, ce rêve de notre cité.

A vrai dire, il semblait qu'on touchait au but. MM. Louis More, le marquis de Preignes et Amédée Rougier (1), s'engageaient, au nom de la Compagnie de dérivation des Eaux du Rhône, à amener dans le territoire de Nîmes un minimum de 12000 pouces fontainiers, dont 1200 pouces, soit environ 24,000 mètres cubes d'eau par vingt-quatre heures seraient fournis à la ville pour ses besoins municipaux, au moyen d'un aqueduc en maçonnerie. Cette fourniture, spéciale à la ville, devait arriver au chemin d'Uzès, à la cote 60.

Les travaux devaient commencer immédiatement après la déclaration d'utilité publique et être terminés en six années, sous peine d'un dédit de 10,000 francs par mois en cas de retard. Un cautionnement de 300,000 francs était versé par la Compagnie pour garantir son engagement, mais il était convenu que cette somme serait restituée à la Compagnie si elle amenait à Nîmes 1200 pouces d'eau. Cette réserve

(1) Ce dernier représentait M. de Marpon, receveur-général de la Haute-Loire.

qui laissait la ville sans recours contre les soumissionnaires pour l'exécution du canal tout entier n'en créait pas moins un avantage pour Nîmes, puisqu'elle allait disposer ainsi pour ses besoins municipaux de 1200 pouces d'eau journaliers, chiffre qu'aucun projet antérieur ne lui assurait.

On se proposait, en effet, d'aller chercher les eaux au Rhône lui-même, à une grande distance, aux Roches de Condrieux, au-dessus du Pont-Saint-Esprit. La saignée faite au fleuve devait par la pente naturelle amener le précieux liquide jusqu'à Nîmes, mais pouvait au besoin desservir les points intermédiaires sous certaines conditions de détail. En un mot, c'était là un véritable canal d'irrigation, et non-seulement la ville en eût bénéficié, mais encore la campagne, puisque notre territoire devait recevoir 12,000 pouces fontainiers qui pouvaient se répartir soit en amont soit en aval de la ville.

Cette dernière considération avait son poids, mais la municipalité voyait avec raison la possibilité de jouir quotidiennement d'une quantité suffisante pour parer à tous les besoins. Ce qui lui importait surtout c'était de recevoir au plutôt la part qui lui était faite et ce premier point réglé, elle n'avait plus qu'une action nominale sur la partie la plus essentielle du projet.

Au reste, tout s'unissait pour imposer une solution aussi manifestement radicale. Le désir d'arriver au but le plus tôt possible, la surface morale et matérielle des proposants, poussaient le Conseil à adopter le projet qui lui était soumis.

La Compagnie première s'était en 1859, transformée en Compagnie des Eaux du Midi, au capital de 30 millions de francs (1), ayant son siège à Paris et une succursale à Nîmes. Cette succursale était située rue Jeanne-d'Arc.

L'examen du projet de Preignes ne faisait pas perdre de vue les embellissements projetés pour notre ville. Revenant sur sa première décision, le Conseil municipal autorisait enfin le maire à procéder à la création du jardin de la Couronne avec bassin central, orné d'un jet d'eau, et dans le courant de l'année 1859, la place du Midi, aride, désolée, fut transformée en un square élégant, innovation qui fut goûtée de tous les habitants de la cité. A la session de mai, le Conseil

(1) Le Conseil d'administration était composé comme suit : Lord Ward, pair d'Angleterre, *président* ; M. Ferdinand Barrot, sénateur, ancien ministre, *vice-président* ; M. Rongier, *secrétaire* ; MM. Bourlon, Jules Cohen, Lehode, le baron Jules de Lesseps, chargé d'affaires du bey de Tunis, Louis More, général Parchappe, marquis de Preignes, *membres*.

complétait son œuvre. A la clôture en planche qui provisoirement entourait ce parterre, il substituait une grille en fer qui coûtait 9796 francs.

Il adoptait également un projet qui transformait complètement la colline dite des Moulins-à-Vent qui s'élève au-dessus de la caserne. Ce n'était là qu'un roc dénudé et désert comme l'avait été quarante ans auparavant la colline de la Tourmagne. Les plantations faites sur ce point par le baron d'Haussez et M. Cavalier avaient si bien réussi que M. Duplan jugea à propos de couvrir les pentes de la colline des Moulins, d'arbustes et d'arbres verts, et de créer ainsi presque dans la ville, à portée d'un quartier populeux, une agréable promenade. Le Conseil adopta son idée et cette création a changé très heureusement l'aspect triste et morne de cette portion de Nîmes. Depuis, le nom de l'administrateur intelligent qui avait conçu cette amélioration et qui la réalisa est resté, par un juste retour, à la promenade tout entière qui s'appelle aujourd'hui Mont-Duplan.

Enfin, le Conseil décidait aussi de prolonger le boulevard du Viaduc jusqu'à la rencontre du chemin de Montpellier, prévoyant pour un avenir prochain le prolongement du Cours-Neuf jusqu'en ce point. L'Avenue Feuchères était, en même temps, décorée des six bornes fontaines qui y sont encore aujourd'hui.

La façade de l'église Sainte Perpétue devait être ornée, d'après le projet de Feuchère de plusieurs statues et bas-reliefs.

Deux statuaires y travaillèrent. L'un élève de Pradier, pensionnaire de la ville à l'école des Beaux-Arts, était Bosc ; l'autre dont j'ai déjà dit un mot était Felon. L'un et l'autre avaient leur atelier sous les arceaux du Viaduc. Au premier incombait la tâche de faire les deux anges allégoriques de la façade de l'église. Au second furent commandées les trois statues placées dans les niches et les bas-reliefs qui ornent les tympans des portes.

Le *Journal des Débats* parlant sous la signature de Delécluze de l'œuvre de ce dernier artiste dit : « Dans les deux niches pratiquées au-dessus des portes latérales sont placées les statues de sainte Perpétue, dame romaine, et de sainte Félicité ; humble servante, toutes deux ayant obtenu la palme du martyre à Carthage. Au-dessus de la porte principale, s'élève la statue colossale de Jésus-Christ, résumant la pensée générale de la composition. Montrant de la main gauche le calice, et la couronne d'épines, symbole des épreuves que l'on a à subir dans le monde, l'Homme-Dieu indique de la main droite le ciel où viennent fluer les souffrances ».

Felon ne fut pas seulement chargé des statues qui décorent la façade de Sainte-Perpétue, on lui confia aussi le dessin des verrières de ce monument.

M. Felon était certes un artiste de talent. Son ciseau avait contribué à orner les constructions entreprises au Louvre par l'Empereur, mais il est regrettable que nos compatriotes n'aient pas été conviés dans une plus large proportion aux travaux d'art de la nouvelle église.

Une ville comme la nôtre, possédant les ressources qu'elle possède peut en pareil cas se suffire à elle-même.

De dramatiques événements jetèrent, au cours de 1859, l'émoi dans la population nimoise.

Quatre assassinats en cinq mois, c'est chose assez rare à Nîmes ou dans les environs pour qu'on les cite. Deux concernent spécialement notre ville. Les deux autres eurent pour théâtre deux villages des environs. Dans la soirée du dimanche 9 janvier, M^{me} Henri, née Vier, âgée de quarante ans, femme du médecin de Bezouze, disparut subitement pendant une course qu'elle était allée faire dans le village. Son cadavre fut retrouvé dans un champ, complanté d'oliviers, voisin du village, portant à la tête un grand nombre de blessures faites avec un instrument contondant. Il était évident que la victime de cet attentat avait été transportée à cet endroit après sa mort.

Le premier mouvement des magistrats instructeurs fut de mander de Nîmes un fort détachement du 3^{me} de ligne pour cerner le village afin que personne n'en pût sortir. On conçoit que les habitants, douloureusement impressionnés par l'annonce du crime commis presque en plein jour chez eux, furent épouvantés lorsqu'ils virent ce déploiement de la force armée qui gardait toutes les avenues de Bezouze.

A peine les investigations étaient-elles commencées qu'un jeune homme était surpris se glissant derrière les maisons. Il offrait successivement 5 francs et 50 francs au soldat qui lui barrait le passage, et voyant ces offres rejetées, finissait par porter un coup de couteau au militaire qui malgré sa blessure en eut vite raison. Presque au même moment on découvrait, dans la maison du sieur Bladier, des traces de sang qui motivaient son arrestation. Il était assez singulier que la justice mit ainsi la main sur deux coupables à la fois, mais une instruction approfondie prouva que l'un des deux seul, le nommé Bladier, était celui qui devait être poursuivi pour le crime commis. Celui qui avait tenté de s'enfuir en corrompant une sentinelle n'était qu'un voleur qui ayant quelque méfait sur la conscience avait été effrayé par l'appareil militaire.

Bladier, qui n'avait que dix-huit ans, fut jugé le 21 mars par la Cour d'assises du Gard. A la suite de dénégations désespérées, il finit par entrer dans la voie des aveux et confessa qu'il n'avait tué M^{re} Henry qu'après avoir essayé inutilement de la posséder. Il fut condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le second de ces attentats se passa à Nîmes, rue Imbert. Le samedi, 29 janvier, un nommé Jean Bernouin, cordier à Nîmes, se précipitait au milieu de la rue sur la nommée Marie Champey qu'il suivait à quelque distance depuis longtemps et lui portait plusieurs coups de couteau, en lui disant : « Voici ton dernier jour. » Arrêté presque sur le champ, Bernouin passa en cour d'assises le 24 mars. Il fut établi que son crime avait été excité par la jalousie, la fille Champey frappait sa maîtresse. Du reste, Marie Champey, malgré la gravité des blessures reçues, put être sauvée, et Bernouin ne fut condamné qu'à vingt ans de travaux forcés.

Trois mois plus tard deux autres assassinats mettaient en émoi la population, tous les deux se produisant presque en même temps et pour des mobiles à peu près semblables. Un des meurtriers frappait pour se débarrasser d'un créancier, l'autre pour voler sa victime. Le premier, attendait le fusil à la main le nommé François Bigot, demeurant rue de Gènerac. C'était le 30 avril, à dix heures du soir. Au moment où celui qu'il poursuivait de sa haine arrivait devant lui, Durand tirait sur Bigot un coup de fusil, presque à bout portant et s'enfuyait ensuite. Mais il avait été reconnu et avant d'expirer la victime pouvait donner à la justice le nom de son meurtrier. Durand qui était de Bernis fut immédiatement arrêté et traduit devant la Cour d'assises du Gard. Il fut, à l'audience du 6 août, condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Quelques jours avant, le 12 avril, le nommé François Coulomb, habitant près de Moulezan à la baraque de *prend te gardo* rentrait chez lui et trouvait sa fille gisant à terre et mourante. Elle avait reçu plusieurs coups de couteau. Il fut facile de fixer le mobile de l'assassin. Le vol l'avait amené à commettre ce crime. Mais l'assassin dont le signalement avait été donné partout restait introuvable. Cependant le 18 avril et le 23 avril, deux nouveaux assassinats commis dans les environs d'Anduze et d'Alais, amenèrent l'arrestation d'un individu qui déclara tout d'abord se nommer François Gaillard qui fut bien vite convaincu d'avoir commis les crimes que j'ai brièvement rapportés, mais il fut vite reconnu aussi pour s'appeler Pierre Sequier, repris de justice des plus dangereux, exerçant la profession de scieur de long et demeurant à Saint-Mamert.

Si la foule s'était portée en masse au Palais de Justice pour suivre les affaires précédentes, elle assiégea littéralement la salle d'audience pour suivre celle-ci. L'accusé jouissait d'un fort mauvais renom et les trois assassinats commis en trois semaines excitaient la curiosité et la réprobation générale. Comme on s'y attendait, Pierre Sequier fut condamné à mort et l'arrêt ordonna que l'exécution aurait lieu sur l'une des places publiques de Nîmes.

L'exécution eut lieu le jeudi 15 septembre, à huit heures du matin. L'abbé Paut, aumônier des prisons, entra ce jour-là à cinq heures du matin dans la cellule du condamné et lui apprit que l'heure fatale était proche. « Je m'y attendais » répondit Sequier. Il s'habilla tranquillement, écouta avec recueillement les exhortations de l'aumônier et à sept heures et demie se mit à la disposition de l'exécuteur Berger. Pale, mais ferme, il monta dans le char à bancs qui l'amenait au lieu du supplice, sur le Cours-Neuf. Sur le boulevard et dans les rues stationnait un grand nombre de curieux. Arrivé devant l'échafaud, il s'agenouilla sur les marches.

L'orientation politique de l'Empire avait été changée et, à ce titre, l'année 1859 est à coup sûr une année importante. Une grave question, la question romaine, venait d'être imprudemment soulevée. Par une de ces coïncidences bizarres, le second Empire allait trouver au moment de sa prospérité un obstacle qui allait peu à peu le conduire à sa ruine, comme y avait été conduit le premier Napoléon. L'histoire que je fais ici n'embrasse pas les choses de si haut ni de si loin, et je n'appelle l'attention du lecteur sur ces faits que parce que, à dater de ce moment, une évolution considérable va détacher de l'empire la presque totalité des catholiques nîmois. Parmi ceux-ci, il en était qui, sans ressentir aucune sympathie, ne témoignaient d'aucune hostilité à l'égard du gouvernement. Ces sentiments se modifieront par la suite, et nous allons assister aux premiers démêlés de l'évêque de Nîmes avec les autorités impériales.

Ces démêlés seront provoqués par l'attitude énergique prise à ce moment par le prélat dans la question romaine et par les coups droits qu'il portera à la Révolution devenue le guide du gouvernement.

Cependant si les catholiques allaient avoir à se plaindre de la tournure nouvelle que devaient prendre les événements en Europe, il est juste de constater que l'Empire maintenait ferme notre pavillon en Orient.

A la suite des massacres commis par la population mahométane sur

les chrétiens de la Syrie, il avait été résolu qu'on agirait avec vigueur et qu'on châtierait les coupables. Notre flotte et des troupes de débarquement furent immédiatement envoyées sur les lieux pour mettre un terme aux violences dont souffraient les Maronites, et faire respecter le nom de la France, protectrice attitrée de tous les fidèles de la foi chrétienne en Orient. C'était là à la fois un acte d'humanité et surtout aussi de haute et sage politique.

Dans l'Extrême-Orient, alliés avec l'Angleterre, nous avons déjà fait une démonstration menaçante qui ouvrait enfin au commerce et à l'influence de l'Occident quelques-uns des ports du Céleste-Empire, jusque-là inaccessibles et fermés à la civilisation.

CHAPITRE DOUZIÈME

(Année 1860)

SOMMAIRE

SITUATION DES ESPRITS EN FRANCE A LA SUITE DE LA GUERRE D'ITALIE. — MGR PLANTIER, ÉVÊQUE DE NIMES, ET LE POUVOIR. — TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL. — CONCOURS OUVERT POUR LA NOUVELLE ÉGLISE SAINT-BAUDILE. — NOUVELLE MUNICIPALITÉ. — ÉLECTIONS MUNICIPALES. — INCENDIE AU THÉÂTRE. — JARDIN DE LA BOUQUERIE. — ASSASSINAT A LA MAISON CENTRALE. — EXÉCUTION CAPITALE. — AFFAIRE ORNANO, SORBELLA. — CRIME DE L'HÔTEL DE L'UNIVERS. — M. GUIZOT A NIMES. — LA GRANDE DUCHESSE HÉLÈNE A NIMES.

Nous avons laissé la France couverte de lauriers après la campagne d'Italie. Les populations enivrées des succès de nos armées, subissaient l'ascendant de la victoire et, pendant ce temps là, les événements extérieurs se pressaient, jetant dans la partie catholique de la nation les plus légitimes inquiétudes.

La vraie lumière est faite aujourd'hui par rapport à la guerre d'Italie. J'ai dit qu'elle avait pour but l'unité italienne et que, pour obéir au carbonarisme, on devait sacrifier à la réalisation de ce dessein le pouvoir temporel du Saint-Siège. Plusieurs prélats, parmi lesquels M^r Plantier, pressentirent la marche de la Révolution, et l'un d'eux, le cardinal Mathieu, archevêque de Besançon, ordonna de faire chanter dans son diocèse le *Miserere mei, Deus*, comme à la veille d'une catastrophe. Déjà, en Italie, le prince Napoléon, commandant l'un des

corps de l'armée française, avait excité la population de Bologne à se révolter contre l'autorité pontificale. Bientôt après, un plébiscite dirigé par des émissaires piémontais, et auquel 18,000 électeurs sur 200,000 seulement participaient, nommait une assemblée sans mandat qui proclamait la séparation des Romagnes des États-Pontificaux.

On était au 26 septembre 1859. Le Saint-Père fit entendre une solennelle protestation. L'évêque de Nîmes lui fit écho. Dans une lettre pastorale (1) qui eut un grand retentissement, il attaqua de front la Révolution, dénonçant à son troupeau par des accents indignés l'œuvre des rationalistes et des incrédules et la poignée d'anarchistes qui conspirait contre le gouvernement pontifical. Ses paroles n'étaient pas seulement une protestation, elles portaient plus haut et plus loin. Le clergé nimois, en présence de cet acte d'énergie, voulut s'y associer par une manifestation unanime et le Saint-Père lui-même, de son trône apostolique, étendit une main bienveillante sur le courageux prélat et sur son diocèse.

Avec un accent presque prophétique, que des événements tout récents viennent en quelque sorte de justifier, M^r Plantier établissait vigoureusement le rôle de la Papauté : « Les Papes défendent toujours la justice au milieu des vicissitudes sociales » et partant de là il soutenait la dignité du Saint-Siège, son prestige moral, son ascendant légitime sur les peuples, sa noble et pacifique mission.

Je ne m'arrêterai pas plus longtemps sur cette vaillante attitude prise par l'évêque de Nîmes en face du pouvoir victorieux, au milieu d'un diocèse où les déchirements ne lui étaient pas épargnés. Une autre plume a savamment et éloquemment (2) retracé par le menu, les incidents de cette époque dans le monde ecclésiastique. Mais je tenais à présenter la situation faite aux catholiques au début de l'année 1860. Les esprits s'étaient émus aussi bien des entreprises révolutionnaires que de l'ardente défense que lui opposaient des combattants comme l'évêque de Nîmes. Le pouvoir s'était emparé des admirables pages nourries de logique et de zèle religieux écrites par le prélat ; déjà ses fonctionnaires montraient à l'égard du clergé une hostilité sourde.

C'est dans ces dispositions réciproques que se passa l'année 1860. L'épiscopat français s'efforçait d'arrêter le gouvernement emporté par le torrent révolutionnaire auquel il était lié par des engagements mul-

(1) Lettre pastorale du 4 novembre 1859.

(2) M. l'abbé Clastron. — *Vie de Mgr Plantier*.

tiples, et parmi les prélats, celui qui occupait le siège de Nîmes fut, à coup sûr, un de ceux qui étonnèrent le monde par la hardiesse et la fermeté de leur langage.

Le Conseil municipal poursuivait ses travaux avec vigueur. Le lundi, 13 février, il adoptait, sur la proposition du maire, tout un plan général de grands travaux qui devaient faire suite à ceux entrepris sous l'administration Girard, menés à bonne fin par les municipalités qui l'avaient suivie à la mairie.

En premier lieu, le remplacement de l'église Saint-Baudile était décidé. On avait longtemps hésité à reconstruire à l'endroit où elle était déjà une nouvelle paroisse en rapport par ses dimensions avec la population du faubourg et en harmonie avec les derniers monuments exécutés par la ville. Mais on s'arrêta à se servir de l'île de l'Orange. Deux raisons provoquèrent ce choix. D'abord la question d'économie, ensuite la possibilité de faire disparaître de la sorte un pâti de maisons informes, dédale sans nom de cour, d'écuries, de passages tombant presque en ruines sur certains points et jurant avec nos boulevards. Un crédit fut ouvert de 800,000 francs. Il avait été résolu que le monument projeté ne serait édifié qu'après un concours, comme il avait été pratiqué pour l'église Saint-Paul. Ouvert jusqu'au 1^{er} août, il donnait lieu à l'envoi de vingt projets que le public fut admis à voir dans l'intérieur de la Maison-Carrée pendant huit jours.

La commission nommée par le Maire pour l'examen de ces projets n'en retint que quatre, les numéros 5, 15, 21 et 18.

Le premier mis en première ligne émanait de M. Mondet, architecte à Bordeaux; le numéro 15, classé second, était l'œuvre d'Espérandieu (1). M. Varin, de Metz, était l'auteur du numéro 21, et M. Jacquero, architecte à Nîmes, celui du numéro 18. Ces trois derniers projets furent l'objet de récompenses diverses, mais la commission et après elle le Conseil municipal adopta les plans de M. Mondet.

Pourtant, l'exécution des travaux ne fut pas sans soulever de graves difficultés du côté du ministère de la guerre auquel il répugnait de laisser élever un monument ayant vue directe sur les cours intérieures des casernes d'infanterie. Cette situation longtemps embrouillée ne fut résolue que par l'abandon des droits de la ville sur les bâtiments des casernes.

(1) Espérandieu était né à Nîmes. On doit à cet architecte d'un haut talent l'église de Notre-Dame de la Garde, la Bourse et le Palais de Longchamps, à Marseille.

Dans cette même session, il avait été adopté de changer le lycée de place. Les bâtiments de l'Hôpital Général, situé sur le boulevard Saint-Antoine, avaient paru convenables pour cette opération. Cette résolution, admise en principe, il avait fallu s'occuper de chercher un emplacement nouveau pour l'hospice qui était appelé à disparaître. Un terrain de six hectares d'étendue, placé dans d'excellentes conditions de salubrité fut arrêté dans ce but, au chemin d'Uzès, en face des bâtiments de la Douane. Le Conseil, dans sa délibération, prévoyait non la construction d'un nouveau lycée, non l'érection d'un amas coûteux de maçonnerie, mais simplement des travaux d'appropriation, donnant à l'établissement universitaire tous les développements nécessaires et permettant en outre l'élargissement des rues de la Pitié et Porte de France.

Il était convenu que le lycée actuel recevrait le bureau de la bienfaisance et les Sœurs de la Miséricorde, avec cette réserve que, du bâtiment actuel, il serait distrait une bande de terrain, sur le boulevard des Calquières, destinée à recevoir des boutiques avec entresol. Le Conseil espérait ainsi à bon droit indemniser la ville de ses sacrifices et augmenter l'animation du quartier. De plus on projetait de prolonger la rue des Greffes jusqu'au boulevard, d'agrandir ainsi la Bibliothèque sans déplacement et de contruire ainsi sur la nouvelle voie des magasins de rapport.

La même délibération du Conseil, qui avait prévu le logement, dans le lycée, des Sœurs de la Miséricorde, était obligée de leur donner en attendant un abri. Le Conseil avait, en effet, la pensée de démolir les locaux que le couvent de la Miséricorde occupait rue du Mûrier-d'Espagne. Il se proposait de créer là un jardin public, dans le genre de celui de la Couronne qui aurait donné à l'intérieur de la ville un caractère nouveau. Il fut arrêté, en conséquence, que les Sœurs de la Miséricorde iraient, provisoirement, occuper le local de l'ancienne préfecture. Elles n'en sont pas sorties depuis.

C'était là un plan de rénovation complète qui exigeait des sacrifices financiers considérables. Pour exécuter tous ces projets, le Conseil vota un emprunt d'un million de francs.

Là ne se bornaient pas du reste les améliorations qu'il poursuivait. L'administration municipale sur son avis favorable faisait procéder à l'asphaltage des boulevards. La place de la Bouquerie était livrée aux ouvriers pour y installer un square semblable à celui de la Couronne. Les travaux d'installation nécessitaient sur ce point quelque soin, car le sol composé de pierre et de ruines était impropre

à la végétation. (1) Il fallut y porter de la terre végétale provenant de l'ancien cimetière du chemin d'Uzès. Le premier essai de plantation commencé en 1860 aux Moulins à vent était étendu à toute la colline qui devenait définitivement une promenade publique.

A ces questions de détail, le Conseil municipal joignait aussi l'étude des questions d'ensemble, et les finances de la ville, redevenues prospères, permettaient de participer aux entreprises d'ordre général. Le projet de construction d'une ligne de chemin de fer entre Nîmes et Aiguesmortes, était agité et presque en même temps résolu. Dans sa séance du 7 juin, le Conseil votait pour sa quote-part de cotisation une somme de 100,000 francs pour la réalisation de cette idée.

Les élections municipales qui eurent lieu le 19 août amenèrent peu de changement dans la composition du Conseil.

La première section envoya MM. Adolphe Valz, Emile Mourier, Henri Coste, Nègre-Bergeron, Emile de Clausonne, Jules Granier, Emile Causse, Louis Bérard, Flaissier aîné, Samuel Guérin, Jean Méjannelle.

La deuxième section nomma MM. Gamel, Bouchet, Bellille, Lafitte, Planchon, Rédarès, Paradan, Raizon, Vachet, Conte Etienne, de Labaume, Martin Landry.

Dans la troisième étaient MM. de Trinquelagues, Béchard Alphonse, Dufau, Chardon, Viviez, Lamarque, de Roussel, Tribes, Charles de Bernis, Pérouse, Soustelle.

On le voit, la ville était divisée en sections électorales, comme nous l'avons vu aux élections qui précédèrent celle de 1860. De même aussi un décret désigna la municipalité avant que le scrutin fût ouvert. M. Duplan fut de nouveau nommé maire et ses trois adjoints furent : MM. Emile Mourier, Paradan et Chardon. Les édiles que s'était donnés la ville n'amendèrent en rien le programme général dont nous avons suivi l'adoption. Ils le complétèrent même en unissant le Mont-Duplan à la route d'Uzès, par des travaux de voirie convenables et s'occupèrent de réaliser quelques améliorations utiles sur certains points, notamment à la rue de la Curaterie.

Un incendie faillit priver Nîmes de l'un de ses monuments modernes,

(1) Le square de la Bouquerie occupe à fort peu près l'emplacement d'un des bastions qui fut élevé en 1622 par les soins de Rohan pour défendre la ville. On sait qu'à cette époque les fortifications permanentes étaient maçonnées ; ce qui explique l'état dans lequel on trouva le sol.

le théâtre. Le dimanche 11 mars, à dix heures du matin, on apprenait que le feu venait d'éclater dans la chambre des époux Maurant, gérants du café de la Comédie et logés dans l'aile du midi à proximité d'un vaste local contenant les décors et les accessoires. Un moment on put craindre que le feu ne dévorât tout, mais, grâce aux secours apportés, il put être circonscrit et le théâtre préservé d'une ruine certaine. Il est assez curieux que cet événement n'ait pas amené la ville à éloigner de ce monument, même aux prix d'un sacrifice financier, tous les services étrangers qu'il renferme et qui sont une cause permanente de danger. Le transfert du magasin des décors dans un local voisin (1) a été une excellente mesure, mais l'isolement absolu de notre première scène s'impose aussi. Quoi qu'il en soit, le Théâtre de Nîmes est aujourd'hui un des plus anciens de France.

Comme en 1859, il y eut à Nîmes une exécution capitale. Un certain Ottavi, corse, détenu à la Maison-Centrale, avait, dans la nuit du 5 au 6 octobre, frappé un de ses codétenus, Geoffroy, de deux coups de tranchet dont l'un fut mortel. Traduit devant la cour d'assises du Gard, il fut, pour ce fait, condamné à la peine de mort le 30 novembre. L'exécution de ce criminel eut lieu sur le Cours-Neuf, le samedi 22 décembre à huit heures du matin. L'échafaud avait été dressé non plus sur le Rond-Point, mais à l'extrémité de la promenade qui s'arrêtait à cette époque à la rue du Mail. De cynique et de sanguinaire qu'il s'était montré au cours des débats, Ottavi, à la parole de l'aumônier des prisons, l'abbé Paut, devint souple et résigné, et durant le trajet de la prison au lieu du supplice, il se montra recueilli et docile aux encouragements que lui prodiguait le prêtre. Il reçut le coup fatal devant une foule immense. A la même heure où Ottavi expiait son crime, les détenus de la Maison-Centrale, rassemblés dans la chapelle récitaient les prières des agonisants pour le coupable.

C'est encore un Corse qui quelques semaines auparavant avait comparu devant la cour d'assises. Ce n'était plus ici un individu appartenant aux dernières classes de la Société. Visconti-Gaspard Ornano occupait, au contraire, un rang élevé dans la société. Il lui était reproché d'avoir assassiné sa sœur, Victoire Ornano, et de s'être entouré pour commettre ce crime de deux complices : Sorbella et Costi. L'affaire eut un très grand retentissement dans la presse et en

(1) Ce local est un théâtre, dû à l'initiative privée, qui date des dernières années de l'Empire et est situé rue des Châssaintes.

Corse et c'est pour cause de suspicion légitime que la cour d'assises du Gard avait été saisie.

Une foule considérable vint assister à ces débats qui mettaient en scène des mœurs encore inconnues de la plupart des Nimois et les débats se prolongèrent durant trois longues journées. Ornano s'en tira avec une condamnation à cinq années de travaux forcés. Au reste si ce drame lointain avait passionné notre ville, un autre se joua devant elle qui excita sa curiosité.

Le lundi, 22 octobre, le bruit se répandait que vers les sept heures du matin l'hôtel de l'Univers, situé sur la place des Arènes avait été le théâtre d'un assassinat. Une jeune fille, Marie-Victorine Brousse, venait de se lever et à cette heure matinale commençait à s'habiller. Elle vit paraître tout-à-coup devant elle un des domestiques de l'hôtel, le nommé Cauquil, qui brusquement déchargea sur elle un pistolet à deux coups. L'artère carotide fut tranchée et la mort instantanée. Cauquil prenant une autre arme se fit justice à côté du corps encore pantelant de la victime et se fit sauter la cervelle.

Conformément aux désirs de l'Empereur, la journée du dimanche 17 juin fut consacrée dans tout l'empire à célébrer l'annexion de la Savoie et de Nice à la France. Cette fête nationale coïncidait précisément avec la célébration de la procession de la Fête-Dieu. Ce fut donc pour Nîmes une manifestation à la fois religieuse et patriotique. Un *Te Deum* solennel fut chanté à la Cathédrale où officiait l'Evêque. Au Grand Temple et à la Synagogue furent célébrés également des services religieux. Dans la soirée les édifices publics furent illuminés.

En 1859, la ville avait décidé la création d'une exposition horticole annuelle. La première devait avoir lieu en 1860. L'ouverture en fut fixée par le maire au 17 mai, et les produits furent exposés dans la grande allée de la Fontaine. L'exposition était florale et maraîchère, et malgré l'inclémence du temps qui avait par des perturbations inattendues, déjoué les calculs et les espérances des exposants, elle fut fort belle et fort visitée. La distribution des prix se fit à la Fontaine même avec un certain appareil, en présence d'un grand nombre d'invités et surtout de dames. Ces sortes de fêtes, qui réunissent sur le terrain du goût et de l'art toutes les classes de la société, rapprochant ainsi les opinions les plus opposées et brisant peu à peu les barrières élevées par la passion, ont malheureusement disparu de nos mœurs ou sont peut-être moins goûtées. C'est un regret que j'exprime, convaincu que la ville ne pourrait que gagner au rétablissement de ces coutumes.

Je compléterai l'historique des faits qui s'écoulèrent à Nîmes au cours de l'année 1860 par le récit de deux visites qu'y firent deux personnages de haute marque. L'un d'entre eux était un enfant de notre ville depuis longtemps célèbre, mais que les circonstances avaient tenu éloigné de ses concitoyens. L'arrivée de M. Guizot au milieu des Nimois ne pouvait qu'être un évènement. L'homme d'Etat et l'écrivain devaient à des titres divers exciter l'enthousiasme général et ce fut une magnifique séance pour l'Académie de Nîmes que celle où elle reçut en assemblée solennelle cet illustre compatriote.

La salle des séances publiques (1) se trouva trop petite pour contenir l'assistance choisie, les membres du clergé, de la magistrature, de l'armée, du commerce et de l'industrie accourus pour entendre l'ancien ministre. Tout était confondu dans cet auditoire d'élite, cultes, croyances, opinions, rangs sociaux. Il n'y avait plus que des Nimois venus pour saluer un des leurs, et le peuple lui-même, jaloux de témoigner à son tour sa profonde sympathie à celui dont s'enorgueillissait la cité, se pressait en rang serrés aux abords de la salle, et salua respectueusement M. Guizot à son passage.

M. Guizot développa avec cette correction et cet atticisme de langage, qui ont fait de lui un de nos plus purs écrivains, une des pages de l'histoire du régime de Louis-Philippe, semant son récit d'anecdotes inédites prises sur le vif et détaillées avec ce charme communicatif qui faisait la principale force du lutteur parlementaire.

A quelques jours de là, au Petit-Temple, se réunissait toute la population protestante de notre ville, M. Guizot y présidait la réunion générale des sociétés de prévoyance et de secours mutuels appartenant à cette confession. Cette même population se réunissait, le jeudi 26 avril, au Grand-Temple, pour le mariage de M. Guillaume Guizot, fils de l'illustre homme d'Etat, avec M^{me} Verdier de Flaux, issue de l'une des premières familles du département.

Après M. Guizot, notre ville fut honorée de la présence de la grande duchesse Hélène Paulowna, sœur du grand duc Michel de Russie. La princesse arriva le samedi, 28 juillet, venant de Marseille, et descendit à l'hôtel du Luxembourg, reçue à la gare par toutes les autorités de la ville. Elle voulut visiter tous nos monuments et trouva dans notre compatriote Pelet un cicérone instruit. Les Arènes l'impressionnèrent beaucoup, et après avoir admiré cette ruine antique dans la majesté

(1) Salle de la Bibliothèque publique dans l'ancien lycée.

du silence, elle voulut la voir animée par les spectateurs. Le hasard la servit et la grande duchesse eut, le lendemain de son arrivée, l'occasion de se récréer au spectacle d'une course de taureaux. Sa présence dans notre ville ne se borna pas à cette simple visite. Elle voulut aussi parcourir un de ces ateliers si justement renommés alors, car l'industrie nimoise, aujourd'hui en décadence complète, jouissait à cette époque d'une réputation méritée. Les fabriques de MM. Flaissier frères et celles de MM. Sagnier-Teulon furent l'objet de son examen attentif. La princesse ne voulut pas partir du reste sans emporter rien qui lui rappelât son voyage à Nîmes et plusieurs de nos industriels eurent l'avantage de lui vendre quelques-uns de leurs plus riches produits.

NOTE

Avant le XVIII^e siècle, il n'y avait point de théâtre proprement dits : on improvisait une place pour les acteurs, ordinairement dans quelque salle de manège ou de jeu de paume. Les *mystères* qui eurent de si vastes mises en scène, n'avaient pas d'établissements stables.

Nous retrouvons par exemple à Nîmes, aux archives municipales, « permission donnée par les consuls en 1644, au sieur Toussaint, comédien, et à sa troupe, de jouer durant quinze jours à la charge de payer 20 livres à l'Hôpital ». C'étaient évidemment là des installations volantes.

Quand au siècle dernier, on construisit des salles spéciales, ce fut très primitif. Il n'y avait point de sièges dans le parterre de la salle, on y était debout, comme à l'église du reste ; les loges elles-mêmes n'avaient que d'étroites banquettes, et nulle part de lumière, excepté sur la scène ; ceux qui voulaient lire, apportaient une chandelle.

Des chandelles éclairaient les rampes et un homme les mouchait ; plus tard on imagina le lustre garni de quinquets, qu'on élevait au centre avec une ficelle comme les anciens reverbères des rues. Les godets de ces quinquets coulaient sans cesse, et on faisait le vide sous le lustre ; d'où l'usage de mettre là des amis, en une place inoccupée, et les chevaliers peu délicats de la claque, qui ont conservé cette place après qu'elle n'était plus dangereuse.

La première de ces salles remonte à Nîmes en 1739. Elle fut édiflée par le comte du Fesq, nom que je retrouve orthographié comme suit dans une délibération postérieure, Lecomte Dufesq. Cette salle était située sur ce que nous appelons aujourd'hui la place des Arènes. Aux siècles précédents cette place n'existait pas.

Le mur d'enceinte de la ville, après avoir suivi la ligne du boulevard Victor Hugo, contournait l'Amphithéâtre, faisait un coude brusque au débouché de la rue Neuve des Arènes à la hauteur de l'hôtel de l'Univers, courait ensuite de l'ouest à l'est, à très peu près couvrant la partie cimentée qui se trouve au sud de la place actuelle pour suivre le boulevard de l'Esplanade et se redresser ensuite par le boulevard Amiral-Courbet.

Cette portion des murailles de la ville était marquée : à l'ouest, c'est-à-dire au coude que faisaient les remparts, par une grosse tour qui s'appelait la tour Vinstière en face la rue Cité Foule actuelle, et à l'est, c'est-à-dire l'endroit où se trouve le trottoir qui longe le Palais de Justice par une porte qui s'appelait porte de Saint-Gilles. Le fossé occupait l'emplacement de la chaussée actuelle, et sur ce fossé devant la porte de Saint Gilles était jeté un petit pont de deux arches. La rue Briçonnet était autrefois le chemin de Saint-Gilles, et portait naguère cette dénomination.

Tout l'espace compris entre le mur et les Arènes était bâti et ce pâté de maisons était coupé à peu près par son milieu par une rue « rue de la Comédie » qui courait parallèlement au rempart. Entre cette rue et le rempart était la salle de la Comédie édiflée par Lecomte du Fesq.

Si les dégagements de la salle étaient étroits, dangereux et repoussants, la salle elle-même n'était pas, semble-t-il, très saine. Il se trouve à la bibliothèque sous le numéro 43806, une pièce du temps qui en fait un triste tableau.

«..... Le spectateur croit être dans des lieux souterrains où l'on enfermait les gladiateurs... Peut-on penser sans frémir que dans le cas d'un événement malheureux 4200 personnes n'auraient qu'une issue pour éviter la mort. Quelle source de regrets et d'alarmes (ce qui s'est passé à la dernière représentation d'*Olympie* en est une preuve (1) pour les magistrats, chargés de veiller à la police et à la conservation de leurs semblables....» (1777).

Le tableau est sombre, on en conviendra; j'expliquerai tout à l'heure qu'il est peut-être surchargé à dessein. Cependant il faut reconnaître qu'il y avait du vrai en cet exposé puisque le 10 novembre 1777 Lecomte du Fesq se voyait obligé de solliciter du conseil de la ville l'autorisation de disposer d'une ruelle « devenue inutile au public » pour agrandir sa salle.

(1) On avait donné *Olympie* lorsque Monsieur vint en 1777 (29-30 juin) visiter notre ville.

Un courant s'était affirmé en ville et plusieurs personnes avaient manifesté le désir de doter la ville d'une salle en rapport avec son importance. Elles projetèrent la création d'un nouveau théâtre et publièrent des prospectus « anonymes » desquels j'ai extrait la citation qui précède.

Dans sa séance du 15 juillet 1778, le Conseil municipal examina ce projet et un autre qui s'était présenté. Le premier émanant d'une réunion d'actionnaires proposait de se faire « céder une partie des bâtiments de l'Hôtel de Ville et d'y faire une salle de spectacle à la condition de faire une façade conforme en tout à l'aile déjà construite. » Cette salle devait contenir 1800 personnes : le nombre des actionnaires devait être de dix-huit, et le montant des actions, 4000 livres.

Un sieur Clerc, maître-maçon de la ville, offrait de construire, sous de bonnes conditions, une salle de spectacle, conforme à celle de Marseille (1) dans l'emplacement de la plate-forme, ou à un tel autre endroit « que les administrateurs voudraient indiquer. »

Le Conseil de la ville (Conseil municipal) rejeta ces deux offres, la première : parce qu'il ne fallait pas démembrer l'Hôtel de Ville « aujourd'hui insuffisant » et la seconde parce que l'offre était « vague et indéterminée. » Et le rapport terminait par cette phrase : « Il serait à souhaiter que la communauté fût à même de construire une salle de spectacle, telle qu'on en voit dans les principales villes du royaume et de la province.

La salle de Lecomte doit être mentionnée dans l'histoire de Nîmes, car elle servit de théâtre à un homme qui sous la Révolution joua un rôle politique considérable. Fabre d'Eglantine avait sollicité des consuls le privilège des spectacles de la ville. Fabre d'Eglantine était particulièrement recommandé par Ducaylar, Lieutenant du roi, qui certifiait que son protégé « ne laissait rien à désirer sous le rapport du talent, des mœurs et de la conduite. » Il fut accepté sous certaines conditions, et nous retrouvons en marge de la délibération du 11 mars 1783 où furent discutées et adoptées ces conditions l'acceptation du futur conventionnel, ainsi rédigée : « Je, soussigné, citoyen de Carcassonne, adhère aux conditions de la délibération cy-contre, et promets de m'y conformer. A Nîmes, ce 11 mars 1783 — Fabre d'Eglantine. »

La salle de la place des Arènes devait disparaître, non-seulement parce qu'elle était incommode, mais parce que le Conseil avait résolu de dégager complètement l'Amphithéâtre.

Par délibération du 27 mars 1783, permission était donnée au sieur Boyer et compagnie, de faire construire une salle provisoire de spectacle « dans l'angle extérieur du rempart à la porte de la caserne et d'employer à cette construction les matériaux provenant de ladite démolition (2). » Une délibération du 11 avril 1789 disait que : « des citoyens zélés ont construit à leurs frais une nouvelle salle de spectacle, décente et commode sur un emplacement cédé provisoirement par la communauté et que l'on est sur le point de jouir de cet édifice public. » Ce n'est donc que vers le milieu de

(1) La salle Beauveau.

(2) L'angle formé aujourd'hui par l'extrémité sud-est du boulevard Gambetta, et par le commencement de celui des Calquières (maison Rouvier.)

1789 que fut ouverte la salle de Boyer. Elle fut incendiée en 1798. Elle fut réédifiée en planches et servit longtemps encore sous le nom de *salle incendiée*.

En 1800, une nouvelle société s'occupa de construire une nouvelle salle. Ce fut à Meupier, architecte et dessinateur que le plan en fut confié. Les peintures et les décorations furent faites par Lesueur, un des peintres les plus célèbres de cette époque. Quand aux travaux de construction ils furent exécutés avec assez de rapidité par une société d'actionnaires ; mais la façade seule demeura inachevée et ce ne fut que quelques années avant la révolution de 1830 (1835) sous la conduite de l'administration municipale que la colonnade et les autres travaux d'achèvement furent entrepris et terminés.

L'ouverture de la salle eut lieu le 14 pluviôse, an VIII (3 février 1800).

CHAPITRE TREIZIÈME

(Année 1861)

SOMMAIRE

LA DISSOLUTION DU CONSEIL CENTRAL DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL. — MGR PLANTIER ET LA FRANC-MACONNERIE. — OYATIONS DE LA POPULATION. — RIGUEUR DU GOUVERNEMENT. — MORT DE M. DUPLAN, MAIRE. — SES OBSÈQUES. — DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION. — TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL. — BRAVAT ET LES RACX DU MIDI. — ELECTION DÉPARTEMENTALE. — ELECTION LÉGISLATIVE. — CATASTROPHE DE LILLE. — M. CHALNETON, DÉCORÉ.

Nous avons vu au cours de l'année qui précède en quel état la guerre d'Italie et les événements subséquents avaient laissé les esprits et quels sombres pronostics le clergé français, et en particulier l'évêque de Nîmes, tirait du progrès des révolutionnaires en Europe. Le scrutin ouvert sous la pression de la franc-maçonnerie dans les Romagnes, n'était pourtant qu'un faible acheminement au but qui poursuivaient les soldats de la révolution. Et si au dehors le gouvernement impérial se faisait le porte parole ou le protecteur officiel de cette triste cause, au dedans il cherchait aussi à en flatter les adeptes, tant on était épouvanté sur le trône des menaces de mort que ne ménageaient pas les sociétés secrètes.

Un des coups qui devaient retentir douloureusement dans toute la France fut la mesure de de Persigny, qui avait dissous le conseil central de la société de Saint-Vincent de Paul, par une circulaire où

le ministre ne craignait pas d'assimiler l'institution charitable aux loges maçonniques. M^r Plantier répondit au ministre par une lettre remarquable, et vengea hautement la société des accusations portées contre elle. Il écrivit même ces paroles, avec cette précision de mots qui rendait si bien la pensée de l'éloquent prélat. « Quel oubli de l'histoire, s'écriait-il ! La franc-maçonnerie est une institution philanthropique ! La franc-maçonnerie maintenir sa réputation de bienfaisance ! La franc-maçonnerie accomplir avec zèle sa mission de charité ! Tout au plus la secte maçonnique a-t-elle eu, dans une mesure moins que secondaire le caractère d'une société de prévoyance et de secours mutuels ; jamais elle n'eut ni la dignité, ni l'âme d'une société de bienfaisance. Elle organisa l'égoïsme, elle ne connut point la charité. »

Le trait était vif, mordant ; il laissa une blessure cuisante (1). L'évêque avait du coup déchiré le voile menteur derrière lequel se dérobe la secte. « Pour rendre un légitime hommage au dévouement des sociétés de Saint-Vincent-de-Paul, répondit le ministre par une circulaire à l'*Officiel*, il n'était pas besoin d'insulter d'autres associations et de les signaler à la haine et au mépris public. » A lire la réponse du ministre Rouland, on sent qu'il est tout autant meurtri des coups portés à la maçonnerie que « des expressions les plus acerbes employées contre un acte émanant de l'Empereur. » Au cours de sa visite pastorale, M^r Plantier releva dignement le gant qui lui était jeté et les témoignages unanimes de sympathie qu'il rencontra dans tout le monde catholique le consolèrent de la conduite au moins étrange du ministre à son égard.

La population nimoise voulut aussi par une éclatante démarche prouver au gouvernement et à la révolution qui le traînait à sa remorque que la foi religieuse, le zèle ardent du catholicisme étaient toujours debouts et vivaces dans son sein. Au retour de la tournée pastorale de l'Evêque, le 21 novembre 1861, une foule recueillie se précipita vers la cathédrale, encombrant toutes les rues qui y conduisent. La voiture de l'évêque n'avancait qu'avec difficulté. Dans la basilique, des agents de police de tout acabit étaient postés pour épier les mouvements du prélat et surtout ses paroles. Le dis-

(1) Le 16 novembre 1861, l'évêque écrivait à son secrétaire-général : « Les francs-maçons m'accablent de lettres anonymes ou signées, vous pensez bien que je ne perds pas mon temps à leur répondre ».

cours que prononça M^r Plantier à cette occasion fut, comme on pense, absolument dénaturé et travesti. Le prélat le fit imprimer : « Vous qui ne l'avez pas entendu, écrivait-il dans l'introduction, vous verrez que le langage de votre évêque n'a été ni celui d'un rebelle, ni celui d'un anarchiste »

Mais la cérémonie religieuse, l'empressement de la population, le langage du prélat irritèrent le gouvernement et l'ordre secret fut donné à tous les fonctionnaires de cesser toute relation avec l'évêque.

« Depuis longtemps, Monseigneur de Nîmes s'est fait remarquer par la violence de son langage et l'hostilité de ses écrits. Cette violence et cette hostilité viennent de redoubler. Justement blessé de cette attitude, le gouvernement, faisant appel au dévouement et au patriotisme des fonctionnaires publics, leur demande de cesser tous rapports privés avec l'évêque de Nîmes (1). »

Plus le pouvoir montrait de rigueur à l'endroit du chef du diocèse, plus la population se rapprochait de lui ne négligeant aucune occasion de lui témoigner toute l'ardeur d'une profonde sympathie. Le temps était bien loin où M^r Plantier se voyait tenu en défiance par ses ouailles pour une image biblique mal comprise. Dès que le prélat accomplissait quelque-une de ses sorties pastorales, il était entouré d'une foule respectueuse qui lui faisait une ovation chaleureuse. Il fallut que les autorités viennent s'interposer entre un peuple enthousiaste et celui qui était l'objet des acclamations. On voyait avec un déplaisir marqué à la préfecture cette attitude de la population nimoise. Le voyage de M^r Plantier à Rome fournit aux catholiques du diocèse l'occasion de joindre leurs cris de joie à ceux des Nimois. Malgré la police, les gendarmes, les piquets d'infanterie, l'élan général ne put être contenu, et aux stations de la voie ferrée la multitude se pressait pour recevoir la bénédiction épiscopale.

Toute l'année 1861 et une partie de l'année 1862 furent remplies du spectacle de ces violences injustifiables du pouvoir et de la résistance énergique d'un homme qui savait ne défendre que la grande cause de la religion et de l'ordre. C'est depuis qu'on a eu coutume de dire que la population nimoise était ingouvernable. Il faut avouer que les procédés de l'autorité heurtaient, en effet, par trop le sentiment religieux du peuple pour qu'il en fût autrement.

Au commencement de l'année 1861, le maire de la ville, M. Duplan

(1) Instructions transmises par le parquet de la Cour de Nîmes.

succombait aux atteintes du mal qui depuis deux mois le retenait sur un lit de douleur. Les obsèques du premier magistrat de la cité, eurent lieu solennellement le mercredi, 28 janvier, à huit heures du matin. Le cercueil, levé par le clergé de Saint-Baudile, fut apporté à l'Hôtel de Ville, pour y être placé dans une chapelle ardente sous le vestibule. Une foule de fonctionnaires, de magistrats, de sociétés, d'officiers de toutes armes avaient été convoqués à la mairie, aux abords de laquelle se pressaient les élèves de l'Assomption, du collège de Saint-Stanislas, des écoles municipales et privées de la ville, les congrégations, bannières en tête.

À dix heures, les sourds roulements des tambours des pompiers annoncèrent l'arrivée du clergé de la Cathédrale. Le P. d'Alzon vicaire-général, procédait à la levée du corps et le cortège funèbre se dirigeait processionnellement vers la Basilique. Sur le velours noir, lamé d'argent, qui recouvrait le cercueil était l'uniforme du défunt avec l'épée et la croix de la Légion d'honneur.

Après la grand'messe et l'absoute, le cortège reprit sa marche par la rue de la Madeleine, les boulevards Saint-Antoine et de l'Esplanade et la rue Notre-Dame. M. Paradan, premier adjoint, prononça sur la tombe, devant une foule immense qui avait de bonne heure envahi le cimetière, un discours où il rappela toute les qualités de l'homme public et de l'homme privé (1).

Ainsi que le disait fort bien mon père, Albert Pieyre, dans un article que j'ai sous les yeux, M. Duplan ne fut pas un génie ; mais tout le monde a rendu justice à ses qualités d'administrateur. Son grand mérite est d'avoir su faire beaucoup, vite et bien. Pendant son court passage à la mairie, il avait pu déjà réaliser de notables améliorations et s'il eût vécu, nul doute que les grands projets déposés en germe dans cette tête sans cesse occupée du bien public, ne fussent venus à bonne fin. Halles centrales, continuation de la rue Guizot jusqu'à l'Hôtel de Ville, régularisation de la place aux Herbes, isolement de la Cathédrale, élargissement de la rue Saint-Castor, prolongation de la Grand'rue au Cours, rue centrale de la Cathédrale à Saint-Paul, achèvement de la rue de l'Agau, hôpital, collège, égli-

(1) Napoléon, etc, sur le rapport de notre ministre de l'intérieur avons décrété et décrétons ce qui suit: Est approuvée la délibération en date du 7 février 1861, par laquelle le Conseil municipal de Nîmes a émis le vœu qu'une colline située au nord de la ville prit la dénomination de *Mont-Duplan*. — Au Palais des Tuileries le 6 avril 1861.

ses. Tout cela fût venu plus tôt que nous n'aurions pu l'espérer. Malheureusement cet homme de bien fut prématurément arrêté dans sa féconde carrière et sa perte est devenue un malheur public.

L'intérim de la municipalité fut confié à M. Paradan. Son premier acte administratif fut le dénombrement de la ville. Avec son extension, ses améliorations continues, s'augmentait le chiffre de la population.

Le nombre des habitants compris dans l'enceinte de l'octroi se trouvait de	50,882
La population éparsée s'élevait à	2,327 (1)
Enfin celle des catégories spéciales, détenus, garnison, élèves des écoles, hospices, était de	3,920

Soit un total de 57,129

Les catholiques comprenaient 41,194 personnes, les protestants 15,539, et les Israélites 290 ; 304 appartenaient à d'autres cultes.

Les travaux du Conseil municipal se ressentirent de la disparition du magistrat qui était à la tête de la cité. M. Paradan n'était pas encore investi des fonctions de maire. Il occupait toujours provisoirement le siège, et cet état de choses ne contribuait pas à donner une impulsion nouvelle aux travaux municipaux. Cependant le Conseil adoptait une délibération fort serrée dans ses considérants, donnant avis favorable à l'ouverture du canal Saint-Louis pour améliorer la navigation du Rhône et les débouchés de ce grand fleuve sur la Méditerranée.

S'apercevant que M. Duplan en macadamisant les boulevards avait commis une grande faute, il décidait de commencer par petites sections les grandes opérations du remplacement du macadam sur la voie charretière autour de ville. Le pavage des rues était remanié, des trottoirs créés partout où la chose était possible. Les habitants étaient invités à garnir la façade de leur maison sur la voie publique de tuyaux de descente et de gouttières ; la ville donnait le premier exemple et opérait sur les bâtiments communaux cette amélioration indispensable. La rue Bourdaloue était ouverte jusqu'à la place Montcalm à travers les constructions et les terrains appartenant à M. Louis Causse.

Une des affaires les plus importantes dont s'occupa le Conseil fut

(1) Sur ce chiffre Saint-Césaire comptait 681 individus et Courbessac 525.

celle relative au moulin Magnin. Depuis bien longtemps, l'administration cherchait à acquérir cet immeuble pour délivrer le quartier d'un véritable cloaque. La délibération du Conseil termina enfin cette importante affaire tenue si longtemps en suspens par les exigences irraisonnées d'un propriétaire.

On adopta l'ouverture d'une rue de huit mètres de largeur qui, sous le nom de rue de la Banque, devait relier la place de la Maison-Carrée à la rue Guizot. M. Chardon, l'entrepreneur, avait fait à cet égard des offres qui furent prises en considération.

J'ai eu occasion de parler de la Société des Eaux du Midi. Quelques formalités avaient retardé momentanément la mise à exécution du projet présenté et accepté par le Conseil en ce qui touchait l'adduction des eaux à Nîmes. La plus grosse des difficultés était le versement du cautionnement prévu et exigé. La Compagnie se trouvait, à vrai dire, à peu près dans l'impossibilité de disposer de cette somme. Un enfant du pays, longtemps absent, mais revenu de l'Orient avec une grande fortune et qui venait de débiter sur la scène politique en se faisant élire membre du Conseil général pour le canton de Saint-Esprit, Bravay, fit disparaître cet obstacle. Désormais, rien ne s'opposait plus à ce que la Compagnie des Eaux du Midi délivrât à la ville les pouces fontainiers promis. Nous verrons dans la suite comment elle a tenu ses engagements.

Lorsque Bravay fut élu membre du Conseil général, ce fut au moment du renouvellement prévu par la loi électorale. Ce renouvellement nécessita à Nîmes la consultation des électeurs du 1^{er} canton à cause de la mort de M. Duplan. Ce fut M. Paulin Talabot qui l'emporta de très-haute lutte en cette circonstance puisqu'il réunit l'unanimité des votants.

Il avait aussi fallu procéder à une élection législative. M. Tascher de la Pagerie, représentant de la 2^e circonscription, venait d'être nommé sénateur. Le gouvernement choisit comme candidat pour le remplacer M. Chabanon, maire d'Uzès. M. Chabanon fut élu.

Une catastrophe épouvantable, qui a laissé dans le pays les plus tristes souvenirs, se produisit le 11 octobre dans une des houillères du département. Ce fut à Lalle, sur la rive gauche de la Cèze. A la suite d'un épouvantable orage qui occasionna d'ailleurs des dégâts considérables sur tous les points du département, la Cèze, démesurément grossie, ainsi que les ruisseaux ses tributaires, se précipita et s'accumula entre les communes de Lalle et du Travers de Bessèges. En peu de temps, de larges fissures s'ouvrirent par lesquelles les eaux entrè-

rent dans l'intérieur de la mine, avec une telle violence que dans dix ou quinze minutes tout était envahi.

A ce moment travaillaient dans les galeries 140 mineurs, entrés le matin même, pour lesquels toutes les issues étaient fermées sans rémission. La situation était horrible. Le pays était tout entier écrasé par l'immensité du désastre, sans trouver l'énergie nécessaire pour lutter et chercher à en diminuer les conséquences. Heureusement un ingénieur, M. Parran, n'écoulant que son dévouement, fit face aux exigences d'une situation terrible. A ses côtés vint se ranger un de nos compatriotes. M. Chalmeton, qui, avec les ouvriers de la mine de Bessèges, se mit résolument à l'œuvre. Pendant 78 heures M. Chalmeton ne quitta pas le chantier, se faisant tour à tour chef de poste, ouvrier terrassier ou ferblantier.

Grâce à ces courageux et intelligents travailleurs, on put arriver à sauver quelques ouvriers qui, surpris par l'inondation avaient eu le temps de trouver un refuge dans une des anciennes remontées de la mine. Mais ceux que l'on retrouva dans ces conditions étaient exténués et dans le plus pitoyable état. Ils avaient été réduits pour vivre jusqu'au moment de leur délivrance, à manger leurs souliers et leurs ceintures de cuir durant quatorze jours qu'avait duré leur captivité. MM. Parran et Chalmeton furent décorés de la Légion d'honneur à la suite de leur belle conduite et la population tout entière sut prouver combien elle comprenait que cette distinction était hautement méritée. Si loin que se passât ce triste événement, il n'en excita pas moins à Nîmes une profonde et douloureuse impression et immédiatement, presque sans concert commun, la pensée d'une souscription destinée à soulager les victimes de ce désastre vint à tout le monde. Nîmes peut s'honorer d'avoir donné ce bel exemple de la solidarité humaine.

Le tableau de cette année se terminera encore par un fait glorieux pour nos armes et notre drapeau. Une nouvelle colonie était donnée à la France, colonie qui depuis est arrivée, par la force des choses, à un étonnant degré de prospérité.

Avec une ténacité et un courage sans pareil, une poignée de troupes de débarquement commandées par des officiers énergiques s'étaient emparées en Indo-Chine d'un pays d'une fertilité inouïe, admirablement placé sur la grand'route des nations maritimes. La capitale de notre nouvelle possession qui prenait le nom de Cochinchine Française était Saïgon. Cet accroissement colonial ne coûtait presque rien à la métropole, et assurait à notre drapeau dans l'Extrême-Orient, un point stable à l'abri de toute ingérence extérieure.

Cette sécurité même faisait la force de notre colonie, et la richesse du sol en assurait l'existence. Aujourd'hui, tout est changé. On a rêvé de fonder un empire colonial qui embrassât toute la presqu'île Cochinchinoise. Au prix des plus lourds sacrifices en hommes et en argent, on s'est annexé des provinces arides ou malsaines, et par une politique irréfléchie on a éveillé les susceptibilités de l'empire Chinois, devenu un dangereux voisin.

L'année 1861 marque le point culminant de l'empire. A dater de ce moment toutes les entreprises intérieures et extérieures tourneront à sa confusion et hâteront sa ruine. La guerre à la Papauté allait porter ses fruits.

CHAPITRE QUATORZIÈME

(Année 1862)

SOMMAIRE

NOUVELLE MUNICIPALITÉ. — INSTALLATION DE M. PARADAN, MAIRE. — TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL. — LE SQUARE ANTONIN. — QUAI ROUSSEY. — PLACE BELLE-CROIX. — PRÉPARATIFS POUR L'EXPOSITION DE 1863. — ACHÈVEMENT DE SAINTÉ-PEPÉTUE. — LA CARAVANE NIMOISE. — TREMBLEMENT DE TERRE. — VIOLENTS ORAGES.

Le décret impérial du 28 décembre 1861 avait confié la première magistrature de la cité à M. Paradan, en remplacement de M. Duplan, décédé. La nouvelle municipalité fut solennellement installée le samedi 16 janvier. M. Mourier, devenu premier adjoint, présidait la séance comme délégué du Préfet du Gard. Le troisième adjoint, M. Landry Martin, fut installé dans ses fonctions huit jours après par le maire lui-même.

Dès l'ouverture de sa session de février, le Conseil municipal eut à donner son avis sur le tracé du chemin de fer projeté qui devait relier l'Aveyron à la Méditerranée. C'était là une grosse question intéressant, non-seulement le département, mais la ville elle-même, dont les relations avec les centres vinicoles voisins prenaient chaque jour une grande extension. Le Conseil sollicita l'exécution du chemin de fer par les Cévennes et la vallée du Vidourle, à l'exclusion du tracé par Lodève, « et malgré ses préférences pour la dérivation par la vallée de la Vau-nage adopta, au point de vue de la conciliation de tous les intérêts, la

station de Gallargues comme point de jonction de la nouvelle ligne avec celle de la Méditerranée. »

Se conformant à la loi que le Corps législatif venait d'élaborer sur le reboisement, il décida que 40 hectares des garrigues communales seraient plantés en arbres résineux, au nombre de 320,000 au moins, et 20 autres hectares en élanthes.

Un autre vote eut pour objet une mesure discutée depuis quelque temps et dont l'urgence se faisait absolument sentir. C'était la fondation d'une caisse de retraite au profit de tous les employés des services municipaux, alimentée par une retenue de 4 % sur les appointements des intéressés. Il était convenu que cette caisse ne commencerait à fonctionner que cinq ans après le décret qui autoriserait son fonctionnement.

Dans la session de mai, plus spécialement consacrée à l'examen du budget communal, le Conseil eut à donner son avis sur un legs fait à la ville par un de nos compatriotes, M. Louis Fournier, ancien député des Bouches-du-Rhône, mort à Marseille. Le Conseil accepta, pour le musée, les deux tableaux de sa riche collection que M. Fournier donnait à sa ville natale. L'un, était un portrait peint par Titien, et l'autre, les *Baigneuses*, était dû au pinceau de Vernet.

Le bassin circulaire (1) de la Fontaine était unanimement condamné. Ce n'était en été qu'une mare infecte et même aux grandes eaux, la vue de ce bassin, transformé en lavoir, jurait quelque peu avec nos boulevards et les embellissements qu'on multipliait sur ces voies. Il fut décidé de transformer cette partie du canal de la Fontaine. M. Révoil présenta un projet qui fut adopté par lequel le bassin serait couvert et la voûte percée de soupiraux permettant à la lumière d'arriver à l'intérieur. On devait descendre sous la voûte à l'aide d'un escalier à double partie qui donnerait accès à un lavoir de forme allongée.

Des terre-plein ménagés aux quatre côtés de la voûte étaient destinés à recevoir des arbres, tandis que la surface, couverte d'une moindre quantité de terre végétale serait embellie de gazons et de plate-bandes garnies d'arbustes et de plantes à fleurs. Le tout devait être entouré d'une grille octogonale telle que nous la voyons aujourd'hui. Il n'a été réalisé en effet de tout ce projet que la partie extérieure : la question du lavoir a été heureusement écartée. Le crédit ouvert par le Conseil pour ces travaux, s'éleva à 30,000 francs.

(1) Sur lequel est aujourd'hui le square Antonin.

Nous avons vu que le Conseil municipal avait, dans le courant de l'année 1861, décidé d'aller jusqu'à l'extrême limite des sacrifices pour acheter le moulin Magnin. Cette affaire, depuis si longtemps projetée et toujours arrêtée par les exigences du propriétaire, fut enfin résolue. Le moulin devint la propriété de la ville. Le Conseil, se félicitant de l'heureuse issue de cette négociation, adopta une délibération par laquelle il fut convenu que dès que les ressources du budget le permettraient, on couvrirait le Vistre jusqu'au Viaduc, pour assainir cette partie de la cité.

Un autre point, mais situé dans l'intérieur de la ville, appelait l'attention du Conseil. La place de la Belle-Croix était non-seulement trop petite pour les exigences du marché, mais ses abords étaient tellement étranglés que des réclamations incessantes avaient été adressées aux différentes municipalités qui s'étaient succédé à l'Hôtel de Ville. Déjà en 1826, préoccupé de cette question, le Conseil avait acquis à un prix convenable une maison faisant partie de l'îlot qui obstruait la place du côté de la Curaterie. En 1862, on put arriver à s'entendre avec le dernier des trois propriétaires de l'îlot, et il fut adopté enfin de démolir les trois immeubles, Coste, Conte et Durand.

Une des délibérations de la session de novembre autorisait le maire à acquérir la collection des médailles de M. Barry, professeur d'histoire à la Faculté de Toulouse (1), au prix de 9000 francs. J'ai, à plusieurs reprises, raconté avec quelle sollicitude, la ville s'efforçait de reconstituer le médailler communal (2). Déjà la collection que possédait la ville ne comptait pas moins de 2,500 pièces. L'acquisition adoptée augmenta ce nombre de 861 médailles. Le Conseil ne se décida en cette occasion que sur l'opinion de deux archéologues et numismates de haut savoir : MM. Auguste Pelet et Gernier-Durand.

L'année qui va suivre appelait à Nîmes la tenue du concours régional agricole. C'était la première fois, depuis 1850, époque à laquelle les concours avaient été institués, que Nîmes était appelée à jouir de cette exposition. Le Conseil municipal voulut compléter par des expositions particulières, le concours agricole organisé par le gouvernement. Il décida qu'il y aurait huit expositions distinctes : de l'industrie, de la minéralogie, d'horticulture, des beaux-arts, d'orphèons, d'animaux de la race chevaline, de sciences et lettres.

(1) M. Barry avait proposé l'achat de sa collection à Nîmes parce que des liens de famille et d'affection le rattachaient à la ville.

(2) Tome II.

Par délibération du 7 mai 1862, le Conseil mettait à la disposition du maire une somme de 5,000 francs pour les premières dépenses. Cette somme était renouvelée le 7 mai 1862 et le 7 août suivant, un crédit de 15,000 francs était ouvert pour les travaux d'installation ; 125,000 francs votés en 1863 complétèrent à 280,000 francs l'allocation municipale destinée au concours régional agricole. Le Conseil général, par délibération du 27 août, s'engageait en même temps à payer 1/3 de la dépense nette que devait occasionner l'exposition générale.

L'emplacement choisi pour le concours régional agricole fut le Viaduc, et le maire, dûment autorisé, traita avec un sieur Bied, de Paris, pour tous les détails de cette installation. Pour l'exposition industrielle on hésitait entre le Cours-Neuf et l'Esplanade. L'Esplanade fut choisie et l'adjudication des constructions à élever sur cette place fut fixée au 29 novembre 1862. Elle fut prononcée au profit de MM. Toquebeuf et Nogaret, entrepreneurs de menuiserie (1), sur le prix de 13 francs par mètre carré occupé (2). Il était admis que la couverture des hangars serait formée d'une toile d'emballage couverte d'asphalte (3).

L'exposition des beaux-arts trouva un local commode dans les salles inoccupées du rez-de-chaussée de la préfecture. Le concours d'orphéons pouvait à l'aise trouver soit au théâtre, soit aux Arènes, soit à la Fontaine, des emplacements favorables. Mais pour ce dernier concours, le Conseil décidait qu'une *Cantate* serait exécutée par les sociétés chorales réunies, et à cet effet on fit appel à tous les poètes du sud-est de la France. Une commission fut nommée pour juger les compositions poétiques envoyées, et lorsqu'elle se réunit au mois d'octobre 1862 pour examiner les pièces qui lui étaient soumises, elle ne fut pas peu surprise de trouver cent-six plis différents. Cependant il fallut en rabattre ! Ces compositions, prises en général, étaient des plus médiocres. Trois pièces seulement furent reçues à correction et, après quelques retouches, jugées dignes de servir de libretto à la composition musicale confiée à un de nos compatriotes, Ferdinand Poise. Les cantates choisies portaient les numéros 6, 45 et 77. La

(1) M. Marius Nicolas avait présenté un projet avec charpente en fer qui fut écarté comme trop onéreux.

(2) Cinq candidats s'étaient présentés : Pupikfer, Bigeard, Bernard-Hoën, Toquebeuf et Nogaret, Voiron et Cie.

(3) Il existe de cette exposition onze vues stéréoscopiques qui ont été prises de différents points de vue par M. Ondrien, photographe à Paris.

première était de M. Lafont, de Nîmes ; la seconde, de M. Frantz, de Marseille ; la troisième, de M. Alfred de Montvaillant, d'Anduze. M. Poise, qui avait le choix entre ces trois productions donna la préférence à celle qui lui sembla par le rythme et par les consonnances, se prêter le mieux aux effets qu'il méditait. Ce fut la pièce de M. de Montvaillant, intitulée *Nemausa*, qui l'emporta (1).

Tels étaient les premiers préparatifs de la solennité agricole et industrielle de 1863. Je n'en fournis ici que les éléments principaux. Les détails plus complets figurent dans une publication spéciale (2).

Pendant que se traitaient ces diverses questions de détail et que les travaux étaient commencés en vue de la prochaine ouverture du concours régional, M. Granon, entrepreneur, mettait la dernière main aux gros travaux de maçonnerie de l'église Sainte-Perpétue. Le 31 juillet 1862, la dernière pierre disposée pour recevoir la croix était scellée en haut de la flèche, et la croix qui la surmonte y était placée. Cette croix est d'un travail remarquable, dû à M. Marius Nicolas, entrepreneur de serrurerie d'art de Nîmes. Elle a huit mètres de hauteur dont cinq dans œuvre, et pèse environ 600 kilogrammes.

J'ai dû faire connaître à la suite de quelles circonstances et par quel enchaînement de faits l'autorité administrative, faisant chorus avec la franc-maçonnerie et obéissant aux sectes révolutionnaires avait cru devoir prendre vis-à-vis du prélat qui occupait le siège de Fléchier des mesures indignes d'elle-même. Le vide que l'on voulait faire autour de M^r Plantier ne servit qu'à mettre en relief son immense popularité, et lorsque le lundi 16 juin, à cinq heures du soir, l'évêque arriva à la gare, il fut salué par des vivats enthousiastes qui ne cessèrent de l'accompagner jusqu'à son palais épiscopal. Des couronnes de fleurs et des branches de lauriers lui furent jetées et sur l'Avenue, dans la rue de l'Aspic ; dans la rue des Marchands ce fut une véritable marche triomphale. Au milieu de cette dernière rue, l'Evêque dut mettre pied à terre.

A huit du soir même manifestation. Sur la place de la Cathédrale,

(1) Cette cantate portait pour épigraphe ces vers Reboul :

Rome païenne ici vit tout entière ;
Ici son aigle au vol dispensateur des fers,
A laissé plus avant l'empreinte de sa serre
Qu'en aucuns lieux de l'univers.

(2) Compte-rendu des opérations et résultats du concours régional agricole, en 1863.
— Documents officiels. — Ernest Liotard et Charles Liotard.

dans la cour de l'Evêché se pressait une foule à rangs serrés. Les fenêtres, les toits des maisons voisines étaient encombrés. Il fallut que l'Evêque parût sur le perron de son hôtel. A sa vue les cris de : Vive Monseigneur ! Vive le Pape-Roi ! éclatèrent de toutes parts.

Ces clameurs enthousiastes eurent le don d'exciter la colère du monde officiel. Il chercha vainement à parer sa mauvaise humeur d'un trait d'esprit. Ce fut peine perdue. Dans les salons ou dans les feuilles dévoués à l'Empire, on appela le voyage du Prélat à Rome entouré de nombreux prêtres de son diocèse : « la caravane Nimoise. » Voilà le trait médiocre qu'enfanta la mauvaise humeur. Battu sur ce terrain, la Préfecture essaya d'autre chose et le jour de la procession générale de la Fête-Dieu, les autorités reçurent l'ordre de n'y point assister. Les cordons du dais qui étaient réservés aux représentants du gouvernement furent supprimés et l'Evêché devant cette attitude donna l'ordre de les supprimer également dans les processions des paroisses. En voulant témoigner de son hostilité, la Préfecture le faisait en effet d'une façon à la fois maladroite et inconvenante. Refuser d'accepter une place à la procession générale parce qu'il y avait l'Evêque et l'accepter ensuite aux processions de paroisse parce qu'il n'y était pas, était vouloir provoquer de gaité de cœur un conflit, et se mettre en rupture ouverte avec la population qui n'avait pas ménagé ses acclamations au prélat. M. Dulimbert, et après lui, toute la gent officielle, prenait par des voies détournées leur revanche de l'ovation faite à « la caravane Nimoise. »

Cette puérilité de conduite souleva une tempête. Une violente polémique s'ouvrit entre le *Courrier du Gard*, organe officiel et protestant, et l'*Opinion du Midi* organe catholique. La polémique ne tarda pas à dégénérer en querelle personnelle, et le 14 novembre M. J.-B. Roucole (1), secrétaire de la rédaction du *Courrier du Gard*, envoya ses témoins, MM. J. Bourry et Ernest Roussel, à M. L.-N. Baragnon, rédacteur de l'*Opinion du Midi*. L'affaire n'eut pas heureusement d'autre suite. M. Baragnon eut le courage d'affirmer ses croyances chrétiennes et de refuser une réparation par les armes que lui interdisaient ses sentiments religieux. Il convint qu'il voulait bien seulement traiter M. Roucole selon les articles qu'il écrirait à l'avenir (2).

(1) M. Roucole devint dans la suite imprimeur et gérant de la *Gazette de Nîmes*, organe légitimiste d'extrême-droite.

(2) Ce duel me met en mémoire un évènement du même genre qui s'était passé en 1819. C'est encore la politique qui l'amena. M. Ramon avait écrit dans le *Républi-*

Telles étaient les conséquences des taquineries ridicules du gouvernement impérial à l'égard du pasteur qui, dans son indépendance, avait hardiment jeté le blâme aux puissants du jour. Dans la sérénité de son âme, M^r Plantier s'était juré de dire la vérité et de la proclamer sans peur ni sans faiblesse. Il l'avait fait. Sa dignité de prélat et d'homme sortait intacte des vexations imaginées par la Préfecture pour se venger de lui.

A dire vrai, toutefois, l'Evêque ne dédaignait pas l'épigramme. Il la maniait du reste avec une insigne finesse. Ses démêlés avec le gouvernement n'avaient en rien altéré sa bonne humeur naturelle et sa verve spirituelle. Il avait ses traits, lui aussi, mais d'autre goût et d'autre genre que ceux qu'inventait la Préfecture contre lui. C'est ainsi qu'un jour M. de Cohorn, maire de Saint-Jean-du-Gard, était venu l'entretenir d'une affaire touchant les intérêts ecclésiastiques de sa commune.

L'Evêque lui fit les honneurs du palais épiscopal avec son aménité habituelle. Il conduisit M. de Cohorn dans les beaux salons de l'évêché, se faisant son obligé cicerone, le fit entrer enfin dans son cabinet et tint spécialement à montrer à son visiteur un tableau qui venait de lui être envoyé par les catholiques d'Aiguesmortes, précisément à l'occasion de ses démêlés avec l'Empire.

Ce tableau portait une inscription de la main même de l'Evêque, et c'est cette inscription qu'il voulait faire lire à M. de Cohorn.

Despiciat Lutetia, Roma laudat,

C'était tout le secret et tout l'historique, en un laconisme délicat, de

cain du Gard cette phrase : « Les coqs du Droit national chantent mais ne se battent pas. » M. Bellet releva le propos et lui envoya ses témoins, MM. Clément, chef des gardes, et Jules Magne. M. Ramon constitua les siens, MM. Damseis et Penchinat. Le duel eut lieu derrière le moulin Raspail. Le pistolet de Ramon rata ; la balle de Bellet passa entre les jambes de son adversaire.

Il y eut dans le courant de cette année 1862, un duel mortel pour un sous-officier de notre garnison. A la suite d'une querelle sans importance, survenue entre deux sous-officiers du 41^e de ligne à la caserne, il avait été décidé qu'il y avait lieu à rencontre. L'heure du combat fut fixée au 3 novembre dans l'après-midi, avec le fleuret pour armes. Le duel eut lieu à la caserne en présence des témoins et des maîtres d'armes.

Au bout de quelques instants, l'un des combattants, Sizalon, qui était né à Nîmes, atteint d'un coup de pointe à cinq centimètres au-dessus du sein droit, tomba sur le sol, et malgré tous les soins qui lui furent prodigués rendit presque aussitôt le dernier soupir. Siza'on en était, paraît-il, à son quatrième duel.

l'attitude de M^r Plantier envers le gouvernement. Ces quatre mots résumaient fidèlement la situation et la seule récompense qu'ambitionnait le prélat. C'est par eux que je termine ce récit rapidement exposé.

Le vendredi 21 novembre vers onze heures du soir, Nîmes ressentit une secousse de tremblement de terre à la suite duquel éclata un orage terrible comme on en voit peu dans cette saison. La pluie tombait à torrents, la grêle, la foudre et le vent firent rage pendant de longues heures. Toute la région ressentit les effets de cet ouragan qui grossit démesurément tous les cours d'eau des environs et particulièrement le Vidourle. Les voies ferrées furent endommagées, les poteaux télégraphiques renversés, et sur la côte furent signalés de nombreux sinistres maritimes.

CHAPITRE QUINZIÈME

(Année 1863)

SOMMAIRE

• LE FILS DE GIBOYER • A NIMES. — ÉCHAUFFOURÉE. — LE CONCOURS RÉGIONAL. — INAUGURATION DES EXPOSITIONS. — FÊTES VÉNITIENNES. — LE CARROUSEL. — LES COURSES DE TAUREAUX AU GENRE ESPAGNOL. — LES RECETTES DE L'EXPOSITION. — POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DU CANAL DU POUZIN. — FÊTE AU PONT-DU-GARD. — L'ÉLECTION BRAVAY. — INVALIDATION DE L'ÉLECTION. — LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1863. — NOUVELLES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES. — TRONC D'EAU SUR LE TERRITOIRE. — ACCIDENT MORTEL. — LA POLITIQUE EXTÉRIEURE. — COUP D'ŒIL SUR L'AFFAIRE DU MEXIQUE.

L'année 1863 fut féconde pour Nîmes en événements bruyants. Le premier en date est ce que l'on appella l'*échauffourée de Giboyer*. *Le fils de Giboyer* était une pièce d'Emile Augier dans laquelle l'auteur s'était complu à traîner sur le théâtre, dans les conditions les plus outrageantes, le catholicisme, le cléricalisme comme on disait déjà à l'époque. Je n'ai pas à faire ici l'analyse d'une pièce que tout le monde connaît aujourd'hui. Mais, *le fils de Giboyer* faisait son tour de France, soulevant en maints endroits force protestations ; il allait, soutenu par l'administration elle-même qui avait fait l'œuvre d'Augier sienne et qui, espérant ainsi probablement convertir les populations à ses doctrines révolutionnaires et antireligieuses, trouvait de bon goût de propager les théories du dramaturge.

Depuis longtemps déjà l'opinion publique à Nîmes était saisie de la

question. *Le fils de Giboyer* était attendu, et les murs de la ville étaient couverts d'affiches annonçant la prochaine représentation. Hésitait-on cependant à la préfecture à braver ainsi les sentiments de la religion d'une population catholique, son attachement à la foi de ses pères et son respect pour le prêtre ? Il faut le croire, car on mit plus de trois mois à ouvrir notre première scène à la pièce promise.

Il suffisait d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur les abords du théâtre et sur le théâtre lui-même le jour de la première représentation, qui eut lieu le mardi 3 février, pour juger des craintes qu'avait inspirées à M. Dulimbert le spectacle imposé. Dans les couloirs, à toutes les portes, à tous les étages, aux environs de la loge préfectorale, on ne voyait qu'agents de police et soldats. Sur le péristyle, sur les trottoirs, des pelotons de fantassins attendaient l'arme au pied. Enfin, sur la chaussée, des gendarmes à cheval circulaient pour faire place.

C'est au milieu de cet appareil militaire, plus propre à un état de siège qu'à un état de paix que le préfet fit son apparition en voiture. A ce moment, une foule nettement hostile, encombra la place de la Maison-Carrée et les rues avoisinantes. Lorsque l'équipage préfectoral apparut, les huées, les clameurs, les cris saluèrent son arrivée. Des projectiles, heureusement peu dangereux, mais non moins désagréables, accueillirent le premier magistrat du département et quelques-uns trouvèrent leur véritable adresse à la confusion et à la colère du potentat administratif. Il fallut même que ce dernier, échappant habilement à la multitude qui assiégeait les degrés du théâtre, se dérobat à la manifestation populaire et c'est par une porte latérale que M. Dulimbert put pénétrer dans la salle. L'ordre fut immédiatement transmis aux brigades de gendarmerie, massées en prévision d'une fâcheuse aventure, de dégager les abords du théâtre. Ce fut une véritable charge. Remontant le boulevard de la Madeleine, les gendarmes arrivèrent au trot sur les premiers rangs des curieux et, sabre au clair, trompette en tête, se précipitèrent sur la masse vivante qu'ils avaient devant eux. Il y eut un instant de courte résistance. La chaussée fut même déparée en quelques endroits par des manifestants plus surexcités que les autres, mais enfin force resta à la maréchaussée qui compléta sa besogne en nettoyant toutes les voies adjacentes. A partir de ce moment la place présenta un grand carré vide, gardé militairement par la force armée.

Dans l'intérieur de la salle, faite à l'avance, et où se rencontraient nombre de spectateurs fournis par les villages amis, Uchaud, Vau-

vert ou Gallargues, nulle place n'était libre. Ici le calme fut à peu près complet. Il faut dire que depuis longtemps, des personnes appartenant au parti catholique et notamment M. l'abbé d'Alzon, avaient donné le conseil d'éviter de se rendre au théâtre ce jour-là.

Le fils de Giboyer, mollement reçu à la deuxième représentation, n'arriva pas jusqu'à la troisième qui, pompeusement annoncée, disparut de l'affiche sans tambour ni trompette.

Les préparatifs touchant le concours régional dont j'ai parlé dans le dernier chapitre furent activement menés et toutes les expositions purent être inaugurées le 8 mai.

Cette inauguration fut solennellement faite. Le cortège officiel se composait du Préfet, du Maire, des conseillers généraux présents à Nîmes, des conseillers municipaux et des principaux fonctionnaires. Parti de la préfecture, il se rendit successivement à la Fontaine où se trouvait l'exposition d'horticulture ; à l'Esplanade, où était installée l'exposition de minéralogie et de l'industrie, et revint à la préfecture où était placée l'exposition des beaux-arts.

Dans le trajet de la Fontaine à l'Esplanade, on visita le square de l'abreuvoir, ainsi qu'on le nommait alors, qui venait d'être terminé d'après le dessin de M. H. Révoil et qui fut livré le même jour au public.

L'exposition resta ouverte jusqu'au 30 août (1).

La municipalité organisa pour cette période des fêtes publiques exceptionnelles. On eut l'idée de faire deux fêtes de nuit à la Fontaine, sous le nom de fêtes vénitiennes. L'entrepreneur de ce spectacle, s'engageait à disposer suivant les indications des commissaires ordonnateurs, 2,000 verres de couleurs et 500 ballons orientaux ou lanternes vénitiennes. Des portiques lumineux furent dressés à chaque entrée. La Tourmagne était éclairée par des flammes de bengale et le Temple de Diane par des lampions adroitement disposés. Enfin la soirée au cours de laquelle se faisaient entendre des musiques ou des sociétés chorales, devait se terminer par un feu d'artifice. C'était là un spectacle nouveau pour la ville et d'une très heureuse conception.

Un autre spectacle, non moins curieux, fut imaginé pour rehausser l'exposition. Il fut décidé qu'un carrousel aurait lieu aux Arènes. Pour un pays qui n'avait jamais reçu de garnison de cavalerie, un carrousel était chose presque inconnue. La population se porta en foule aux

(1) Durant les cent dix huit jours qu'elle resta ouverte, elle reçut 91,233 visiteurs.

Arènes le 21 juin, pour jouir de cette nouveauté et demeura si agréablement impressionnée des exercices divers qui furent faits devant elle qu'on en donna une nouvelle édition le jour de la fête de l'Empereur. Le corps de troupes qui devait figurer dans cette fête équestre était le 1^{er} hussards en garnison à Tarascon. A l'occasion de ce spectacle, on eut l'idée d'essayer l'effet d'une restauration archéologique : on rétablit à l'aide de toile et de charpente le podium antique, servant d'appui à la première série des gradins en amphithéâtre. Cette restitution provisoire, exécutée avec une parfaite exactitude par M. Révoil, décida l'administration municipale à comprendre le podium dans les travaux de restauration entrepris aux Arènes.

Mais ce qui fut le spectacle par excellence de l'exposition, que les Nimois et étrangers attendaient impatiemment, étaient les deux courses de taureaux promises par la municipalité (1) ; le programme annonçait, pour le dimanche 10 mai et le jeudi 14 mai : « Les Toros de Muerte, » c'est à dire que les taureaux seraient mis à mort. Nîmes, pendant cette semaine, fut envahie par une multitude d'étrangers. Les villages environnants se vidèrent pour se rendre au chef-lieu. Les cartes étaient arrachées d'avance.

La Cuadrilla à laquelle on avait fait appel avait pour première épée le plus célèbre matador d'Espagne, Antonio Sanchez, dit El-Tato. Parmi les picadores était Calderon et parmi les banderilleros, El-Cuco. Il n'y eut qu'un changement au programme ; les taureaux espagnols sur lesquels on comptait, ne purent arriver ; il fallut se contenter de taureaux pris dans la Camargue (2). Mais les deux courses furent admirablement réussies et encore aujourd'hui, où Nîmes a vu depuis d'autres *cuadrillas* et d'autres matadors, le souvenir des courses de 1863 domine et on se rappelle toujours le sang froid, l'adresse et l'habileté d'El-Tato et de ses comparses (3).

Les dépenses de toute nature faites en vue des deux courses, y compris des travaux de charpentes sur les gradins (8,000 francs) s'éle-

(1) Six taureaux seront piqués, banderillés et mis à mort, avec le cérémonial et les règlements en vigueur dans les Arènes de Madrid. Ces courses seront, en tous points, semblables à celles qui se donnent en Espagne. Costumes, harnachements de chevaux, attelages de mules, banderilles, lances, accessoirer, exécutés à Madrid, spécialement pour les courses de Nîmes. Sonneries au genre espagnol pour les diverses phases des courses.

(2) Ils provenaient de la manade de Couzomb frères et coûtèrent 6,100 francs.

(3) Le personnel de la cuadrille espagnole fut payé 49,457 fr. 70 centimes.

vaient à 44,576 fr. 32 cent. Les recettes ne s'élevaient qu'à 40,867 fr. Il n'y eut, il est vrai, à la première des courses que 16,185 entrées payantes et l'Amphithéâtre ne coûtait qu'un franc. A la seconde course, les entrées payantes s'élevèrent à 8,238. Le nombre des entrées payantes pour le carrousel ne s'éleva qu'à 1,508 et pour le festival des orphéons à 14,709.

L'ensemble des recettes de toute l'exposition fut de 171,354 fr. 95 c. et les dépenses de 286,499 fr. 89 centimes. Le déficit : 115,144 fr. 94 c. fut supporté un tiers par le département, deux tiers par la ville qui fit toutes les avances. La ville ne se récupéra qu'en 1868, par le produit de l'imposition extraordinaire de un centime additionnel, votée par le Conseil général pour payer le contingent du département.

La distribution solennelle des prix eut lieu le 30 avril à neuf heures du matin dans la cour du Lycée, sous la présidence du Préfet du Gard. Le soir, un splendide banquet, offert par la ville de Nîmes, et servi par Durand, réunissait dans la salle du Théâtre les principaux fonctionnaires du département et de la ville, les membres du Conseil général et du Conseil municipal, ceux des divers jurys, les exposants honorés de médailles d'or, les ouvriers qui avaient obtenu le prix de leur catégorie, en tout 200 personnes.

Les populations du Gard et particulièrement celle de Nîmes et de ses environs n'avaient pas été seulement émerveillées par les spectacles multiples organisés à grands frais par la municipalité nîmoise. Ailleurs qu'à Nîmes flottaient les banderolles, se dressaient des mâts multicolores, se pressaient les invités, des curieux accourus de tous côtés. Ce fut pour une journée seulement, mais cette journée fit un bruit énorme et est encore présente aux souvenirs d'un grand nombre de nos concitoyens. « Cette journée, disait le Préfet, sera rangée désormais au nombre des plus heureux anniversaires que peut compter le département du Gard ».

C'était le 26 mai 1863 ; on avait répandu le bruit que ce jour avait été choisi pour célébrer la pose de la première pierre du canal de Preignes, qui devait amener à Nîmes les eaux du Rhône. C'était le premier coup de pioche donné à cette œuvre considérable dont on parlait depuis longtemps, qu'on attendait impatiemment. Enfin ! tel était le cri général, on allait travailler à un canal quelconque et par un heureux concours de circonstances notre ville et sa campagne verraient s'accomplir le projet le plus grandiose qu'on eût pu concevoir.

Il est inutile d'ajouter qu'on courut à la fête annoncée non-seulement pour voir la fête elle-même mais pour s'assurer de *visu* de la

réalité de cette grande nouvelle. Il était impossible de douter. Le Préfet était là sanctionnant de sa présence les promesses de la Compagnie ; les équipes d'ouvriers assistaient à la cérémonie ; un tunnel était commencé à travers une colline appartenant à M. le comte de Fournès. Ce fut dans le pays une explosion de joie, un cri d'enthousiasme. Chose étonnante, au travers des acclamations, et des vivats joyeux qui saluèrent le cortège officiel, et le conseil d'administration de la Compagnie des Eaux, on ne distinguait qu'un nom que répétaient plus de 30,000 bouches. Le Préfet avait bien essayé de reporter sur l'Empereur la reconnaissance des populations, il demeurait seul de son avis, on ne criait pas : Vive l'Empereur, on criait : Vive Bravay (1).

Bravay ! J'ai eu dans un chapitre précédent l'occasion de parler de son élection comme membre du Conseil général du Pont-Saint-Esprit et en même temps du précieux concours qu'il avait apporté à la Compagnie des Eaux du Midi dont la formation était plus que laborieuse. Il ne s'était pas borné à verser pour elle un premier cautionnement de 300,000 francs, il en avait versé un second de 700,000 francs, il avait en plus souscrit pour 12,000 actions représentant un capital de 600,000 francs. Le millionnaire avait ouvert ses coffres tous grands aux concessionnaires du projet des eaux, et la Compagnie des Eaux s'identifiait avec lui-même. C'était là faire un noble usage de sa fortune que de s'intéresser dans une aussi large mesure aux intérêts primordiaux du pays. Il est donc facile de comprendre pourquoi la foule joyeuse de l'avenir qu'on lui promettait, qu'elle touchait presque du doigt, acclamait Bravay, pourquoi le curé de Remoulins appelait sur cet homme les bénédictions et la reconnaissance des populations dans le discours qu'il prononça au cours de la fête du Pont-du-Gard (1).

Aussi le 31 mai, quatre jours après, lorsque le scrutin s'ouvrit pour

(1) Procès-verbal de la cérémonie fut dressé sur parchemin et signé par tous les membres présents au nombre desquels étaient le chanoine Mathieu, délégué de Ngr l'évêque, les autorités militaires et administratives, les corps élus, etc., etc.

M. Liotard, chef de division à la préfecture, après avoir donné lecture du procès-verbal, le renferma dans une boîte en plomb, avec des pièces de monnaie à l'effigie de Napoléon III, depuis la pièce en or de 400 francs, jusqu'au simple centime de bronze au millésime de 1863. Cette boîte fut scellée et déposée dans un bloc de pierre préparé à cet effet.

(2) Au banquet qui suivit la fête, le chanoine Mathieu dit, en élevant son verre et en soulignant son mot d'un sourire ironique : « On vient de boire à la pose de la première pierre des travaux, je bois à la pose de la seconde. »

les élections législatives, 13,116 voix appelèrent-il à siéger au Corps législatif le bienfaiteur du pays. Son concurrent M. Chabanon, bien qu'il eût pour lui le prestige de député sortant, ne put en réunir que 8840. Ainsi que l'avait dit un journal en parlant de la fête du 26 mai, c'était l'élection anticipée de M. Bravay.

Cette même fête qui avait fait le succès électoral du nouvel élu, le conduisit à sa perte devant la Chambre lorsqu'arriva la vérification des pouvoirs. Le concurrent malheureux de M. Bravay, M. Chabanon, déposa une protestation contre l'élection. Selon lui, la pose de la première pierre du canal de Preignes n'était qu'une manœuvre électorale, une comédie que l'on avait jouée à la veille de scrutin pour arracher aux électeurs un vote favorable. A ce moment, la Compagnie des Eaux n'était pas constituée, le tracé définitif du canal n'était pas adopté et même les travaux commencés l'avaient été sur un terrain n'appartenant pas aux concessionnaires du projet. A l'unanimité le bureau proposa l'invalidation de Bravay à la Chambre. La discussion dura deux séances celle du 18 et celle du 28 novembre 1863. Malgré les efforts de M. Nogent-Saint-Laurens, qui fit un consciencieux plaidoyer en faveur de l'élu, le rapporteur, M. Gressier, l'emporta, et le Corps législatif prononça l'annulation de l'élection après avoir repoussé une enquête que l'infortuné Bravay demandait pour juger son passé, mis en suspicion. M. Jubinal qui était intervenu en faveur du député du Gard ne put s'empêcher de s'écrier en entendant prononcer l'invalidation : « Il reviendra avec 30,000 voix, il est réélu d'avance. » Nous verrons dans le chapitre suivant que M. Jubinal avait prophétisé vrai.

Les élections du 31 mai avaient été générales dans toute la France.

Le décret du 29 décembre 1862 avait changé le nombre des députés et modifié les circonscriptions électorales. Le Gard qui depuis 1852 n'avait eu à élire que trois députés eut à en nommer quatre en 1863.

Les circonscriptions avaient été remaniées.

La première comprenait le troisième canton de Nîmes et les cantons d'Aiguesmortes, d'Aramon, Beaucaire, Marguerittes, Saint-Gilles, Saint-Mamert, Sommières et Vauvert.

Dans la deuxième était englobés l'arrondissement d'Uzès tout entier et le deuxième canton de Nîmes.

A la troisième étaient rattachés les cantons d'Alais Est et Ouest, Barjac, Génolliac, Grand-Combe, Saint-Ambroix et le premier canton de Nîmes.

L'arrondissement du Vigan, les cantons d'Anduze, Lédignan, Saint-Jean-du-Gard et Vèzenobres formaient le quatrième.

Les candidats officiels étaient MM. Talabot, Chabanon, Deveau de Robiac, Ernest André, en suivant l'ordre des circonscriptions.

M. Talabot fut élu par 17,294 voix contre 2,436 accordées à son concurrent, M. Combet.

Nous avons vu plus haut le résultat de la deuxième circonscription.

M. Deveau de Robiac par 15,572 voix battit ses concurrents, MM Duclaux-Monteil (2,711 voix), Teulon fils (1680 voix).

M. Ernest André, élu par 13,039 voix, avait eu deux adversaires, MM. André Pasquet (2288 voix) et le comte de Saint-Roman (3162.)

Comme en 1859 une trombe d'eau s'abattit le 29 octobre sur le territoire et particulièrement dans la cuvette naturelle qui porte le nom de Font-Calvas. Des dégâts purement matériels signalèrent le passage des eaux dans le faubourg d'Uzès, qui fut de nouveau transformé en torrent impétueux. Mais toutes les précautions avaient été prises pour éviter une catastrophe. Sur un autre point cependant, on avait à déplorer un malheur. On sait qu'il existe à Saint-Césaire deux puits qui à l'époque des grandes eaux débordent et forment chacun un ruisseau. Ces deux cours d'eaux traversent la route de Montpellier sur deux points différents et vont se réunir à l'entrée du chemin du moulin Vedel qu'ils longent ensuite jusqu'au Vistre. Ce torrent, démesurément grossi par l'énorme quantité d'eau qui n'avait cessé de tomber pendant plusieurs heures, sortit de son lit et submergea la route et les terres qui le bordent. A ce moment des personnes montées sur une charrette s'efforçaient, venant du mas Sagnier de gagner Saint-Césaire; mais le courant violent, eut bientôt fait de culbuter le véhicule et d'entraîner les malheureux. Quatre d'entre eux, dont une jeune fille furent assez heureux pour s'accrocher aux vignes et regagner à travers mille dangers la terre ferme. Mais deux, les nommés André Roux, du mas Sagnier, et Hippolyte Michaud, de Saint-Césaire, perdirent la vie.

Il fallut sur un autre point de notre plaine, à Caissargues, envoyer deux canots pour procéder au sauvetage de trois hommes qui s'étaient engagés trop avant sur le chemin de Saint-Gilles et que les eaux menaçaient d'engloutir.

De tous côtés, on signalait des accidents de même nature, des désastres dont la campagne avait à souffrir. Les plus modestes ruisseaux étaient transformés en rivières impétueuses, renversant tout sur leur passage. La trombe de 1859 n'avait porté ses ravages que sur une partie du territoire, celle de 1863 le couvrit presque en totalité.

Durant les deux années précédentes, la politique extérieure avait fourni de nouveau à nos armes l'occasion de s'illustrer; malheureu-

sement la politique impériale allait courir d'aventures en aventures jusqu'à la ruine ; et si la guerre du Mexique, la première de ces aventures, donna la victoire à nos drapeaux, elle compromit singulièrement les intérêts de la France.

En 1860, le gouvernement mexicain sous la présidence démocratique de Juarez provoqua l'intervention des puissances européennes par son mépris pour ses engagements envers leurs nationaux, suivis d'attentats contre leurs personnes.

La France, l'Angleterre et l'Espagne s'unirent pour demander réparation (Convention de Londres, du 21 octobre 1861). Un corps expéditionnaire composé d'Espagnols et de Français, sous les ordres des généraux Prim et Lorencez, débarqua à la Vera-Cruz en 1861.

Mais nos alliés se retirèrent après la convention de la Soledad (19 février 1862). Il fallait faire comme eux. La France seule poursuivit la guerre ; qui avait pour mobile des intérêts particuliers. Le général Lorencez, qui n'avait que 7000 hommes échoua devant Puebla (mai 1862). Il fut remplacé par le général Forey, et l'armée fut portée progressivement jusqu'à 45,000 hommes.

Puebla fut prise après une lutte acharnée (17 mai 1863) et les Français entrèrent à Mexico le 5 juin.

La monarchie fut rétablie par les intrigues du gouvernement français ; l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche, fut proclamé empereur du Mexique (10 juillet 1863).

Soutenu pendant deux ans par l'argent et les soldats de la France, il ne parvint pas cependant à triompher de Juarez.

Sous la double pression de l'opinion publique et des Etats-Unis contre notre intervention en Amérique, le gouvernement de Napoléon dut donner au maréchal Bazaine, successeur du maréchal Forey, l'ordre d'évacuer le Mexique (14 janvier 1866).

Maximilien, abandonné à lui-même, ne voulut pas désertir le poste que son caractère chevaleresque avait accepté avec tous ses dangers. Après le départ de nos troupes, retardé jusqu'au printemps 1867, il fut pris dans Queretaro, jugé par un tribunal militaire et fusillé le 19 juin.

Ainsi finit cette triste aventure militaire, prélude de plus cruelles. Pendant que nos meilleures troupes occupaient le Mexique, la Prusse se mettait à la tête du mouvement national allemand, et préparait le rétablissement de l'empire à la suite de sa guerre victorieuse contre l'Autriche.

A Nîmes on voyait d'un mauvais œil cette politique néfaste. Républicains et royalistes se coalisaient contre l'empire.

Chose bizarre, dans la guerre de l'Autriche contre la Prusse, la plupart des protestants de Nîmes faisaient des vœux pour le triomphe de l'armée prussienne. Ils se croyaient encore au temps de Richelieu et de la guerre de 30 ans, où il était de bonne politique de s'unir aux protestants d'Allemagne pour affaiblir la Maison d'Autriche.

Depuis quelque temps, la Maison-Centrale était le théâtre de drames sanglants et à plusieurs reprises des détenus avaient été traduits en cour d'assises pour répondre devant le jury des attentats dont ils s'étaient rendus coupables.

Le 19 mai 1863 le gardien Cassagne était frappé mortellement par un prisonnier nommé Paul-Louis Causse. Arrêté incontinent, Causse fut jugé et condamné à mort. L'exécution eut lieu le 4 juillet, à six heures du matin, sur le Cours-Neuf.

Dès la première heure, le condamné fut réveillé dans sa cellule par le directeur de la prison et l'abbé Paut. Lorsqu'on lui apprit la terrible nouvelle, Causse s'affaissa sur lui-même, inerte. Il puisa cependant dans les consolations religieuses qui lui furent prodiguées par le vénérable aumônier, l'énergie nécessaire pour affronter avec un certain courage les derniers apprêts du supplice.

CHAPITRE SEIZIÈME

(Année 1864)

SOMMAIRE

DEUXIÈME ÉLECTION BRAYAT. — DEUXIÈME INVALIDATION. — TROISIÈME ÉLECTION BRAYAT. — BÉNÉDICTION ET CONSÉCRATION DE L'ÉGLISE SAINTE-PÉPÉTUE. — MORT DE JEAN REBOUL. — SES OBSÈQUES. — MORT DE NICOT, SECRÉTAIRE PERPÉTUEL DE L'ACADÉMIE DU GARD. — MORT D'ANTOINETTE DE BEAUCAIRE. — M. DUCRY A NIMES. — CRÉATION DES CONFÉRENCES LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES.

Nous avons laissé M. Brayat aux prises avec la majorité du Corps législatif et renvoyé une seconde fois devant ses électeurs. L'élection avait été fixée au 17 janvier de cette année. Il faut le reconnaître : l'invalidation de M. Brayat le rendit plus populaire encore que n'avaient pu le faire les inaugurations officielles ou les fêtes du Pont-du-Gard. Le mot de M. Jubinal allait se réaliser, et M. Chabanon qui avait porté devant le Corps législatif la mauvaise humeur de sa défaite et rédigé la protestation dont j'ai parlé le vit à ses dépens.

François Brayat se présenta avec le titre de candidat officiel, titre qu'avait M. Chabanon aux élections précédentes. Plusieurs comités se formèrent tant à Nîmes que dans l'arrondissement d'Uzès pour soutenir le candidat. Le ministre de l'Intérieur voulut patronner avec toutes ses forces administratives l'invalidé du 28 novembre.

Il se présentait cependant aux suffrages de la deuxième circonscription d'autres candidats d'une valeur autrement considérable. A coup sûr, ceux-là n'avaient pas recueilli sur les bords du Nil des monceaux d'or ; à coup sûr ils n'avaient pas soutenu de leurs billets de banque une

compagnie presque condamnée, mais ils avaient du talent et leurs familles connues dans le pays, leur passé politique les mettaient hors de pair. M. Ferdinand Béchard et M. Boyer avaient posé leur candidature. Le premier même se retira pour laisser le champ libre à son compétiteur et faciliter le succès de l'opposition monarchique. Ces candidatures posées, on comprendra pourquoi le gouvernement impérial, mettant de côté Chabanon, patronnait publiquement François Bravay, espérant tirer parti de la situation assez extraordinaire que les événements lui avaient créée.

L'invalidation de M. Bravay fera son succès, s'était écrié M. Jubinal. C'est, en effet, ce que révéla le scrutin des 17-18 janvier. La politique n'était plus en jeu ; la perspective d'avoir de l'eau, de compter à la Chambre le principal, le seul actionnaire de la compagnie des Eaux devait influencer sur les résultats du vote. Bravay obtint 17,130 voix et M. Boyer 4,811. Il était une seconde fois élu. Le vendredi 19 janvier le Corps législatif eut à se prononcer sur cette élection.

Cette fois le rapporteur n'était pas M. Gressier, mais M. Chevandier de Valdrôme. S'il n'y avait pas eu de fêtes pour ce second tour de scrutin, ce n'en fut pas moins l'affaire de la compagnie des Eaux qui, de nouveau, suscita devant la Chambre un long et passionné débat. Un des principaux adversaires de l'élection de Bravay fut Eugène Pelletan ; pourquoi, il n'en savait trop rien lui-même, mais il avait d'une part à se venger sur quelqu'un de la précédente invalidation dont l'avait gratifié le Corps législatif, de l'autre il éprouvait le plaisir de tomber sur un candidat officiel. L'une et l'autre de ces circonstances lui interdisaient de se courber devant la décision du suffrage universel deux fois consulté. M. Pelletan demanda énergiquement l'annulation de l'élection.

M. Bravay plaida *pro domo sua* ; il se plaignait d'avoir eu à lutter contre un homme recommandé aux électeurs par MM. Berryer, Jules Favre et Chabanon et contre les abstentionnistes, tous partisans de M. Béchard. Il se débattit comme il put devant l'hostilité que lui manifestait la majorité de ses collègues et réclama à grands cris une enquête sur sa vie privée, mais il ne put empêcher la Chambre de l'écarter par 106 voix contre 80.

Ce nouvel échec dénotait un parti pris évident de repousser l'élu de la deuxième circonscription du Gard. Des envieux et des jaloux du succès de cet homme sorti du peuple, pauvre et sans ressources, pour parvenir à la fortune, faisaient circuler ces milles calomnies qui enserrèrent peu à peu celui qui en est l'objet, mais que rien ne détruit. Bravay

voulut aller au devant. Il assigna son ancien concurrent Chabanon en diffamation. Il perdit successivement son procès devant le tribunal et devant la cour. Il ne lui restait plus que la chance de demander aux électeurs un troisième vote. Il s'y résolut et le fit crânement. L'élection eut lieu le 29 mai. Chabanon était de nouveau son adversaire. Bravay recueillit 14,721 suffrages et Chabanon 6,243. Bravay était élu.

Les travaux de l'église de Sainte-Perpétue dont le gros œuvre était achevé en 1862 sous la conduite de M. Libourel, architecte (1), étaient complètement terminés au commencement de l'année 1864. Le mardi 2 février la bénédiction en fut faite par l'évêque en présence d'un concours immense de fidèles. Le clergé, suivi d'une foule recueillie, des élèves de l'Assomption, des congrégations et sociétés paroissiales, se rendit processionnellement de la chapelle provisoire de la rue Bernard-Aton à la nouvelle église. Sur le perron il trouva le Conseil municipal et ceux qui avaient contribué à l'érection du monument. M. Landry Martin, adjoint, en l'absence du maire, retenu chez lui par un deuil de famille, prononça un discours auquel répondit M^r Plantier. Le lendemain, un service funèbre fut célébré pour tous ceux qui avaient concouru à la construction de l'église et que la mort avait fauchés (2).

Le cérémonie de la consécration avait été réservée pour une époque ultérieure et fut fixée au 8 juin de cette même année, immédiatement après la consécration de Notre-Dame-de-la-Garde, à Marseille, qui avait attiré dans le midi un grand nombre d'évêques. Six prélats se rendirent à Nîmes pour la solennité du 8 juin. C'étaient : M^r Dubreuil, archevêque d'Avignon, prélat consécrateur ; M^r Charvaz, archevêque de Gênes ; M^r Vibert, évêque de Saint-Jean de Mauriennes ; M^r Deleuzy, évêque de Viviers ; M^r Meirieu, évêque de Digne ; M^r Lyonnet, évêque de Valence.

L'église était pavoisée de drapeaux et d'oriflammes jusqu'au sommet de la flèche. Des mâts surmontés de banderolles de toutes couleurs avait été dressés, ainsi que deux estrades l'une en face de l'hôtel du Luxembourg, l'autre en face de la Manutention. L'une de ces estrades étaient destinée aux autorités, l'autre aux évêques assistants.

(1) Après la mort de Léon Feuchères la direction des travaux avait été confiée à l'architecte Monsimier qui mourut lui-même en 1860 et fut remplacé par M. Libourel, architecte.

(2) Mgr Cart, évêque de Nîmes, M. Goubier, curé de la paroisse, MM. Vidal et Dupan, maires de la ville, MM. Feuchères et Monsimier, architectes, et deux ouvriers qui avaient trouvé la mort dans un accident de chantier.

La porte de la Cathédrale et celle de l'Evêché avaient été ornées de tentures et la rue des Lombards était pavoisée dans toute sa longueur.

Le cortège, comprenant deux cents prêtres, se mit en marche en suivant la rue des Lombards, le boulevard Petit-Cours, celui des Carmes et des Calquières. Un détachement de gendarmes à cheval ouvrait la marche, les pompiers faisaient la haie. Sur tout le parcours une foule recueillie s'inclinait respectueuse sous la bénédiction des évêques. Après les cérémonies liturgiques, la procession se reformant se rendit à la chapelle de l'Assomption pour y chercher les reliques destinées à être scellées dans le tombeau de l'autel. Quatre prêtres portaient la chasuble, recouverte de velours rouge.

A l'instant où la procession arrivait devant l'église, les autorités se présentaient pour prendre part à la solennité. L'estrade qui leur était réservée se couvrit alors de toute la magistrature en robe, d'officiers en grande tenue et de fonctionnaires de tous ordres. L'Esplanade, et les boulevards étaient envahis par d'innombrables fidèles. Le spectacle était à ce moment grandiose et quand les portes s'ouvrirent pour la continuation des cérémonies liturgiques, l'Eglise se trouva trop petite pour contenir ceux qui l'avaient envahie.

Le dimanche 29 mai, à onze heures du matin, s'éteignait un poète dont Nîmes se glorifiait à juste titre. Son nom était depuis longtemps sur les lèvres de tous et quelque obscure qu'ait été son origine, quelque modeste que fût sa situation sociale, Jean Reboul trouva dans la poésie, dans le sentiment du juste et du grand, une gloire que beaucoup pourraient lui envier.

Jean Reboul était fils d'un serrurier, fervent catholique, homme simple, droit, probe, d'une vertu robuste. Dieu, honneur et travail furent les trois premiers mots que bégaya son fils. Jean Reboul reçut l'instruction primaire des frères des Écoles chrétiennes et lorsqu'il sut lire et écrire, fut placé en qualité de clerc dans une étude d'avoué. Mais il fallut bientôt renoncer à cette carrière pour trouver dans le métier ingrat de boulanger de quoi faire face à des charges toujours croissantes. C'est devant son four, pendant les veillées fatigantes du métier que Jean Reboul, déjà l'âme ouverte à la poésie, trouva cette admirable pièce : *L'Ange et l'Enfant*, la consécration de son génie. Par une étonnante floraison de la pensée humaine, cet homme se plaça sans autre bagage qu'une demi-instruction, spontanément développée, à côté des grands poètes du siècle et il s'éleva au-dessus de ces poètes populaires tel que Jasmin, par exemple, pour devenir comme Victor Hugo, Lamartine, Musset, un des grands penseurs de notre époque.

On ressent cette impression étrange en lisant *l'Hymne au Christ* et en s'imprégnant de cette inspiration et de ce souffle puissant qui animaient le poète. Jean Reboul n'était pas un poète prosodique, habile à enchaîner les rimes, il était surtout un profond philosophe, et, ce qu'il y a de plus grand encore, philosophe chrétien.

La réputation européenne de Jean Reboul alla le chercher dans sa boutique de boulanger bien avant que ses concitoyens, aux jours de la tourmente révolutionnaire, aient songé à l'en tirer pour l'envoyer comme représentant du pays à l'Assemblée nationale. Je ne veux pas insister plus longtemps sur cette figure nimoise dont la vie a été racontée et les œuvres appréciées par des plumes autorisées. Je tiens à signaler seulement que la mort du poète nimois, bien que prévue depuis longtemps, fut pour notre population un véritable deuil public. Ses funérailles furent une imposante manifestation de sympathie pour le chrétien et pour l'écrivain. Connue et aimée de tous les habitants de la cité, son cercueil fut entouré de tous les habitants de la ville sans distinction de croyance, d'opinion ou de rangs sociaux, et la rue Carreterie, devenue depuis à juste titre rue Jean-Reboul, était impuissante à contenir la foule respectueuse et recueillie qui assiégeait les abords de la modeste boutique qui occupait le numéro 3 de cette voie publique. Sur les boulevards, sur les places, les rangs pressés de la multitude s'élevaient pour rendre un dernier et solennel hommage au concitoyen grandi par une inspiration quasi divine.

Tout ce que Nîmes contenait d'associations, de confréries, de congrégations prit place dans le cortège funèbre, cortège triomphal qui, le mardi 31 mai, accompagna au champ du repos l'illustre ouvrier. Les autorités de l'ordre le plus élevé précédaient le char funèbre qui disparaissait sous des guirlandes de laurier. Derrière marchaient l'Académie et l'interminable foule d'assistants qui avaient voulu accompagner la famille. M^r Plantier avait témoigné le désir de s'associer au deuil de son troupeau et l'absoute fut donnée par lui à la cathédrale. Les obsèques avaient eu lieu aux frais de la ville (1).

L'Académie du Gard perdait cette même année, son secrétaire-perpétuel, M. Nicot, mort à Nice, le mercredi 3 août. M. Nicot était un des

(1) Une souscription fut immédiatement ouverte par délibération du Conseil municipal, en date du 11 juin, en vue d'élever un monument à Reboul. Elle se composait de MM. Chardon, adjoint ; A. d'Charl, vicomte de Bernis, conseillers municipaux ; Germer-Durand, abbé Azais, Ch. Liotard, de l'Académie du Gard ; Canonge, Révoil, A. Pelet, de l'Académie du Gard et de la Commission des beaux-arts ; Numa Boucoiran, conservateur du musée ; A. Démiens, ami de la famille.

descendants du célèbre Jean Nicot, le célèbre importateur du tabac, un nimois, lui aussi, qui vivait au xvi^e siècle. Cependant M. Nicot était né à Aix et n'était venu se fixer à Nîmes qu'en 1819. Ses obsèques eurent lieu le samedi, 6 août à 4 heures du soir.

Le monde littéraire était également affecté d'une autre perte qui frappait plus spécialement le monde des félibres. Le 2 novembre 1864, à l'âge de vingt-cinq ans, était emportée une félibresse, Marie-Antoinette Rivière dont les délicieuses poésies, signées Antounieto de Bèu-Caire étaient très goûtées des amateurs. Un de nos compatriotes, Louis Roumieux, un félibre, lui aussi, eut l'heureuse pensée de recueillir les poésies provençales d'Antounieto et de les publier sous le titre de *Li Belugo*, comme un suprême souvenir « de cette enfant qui eut en partage le don de la poésie plutôt pour un autre monde que pour la terre où elle passa si rapidement. »

Tous les félibres voulurent prouver leur attachement à la mémoire de *a pauro morto*, et *li Belugo*, qui ne furent pas mis dans le commerce, parurent avec les élégies que la mort prématurée d'Antoinette de Beaucaire inspira aux Mistral, aux Roumanille, aux Aubanel, aux Canonge, aux Emmanuel des Essarts, aux Roumieux, etc., etc.

Puisque je suis sur le terrain des lettres, il convient de signaler la visite que cette année le ministre de l'instruction publique fit à Nîmes. M. Duruy, alors titulaire de ce portefeuille, parcourait les établissements universitaires de la France. Il voyageait incognito, surprenant ses subordonnés hiérarchiques. Il fut donc reçu sans pompe officielle. Sa principale préoccupation se porta lors de sa visite sur le transfert du lycée dans les bâtiments de l'hôpital général. Je signale ce fait, car j'y reviendrai lorsque le récit de nos événements municipaux appellera sous ma plume l'étude de la question si importante du lycée.

M. Duruy créa à Nîmes des conférences littéraires et scientifiques, faites par l'élite des facultés de Montpellier, et qui n'eurent malheureusement qu'une courte durée. Ces conférences avaient lieu dans un des salons de l'Hôtel de Ville.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME

(Année 1865)

SOMMAIRE

TROISIÈME INVALIDATION DE BRAVAY. — TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL. — RESTAURATIONS PROJETÉES A LA FONTAINE. — L'ANCIEN COUVANT DES AUGUSTINS. — MORT DE A. PELET. — ELECTIONS MUNICIPALES. — DÉMISSION DE M. PARADAN, — NOUVELLE MUNICIPALITÉ. — LE CHOLÉRA. — LE NOUVEAU CONSEIL ET LA COMPAGNIE DE PREIGNES. — DÉPART DE M. DULIBERT. — M. BOFFINTON, PREFET DU GARD. — DÉCOUVERTE DU TOMBEAU DE FLÉCHIER. — DÉCOUVERTE DU TOMBEAU DE SAINT GILLES. — ACCIDENTS DE CHEMIN DE FER.

Nous retrouvons encore Bravay aux prises avec le mauvais vouloir de la Chambre. Sa triple élection ne lui avait attiré au corps législatif que de nouvelles rancunes et de nouvelles jalousies. Une troisième fois, le malheureux député du Gard se vit jeter à la tête son intervention dans la compagnie des Eaux du Midi, et les manœuvres électorales qu'on lui avait reprochées. Une troisième fois encore, bien que dans ce nouveau débat, le rapporteur, M. Sallandrouze de la Mornaix, ne lui fût pas absolument hostile, Bravay se vit dépossédé de ce siège si ardemment convoité.

Désormais, Bravay renonça à la vie politique. Ses affaires du reste, mal gérées pendant ces longues campagnes électorales qui avaient duré deux ans, périllicitaient et sa fortune immense s'émiettait peu à peu. Bravay n'échappa pas à la ruine. (1)

(1) Pendant son séjour en Egypte, Bravay avait généreusement ouvert sa bourse à ses compatriotes. S'il connut l'ingratitude de quelques-uns, il eut la satisfaction d'en ren-

Cependant l'invalidation de Bravay n'était pas due seulement au parti pris de la Chambre. La Compagnie des Eaux du Midi qui avait si solennellement appelé l'attention publique sur ses opérations et qui depuis n'avait absolument rien fait ni pour son organisation, ni pour l'exécution de l'entreprise, était pour une bonne part cause de ce nouvel échec. Il était avéré au Conseil municipal de Nîmes que depuis le 26 mai 1863, date de la splendide inauguration que j'ai narrée, il n'avait été percé dans le petit souterrain du Pont du Gard que 18 mètres 50 sur une longueur totale de 1450 mètres. L'ensemble des travaux de la Compagnie prévoyait un développement de tunnels de 34,000 mètres sur lesquels, seulement, 68 mètres étaient exécutés, et M. de Preignes avait mis *deux années* pour aboutir à ce résultat. De pareils faits disaient hautement le peu de confiance que l'on pouvait avoir dans les concessionnaires, et ne tendaient à rien moins qu'à donner raison à ceux qui n'avaient vu dans la fête du 26 mai 1863 qu'une honteuse comédie électorale. Déjà même on avait prononcé au Conseil municipal de Nîmes, le mot de déchéance et l'on voulait même la réclamer immédiatement. Ainsi la question des eaux revenait de nouveau devant nos édiles. Nous verrons quelles résolutions ils prirent plus tard à cet égard.

Une heureuse transformation que l'on doit à la municipalité de 1865 est la restauration de la Fontaine. A la suite d'un long rapport de M. Valz, le Conseil adoptait plusieurs projets auxquels toute la suite voulue a été donnée et qui concernaient notre magnifique promenade. Il existait dans l'enceinte du jardin des mesures sans nom, accolées contre le rocher qui supporte la promenade Bœuf. Dans ces locaux tombant en ruines étaient installés le cabinet Crespon et la serre de la ville. Il fut résolu de les démolir, d'élargir ainsi la promenade et de reconstruire une serre élégante dans un enfoncement du rocher. Cette dernière partie du projet n'a pas été heureusement exécutée. Une orangerie provisoire fut aménagée, qui sert encore à cette fin, sur le terrain qui sépare la maison de M. Girard du pavillon du jardinier.

D'autres travaux étaient prévus par la même délibération tels, par exemple : la réparation des escaliers qui entourent le Nymphée, l'établissement d'un moteur Lenoir pour alimenter les squares de la Bouquerie et Antonin, la démolition de constructions peu convenables à l'entour du Mas Rouge, l'adjonction à la promenade des terrains Bois-

contrer d'autres moins cruels. L'un d'entre ses obligés, maître d'hôtel au Caire, n'a jamais manqué de servir à Madame Bravay une pension qu'il lui fallut accepter après ses revers.

sier récemment achetés par la ville, l'établissement de balustres en pierre au lieu de la maigre balustrade en fer qui couronnait la première terrasse et le grand escalier. Ce n'est que plus tard, sous l'administration Blanchard que ce dernier projet a été réalisé, sur ma proposition. La balustrade en fer a été placée au bassin des eaux du Rhône de la Porte d'Alais.

Le conseil prenait également la résolution de combler en partie les fouilles exécutées depuis quelques années au *creux de Coumert*. Ménard avait signalé sur ce point l'existence d'un bassin romain et sur ses indications, des recherches avaient été entreprises qui avaient effectivement conduit à la découverte de vestiges dont la véritable destination resta l'objet d'une énigme. Plusieurs y virent effectivement un bassin d'arrêt pour les eaux ; d'autres, au contraire, crurent que ce n'était autre chose que les restes d'un petit théâtre. Quoi qu'il en soit, les fouilles opérées avaient laissé là un précipice béant et fort dangereux qui avait en outre l'inconvénient de couper en deux la promenade du mont d'Haussez et les plantations adjacentes. Il fut convenu qu'on installerait sur ce point un pont qui conduirait sans danger aux allées de la propriété Féminié.

L'ensemble de ces dépenses ne s'élevait pas à moins de 115,000 fr. divisé en deux parts : 1° 52,000 francs pour l'achat des propriétés Ménard, Méjean et Féminié ; 2° 63,000 pour restaurations, démolitions et créations diverses.

A l'extérieur, le conseil réalisait un projet dont j'ai déjà dit un mot, l'abaissement de la plateforme (1) et la création d'une nouvelle avenue. Le plan du Conseil dégageait ainsi heureusement les routes de Sauve et d'Alais.

A ces restaurations intelligentes, il faut ajouter les études que l'administration municipale faisait en vue de l'ouverture au travers de la ville de voies larges et commodas, véritables artères d'assainissement. Le projet présenté au Conseil municipal le 16 juin 1865 comprenait : la création d'une place de soixante mètres de diamètre au débouché de la rue Guizot qu'on se proposait toujours de conduire jusqu'à la rue de la Madeleine. De ce point central devaient rayonner plusieurs grandes

(1) Cette plateforme, œuvre de Maréchal, était destinée à supporter des allées et des contre-allées plantées de marronniers qui devaient se terminer sur le Cadereau par une sorte de rond-point au centre duquel devait se dresser un obélisque qui eût été ainsi placé dans l'axe des eaux de la Fontaine.

artères de dix à douze mètres de largeur, allant l'une aboutir au jardin de la Bouquerie, l'autre au débouché de la place du Château, une troisième sur le boulevard à la place du Grand-Temple, une quatrième au jardin de la Couronne, une cinquième à l'extrémité de la rue des Arènes et enfin une sixième à l'église Saint-Paul. C'était là, on en conviendra, un projet grandiose et qui eût été à coup sûr fort coûteux. Il n'a jamais été repris depuis.

Le Conseil s'occupait, au reste, de créations plus modestes, mais non moins utiles. Il transformait avec intelligence le lavoir du quai Roussy de manière à augmenter le volume d'eau à l'arrivée et à doubler le nombre des places. Il décidait que dans le terrain vague qui était à l'ouest du Marché aux Bestiaux il serait construit un nouveau lavoir de cent quarante places, alimenté, jusqu'à l'exécution du fameux projet des eaux, par le puits de l'abattoir dont les eaux seraient élevées par un moteur Lenoir.

La municipalité ne négligeait pas non plus de surveiller les richesses archéologiques éparses dans la ville, et lorsque le marteau des démolisseurs attaqua une maison historique, deux membres de la commission des beaux-arts, MM. Germer-Durand et Revoil, furent délégués pour faire rentrer dans les collections communales toutes les inscriptions antiques employées dans la construction de cet édifice et les quelques débris d'architecture du moyen-âge que des remaniements successifs avaient laissé subsister. Cette maison, située rue du Mûrier-d'Espagne (1), était en effet un véritable musée épigraphique bien connu des antiquaires ; c'était là l'ancien couvent des Augustins fondé au ^{xiii}^e siècle et abandonné en 1355, époque à laquelle ces religieux s'établirent non loin de la porte de la Couronne, hors des murs, à côté des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem (2). On savait qu'il y existait un véritable trésor archéologique, quatorze inscriptions antiques, des fragments d'ornements architectoniques romains et parmi les débris du moyen-âge une fenêtre remarquable du ^{xiv}^e siècle. Pendant les travaux de démolition qui se firent en 1865, on trouva, en outre, une

(1) La rue du Mûrier-d'Espagne s'appelait autrefois rue de la Roserie.

(2) L'emplacement occupé aujourd'hui par la maison Bézard, le couvent des Dames de Saint-Maur et une partie de l'Esplanade.

inscription inédite du XIII^e siècle, en caractères gothiques admirablement gravés (1).

Il ne me semble pas possible de parler archéologie sans mentionner le coup qui atteignit cette année l'Académie du Gard. Un autre de ses membres, véritable savant qui avait été longtemps inspecteur des monuments historiques, M. Auguste Pelet, mourut le 15 février. On sait, car son nom est populaire, avec quelle ardeur et quel esprit constant d'investigation, Pelet se plaisait à fouiller à la fois dans nos pierres et dans notre histoire du passé ; on sait aussi, et c'est là la partie la plus connue de son œuvre, avec quelle patience l'artiste avait façonné avec du liège les monuments que nous avaient laissés l'antiquité, œuvre étonnante, qui dans notre musée, où existe la salle A. Pelet, attire l'attention de tous les visiteurs (2). Un de ses collègues de l'Académie l'a dit avec juste raison. « Pelet est un magicien qui a traversé les siècles tout exprès pour faire aux hommes du présent les honneurs de la cité du passé. Pelet a été le Cuvier des ruines » et de fait, c'est à lui que nous devons ces admirables investigations, ces fouilles remarquables qui ont éclairé d'un nouveau jour toute la science archéologique.

J'ai insisté plus particulièrement au commencement du chapitre sur les travaux de la municipalité. Je l'ai fait à dessein car l'administration municipale allait être modifiée profondément par suite des élections qui devaient se faire en 1865. Avant d'entrer plus avant dans l'examen de ces élections qui présentent un certain intérêt, je crois bon d'indiquer que le préfet du Gard renonçant au système de division en trois sections comme il avait été pratiqué depuis 1852, établit simplement deux sections électorales.

(1) Cette inscription, malheureusement mutilée du côté d'oïl, est enfermée dans un cadre et surmontée d'armoiries. Je la donne ci dessous :

AÑO. DÑI. M. CC. LXXX.....
 SEPTÈBRIS. OBBIT.....
 DE. PLACÈCIA. LEGUM.....
 REQUIESCAT. IN. PAC.....

Ce qui veut dire : « L'an du Seigneur 1280..... septembre est mort..... de Plaisance (docteur) des-lois. Qu'il repose en paix..... » Chacune des quatre lignes de cette inscription est précédée d'une croix grecque.

(2) A l'exposition de 1863, les salles Xavier-Sigalon et Auguste Pelet furent plus particulièrement visitées par les étrangers jaloux de contempler les travaux de nos deux compatriotes.

La première devait nommer huit conseillers et se composait des 1^{re}, 2^{me} et 6^{me} sections urbaines.

La seconde, nommant vingt-six conseillers, comptait toutes les autres sections, savoir : les numéros 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

Les électeurs furent convoqués pour le samedi 22 et le dimanche 23 juillet.

De même qu'aux élections générales de 1863, l'esprit public s'était réveillé, secouant la dictature impériale qui avait faussé notre politique extérieure et flatté au dedans les sectes révolutionnaires, de même, en 1865, les élections municipales furent l'occasion pour le principe d'opposition de s'affirmer. Il devait en être naturellement ainsi à Nîmes surtout, où l'administration de l'empire avait ameuté l'opinion publique en essayant de frapper le vénérable pasteur assis sur le siège épiscopal du diocèse.

Les élections devaient se faire à la fois sur le terrain religieux et sur le terrain politique, à cause de cela même. Elles se firent sur un autre terrain.

Dans ce que j'ai dit plus haut du degré d'avancement des travaux de la Compagnie des Eaux du Midi, il faut chercher la préoccupation de l'opinion publique. La question des eaux qui, deux ans auparavant, paraissait près d'être résolue était plus que jamais revenue à son point de départ. Avec la disparition de Bravay, avait disparu en même temps la dernière planche de salut de la Compagnie. Cependant celle-ci ne se tenait pas pour battue ; elle sentait du reste que si le Conseil municipal n'était pas en majorité pour elle, elle serait infailliblement brisée et déchue du mandat qui lui avait été accordé. Elle allait agir et se ménager un coup de théâtre comme celui qui avait fait la première élection de Bravay.

Presque au même moment où le préfet faisait afficher sur les murs de la ville la convocation des électeurs, il faisait afficher en même temps un avis annonçant qu'une enquête était ouverte pour l'expropriation des propriétés nécessaires à l'établissement du canal du Pouzin à Nîmes, dans la partie comprise entre le chef-lieu et Remoulins. On remarquera que les auteurs de cette manœuvre électorale voulaient à tout prix peser sur les collèges électoraux de Nîmes, car leur premier soin était d'attaquer le canal projeté non à la prise même, sur la rive droite du Rhône, mais dans les environs de la ville, de telle façon que le scrutin s'ouvrit au bruit de l'enquête administrative. Le champagne du Pont-du-Gard avait convaincu les incrédules de 1863, les formalités préparées devaient aveugler les électeurs de 1865.

Dans la première circonscription deux listes furent en présence. Toutes les deux, dites de conciliation, étaient également bienveillamment vues par la préfecture.

La première comprenait : MM. Emile Mourier, Léon Penchinat, Meynard-Auquier, Adolphe Valz, Léon Carcassonne, Emile Causse, Tur-Lombard, Maury.

La liste concurrente ne conservait de celle-ci que trois noms, ceux de MM. Valz, Meynard-Auquier et Emile Mourier et substituait aux autres MM. Louis Laget, Samuel Guérin, Nègre-Bergeron, Picheral aîné, Méjanelle-Vincent.

Il circulait d'autres listes sur lesquelles on lisait notamment les noms de M. Margarot, qui fut plus tard maire de Nîmes, de M. de Perrin que nous avons vu jouer un rôle au 2 décembre 1851, de M. de Leiris, de M. Rélin, etc., etc. Au premier tour, un seul d'entre ces candidats était élu, M. Meynard-Auquier, juge au tribunal de commerce, par 1,024 voix sur 3,220 électeurs inscrits. Le second tour donna les résultats suivants : Léon Penchinat, 960 voix ; Picheral, 956 ; Laget, 922 ; Margarot, 852 ; de Perrin, 814 ; de Leiris, 791 ; Rélin, 726, tous les sept élus. Quatre candidats de l'opposition avaient triomphé.

Dans la seconde section électorale, le scrutin avait été plus compliqué. Trois listes s'étaient trouvées en présence. L'une que l'on pouvait appeler la liste Paradan comptait à peu près tous les amis du gouvernement impérial. C'était là, sinon la liste officielle, car le préfet avait jugé prudent de n'intervenir qu'indirectement, mais au moins la liste officieuse. Elle était d'ailleurs très habilement conçue ; l'opposition même y était représentée dans la personne de MM. Charles de Bernis et Fernand Vidal, employé au chemin de fer. Au milieu de nos compatriotes figurait un nom qui était à lui seul une signification, celui du marquis de Preignes, le président de la Compagnie des eaux du Midi, déjà tenue en suspicion par le plus grand nombre.

Perdu dans cette liste, le nom de Preignes figurait en tête d'une seconde liste, qui était à très peu près la reproduction de la première, mais où le nombre des candidats d'opposition était augmenté.

Enfin la troisième liste était franchement opposante.

Le premier tour de scrutin amena l'élection de deux candidats seulement portés sur les trois listes : MM. Chardon, adjoint, et Adolphe Planchon, avoué.

Au second tour, tous les conseillers suivants furent élus : MM. Lamarque, négociant ; Henri Michel, président du tribunal de commerce ; A. Valat, avocat ; Alexis de Trinquelague, propriétaire ;

Eugène Bolze, avocat ; Henri Roman, fabricant de Châles ; Pleindoux aîné, docteur ; L.-N. Baragnon, avocat ; Siméon Dufau, propriétaire ; Octave Viviez, propriétaire ; Benoit d'Azy fils, maître de forges ; Joseph Berger père, négociant ; Viguier, juge ; A. Demians, avocat ; Irénée Ginoux ; Placide, juge au tribunal de commerce ; Jacques Fabre, marchand de farines ; Louis Noury, propriétaire ; Xavier Aubert fils, prêteur ; F. Coulet, fabricant de tapis : de Bouillargues, ex-lieutenant de la garde impériale ; Numa Brunel, fabricant de châles ; Alphonse Béchard, avocat ; Gamel, pharmacien.

La liste d'opposition passait ainsi presque tout entière. Le chef de l'ancienne municipalité, M. Paradan, et deux de ses collaborateurs, MM. Mourier et Landry Martin, se voyaient écartés de la mairie par le suffrage universel. Ils s'empresèrent de démissionner. Un décret, daté de Fontainebleau le 26 août, nomma, comme maire, M. Auguste Fabre, et comme adjoint, M. Gaston Balmelle.

L'installation de la nouvelle municipalité et du Conseil se fit solennellement à la mairie le mercredi 5 septembre.

A peine en fonctions, les nouveaux élus se trouvèrent en présence d'une situation difficile. Une violente épidémie cholérique s'était déclarée à Toulon et à Marseille, menaçant d'envahir toute la région. Déjà les localités les plus voisines de Nîmes avaient été visitées par le fléau. Il fut immédiatement pris les mesures les plus rigoureuses pour préserver la population. Des commissions sanitaires furent créées comme il avait été pratiqué lors des épidémies précédentes.

Le premier cas mortel eut lieu le 14 septembre et le dernier le 2 novembre. Dans cette période on ne compta que 106 décès dus au choléra, faible proportion dans une ville de 60,000 âmes.

Le premier soin du Conseil municipal fut de s'occuper de la question des eaux. Cette question avait été pour ainsi dire le pivot de l'élection. Nous avons déjà vu la précédente assemblée communale relever le degré d'avancement des travaux de la compagnie concessionnaire. La nouvelle assemblée composée d'hommes presque nouveaux aux affaires municipales étudiait à fond la question. Dans sa session de novembre, à la suite d'un long rapport qui lui fut fourni par M. Bolze, le Conseil déclara qu'il importait « de faire cesser une situation qui, depuis bientôt dix ans, a montré la mauvaise foi et l'impuissance de la Compagnie concessionnaire et de rendre à la ville de Nîmes la liberté d'action dont elle est privée, » et confirmant les délibérations antérieures des 4 août et 11 novembre 1864, sollicita « de plus fort la déchéance de la Compagnie ». Les concessionnaires qui venaient au

moment des élections de faire montre d'une certaine activité ne voulurent pas laisser sans réponse les accusations portées contre eux. Et dans cette circonstance, la Compagnie des Eaux dépensa plus d'encre qu'elle n'exécuta de travaux ; le meilleur argument à opposer à ceux du rapporteur du Conseil municipal eût été sans conteste de se mettre résolument à l'œuvre et de confondre ses détracteurs. Malheureusement tout le zèle qu'avaient montré les concessionnaires au moment des élections tomba lorsque le dernier scrutin fut fermé pour ne se réveiller que plus tard dans des circonstances analogues.

Le résultat des élections municipales, le souvenir des élections Bravay, l'intervention du préfet dans les affaires de la Compagnie des Eaux avaient rendu le maintien de ce fonctionnaire difficile à Nîmes. Au surplus, M. Dulimbert occupait la préfecture depuis les premiers jours de l'empire. Son changement s'imposait donc : un décret du 19 octobre, l'appela à la préfecture d'Indre-et-Loire, et M. Boffinton, préfet de la Charente-Inférieure fut nommé par le même décret dans le Gard. M. Dulimbert ne quitta pourtant Nîmes que le 1^{er} novembre, et son successeur n'y arriva que le 8 du même mois. Ces changements dans l'administration préfectorale allaient devenir plus fréquents dans les dernières années de l'empire.

Un terrible accident de chemin de fer qui se produisit le 6 juillet 1865 entre Rognac et Berre, entre midi et une heure, jeta la consternation dans notre ville. Deux trains, l'un, express, parti de Marseille à 11 heures 30 du matin, l'autre omnibus parti de Valence à 9 heures du matin, se rencontrèrent par un fatal oubli des règlements sur une voie unique, dite de pilotage, entre les deux stations sus-mentionnées. Il y eut au moment de l'accident un énorme amoncellement des voitures, un horrible craquement suivi de cris de détresse. On s'empressa de porter secours aux victimes qui furent en moins grand nombre qu'on n'aurait pu s'y attendre. Il n'y eut que trois morts dont deux agents de la compagnie. Parmi les blessés que l'on comptait en assez grand nombre se trouvaient deux de nos compatriotes, les fils de M. Bardon, miroitier, demeurant rue de l'Horloge. Le plus jeune, le moins atteint, n'eut que l'épaule démise, l'autre fut plus gravement blessé dans les reins. Au nombre des contusionnés figuraient, M. Bertrand, fils d'un négociant, demeurant rue de Turenne, et M. Petit, associé de M. Gresse, pour l'entreprise du magasinage public.

L'année précédente un déraillement survenu entre Bellegarde et Beaucaire, au point même où la voie ferrée franchit le canal de Beau-

caire, avait coûté la vie à deux employés de la compagnie, et un voyageur étranger. Quelques-uns de nos compatriotes avaient été assez gravement contusionnés lors de cet accident.

L'archéologie chrétienne eut sujet de se réjouir cette année. A la suite de fouilles opérées dans la crypte de l'église abbatiale de Saint-Gilles, pour la pose d'un autel, fouilles entreprises sous l'inspiration de M^{re} Plantier et du digne curé de cette ville, M. Achille Goubier, les ouvriers mirent à nu la partie principale d'un sarcophage en marbre blanc, paraissant remonter aux premiers siècles de l'ère chrétienne. Le Préfet du Gard fut prévenu qu'à côté de cette sculpture remarquable, représentant les rois mages quittant Hérode et faisant leur offrande à l'Enfant-Dieu, on avait trouvé des tronçons de colonne, des bases, des appareils énormes qui pouvaient faire espérer mieux encore.

M. H. Révoil, fut envoyé sur les lieux. Le vendredi 30 août, un des ouvriers placé sous ses ordres mit à jour un sarcophage en pierre grossièrement taillée, couvert d'une dalle qui, soulevée avec soin, montra sur sa face intérieure des caractères gravés dans le sens de sa longueur (1). Il était facile de se convaincre qu'on était en présence du tombeau de saint Gilles. Dans l'intérieur du sarcophage se trouvaient des lambeaux d'étoffes qui tombèrent en poussière et quelques débris d'ossements avec une sorte de lame en fer très oxydé. Ces restes précieux furent recueillis avec le plus grand soin par M. le curé Goubier. L'inauguration solennelle du tombeau du saint et l'élévation des reliques eut un caractère exceptionnel de grandeur. Nombre de catholiques nimois voulurent, à la suite de leur pasteur vénéré, se rendre à Saint-Gilles pour cette solennité qui attira une énorme foule accourue de la Provence et du Languedoc.

Presque en même temps, le 3 septembre, un ouvrier occupé à réparer le pavé de la chapelle du Saint-Sacrement dans la Cathédrale de Nîmes, découvrait par hasard un caveau funèbre dans lequel était un cercueil en plomb. Grâce aux insignes dont était revêtu le corps, mitre, ornements pontificaux, crosse placée en travers sur le cercueil, il était impossible de méconnaître qu'il y avait là le corps d'un des prélats du siège de Nîmes. Une inscription, retrouvée, portant ces simples mots : *Ici repose Fléchier*, la tradition, corroborée par Ménard,

(1) On y l'sait :

IN. H. TML. QI
C. B. ÆGD.

que Fléchier avait voulu que ses restes fussent déposés dans le caveau qu'il avait fait construire en face de l'autel de la chapelle édifiée par ses soins, d'autres indices (1) permirent d'établir que le corps si inopinément mis à jour était bien celui de l'immortel panégyriste de Turenne (2).

L'évêque descendit dans le caveau, prit dans ses mains et baisa avec respect cette tête illustre. Procès-verbal de la découverte fut rédigé sur une feuille de parchemin, et signé de M^r Plantier, de M. l'abbé de Cabrières (3) et de M. l'abbé Delacroix (4). Le tout fut renfermé dans une fiole soigneusement cachetée et déposée dans le cercueil pour perpétuer le souvenir de cette circonstance. M^r Plantier fit ensuite graver sur une dalle en marbre placée à l'entrée du caveau cette inscription :

SPI. FLECHIER

EP. NEM.

INGENII. ET. VIRTUTUM. PIE. MEMOR.

HENRICUS. EP. NEM.

MDCCCLXV

Le temps et les circonstances n'ont pas permis à l'évêque de Nîmes, de dresser dans la cathédrale de Nîmes un monument à son illustre prédécesseur, pas plus qu'ils ne lui ont permis d'élever la belle chapelle dont il avait fait dresser les plans en l'honneur de saint Baudile sur le lieu où la tradition place son martyr (5).

Pendant son long épiscopat M^r Plantier s'occupa tout spécialement de relever le culte des martyrs ou des saints de son diocèse et de réunir pour les églises des reliques afin d'exciter la piété des fidèles. Tous les souvenirs religieux, les traditions, les légendes qu'il pouvait remettre en honneur, furent scrupuleusement fouillés. Il a contribué à faire faire un pas puissant à l'archéologie chrétienne dans notre département. Il faut ajouter qu'il trouva dans son clergé et dans quelques savants d'éminents auxiliaires auxquels il ne ménagea pas les encouragements.

(1) Depuis Fléchier jusqu'à la Révolution, trois évêques ont occupé le siège épiscopal de Nîmes. Le lieu de leur sépulture est connu et on sait que la chapelle du Saint-Sacrement n'existait pas avant Fléchier

(2) Fléchier, dit Ménard, est mort en 1710.

(3) Aujourd'hui évêque de Montpellier.

(4) M. l'abbé Delacroix est l'auteur d'une histoire remarquable de Fléchier.

(5) Nous espérons bien que les catholiques nîmois reprendront bientôt ce projet.

L'un d'entre eux, M. Germer-Durand, qui avait mis au service du collège de l'Assomption son érudition profonde et son expérience consommée, commençait dès cette époque, sur les conseils de l'évêque, *le Cartulaire de Notre-Dame de Nîmes*, ouvrage qui renfermait en quelque sorte les titres de noblesse de notre église.

Un autre savant, M. de Lamothe, était chargé, par M^{re} Plantier, de mettre en ordre les archives de l'évêché.

Le prélat s'occupait de son côté à rassembler dans son palais épiscopal de véritables œuvres d'art inspirées par un sentiment religieux. Les statues de Bossuet, Fénelon, Massillon et Fléchier, une reproduction de *la Pieta*, de Pradier, ornaient le vestibule, dont la voûte fut décorée d'une belle peinture. Au pied de l'escalier d'honneur fut placée une statue de la Foi et dans le fond une magnifique toile, de Pierre Mignard, une *Assomption* que l'évêque avait trouvée roulée dans les combles de l'évêché et qui avait servi, pendant la Révolution, de tapis à la *Déesse de la Raison*.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME

(Année 1866)

SOMMAIRE

QUESTION DES EAUX. — LE PUITS PRUNIER. — ADJUDICATION DE L'ÉGLISE SAINT-BAUDILE.
— INAUGURATION DU TEMPLE PROTESTANT, L'ORATOIRE. — LA CHAPELLE SAINT-FRANÇOIS DE SALÈS. — TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL. — LA GUERRE DE 1866.

Le débat que nous avons vu s'élever à la fin de 1865 entre la nouvelle municipalité et la compagnie de Preignes occupe en grande partie les délibérations du Conseil municipal en 1866. La séance du 13 février fut plus particulièrement consacrée à la rédaction et à l'adoption d'une longue protestation contre les agissements de la compagnie des Eaux. Je relève dans les nombreux considérants qui l'accompagnent cette constatation qui devait peser aux nimois : « La Compagnie détruit sur la presque totalité de son parcours l'ancien aqueduc romain ; cette perte, irréparable au point de vue de l'art, lèse au plus haut degré les intérêts de la ville, puisque cet ouvrage, qui avait défilé les siècles et pouvait être utilisé à peu de frais, disparaît aujourd'hui sans retour ». Cet acte de vandalisme archéologique devait émouvoir le Conseil au moins autant que l'inertie et l'impuissance des concessionnaires.

Ce que visaient nos éfiles était à tout prix la déchéance, déchéance

déjà réclamée par trois délibérations, et demandée encore sur un ton impératif. Ce n'était d'ailleurs pas à cette seule satisfaction platonique qu'ils s'étaient arrêtés. Leur esprit pratique se préoccupait de résoudre au plus tôt une question devenue épineuse, avec l'accroissement incessant de la population et la sécheresse anormale qui se faisait déjà sentir.

On avait agité à plusieurs reprises autrefois la possibilité de trouver dans les masses aquifères du sous sol de la ville, un volume d'eau susceptible de faire face aux besoins les plus urgents. Un ingénieur se présenta, M. Prunier, qui offrit de forer, pour le compte de la ville, un puits qui conduirait jusqu'aux couches profondes. Son but, n'était pas de capter les couches superficielles, mais bien de pénétrer jusqu'aux nappes subjacentes, persuadé qu'il était que le résultat serait de nature à satisfaire.

Quelques-uns voulurent qu'on s'en tint à un sondage pur et simple, mais la majorité du Conseil, qui voulait à tout prix trouver une solution quelconque à cette irritante question, décida de se mettre à l'œuvre incontinent. Elle vota une première somme de 20,000 francs dans ce but, prête à recourir à d'autres sacrifices si besoin était. On fit appel aux lumières d'un géologue de haut talent, M. Emilien Dumas, de Sommières, qui déclara que pour mener l'expérience à bonne fin il était indispensable que le forage soit poursuivi jusqu'au dessous de la troisième couche d'eau, c'est-à-dire à une profondeur pouvant varier de 30 à 40 mètres, suivant l'endroit choisi.

D'un commun accord entre le Maire et M. Prunier, ingénieur civil de Lyon, qui s'engageait par traité à faire l'expérience, ce point fut pris sur le chemin de la Tour-de-l'Evêque, à environ cinq cents mètres du Viaduc. Les travaux commencèrent le 15 juillet. Ils se poursuivirent jusqu'au 10 novembre. Dans cette période les ouvriers traversèrent plusieurs nappes aquifères séparées par des couches d'un poudingue très résistant qui à maintes reprises faussèrent le tube métallique que l'on descendait au fur et à mesure des travaux ou rompirent les outils. A une profondeur de trente-huit mètres, M. Prunier rencontra enfin une couche de sable et de galets perméable où s'épanchait une nappe d'eau considérable. L'expérience s'arrêta là. Bien que M. Prunier estimât qu'elle était couronnée d'un plein succès, le puits qu'il avait percé et dont les Nimois suivaient attentivement les progrès resta sans emploi pour la ville. On s'attendait à mieux et un grand nombre escomptaient la possibilité de rencontrer une nappe jaillissante qui s'élèverait d'elle-même bien au-dessus du sol. Lorsqu'on s'aperçut qu'il faudrait ins-

taller autour de ce puits des machines élévatoires fort coûteuses, l'enthousiasme passager fut vite refroidi ; au surplus le Conseil allait tourner ses vues vers un autre projet qui pouvait lui permettre d'abandonner le puits Prunier. Aujourd'hui ce dernier est devenu la propriété d'un particulier (1).

Le Conseil municipal finissait par avoir raison des différents retards qui avaient jusque-là empêché de donner suite au projet de construction de l'église Saint-Baudile depuis longtemps adopté. A la suite de longues négociations avec le ministère de la guerre, il fut enfin convenu que la ville renoncerait à son droit de nue-propriété sur la caserne d'infanterie à la condition que les droits des tiers seraient respectés, que l'église à construire serait affranchie de toute servitude militaire et que la caserne devait toujours être affectée aux troupes de la garnison. Sur ce dernier point une difficulté s'éleva et dans sa séance du 13 mars, le Conseil modifia ainsi qu'il suit sa décision. « Si le ministre de la guerre vient à aliéner le bâtiment actuel qui sert de caserne, il en fera construire une autre dans l'enceinte de la ville. »

Rien ne s'opposait donc plus à ce que l'église fût mise en adjudication. Ce fut fait le 20 mars au profit de M. Ormières, entrepreneur de Bordeaux, qui consentit à un rabais de 25 o/o (2).

D'un autre côté, le Conseil poussait les travaux de l'Oratoire protestant (3) qui avaient subi plusieurs retards. Il fut assez heureux pour voir cet édifice, commencé depuis longtemps, se terminer cette année même. L'inauguration en fut faite le 29 novembre 1866, à dix heures du matin. Le Maire, M. Fabre, entouré de ses adjoints et de son Conseil municipal, se présentait ce jour-là à la porte du nouvel édifice. Sur le seuil, il rencontrait le consistoire ayant à sa tête son président, le pasteur Aristé Viguié. L'architecte de la ville portait sur un plat d'argent les clés du nouveau temple.

Devant une foule nombreuse, M. Viguié prononça le discours d'inauguration au nom du consistoire. Je retiens, des paroles qu'il prononça en cette circonstance, le passage suivant :

(1) En réalité le puits Prunier ne fut définitivement abandonné qu'en 1868. On avait déjà commencé pour l'utilisation des couches aquifères découvertes des travaux au cours desquels deux ouvriers perdirent malheureusement la vie. Ces travaux furent disloqués par un éboulement et depuis ne furent plus repris.

(2) Le montant des travaux s'élevait en maçonnerie, charpente et imprévu à la somme de 489,019 fr. 75.

(3) Le total des travaux atteignait le prix de 201,819 francs.

«..... Un nouveau temple nous a paru désirable. Le Conseil municipal de Nîmes s'est empressé de venir au devant de nos vœux. Ce spacieux et bel édifice, avec ses précieuses annexes, les écoles, nous le tenons uniquement de la munificence de la ville. Nous le tenons des mains d'une majorité composée de nos frères catholiques, d'une majorité qui si elle voulait user jusqu'à la rigueur de la force du nombre et du scrutin légal, pourrait méconnaître et écarter nos légitimes droits, mais qui, bien au contraire, sait être et veut être juste et nous donne la preuve de son bon vouloir..... » N'est-ce pas un témoignage absolument impartial, et d'autant plus considérable qu'il partait d'un homme investi d'un haut caractère, que ces paroles dictées par un incontestable esprit de vérité et de justice.

Que ne pouvons-nous en dire autant aujourd'hui, où la majorité n'est plus ni catholique, ni même protestante, mais affiche l'irréligion ou l'athéisme ? Celle-là use et abuse jusqu'à la rigueur de la « force du nombre et du scrutin légal », elle « méconnaît et écarte les légitimes droits », faisant incessamment preuve de son mauvais vouloir. Triste responsabilité qu'elle assume, triste gloire qu'elle ambitionne. Il m'est particulièrement doux de le dire ici, si la cérémonie du 26 novembre 1866, fut pour la religion protestante une date solennelle, elle fut pour les catholiques l'occasion d'un triomphe mérité.

A peu près dans le même quartier, grâce au prélat assis sur le siège épiscopal de Nîmes, s'était élevée une chapelle devenue indispensable pour soulager à la fois les paroisses de Sainte-Perpétue et de Saint-Paul, beaucoup trop chargées. Ce sanctuaire modeste (1) est encore tel qu'il a été édifié ; il est le centre évangélique d'une nombreuse population dévouée à sa foi. Le 3 février 1886, l'évêque proposa par lettre au Conseil municipal l'achat de la nouvelle chapelle. Il demandait en même temps s'il ne conviendrait pas de l'ériger en succursale. A sa session de mai le Conseil adopta la proposition d'achat en émettant le vœu que la chapelle fût érigée en succursale.

L'administration municipale eut la pensée de traiter avec une nouvelle entreprise des pompes funèbres afin d'assurer la décence des convois et de les tarifer convenablement. La population trouva que les conditions faites aux concessionnaires étaient par trop avantageuses ; de plus, certaines des dispositions réglementaires de l'entre-

(1) L'église Saint-François de Sales, dont il faudra faire plus tard une vaste et belle église.

prise froissaient des coutumes touchantes depuis longtemps en cours; enfin, le bruit s'était répandu que les concessionnaires appartenaient tous à la religion israélite. Il résulta de ces rumeurs une certaine effervescence qui se traduisit par des scènes regrettables. Elles eurent lieu notamment dans le quartier Saint-Charles.

Un véritable scandale se produisit le dimanche 4 mars, à quatre heures du soir. Un rassemblement tumultueux se forma à propos de la levée d'un corps et de la mise en activité du nouveau service. Des vociférations éclatèrent dans la foule qui alla même jusqu'à lancer des pierres sur les agents de l'entreprise. Cette agitation prit fin d'elle-même, fort heureusement, à la suite des modifications que la municipalité sut obtenir des concessionnaires.

Les travaux du Conseil municipal embrassaient, on le voit, plusieurs objets d'une nature fort complexe. Il se préoccupait surtout de mener à bonne fin soit les projets votés et étudiés, soit les négociations entamées sous les municipalités précédentes. Parmi ceux-ci, il en était qui touchaient à la voirie; l'abaissement de la plateforme, en particulier, qui se terminait ou à peu près à la fin de 1866, le prolongement du boulevard du Cours-Neuf, projet que nous avons rencontré à plusieurs reprises dans les délibérations de tous les Conseils municipaux depuis 1830. La municipalité de 1866 portait la première main à ce travail; elle achetait au sieur Saussine les terrains qui pouvaient permettre l'extension du boulevard jusqu'au Cadereau et s'occupait en même temps de la couverture de ce torrent surtout en aval de l'abattoir, c'est-à-dire depuis le Cours-Neuf prolongé jusqu'au chemin de Générac. La délibération du 21 juin 1866 adoptait la création d'un boulevard de vingt-cinq mètres de largeur à créer sur ce point. Elle assurait en même temps l'assainissement de tout le quartier en faisant, dans le lit du torrent même, un égoût submersible qui porterait au-delà du viaduc les eaux de dégagement de l'abattoir et des industries avoisinantes.

Sur un autre point un travail à peu près semblable était exécuté et le Vistre était enfin couvert depuis la rue Pradier jusqu'au delà des ponts. La promenade du quai Roussy était faite.

Dans un des chapitres précédents j'ai déjà dit quelles furent les conséquences désastreuses de la guerre du Mexique. Profitant d'un moment où nos troupes occupées au loin ne pouvaient efficacement intervenir en Europe, où nos finances, nos intérêts divers étaient engagés d'une façon grave, une puissance que la botte de Napoléon I^{er} avait malheureusement laissée à demi-écrasée, se relevait subitement et boulever-

sait tout le système politique du centre de l'Europe. Ce bouleversement nous atteignait moralement, cela est incontestable. Le canon de Sadowa tonnait presque malgré nous, et malgré nous aussi l'Italie, à peine formée par notre sang et notre argent, déjà prête à nous témoigner la plus noire ingratitude, s'alliait à la Prusse pour écraser l'Autriche, sachant parfaitement qu'elle atteignait aussi sa bienfaitrice de la veille. Les événements nous ont appris que cette opinion n'a rien d'exagéré, et pour peu que nous voulions fouiller les faits politiques de l'époque, il nous sera permis de croire que le cabinet des Tuileries avait déjà senti ce revirement des hommes d'Etat italien, lorsqu'il dirigea un corps d'occupation sur Rome.

Telle était la situation que nous créaient les événements de 1866 sur lesquels je n'ai pas à m'appesantir autrement que pour les relier par voie indirecte peut-être, mais indéniable, à l'aventure mexicaine, comme je l'écrivais plus haut. La campagne de Sadowa procède directement de notre absurde expédition du Mexique, et malheureusement, il faut le dire, dans notre ville il en fut qui applaudirent aux lauriers que recueillaient les troupes prussiennes, lauriers qui devaient, hélas ! avant peu, fleurir sur le sol même de la France.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME

(Année 1867)

SOMMAIRE

L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG. — COMPLICATIONS EN ITALIE. — GARIBALDI MARCHE SUR ROME. — BATAILLE DE MENTANA. — LES NIMOIS A ROME — DÉPART DE VOLONTAIRES POUR LES ZOUAVES PONTIFICAUX. — L'EXPOSITION UNIVERSELLE. — STATUE A JEAN REDOUL. — POSE D'UN MÉDAILLON COMMEMORATIF SUR LA MAISON DU POÈTE NIMOIS.

L'année 1867 présente ce singulier spectacle, attachant pour l'historien, que dans son cours se préparent les deux révolutions qui ont bouleversé l'Europe dans ces dernières années, faussant tous les ressorts de son équilibre, et livrant l'avenir aux plus cruelles incertitudes. Ces deux révolutions ont atteint la France à un degré au moins égal et tandis que l'une épuisait la vie matérielle du pays laissant derrière elle de longues traces de sang, de deuil et de ruines, l'autre atteignait la constitution morale des esprits, jetant dans la vie du peuple les décevantes théories de l'irréligion et de l'athéisme officiels.

Nous allons entrer dans une période nouvelle dont 1867 et 1868 sont la préface. Nîmes a pu suivre cette préparation à la fois comme ville française et essentiellement catholique.

Le patriotisme de notre population s'était ému au canon de Sadova,

et de Custozza ; on sentait qu'un drame sans précédent était commencé, et on gémissait de voir, au moment où nous en aurions le plus besoin, notre armée retenue sur un rivage lointain. Les inquiétudes grandirent au commencement de 1867. Une question grave venait de se poser qui révélait au monde l'antagonisme à peine pressenti de la France et de la Prusse en Europe ; la question du Luxembourg mit notre pays à deux doigts de la guerre et les deux nations vécurent suspendues aux nouvelles pendant les premiers mois de l'année. Quelque soin que mirent les diplomates à accorder les deux pays, il n'en resta pas moins une impression douloureuse pour l'avenir, à la suite de cet incident.

Si, comme patriotes, les Nimois se montraient inquiets de ces complications dangereuses, comme catholiques ils portaient sur les événements d'Italie un regard attristé. La voix écoutée et respectée de l'évêque avait à maintes reprises fait entendre le sort prophétique que la révolution réservait à la Papauté. Elle avait, au risque d'encourir la disgrâce du gouvernement, dévoilé les secrets desseins des ennemis de la religion. Les événements venaient de lui donner raison. Le cabinet italien, secrètement appuyé par le cabinet français, venait de lancer sur Rome les colonnes garibaldiennes. La cité pontificale n'avait pour se défendre, contre les entreprises de ses ennemis qu'une poignée de braves organisés à la hâte, et accourus de différents points de la chrétienté. Nîmes avait l'honneur de compter parmi ces vaillants deux de ses enfants : MM. Jean Arnaud et Louis Servelly (1). Le Gard, lui aussi avait envoyé au chef de la chrétienté de valeureux défenseurs, et l'un d'eux, Henri Pascal, de Brignon (2), succomba dans cette mémorable bataille de Mentana qui se livra le 3 novembre. Tout récemment le gouvernement français, comme rappelé aux sentiments de son devoir par la conduite ambiguë de l'Italie avait envoyé à Rome une brigade d'occupation, brigade qui put arriver à temps pour se joindre aux troupes pontificales et infliger une défaite sanglante aux bandes révolutionnaires.

Dès que la nouvelle se fut répandue en France que Garibaldi menaçait Rome à la tête d'une véritable armée, des volontaires demandèrent en masse à se joindre aux défenseurs du Pape et Nîmes eut

(1) M. Louis Servelly fait aujourd'hui partie du personnel du *Journal du Midi*.

(2) Village situé en pleine Gardonnenque et qui compte à peine quelques catholiques au sein d'une énorme majorité protestante.

l'honneur encore de trouver dans son sein des soldats dévoués à cette cause sainte. Le 1^{er} novembre, quarante-quatre soldats se réunirent au palais épiscopal, venus de différents points du département (1). Le lendemain, cette troupe partait à six heures du soir sous la conduite du R. P. Vincent-de-Paul, de l'Assomption, et de M. d'Audiffret, vicaire à la Cathédrale. Le départ de cette troupe courageuse attira sur l'avenue Feuchères une foule immense pour saluer les enfants de Nîmes. C'est aux cris de : « Vive le Pape ! vivent les zouaves » qu'ils quittèrent la gare. La population catholique de Nîmes accompagnait de ses vœux les volontaires pontificaux.

Lorsque ceux-ci débarquèrent à Civita-Vecchia, ils y rencontrèrent ceux qui les avaient précédés à Rome, les héroïques soldats de Castelfidardo et de Mentana et parmi eux un autre enfant du Gard, ancien soldat d'Afrique et de Crimée, que le colonel de Charette appelait « un de ses plus braves officiers » ; c'était M. d'Albiousse qui venait

(1) Il y eut trois départs successifs. Le premier, de beaucoup le plus nombreux, comprenait les noms suivants :

M. J. Joseph Agnel, Marius Arzac, Charles Aude, Marius Bassaget, Pierre Bruyère, Léopold Clavier, J.-B. et J.-M. Drulhon, Ch. Fugier, A. Gazain, Charles Imberton, Jacoton-Ginoux (a), Henri Jonquet, Adrien Lamarque, Lucien Louche, Étienne Manit, Félicien Maurel, Ferdinand Marmont, E. Melet, Jules de Mériçoargues, J.-B. Marin, Pierre Maury, André Pierre, Pierre Prat, Léon Puech, J.-B. Rochette, Emmanuel Raoux, Henri Ronzier, Louis Saulnier, Louis Sabatier, Albert Saint-Étienne, Albert Thibon, Sylvestre Viala.

Le second, qui eut lieu le vendredi 8 novembre avec la même solennité que le précédent, comptait encore trente de nos compatriotes :

MM. Vidal, Edmond Vaurin, Jozan, Sou'age, A. Pastet, Adrien Louis, Roudel, Calenda, Renaud, J. Amphoux, Blanc, A. Vital, Théraube, Trivicr, Pujolas, Chabanel, Birgeton, Beaudenon, Thibet, Sicard, Albarot, Siffré, Saladin, Masson, Hettich, Juguin, Hugues, Lesech, Jonquet, Seguin.

Enfin, le dernier emportait :

MM. Massillon Marius, Hébrard François, Chanut Étienne, Albaric Auguste.

(a) Lors de la représentation du *Fils de Giboyer* à Nîmes en 1863, M. Jacoton, alors employé des postes, se trouvait dans la salle, aux premières. Les protestations courageuses qu'il fit entendre contre l'œuvre d'Augier, lui attirèrent de la part des spectateurs, recrutés à l'avance, des invectives. Emporté par la fougue de son caractère, M. Jacoton sauta résolument des premières au milieu du parterre pour se mettre à la disposition de ses insulteurs. L'incident n'eut heureusement aucune suite fâcheuse, et un des nombreux agents de police qui garnissaient la salle se saisit de lui presque au moment où il venait de se relever pour faire face à ses adversaires.

d'être promu au commandement du 3^e bataillon des zouaves pontificaux.

Sidone, d'une part, la guerre avait failli se déchaîner sur les bords du Rhin de l'autre elle était déclarée dans la campagne romaine. Par une singulière coïncidence, tandis que ces deux fléaux menaçaient ou préoccupaient la nation française dans son sentiment catholique et patriotique, Rome et la France conviaient l'univers entier à se réunir autour d'elles. Le Pape avait solennellement annoncé qu'un concile œcuménique s'ouvrirait au Vatican où se rencontreraient tous les évêques de la chrétienté ; le gouvernement français avait préparé pour cette même année 1867 une vaste exposition universelle qui laissait bien loin derrière elle les expositions précédentes soit de France, soit de l'étranger. Ce n'est pas ici le lieu de parler du concile qui ne se tint qu'en 1870, mais nous ferons à ce moment ce rapprochement profond que la même année vit la chute du pouvoir temporel et la défaite de notre nation. Quelque sceptique que l'on puisse être, il semble qu'on ne puisse se défendre d'observer cette succession parallèle d'événements qui ont eu dans la vie du peuple français un aussi grand retentissement et d'aussi graves conséquences.

L'exposition de 1867 paraissait réaliser le triomphe de l'empire. A Paris dans des fêtes où le luxe matérialiste s'affichait sans retenue les peuples et les rois se succédaient, les yeux éblouis, et les esprits oublieux des multiples soucis de la veille. Pourtant, il n'échappait pas à un esprit observateur, que le volcan révolutionnaire était fumant sous les pieds de tous. Le pistolet de Bérézowski rappelait aux empereurs quelle était l'audace des régicides. Si cette immense exhibition des produits du monde entier fut l'occasion pour la révolution d'avertir ceux dont elle visait la ruine, si elle fut pour notre ennemie séculaire, la Prusse, un moyen d'observer et nos forces et nos richesses, elle n'en fut pas moins merveilleuse pour l'industrie et le commerce. La France y jouait le principal rôle, écrasant d'une supériorité, qu'on lui fera payer cher, toutes ses rivales et toutes ses voisines.

Toutes les industries françaises se donnèrent rendez-vous au caravansérail ; Nîmes y était grandement représentée. La médaille d'or fut remportée par deux maisons : Arnaud-Gaidan et C^e et Flaissier frères. Les maisons Clément Gravier, Samuel Guérin, Germain et fils, P. Pallier, remportèrent chacune une médaille d'argent, et neuf médailles de bronze furent également distribuées parmi les industriels nimois.

J'ai dit qu'au lendemain de la mort de Jean Reboul, un comité avait été formé pour organiser une souscription et présider à la construction d'un monument en l'honneur de notre illustre concitoyen.

Le Conseil de 1864 avait fait célébrer les funérailles de Jean Reboul aux frais de la caisse municipale, celui de 1865 voulut élever lui-même un monument durable à sa mémoire. On avait parlé d'un buste, il voulut plus encore, une statue, et dans sa session de mai votait le crédit nécessaire pour accomplir sa résolution. Ce fut Bosc qui fut chargé de cette œuvre dont nous verrons l'inauguration quelques années plus tard.

Le Conseil suivait en cela des exemples partis de haut et qu'il s'honorait d'imiter. M^r Plantier, comme chrétien et littérateur de goût, tenait en haute estime le boulanger de la rue de la Caretterie, et avait lui aussi donné une forme tangible à ses regrets, à sa douleur et à son admiration.

Le prélat fit placer sur la façade de la maison le profil si noblement expressif de cette tête sculpturale, « sur laquelle se trouvaient réunies la pureté de la ligne antique et la douce sérénité du type chrétien. » Autour du médaillon en marbre blanc courrait une couronne de chêne et au-dessous, dans un cartouche également en marbre, fut gravée cette inscription :

JOANNI REBOVL
HENRICVS. PLANTIER. EPISC.
ANNO MDCCCLXVI

L'évêque qui honorait ainsi le poète nimois (1) se souvenait en même temps qu'un artiste avait par son pinceau de génie contribué à orner une de nos plus belles églises, et que cet artiste venait d'être frappé de l'épidémie cholérique, au moment où son talent jetait le plus vif éclat. Flandrin, qui fut le professeur de M. Doze, un de nos compatriotes célèbres sur lequel j'aurai à revenir, venait de mourir. M^r Plantier lui consacra une lettre circulaire « parce que, écrivait le prélat, Flandrin fit toujours de son génie un auxiliaire du sacerdoce et de l'art un grand apostolat ».

C'était à coup sûr une époque féconde que celle où toutes ces illustrations de la plume, du pinceau ou de l'épée trouvaient leur récompense.

(1) Sur la porte d'entrée de la maison habitée par le poète, le R. P. d'Alzon, vicaire général avait déjà érigé une modeste plaque portant l'inscription suivante :

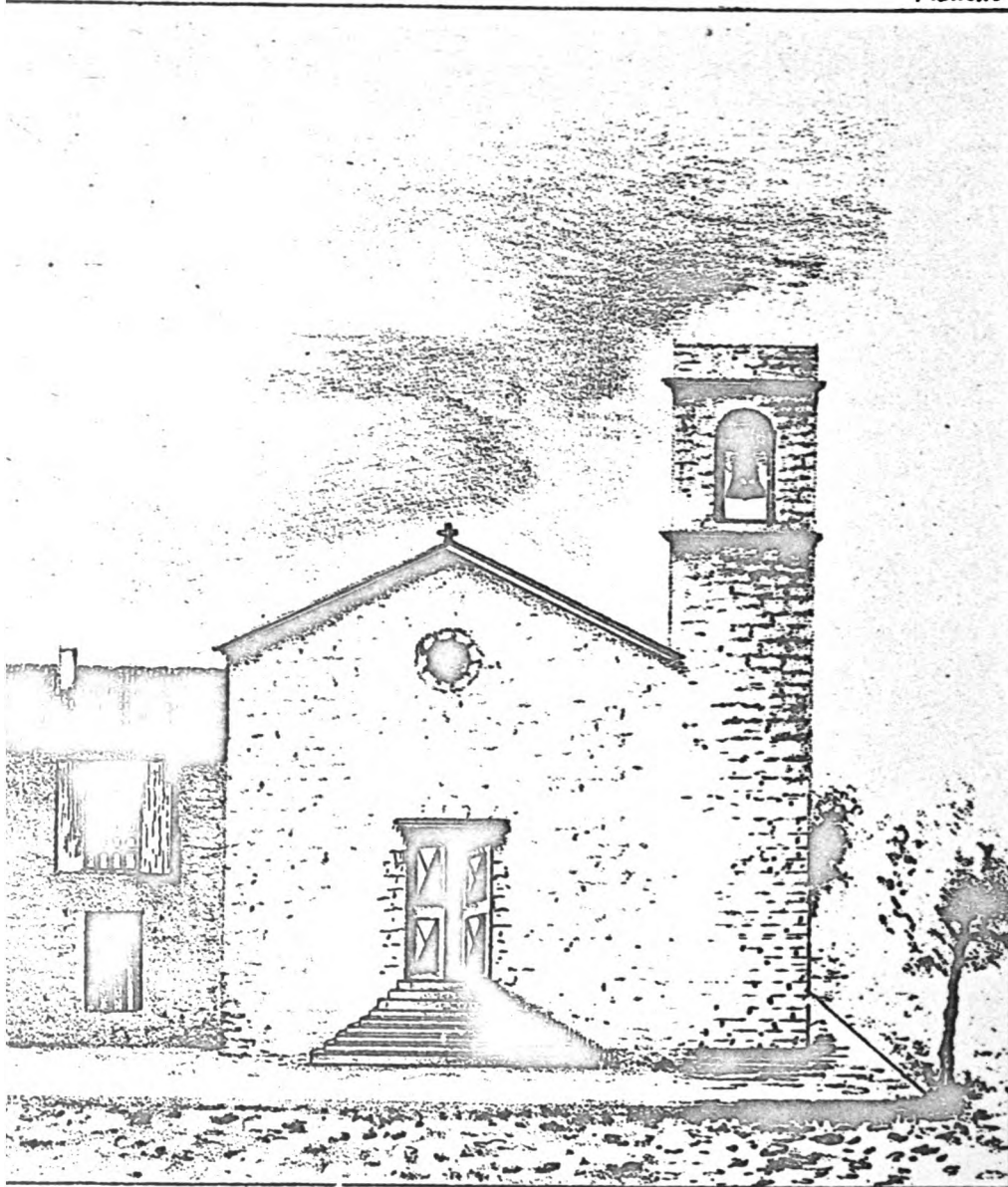
HIC
JOANN. REBOVL
VIXIT ET OBIT

(1796-1864)

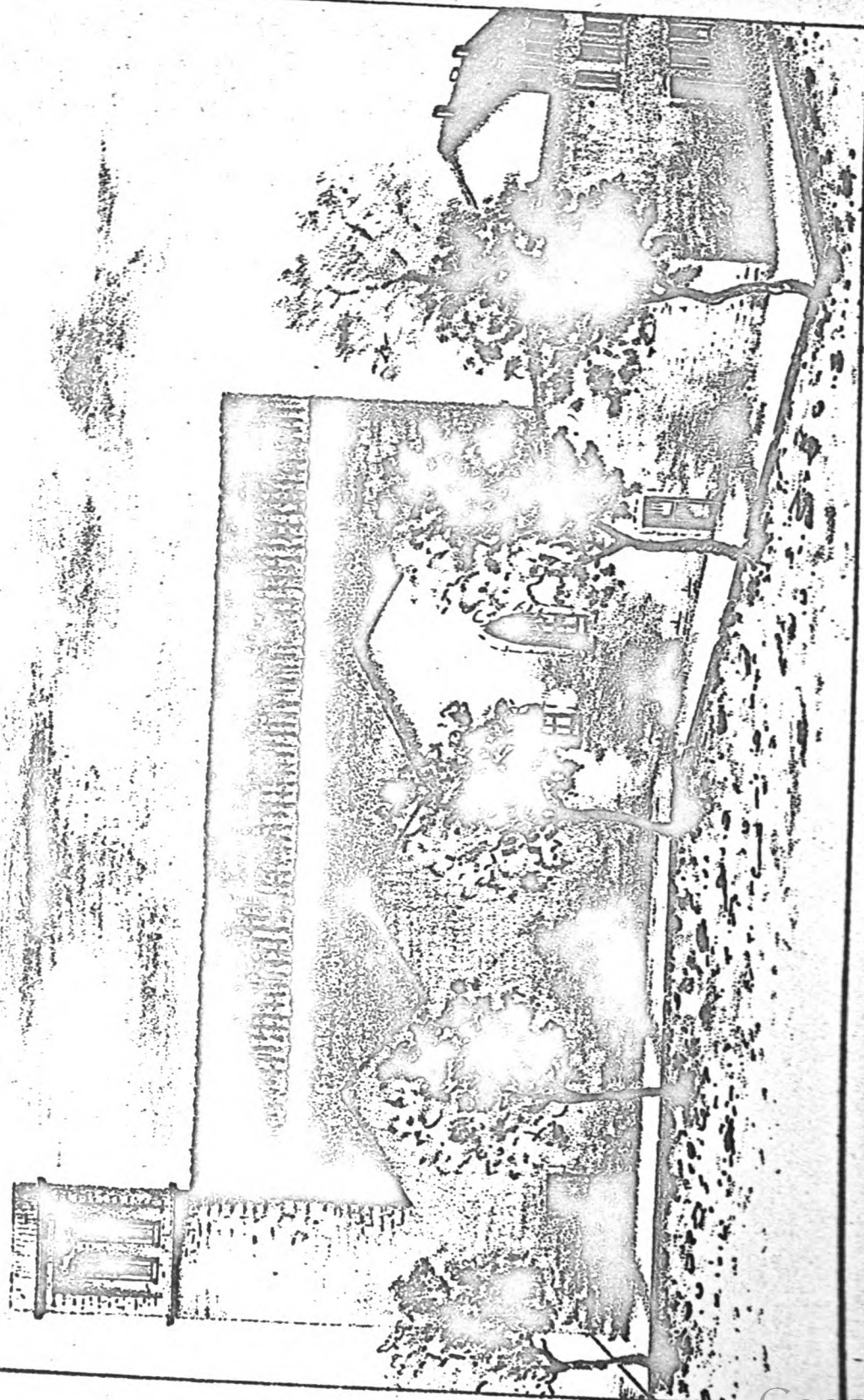
E. d'Alzon, P.

Ancienne Église S^t Paul

Planche I



FAÇADE



FAÇADE SUR LE BOULEVARD

Ancienne Église S^t Paul

Légende.

- a — Fonto baptismale.
- b — Chaire.
- c — Autel de la Croix.
- d — Sanctuaire.
- e — Sacristie.
- f — Chapelle de la Vierge.
- g — — id — du Sacré Cœur.
- h — — id — de S^t Joseph.
- i — Couloir de sortie.
- j — Clocher.
- k — Tambour.
- l, l' — Sorties.
- m — Jardin attenant à la sacristie.

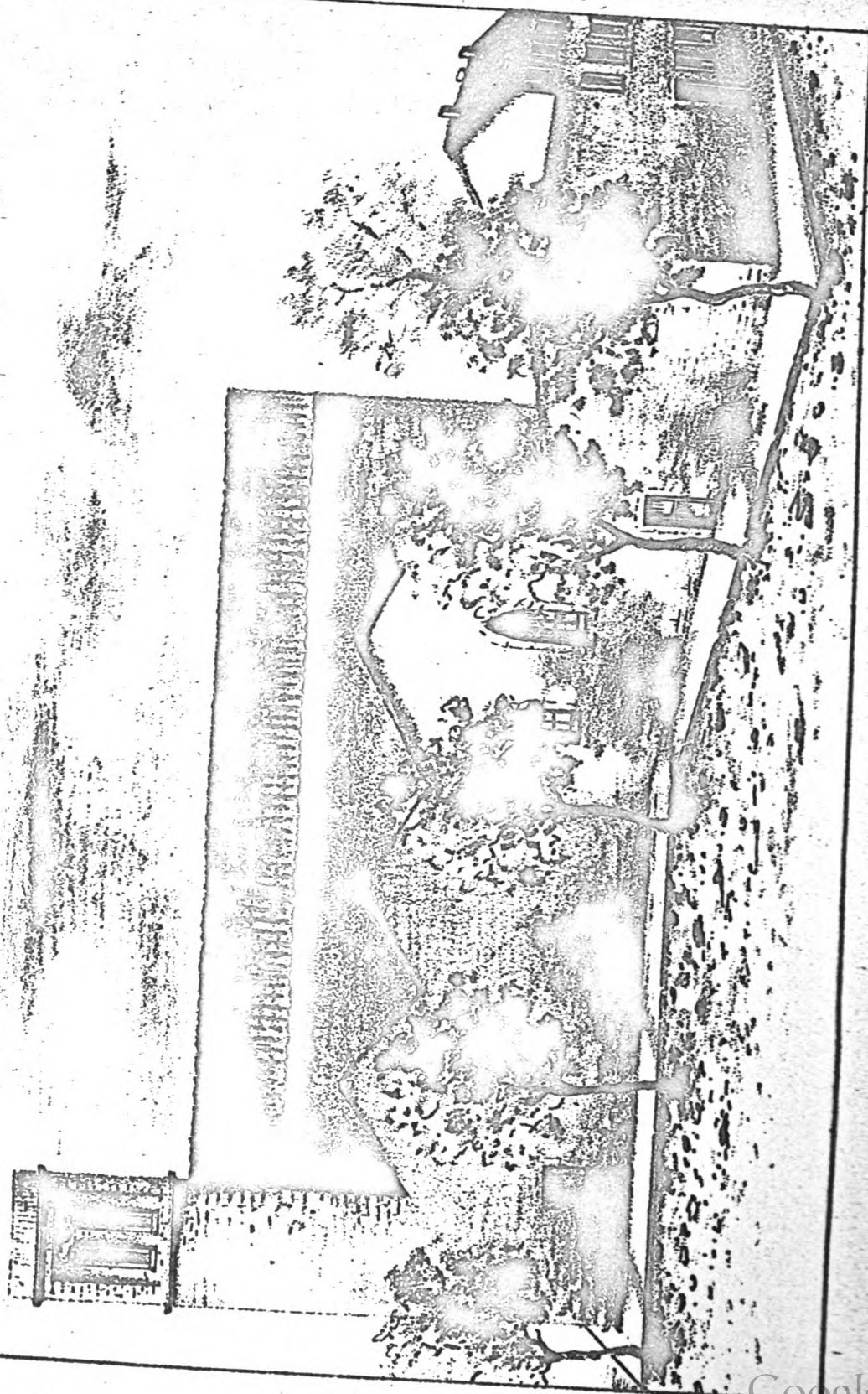
L'Église renfermait de nombreuses sépultures situées dans des caveaux placés à peu près au niveau du sol extérieur.

Le plafond était en bois, à caissons forts grands.

Le pavé était formé de larges dalles dont chacune couvrait un tombeau.

Sur toute la largeur de l'Église au-dessous du tambour d'entrée seignait une tribune.

Le maître autel était du style renaissance.



FAÇADE SUR LE BOULEVARD

Ancienne Église S^t Paul

Légende .

- a — Fonto baptismale.
- b — Chaire.
- c — Autel de la Croix.
- d — Sanctuaire.
- e — Sacristie.
- f — Chapelle de la Vierge.
- g — — id — du Sacré Cœur.
- h — — id — de S^t Joseph.
- i — Couloir de sortie.
- j — Clocher.
- k — Tambour.
- l, l, — Sorties.
- m — Jardin attenant à la sacristie.

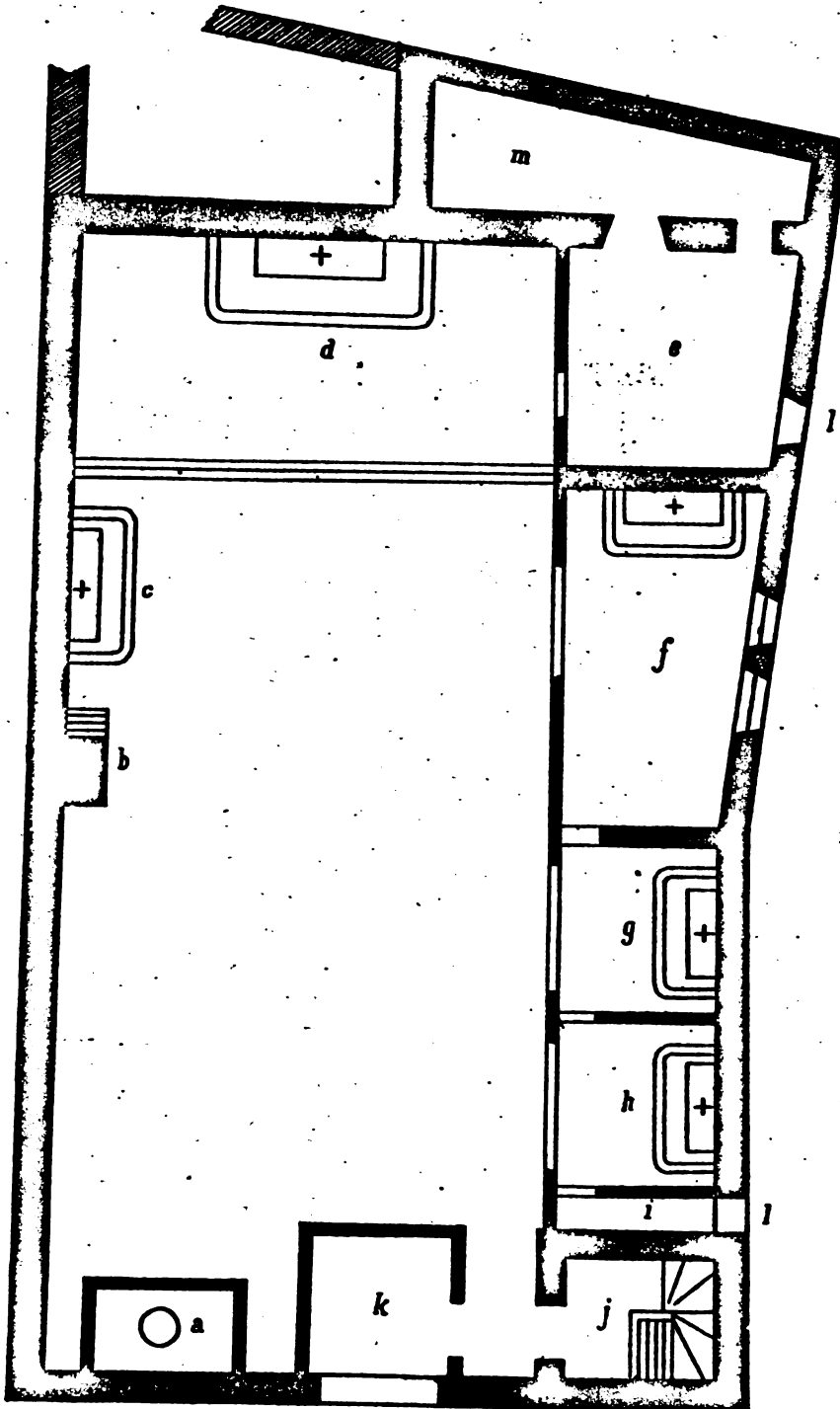
L'Église renfermait de nombreuses sépultures situées dans des caveaux placés à peu près au niveau du sol extérieur.

Le plafond était en bois, à caissons forts grands.

Le pavé était formé de larges dalles dont chacune couvrait un tombeau.

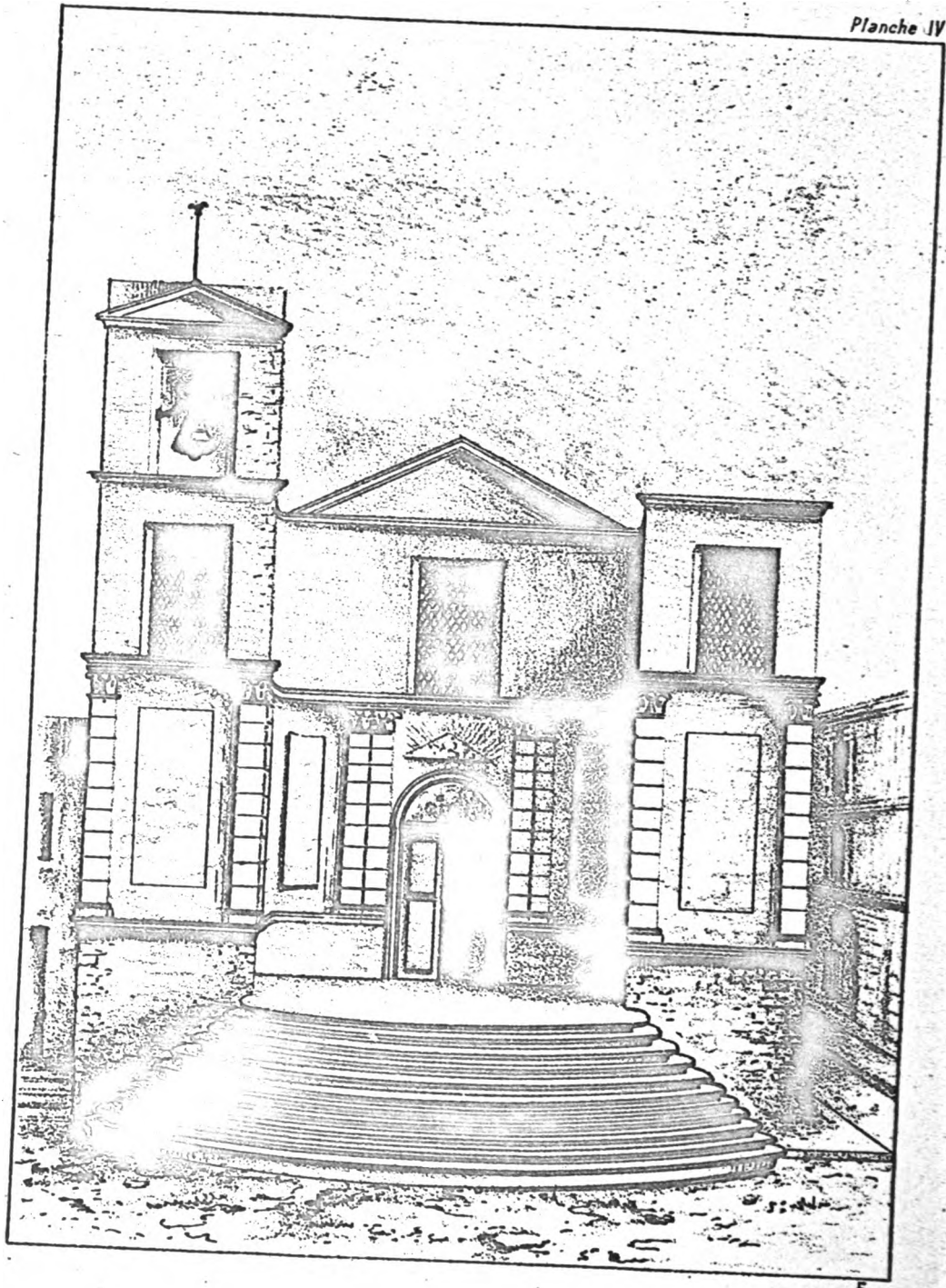
Sur toute la largeur de l'Église au dessus du tambour d'entrée se trouvait un tableau.

Le maître autel était du style renaissance.



Ancienne Église St Baudile

Planche IV



FAÇADE

Ancienne Église St Baudile

Légende.

- a — Clocher
- b — Chapelle des fonts baptismaux
- c — — id — de St Joseph
- d — — id — de la Croix ou du St Sacrement
- e — — id — de St Pierre
- f — — id — sans autel pour les hommes
- g — — id — — id — —
- h — — id — de St^{te} Philomène
- m — Sanctuaire
- n — Chapelle du scapulaire.
- o — — id — de St François de Saule.
- p — — id — de St Charles ⁽¹⁾
- r — Magasin des chaises.
- s — Tambour
- tt — Sorties

(1) Avant l'agrandissement qui fut exécuté M. Couderc de la toue Lisside, étant curé, ces chapelles étaient les sacristies. Le Sanctuaire était à cette époque à l'endroit marqué par les lignes pointillées i, i, i.

Le long de la façade de la place des Carmes en AA étaient au dessus du tambour deux tribunes superposées, la première, spacieuse, pour les hommes, la seconde en retraite pour l'orgue.

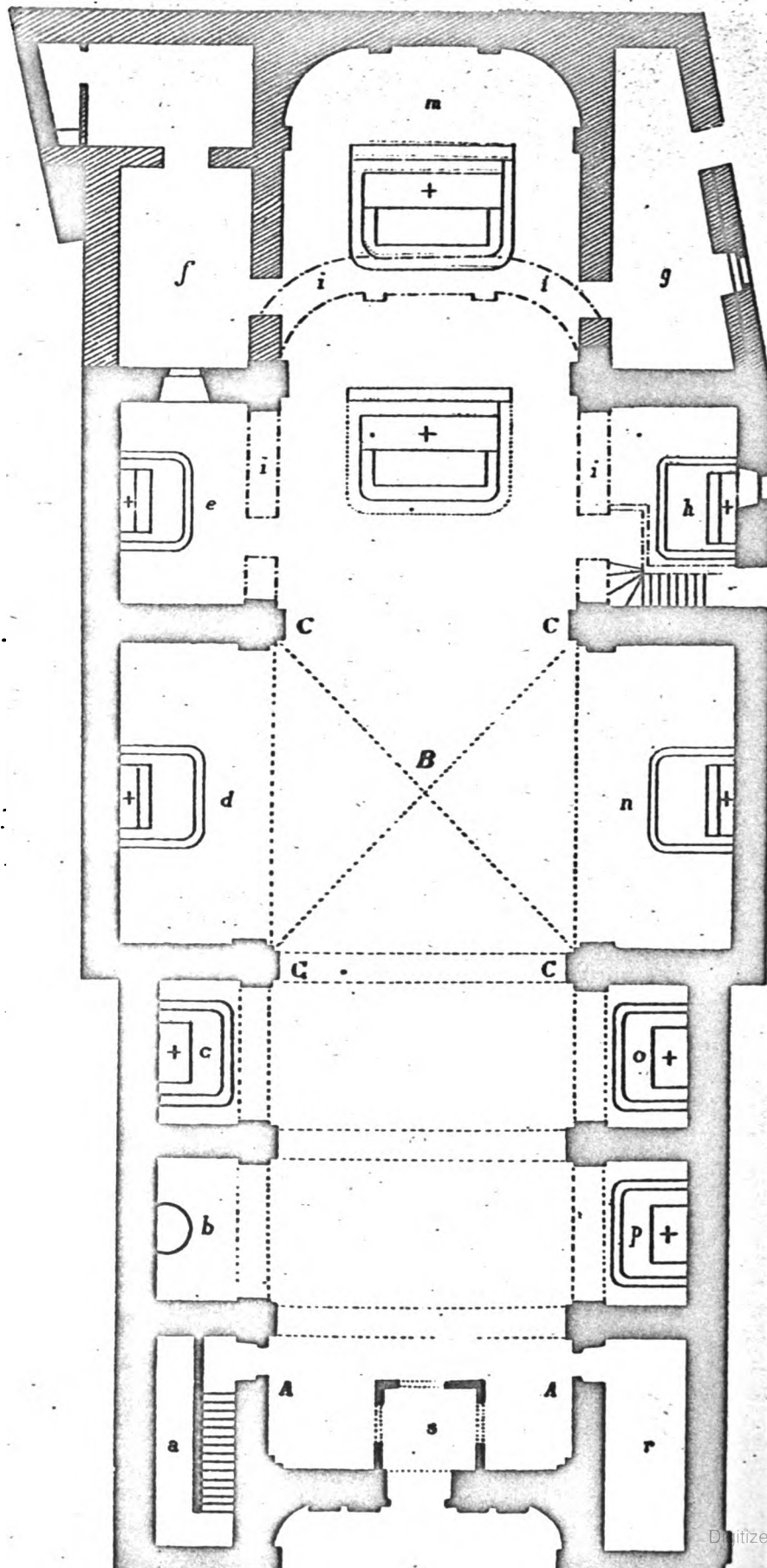
Au dessous du maître autel existait un grand caveau destiné à la sépulture des prêtres. Il y avait également sous les chapelles de St^{te} Philomène et St Pierre d'autres caveaux mais plus petits.

Sous les autres autels existait une série de nombreuses sépultures.

La voûte était en briques à arêtes. Un Dôme écrasé fait en briques s'élevait en B appuyé sur les piliers c, c, c, c.

(1) L'agrandissement est représenté par les parties hachées. L'ancienne église est représentée par les parties pleines.

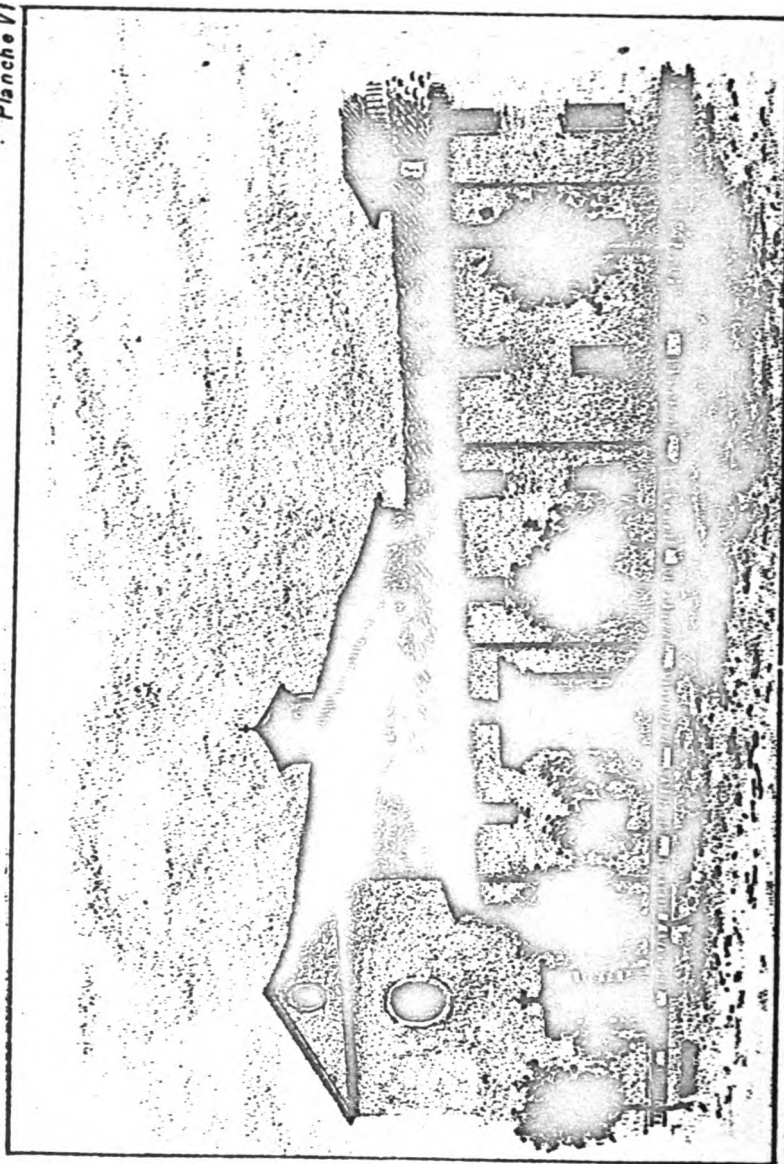
(2) Cette chapelle rappelait l'ancien vocable de l'Eglise jus qu'en 1775.



PLAN

Ancienne Église Sainte Perpétue

Planche VI



FAÇADE

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

(Année 1850)

Etat des partis en France; les journaux de Nîmes; l'élection législative du 13 janvier; loi sur l'enseignement primaire; loi électorale; manœuvres socialistes; interdiction des banquets politiques; proposition Gamet; le complot de Lyon; Henri V à Wiesbaden; la fusion; mort de Louis-Philippe; rentrée de Pie IX à Rome; lettre du Pape au Conseil municipal de Nîmes; la Fontaine Pradier, réception des travaux; travaux du Conseil municipal; la sécheresse à Nîmes; les courses de taureaux au Conseil général; vœu de M. de Larcy; exposition des beaux-arts; création des concours d'animaux de boucherie à Nîmes; inauguration du nouveau Marché aux bestiaux; délimitation des forêts communales; les fouilles à la Porte-Auguste; M. Pollot; duel Bresson-Penchinat; l'affaire du cercle de l'*Alizier*; l'oldium; catastrophe d'Angers 5

CHAPITRE SECOND

(Année 1851)

Deux condamnations à mort; exécutions à Nîmes et à Beaucaire; Barbusse pris et jugé; le complot de Lyon devant le Conseil de guerre; le miracle de Saint-Saturnin; Rose Tamisier; M. de Lourdoueix en cour d'assises; inauguration de la Fontaine de l'Esplanade; les travaux du Conseil municipal; la « Montagne » à Saint-Césaire; la Saint-Henri; affaire de la « Redoute »; le Conseil général et le préfet; M. Lagarde est déplacé; les peintres nîmois; le musée; Nîmes à l'exposition de Londres; le Jubilé; mort de Madame la duchesse d'Angoulême; services funèbres; adresses royalistes.... 79

CHAPITRE TROISIÈME

(Année 1851)

Sourde hostilité entre l'Assemblée et l'Élysée; le message du 24 janvier; la dotation; le parti des coupe-jarrets; nouveau journal démocratique à Nîmes; la révision; le débat à l'Assemblée; la révision devant le Conseil général du Gard; la loi du 31 mai; crise ministérielle; proposition des questeurs; inquiétudes générales; le coup d'Etat du 2 décembre; dissolution de l'Assemblée; les députés du Gard arrêtés; le nouveau ministère; premiers mouvements insurrectionnels à Paris; l'agitation dans le Gard et à Nîmes; l'affaire du « plan de la Fougasse »; les insurgés dans les environs de Nîmes; le département en état de siège; l'agitation dans la région; arrivée de M. Bourdon, préfet du Gard; perquisitions domiciliaires à Nîmes; dissolution de deux compagnies de la Garde nationale; le plébiscite de 1851..... 117

CHAPITRE QUATRIÈME

(Année 1852)

La proclamation du plébiscite; les commissions mixtes; les insurgés du coup d'Etat devant ces commissions; la Constitution de 1852: les élections législatives; le Sénat; les prestations de serment des corps élus; M. Dulimbert, préfet du Gard; élections municipales, élections départementales; voyage du Président de la République; son séjour à Nîmes; pose de la première pierre de l'église Sainte-Perpétue; assassinat de M. de Dampmartin; maire d'Uzès; Sénatus-consulte demandant le rétablissement de l'Empire; protestation de M. le comte de Chambord; lettre d'Alphonse Boyer; le plébiscite à Nîmes; travaux du Douzième livraison. Tome II.

conseil municipal ; l'église Sainte-Perpétue ; exposition de peinture ; mort de Pradier :
exécution militaire..... 165

CHAPITRE CINQUIÈME

(Année 1853)

Election législative ; mariage de l'Empereur ; adresse du Conseil municipal ; démission de MM. de Vallongue et de Cabrières ; le Conseil municipal est incomplet ; élections complémentaires ; travaux du Conseil ; question des eaux ; voirie ; démissions de trois conseillers généraux : M. de Calvières, M. A. Boyer, M. de Cabrières ; élections complémentaires ; l'élection du deuxième canton est annulée ; il est décidé de construire une nouvelle préfecture ; première course de taureaux au genre espagnol à Nîmes ; mort de l'aéronaute Déchamp ; la situation extérieure s'assombrit..... 217

CHAPITRE SIXIÈME

(Année 1854)

La politique impériale se dessine ; rapprochement avec l'Angleterre : alliance offensive et défensive avec le cabinet anglais ; coup d'œil rapide sur la campagne de Crimée ; départ du régiment en garnison à Nîmes ; service religieux célébré à cette occasion ; la victoire de l'Alma au théâtre de Nîmes ; election législative ; la bande Lafabrigue en cour d'assises ; le dogme de l'Immaculée-Conception à Rome ; illumination grandiose à Nîmes ; mort de M. Vidal, maire..... 2

CHAPITRE SEPTIÈME

(Année 1855)

La neige à Nîmes ; température rigoureuse ; M. Pérouse, maire ; premier symptôme de désaccord entre le Conseil municipal et l'administration ; la nouvelle municipalité ; le sectionnement de la ville ; élections municipales ; élections départementales ; prise de Malakoff ; mort de Monseigneur Cart ; ses funérailles ; nomination de l'abbé Plantier à l'évêché de Nîmes ; entrée solennelle du nouveau prélat ; pose de la première pierre de la Préfecture ; attentat de Pianori contre l'empereur ; l'exposition universelle de 1855 ; les lauréats nîmois ; adjudication de l'éclairage au gaz ; Madame Ristori à Nîmes ; le 39^e de ligne fait don à la ville d'un boulet russe..... 241

CHAPITRE HUITIÈME

(Année 1856)

Naissance du prince impérial ; fête donnée à cette occasion ; la protestation des portes ; le baptême du prince, l'évêque et le maire de Nîmes y assistent ; inondations terribles ; l'Empereur à Tarascon ; Mgr Plantier à Beaucaire ; Sa Grandeur à Vallabrigues ; magnifique élan de charité ; souscription publique : ses résultats à Nîmes et dans la France ; la paix est signée ; exécution capitale au Cours-Neuf ; petite émeute ; loi enlevant au département du Gard l'île de la Barthelasse et l'île Piot ; démission de M. Pérouse, maire ; mort d'un conseiller municipal dans la salle des séances ; pose de la grille du Palais de Justice ; ouverture des rues Guizot et Roussy ; le don de l'Empereur à Sainte-Perpétue ; adjudication du temple de l'Oratoire ; l'église Saint-Baudile nécessite des réparations urgentes ; exposition de peinture ; M. Baragnon est nommé préfet..... 251

CHAPITRE NEUVIÈME

(Année 1857)

Mort de plusieurs nîmois ; élections législatives ; municipalité ; pose de la première pierre de l'Oratoire protestant ; un reposoir incendié ; température extraordinaire ; réparation

TABLE DES MATIÈRES

383

aux Arènes ; le roi de Bavière et le prince Napoléon à Nîmes ; don au musée ; tableau du « Giotto » ; affaire Chamerooy..... 263

CHAPITRE DIXIÈME

(Année 1858)

Attentat du 14 janvier ; exécution d'Orsini ; adresses à la famille impériale ; attitude du Conseil municipal de Nîmes ; Mgr Plantier et la population ; conséquences intérieures de l'attentat ; découverte de « Nemausa » ; Babinet et la nouvelle planète ; divers travaux de voirie projetés : le square de la Couronne ; la question des eaux ; le canal Dumont ; projet de chapelle à Saint-Baudile ; élections départementales..... 271

CHAPITRE ONZIÈME

(Année 1859)

Voyage de Mgr Plantier à Rome ; la politique extérieure de l'Empire : guerre d'Italie ; traité de Zurich ; adresses et réjouissances ; réception du 65^e régiment à son retour d'Italie ; le Jubilé protestant ; trombe d'eau au chemin d'Uzès ; Compagnie des Eaux ; le jardin de la Couronne ; le Mont-Duplan ; les statues de Sainte-Perpétue ; les verrières de Sainte-Perpétue ; assassinats à Nîmes et dans les environs ; condamnation à mort ; exécution capitale..... 287

CHAPITRE DOUZIÈME

(Année 1860)

Situation des esprits en France à la suite de la guerre d'Italie ; Mgr Plantier, évêque de Nîmes, et le pouvoir ; travaux du Conseil municipal ; concours ouvert pour la nouvelle église Saint-Baudile ; nouvelle municipalité ; élections municipales ; incendie au Théâtre ; jardin de la Bouquerie ; assassinat à la Maison-Centrale ; exécution capitale ; affaire Ornano, Sorbella ; crime de l'hôtel de l'Univers ; M. Guizot à Nîmes ; la grande duchesse Hélène à Nîmes..... 301

CHAPITRE TREIZIÈME

(Année 1861)

La dissolution du Conseil central de Saint-Vincent-de-Paul ; Mgr Plantier et la franc-maçonnerie ; ovations de la population ; rigueur du gouvernement ; mort de M. Duplan, maire ; ses obsèques ; dénombrement de la population ; travaux du Conseil municipal ; Bravay et les eaux du Midi ; élection départementale ; élection législative ; catastrophe de Lalle ; M. Chalmeton, décoré..... 313

CHAPITRE QUATORZIÈME

(Année 1862)

Nouvelle municipalité ; installation de M. Paradan, maire ; travaux du Conseil municipal ; le square Antonin ; quai Roussy ; place Belle-Croix ; préparatifs pour l'exposition de 1863 ; achèvement de Sainte-Perpétue ; la caravane nimoise ; tremblement de terre, violents orages..... 321

CHAPITRE QUINZIÈME

(Année 1863)

Le Fils de Giboyer ; échauffourée ; le concours régional ; inauguration des expositions ; fêtes vénitiennes ; le carrousel ; les courses de taureaux au genre espagnol ; les recettes de l'exposition ; pose de la première pierre du canal du Pouzin ; fête au Pont-du-Gard ; l'élection Bravay ; invalidation de l'élection ; les élections générales de 1863 ; nouvelles

circonscriptions électorales ; trombe d'eau sur le territoire ; accident mortel ; la politique extérieure ; coup d'œil sur l'affaire du Mexique..... 329

CHAPITRE SEIZIÈME

(Année 1864)

Deuxième élection Bravay ; deuxième invalidation ; troisième élection Bravay ; bénédiction et consécration de l'église Sainte-Perpétue, mort de Jean Reboul ; ses obsèques ; mort de Nicot, secrétaire perpétuel de l'Académie du Gard ; mort d'Antoinette de Beaucaire ; M. Duruy à Nîmes ; création des conférences littéraires et scientifiques..... 339

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME

(Année 1865)

Troisième invalidation de Bravay ; travaux du Conseil municipal ; restaurations projetées à la Fontaine ; l'ancien couvent des Augustins ; mort de A. Pelet ; élections municipales ; démission de M. Paradan, nouvelle municipalité ; le choléra ; le nouveau Conseil et la compagnie de Preignes ; départ de M. Dulimbert ; M. Boffinton, préfet du Gard ; découverte du tombeau de Fléchier ; découverte du tombeau de saint Gilles ; accidents de chemin de fer..... 345

CHAPITRE DIX-HUITIÈME

(Année 1866)

Question des eaux ; le puits Prunier ; adjudication de l'église Saint-Baudile ; inauguration du temple protestant, l'Oratoire ; la chapelle Saint-François de Sales ; travaux du Conseil municipal, la guerre de 1866..... 357

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME

(Année 1867)

L'affaire du Luxembourg ; complications en Italie ; Garibaldi marche sur Rome ; bataille de Mentana ; les Nîmois à Rome ; départ de volontaires pour les zouaves pontificaux ; l'exposition universelle ; statue à Jean Reboul ; pose d'un médaillon commémoratif sur la maison du poète nîmois..... 363

PLANCHES

Planche I. — Ancienne église Saint-Paul. Façade	A
Planche II. — Ancienne église Saint-Paul. Façade sur le boulevard.....	B
Ancienne Église Saint-Paul. Légende.	
Planche III. — Ancienne église Saint Paul. Plan.....	D
Planche IV. — Ancienne église Saint-Baudile. Façade	E
Ancienne église Saint-Baudile. Légende	
Planche V. — Ancienne église Saint-Baudile. Plan.....	G
Planche VI. — Ancienne église Sainte-Perpétue. Façade	H

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Déhora la Bohémienne.

Grain de Mil.

Le Capitaine Lafayette.

L'Ermitage.

Gilberte de Saint-Guilhem.

Le marquis de Valament.

—

Mémoire sur Jean Nicot.

—

L'Epargne.

La politique traditionnelle.

La fin du Monde.

Projets de loi et discours à la Chambre des députés.

—

EN PRÉPARATION :

HISTOIRE DE LA VILLE DE NIMES

depuis 1830 jusqu'à nos jours

(suite)

—

EN VENTE CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

Acme
Bookbinding Co., Inc.
300 Summer Street
Boston, Mass. 02210





3 2044 105 336 192